Italy 1870

SIXIÈME ÉDITION

LE

COMTE DE BISMARCK

ET SA SUITE

PENDANT LA GUERRE DE FRANCE

1870-1871

PAR

D. MORITZ BUSCH

SECRÉTAIRE PARTICULIER DE M. DE BISMARCK

TRADUIT DE L'ALLEMAND

Avec l'autorisation spéciale de l'Auteur

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

PALAIS-ROYAL, 15-17-19, GALERIE D'ORLÉANS

LE

COMTE DE BISMARCK

ET SA SUITE

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny

LE
COMTE DE BISMARCK
ET SA SUITE

PENDANT LA GUERRE DE FRANCE
1870-1871

PAR

D. MORITZ BUSCH

SECRÉTAIRE PARTICULIER DE M. DE BISMARCK

TRADUIT DE L'ALLEMAND

Avec l'autorisation spéciale de l'Auteur

SIXIÈME ÉDITION

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

PALAIS-ROYAL, 15-17-19, GALERIE D'ORLÉANS

1880

Le livre de M. le docteur Busch, que nous venons de traduire, est empreint, à l'égard de la France, d'une malveillance dont il ne faut sans doute chercher l'explication que dans l'heure où il a été écrit, celle de la lutte. Nous avons néanmoins cru devoir le faire connaître, comme un document où l'on peut puiser plus d'un enseignement utile, — persuadé, d'ailleurs, que l'opinion publique, en Allemagne, a déjà fait justice des exagérations hostiles qu'il contient contre notre pays.

PRÉFACE.

Les circonstances dans lesquelles s'opéra, il y a huit ans, mon premier et dernier voyage à travers la France, ainsi que les observations qu'il me fournit l'occasion de faire, m'apparaissent aujourd'hui, lorsque je me les retrace, presque comme le souvenir d'un songe, et cependant aucun autre n'est aussi vivant dans ma mémoire. On comprendra l'un et l'autre quand on saura que mon itinéraire alla de Sarrebruck à Versailles en passant par Sedan, et que pendant les sept mois que dura ce voyage j'eus l'honneur de me trouver dans l'entourage immédiat du Chancelier de l'Empire appelé, en ce temps-là, le Chancelier de la Confédération. En d'autres termes, ce voyage eut lieu pendant la campagne de 1870-71 et j'étais attaché à la fraction mobilisée du Ministère des Affaires Étrangères, qui, de son côté, dépendait du grand-état-major des armées allemandes.

Dans ma modeste position, huit mois auparavant, je n'aurais jamais pu m'imaginer que j'assisterais non seulement à de grandes actions militaires, mais encore à de grands événements politiques ; je n'aurais jamais pu songer que j'aurais un jour des relations personnelles avec le Chancelier. Sous mes yeux je vis s'écrire une des plus grandes pages de l'histoire. Au milieu des événements, je sentis le souffle de notre peuple, j'entendis sa voix de tonnerre sur les champs de bataille, j'éprouvai l'angoisse de l'heure décisive, je tressaillis de joie quand éclatait la nouvelle de la victoire. Mais non moins intéressantes étaient les heures silencieuses et laborieuses pendant lesquelles je

pouvais jeter un coup d'œil dans l'atelier où s'écrivait une grande partie de cette page d'histoire et où l'on pesait, calculait, et utilisait les résultats des combats; où entraient et sortaient plus tard à Ferrières et à Versailles des noms connus, des têtes couronnées, des princes, des ministres, des généraux, des négociateurs de toute espèce, des leaders du Reichstag, et d'autres personnages importants. Et il était bien doux, après les rudes labeurs du jour, de sentir que l'on était un des rouages de cette machine au moyen de laquelle le Maître exerçait son influence sur le monde et le modelait sur un plan conçu par lui. Mais le plus grand bonheur était encore d'être près de lui.

Je considère comme le plus grand trésor de ma vie le souvenir de ces événements dont il me sera permis, je pense, de faire part aux autres. On comprendra néanmoins que je doive encore taire aujourd'hui une grande partie de ce que je pourrais dire. Du reste, beaucoup des choses que je dirai sembleront à bien des gens n'être que des futilités ou la surface des choses, *quas non curat prætor*, mais je ne puis être de leur avis. Très souvent les petits faits font connaître le caractère d'un homme et sa disposition d'esprit plus clairement que les grands. En outre, dans des situations de peu d'importance l'esprit peut trouver l'occasion de jeter des éclairs et il peut en résulter des associations d'idées fécondes en conséquences pour l'avenir. Les inventions et les découvertes, qui ont fait époque, ne sont-elles pas dues souvent à des circonstances insignifiantes amenées par le hasard? Songez au pot d'étain luisant qui transporta Jacob Bœhme dans les régions du monde métaphysique. Je n'oublierai jamais une certaine tache du tapis de notre table à Ferrières qui donna au Chancelier l'occasion de faire un discours fort remarquable et fort caractéristique. Le matin a une autre influence que le soir sur les constitutions nerveuses; le temps avec ses changements impressionne fortement aussi. Il faut même peut-être prendre en considération que quelques savants ont émis des théories qui, expé-

mées franchement, se résument à peu près ainsi : l'homme est ce qu'il mange; car quelque comique que cela puisse paraître nous ne savons pas trop jusqu'en quel point ils ont tort. Et puis il me semble que rien de ce qui se rapporte à cette glorieuse guerre qui a donné à l'Empire Allemand une frontière assurée, à l'Est, ne doit être indifférent, et que les plus petits détails sur la part que le Comte de Bismarck prit à ces événements doivent offrir de l'intérêt.

Dans une grande époque ce qui est petit paraît être encore plus petit, mais après des années, des siècles, c'est l'inverse : le grand paraît plus grand, l'insignifiant devient important. On regrette souvent alors de ne pouvoir se faire un tableau aussi vivant et aussi coloré qu'on le voudrait des événements et des personnages, faute de renseignements nécessaires, qu'une main contemporaine n'a pas recueillis. Qui n'aimerait maintenant avoir plus de détails sur Luther dans les grandes heures de sa vie, quand bien même ces détails ne feraient que relater des faits insignifiants ? Dans cent ans le Prince de Bismarck aura sa place dans la pensée de notre peuple, auprès du docteur de Vittemberg, celui qui nous délivra de la pression étrangère à côté de celui qui libéra la conscience du joug de Rome, le créateur de l'Empire Allemand à côté du créateur du Christianisme Allemand. Beaucoup ont déjà donné au Chancelier cette place, dans leur cœur comme parmi les tableaux qui ornent leurs appartements ; cela m'encourage à m'exposer aux reproches de ceux qui disent que je n'ai atteint que l'écorce sans toucher au bois, que je n'ai fait qu'effleurer les choses. J'aurai peut-être plus tard l'occasion de faire un modeste essai dans le but de reconstituer le tableau dont je ne donne aujourd'hui qu'une esquisse, mais actuellement je me contente de me conformer au proverbe : *Ramassons les moindres broutilles, afin que rien ne soit perdu.*

Les récits que je donne aujourd'hui sont extraits d'un journal que je tenais très fidèlement et dans lequel j'ai décrit aussi exactement et aussi complètement que possible ce que

j'ai vu et entendu auprès du Chancelier. Celui-ci est toujours la figure principale autour de laquelle tout se groupe. Je ne voulais d'abord écrire que pour moi-même, et, en chroniqueur attentif et consciencieux, mon but était de noter la conduite du Comte de Bismarck pendant la guerre, la façon dont il travaillait, dont il jugeait le présent, ce qu'il racontait du passé durant ses repas, au thé, ou dans toutes autres occasions. Je fus soutenu dans l'accomplissement de cette tâche et surtout dans le récit de ce qu'il dit, dans le cercle plus ou moins étendu de son entourage, par l'attention, changée presque en vénération, que je prêtais au Chancelier, et par une mémoire qui, naturellement médiocre au début, avait acquis, par les nombreuses occupations que me donna mon service pendant les six mois qui précédèrent la guerre, une telle puissance que je pouvais retenir des discours entiers prononcés par le Chancelier, fussent-ils graves ou légers, jusqu'au moment de les confier au papier. D'ailleurs, chacune des notes que je publie a été écrite ordinairement une heure au plus après l'événement qu'elle relate, du moins quand rien ne s'y opposait. Celui qui connaît le style dont le Chancelier habille en général ses pensées quand il se trouve dans un cercle d'amis, reconnaîtra de suite la fidélité de mes récits. Le lecteur y rencontrera presque toujours ces ellipses qui rappellent la ballade allemande et il verra que son discours est ordinairement tissé sur un fond humoristique : chacun sait que ce sont là les éléments caractéristiques de la façon de parler du Prince.

Du reste, ces anecdotes, de même que les remarques qui les accompagnent, sont naturellement des photographies sans retouche. En d'autres termes, je crois non seulement avoir été un observateur attentif et n'avoir rien omis d'important, mais je crois aussi n'avoir rien ajouté. Là où je devais me taire, je me suis contenté de mettre des points. Et quand je n'ai point parfaitement retenu les paroles du Prince, je l'indique. Beaucoup des jugements exprimés sur les Français pourront paraître durs et quelques-uns même cruels, mais

qu'on se souvienne qu'une guerre même ordinaire endurcit et excite. La guerre à outrance de Gambetta, sa haine passionnée, et le peu de loyauté des francs-tireurs, devaient nécessairement susciter dans notre camp un sentiment étranger à la clémence et à la bienveillance. Mon intention, maintenant que ces événements sont passés, n'est pas assurément d'offenser, en publiant les paroles nées de ces sentiments, mais bien de fournir des documents à l'histoire de la guerre et de compléter l'exposé du caractère du Prince. Les descriptions de pays et de champs de bataille, ainsi que d'autres récits accessoires, ne sont là que pour donner un peu de variété au livre. J'ai cité parfois des articles de journaux uniquement pour montrer les opinions ayant cours à cette époque.

On peut du reste comparer ce que je dis à l'opinion émise par le Chancelier sur les journaux et leur importance pour l'histoire.

LE

COMTE DE BISMARCK

ET SA SUITE.

I.

DÉPART DU CHANCELIER. — JE LE SUIS D'ABORD JUSQU'A SARREBRUCK. — CONTINUATION DU VOYAGE JUSQU'A LA FRONTIÈRE FRANÇAISE. — MOBILISATION DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le 31 Juillet 1870, à cinq heures et demie de l'après-midi, le Chancelier, accompagné de sa femme et de sa fille, la comtesse Marie, quitta sa demeure de la Wilhemstrasse, pour se rendre avec le Roi sur le théâtre de la guerre, en passant par Mayence. Quelques jours auparavant il avait reçu la sainte communion dans sa chambre. Quelques conseillers du Ministère des Affaires Étrangères, un secrétaire expéditionnaire du bureau central, deux chiffreurs, et trois ou quatre domestiques de la Chancellerie avaient été désignés pour le suivre. Quant à moi et aux autres qui restions nous l'accompagnâmes seulement de nos meilleurs souhaits lorsqu'il monta dans sa voiture, près des deux sphinx du perron, le casque sur la tête. Je m'étais déjà résigné à ne faire la guerre que sur la carte et dans les journaux. Pourtant bientôt je fus plus favorisé.

Dans la soirée du 6 Août, un télégramme, annonçant la victoire de Wœrth, arriva au Ministère. Une demi-heure plus tard, l'heure de la fermeture des bureaux sonna et je portais l'heureux message à une réunion d'amis qui, dans un café de la rue de Potsdam, attendaient les événements. On sait combien et comment un bon Alle-

mand aime à célébrer une bonne nouvelle et... cette nouvelle étant excellente, elle fut même célébrée un peu trop longuement et un peu trop copieusement. La conséquence de tout ceci fut que je n'étais pas encore levé le lendemain quand apparut un domestique de la Chancellerie, qui me remit, de la part des conseillers restés au Ministère, la copie d'une dépêche qui me donnait l'ordre de partir le jour même pour le Grand-Quartier-Général.

Enfin !... quel bonheur !... J'arrangeai bien vite tout ce qui était nécessaire. Avant midi j'eus mon passeport et un billet pour tous les trains militaires. A huit heures du soir le train m'emportait à la grâce de Dieu loin de la gare d'Anhalt, moi et les deux compagnons que j'emmenais avec moi, selon l'ordre du Ministre. Nous passâmes par Halle, Nordhausen, et Cassel, afin d'atteindre le plus rapidement possible notre but.

Ce fut d'abord dans un coupé de 1re classe, qui se transforma successivement en wagon de 3e classe, et finalement en fourgon à marchandises. Partout on faisait de longs arrêts que rendait plus longs encore notre impatience. C'est le 9 Août, à six heures du matin, que nous arrivâmes à Francfort-sur-le-Mein. Comme nous étions obligés d'attendre quelques heures avant de pouvoir continuer notre voyage, nous pûmes nous informer où se trouvait le Grand-Quartier-Général. Le commandant d'étape ne put nous donner aucune indication précise, non plus que les directeurs du télégraphe.

« — Peut-être est-il encore à Hombourg, mais plus probablement déjà à Sarrebruck. »

Ce ne fut que dans l'après-midi que nous continuâmes notre voyage, dans un fourgon de la poste, vers Darmstadt, le long de l'Odenwald dont les noirs sommets étaient entourés de brouillards, pour gagner de là Mannheim et Neustadt. Le train allait de plus en plus lentement, et s'arrêtait fréquemment à cause des trains militaires qui s'étendaient à perte de vue. Partout où, vague du torrent de cette émigration moderne, nous nous arrêtions, on accourait pour donner à boire et à manger aux soldats qui étaient dans les wagons. Le pays que nous traversions était pauvre, mais les habitants avaient bon cœur; on y voyait des petites vieilles qui ne pouvant offrir que du pain noir et du café au lait, l'offraient de bon cœur.

Nous traversâmes le Rhin au milieu de la nuit. A l'aube nous

aperçûmes couché sur le sol un homme mis élégamment, qui parlait anglais avec un autre homme qui nous parut être son domestique. Nous apprîmes ensuite que c'était le banquier Deichmann, de Londres, et qu'il se rendait au Quartier-Général pour demander à Roon, Ministre de la Guerre, l'autorisation de s'engager comme volontaire dans un régiment de cavalerie. Dans ce but, il avait amené ses chevaux. Sur son conseil nous descendîmes dans la plaine de Neustadt, à Hosbach, que le train ne semblait pas vouloir abandonner de longtemps. Trois ou quatre trains couvraient la voie. Nous nous procurâmes une carriole et nous partîmes pour cette petite ville du Palatinat ; elle était déjà remplie de troupes de toutes sortes, chasseurs bavarois, hussards rouges prussiens, saxons, etc.

Pour la première fois, depuis notre départ de Berlin, nous mangeâmes quelque chose de chaud. Jusque-là, nous n'avions eu que des mets froids, et pendant la nuit nous avions fait de vains efforts pour trouver le sommeil sur les bancs de bois, la tête appuyée sur nos sacs de voyage. Mais bah ! à la guerre comme à la guerre! Et puis j'avais déjà éprouvé de semblables incommodités pour arriver à des résultats moins glorieux.

Après un arrêt d'une heure à Neustadt, nous traversâmes la Hardt en passant par des vallées étroites et de nombreux tunnels, pour arriver enfin sur un vaste plateau où est située la ville de Kaiserslautern. De là à Hombourg, nous fûmes surpris par une pluie torrentielle succédant au soleil qui nous avait éclairé jusque-là, si bien que ce bourg, quand nous y arrivâmes à dix heures du soir, ne paraissait être que ténèbres et eaux. Nos malles sur les épaules, nous pataugions dans les flaques d'eau en trébuchant sur les rails du chemin de fer. Partout nous demandions l'*Hôtel de la Poste*. Nous y trouvâmes toutes les chambres occupées et rien pour nous reposer le corps et l'esprit. Du reste, nous n'aurions même pas pu profiter d'une situation plus favorable, car nous apprîmes que le Comte de Bismarck était déjà parti avec le Roi, et qu'il était déjà probablement à Sarrebruck. Il fallait donc nous hâter si nous voulions le rejoindre sur le sol allemand.

La perspective de nous replonger dans le déluge nous sourit médiocrement; mais la philosophie nous aide à supporter bien des choses, en nous faisant songer qu'il se trouve toujours des hommes moins heureux que nous. On avait fait un dortoir de la salle basse de l'hôtel; les gens couchaient sur des tables et sur des chaises rap-

prochées les unes des autres, dans une atmosphère saturée de l'odeur du tabac, de la bière, et des lampes fumeuses jointe à l'arome du cuir et du drap humides. Près de la gare, fumaient les feux à demi éteints d'un camp; c'était la landwehr saxonne, si l'on nous a bien renseignés. Les casques et les fusils d'un bataillon prussien, rangé devant l'*Hôtel de la Gare*, luisaient dans la pluie qui tombait obliquement. Trempés et fatigués, nous trouvâmes enfin un abri dans un wagon de marchandises, où Deichmann avait découvert pour lui et pour moi une petite place où nous pûmes nous étendre un peu. Une botte de paille nous tint lieu d'oreillers. Nos autres compagnons de voyage, parmi lesquels se trouvaient un baron et un professeur de l'Université, n'étaient pas aussi favorisés; ils furent obligés de se coucher au milieu des caisses et des paquets, des facteurs et des soldats du train.

Vers une heure le train se mit lentement en marche. Après de nombreux arrêts, à l'aube, nous nous trouvâmes dans le voisinage d'une petite ville qui possède une église fort belle et fort ancienne. Dans la vallée voisine il y avait un moulin près duquel la route serpentait en allant vers Sarrebruck. Nous sûmes que nous étions encore à une bonne demi-lieue de cet endroit. Enfin nous étions presque arrivés à notre destination. Mais notre locomotive semblait avoir perdu haleine et à chaque moment le Quartier-Général pouvait se mobiliser et passer la frontière au delà de laquelle il n'y avait point pour le moment de chemins de fer ni, suivant toutes probabilités, d'autres moyens de transport. Le ciel couvert et une pluie fine n'amélioraient pas non plus notre disposition d'esprit. Pendant deux heures nous avions attendu en vain le sifflement de la machine, lorsque Deichmann nous tira d'embarras. Il avait disparu un moment. Lorsqu'il revint, il avait séduit le meunier voisin pour nous conduire à la ville. Deichmann avait été obligé de garantir à ce prudent paysan que les soldats ne lui prendraient pas ses chevaux.

Durant le trajet ce paysan nous raconta que les Prussiens avaient poussé leurs vant-postes jusqu'aux environs de Metz. Entre neuf et dix heures nous arrivâmes à Saint-Jean, faubourg de Sarrebruck situé sur la rive droite de la Saar, où nous vîmes peu de traces du bombardement qu'y avaient opéré les Français quelques jours auparavant. L'aspect de la ville était fort animé et avait un certain air guerrier. Des voitures de cantine et de bagages, des soldats à pied

et à cheval, des chevaliers de Saint-Jean avec leurs brassards, se heurtaient dans les rues. Les troupes de la Hesse, des dragons et des artilleurs passaient, des cavaliers chantaient : —

urore, m'éclaires-tu pour une mort prématurée...

Dans l'auberge où nous changeâmes de vêtements, j'appris que le Chancelier était encore là et qu'il avait sa résidence chez le marchand et fabricant Haldy. En dépit des obstacles nous étions donc arrivés au port; avec bien des peines, il est vrai. Et il n'était que temps car en allant chez Haldy, pour annoncer mon arrivée au Ministre, j'appris sur l'escalier du comte de Bismarck-Bohlen, cousin du Chancelier, que l'on avait l'intention de partir dans l'après-midi. Je pris congé de mes compagnons de voyage berlinois, pour lesquels il n'y avait pas de place dans les voitures du Ministre. Je quittai aussi notre compagnon anglais dont l'offre patriotique fut refusée à regret par le général Roon. Je fis apporter mes malles de l'hôtel ; on les plaça sur le fourgon de cuisine qui stationnait près du pont de la Saar. Je retournai ensuite dans la maison de Haldy, où je trouvai l'occasion de me présenter, dans l'antichambre, au Chancelier qui sortait de chez le Roi. Je me dirigeai alors vers le bureau, établi à côté, pour voir s'il y avait quelque ouvrage pour moi. Le travail ne manquait pas, ces messieurs en avaient les mains pleines ; j'en reçus ma part. On me donna à traduire pour le Roi le discours du trône de Sa Majesté Britannique et à dicter à un chiffreur une dépêche disant que l'on ne se contenterait pas de la chute éventuelle de Napoléon. Cette dédéclaration me parut du plus haut intérêt bien qu'un peu incompréhensible.

Cette perspective d'avoir Strasbourg, et peut-être les Vosges pour frontière me faisait l'effet d'une merveille ! Qui de nous aurait pu rêver cela il y a trois semaines...?

Le temps s'était éclairci. Quelques minutes avant une heure, les voitures, sous un soleil brûlant, s'arrêtèrent devant les marches de pierre de la maison de Haldy. Les voitures étaient toutes à quatre chevaux dont un ou deux montés par des soldats. Elles étaient destinées, l'une au Chancelier, l'autre aux conseillers et au comte de Bismarck-Bohlen, et la troisième au secrétaire intime, expéditionnaire et aux deux chiffreurs. Le Ministre prit place dans sa voiture, avec le conseiller intime Abeken. Tous les autres, avec

leurs portefeuilles bourrés de documents prirent aussi place dans leurs voitures. Je montai moi-même dans celle des conseillers et je pris dès lors l'habitude d'y monter quand ces messieurs allaient à cheval. Cinq minutes après on traversa la rivière et on arriva dans la rue principale de Sarrebruck, puis on gravit la route ombragée de peupliers, qui, longeant le champ de bataille du 6 Août, conduit à Forbach. Une demi-heure après notre départ de Saint-Jean, nous étions déjà sur le sol français. On apercevait encore des traces nombreuses du combat sanglant qui avait eu lieu cinq jours avant tout près de la frontière : des branches d'arbres brisées par les balles, des sacs de soldat abandonnés, des lambeaux de vêtements, du linge jonchant le chaume, des champs de pommes de terre foulés, des roues brisées, le sol labouré par la mitraille, des petites croix de bois provisoires désignant la place où gisaient les morts, etc., etc. Autant qu'on pouvait le voir, tous les morts avaient éte enterrés.

Maintenant que commence mon voyage en France, je veux interrompre un peu mon récit pour dire quelques mots sur la mobilisation du Ministère des Affaires Étrangères et sur la manière dont le Chancelier voyageait, travaillait, logeait, et vivait avec sa suite. Le Ministre avait attaché à sa personne les conseillers intimes de légation, Abeken et de Keudell, ainsi que le comte de Hatzfeld qui, quelques années auparavant, avait été attaché à l'ambassade de Prusse à Paris, et enfin le conseiller de légation comte de Bismarck-Bohlen. A ces quatre personnages avaient été adjoints le secrétaire intime du bureau central Bœlsing, les chiffreurs Willisch et Saint-Blanquart, et enfin moi. Parmi les messagers et les domestiques mis à notre service étaient les domestiques de la Chancellerie, Engel, Thiess, et Eigenbrodt. Ce dernier fut remplacé au mois de Septembre par l'alerte et adroit Krüger. M. Leverstrœm, le fameux Cavalier Noir, comme on l'appelait à Berlin où il faisait avant la guerre l'office de courrier particulier du Ministère, fut admis dans la suite au même titre que Krüger. Le soin de l'alimentation commune avait été confié à un cuisinier, qui, durant le voyage, avait l'emploi de soldat du train, et dont, si je m'en souviens bien, le nom était Schulz ou Schultz. On voit que j'essaie d'être exact et que je ne veux abréger le nom ou le titre de personne. A Ferrières, le nombre des conseillers se compléta par l'arrivée de Lothar Bucher. Un troisième chiffreur, M. Wiehr se joignit aussi à nous. A Versailles enfin, on

mit avec nous le conseiller de légation d'Holstein, le jeune comte de Wartensleben et, pour des travaux qui ne concernaient pas le Ministère des Affaires Étrangères, le conseiller supérieur intime de gouvernement Wagner. Bœlsing étant tombé malade quelques semaines après, il fut remplacé par le secrétaire intime Wollmann. L'accroissement des affaires exigea enfin un quatrième chiffreur ainsi que l'adjonction de plusieurs domestiques de la Chancellerie, hommes dont malheureusement je n'ai pas retenu les noms. Le Chef, c'est sous ce titre que tout le Ministère désignait ordinairement le Chancelier, avait tout fait pour que tous ses collaborateurs, secrétaires ou conseillers, fussent en quelque sorte comme de sa famille, et, chaque fois que cela était possible, ils avaient l'honneur de demeurer dans sa maison et de manger à sa table.

Pendant toute la durée de la guerre le Chancelier porta l'uniforme, et ordinairement l'uniforme de petite tenue du régiment jaune de grosse cavalerie de la landwehr, la casquette blanche, et les bottes montantes ; quand il sortait à cheval, pour se rendre aux batailles ou pour faire une excursion, il était muni d'une longue-vue contenue dans un étui qu'il portait en bandoulière ; parfois il portait aussi, outre le sabre, un revolver. Parmi ses décorations, je ne vis, dans les premiers mois, sur sa poitrine que la croix de l'Aigle Rouge, et plus tard la Croix de Fer. Quelquefois, à Versailles, je l'ai surpris en robe de chambre, mais il était indisposé, ce qui n'arriva du reste, à ma connaissance, presque jamais durant toute la campagne. En route, il était en général, accompagné d'Abeken, mort maintenant. Il le fut aussi de moi plusieurs jours de suite. Il était fort peu exigeant pour son logis, aussi se contentait-il d'un appartement modeste même dans les endroits où il aurait pu avoir mieux. Tandis qu'à Versailles des colonels et des majors occupaient souvent de splendides appartements, le Chancelier se contenta pendant cinq mois de deux petites chambres dont l'une était sa chambre à coucher et son cabinet de travail, et dont l'autre, peu spacieuse et peu élégante, servait de salon de réception. Dans l'école communale de Clermont-en-Argonne, où nous demeurâmes plusieurs jours, il n'eut même pas de bois de lit, de sorte qu'on fut obligé de lui préparer une couchette sur le parquet.

En voyage nous suivions immédiatement les équipages du Roi ; le départ s'effectuait d'ordinaire vers dix heures du matin et nous

faisions parfois des étapes de soixante kilomètres. La première occupation en arrivant à destination était l'installation d'un bureau, où le travail manquait rarement, surtout quand le télégraphe de campagne nous donnait des communications, et que le Chancelier redevenait ainsi, ce qu'il fut durant toute cette période à de rares intervalles près, l'axe du monde civilisé. Même là où nous ne nous arrêtions que pour une nuit, il tenait toujours son entourage dans la plus grande activité. Des estafettes allaient et venaient, des messagers apportaient et remportaient lettres et télégrammes ; les conseillers rédigeaient, sur les instructions du Chancelier, des notes, des ordonnances, des circulaires, que la Chancellerie copiait, enregistrait, chiffrait, et déchiffrait. De toutes les directions de la rose des vents arrivaient rapports, demandes, articles de journaux, etc., et la plupart de ces choses demandaient à être expédiées immédiatement.

Le conseiller qui savait le mieux expédier les affaires était incontestablement Abeken, avant l'arrivée de Bucher. Cet Abeken était, vraiment, une force d'un grand secours pour le Chef : connu par ses longs services, au courant de tous les détails des affaires, virtuose en fait de routine, armé d'une provision immense de phrases qui découlaient de sa plume sans que cela lui coûtât rien ; il possédait en outre plusieurs langues, aussi bien que l'exigeaient les affaires. Il était tout à fait l'homme qu'il fallait pour rendre en bon style, avec la rapidité d'une machine à vapeur, les idées que le Chef lui communiquait ; comme du reste c'était un travailleur infatigable, il livrait souvent en une journée une innombrable quantité de documents fort bien rédigés. Mais trouver en lui-même la matière de ces documents lui eût été assurément bien difficile, surtout s'il s'était agi de questions de quelque importance ; mais n'importe ; on ne demandait qu'un rédacteur rapide ; le Ministre avec son génie et ses connaissances prenait soin du fond et corrigeait même parfois la forme.

La force presque surhumaine qu'avait le Chancelier pour un travail de création et de correction, pour la solution des problèmes les plus difficiles, n'avait jamais été aussi grande, aussi admirable qu'à cette époque, et elle était d'autant plus étonnante, qu'elle ne pouvait se réparer que par un sommeil trop court. Comme à Berlin, le ministre se levait ordinairement à dix heures du matin, à moins qu'une bataille ne l'appelât avant le jour aux côtés du

Roi et à l'armée. Mais en revanche il veillait la nuit et ne s'endormait guère qu'à l'aube. Parfois, à peine hors du lit, à demi habillé, il se mettait à réfléchir, à lire des dépêches qu'il annotait, à étudier les journaux, à donner des instructions aux conseillers, à les interroger, et même à écrire ou à dicter. Plus tard il recevait les visites, donnait audience, ou faisait des rapports au Roi. Puis il se remettait à l'étude des dépêches et de la carte, à la correction des travaux. Il faisait des brouillons, avec les grands crayons qu'on lui connaît, des lettres et des réponses à des articles de la presse. Et pendant tout ce temps il fallait recevoir des visites que l'on ne pouvait refuser mais qui ne devaient pas toujours être les bienvenues. A deux heures, et souvent seulement à trois, le Chancelier s'accordait un moment de récréation en se promenant à cheval; puis le travail recommençait jusqu'au moment du dîner qui avait lieu entre cinq et six heures. Une heure et demie, au plus tard, après, on le voyait de nouveau lire et travailler devant son bureau, et souvent minuit le trouvait encore lisant ou fixant ses pensées sur le papier.

De même que son sommeil, les repas du Comte n'étaient point réglés comme ceux de tout le monde. Le matin il prenait une tasse de thé avec un ou deux œufs, et rien autre chose jusqu'au dîner. Rarement il assistait au second déjeuner, et il ne venait que de temps à autre prendre le thé qu'on servait entre neuf et dix heures. On peut donc dire qu'il ne faisait qu'un repas sérieux par jour, mais, soit dit en passant, comme Frédéric le Grand il le faisait copieux. Les diplomates ne le cèdent, dit-on, sous le rapport de la bonne chère qu'aux prélats. La bonne table fait en effet partie intégrante des fonctions de ces personnages; presque toujours ils ont affaire à des hôtes considérables qu'il faut pour une raison ou une autre mettre de bonne humeur, et, l'expérience l'a démontré, rien ne met dans d'aussi excellentes dispositions qu'une bonne cave et les produits de l'art d'un cuisinier expérimenté. Le Comte de Bismarck avait donc une bonne table, qui, quand les circonstances le permettaient, devenait même opulente. Ce fut surtout le cas à Reims, à Meaux, à Ferrières, et à Versailles, où le génie de notre cuisinier-soldat sut nous composer des déjeuners et des dîners auxquels un palais habitué à une simple cuisine bourgeoise pouvait rendre cette justice qu'ils rappelaient les jouissances du paradis, d'autant plus qu'entre autres dons de Dieu on n'oubliait pas le monde des boissons. Le fourgon de cuisine avait apporté des

assiettes d'étain, des coupes de métal blanc dorées à l'intérieur, et des tasses du même genre. Les cadeaux qui nous arrivaient de chez nous embellirent notre table, dans les derniers cinq mois ; il était bien naturel que ceux qui étaient restés en arrière pensassent à leur Chancelier en lui envoyant leurs témoignages d'affection, qui consistaient en oies grasses, gibiers, poissons recherchés, faisans, gâteaux, bière excellente, vins fins, et autres choses fort estimables.

Avant de clore ce chapitre, je remarquerai qu'outre le Chancelier les conseillers suivants portaient seuls l'uniforme : de Keudell, l'uniforme des cuirassiers bleu-clair ; le comte de Bismarck-Bohlen, celui des dragons de la garde ; le comte de Hatzfeld et Abeken la petite tenue des employés du Ministère des Affaires Étrangères. Plus tard on proposa d'accorder cette tenue à tout le personnel attaché en permanence au Ministre, à l'exception des deux premiers ci-dessus nommés, qui étaient en même temps militaires. Le Chef y consentit et Versailles vit les domestiques eux-mêmes de la Chancellerie se promener dans cet uniforme composé d'une tunique bleu foncé, à double rangée de boutons et à collet de velours noir, et d'une casquette de même couleur. Les conseillers, les secrétaires, et les chiffreurs portaient en outre le sabre et le ceinturon doré. Le vieux conseiller Abeken qui gouvernait fort habilement son coursier, avait un air tout à fait martial, et je crois qu'il en était fort heureux ; il fut presque aussi content de paraître officier, qu'autrefois de traverser la Palestine dans un costume oriental, sans savoir un mot d'arabe ou de turc.

II.

DE LA FRONTIÈRE A GRAVELOTTE.

Je me suis arrêté à la frontière française. Les poteaux sur les routes nous indiquaient que nous l'avions dépassée ; ils portaient : DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE. Les grandes routes étaient encombrées de chariots de transport et de troupes ; chaque village était occupé. De loin en loin, au sein de cette contrée boisée et coupée de collines, de nombreux camps étaient en voie de formation ; les chevaux y étaient attachés en plein air, l'on voyait des canons, des

caissons, des cantiniers, des trous pour les feux, des soldats en bras de chemise préparant leurs repas.

Deux heures après nous arrivâmes à Forbach que nous traversâmes sans nous y arrêter. Les enseignes des boutiques étaient en français, mais les noms en étaient ordinairement allemands, tel que B. SCHWARZ, *Boulanger*. Beaucoup d'habitants, sur les portes, nous saluaient, mais la plupart nous montraient une mine sombre ; ce qui ne les rendait pas plus agréables à voir, mais ce qu'on pouvait s'expliquer : on avait évidemment logé chez eux trop de soldats. Toutes les fenêtres étaient garnies de Prussiens bleus.

Après avoir traversé des forêts, des vallées, des villages, nous arrivâmes à quatre heures et demie à Saint-Avold, où nous fûmes tous logés avec le Chancelier dans la maison de M. Laity, Rue des Charrons, 301. C'était une maison d'un étage, à persiennes blanches, n'ayant que cinq fenêtres de face, mais d'une largeur considérable ; elle était donc assez spacieuse. Elle donnait par derrière sur un jardin bien soigné, sillonné de nombreuses allées. Le propriétaire que l'on disait être un officier en retraite, et qui apparemment était à son aise, était parti avec sa femme un jour avant notre arrivée, et il n'avait laissé qu'une vieille femme parlant uniquement le français et une servante. Le Ministre occupa une chambre du devant ; les autres se partagèrent les appartements donnant sur le corridor. En une demi-heure le bureau qui devait servir en même temps de chambre à coucher à Keudell fut installé; la chambre voisine donnant sur le jardin fut donnée à Abeken et à moi. Abeken couchait dans un lit placé dans une alcôve : près de la tête de ce lit était suspendu un tableau représentant le Christ, aux pieds la Mère de Dieu, le cœur saignant. Les habitants étaient sans doute catholiques. On installa pour moi un lit commode sur le plancher. Le bureau commença tout de suite à fonctionner. Comme je n'avais rien à faire, j'aidai au déchiffrage des dépêches, travail qui n'offre pas de grandes difficultés.

A sept heures du soir, nous mangeâmes avec le Comte dans la petite chambre voisine de la sienne ; les fenêtres donnaient sur une petite cour ornée de corbeilles de fleurs. A table la conversation fut très animée ; ce fut surtout le Ministre qui parla. Il estimait qu'une attaque subite des Français n'était pas impossible, car comme il l'avait vu dans une de ses promenades, nos avant-postes n'étaient éloignés que de trois kilomètres de la ville, et fort es-

pacés les uns des autres. A l'un d'eux il avait demandé où se trouvait le plus voisin de lui, et on n'avait même pas pu lui répondre. Plus tard il fit remarquer que le propriétaire de la maison avait laissé les armoires pleines de linge et il ajouta : —

« — Si par hasard après nous, une ambulance vient s'établir ici, on découpera les jolies chemises de sa femme pour en faire des bandes et de la charpie, comme c'est justice du reste, et on dira : Le Comte de Bismarck les a emportées. »

La conversation tomba ensuite sur la marche des troupes et le Ministre dit : —

« — Steinmetz s'est montré entêté et indiscipliné ; il se fera du tort avec cet entêtement, malgré ses lauriers de Skalitz. »

Nous avions devant nous du cognac, du vin rouge, et du vin mousseux de Mayence. Quelqu'un parla de la bière et était d'opinion qu'elle nous manquerait, mais le Ministre dit : —

« — Cela ne fait rien; la grande consommation de la bière est déplorable ; elle ne fait que rendre paresseux, stupide, et lourd. Elle est la cause des fausses déclamations politiques. Une bonne eau-de-vie de grain serait préférable. »

Je ne sais plus ni par qui ni comment les Mormons furent mis sur le tapis. On se demanda comment on pouvait les tolérer eux et leur polygamie. Le Comte saisit cette occasion pour parler de la liberté religieuse en général. Il s'en déclara résolument partisan, ajoutant toutefois qu'on devait l'observer avec impartialité.

« — Chacun doit pouvoir aller au ciel à sa façon. J'en parlerai un jour et je pense que le Reischtag sera avec moi. Mais les biens de l'Église doivent naturellement rester à ceux qui restent fidèles à la vieille Église qui les a acquis. Celui qui abandonne une Église doit pouvoir sacrifier quelque chose à sa nouvelle croyance ou plutôt à son infidélité. On en veut peu aux Catholiques d'être orthodoxes, pas du tout aux Juifs, beaucoup aux Luthériens. Et quand une Église repousse les hétérodoxes, on l'accuse de persécution ; mais on trouve parfait que la presse se moque des orthodoxes. »

Après le repas les conseillers se promenèrent avec le Chancelier dans le jardin d'où l'on pouvait apercevoir au loin à droite un grand bâtiment au-dessus duquel flottait un drapeau blanc à croix rouge : aux fenêtres on voyait des religieuses braquant sur nous des lorgnettes. C'était sans doute un couvent dont on avait fait une ambulance. Le soir un des chiffreurs s'inquiéta de la pos-

sibilité d'une attaque à l'improviste et on délibéra sur ce qu'on devrait faire des portefeuilles dans lesquels se trouvaient les papiers de l'Etat et les chiffres. Je m'efforçai de calmer cette inquiétude et j'offris mes services pour sauver ou détruire les papiers en cas de besoin.

Cette crainte fut chimérique, car la nuit se passa fort tranquillement. Le matin, quand on servit le café, arriva, portant une dépêche, une estafette verte de Berlin. De tels messagers ont en général des ailes et pourtant celui-ci n'avait pas voyagé plus vite que moi, qui, à la vérité, avait eu peur d'arriver trop tard. Il était parti, le lundi, 8 Août, et, bien qu'il eût pris plusieurs fois l'express, il lui avait fallu presque quatre fois vingt-quatre heures pour arriver jusqu'à nous : nous étions en effet au 12. Dans la matinée j'aidai de nouveau les chiffreurs dans leur besogne. Plus tard, tandis que le Chef était auprès du Roi, je visitai avec les conseillers la grande et belle église de la ville, dans laquelle un chapelain nous servit de cicerone. Dans l'après-midi le Ministre étant sorti à cheval, nous visitâmes le parc d'artillerie prussienne, situé derrière la ville.

A son retour, à quatre heures, on se mit à dîner. Le Chancelier avait été fort loin pour voir ses deux fils, qui servaient comme simples soldats dans les dragons de la garde. Mais il n'avait pu les rencontrer, car la cavalerie s'était déjà avancée jusqu'à la Moselle supérieure. Il était de bonne humeur, sans doute parce que nos affaires étaient en bonne voie. La conversation étant tombée sur la mythologie il dit qu'il n'avait jamais pu souffrir Apollon.

« — Apollon a écorché par orgueil et par envie un homme, Marsyas, et pour la même raison il a tué les enfants de Niobé. C'est le vrai type du Français ; il ne peut supporter qu'un autre joue aussi bien ou mieux de la flûte que lui. Il me déplaît qu'il ait embrassé la cause des Troyens. Mon homme est plutôt l'honnête Vulcain ou mieux encore Neptune. »

Il ne dit pas pourquoi, mais probablement en raison du *quos ego !*

Après le repas, il y eut de bonnes nouvelles à télégraphier. D'abord que, « le 7 Août, nous avions déjà dix mille prisonniers ; que la victoire de Sarrebruck avait eu plus d'effet qu'on ne l'avait cru : on avait pris plus de quarante voitures pleines de matériel pour les ponts, plus de dix mille couvertures, dont on fera présent aux blessés, et du tabac pour un million de francs. On s'est em-

paré de Phalsbourg, ainsi que du défilé des Vosges qu'elle défend. Une compagnie observe Bitche, petite forteresse qui n'a qu'une garnison de trois cents mobiles. Notre cavalerie est déjà près de Lunéville. » Un peu plus tard on put envoyer une autre bonne nouvelle: le Ministre des Finances à Paris, effrayé par le progrès des armees allemandes, avait engagé les Français à ne pas conserver d'or dans leurs maisons mais à l'envoyer à la Banque de France.

On discuta ensuite la rédaction d'une proclamation par laquelle on interdisait et pour toujours, la conscription dans les pays occupés par les troupes allemandes. On nous informe de Madrid que les partisans du duc de Montpensier, les politiques de l'Union Libérale, comme Rios Rosas et Topete, de même que d'autres chefs de parti, s'efforcent d'amener une convocation immédiate des Cortès pour mettre un terme à cet état provisoire par l'élection d'un roi. Le duc de Montpensier, auquel on songe, est déjà à Madrid, mais le gouvernement s'oppose avec la plus grande énergie à ses projets.

On nous informa que nous devions partir le lendemain de bonne heure et que notre première station devait être la petite ville de Faulquemont. Le soir, je m'exerçai de nouveau au déchiffrage et je réussis à déchiffrer une dépêche de vingt groupes de chiffres en autant de minutes, sans que l'on m'aidât.

Le 13 Août, nous partîmes en effet pour Faulquemont, ou, comme nous l'écrivons maintenant, Falkenberg. Le pays que nous avions à traverser était, comme les environs de Sarrebruck, fort accidenté et fréquemment couvert de bois. Les images de la guerre ne manquaient pas. La route était couverte de convois d'artillerie, de voitures d'ambulance, de gendarmes de campagne, et d'ordonnances. De longues colonnes d'infanterie marchaient sur la route. On voyait parfois un homme tomber dans les rangs et des traînards çà et là couchés dans les fossés, car le soleil d'Août brillait ardemment dans un ciel sans nuages. Les troupes qui marchaient devant et derrière nous étaient le 84e régiment (Sleswig-Holsteinois), et le 36e. Au milieu des nuages de poussière épaisse et jaunâtre que ces troupes soulevaient sous leurs pas, nous entrâmes dans la petite ville où je fus logé chez le boulanger Schmidt. Le Ministre avait disparu dans la poussière et le désordre. J'appris seulement après un moment, des conseillers restés comme moi à Faulquemont, qu'il était allé avec le Roi au village de Herny, éloigné de plus d'une lieue.

Faulquemont est un bourg de deux mille habitants à peu près, coupé par une rue principale fort longue, traversée de petites ruelles. Le passage des troupes à travers cette ville dura sans interruption tout le reste du jour. Parmi ces troupes se trouvait de l'infanterie hessoise. Les Saxons étaient campés dans le voisinage; ils envoyèrent leurs cantiniers chez mon boulanger, de sorte que le pain ne tarda pas à lui manquer.

Dans l'après-midi, les hussards prussiens amenèrent plusieurs voitures de prisonniers, parmi lesquels se trouvait un turco noir-brun, qui avait échangé son fez contre un chapeau de bourgeois. Près de l'hôtel de ville, nous fûmes témoins d'une grande querelle. Une cantinière avait volé à un boutiquier quelques chapeaux, si je m'en souviens bien. Elle fut naturellement obligée de les rendre. On ne put savoir à quel corps de l'armée elle appartenait. Nos gens payaient, autant que je pus le voir, en argent comptant tout ce dont ils avaient besoin. Quelquefois même on fit mieux. Ainsi le comte de Hatzfeld nous raconta : —

« — En passant dans une ruelle, avec Keudell, je vis accourir une femme qui, en pleurant, nous dit que les soldats lui avaient enlevé sa vache. Keudell chercha à la consoler. Ayant appris que les cuirassiers étaient les auteurs du vol, nous nous offrîmes pour aller chercher la vache. Elle nous donna pour guide un petit garçon qui nous conduisit dans les champs; mais personne ne put nous montrer ni les cuirassiers ni la vache. Nous fûmes donc obligés de revenir sans avoir abouti à rien. Keudell a l'intention de lui payer sa vache. »

Mes hôtes étaient fort polis et fort bien disposés. Ils me donnèrent la meilleure de leurs chambres ainsi qu'un excellent déjeuner arrosé de vin rouge et cela bien que je les eusse priés de ne pas se déranger pour moi. Le déjeuner fini, on me présenta, suivant la coutume française, du café dans une tasse et une cuillère en argent qui devait me servir à le boire, je refusai d'abord; mais finalement on me força d'accepter. L'hôtesse n'avait qu'une médiocre connaissance de la langue allemande, mais mon hôte la parlait couramment, bien que son langage ne fût que du patois et qu'il y entremêlât parfois des mots français. A en juger par les images de sainteté accrochées dans leurs chambres, ils étaient catholiques.

Après avoir dîné dans la maison où les conseillers habitaient, je revins chez mon boulanger et j'eus le plaisir de lui rendre un ser-

vice. Dans la nuit, à onze heures, j'entendis dans la maison des cris et un bruit qui devenaient de plus en plus intenses. Mon hôtesse entra chez moi en me priant de lui prêter assistance, car nos gens voulaient par force obtenir du pain, bien que la provision en fût épuisée. Je m'habillai à la hâte; je trouvai mes hôtes entourés de Saxons et de cantiniers réclamant impérieusement du pain. Je dois leur rendre cette justice, qu'ils en avaient grand besoin et qu'ils voulaient le payer. Mais le boulanger n'ayant que deux ou trois miches, je lui proposai de leur en donner à chacun, en attendant, un assez gros morceau en leur promettant quarante pains pour le lendemain matin. Après quelques murmures, les soldats se contentèrent de cela et le reste de la nuit se passa tranquillement.

DIMANCHE, 14 *Août*. — Après le dîner Keudell raconta qu'il avait payé cinquante thalers, je crois, la vache en question. Nous rejoignîmes le Ministre à Herny. Au-dessus de nous, s'étendait la voûte bleu foncé du ciel. Près d'un village, à gauche de la route, l'infanterie hessoise assistait à un service religieux. D'un côté les soldats catholiques s'étaient mis en cercle autour de leur aumônier, d'un autre les soldats protestants autour de leur pasteur. Ces derniers entonnèrent le choral : —

Un puissant rempart est notre Dieu !

Arrivés à Herny, nous vîmes que le Chancelier était logé au premier étage d'une maison de paysan, longue, basse, blanche, élevée à quelque distance de la route. La chambre qu'il habitait avait vue sur le fumier. Comme la maison était assez spacieuse, nous y entrâmes tous. Je partageai encore ma chambre avec Abeken. La chambre de Hatzfeld servit de bureau. Le Roi était logé au presbytère, en face de la jolie et vieille église dont les vitraux étaient ornés de peintures. Le village n'est qu'une longue et large rue, avec une mairie assez bien bâtie, qui contient en même temps l'école communale. La gare offrait l'image de la plus complète dévastation ; nous y vîmes un amas de papiers, de registres déchirés jonchant la terre. A côté, des soldats gardaient deux prisonniers français. Après quatre heures de l'après-midi, on entendit pendant plusieurs heures le grondement sourd et lointain du canon. Le bruit semblait venir du côté de Metz. Le Chancelier dit en prenant le thé : —

« — Il y a quatre semaines, je n'aurais guère songé que je devais prendre aujourd'hui le thé à Herny, dans une maison de paysan. »

La conversation tomba entre autres sur Gramont, et le Comte s'étonna que cet homme fort et vigoureux ne fût pas entré dans un régiment, après l'insuccès de sa politique.

« — Il était bien assez grand et assez fort pour cela. J'aurais agi autrement en 1866 si je n'avais pas réussi. Je serais entré dans un régiment, car, vivant, je n'aurais plus voulu me faire voir. »

Le Ministre s'étant retiré dans sa petite chambre rustique, il me fit appeler plusieurs fois pour me donner des ordres. Il semblait utile d'engager nos journaux illustrés à dessiner l'assaut du Spickeren. Il fallait en outre réfuter l'assertion du *Constitutionnel*, disant que les Prussiens brûlaient tout dans leur marche à travers la France, et ne laissaient derrière eux que des ruines. On pouvait dire en conscience qu'on n'en avait rien vu. Il fallait aussi répondre à la *Nouvelle Presse Libre*, dont l'esprit, naguère bienveillant, nous était devenu hostile. D'après le *Constitutionnel* (1), la cause de cette hostilité était peut-être que sa tendresse pour les Prussiens lui avait fait perdre beaucoup d'abonnés, selon d'autres bruits, le parti hongrois-français aurait l'intention d'acheter ce journal. A propos d'un autre article du *Constitutionnel*, le Chancelier m'ordonna d'écrire qu'il n'avait jamais été question au conseil des ministres de céder Sarrebruck (2) à la France, que cette question n'avait jamais donné lieu qu'à un échange d'idées d'un caractère tout confidentiel, et que naturellement aucun ministre national patriote n'aurait pu avoir cette intention. Le Comte ajouta que ce bruit pouvait néanmoins avoir quelque fondement.

(1) D'après le *Constitutionnel* du 8 Août, la pression de l'opinion publique s'était manifestée de plus en plus clairement et cela avec une intensité telle qu'en une seule journée, *La Nouvelle Presse Libre* avait reçu de ses abonnés plus de mille lettres dans lesquelles ils lui déclaraient qu'ils ne recevraient plus leur journal s'il continuait à servir les intérêts de la Prusse au détriment de ceux de l'Autriche.

(2) D'après une correspondance de Vienne publiée par le *Constitutionnel*, la *Morgenpost* du 2 Août, avait publié des révélations, qu'elle dit tenir d'un personnage très intime avec le Grand-Duc de Bade, et d'après lequel M. de Bismark aurait fait en plein conseil des ministres, la proposition de céder Sarrebruck et Landau à la France. « Le Grand-Duc, lui-même », continuait l'article, « a communiqué ce fait au personnage, et le tenait du Roi de Prusse qui a prétendu que son opposition seule avait empêché ce projet d'être mis à exécution. »

« — Il vient peut-être d'un malentendu ou d'une altération du fait suivant : En 1864, on discuta au conseil des ministres l'opportunité de vendre à des sociétés les houillères de Sarrebruck qui sont la propriété de l'État. Je voulais payer avec cela les frais de la guerre du Schleswig-Holstein. Mais cette affaire échoua devant l'opposition du Roi. »

LUNDI, 15 *Août*. — Tout semblait indiquer que nous serions obligés de partir de bonne heure. A quatre heures du matin, un serviteur de la Chancellerie entra dans la chambre du rez-de-chaussée où je couchais avec Abeken et dit : —

« — Son Excellence part sur-le-champ. Ces messieurs doivent se tenir prêts. »

Je me levai à la hâte et je fis mes paquets. Mais ce n'était qu'un malentendu ; les mots : ces messieurs, ne désignaient que les conseillers. Vers six heures du matin, le Chancelier partit avec le comte de Bismarck-Bohlen, suivi d'Abeken, de Keudell, et de Hatzfeld ; tous à cheval. Nous autres, nous restâmes à Herny, où les occupations ne nous manquaient pas. Au milieu de nuages de poussière de nouvelles masses d'infanterie traversèrent à différentes reprises le village. Il y avait entre autres trois régiments prussiens composés en partie de Poméraniens, les hommes étaient en général grands et beaux. La musique jouait l'air national : *Salut à toi, couronné de la couronne du vainqueur*... et le chant : *Je suis Prussien*... Les soldats semblaient mourir de soif; leurs yeux brûlaient. Nous nous empressâmes de leur apporter de l'eau dans des seaux et dans des pots que nous leur tendions, tandis qu'ils continuaient à marcher, car il ne leur était pas permis de s'arrêter. Les uns buvaient dans le creux de la main, les autres tendaient une petite gamelle de fer battu.

Notre hôte s'appelait Matthiote et sa femme Marie. Il parlait l'allemand fort médiocrement et elle le patois peu compréhensible de cette partie de la Lorraine. On m'avait assuré que ces gens étaient fort mal disposés à notre égard, mais ni le Chancelier ni moi ne pûmes nous en apercevoir. Le Chancelier, qui avant notre arrivée avait eu affaire à cet homme l'avait trouvé « pas mal », il raconta qu'en apportant le dîner, Matthiote lui avait offert de goûter de son vin, pour lequel il ne voulut rien recevoir, bien qu'il fût fort potable et ne lui permit de lui payer que le man-

ger; qu'en outre il l'avait interrogé sur les frontières futures disant que, sans doute, les impôts seraient moins lourds à l'avenir.

On vit peu d'habitants du village, mais ceux que l'on rencontrait étaient polis et communicatifs. Une vieille paysanne, à qui je demandai du feu pour allumer mon cigare, me conduisit dans sa chambre et me montra le portrait de son fils qui portait l'uniforme français. Toute en larmes, elle reprochait cette guerre à l'Empereur et disait que son pauvre garçon était déjà mort sans doute. Elle était inconsolable.

A trois heures de l'après-midi, nos cavaliers revinrent de leur promenade, et peu de temps après le Ministre. Le comte Henckel, personnage imposant, à barbe noire, et le député au Reichstag Bamberger, étaient arrivés durant leur absence, ainsi qu'un M. d'Olberg, qui devait devenir préfet ou quelque chose de semblable. Nous commençions donc à nous considérer comme les maîtres du pays conquis et à nous y installer. Un télégramme envoyé en Allemagne, et au déchiffrage duquel j'avais aidé le matin m'avait déjà dit la part que nous devions en garder; il annonçait que nous garderions l'Alsace « si telle était la volonté de Dieu. »

Le Roi et le Chancelier, comme nous l'apprîmes à table, avaient fait une tournée de reconnaissance jusqu'à une lieue de Metz. Le général de Steinmetz s'était joint à eux. Il avait attaqué avec impétuosité, près de Courcelles, l'armée française, campée près de la ville et l'avait rejetée dans la ville et dans les forts. On estimait les pertes de l'ennemi à quatre mille hommes. Dans une gorge on avait trouvé morts quarante pantalons rouges dont la plupart avaient été frappés à la tête.

Le soir, nous nous assîmes sur un banc devant la porte de la maison. Le Ministre se joignit un instant à nous. En causant il me demanda un cigare, mais le conseiller de cour Taglioni, chiffreur du Roi, attaché jadis à l'ambassade de Paris et mort depuis, fut plus leste que moi. C'est dommage, mes cigares étaient de beaucoup meilleurs.

Le Chancelier dit que deux fois il avait failli être tué par des sentinelles. Une fois à Saint-Sébastien, et une autre fois à Schlusselbourg. A cette occasion nous apprîmes qu'il savait un peu l'espagnol. A propos de l'affaire de Schlusselbourg il raconta l'anecdote suivante. Je la raconte d'après lui, bien que je n'aie pas tout entendu, je ne puis donc garantir qu'elle lui soit arrivée. Le

Comte était une fois dans le jardin d'été de Saint-Pétersbourg. Il y rencontra le Czar. Ils marchèrent quelques instants ensemble. Bientôt ils arrivèrent à une pelouse de gazon au milieu de laquelle se tenait une sentinelle. Le Comte demanda pourquoi elle y était placée. Le Czar le demanda lui-même à un aide de camp qui l'ignorait aussi. Il interrogea alors la sentinelle qui répondit simplement : « — C'est l'ordre. » Le Chancelier dit ces paroles en russe. Ce renseignement ne lui apprenait rien. L'aide de camp s'informa auprès de l'officier du poste, qui questionna son supérieur, et ainsi de suite. Mais chacun répondit : « — C'est l'ordre. » En fouillant dans les livres d'ordres on trouva simplement qu'une sentinelle avait toujours été là. Enfin un vieux laquais se souvint que son père, qui avait été aussi laquais, lui avait dit : « — L'Impératrice Catherine y a rencontré une fois un perce-neige précoce et elle a donné l'ordre de prendre soin que personne ne le cueillît. On a pensé que le mieux était d'y placer une sentinelle, et cette coutume s'est perpétuée. »

On parla ensuite de la disposition peu favorable de la Hollande à notre égard. On en chercha les causes et on pensa que la principale était que le ministre Van Zuylen, étant ambassadeur à Berlin, avait su se rendre fort désagréable et qu'en conséquence il n'avait pas été honoré comme il l'aurait voulu et était parti fort irrité de la chose.

Après avoir appris que nous devions partir le lendemain de bonne heure pour Pont-à-Mousson, je crus faire un compliment à Abeken en lui disant, avant de nous coucher, que, vu son grand âge, la promenade à cheval que nous avions faite aujourd'hui était pour lui une action étonnante et qu'on pouvait l'en féliciter ; mais il en fut presque fâché, car il ne voulait pas être mis au rang des vieux. Je pris pour l'avenir la résolution d'être plus circonspect dans mes félicitations.

Mardi, 16 *Août*. — A neuf heures et demie du matin nous nous mîmes en marche. Le ciel était pur ; la chaleur accablante. Je montai dans la voiture des conseillers qui pour la plupart étaient à cheval. Près de moi était assis le conseiller provincial Jansen, membre du parti des conservateurs libéraux au Reichstag, homme d'un esprit fin et affable, venu pour prendre place dans l'administration du pays conquis. Le voyage se fit à travers une plaine accidentée,

vers la chaîne de collines qui bordent la rive droite de la Moselle et où s'élève le sommet du Mousson avec ses grandes ruines qu'on apercevait au loin. Nous traversâmes ensuite sur une excellente route plusieurs villages qui possédaient des mairies et des écoles imposantes. La route fut de nouveau garnie de soldats, infanterie et cavalerie saxonne bleu-clair, de charrettes, et de voitures de toute espèce. Çà et là on apercevait des petits camps.

A trois heures nous descendîmes dans la vallée de la Moselle, puis de là à Pont-à-Mousson. C'est une ville de huit mille habitants. Elle s'étend le long des deux rives du fleuve. Elle possède un très beau pont en pierre et sur la rive droite une grande et ancienne église. Après avoir franchi le pont nous arrivâmes au marché, entouré d'arcades, d'hôtels, et de cafés. Devant le vieil hôtel de ville était campée sur la paille l'infanterie saxonne. Nous entrâmes dans la Rue Saint-Laurent, où logèrent au coin de la Rue Raugraff, dans un petit château couvert en partie de plantes grimpantes à fleurs rouges, le Ministre avec Abeken, Keudell, et le comte de Bismarck-Bohlen. L'hôte involontaire était un vieux monsieur qui, paraît-il, se trouvait être en voyage avec sa femme. Le Chancelier habita les chambres du premier étage qui donnaient sur le jardin. On installa le bureau au rez-de-chaussée. Une petite pièce, en face du bureau, servit de salle à manger. Le landrath, moi, le secrétaire Bœlsing, Willisch, et Saint-Blanquart fûmes logés également dans la Rue Saint-Laurent, à dix maisons à peu près du marché, dans une maison qui n'était habitée que par quelques dames françaises et leurs servantes. Je couchai avec Blanquart, disons, pour donner au moins une fois à chacun son véritable titre le conseiller de cour Saint-Blanquart, dans une chambre où un homme de ma trempe, c'est-à-dire qui, comme moi, a beaucoup voyagé et vu, avait suspendu des souvenirs de tous les pays qu'il avait parcourus, des chapelets, des fleurs, des branches de palmier, des vues de Jérusalem, ainsi que *Vino di Gerusalemme,* une *darabouka*, des noix de coco, des coraux, des homards, des éponges, un espadon, et d'autres monstres aux gueules ouvertes et aux dents pointues. En outre trois pipes allemandes, et trois de leurs cousines orientales ; une chibouque, un nargileh, et un schischi ; puis une madone espagnole avec une demi-douzaine de poignards dans la poitrine, un souvenir d'un combat de taureaux, des cornes d'antilope, des images de saints moscovites, et enfin, sous verre, un

journal français avec un article corrigé à l'encre par la censure russe. Bref un cabinet complet d'ethnographie.

Nous ne nous arrêtâmes que le temps de faire notre toilette. Puis nous courûmes au bureau. En chemin nous aperçûmes des affiches au coin des rues. Elles annonçaient notre victoire du 14; d'autres publiaient l'abolition de la conscription. Dans une troisième le maire de Pont-à-Mousson invitait les habitants à se tenir tranquilles. Ces exhortations étaient motivées sans doute par une agression dont nos troupes avaient été, la veille ou l'avant-veille, la victime de la part des civils. Nous ordonnions aux habitants de mettre des lumières à leurs fenêtres pendant la nuit et de laisser les volets et les portes des maisons ouverts. Ils devaient en outre déposer leurs armes à l'hôtel de ville.

Pendant une grande partie de l'après-midi on entendit le canon. Le soir, à table, nous apprîmes qu'un combat acharné avait lieu près de Metz. Quelqu'un fit remarquer qu'on ne pourrait peut-être pas arrêter les Français qui semblaient avoir l'intention de se retirer vers Verdun. Le Ministre répliqua : —

« — Ce sans-cœur de Moltke me disait froidement qu'un tel malheur ne serait pas du tout à déplorer; car alors nous les tiendrons sûrement. Ce qui sans doute veut dire qu'on pourrait alors les cerner de plusieurs côtés dans leur retraite et les anéantir... »

Parmi les autres remarques du Chancelier je ne mentionnerai que celle-ci.

« — Ces petits Saxons noirs qui ont l'air si intelligent m'ont plu beaucoup dans la visite que je leur ai faite hier. »

Il voulait parler des chasseurs vert-foncé, ou du 108e régiment dont l'uniforme est de la même couleur.

« — Ils paraissent alertes et agiles, et on devrait en parler dans la presse. »

La nuit suivante je fus éveillé plusieurs fois par le bruit cadencé du pas de l'infanterie de passage et par celui des lourdes voitures roulant sur le pavé inégal. Le lendemain au bureau on prétendait savoir que c'étaient des troupes hessoises. Le Ministre était parti à quatre heures du matin pour se rendre près de Metz où une bataille décisive devait se livrer aujourd'hui ou demain. Selon toute probabilité il y avait donc peu ou rien à faire pour moi ce jour-là; j'en profitai pour faire, dans les environs, une promenade avec Willisch. Nous remontâmes le cours de la rivière et

nous passâmes le pont jeté par les Saxons dont les voitures de transports, parmi lesquelles on voyait des véhicules réquisitionnés aux environs de Dresde, étaient parquées dans les prés. Nous traversâmes à la nage la rivière limpide et bordée de prairies; nous la repassâmes de même. En visitant l'église située sur la rive droite du fleuve, nous pûmes admirer un fort beau tombeau du Christ, avec ses gardiens endormis. Ceux-ci surtout étaient, par l'expression du visage, de véritables chefs-d'œuvre de l'époque de transition qui sépare le moyen âge de la renaissance.

Revenus au bureau, nous vîmes qu'il n'y avait toujours rien à faire. J'eus donc le temps d'aller avec Jansen et Willisch, visiter le sommet du Mousson et ses ruines. Une route abrupte nous y conduisit à travers des vignobles qui couvraient le flanc de la montagne du côté du fleuve et de la ville. Les ruines du vieux château sont si vastes qu'un village assez considérable s'y est niché. On jouit là-haut d'une vue superbe sur la vallée et ses collines. La plupart de ces collines sont garnies de vignes. En bas serpente en une ligne bleue, à travers les vertes prairies, la Moselle dont la largeur est à peu près la même que celle de la Saale près de Giebichenstein. A droite et à gauche, dans la vallée et sur les montagnes, on aperçoit des villages et des petits châteaux. Au-dessous de nous, sur la route poudreuse, étincelaient, semblables à une fourmilière, une multitude de casques et de canons de fusils. De temps en temps un roulement de tambour, la sonnerie d'un clairon arrivaient jusqu'à nous; dans notre voisinage immédiat, tout était calme. Le vent même, qui pourtant doit souffler bien fort à cet endroit, retenait son haleine.

Nous allâmes nous replonger dans le tumulte guerrier et retournâmes à notre petit château de la Rue Raugraff. Le Ministre n'était pas encore de retour. On avait des nouvelles du combat qui avait eu lieu la veille à l'ouest de Metz. Nous apprîmes que nos pertes avaient été considérables et qu'on n'avait empêché qu'à grand'peine le maréchal Bazaine qui commande les Français entassés dans la forteresse, de se frayer un passage. Le village de Mars-la-Tour semblait avoir été le point central de la bataille. On dit que les balles de chassepots y sont littéralement tombées comme de la grêle. Avec cette tendance à l'exagération, si commune alors, on raconta qu'un régiment de cuirassiers avait été presque entièrement exterminé. Les dragons de la garde avaient beaucoup souf-

fert. Bref aucun corps n'était resté sans être notablement endommagé. Mais aujourd'hui nous attendons une victoire au cas où les Français auraient tenté une nouvelle attaque, car nous sommes maintenant en plus grand nombre à notre tour.

Mais la victoire ne paraissait cependant pas entièrement sûre. On était donc un peu inquiet, et on avait peine à recueillir ses idées. On alla au marché et au pont où ceux qui avaient été légèrement blessés commençaient à arriver à pied, tandis que ceux qui l'étaient grièvement allaient en voiture. Sur la route de Metz, nous rencontrâmes un train de cent vingt prisonniers. C'étaient pour la plupart des gens petits et chétifs, mais il y avait aussi des grands gaillards larges d'épaules, des soldats de la garde comme on pouvait le voir à leurs brandebourgs blancs. On retourna ensuite sur la Place du Marché, puis dans le jardin, derrière notre bureau, à l'endroit où est enterré le chien de M. Aubert, notre hôte. Un monument en pierre avait été élevé au défunt. On y lisait cette inscription touchante : —

ÉPITAPHE A MA CHIENNE.

Ici, tu gis, ma vieille amie,
Tu n'es donc plus pour mes vieux jours.
O toi, ma Diane chérie,
Je te pleurerai toujours !...

GIRARD AUBERT.

Le Chancelier revint enfin vers les six heures. Aucune bataille importante n'avait eu lieu, mais il est probable qu'elle aura lieu demain. Le Chef raconta à table qu'il avait rendu visite à son fils aîné, le comte Herbert, qui avait trouvé un abri dans l'ambulance de Mariaville, après avoir été blessé au pied par une balle, dans une charge de cavalerie à Mars-la-Tour. Après l'avoir cherché quelque temps, le Ministre l'avait découvert dans une ferme située sur une colline et où il y avait encore un grand nombre d'autres blessés. Un médecin-major s'était chargé du traitement. Il n'avait pas su trouver d'eau et, par une sorte de pruderie, il n'avait pas osé disposer pour ses malades des poulets de la basse-cour.

« — Il disait qu'il n'en avait pas le droit. Comme mes observations à ce sujet ne servaient de rien, je menaçai d'abord de tuer les poulets avec mon revolver. Puis je lui donnai vingt francs pour en acheter une quinzaine. Mais bientôt je me rappelai que j'étais aussi général prussien et je lui donnai l'ordre de prendre les poulets. Il

obéit, mais je fus obligé de chercher et de faire apporter moi-même l'eau dans des tonneaux. »

Dans l'intervalle, le général américain Sheridan était arrivé dans la ville. Il venait de Chicago et logeait à *La Croix-Blanche*. Ayant sollicité une entrevue du Chancelier, on m'envoya chez lui pour lui dire que le Comte le recevrait dans la soirée. Le général était un petit homme obèse, âgé de quarante-cinq ans environ. Ses moustaches et sa barbiche étaient noires, et il parlait le *yankee* le plus pur. Il était accompagné de son aide de camp Forsythe et du journaliste Mac-Lean, correspondant militaire du *New-York World*.

Dans la nuit, nous entendîmes encore passer un grand nombre de soldats; on apprit dans la suite que c'étaient des Saxons.

Le lendemain, on me dit au bureau que le Roi et le Ministre étaient partis à trois heures du matin. On se battait à peu près sur le même champ de bataille que le 16 Août. Il paraissait s'agir d'un combat décisif. On était donc inquiet et impatient. Pour aller aux renseignements nous fîmes une promenade dans les environs, et nous nous éloignâmes à quatre kilomètres de Pont-à-Mousson. L'air était lourd et écrasait le corps comme l'inquiétude pesait sur l'esprit. En route, nous rencontrâmes ceux qui avaient été légèrement blessés, et qui, isolément ou par groupes, se dirigeaient vers la ville. Beaucoup avaient encore leurs fusils; d'autres s'appuyaient sur des bâtons. Un d'eux s'était vêtu d'un manteau rouge de cavalier français. Ces blessés s'étaient battus l'avant-veille à Mars-la-Tour et à Gorze. Nous ne pouvions avoir que des on-dit sur la bataille du jour. Les uns apportaient de bonnes, d'autres de mauvaises nouvelles; le plus souvent elles étaient exagérées. Pourtant les bonnes nouvelles prévalaient. Le soir, à une heure fort avancée de la nuit, nous n'étions pas encore informés. Nous dînons sans notre Chef que nous attendîmes en vain jusqu'à minuit. Enfin, on sut qu'il était avec Sheridan et avec le comte de Bismarck-Bohlen auprès du Roi à Rezonville.

VENDREDI, 19 *Août*. — Sûrs que la victoire était restée aux Allemands, Abeken, Keudell, Hatzfeld, et moi nous nous rendîmes sur le champ de bataille. Le chemin nous mena d'abord entre des peupliers qui bordaient la route dans la charmante vallée de la Moselle. De tous côtés on voyait des vignobles, de jolis villages, et des ruines de châteaux. Nous passâmes Vendières, Arnaville, et Noveant. Puis

nous montâmes à gauche, vers Gorze, petite ville qui est formée d'une seule rue étroite courant le long de la rivière à l'endroit où s'abaissent les collines qui longent cette côte. Les conseillers descendirent de leurs voitures pour continuer le voyage à cheval. Moi et le fidèle serviteur de la Chancellerie Theiss, dans notre voiture, nous essayâmes en vain de nous frayer un chemin à travers les véhicules innombrables entassés sur la route. D'un côté, venaient des voitures chargées de foin, de paille, de bois, et de bagages; de l'autre, des charrettes remplies de blessés et de munitions. Nous étions bloqués. Presque toutes les maisons de l'endroit étaient désignées comme ambulances par le drapeau de Genève. Derrière les fenêtres apparaissaient des gens la tête entourée de bandages ou le bras en écharpe.

Après une attente d'une heure, nous pûmes enfin nous dégager. Nous entrâmes dans un bois où nous surprit un orage court, mais violent. Bientôt nous arrivâmes dans une plaine accidentée, coupée de routes bordées pour la plupart de peupliers allemands. Au loin à droite on apercevait quelques villages que dominaient des collines voisines.

Non loin de Gorze, un chemin conduit à Rezonville où je devais retrouver le Ministre et les conseillers. La carte que j'avais ne me donnait aucun renseignement sur le village et les routes devant nous. Le chemin de droite et de gauche était parfaitement libre. Craignant de m'approcher trop de Metz, je donnai ordre de continuer à suivre la route principale qui nous mena près de fermes isolées remplies de blessés et enfin au village de Mars-la-Tour.

Immédiatement après Gorze, nous aperçûmes les traces du combat. La terre labourée de balles, des arbres brisés, et quelques chevaux morts dont le nombre devenait plus grand à mesure que nous avançions. La plupart de ces chevaux étaient enflés, les jambes en l'air, la tête pendante. Près de Mars-la-Tour s'était établi un camp de Saxons. Les combats du 16 avaient fait peu de mal au village; une seule maison avait été brûlée. Je demandai à un lieutenant de uhlans où était situé Rezonville. Il ne put répondre. Mais il me dit que le Roi était à deux heures d'ici, de ce côté. Il me désignait un endroit vers l'est. Une paysanne nous donna le même renseignement. On se mit donc à marcher dans cette direction. Quelque temps après on atteignit le village de Vionville. C'est près de là que je vis le premier mort. C'était un fantassin prussien. Il était couché au bord du fossé. Son visage était noir comme celui d'un turco et

horriblement enflé. Toutes les maisons du village étaient remplies d'hommes grièvement blessés. Dans les rues on rencontrait des médecins auxiliaires allemands et français et des ambulanciers avec le brassard.

Je résolus d'attendre ici le Ministre et les conseillers, pensant qu'ils ne tarderaient pas à y venir. Dans les fossés de la rue, sous un amas de vêtements sanglants, on voyait une jambe détachée. A quatre cents pas du village je rencontrai deux fossés parallèles ongs de trois cents pieds. On y travaillait encore pour y entasser des morts français et allemands amoncelés auprès. Quelques-uns étaient déshabillés, la plupart en uniforme; tous noirâtres et enflés par la chaleur. Le nombre pouvait se monter à deux cent cinquante. Des charrettes les amenaient du reste continuellement. En s'approchant de Metz le terrain s'élevait un peu. C'est là seulement que le nombre des morts semblait être considérable. Le sol était littéralement couvert de shakos français, de casques, de sacs, d'armes, d'uniformes, de linge, de souliers, et de papiers. Dans les sillons des champs de pommes de terre, on trouvait quelques cadavres. A l'un manquaient les jambes, à d'autres la tête. Quelques-uns avaient la main droite levée et raidie vers le ciel. Çà et là on rencontrait une tombe solitaire sur laquelle on avait planté une croix faite du bois d'une boîte à cigares. Parfois aussi une baïonnette de chassepot, fichée en terre, désignait une tombe. L'odeur des cadavres était fort perceptible, et elle devenait presque insupportable quand le vent venait d'un groupe de chevaux morts.

Il était temps de rentrer; j'avais assez vu de ce tableau. Je pris au retour un autre chemin; néanmoins je rencontrai encore une foule de cadavres, près desquels on voyait souvent des paquets de lettres qu'ils avaient apportées dans leurs sacs. J'en pris quelques-unes comme souvenir. Parmi ces lettres, il y en avait deux écrites en allemand par une certaine Anastasie Stampf, de Scherrweiler près de Schelestadt. Je les trouvai près d'un soldat français qui, peu de temps avant la guerre avait été en garnison à Caen. L'une était datée du 25 Juillet 1870, et était terminée par ces mots : —

Nous te recommandons au manteau protecteur de Marie.

A quatre heures, lorsque je rejoignis la voiture, le Ministre n'était pas encore arrivé. Nous retournâmes donc à Gorze, par un chemin plus direct où je m'aperçus que nous avions longé les deux grands côtés d'un triangle très allongé au lieu d'en prendre la

base. Je racontai nos aventures à Keudell qui, avec Abeken et Hatzfeld, avait été auprès du Chef à Rezonville. On apprit plus tard que le Chef s'était avancé avec le Roi trop avant dans la bataille du 18, qui s'était terminée par l'action décisive de Gravelotte et que pendant quelque temps ils s'étaient trouvés en danger tous deux. Plus tard, il avait lui-même apporté de l'eau aux blessés. A neuf heures du soir, je le vis arriver sain et sauf à Pont-à-Mousson. Tout le monde soupa avec lui. A table, la conversation roula sur les dernières batailles, sur les pertes et les avantages qui en résultaient. Les Français avaient laissé bien du monde sur le champ de bataille ; le Ministre avait vu des rangées entières, des tas de soldats de la garde impériale étendus dans les plaines de Gravelotte, mais nos pertes aussi étaient grandes, disait-il. On ne connaissait encore que celle du 16.

« — Une foule de familles prussiennes porteront le deuil, — observa le Chef. — Wesdehlen et Reuss enterrés. Wedell mort. Finkenstein mort. Rahden, le mari de la Lucca, les deux joues traversées par une balle. Une foule de colonels et de commandants morts ou grièvement blessés. Dans la campagne près de Mars-la-Tour tout était hier encore blanc et bleu de cuirassiers et de dragons morts. »

Ce que nous nous expliquâmes en apprenant qu'une grande charge de cavalerie avait été dirigée contre les Français qui s'étaient avancés du côté de Verdun. Elle a été repoussée par l'infanterie ennemie à la façon de Balaklawa, mais elle a eu cet effet de tenir l'adversaire en échec jusqu'à l'arrivée des renforts. Les fils du Chancelier s'étaient bravement battus dans cette dernière affaire. L'aîné n'avait pas reçu moins de trois balles. L'une avait traversé sa tunique à la hauteur de la poitrine, la seconde avait rencontré sa montre, la troisième avait traversé les chairs du haut de la cuisse. Le cadet paraissait être resté sain et sauf. Le Chef raconta, non sans quelque fierté, que le comte Bill en battant en retraite avait enlevé, d'un bras vigoureux, du milieu de la mêlée un de ses camarades blessé à la jambe et l'avait emporté sur son cheval jusqu'à ce qu'ils fussent en sécurité. Le 18, le sang allemand avait coulé plus abondamment encore, mais nous fûmes victorieux, et le but de ces combats qui nous coûtaient tant était atteint. Le soir, l'armée de Bazaine s'était définitivement repliée sous Metz, et les officiers prisonniers eux-mêmes avaient avoué au Ministre qu'ils croyaient la cause française perdue. Les Saxons qui, les jours précédents,

avaient fait des marches forcées et avaient pu prendre une part vigoureuse au combat de Saint-Privat occupaient la route de Thionville; Metz se trouvait donc ainsi totalement cernée par nos troupes.

Le Chancelier ne semblait pas toujours d'accord en tous points avec les officiers au sujet des ordres à donner pour ces batailles. Il disait de Steinmetz, qu'il abusait de la bravoure vraiment immense de nos troupes et qu'il était prodigue du sang de ses soldats.... Il parla avec violence de la façon dont les Français faisaient la guerre en ne respectant pas, à ce qu'on dit, la croix de Genève et même un parlementaire.

Des relations fort amicales paraissaient s'être établies entre Sheridan et le Ministre, car je dus l'inviter ainsi que ses deux compagnons, à dîner pour le lendemain soir.

Le 20, un certain M. de Kuhlwetter se présenta chez nous. Il était destiné à devenir commissaire civil ou préfet en Alsace-Lorraine. A onze heures du matin, le Prince Royal qui, avec ses troupes, était sur la route de Nancy à Châlons, à cinq ou six milles de Pont-à-Mousson, rendit visite au Chancelier. Dans l'après-midi, un convoi de douze cents prisonniers, dont deux voitures d'officiers, passa dans la Rue Notre-Dame. Des cuirassiers prussiens l'escortaient. Sheridan, Forsythe, et Mac-Lean furent le soir les hôtes du Chef, qui s'entretint avec vivacité et en bon anglais, avec le général américain. On but du champagne et du porter. On prit ce dernier dans les tasses de métal dont j'ai déjà parlé. Le Chef, après m'avoir dit : « Monsieur le Docteur, vous prenez du porter, n'est-ce pas ? » m'en offrit une de ces coupes pleine. Je mentionne ce fait parce que, outre le Ministre et les Américains, aucun autre que moi ne reçut du porter, et parce que cette offre me fut très agréable, attendu que je n'avais pas bu de bière depuis notre départ de Sarrebruck. Il est vrai que le vin, le champagne, et le cognac ne nous avaient pas manqué. L'heureux général des Nordistes, dans la dernière année de la guerre de Sécession, causa: Il parla des fatigues qu'il avait éprouvées en allant à cheval, des Montagnes Rocheuses à Chicago, de terribles essaims de moustiques, des couches d'ossements découverts en Californie ou dans le voisinage, disant qu'on y voit des animaux fossiles, qui, si j'ai bien compris, étaient poissons dans l'origine et devinrent dans la suite lézards. Il raconta des chasses au buffle. Le Chancelier raconta également une histoire de chasse.

« — En Finlande, j'ai été une fois, — dit-il, — en très grand danger d'être dévoré par un ours que je n'avais pas aperçu, car il était couvert de neige. Je tirai, et l'ours tomba à six pas de moi ; mais il n'était pas mort et pouvait se relever. Je savais ce qui m'attendait dans ce cas et ce que j'avais à faire ; je ne bougeai point. Je rechargeai doucement mon fusil, et lorsque la bête se releva, je fis feu et la tuai. »

Dans la matinée du 21, on travailla avec assiduité pour la poste et le télégraphe qui portèrent en Allemagne différentes nouvelles et des articles pour les journaux. Le parlementaire sur lequel les Français avaient tiré au moment où il se présentait avec le fanion blanc, était le capitaine ou le major Verdy de l'état-major de Moltke. Le trompette qui l'accompagnait a été blessé. De Florence arriva la nouvelle positive de la résolution, qu'en présence de nos succès, Victor-Emmanuel et ses ministres avaient prise de rester neutres, chose qui, jusqu'ici n'avait été rien moins que certaine. On pouvait enfin estimer approximativement les pertes essuyées par les Français, le 14 à Courcelles, le 16 à Mars-la-Tour, et le 18 à Gravelotte. Le Ministre jugea qu'elles se montaient à cinquante mille hommes dont douze mille morts. Il ajouta : —

« — La jalousie de quelques-uns de nos généraux a fait que nous avons perdu le même nombre d'hommes. »

Dans l'après-midi, je parlai à un dragon de la garde qui, le 16, avait attaqué la batterie française. Il me dit qu'outre Finkenstein et Reuss, les deux Treskow étaient aussi morts et enterrés, que des trois escadrons de son régiment qui avaient été au feu on en avait fait un seul après la bataille, et que les deux premiers régiments de dragons n'en faisaient plus qu'un. Du reste, il parla fort modestement de ce haut fait, disant : —

« — Nous fûmes forcés d'avancer uniquement pour empêcher notre artillerie d'être prise par l'ennemi. »

Tandis que je causais avec lui, un convoi de cent cinquante prisonniers, escorté de fantassins saxons, passa près de nous. L'escorte m'apprit que les Saxons, après une marche forcée, avaient combattu à Roncourt et à Saint-Privat, une fois à la baïonnette et à coups de crosse, qu'ils avaient perdu beaucoup d'officiers, entre autre le général Kraussbaar.

Le soir, au thé, le Chef me demanda à mon arrivée : —

« — Eh bien, monsieur le Docteur, comment vous portez-vous ?

— Je vous remercie, Excellence, fort bien.

— Avez-vous vu quelque chose?

— Oui, Excellence, j'ai vu le champ de bataille à Vionville.

— C'est dommage que vous ayez été absent quand nous est arrivée l'aventure du 18. »

Il raconta en détail tout ce qui lui était arrivé ce jour-là, dans les dernières heures du combat et dans la nuit suivante. Je donnerai ce récit complété par d'autres renseignements fournis par le Chef, dans un autre chapitre. La conversation tomba ensuite sur le général Steinmetz, dont le Chancelier disait qu'il était brave, mais entêté et vaniteux plus que de raison, et qu'au Reichstag il se tenait toujours debout, non loin du président, afin qu'on pût mieux le voir.

« — Il affecte aussi d'être fort attentif et de prendre assidûment des notes; il pense que les journaux le remarquent et louent son zèle. Et, si je ne me trompe, il ne s'est point abusé. »

Le Ministre ne se trompait pas; la presse avait, comme d'habitude, surabondamment fait ce qu'on avait voulu d'elle.

Les dames de notre maison, je parle de celle où se trouvait le cabinet ethnographique, n'étaient pas timides du tout, au contraire. Elles causaient avec nous, autant que nos connaissances en français le permettaient, avec une aisance qui faisait plaisir à voir.

LUNDI, 22 *Août*. — J'écrivis la note suivante : Pris de nouveau un bain avec Willisch avant le lever du Chef. A dix heures et demie, le Chef me fait venir chez lui. Il s'informa de ma santé et me demanda si je n'avais pas aussi ressenti un peu de dyssenterie; il avait été indisposé la nuit dernière. Le Comte, la dyssenterie! Que Dieu l'en garde; ce serait pire qu'une bataille perdue! notre cause en chancellerait...

Il n'y a plus de doute, nous garderons, en cas de victoire définitive, l'Alsace et Metz avec ses environs. L'enchaînement des idées par lequel le Chancelier a été amené à cette résolution est à peu près le suivant : —

Une indemnité de guerre, même excessive, ne pourrait pas compenser les sacrifices immenses que nous avons faits. Notre devoir est de protéger davantage l'Allemagne du Sud contre les agressions de la France Il faut mettre fin à la pression que depuis deux

siècles la France exerce sur elle, pression qui pendant toute cette période a puissamment contribué à compliquer les affaires d'Allemagne en général. Il ne faut plus qu'à l'avenir on puisse menacer de Strasbourg, le Grand-Duché de Bade, le Wurtemberg, et les autres contrées du Sud-Ouest. Depuis deux cent cinquante ans, les Français ont entrepris plus d'une douzaine de guerres de conquête contre l'Allemagne du Sud-Ouest. En 1814 et 1815, on a cru trouver des garanties contre le renouvellement de ces attaques, en traitant la France avec clémence ; mais cette clémence n'a servi de rien et serait encore une fois stérile. Le danger se trouve dans l'arrogance inguérissable et le désir de gouverner, de dominer, innés au caractère du peuple français, et ces qualités non seulement un Bonaparte, mais tout souverain peut en abuser pour attaquer des voisins paisibles. Pour nous protéger contre ce mal, nous ne devons pas faire de vaines tentatives dans le but d'affaiblir momentanément la susceptibilité française, mais il nous faut acquérir des frontières bien fortifiées. Par une conquête incessante de territoire allemand et des barrières naturelles qui forment nos frontières, la France s'est mise en état d'envahir, avec une armée relativement faible, le cœur même de l'Allemagne du Sud, avant qu'on n'ait le temps d'accourir du Nord. Depuis Louis XIV, sous son règne, sous celui de son successeur, pendant la Révolution, sous le premier Empire, ces invasions se sont sans cesse répétées. Un sentiment d'inquiétude force les États allemands à avoir toujours l'œil fixé sur la France. On ne saurait prendre en considération la haine qu'éveillera chez les Français la prise d'une portion de leur territoire. Elle existerait quand même. L'Autriche en 1866 n'a pas perdu un mètre carré de son territoire : nous en a-t-elle remercié? Notre victoire à Kœnigsgratz a déjà rempli les Français de jalousie, de haine, et de violente colère. Combien les impressionneront nos victoires de Wœrth et de Metz? Venger ces défaites de la grande nation, sera toujours, même sans cession de territoire, le mot d'ordre de Paris et des provinces qui subissent son influence. De même, pendant des dizaines d'années, on a pensé à la revanche de Waterloo. Mais un ennemi dont on ne peut pas se faire un ami, par un traitement plein d'égards après sa défaite, il faut le mettre dans l'impossibilité de nuire et cela pour toujours. Raser les forteresses de l'Est de la France, ne servirait de rien ; il nous faut les posséder. Ceux qui veulent le désarmement de

l'Europe doivent donner d'abord aux voisins des Français la possibilité de désarmer, car la France seule a toujours interrompu la paix européenne, et elle l'interrompra toujours tant qu'elle le pourra.

Il est remarquable combien ces pensées du Chef sont maintenant répandues. Ce qui il y a dix jours semblait un miracle, maintenant semble tout naturel et va de soi.

A table, la conversation retomba sur la façon dont les pantalons rouges faisaient la guerre. Le Ministre raconta qu'à Mars-la-Tour ils avaien tué un de nos officiers, Finkenstein, dit-on, qui, blessé, était assis sur une borne au bord de la route. Les uns prétendent qu'il a été tué d'un coup de fusil, d'autres, et cela est sans doute plus exact, disent qu'un médecin avait constaté sur le cadavre qu'il a reçu un coup de sabre. Le Chef dit à ce sujet, que s'il avait à choisir, il préférerait mourir d'un coup de sabre que d'un coup de fusil. Il se plaignit du bruit qu'Abeken avait fait la nuit dernière. Celui-ci l'avait fréquemment dérangé, lui qui déjà ne pouvait dormir, en allant et venant et en fermant les portes avec fracas.

« — Il s'imagine ressembler à ses cousins par alliance. »

Par ce mot il faisait allusion aux comtes York, avec lesquels notre conseiller intime était allié à un degré fort éloigné par son mariage avec une demoiselle d'Olfers, parenté dont il était plus fier qu'il ne l'est permis à un homme digne et bien élevé comme on peut en juger par la fréquence avec laquelle les mots : Mon cousin York, revenaient ces jours-ci dans sa conversation. Un des deux York a été blessé à Mars-la-Tour ou à Gravelotte et le vieil Abeken alla le voir le soir même.

Je le crois très capable d'avoir récité en route à son cocher quelque chose de dithyrambique, tiré de Gœthe, d'Ossian, ou même d'un tragique grec, tant sa fierté l'anime et l'enflamme.

Le comte Herbert a été transporté hier ou aujourd'hui de l'ambulance chez son père, et on lui a dressé, dans la chambre paternelle, un lit sur le parquet. Je l'ai vu aujourd'hui et lui ai parlé. Sa blessure est douloureuse, mais non pas grave jusqu'à présent, paraît-il. Il doit retourner ces jours-ci en Allemagne, où il restera jusqu'à sa complète guérison.

III.

COMMERCY. — BAR-LE-DUC. — CLERMONT-EN-ARGONNE.

Mardi, 23 *Août*. — Nous devions continuer notre marche vers l'Ouest. Sheridan et ses gens devaient nous accompagner ou nous suivre de près. Le président de gouvernement de Kuhlwetter devait rester ici comme préfet, jusqu'à nouvel ordre. Le comte Renard, un vrai géant, la figure garnie d'une longue barbe, alla à Nancy en qualité de préfet; le comte Henckel, alla à Sarreguemines en la même qualité. Nous revîmes le député Bamberger, et M. Stieber fit également une apparition près de chez nous, au coin de la Rue Raugraff. Enfin en repassant une dernière fois dans l'intérieur de la ville, pour m'en graver l'image dans l'esprit, je rencontrai le visage fin, rasé, et ridé de Moltke. Il me parut avoir l'air fort content et fort gai.

Un rapport, que je trouvai au bureau et dans lequel Thiers parlait brièvement de l'avenir prochain de la France, m'intéressa au dernier point. Il y exprimait sa ferme conviction qu'en cas de victoire nous garderions l'Alsace, et qu'après les batailles Napoléon perdrait aussi son trône; que l'on aurait ensuite durant quelques mois la République qui probablement ferait place aux d'Orléans, mais peut-être aussi à Léopold de Belgique, qui serait très ambitieux, au dire de Thiers.

A dix heures nous partîmes pour Pont-à-Mousson. Le beau temps avait fait place à un ciel gris versant des torrents de pluie. Cette fois je pris place dans la voiture des secrétaires, voiture où se trouvaient les papiers du Ministère des Affaires Etrangères mobilisé. La route nous conduisit d'abord à Maidières, et, par une pente de la vallée de la Moselle, à Montauban, puis à Limey et à Beaumont. A midi le temps s'éclaircit et nous découvrîmes une contrée très accidentée; de temps à autre nous traversions un bois. Les villages ressemblaient à des villes; rues pavées, maisons côte à côte. La plupart avaient des mairies et des écoles communales imposantes, quelques-uns des églises anciennes et gothiques. De l'autre côté de Gironville la route suit une colline rapide. Nous

descendîmes de voiture pour ne pas trop fatiguer nos chevaux. Le Chancelier et Abeken, qui allaient devant nous, nous imitèrent. Le Chancelier durant un quart d'heure marcha dans ses grandes bottes dont la forme et la dimension rappelaient celles des héros de la guerre de Trente ans. A côté du Chancelier marchait Moltke : le plus grand stratégiste de nos jours à côté du plus grand politique de nos temps, sur une route française, vers Paris ; et je gage que tous deux n'y trouvaient en ce moment rien d'extraordinaire.

Remontés dans nos voitures nous assistâmes à l'établissement, par les mains habiles des soldats, d'un télégraphe sur le bord de la route. Bientôt nous descendîmes dans la vallée de la Meuse supérieure. A deux heures nous atteignîmes Commercy, jolie petite ville de six mille habitants, située près d'une grande forêt. La rivière y est encore fort étroite et marécageuse. Dans le voisinage, s'élève un château, la façade ornée de colonnes. Les jalousies blanches des maisons bourgeoises étaient pour la plupart fermées, comme si les habitants ne pouvaient supporter la vue des Prussiens maudits. Mais des hommes en blouse paraissaient plus curieux et moins hostiles. A la porte des maisons on lisait fréquemment cette enseigne : FABRIQUE DE MADELEINES. Ce sont des biscuits en forme de petits melons qui ont une grande réputation en France. Nous eûmes donc soin d'en envoyer quelques boîtes dans la patrie.

Le Chef avec Abeken et Keudell fut logé, Rue des Fontaines, dans le petit château du comte Macors de Gaucourt. Un prince de Schwarzbourg y avait demeuré avant eux. Seule la maîtresse du château y était restée. Son mari servait dans l'armée française et se trouvait donc en campagne. Ce mari est un grand seigneur, car il descend des vieux ducs de Lorraine. Il y avait un joli jardin derrière lequel s'étendait un immense parc bien ombragé. Je fus logé non loin de ce château, Rue Heurtebise, n° 1, dans une maison appartenant à un petit rentier, le sieur Gillot. L'hôte y fut très aimable et fort complaisant. Le lit y était excellent. Dans une promenade à travers la ville je rencontrai l'aide de camp de Sheridan devant une maison où l'on entrait par un perron. Il me dit qu'ils avaient quitté la Californie au mois de Mai ; qu'ils n'étaient arrivés à Chicago qu'au prix des plus grandes fatigues ; que de là ils étaient allés à Londres, puis à Berlin, et enfin, en cinq jours, à Pont-à-Mousson. Il portait maintenant l'uniforme ainsi que le général qui était à sa fenêtre. Je me rendis ensuite chez

le Chancelier pour lui demander s'il avait quelque chose à me faire faire ; je le trouvai au jardin. Il me répondit affirmativement, et bientôt j'eus des expéditions à remettre à la poste et au télégraphe.

Entre autres envois, je donnai l'article suivant : —

Il est maintenant parfaitement certain que les princes d'Orléans pensent que leur moment est venu, étant convaincus que l'étoile de Napoléon pâlira de plus en plus. En proclamant qu'ils sont avant tout Français ils ont mis leur épée à la disposition de la France. Cette famille a perdu le trône par son apathie et son indifférence en présence des progrès des nations voisines. Elle paraît vouloir le reconquérir à force d'énergie, et en s'associant aux appétits chauvinistes, au besoin de la gloriole des Français, comme à leur désir de tenir le monde en tutelle. Notre but n'est pas encore atteint; une victoire décisive est probable mais non certaine; la chute de Napoléon semble proche, mais n'est pas encore consommée. Pouvons-nous nous contenter de cette chute après les efforts immenses que nous avons faits ? Aurons-nous atteint ce qui doit constituer notre but suprême, l'assurance d'une paix durable avec la France? Assurément non. La paix avec les d'Orléans remontés sur le trône ne serait encore qu'une paix apparente, moins solide même qu'avec Napoléon, car celui-ci a déjà acquis quelques lauriers. Tôt ou tard, la France nous adresserait une nouvelle provocation, et alors elle serait sans doute mieux armée et soutenue par de plus puissants alliés.

On devait former en Allemagne trois armées de réserve. La première, la plus forte, à Berlin; la seconde, sur le Rhin; la troisième, près de Glogau, en Silésie, à cause de la politique équivoque de l'Autriche. Cette mesure était purement défensive. Le Grand-Duc de Mecklembourg devait commander les troupes du Rhin ; le général de Canstein celles de Berlin ; le général de Lowenfeld celles de Glogau.

Vers le soir, la musique d'un régiment joua devant la maison du Roi, qui avait déjà logé une fois à Commercy. Les enfants tenaient avec un fort grand plaisir les cahiers de musique aux hautbois et aux cornets à piston.

Au dîner nous eûmes entre autres bonnes choses du vin blanc de Bordeaux exquis. Les comtes de Waldersee et de Lehndorff, le lieutenant général d'Alvensleben furent au nombre des invités du Chef. Ce dernier raconta, je ne sais plus à quel propos, des histoires sur un certain major qui voulait ramener tous les faits à des causes géognosiques, et raisonnait à peu près de cette façon :

La Pucelle d'Orléans ne pouvait vivre que sur un terrain riche en marne, elle ne devait remporter une victoire que sur un terrain calcaire, et elle devait nécessairement mourir sur un terrain rocailleux.

Alvensleben raconta qu'à Toul on avait aussi tiré sur un parlementaire prussien, et il ajouta qu'en revanche un officier allemand qui par plaisanterie s'était avancé sur les glacis avait pu causer fort cordialement avec les officiers français qui se trouvaient sur les remparts. On se demanda ensuite si, malgré ses forts, on ne pourrait pas prendre Paris d'assaut. Les militaires répondirent tous affirmativement. Le général dit : —

« — Une ville aussi grande ne peut être bien défendue si elle est attaquée par une armée suffisamment nombreuse. »

Un des conseillers exprima le désir de voir réduire en ruines la Babylone moderne et il en donna des raisons qui, au fond, me plaisaient infiniment.

« — Oui, c'est bien, — répondit le Comte, — mais cela ne se peut pas, et pour beaucoup de raisons. La première est que nombre d'Allemands, de Francfort et de Cologne, y ont engagé des capitaux considérables. »

On parla ensuite de la partie conquise de la France et de celle qui restait encore à conquérir. Alvensleben voulait garder le territoire jusqu'à la Marne. Le Comte avait un autre plan dont il ne croyait pas du reste la réalisation possible.

« — Mon idéal, — dit-il, — serait de former une sorte de colonie allemande, un Etat neutre de huit à dix millions d'habitants, où il n'y aurait pas de conscription et dont les impôts passeraient dans les caisses de l'Allemagne... ceux du moins qui ne seraient point dépensés à l'intérieur. La France perdrait de cette façon les contrées d'où viennent ses meilleurs soldats, et à l'avenir elle ne pourrait plus être nuisible. Dans le reste de la France, ni Bourbons, ni d'Orléans; peut-être Loulou, ou le gros, ou le vieux Bonaparte. Au sujet du Luxembourg, je ne voulais pas la guerre, sachant qu'il en résulterait six autres. Mais il faut mettre fin à tout cela. Pourtant ne parlons pas de la peau de l'ours avant qu'il ne soit tué. J'avoue que je suis un peu superstitieux à cet égard.

— Bah ! l'ours est pourtant déjà touché ! » — s'écria le comte de Waldersee.

Le Chancelier en parlant ensuite de son fils fit cette remarque : —

« — J'espère qu'au moins un de mes garçons me restera. Je

parle d'Herbert qui maintenant retourne en Allemagne. Du reste, il s'est fort bien fait à la vie de campagne. Blessé, et se trouvant à Pont-à-Mousson, il avait des relations plus amicales avec les simples dragons, qui allaient le voir, qu'avec les officiers. »

Au thé, on dit que le Roi en 1814, avait logé dans la même rue et dans la maison voisine de celle qu'il occupait maintenant. Le Ministre poursuivit : —

« — J'ai conseillé d'envoyer les gardes du corps en avant. Il faut que les deux côtés de la route soient explorés et que le Quartier-Général soit toujours réuni sur un même point. Il faut placer de distance en distance des postes et des sentinelles. Le Roi a approuvé ce plan lorsque je lui eus dit qu'on avait agi ainsi en 1814. Les monarques de ce temps n'allaient pas en voiture mais à cheval et une haie de soldats russes espacés de vingt pas en vingt pas se tenaient le long de la route. »

Quelqu'un dit que les paysans et les francs-tireurs pourraient tirer sur la voiture du Roi.

Le lendemain Gillot me conduisit au château où, au dix-huitième siècle, le beau-père de Louis XV, Stanislas Leczinski, avait parfois tenu sa cour comme duc de Lorraine et de Bar. On en avait fait dans les dernières années une caserne de cuirassiers. Des fenêtres de derrière on avait une vue admirable sur la Meuse qui passait lentement, au bas les bouquets d'arbres de l'autre rive. Nous visitâmes aussi la chapelle du château, et le sacristain dit que des hussards avaient causé quelques dégâts, dans une pièce voisine appelée la fabrique, mot qui paraît signifier en même temps atelier et salle de débarras ; ils avaient cassé le nez à quelques saints, ainsi qu'un médaillon de marbre, brisé le lustre, dispersé les archives, et fendu d'un coup de sabre une peinture à l'huile. Peut-être l'avaient-ils fait involontairement la nuit, mais les deux Français en étaient fort indignés et je doute que je les aie convaincus, en leur assurant que cette barbarie n'était pas habituelle chez nous. Au reste, les gens auxquels nous avions affaire n'étaient pas mauvais, surtout mon brave propriétaire qui assurait qu'il ne me regardait pas comme un ennemi, mais bien comme son hôte. Il appartenait à cette classe, nombreuse en France, de commerçants qui travaillent assidûment jusqu'à cinquante ans pour se reposer ensuite et passer le reste de leur vie à cultiver leur jardinet, à lire les journaux, à causer au café ou chez les voisins. M. Gillot

avait deux fils dont l'un était en Cochinchine et l'autre prêtre en France. Il espérait que, si l'on venait à mettre à exécution le projet d'imposer le service militaire aux ecclésiastiques, ce dernier serait employé dans les bureaux comme « notaire » et ne serait point obligé de prendre part aux combats, « car des soldats de quelques semaines, — dit-il, — ne valent rien quand même ».

A midi, nous quittâmes Commercy. On traversa d'abord une forêt touffue, avec différentes variétés d'arbres, qui offrait d'excellentes embuscades aux francs-tireurs hypocrites. Le sol ne semblait pas être très fertile, car le blé y était chétif. Les mesures de précautions, dont le Chef avait parlé la veille, avaient été prises. Nous avions devant nous un détachement de uhlans et pour escorte l'escorte de l'état-major, composée de hussards, verts, rouges, bleus; de dragons saxons et prussiens, etc. La voiture du Chancelier suivait de près celle du Roi. Nous fûmes longtemps sans trouver de village; enfin nous atteignîmes Saint-Aubin. Sur la route, à un poteau, on lisait : PARIS : 241 *kilomètres*. Nous n'étions donc éloignés de Babylone que de trente-deux milles allemands. Plus tard, nous rencontrâmes un long convoi de bagages bavarois, appartenant aux régiments du Roi Jean de Saxe, à ceux du Grand-Duc de Hesse, du général von der Tann, du prince Hotto, et à d'autres. Ce qui nous indiqua que nous étions déjà dans le voisinage de l'armée du Prince Royal.

Bientôt on arriva à Ligny qui regorgeait de soldats bavarois et autres. Nous nous arrêtâmes trois quarts d'heure sur le marché de ce bourg où régnait une terrible confusion, tandis que notre Chef rendait visite au Prince Royal qui avait établi son quartier près de là. Nous traversâmes ensuite une vallée charmante qui nous conduisit, le long d'un canal à Bar-le-Duc. En chemin nous rencontrâmes des masses énormes d'infanterie bavaroise, au vêtement bleu de ciel. Puis nous vîmes un campement de chevau-légers, dont les feux éclairaient au loin; puis un autre campement où l'on gardait un troupeau de bœufs; et enfin un troisième, environné de voitures qui servaient de retranchement.

Bar-le-Duc, la plus grande ville française que nous ayons rencontrée jusqu'ici, peut avoir quinze mille habitants. Elle est située sur un canal, à l'eau verte et claire, et sur une rivière marécageuse, et peu profonde, l'Ornain. Plusieurs endroits de la ville ont un aspect fort pittoresque. Une grande animation régnait dans les rues et

sur les places à notre passage. Les femmes regardaient avec curiosité à travers les jalousies. Lorsque arriva le Roi, la musique bavaroise joua : *Salut à toi, couronné de la couronne du vainqueur !* Le Roi prit son logis, Rue de la Banque, dans une maison de la Banque de France. Le Chancelier et nous fûmes logés en face dans la maison de M. Pernay. Le bureau fut installé au rez-de-chaussée. Le Comte logea au premier étage, et Abeken dans une chambre qui donnait sur un beau jardin rempli de roses. Ma chambre était garnie de portraits de saints et d'ecclésiastiques. Le maître de la maison, qui paraissait être fort à son aise, avait abandonné sa demeure et n'avait laissé, pour la garder, qu'une vieille femme.

Le médecin particulier du Roi, le docteur Lauer, fut l'hôte du Ministre à table. Comme toujours il fut très communicatif et de la meilleure humeur. A Ligny il avait dîné avec le Prince Royal, les princes, et les officiers supérieurs. Il y avait vu aussi le duc d'Augustenbourg, qu'il n'avait pas reconnu tout d'abord, à son uniforme bavarois. En apercevant Lauer, le duc avait paru fort embarrassé. Le comte de Hatzfeld, avait dit le Chef, était désigné pour remplir, durant notre séjour ici, les fonctions d'une sorte de préfet, fonctions qu'il était très apte à remplir vu la connaissance des mœurs et de la langue françaises qu'il avait acquise à Paris. Il résultait d'une autre communication du Chef que le Quartier-Général s'établirait ici pour quelques jours.

« — Comme Capoue ! » avait-il ajouté en souriant.

Le soir, avant le thé, on expédia quelques informations en Allemagne, entre autres celle qui disait la part que les Saxons avaient prise à Gravelotte. Le Chef y revenait toujours pour leur donner des éloges. Elle était ainsi conçue : —

Dans la bataille, qui a eu lieu le 18, près de Metz, les Saxons se sont distingués, avec leur bravoure habituelle, et ont puissamment contribué aux résultats de la journée. Pour donner aux Saxons l'occasion de se mesurer avec l'ennemi, on leur avait fait faire des marches forcées; et le 18 même ils avaient fait une longue route. Malgré cela, une fois en présence des Français, ils les attaquèrent avec ardeur et les repoussèrent vigoureusement. Leur tâche était d'empêcher l'ennemi de se frayer un passage vers Thionville; ils l'ont admirablement remplie. Deux mille deux cents d'entre eux ont été mis hors de combat.

Pour varier un peu, je donnerai de nouveau la parole à mon journal lui-même.

Jeudi, 25 *Août*. — Nous visitons de bonne heure la partie haute

et suivant l'apparence la plus ancienne de la ville. Nous y admirons une belle église gothique, au portail richement orné, consacrée à saint Pierre et quelques maisons à l'aspect imposant datant de l'époque de la Renaissance. La vue, prise du château, est charmante ; on regrette qu'il n'y ait pas une jolie rivière dans la vallée. Les maisons en général sont à un étage, les persiennes blanches. Presque toutes les boutiques sont ouvertes. Les gens à qui nous demandons notre chemin nous répondent poliment. Non loin de notre quartier, un pont traverse la rivière ; au milieu du pont s'élève une petite tour qui sans doute a vu le temps où la Lorraine et le duché de Bar n'appartenaient pas à la France. Nous allons voir la gare ; les salles en sont terriblement dévastées ; c'est, dit-on, l'œuvre des Français eux-mêmes.

Vers neuf heures commence le défilé des Bavarois. Leur itinéraire passe par la Rue de la Banque et par suite devant la demeure du Roi et la nôtre. Les spectateurs français sont plus nombreux que nous ne le voudrions. Les régiments passent les uns après les autres devant le Roi généralissime. La marche dure plusieurs heures. L'air retentit d'acclamations ; les cavaliers brandissent leurs sabres, les fantassins lèvent la main droite, les drapeaux s'abaissent. La musique de l'infanterie joue la splendide marche du Hohenfriedberg. Le défilé se composait des corps d'armées du général de Hartmann et du général von der Tann. Qui aurait osé prévoir un tel événement après la guerre de 1866, ou même il y a trois mois ?

J'expédie plusieurs articles par la poste ; j'en envoie d'autres au télégraphe. Les armées allemandes s'avancent déjà entre Châlons et Épernay. Les trois armées de réserve, dont j'ai parlé ci-dessus, se forment en Allemagne. Les puissances neutres s'opposent à notre intention de nous assurer une frontière avantageuse à l'Est, en nous annexant une portion du territoire français. L'Angleterre, surtout, jalouse comme toujours, essaie de nous lier les mains. Les nouvelles de Saint-Pétersbourg sont meilleures. Le Czar, malgré ses quelques scrupules au sujet de l'annexion, nous veut du bien. La Grande-Duchesse Hélène nous assure de sa sympathie active. D'ailleurs nous maintenons nos prétentions, nous voulons garantir l'Allemagne du Sud des attaques de la France et assurer notre indépendance à l'égard de la politique française. Quand nos projets seront connus en Allemagne, la presse appuiera nos plans avec énergie. On

nous raconta des choses horribles au sujet des francs-tireurs. Leur uniforme est tel que l'on peut à peine reconnaître en eux des soldats, et ils peuvent facilement se débarrasser des insignes qui les font reconnaître comme tels. Un homme de ce genre se couche paisiblement dans un fossé, ou au coin d'un bois, comme pour se reposer au soleil; il laisse tranquillement passer les détachements de cavalerie ; mais aussitôt que ces détachements l'ont dépassé, il décharge son fusil et se sauve dans la forêt, d'où il ressortira la blouse sur le dos, l'air innocent. Il me semble que ce ne sont pas là des défenseurs de la patrie, mais bien des assassins que l'on devrait pendre sans cérémonie.

A table nous avons pour hôte le comte Seckendorf, aide de camp à l'état-major général du Prince Royal. On parla du duc d'Augustenbourg qui s'était enrôlé parmi les Bavarois. L'opinion générale fut à peu près celle qu'un de mes amis, alors professeur à Kiel, m'exprima dans une lettre : « Il n'est pas né pour les actes héroïques, mais ce n'est pas sa faute, cela tient de famille. Ses parents ont toujours eu l'habitude d'attendre les événements avec patience, et de compter plutôt sur un miracle pour recouvrer leur héritage (Sleswig-Holstein) que d'agir avec énergie. Il ferait sans doute meilleure figure en conduisant une simple compagnie qu'en se mêlant à l'armée en amateur. Comme capitaine il ne servirait, il est vrai, probablement à rien, mais au moins il aurait fait acte de bonne volonté..... »

Seckendorf affirma que le Prince Royal n'avait pas fait fusiller, comme on le disait, des paysans français coupables de trahison, et que, au contraire, il s'était montré partout fort clément et fort doux, notamment à l'égard des officiers ennemis qui avaient été insolents.

Le comte de Bohlen, dont l'esprit est toujours plein de jolies anecdotes, raconta celle-ci : —

« — Le 18, tandis que l'ennemi dirigeait un feu bien nourri contre la batterie de Breinitz, de façon qu'en peu de temps la plupart des artilleurs et des chevaux furent mis hors de combat, le capitaine tâchant de s'arranger avec ce qui lui restait, dit : « Joli combat que cela, n'est ce pas? »

Le Chef raconta : —

« — La nuit dernière, je demandai à une sentinelle placée devant la porte, comment elle se portait et comment elle trouvait la nour-

riture. J'appris que ce pauvre homme n'avait rien mangé depuis vingt-quatre heures. J'allai à la cuisine, je coupai un gros morceau de pain et lui apportai, ce qui parut le réjouir fort. »

Comme on vint à parler de la préfecture de Hatzfeld et des autres préfets et commissaires *in spe*, qui devaient gouverner les contrées conquises, quelqu'un émit des doutes sur leurs capacités. Le Ministre dit alors : —

« — Nos fonctionnaires en France pourront bien commettre quelques bêtises, mais l'essentiel est qu'ils gouvernent avec énergie. »

La conversation tomba sur les lignes télégraphiques que l'on établissait rapidement derrière notre passage, à mesure que nous avancions. Quelqu'un dit à ce sujet : —

« — Des employés dont on avait coupé les poteaux et les fils, offrirent à des paysans français de les garder pendant la nuit, moyennant finance, mais ils refusèrent obstinément. Enfin on leur promit que chaque poteau porterait le nom de celui qui l'aurait gardé : cette spéculation faite sur la vanité française eut un plein succès. Ces gens à bonnets de coton firent assidûment la garde, et on ne commit plus aucun dégât. »

VENDREDI, 26 *Août.* — Il paraît que nous partirons aujourd'hui même pour Sainte-Menehould où nos troupes, comme je l'ai télégraphié en Allemagne, ont fait prisonniers huit cents gardes mobiles. C'est Taglioni qui nous renseigne sur la direction que prendra notre route; il nous a offert hier au déjeuner, soit dit en passant, du superbe caviar qu'il avait eu, je crois, du gros Borck. J'ai fait ce matin un article sur les francs-tireurs; j'y parle en détail de la fausse idée qu'ils se font de ce qui est permis en temps de guerre. Le Chef est allé, suivant les uns, voir le Roi, faire une promenade dans la ville haute et les environs, disent les autres. En compagnie d'Abeken je visite pour la seconde fois la belle et vieille église de Saint-Pierre. Les tableaux n'y ont pas grande valeur artistique. Sur la muraille nous remarquons un squelette en marbre, légué par une duchesse qui avait tellement aimé son époux défunt qu'elle avait déposé le cœur de ce bien-aimé dans la main du squelette. Les vitraux sont ornés de peintures qui ne laissent passer qu'un demi-jour coloré; ce qui fait une grande impression sur Abeken et l'engage à citer quelques passages de la seconde partie du *Faust* de

Gœthe. Il redevient l'homme romanesque qu'il est parfois ou qu'il veut paraître. Je crains qu'il n'ait pris du goût pour l'Église catholique pendant son séjour à Rome, où il était attaché, en qualité de pasteur, à l'ambassade. Cette inclination n'a certes pas été affaiblie par ses relations de Berlin où beaucoup de personnes de la haute société s'intéressent singulièrement à cette Église. Je crois que s'il se présentait une circonstance forçant Abeken à lutter contre elle, il le ferait à contre-cœur (1).

Je me suis rendu de nouveau par des escaliers et par des ruelles dans la rue qui porte le nom d'Oudinot. Je m'arrêtai quelques instants devant la maison qui l'a vu naître et qui est désignée par une inscription. C'est une pauvre petite maison chétive, à trois fenêtres. Abeken a acheté deux photographies de l'église Saint-Pierre, en souvenir des sentiments édifiants qu'il y avait éprouvés. Il m'en offre une. En rentrant nous apprenons que Egenbrodt est tombé malade de la dyssenterie et qu'il faudra le laisser ici.

Le 26, nous continuons notre voyage; mais nous n'allons pas à Sainte-Menehould, place peu sûre encore à cause des francs-tireurs et des gardes-mobiles qui rôdent à l'entour. Nous nous dirigeons vers Clermont-en-Argonne. Nous y arrivons à sept heures du soir. La route passait par plusieurs gros villages, dotés de belles églises. A chaque deux cents pas on avait placé, pour plus de sûreté, des gendarmes de campagne. Les gens de cette contrée mar-

(1) Ce qui suit pourrait se rattacher à notre séjour à Bar-le-Duc: Dans la *Revue politique et littéraire* de Mars ou Février 1874, Charles Loizet parle d'un ville située à l'est de la France et raconte une histoire qui s'y est passée. « Cette ville a eu durant quelques jours le triste honneur de loger les plus hauts personnages de l'invasion, tandis que s'accomplissait cette marche forcée sur Sedan. Le fameux Bismarck, s'inquiétant peu des malédictions du peuple, se promenait souvent seul dans les quartiers les plus déserts de la ville. Un homme dont des chagrins domestiques avaient assombri le caractère et qui n'attachait plus aucun prix à la vie, demanda secrètement à quelques habitants de lui procurer une arme pour l'exécution d'un projet qui ferait beaucoup de bruit. Mais on la lui refusa partout, en tremblant même à la pensée qu'il viendrait à en trouver une peut-être. Les habitants, du reste fort patriotiques, de cette ville, avaient été désarmés la veille. Désespéré de ne pouvoir trouver une arme, cet homme s'est pendu et son plan l'a suivi au tombeau. Cependant le Chancelier s'était promené seul, en uniforme, sur les pelouses de la ville haute. » La douleur avec laquelle conclut M. Loizet a quelque chose de tragi-comique.

chent dans des sabots. Les hommes et les femmes sont laids en général. Mais il est probable qu'on avait mis en sûreté les jolies filles pour les dérober aux oiseaux de proie allemands. Parfois nous traversions des bois beaucoup plus grands que je ne l'aurais cru, ayant toujours pensé que la France était pauvre en forêts. C'étaient toujours des arbres à feuilles, avec des buissons et des plantes grimpantes.

Nous rencontrâmes d'abord des colonnes de troupes et des convois de voitures bavarois. Le Roi, dont la voiture précédait la nôtre fut salué par des hourras. Le Chancelier en eut aussi sa part. Nous rattrapâmes ensuite successivement le 31e (Thuringe), le 96e, et le 66e régiment ; puis des hussards, des uhlans, et des soldats du train saxon. Sur la lisière d'un bois, près d'un village appelé, si je ne me trompe, Triaucourt, nous aperçûmes des voitures pleines de francs-tireurs prisonniers. La plupart avaient l'air abattu ; un d'entre eux pleurait. Le Ministre s'arrêta et leur parla, mais il ne parut rien leur dire d'agréable. Un officier supérieur nous dit que, la veille, ces gens-là avaient tué le major de uhlans, de Fries. Faits prisonniers, ils ne s'étaient pas conduits en soldats, mais s'étaient échappés ; alors, les cavaliers aidés des chasseurs, s'étaient mis à battre les vignes environnantes et la plupart avaient été repris ou massacrés à coups de fusil et de sabre. On voit que la guerre, à cause des agissements de ces volontaires, prenait une tournure cruelle. Le soldat les considère comme des gens qui s'occupent de choses qui ne les regardent pas, comme n'étant pas du métier, et les appelle charlatans, sans songer du reste que ces charlatans peuvent leur faire bien du mal.

Enfin nous arrivâmes à Clermont quelque peu trempés, car nous avions à deux reprises été surpris par une averse de pluie et de grêle. Nous fûmes logés, à l'exception de Keudell et d'Hatzfeld, dans l'école de la ville, située à gauche de la place. Le Roi avait établi son quartier dans une maison située en face de la nôtre. Le soir même, j'eus encore l'occasion de visiter la ville. Elle compte deux mille habitants. Sa situation est fort pittoresque au milieu des collines de la chaîne de l'Argonne, peu élevées en cet endroit et couvertes de forêts ; elle occupe le sommet et les alentours d'une montagne conique sur laquelle se trouve une chapelle. A notre arrivée, la grande rue fort longue était pleine de voitures de bagages et de berlines. A la chute du jour, Abeken et moi nous gra-

vîmes les marches de pierre, derrière l'école, pour nous rendre à la vieille église gothique, qui se trouve à mi-côte sur la montagne ; elle est entourée d'arbres élevés et touffus et est consacrée à saint Didier, saint qui jusqu'ici m'avait été parfaitement inconnu. Elle était ouverte, comme il faisait sombre, l'autel et la chaire ne se dessinaient que vaguement à nos yeux. La lampe perpétuelle du sanctuaire projetait sa lueur rougeâtre sur les tableaux, et un dernier rayon de soleil tombait sur le sol à travers les vitraux peints. Nous étions seuls ; tout, autour de nous, était silencieux comme un tombeau. Le tumulte de la rue, le roulement des voitures, le pas des troupes, les hourras multipliés que poussaient les soldats en passant devant la maison du Roi, ne parvenaient que sourdement à nos oreilles.

En sortant de l'église, nous rencontrâmes des troupes de celles appelées hannetons. Le Ministre était sorti et avait laissé l'ordre de le suivre à l'*Hôtel des Voyageurs* pour y dîner avec lui, car notre train de cuisine n'était pas encore arrivé. Nous trouvâmes le Chef dans une pièce pleine de tumulte et de fumée. Un officier à longue barbe noire, portant un brassard, dînait avec le Chancelier. C'était le prince Pless. Il nous raconta que les officiers français prisonniers à Pont-à-Mousson s'étaient conduits avec une inconvenance extrême et avaient bu et joué toute la journée. Un général avait demandé comme lui étant due une voiture pour lui seul et s'était montré fort vexé après se l'être vu naturellement refuser. On parla ensuite de messieurs les francs-tireurs. Le Ministre dit qu'il avait adressé des paroles fort sévères à ceux qu'il avait rencontrés sur la route : —

« — Vous serez tous pendus, — avait-il dit en terminant, — vous n'êtes pas des soldats, vous êtes des assassins. L'un d'eux se mit à pleurnicher. »

Nous voyons que le Chancelier n'est rien moins que dur ; et nous le verrons encore dans la suite.

Le Chef occupa une chambre au premier étage ; Abeken prit, je crois, la salle voisine, quant à nous, on nous donna au second étage, le dortoir de l'école, destiné sans doute à deux ou trois pensionnaires que le maître d'école avait, paraît-il, chez lui. Il n'y avait que deux bois de lit, des matelas, mais pas de couvertures. La nuit était très froide, et je n'avais rien que mon manteau de caoutchouc pour me couvrir, mais je me résignai en songeant à nos

pauvres soldats obligés de camper au milieu des champs dans la boue !

Cette chambre se métamorphosa le lendemain matin, elle devint en même temps bureau et salle à manger. Avec des chaises, des planches, et un drap les mains habiles de Theiss firent une table charmante ; c'est là que dîna le Chancelier avec nous. Entre le déjeuner et le dîner on expédia en grande quantité des dépêches, télégrammes, et articles de journaux inspirés par les grandes pensées du Chancelier. Les chaises manquaient : on prit un banc dans la cuisine ; on apporta quelques coffres. Un lavabo en bien mauvais état envoyé par Willisch fut remis, à grand renfort de cire à cacheter, en état de contenir l'eau ; il était sous le lit en compagnie d'un grand pot de fer qui servait à d'autres usages indispensables, et ces vases nous regardaient à la dérobée plus honteux pendant que nous mangions ou que nous travaillions. Des bouteilles vides nous servirent de chandeliers. L'expérience nous apprit dans la suite que les bouteilles à champagne remplissent le mieux cette fonction. De bonnes bougies y brûlent assurément aussi bien que dans des bougeoirs d'argent. L'eau pour nous laver fut plus difficile à se procurer que les appareils d'éclairage. L'eau à boire même nous manquait, car les milliers de soldats, qui depuis deux jours puisaient dans les puits de Clermont les avaient épuisés pour eux et pour leurs chevaux. Un seul d'entre nous, moins équitable et plus porté à tout critiquer se plaignit de ces désagréments ; les autres, parmi lesquels se distinguait Abeken, qui avait beaucoup voyagé, semblaient les considérer comme le sel de notre expédition. Cependant il y avait quelque chose qui nous surpassait tous ; c'était un petit édifice, derrière l'école, où les membres de la nation, qui marche à la tête de la civilisation, allaient se soulager quand ils en sentaient le besoin. Il avait sans doute été importé de Turquie, où j'ai vu de semblables appareils, mais non de beaucoup aussi primitifs ; nous le considérions avec embarras et horreur.

Dans les deux classes de l'école, des fourriers et des soldats écrivaient sur les pupitres et dans la chaire. Aux murailles étaient suspendus des cartes, des proverbes en grosses lettres. Un d'entre eux pouvait être appliqué à notre temps : *Faites-vous une étude de la patience et sachez céder par raison.*

Le Chef nous rejoignit au café ; il paraissait être de mauvaise humeur de ce qu'on n'avait pas encore publié la proclamation con-

damnant à mort les habitants qui s'étaient insurgés contre nous. Je m'informai de la cause de ce retard auprès de Stieber; il me répondit qu'Abeken avait remis la proclamation à l'état-major général, et que lui-même étant directeur de la police de campagne, avait fait publier seulement les proclamations de Sa Majesté.

Je me rendis chez le Comte pour lui transmettre cette réponse. Je m'aperçus alors qu'il n'était pas mieux logé que nous et qu'il avait passé la nuit sur un simple matelas, son revolver auprès de lui. Il travaillait sur une petite table où l'on ne pouvait poser ses deux coudes, dans le coin près de la porte. Cette pièce était misérablement meublée; il n'était pas question de canapés, de fauteuils, etc. Celui qui depuis des années faisait l'histoire, celui en qui se concentrait l'histoire pour être modifiée selon ses plans, n'avait pas où placer sa tête, tandis que des courtisans stupides se reposaient de leur *far niente* dans des lits confortables. M. Stieber avait su lui-même trouver un logis de beaucoup meilleur que celui de notre maître.

Je vis ce jour-là une lettre tombée entre nos mains. Elle venait de Paris et était adressée à un officier supérieur français. D'après son contenu, dans les hautes régions de la société, d'où elle venait, on commençait à désespérer de la résistance et du maintien de la dynastie. L'auteur de cette lettre savait ce qu'il devait attendre de l'avenir. Il pensait « qu'il fallait choisir entre une République sans républicains, ou une monarchie sans monarchistes; disant que les républicains étaient des esprits trop ordinaires et les monarchistes trop égoïstes. On était enthousiasmé de l'armée, mais on ne se hâtait pas de s'y joindre pour combattre l'ennemi. »

Le Chef revint de nouveau aux hauts faits des Saxons à Gravelotte.

« — Les *petits noirs* surtout méritent des éloges, malgré leur modestie. Tâchez de vous procurer encore des renseignements sur leur belle conduite. »

Au bureau on travailla fiévreusement. On se servait de la porte de la cuisine en guise de table. Des conseillers et des secrétaires écrivaient et chiffraient avec une rapidité vertigineuse, au milieu d'un désordre pittoresque, car on était environné de cartes, de papiers, de manteaux en caoutchouc, de brosses à chaussures, de bouteilles surmontées de bougies, dont on se servait comme de cire à cacheter. Les ordonnances entraient et sortaient; tout le monde parlait à la fois; dans l'empressement on oubliait les égards. Abe-

ken allait et venait avec la rapidité d'une flèche ; sa main produisait un document à la demi-heure. Du moins l'entendait-on à ces intervalles remuer sa chaise et appeler le domestique. Si l'on ajoute à ce tumulte les pas des chevaux et des soldats, le roulement des tambours et des voitures, on comprendra qu'il était fort difficile de recueillir ses pensées ; mais avec de la bonne volonté on arrive à tout.

Après le dîner, dont le train de cantine avait fourni les provisions, mais auquel le Chancelier et quelques conseillers qui dînaient chez le Roi n'assistaient pas, je remontai avec Willisch les marches de l'église et nous arrivâmes, par un sentier sinueux, au sommet de la montagne, où se trouve une chapelle de Sainte-Anne, devant laquelle, à l'ombre d'un grand arbre, dînaient un groupe de soldats du bataillon de chasseurs de Freyberg ; ils avaient très bien combattu le 18, et j'essayai d'apprendre quelques détails de cette action, mais j'appris seulement qu'ils s'étaient bravement battus. En route, nous vîmes çà et là des traces de vieux murs et au sommet une certaine régularité parmi les arbres et les buissons, d'où l'on pouvait conclure qu'en cet endroit avait jadis existé un jardin soigné qu'on avait dévasté.

A côté de la chapelle, un chemin s'avance entre une double rangée d'arbres sombres au milieu desquels un ecclésiastique en soutane se promène en disant peut-être des prières ou des pieuses méditations, et conduit à un point de vue charmant muni de bancs. Un véritable *Luginsland!* (regarde le pays). A nos pieds, la petite ville ; de l'autre côté, vers le Nord et l'Est, une vaste plaine de chaumes, des villages aux clochers pointus, des groupes d'arbres et des forêts ; vers le Sud et à l'Ouest, l'arête de l'Argonne, sur laquelle s'étendent à perte de vue des forêts vert foncé entourées d'un brouillard bleuâtre. Trois routes coupent la plaine ; l'une conduit directement à Varennes. A côté, non loin de la ville, se trouvait un camp bavarois qui venait d'allumer les feux et envoyait au ciel de pittoresques petits nuages de fumée. A l'horizon, à droite, on voyait, sur une colline boisée, le village de Faucoix ; plus à droite, d'autres collines isolées derrière lesquelles, au-dessus, se trouve dans le lointain bleuâtre la petite ville de Montfaucon. Puis, une seconde route traverse la plaine dans la direction de Verdun et plus à l'Est encore passe, tout près d'un camp saxon, la route de Bar-le-Duc, par laquelle continuaient d'arriver des troupes. Leurs baïonnettes brillaient au soleil couchant et l'on en-

tendait, étouffé par la distance, le bruit de leurs tambours. Nous restâmes assis assez longtemps à contempler ce spectacle ravissant, que baignait la demi-obscurité du crépuscule. Nous remontâmes les marches de l'église et ensuite par un sentier sinueux nous atteignîmes le faîte. Au retour, nous allâmes encore visiter l'église de Saint-Didier, où s'étaient logés des soldats hessois qui, dans la nef, campaient sur la paille et allumaient leurs pipes à la lampe du sanctuaire, du reste, sans penser à mal, car c'était des gens sans malice.

*
* *

J'ajoute ici ces quelques notes intéressantes prises dans le *Journal* d'un officier supérieur bavarois qui l'a mis à ma disposition. Cet officier, en Mai 1871, avait été logé à Clermont dans la maison qu'avait habité le Roi Guillaume. Grand ami de la nature, il avait visité la montagne où se trouve la chapelle de Sainte-Anne. Dans cette chapelle il fit la connaissance d'un digne ecclésiastique qui lui raconta des choses fort remarquables. Ce prêtre était un homme aux sentiments élevés, excellent patriote, sur l'âme duquel pesaient lourdement les malheurs de la patrie, mais qui ne niait pas que l'arrogance avait provoqué ces malheurs. Il en donna un exemple fort vilain. Je cite textuellement le *Journal* : —

« Au mois d'Août de l'année dernière, des cuirassiers français entrèrent ici soudain. Ils avaient été attirés, comme vous, messieurs, par la belle vue dont on jouit au sommet de la montagne. Ils passèrent près de la chapelle toute grande ouverte en se moquant et en disant qu'une auberge serait beaucoup mieux placée ici. Ils firent apporter un tonneau de vin et le burent en chantant et en dansant. Tout à coup, un grand gaillard de cuirassier apparut; il portait un chien revêtu d'habits de femme. Il le jeta au milieu du cercle en s'écriant : « C'est Bismarck..., c'est Bismarck !... » Cette sotte plaisanterie plut beaucoup et excita la plus vive hilarité. On pinça la queue de *Bismarck ;* le chien hurla, et chacun de s'écrier : « C'est le angage de Bismarck. » On dansa avec l'animal, puis on le rechargea sur le dos, car on voulait organiser un cortège pour descendre la colline et traverser la ville.... toujours avec Bismarck.... cela me révolta; je voulus prendre la parole et je leur dis que c'était un péché de comparer un homme à une bête, cet homme fût-il notre ennemi. Mais la voix générale couvrit la mienne ; on me repoussa.

Je m'écriai alors avec indignation : « Prenez garde de recevoir bientôt le châtiment dû aux arrogants. » Ils ne firent aucune attention à mon avertissement. La foule traversa la ville en hurlant et chacun applaudit. Mais mes pressentiments se réalisèrent, hélas! trop tôt. Quinze jours après, Bismarck était vainqueur sur le lieu même où on avait fait cette plaisanterie. Je vis alors cet homme de fer, mais je ne pensais pas alors qu'il fût aussi terrible et qu'il laisserait saigner si cruellement ma pauvre France. Cependant le jour où ces soldats ont commis à son égard ce péché ne sort pas de mon esprit. »

L'auteur du *Journal* raconte ensuite : —

« Nous rendant à notre logis, nous rencontrâmes notre hôte qui nous montra avec complaisance le lit où le Roi avait couché. Il n'eut assez d'éloges pour les manières chevaleresques du Roi et il disait de Bismarck qu'il ne l'avait pas trouvé aussi terrible qu'on le lui avait dépeint. Un jour le Comte était venu pour parler au Roi ; celui-ci, donnant audience à Moltke, n'avait pu le recevoir sur-le-champ. En attendant, le Comte avait fait une promenade dans le jardin avec l'hôte, lequel avait trouvé qu'il parlait un fort bon français et qu'à le voir, on ne le prendrait pas pour un si terrible Prussien. Le Comte parla d'agriculture et s'y montra aussi compétent qu'en politique. Le maître de la maison ajouta ces mots bien caractéristiques : « La France aurait besoin, en ce moment, d'un homme de ce genre. »

*
* *

Dimanche, 28 *Août*. — En sortant du lit, je vis qu'une pluie douce tombait à grosses gouttes sur toute la contrée d'un ciel gris de cendre. Cela me rappela Gœthe qui, en Septembre 1792, au milieu du plus mauvais temps et de la boue, passa tout près d'ici les jours qui précédèrent et suivirent la canonnade de Valmy. Je me suis rendu chez le général Sheridan ; il est logé chez un pharmacien. De la part du Chef, je lui ai remis la *Pall Mall Gazette*. J'ai cherché ensuite à me procurer des détails sur la conduite des Saxons de Gravelotte. D'abord on ne put découvrir que quelques soldats qui n'avaient pas le temps de faire des conversations. Par hasard, je rencontre un officier de la landwehr de Saxe. C'est le propriétaire du domaine de Fuchs-Nordhop, près de Mœckhern, Leipsick. Tout ce qu'il peut me dire, c'est que les Saxons ont surtout combattu à

Sainte-Marie-aux-Chênes et à Saint-Privat, et qu'ils ont sauvé de la déroute la garde mise en désordre. De plus, les chasseurs de Freiberg ont pris à la baïonnette, sans tirer un coup de fusil, la position des Français. Le 107e a surtout souffert; il a perdu tous ses officiers, et beaucoup de soldats. Ce fut là tout ce qu'il put nous dire; il confirma encore la mort de Krausshaar.

Quand le Ministre fut levé, il y eut de nouveau beaucoup d'ouvrage. Notre cause marchait pour le mieux. Je pus télégraphier que la cavalerie saxonne avait mis en déroute, à Voussières et à Beaumont au Nord, le 12e chasseurs. J'apprends, et j'en fais part aux autres, que l'on est encore fermement résolu à demander à la France l'annexion du territoire et que la paix ne se fera qu'à cette condition. En article, approuvé par le Chef, établissait ce renseignement de la façon suivante : —

Les armées allemandes, depuis les victoires de Mars-la-Tour et de Gravelotte, avancent irrésistiblement. Le temps est venu de se demander à quelles conditions l'Allemagne pourra faire la paix avec la France. L'idée de gloire et de conquête ne doit pas nous guider en cette circonstance, encore moins la générosité, comme le voudrait la presse étrangère; mais uniquement le désir de protéger l'Allemagne du Sud contre les attaques de l'avidité française, attaques qui se sont produites une douzaine de fois depuis Louis XIV, et qui se répéteront aussi souvent que la France se croira assez forte pour les entreprendre. Les sacrifices immenses d'argent et de sang qu'a faits le peuple allemand de même que toutes nos victoires, deviendraient complètement inutiles si l'on ne diminuait pas les forces offensives de la France et si l'on n'augmentait pas les forces défensives de l'Allemagne. C'est ce que le peuple allemand a le droit d'exiger. Si l'on se contentait d'un changement de dynastie et d'une indemnité quelconque, rien ne serait changé en réalité, et l'on n'empêcherait point cette dernière guerre de devenir le prélude d'une série d'autres guerres. D'autant plus que le ressentiment causé par la défaite présente pousserait les Français à la revanche. Grâce à la richesse relativement grande de la France, l'indemnité serait bientôt regagnée et toute nouvelle dynastie, pour se maintenir chercherait par des victoires sur nous, à compenser les insuccès de celle d'aujourd'hui. La générosité est sans doute une fort belle chose, mais en politique, en général, elle rapporte peu de reconnaissance. Nous n'avons pas enlevé un pouce de territoire aux Autrichiens en 1866 ; nous en sont-ils reconnaissants aujourd'hui ? Ne sont-ils pas animés de sentiments de haine et de vengeance, simplement parce qu'ils ont été vaincus ? Les Français nous portaient déjà envie à cause de la victoire de Kœnigsgratz, alors qu'une puissance étrangère, et non pas eux, avait été battue. Quels sentiments éprouveront-ils donc après Wœrth et Metz, et combien ne vont-il pas méditer la vengeance après leurs propres défaites, soit que nous renoncions ou

non à une annexion de territoire? L'on a agi autrement en 1814 et en 1815, mais l'expérience a démontré suffisamment que la clémence de ce temps n'est pas bonne pour nous. Si à cette époque on avait affaibli les Français autant que le voulait l'intérêt de la paix européenne, nous ne serions pas aujourd'hui obligés de faire cette guerre. Le danger n'est pas dans le bonapartisme bien qu'il soit porté à formuler des velléités chauvinistes; le danger est plutôt dans l'arrogance incurable de cette partie du peuple français qui donne le ton à la France entière. Ce côté du caractère national français tracera la voie à une dynastie quelle qu'elle soit, et même à une république, et poussera le gouvernement à attaquer des voisins paisibles. Nous ne pouvons recueillir les fruits de notre victoire qu'en améliorant les forces défensives de notre frontière. Celui qui en Europe désire une paix permettant de diminuer le budget de la guerre, doit souhaiter qu'une barrière solide soit opposée aux désirs de conquête des Français. En d'autres termes, il faut à l'avenir rendre impossible aux Français l'envahissement de l'Allemagne du Sud, avec une armée relativement petite et empêcher que même en temps de paix les Allemands du Sud ne soient forcés d'observer la France. Donner à l'Allemagne du Sud une frontière solide, doit être notre but, notre tâche; accomplir cette tâche, c'est délivrer complètement l'Allemagne et compléter la guerre de libération de 1813 et 1814. Le moins que nous devions exiger pour que l'Allemagne entière, pour que tous les peuples au-dessous du Mein, qui sont de notre race et ont combattu avec nous, puissent se déclarer satisfaits, est donc qu'on nous livre les portes d'où la France peut faire irruption sur l'Allemagne, c'est-à-dire Strasbourg et Metz. Vouloir attendre une paix durable de l'anéantissement de ces forteresses, serait une illusion de myope, ce serait s'imaginer qu'il est possible de gagner les Français par la clémence, ce serait aussi oublier que nous demandons l'acquisition des territoires qui ont été allemands, et qui, peut-être avec le temps, rapprendront à se sentir allemands. Les changements de dynastie nous sont indifférents. Une indemnité de guerre ne constitue qu'un affaiblissement passager de la France. Ce qu'il nous faut, c'est une plus grande sûreté de frontières allemandes; et nous ne l'atteindrons qu'en transformant les forteresses qui nous menacent en ouvrages de défense. Strasbourg et Metz, de forteresses agressives françaises, doivent devenir forteresses défensives allemandes. Celui qui veut sincèrement la paix, qui veut que la charrue prime le sabre, doit souhaiter d'abord que les voisins de la France soient en état d'y consentir, car seule la France trouble la paix et elle le fera tant qu'elle en aura la force.

IV.

DIVERSION VERS LE NORD. — LE CHANCELIER A REZONVILLE. — BATAILLE ET CHAMP DE BATAILLE DE BEAUMONT.

Dimanche, 28 *Août*. — Une grande nouvelle nous surprend au thé. Nous changeons avec une partie de l'armée la direction de notre marche. Tout en cernant Metz, nous allons vers le Nord, au lieu de continuer à l'Ouest, vers Châlons. Nous nous dirigeons vers les Ardennes et le pays de la Meuse. Notre première station sera, dit-on, Grand-Pré. Nous nous avançons à la rencontre du Maréchal de Mac-Mahon, qui, avec des forces considérables, marche sur Metz, pour débloquer Bazaine.

Le 29, à dix heures du matin, nous partons. Le temps naguère pluvieux et froid, s'éclaircit peu à peu. En traversant quelques villages, nous apercevons le long de la route, des camps bavarois, de l'infanterie de ligne, des chasseurs, des chevau-légers, et des cuirassiers. En traversant Varennes nous passâmes un instant devant la petite maison, à deux fenêtres, où fut arrêté Louis XVI dans sa fuite, par le maître de poste de Sainte-Ménehould. Dans la maison on voit maintenant un magasin de faux de la maison Nicot-Jacquesson. Les deux marchés de la ville sont couverts de fantassins et de cavaliers, de voitures et de canons. Après nous être frayé une route à travers cette foule d'hommes et d'animaux et une fois que nous fûmes hors de la ville, nous traversâmes rapidement plusieurs autres villages et passant devant plusieurs camps et un parc d'artillerie prussienne, nous arrivâmes à Grand-Pré où le Chancelier établit sa demeure dans la Grand'Rue, à quelques maisons du marché. Le Roi se loge dans une pharmacie à gauche de la route, dans la direction du vieux et sombre castel qui domine la localité. La seconde moitié du Grand-Quartier-Général, à laquelle appartiennent le Prince Charles, le Prince Luitpold de Bavière, le Grand-Duc de Weimar, et le Grand-Duc héritier de Mecklembourg-Schwérin, a été logée dans le village voisin de Juvin. Quant à moi les fourriers m'ont trouvé un gîte en face du Chef dans la chambrette fort propre d'une modiste devenue invisible. Sur le marché, on voit à notre arrivée quelques prisonniers français.

Vers le soir, d'autres viennent s'y joindre. J'apprends que l'on s'attend à une rencontre avec Mac-Mahon, dès demain.

Comme ailleurs, le Chef montra à Grand-Pré qu'il ne songeait même pas à la possibilité d'un attentat contre lui. Sur la fin du jour, il se promène tranquillement et seul dans les ruelles de la ville; même celles qui seraient favorables à un attentat. J'en parle savamment, car je l'ai suivi de loin, craignant qu'il n'eût besoin de secours.

Le lendemain matin, j'apprends que le Roi et le Chancelier veulent partir ensemble pour voir cerner la seconde grande armée française. Je me souviens alors des paroles que m'a dites le Ministre à Pont-à-Mousson, en revenant de Rezonville et qu'il a encore citées une autre fois.

« — Celui qui se fait (timide) herbe est mangé par les chèvres. »

Je pris courage et le priai de m'emmener avec lui. Il me répondit : —

« — Que deviendrez-vous si nous sommes obligés de rester dehors toute la nuit ?

— Qu'importe, Excellence?... je saurai me tirer d'affaire.

— Eh bien! alors venez avec nous, » — répondit-il en souriant.

Il se rendit encore au marché tandis que j'allai prendre avec joie ma valise, mon manteau, et mon fidèle journal. Puis, sur un signe du Chancelier, je m'assis à côté de lui dans sa voiture. Il faut avoir du bonheur et faire son possible pour en attirer à soi.

Il était un plus de neuf heures du matin lorsqu'on partit. D'abord nous revînmes sur nos pas, par la route par laquelle nous étions venus quelques jours auparavant; puis prenant à gauche nous traversâmes des vignobles et des villages, au milieu d'une contrée accidentée et où l'on voyait de toute part des colonnes de troupes en marche ou au repos et des parcs d'artillerie; enfin nous arrivâmes à la petite ville de Busancy à onze heures et nous nous arrêtâmes, sur la place du Marché, pour attendre le Roi.

En chemin, le Chancelier fut très communicatif. Il se plaignit d'abord d'être souvent dérangé par des gens qui causaient devant sa porte, et en particulier par quelques messieurs doués d'une forte voix.

« — Un murmure inarticulé ou du bruit comme la musique ou le roulement des voitures, ne me dérange pas; mais quand j'entends une conversation dont je saisis quelques mots, je veux alors savoir ce que c'est et je perds le fil de mes pensées. »

Il me fit ensuite remarquer qu'il ne convenait pas que je portasse la main au chapeau quand les officiers saluaient sa voiture.

« — Car, — dit-il, — le salut ne s'adresse même pas au Ministre et au Chancelier mais bien au général, et ceux qui saluent pourraient s'irriter de voir un civil prendre le salut pour lui. »

Il me témoigna sa crainte que rien d'extraordinaire n'arrive aujourd'hui, opinion qui fut confirmée par quelques officiers d'artillerie prussienne placés auprès de leurs canons, tout près de Busancy.

« — Il arrive, — dit-il, — ce qui m'est arrivé parfois à la chasse au loup, dans les Ardennes qui commencent ici. Quelquefois, après avoir passé des jours entiers là-haut dans la neige, nous apprenions qu'une trace de loup avait été découverte. Nous nous mettions immédiatement à sa poursuite, mais souvent il avait déjà échappé Je crains que la même chose n'arrive aujourd'hui avec les Français. »

Il s'enquit auprès de quelques officiers de son fils cadet qu'il espérait rencontrer dans ces parages. Il me dit ensuite : —

« — Vous pouvez voir combien peu on use de protection chez nous. Il sert depuis un an déjà et on ne lui a donné aucun avancement, tandis que j'en vois d'autres qui sont porte-épée en quatre semaines. »

Je lui demandai comment cela se faisait.

« — Je ne sais, — dit M. de Bismarck, — je me suis informé s'il avait commis quelque faute, s'il s'était grisé par exemple; mais non, il se conduit fort bien; et à la charge de Mars-la-Tour, il s'est élancé sur le carré français aussi bravement qu'un autre. »

Quelques semaines après les deux fils du Chancelier étaient devenus officiers.

Plus tard, entre autres choses, il me raconta de nouveau ses aventures de la soirée du 18 Août.

« — J'avais envoyé mes chevaux à l'abreuvoir. Au crépuscule, je me trouvais près d'une batterie qui tirait. Les Français se taisaient de leur côté. Tandis que nous pensions que leurs canons étaient démontés, ils concentraient depuis une heure canons et mitrailleuses pour une suprême attaque. Soudain ils ouvrirent un feu terrible d'obus et d'autres projectiles. C'était dans l'air un craquement, un sifflement, un roulement, un hurlement incessants. Nous fûmes coupés du Roi que Roon avait renvoyé en arrière. Je restai près de la batterie en pensant à me mettre, en cas de retraite, sur le

premier caisson venu, qui m'aurait traîné et emporté à l'écart. Nous nous attendions à ce que l'infanterie appuyerait l'attaque ; et de cette façon j'aurais pu fort bien être prisonnier. Mais l'attaque n'eut pas lieu, et nos chevaux étant enfin revenus, j'allai rejoindre le Roi. Mais alors je tombai de Charybde en Scylla. Les obus, qui naguère passaient au-dessus de ma tête, labouraient le sol où nous galopions maintenant. Le lendemain, nous vîmes les trous qu'ils avaient creusés. J'engageai le Roi à reculer davantage. La nuit était venue. Le Roi désira manger quelque chose. Il y avait assez à boire ; le vin et le rhum ne manquaient pas chez le cantinier voisin, mais il n'y avait rien à manger que du pain sec. On réussit pourtant à trouver quelques côtelettes dans le village, juste assez pour le Roi ; mais rien pour sa suite. Je fus donc obligé de chercher ailleurs. Sa Majesté voulut coucher dans sa voiture, au milieu de chevaux morts et de soldats blessés. Mais à la fin le Roi trouva un asile dans une hutte. Le Chancelier de la Confédération dut chercher un abri ailleurs. L'héritier d'un des plus puissants potentats allemands, le Grand-Duc héritier de Mecklembourg faisait sentinelle auprès de la voiture commune, afin que rien ne pût être enlevé. Et moi, avec Sheridan, nous nous mîmes à la recherche d'un lit. Nous arrivâmes à une maison en flammes ; il y faisait trop chaud. Nous heurtâmes à une seconde, puis à une troisième : on nous dit qu'elles étaient pleines de blessés. Nous allâmes frapper à une quatrième : même réponse. Mais apercevant une fenêtre sans lumière, je dis : — Qu'y a-t-il là ? — Partout des blessés. — Voyons cela, — me dis-je ; je montai. Que vis-je ? Trois lits vides avec d'excellents matelas et d'excellentes paillasses en apparence fort propres. Nous nous installâmes donc là et je dormis fort bien. »

Lorsque le Chancelier nous raconta pour la première fois et plus brièvement, à Pont-à-Mousson, ses aventures du 18 Août, son cousin, le comte de Bismarck-Bohlen, dit : —

« — Tu t'es endormi aussitôt, ainsi que Sheridan, qui, je ne sais comment, avait su trouver du linge blanc dont il s'était enveloppé. Je suis sûr qu'il a rêvé de toi, car plusieurs fois je l'ai entendu murmurer dans son sommeil : *O dear Count !*

— Hum ! — dit le Chancelier. — Et le Grand-Duc héritier aussi a fait fort bonne mine ; c'est du reste, un jeune homme agréable et aimable.

— Le meilleur de l'histoire, — dit Bohlen, — c'est que la pénurie

de logements n'était pas le moins du monde si grande. Car on apprit dans l'intervalle qu'une maison de campagne fort élégante avait été préparée pour Bazaine; bons lits, champagne, et le reste. C'est là qu'un de nos généraux s'était niché... Il y a fait un souper opulent avec les siens. »

Le Chancelier, durant notre voyage à Busancy, me raconta en outre : —

« — Pendant toute la journée je n'avais mangé que du pain de munition et du lard. J'obtins enfin cinq ou six œufs. Les uns les voulaient cuits. Moi, je les préfère crus. J'en cassai donc quelques-uns sur mon sabre et les avalai, ce qui me fit grand bien. Au jour, je mangeai, pour la première fois depuis trente-six heures, quelque chose de chaud. C'était une soupe de saucisses aux pois que me donna le général de Gœben et que je trouvai excellente. Plus tard, nous eûmes même un poulet rôti, mais il était si dur que c'était à désespérer le plus solide dentier. »

Ce poulet avait été offert au Ministre par un cantinier. Le Ministre en avait déjà acheté un. Il paya largement le poulet rôti au cantinier et lui donna le cru par-dessus le marché.

« — Si nous nous rencontrons de nouveau en campagne, vous me le rendrez rôti; si nous ne nous rencontrons pas, vous me le rendrez au moins quand nous serons de retour à Berlin. »

La place de Busancy était couverte de soldats de toutes armes et de véhicules de toutes espèces. Après un instant, Sheridan et Forsythe arrivèrent aussi. A onze heures et demie, le Roi parut. Bientôt on fut informé que les Français, contre notre attente, acceptaient la bataille. A quatre kilomètres de Busancy, nous atteignîmes une éminence aux bords abruptes. A ce moment, un sourd craquement se fit entendre au loin.

« — Un coup de canon! — » dit le Comte.

Je vis à gauche sur une éminence dégarnie d'arbres, deux colonnes d'infanterie; au delà s'élevaient d'autres hauteurs. Devant elles étaient braqués deux canons qui tiraient. La distance était si grande entre le lieu du combat et nous, que nous n'entendions que sourdement les coups. Le Chef s'étonna de ma vue perçante. Il mit les lunettes dont il est obligé de se servir, comme je le remarquai pour la première fois, quand il veut reconnaître un objet éloigné. Des petites masses de fumée blanche, semblables à des ballons d'essai, planaient trois ou quatre secondes au-dessus des canons, puis

disparaissaient subitement. On tirait donc des biscaïens. Les canons devaient être des canons allemands. Ils paraissaient envoyer leurs projectiles de l'autre côté de l'éminence, où se trouvait un bois, devant lequel on apercevait des lignes noires, probablement des Français. Plus loin, au delà, sur une autre éminence, on apercevait trois ou quatre grands arbres à l'horizon. La carte indiquait, près de là, le village de Stonne, d'où, comme je l'appris plus tard, l'Empereur Napoléon assista bientôt au combat.

A gauche, le feu des canons cessa bientôt. L'artillerie bavaroise, les cuirassiers bleus, et des chasseurs verts passèrent près de nous, au galop. Plus loin en traversant un bois nous entendîmes des crépitements, comme un feu de peloton.

« — C'est une seringue à mitraille, » — dit Engel, en se retournant sur son siège.

Non loin de là, à un endroit où des chasseurs bavarois se reposaient dans un champ de trèfle, le Ministre monta à cheval pour rejoindre le Roi qui nous devançait. L'artillerie passait toujours devant nous; nous ne pouvions plus avancer. Les chasseurs laissaient des traînards au bord de la route. Un d'entre eux, d'un air pitoyable, nous demanda de l'eau.

« — J'ai la dyssenterie depuis trois jours. Ah! camarade, je vais mourir, aucun docteur ne veut me soigner. J'ai un feu en moi, c'est du pur sang que je perds. »

Nous le consolons de notre mieux et nous lui donnons de l'eau et du cognac. Après un long défilé d'artillerie, la route est de nouveau libre devant nous. Nous apercevons des nuages blancs des coups de canon à l'horizon, qui est ici très proche, ce qui nous fait penser que nous avons une vallée devant nous. Le tonnerre des canons devient plus distinct ainsi que le crépitement des mitrailleuses qui de loin ressemble au bruit d'un moulin à café. Après avoir traversé des chaumes à droite de la route, à un millier de pas des voitures et des chevaux, nous apercevons le Roi, sur une petite éminence, où il avait pris position entouré du Chef et d'un grand nombre de princes, de généraux, et d'officiers supérieurs. Je les suivis à travers champs et jusqu'à la chute du jour je continuai à suivre les péripéties de la bataille de Beaumont.

Devant nous s'étendait une vallée large et profonde, tapissée d'une forêt verte et touffue. Derrière cette vallée le pays est ouvert et s'élève en pente douce, on y aperçoit sur la droite Beaumont et son

haut clocher. Plus à droite, on distingue de nouveau de grandes forêts; à gauche, le bord de la vallée est également boisé; une route plantée de peupliers d'Italie y conduit. Devant le bois, un petit village ou un groupe de maisons. Au fond, derrière Beaumont, d'épaisses montagnes bordent la vue.

On voit distinctement de sombres nuages de fumée qui, s'élevant au-dessus de la ville, font croire que quelques maisons y sont en feu. Bientôt on aperçoit également de la fumée du côté du village ou du groupe de maisons, au bout de la route bordée de peupliers.

La canonnade cesse un peu. Commencé dans le voisinage de la petite ville, le feu se porte peu à peu vers la gauche; voici qu'on entend des coups de canon dans le bois qui couvre le fond de la vallée; c'est sans doute l'artillerie bavaroise que nous avons vue passer tout à l'heure. En avant du tableau, à notre gauche, derrière un village placé un peu plus bas que notre point de vue, et que la carte désigne comme étant Sommauthe, se tiennent pendant un moment un régiment de cuirassiers et des chevau-légers bavarois. A quatre heures, cette cavalerie galope sur le bois du fond où elle disparaît. Bientôt après, d'autres cavaliers, des uhlans, s'il m'en souvient bien, partant de la route à l'endroit où se trouvaient les voitures, se dirigent vers le repli de terrain où nous avions tout d'abord aperçu le feu de l'artillerie ; ils semblaient marcher sur Stonne. Sur la lisière du bois, en avant du village en flammes, le combat paraît être redevenu acharné. A un moment donné on aperçoit une vive lueur accompagnée d'un sourd craquement, un caisson avait sans doute sauté. On dit que depuis un moment le Prince Royal prend part à la bataille.

La nuit venait. Le Roi était assis sur une chaise près de laquelle on avait allumé un feu de paille, car le vent était froid. Sa longue-vue en main, il suivait la bataille. Le Chancelier, assis sur le gazon, en faisait autant. Tout près se tenaient Sheridan et son aide de camp. On apercevait maintenant les éclairs des obus qui éclataient, et dont la flamme au loin ressemblait à des étoiles. L'incendie augmentait à Beaumont. Les Français reculaient toujours et bientôt la bataille disparut à nos yeux derrière la chaîne de collines dépouillées d'arbres qui bornent l'horizon au-dessus du village en flammes. La bataille, qui dès le commencement avait pris la tournure d'un combat de retraite, était gagnée. Nous avions pris *le loup*

dont avait parlé le Ministre, ou du moins, nous étions prêts à le prendre au premier jour. Le soir, après que l'on eut appris plus de détails, j'écrivis en Allemagne : —

Les Français, parmi lesquels étaient entre autres, l'Empereur et son fils ont cédé sur tous les points. La bataille n'a été qu'une continuelle retraite des Français et une marche en avant des Allemands. Ils ont été loin de montrer l'énergie dont ils avaient fait preuve à Metz. Ou ils sont découragés, ou leurs régiments contiennent trop de gardes mobiles, qui nécessairement, ne peuvent se battre comme des troupes régulières. Ils ont mal constitué le service de leurs avant-postes, aussi avons nous pu surprendre facilement leur arrière-garde. Nos pertes sont de beaucoup moindres que dans la bataille de Metz où elles égalaient celles des Français. Ceux-ci ont perdu beaucoup de gens grâce à notre attaque à l'improviste. Ils en ont perdu encore davantage à Mouzon où ils ont été contraints de passer la Meuse à la hâte. Nous avons pris vingt pièces d'artillerie, dont onze mitrailleuses. Une grande quantité de bagages et de munitions sont tombés entre nos mains. Nous avons fait cinq mille prisonniers. On estime que le nombre des ennemis était au commencement de la bataille de cent à cent vingt mille hommes. Il leur sera impossible de tourner notre aile droite pour prendre la direction de Metz. Je crois que nous avons d'excellentes raisons pour compter le 30 Août parmi les jours les meilleurs et les plus glorieux.

A la chute du jour, nous retournons à Busancy. Le mouvement qui dans la nuit régnait autour de nous, indiquait la présence d'une grande armée. La route est couverte d'infanterie bavaroise ; plus loin brillent également des casques à pointe d'infanterie prussienne ; nous reconnaissons à leur approche les grenadiers de la garde. Beaucoup de véhicules égarés encombrent la voie et nous obligent à nous arrêter. Le Chef dit à ce sujet : —

« — Je voudrais savoir si nous sommes dans le cas des cinq Souabes, qui, ayant mangé trop de galettes, ne purent repasser par un chemin creux. »

Nous arrivons à Busancy. Il fait nuit noire. Dans les ténèbres on distingue les petits feux des camps et les silhouettes des soldats, des chevaux, et des voitures qui glissent devant. Nous logeons chez un médecin. Je dors du sommeil du juste, dans une chambre vide, sur une paillasse et sous une couverture que m'a apportée un soldat de l'ambulance.

Mercredi, 31 *Août*. — Le Roi et le Chancelier partent entre neuf et dix heures, pour examiner le champ de bataille de la veille. Le Ministre me permet de l'accompagner encore. Nous prenons d'abord

comme la veille, le chemin de Bar à Busancy et Sommauthe où nous rencontrons des uhlans bavarois qui saluent le Roi d'acclamations. Leurs lances me paraissent plus courtes que celles des uhlans prussiens. Derrière Sommaüthe, tout rempli de blessés, nous traversâmes la belle forêt située entre ce village et Busancy, et à onze heures, nous sommes arrivés. Le Roi et le Chancelier, à cheval, traversent le champ à droite. A pied, je prends la même direction. Les voitures se dirigent vers la ville où elles doivent nous attendre. En attendant, je prends mon fidèle journal pour y noter consciencieusement ce que j'ai vu et entendu. Le Chancelier a été fort communicatif aujourd'hui et a répondu à chaque question qu'on lui adressait. La nuit, il avait eu des crampes dans les jambes, ce qui lu arrivait fréquemment, et il n'avait pu faire autre chose que se promener pieds nus dans sa chambre. Cette promenade, comme toujours, lui a donné un rhume de cerveau.

— « Un démon a chassé l'autre; le rhume a exorcisé les crampes, mais les a remplacées.... »

Le Comte me prie de parler encore dans les journaux de la façon cruelle dont les Français font la guerre et de leurs nombreuses violations de la convention de Genève, « qui à la vérité ne vaut rien et n'est point pratique. » Il me faudra dire aussi qu'ils ont tiré sur le parlementaire, qui, le drapeau blanc à la main, se présentait avec un trompette.

« — Ils ont souffert que la populace maltraitât des prisonniers allemands à Metz. On les a laissés sans manger, et on les a enfermés dans des caves. Mais faut-il s'en étonner ? Ils ont des barbares pour camarades et ils sont devenus des barbares eux-mêmes dans leurs guerres du Mexique, de la Cochinchine, et de l'Algérie. »

Le Comte raconte que les pantalons rouges n'ont opposé hier que peu de résistance et ont fait preuve de peu de prudence. Ils furent en effet surpris en plein jour par une batterie légère qui s'était glissée jusqu'à leur portée. Nous verrons bientôt les pertes que leur ont infligé cette petite artillerie, nous verrons des chevaux tués, des soldats frappés en bras de chemise, des marmites renversées, etc.

En traversant la forêt, la conversation tombe, peut-être, soit dit en passant, parce que nous avions rencontré la suite du Roi, y compris les comtes de Hatzfeld et de Bismarck-Bohlen, sur Borck, le trésorier particulier du Roi, puis sur le comte de Bernstorff,

notre ambassadeur à Londres, qui avait retardé l'entrée de Bismarck aux affaires par ses indécisions interminables.

Je me permis de demander au Chancelier quel homme était von der Goltz, les opinions étant fort divisées à son sujet, et s'il était vraiment aussi capable que quelques-uns le disaient.

« — Capable, oui, dans un certain sens, — dit le Chancelier, — mais inconstant et léger dans ses jugements; aimant aujourd'hui cet homme et ce plan, admirant le lendemain le contraire. Toujours amoureux des princesses à la cour desquelles il était attaché; d'abord d'Amélie de Grèce, puis d'Eugénie. Goltz s'imagine qu'avec sa grande raison il aurait pu faire beaucoup mieux encore que je n'ai fait avec ma chance. Bien que nous connaissant depuis notre jeunesse, il poursuit sans cesse une intrigue contre moi. Il a écrit des lettres au Roi dans lesquelles il m'accusait vivement. Mais cela ne lui servait de rien, car le Roi me remettait toujours ces lettres et je dictais moi-même la réponse. Mais il persistait dans ce jeu sans se décourager. Du reste il en est ainsi de ses subordonnés, qui le haïssent presque. Je me souviens que, lorsque j'arrivai à Paris en 1862, je voulus me présenter à lui. Il venait de se coucher pour faire un somme. Je ne voulais pas le déranger, mais son secrétaire était bien aise de saisir une occasion de le déranger et de le taquiner; il le fit sortir du lit. Il lui eût été si facile de conquérir l'affection et l'attachement de ses gens; c'est si facile étant ambassadeur. Je voudrais bien pouvoir le faire, mais un ministre n'en a pas le temps, il lui faut penser à tant de choses. Il m'a fallu établir ma maison sur le pied militaire. »

D'après ces paroles du Comte, on voit que von der Goltz a avec d'Arnim des affinités d'esprit et a été son précurseur.

Le Ministre parla de Radowitz. Il dit entre autres paroles : —

« — On aurait dû déployer plus tôt l'armée devant Olmütz; il est cause qu'on ne l'a pas fait.... »

Je suis malheureusement obligé de taire encore les motifs qu'il me donna de cette assertion.

Le Roi et le Chancelier étaient arrivés à l'endroit où s'était glissée l'artillerie légère dont j'ai parlé. Dans ce champ entouré de haies nous vîmes douze soldats tués; ils appartenaient au 31e régiment de Thuringe. L'un d'eux frappé à la tête était étendu dans un buisson qu'il avait voulu franchir. Le champ de bataille est horrible. La terre est bleue et rouge de soldats français. Le 4e Corps, en les atta-

quant à l'improviste, leur a fait bien du mal. Ils sont étendus là, noircis par la poudre, raides et couverts de sang coagulé; l'un sur le dos, l'autre sur le visage. Plusieurs ont les yeux hagards comme des figures de cire. En un point, un seul coup en a dispersé cinq, cela eût pu rappeler des quilles renversées. Trois d'entre eux avaient la tête en totalité ou à moitié arrachée, un autre le bas-ventre et les entrailles, la figure d'un troisième, qui paraissait défiguré d'une manière encore plus horrible, avait été couverte d'un drap. On voyait épars, des képis, des casquettes, des sacs, des papiers, des souliers, des brosses, des malles d'officiers ouvertes, des marmites avec des pommes de terre pelées et des morceaux de viande que le vent avait salis de sable. Tout cela montrait que nos troupes les avaient attaqués à l'improviste; il était resté également un canon de bronze. Sur un mort je pris une médaille suspendue à son cou nu par un petit cordon. Elle représentait un saint portant la croix dans la main. Au-dessous étaient gravées les insignes épiscopaux, la mître et la crosse, avec cette inscription : *Crux S. P. bened.* Au revers était une figure qui ressemblait à notre croix de la landwehr et qui était couverte de lettres, probablement les initiales d'une prière ou d'une invocation. C'était sans doute une médaille bénite, donnée au pauvre diable par son curé ou par sa mère. Des cantiniers et des soldats semblaient chercher quelqu'un.

— Êtes-vous docteur? — dit l'un d'eux.

— Oui, mais non docteur en médecine. Que voulez-vous?

— Il y en a un là qui vit encore.

On le transporta sur un brancard. Un peu plus loin je vis un soldat couché sur le dos; en m'approchant je m'aperçus qu'il remuait les yeux et qu'il respirait encore bien qu'il fût frappé à la tête d'une balle allemande. Sur un carré de cinq cents pieds il y avait à peu près cinq cents cadavres parmi lesquels dix ou douze des nôtres seulement.

J'avais assez de ces spectacles d'horreur et j'avais hâte de revenir à Beaumont. En route j'aperçus, dans une carrière, un grand nombre de prisonniers français.

— Sept cents, à peu près, — dit le lieutenant qui les gardait et qui m'offrit de la bière bavaroise, ce dont je me montrai fort reconnaissant en lui offant une gorgée de cognac.

A Beaumont, je demandai à un Saxon où étaient les voitures du Roi.

— Parties, dans cette direction, il y a un quart d'heure.

Je me mis bien vite en marche dans la direction indiquée. J'interrogeai quelques soldats qui me répondirent que le Roi venait de passer. Enfin j'aperçus la voiture du Chef, à la lisière d un bois. Il parut fort aise de me revoir.

« — Enfin! — dit-il, — je voulais déjà envoyer vous chercher. Je l'aurais fait s'il se fût agi d'un autre que vous. Mais je me suis dit : le docteur ne saurait périr, il passera la nuit près d'un feu de campement et nous rejoindra demain. »

Il me raconta ce qu'il avait vu. Il avait examiné les prisonniers de la carrière, parmi lesquels il avait rencontré un prêtre ayant tiré sur nos soldats.

« — Interrogé, il nia le fait : « Prenez-garde, lui ai-je dit, si la chose est prouvée vous serez pendu. » Provisoirement je lui fis ôter son vêtement ecclésiastique. Près de l'église le Roi a vu un soldat blessé. Le Roi, au grand étonnement des prisonniers français qui étaient près de là, lui prit la main bien qu'elle fût fort sale. Il lui demanda quel était son métier : « Je suis docteur en philosophie. » — « Eh bien, vous avez dû apprendre à supporter philosophiquement votre blessure. » — « Oui! répliqua le soldat, c'est ce que je me suis proposé. »

En chemin nous rencontrâmes dans un village quelques solda bavarois qui se traînaient avec peine sous le soleil brûlant.

« — Holà! — dit le Chancelier à l'un d'eux, — camarade, voulez-vous boire un peu de cognac ?»

Il accepta naturellement; un second le désirait aussi et le témoignait du regard, un troisième l'imita, de sorte que bientôt plusieurs vinrent les uns après les autres pour boire une gorgée à la gourde du Ministre et une gorgée à la mienne. Pour compléter notre œuvre de charité nous leur donnâmes à chacun un cigare.

A un kilomètre de là, le Roi avait fait préparer, dans un village appelée Créange, je crois, et qui ne se trouve pas sur la carte, un déjeuner pour les princes et pour la suite du Prince Royal. Le Comte de Bismarck fut aussi invité. J'allai, pendant le repas, aider aux Hollandais qui avaient établi une ambulance, non loin du village, sous une grande tente verte à apporter et à soigner des blessés. Lorsque je revins, le Ministre me demanda ce que je venais de faire; je le lui dis; il répondit en poussant un profond soupir : —

« — J'aurais préféré y aller avec vous. »

Nous continuons notre voyage et la conversation se tint d'abord un moment dans des régions élevées et le Chef donna à ma curiosité des explications abondantes et bienveillantes. Mais je regrette d'être obligé de les garder pour moi, pour différentes causes ; il m'est seulement permis de dire qu'elles furent aussi instructives que caractéristiques et que l'enjouement ne leur manqua pas. Finalement de la sphère des dieux on en revint aux hommes et on tomba entre autres sur le duc d'Augustenbourg et son uniforme bavarois.

Le Ministre dit : —

« — Ses affaires auraient pu mieux aller au début. Je n'ai pas réclamé davantage de lui que des petits princes en 1866. Mais il n'a rien voulu céder du tout. Grâces en soient rendues, pensais-je dans mon for intérieur, à la Providence et à la sagesse d'avocat de Samwer. Je me souviens encore fort bien de l'entretien que j'eus avec lui en 1864. Il était chez moi, dans la salle de billard. Je l'appelai d'abord Altesse, et fus extrêmement aimable à son égard. Mais lorsque je lui parlai du port de Kiel, dont nous avions besoin, et lui dis que le territoire à céder serait à peu près d'un mille carré allemand, il témoigna que nos réclamations militaires ne lui plaisaient pas. Je pris alors un autre air, et ne lui donnai plus que le titre de *durchlaucht* (1). A la fin de notre entretien, je lui dis froidement et en patois allemand que nous pourrions bien aussi tordre le cou au poulet que nous avons couvé. »

Après un long voyage, nous arrivâmes à sept heures du soir, à notre destination : la petite ville ou le bourg de Vendresse. En chemin nous passâmes dans plusieurs grands villages et devant des châteaux dont l'un, flanqué de tours fort vieilles et entouré d'un canal bordé d'arbres, se trouve dans un paysage qui rappelle au Chef la Belgique. Dans un de ces villages nous vîmes à une fenêtre Ludwig Pietsch de Berlin, qui fait la campagne probablement en qualité de correspondant militaire. En me voyant il me crie bonjour. A Chemery nous nous arrêtons une demi-heure. Le Roi fait défiler plusieurs régiments d'infanterie et reçoit les hourrahs d'usage.

A Vendresse, le Chancelier loge chez la veuve Baudelot, où viennent le rejoindre les autres messieurs. Keudell et Abeken venant de Bu-

(1) Intraduisible en français. Altesse de catégorie inférieure.

sancy avaient été effrayés, entre Sommauthe et Stonne, par huit ou dix soldats français armés de chassepots, mais qui soudain avaient disparu dans un bois épais. Messieurs les conseillers avaient naturellement rebroussé chemin. Il n'est pas impossible que les deux partis aient eu peur l'un de l'autre. Mais Saint-Blanquart, qui avec Bœlsing et Willisch avait parcouru le même chemin et avait aussi vu les pantalons rouges, était d'avis qu'il avait en ce jour risqué sa vie pour la patrie. Enfin Hatzfeld et Bismarck-Bohlen pouvaient aussi se vanter d'un petit acte de bravoure. Ils avaient aperçu un fuyard français, qui essayait de se cacher dans les vignes. Ils lui avaient donné la chasse et ils l'avaient pris ou fait prendre.

A Vendresse, je vis pour la première fois des soldats wurtembergeois. Ce sont de grands et beaux gaillards; leur uniforme rappelle celui des Danois.

V.

SEDAN. — BISMARCK ET NAPOLÉON III PRÈS DE DONCHERY.

Le 1er Septembre, la chasse que Moltke faisait aux Français sur le territoire de la Meuse paraissait tirer à sa fin et j'eus l'occasion d'y assister. Après m'être levé de bonne heure pour continuer mon journal, je me rendis à la maison de madame Baudelot. J'y arrivai au moment où un corps de cavalerie, composé de cinq régiments de hussards prussiens, passait devant les fenêtres du Chef. Celui-ci avait l'intention de se rendre avec le Roi à un endroit situé près de Sedan, pour être témoin de la catastrophe, inévitable maintenant des Français. Lorsque le Chancelier me vit, il me demanda : —

« — Connaissez-vous le déchiffrage des dépêches, monsieur le docteur ? »

Je répondis affirmativement.

« — Alors, faites-vous donner *un chiffre* et venez avec nous. »

Je ne me le fis pas dire deux fois. Quelques minutes après j'étais assis auprès du Ministre et du comte de Bismarck-Bohlen.

Après avoir fait une centaine de pas, nous nous arrêtâmes devant

la maison où Verdy était logé. Nous voulions attendre le Roi. A ce moment, Abeken accourut, des papiers à la main, pour demander des instructions à leur sujet. Tandis que le Chef les lui donnnait et, selon son habitude, les lui répétait, le Prince Charles, accompagné de son nègre habillé à l'orientale, vint à passer. Abeken qui, en général, est tout oreille et tout mémoire pour les paroles du Chef, a le malheur d'excessivement s'intéresser à tout ce qui touche à la cour et il ne s'en trouva pas bien en cette circonstance. L'apparition du Prince était visiblement plus importante pour lui que les paroles du Ministre. Celui-ci le remarqua et voulut faire répéter ses paroles à Abeken. Le pauvre conseiller lui donna une réponse quelque peu embrouillée. Le Chancelier l'en punit en disant : —

« — Faites donc attention à ce que je dis, monsieur ; les princes sont les princes et en ce moment nous parlons affaire. »

Plus tard, il dit à ce sujet : —

« — Ce pauvre vieux perd la tête quand il aperçoit quelqu'un de la cour. Pourtant je regretterais de me priver de ses services. »

Le Roi parut, suivi de son escorte, composée de soldats de toutes armes. Il nous précéda dans notre marche. Après avoir traversé les deux villages de Chemery et de Chehery, où nous avions passé quelques jours auparavant, nous atteignîmes un troisième village situé à gauche de la route, au fond d'un repli de terrain, au pied d'une colline dénudée. Nous y fîmes halte. Le Roi, ainsi que sa suite, généraux, princes, et courtisans, de même que le Chancelier, monta à cheval. Tout le monde se rendit au haut de la colline. Le canon nous annonça le commencement de la bataille. Le soleil brillait dans un ciel sans nuages.

Devant nous s'étend une vallée large, verte, profonde, dont les flancs sont de temps à autre tapissés de petits bois. Une rivière bleue serpente au milieu de prairies, en passant près d'une ville d'une moyenne grandeur : la forteresse de Sedan. A une portée de fusil de nous, la colline devient boisée, à droite et à gauche ; au fond, à notre droite, se trouvent des batteries bavaroises qui tirent activement sur la ville et par-dessus la ville. Derrière l'artillerie, on aperçoit les colonnes d'infanterie et de cavalerie. Plus à droite encore, on voit s'élever une colonne de fumée ; c'est, dit-on, le village de Bazeilles qui est en flammes. Sedan est éloigné de nous de deux kilomètres ; on en distingue fort bien les maisons et les églises. Au delà de la forteresse, à laquelle vient se réunir sur la gauche quelque

chose qui ressemble à un faubourg disséminé, s'élève, non loin de l'autre rive de la Meuse, une chaîne de hauteurs, boisée en son milieu, nue à gauche ; une gorge profonde la coupe en deux. Si mes yeux ne me trompent, je distingue près de la gorge quelques maisons de paysans. Ce sont peut-être aussi des villas. A gauche, s'étend une plaine où l'on n'aperçoit plus qu'une seule hauteur, couverte à son sommet d'arbres hauts et sombres. Non loin de là, dans le fleuve, les arches d'un pont sauté. Plus loin, à droite et à gauche, encore quatre ou cinq villages. Derrière, à l'horizon, de hautes chaînes de montagnes toutes couvertes de forêts qu'à leur aspect sombre je crois être des forêts de pins. Ce sont dans le lointain, les Ardennes de la frontière belge.

Le centre de l'armée française paraît se trouver sur les collines, derrière la ville. Nos troupes semblent avoir l'intention de les cerner. Pour le moment on ne remarque leur marche que du côté droit. Les Français font avancer lentement la ligne de leurs canons. La batterie bavaroise demeure néanmoins au-dessous de nous. La fumée monte bientôt derrière les collines dont j'ai parlé ; ce qui prouve que nos troupes essayent de développer leur demi-cercle. A onze heures du matin, des colonnes d'épaisse fumée s'élèvent au-dessus de la forteresse ; cependant, les canons de la ville sont muets. De l'autre côté de Sedan, le feu des Français est fort bien nourri ; on entend parfois le crépitement des mitrailleuses.

Sur le plateau où je suis, je vois une société brillante : le Roi, Bismarck, Moltke, Roon, un grand nombre de princes, le Prince Charles, les ducs de Weimar et de Cobourg ; le Grand-Duc héritier de Mecklembourg, des généraux, des aides de camp, des maréchaux de la cour, le comte de Hatzfeld, Kutusoff, l'officier russe attaché à l'ambassade, le colonel Walker, attaché militaire de l'ambassade anglaise, le général Sheridan, avec son aide de camp ; tous en uniforme, tous armés de lorgnettes. Le Roi debout ; les autres, pour la plupart, couchés sur le gazon. Il avait désiré qu'on ne formât pas de gros groupes pour n'être pas remarqués de la forteresse, d'où l'on pouvait tirer sur nous.

Après onze heures, notre ligne d'attaque, sur la rive droite de la Meuse, se développe par une nouvelle marche en avant, afin d'enfermer encore plus étroitement l'ennemi. Dans mon zèle, je parlai de cela à un vieux monsieur de la cour d'une voix peut-être plus élevée qu'il ne convenait dans la société où je me trouvais. Le

Chef m'entendit de sa fine oreille, il me fit signe de m'approcher de lui, et me dit : —

« — Monsieur le docteur, si vous voulez développer des idées stratégiques, ne le faites pas si haut, autrement le Roi demandera à vous connaître et je serai obligé de vous présenter à lui. »

Quelques minutes après, le Chancelier reçut des télégrammes. Il m'en donna six à déchiffrer, en sorte que mon rôle de spectateur fut terminé pour le moment.

Je descendis la colline pour rejoindre notre voiture. Je rencontrai un camarade en Hatzfeld qui, lui aussi, était obligé de joindre l'utile à l'agréable. Le Chef lui avait donné à copier immédiatement une lettre française de quatre longues pages. Elle était tombée entre les mains de nos soldats. Je montai en voiture et commençai à déchiffrer, tandis que, derrière les collines, la bataille grondait comme une demi-douzaine d'orages. Dans mon occupation, je ne m'aperçus pas que le soleil rôtissait une de mes oreilles. J'envoyai à Bismarck par Engel, qui voulait voir aussi quelque chose de la bataille, le premier télégramme traduit. Je remis moi-même les deux autres télégrammes au Chef, car le chiffre ne convenait pas, ce qui m'alla fort bien.

Il était une heure de l'après-midi. Notre ligne entourait plus de la moitié de la position ennemie. A gauche, seulement, elle était encore libre. Le Chancelier s'était assis sur une chaise. Il lisait un document de plusieurs pages. Je lui demandai s'il ne voulait pas manger et boire quelque chose, il me refusa disant : —

« — Je le voudrais bien, mais le Roi ne mange pas non plus ! »

Au delà du fleuve, les adversaires devaient être fort près les uns des autres, car l'horrible voix des mitrailleuses se faisait entendre fréquemment. Il est vrai qu'on disait d'elles qu'elles aboyaient plus qu'elles ne mordaient. Entre deux et trois heures, le Roi passa près de moi et dit en dirigeant sa longue-vue vers le faubourg de la ville : —

« — Ils font avancer des masses à gauche. Ils veulent, je crois, rompre le cercle. »

En effet, plusieurs colonnes d'infanterie s'étaient mises en marche, mais elles reculèrent bientôt en voyant que le chemin était parfaitement barré. Peu de temps après, nous vîmes la cavalerie française attaquer plusieurs fois le plateau situé à gauche de la forêt. Mais le feu de l'infanterie la refoula et le sol fut bientôt couvert d'objets

blancs : chevaux ou manteaux. Puis, le feu se ralentit des deux côtés et on vit les Français se retirer dans la ville et ses environs. Depuis un moment ils avaient été également cernés sur leur gauche ; non loin de notre colline les Wurtembergeois avaient élevé quelques batteries ; le 5ᵉ et le 11ᵉ Corps d'armée les cernaient à part un petit espace, du côté de la frontière belge. A partir de cinq heures et demie, les batteries françaises cessèrent de tirer et bientôt après les nôtres aussi.

Pourtant la scène se ranima de nouveau. La ville brûlait sur plusieurs points. De Bazeilles s'élevaient, dans l'air pur du soir, des colonnes de fumée jaunâtre. Le soleil, en se couchant, commençait à dorer la campagne. Les collines du champ de bataille et la gorge qui les sépare, les villages, les maisons, les églises de la forteresse, le faubourg de Torcy, le pont détruit à gauche, se detachaient en une masse plastique, devenant de plus en plus nets dans leurs détails, comme si on les regardait à travers des lunettes de plus en plus grossissantes.

Vers cinq heures, le général Hindersin parle au Roi, et je crois l'entendre prononcer les mots de : bombardement, ville, ruine. Un quart d'heure plus tard, un officier s'approche au grand galop et dit : —

« — Le général de Bothmer fait savoir au Roi que le général Maillinger l'a informé qu'il est à Torcy avec les chasseurs. Les Français veulent capituler et l'on exige d'eux une capitulation sans conditions. »

Le Roi répliqua : —

« — Aucun autre que moi-même ne peut traiter cette affaire ; dites au général que le parlementaire doit se rendre auprès de moi. »

Le Bavarois repartit au galop. Le Roi parle à Bismarck, puis appelle près de lui le Prince Royal, qui vient d'arriver à ce moment même, Moltke, et Roon. Les ducs de Weimar et de Cobourg, un peu à l'écart, restent auprès d'eux. Un aide de camp vient annoncer que nos pertes, autant qu'on en pouvait juger, n'étaient pas grandes, que la garde avait peu souffert, les Saxons davantage ; que des détachements seulement de l'armée française se sont échappés, en se glissant dans les bois, vers la frontière belge ; qu'on bat les bois en ce moment ; que l'armée tout entière est cernée dans Sedan.

« — Et l'Empereur? — demanda le Roi.

— On ne sait pas, » dit l'officier.

Mais vers six heures, un nouvel aide de camp vient annoncer que l'Empereur est dans la ville et va envoyer sans délai un parlementaire.

« — C'est un beau succès, — dit le Roi à son entourage. Puis, se tournant vers le Prince Royal, il ajoute : — Et je te remercie d'y avoir, toi aussi, contribué. »

Il tendit la main à son fils, qui la baisa. Il tendit aussi la main à Moltke, qui la baisa également. Enfin il la tendit au Chancelier et s'entretint seul avec lui, ce qui semblait mettre quelque peu mal à l'aise certaines des Altesses.

Vers six heures et demie environ une garde d'honneur de cuirassiers se place près de nous. Peu après apparaît le général Reille, parlementaire de Napoléon, montant lentement la colline. A dix pas du Roi, il descend de cheval et, ôtant son képi, il lui remet une grande enveloppe scellée de cire rouge. Ce général était un homme assez âgé, d'une taille moyenne, vêtu d'une tunique bleue déboutonnée, d'épaulettes, d'un gilet noir, d'un pantalon rouge, et de bottes vernies. Il ne porte point d'épée; il tient une canne à la main. Tout le monde se retire à l'écart ; le Roi lit la lettre et en communique le contenu, connu de tout le monde maintenant, à Bismarck, à Moltke, au Prince Royal, et aux autres personnages. Le général Reille se tient seul d'abord à quelque distance du Roi, puis il entre en conversation avec des généraux prussiens; le Prince Royal, Moltke, et Cobourg lui parlent aussi, tandis que le Roi délibère avec le Chancelier qui donne à Hatzfeld l'ordre de rédiger une réponse à la lettre impériale. Hatzfeld l'apporte quelques instants après et le Roi la copie, assis sur une chaise et écrivant sur le siège d'une seconde chaise que le major d'Alten, un genou en terre, tenait sur l'autre genou.

Quelques minutes avant sept heures, le Français retourne à Sedan, accompagné d'un officier et d'un trompette de uhlans, qui tenait un drapeau blanc à la main. La nuit venait. La ville continuait à brûler sur trois points. A en juger par la colonne de fumée rougeâtre qui reste au-dessus de Bazeilles, là aussi l'incendie continue. Du reste, la tragédie de Sedan est jouée et la nuit fait baisser le rideau.

Le lendemain, il ne pouvait y avoir qu'un épilogue. Nous nous rendîmes dans nos demeures respectives. Le Roi retourna à Ven-

dresse; le Chef, le comte de Bismarck-Bohlen et moi, nous allâmes au bourg de Donchery, où nous n'arrivâmes qu'à la nuit complète. Nous trouvons un logis chez le docteur Jeanjot. Ce bourg était plein de Wurtembergeois qui campaient sur la place du Marché. Nous étions venus ici parce que le Chancelier et Moltke devaient y recevoir quelques négociateurs français pour s'entendre sur les conditions de la capitulation et de la reddition des quatre corps d'armée enfermés dans Sedan.

Je couchai dans une petite alcôve; une cloison seulement me séparait du lit du Chancelier qui occupait la grande salle sur le devant. Vers six heures du matin des pas rapides m'éveillèrent; j'entendis Engel dire : —

« — Excellence.... Excellence! il y a en bas un général français; je ne comprends pas ce qu'il veut. »

Je crus entendre le Ministre se lever et parler brièvement de sa fenêtre au Français. C'était encore le général Reille. La conséquence de cet entretien fut que le Chancelier s'habilla à la hâte, et, sans déjeuner, sauta à cheval et partit. Je regardai par la fenêtre la direction qu'il prenait : il allait du côté du marché. Dans la chambre qu'il venait de quitter, tout était en désordre; plusieurs livres traînaient sur le plancher, entre autres : *Lectures journalières et textes bibliques de la Congrégation fraternelle pour l'année* 1870; sur la table de nuit, un autre livre religieux : *Récréations journalières pour les fidèles chrétiens*. C'étaient des livres que le Chancelier lisait d'ordinaire pendant la nuit, comme me l'assura Engel.

Je m'habillai à la hâte. Ayant appris que le Chancelier était allé du côté de Sedan à la rencontre de Napoléon, qui était sorti de la ville, je tâchai de le rejoindre le plus tôt possible. A huit cents pas du pont de la Meuse, près de Donchery, s'élève une maison solitaire, à droite de la route bordée de peupliers. Cette maison était habitée alors par un tisserand belge. Peinte en jaune, elle est à un étage et a quatre fenêtres sur la façade. Au rez-de-chaussée, il y a des persiennes blanches. La toiture est en ardoises, comme la plupart des toitures de Donchery. A gauche, un champ de pommes de terre à fleurs blanches; à droite, quelques buissons. Je m'aperçois que le Chancelier a déjà rencontré l'Empereur. Devant la maison du tisserand se trouvent six officiers supérieurs français dont cinq portent des képis rouges brodés d'or; le sixième a

un képi noir. Sur la route stationne une voiture de louage à quatre places. En face des Français, se tiennent le Chancelier, le comte Bohlen, puis un peu en arrière Leverstrœm, un hussard brun et noir. A huit heures Moltke arrive avec quelques officiers de l'état-major ; mais il repart peu de temps après. Un petit homme trapu, coiffé d'un képi rouge brodé d'or, vêtu d'un paletot noir doublé de rouge, avec capuchon, et d'un pantalon rouge, sort de derrière la maison et parle d'abord aux Français assis sur le gazon près du champ de pommes de terre. Il porte des gants blancs et fume une cigarette : c'est l'Empereur. Je pouvais fort bien voir son visage, n'étant pas fort éloigné de lui. Le regard de ses yeux gris avait quelque chose de doux et de rêveur, comme celui de tous les gens qui ont mené la vie grand train. Le képi était penché du côté droit de même que la tête. Ses jambes courtes n'étaient pas proportionnées à la longueur de son buste. Son maintien, son air avaient quelque chose de bourgeois, rien de militaire. L'homme était trop doux, et pour ainsi dire trop flasque, pour l'uniforme qu'il portait. On eût pu le croire à l'occasion capable de sentimentalité. Cette impression imposait d'autant plus que nous comparions ce petit homme, à l'apparence de mollusque, à la tournure haute et fière de notre Chancelier. Napoléon avait l'air fatigué, mais non trop abattu ; il ne paraissait pas aussi âgé que je me l'étais imaginé ; il pouvait passer pour un homme de cinquante ans assez bien conservé. Il s'approcha du Chef et lui parla à peu près trois minutes, puis il se promena seul, en fumant, près du champ de pommes de terre, les mains croisées derrière le dos. Le Chancelier eut de nouveau un court entretien avec lui. Napoléon parla ensuite à ses compagnons. Vers neuf heures moins un quart Bismarck et son cousin s'éloignèrent dans la direction de Donchery ; je les suivis.

Plus tard le Ministre raconta plusieurs fois les événements de cette journée et de celle de la veille.

Je résume ici toutes ces communications en respectant toujours l'esprit et souvent la lettre.

« — Moltke et moi, après le combat du 1er Septembre, étions allés à Donchery, situé à cinq kilomètres de Sedan, pour négocier avec les Français. Nous y restâmes toute la nuit, tandis que le Roi avec le Quartier-Général était retourné à Vendresse. Les négociations durèrent jusqu'après minuit sans arriver à un résultat quelcon-

que. Outre Moltke et moi, Blumenthal et trois ou quatre autres officiers de l'état-major général assistaient à ces négociations. Le général de Wimpffen parlait au nom des Français. Les exigences de Moltke se résumaient ainsi : « Toute l'armée française est prisonnière de guerre. » Wimpffen trouvait la chose trop dure, disant que l'armée avait mérité un sort meilleur, vu la bravoure avec laquelle elle s'était défendue et que l'on devait se contenter de laisser partir les soldats à condition qu'ils ne reprendraient pas les armes, et que les Allemands devaient leur indiquer un endroit de France ou d'Algérie où ils se retireraient. Moltke maintint froidement sa demande. Wimpffen exposa sa situation personnellement fâcheuse, disant qu'il arrivait d'Afrique, qu'il n'avait pris le commandement que depuis deux jours, alors que la bataille était déjà perdue, après la blessure qu'avait reçue Mac-Mahon, qu'il serait malheureuxé de mettre son nom au bas d'une capitulation semblable. Il affirma qu'il resterait plutôt dans la forteresse, ou qu'il tenterait de s'ouvrir un passage. Moltke exprima ses regrets de ne pouvoir prendre en considération la situation particulière du général, qu'il comprenait du reste. Il déclara reconnaître parfaitement la bravoure des soldats français, mais aussi qu'il considérait Sedan comme intenable et qu'il était impossible de s'ouvrir un passage ; il était prêt, ajoutait-il, à autoriser un officier du génie, à visiter nos positions pour s'en convaincre. Wimpffen nous dit alors qu'en considérant la question au point de vue politique, il était préférable pour nous de lui accorder de meilleures conditions; que les Allemands devaient désirer une paix prochaine et durable et qu'ils ne pourraient l'obtenir qu'en se montrant généreux. « Si vous agissez avec générosité, l'armée et le peuple Fran- « çais seront contraints de vous témoigner leur gratitude, mais si « vous agissez avec rigueur, vous ouvrirez une série de guerres « sans fin ». Comme cela était de ma compétence je pris la parole et dis : « On peut bien compter sur la reconnaissance d'un prince, « d'un homme, mais non sur la reconnaissance d'un peuple, « et surtout du peuple Français. En France, il n'y a pas d'institu- « tions durables ; les gouvernements changent à tout moment, et le « second ne peut se croire obligé de tenir la promesse du pre- « mier Si l'Empereur était solidement établi sur son trône on « pourrait prendre en considération sa reconnaissance future et « accorder les conditions meilleures; mais vu l'état des choses, ce

« serait folie de notre part que de ne point profiter entièrement de « nos avantages. Le peuple Français est un peuple envieux et ja- « loux. Il s'est senti offensé par la victoire de Kœnigsgratz, victoire « qui ne lui a fait aucun mal, et il n'a pu nous la pardonner; qui « pourrait donc croire que notre générosité le déterminerait à ou- « blier la défaite de Sedan et à ne pas nous en vouloir? » Wimpffen ne voulait pas admettre cela et disait : « La France est changée de- « puis ces derniers temps. Sous l'Empire elle a appris à s'occuper « plutôt des travaux de la paix que des choses de la guerre. » Et il ajouta qu'elle était prête à proclamer la fraternité des peuples et autres balivernes de ce genre. Il ne fut pas difficile de lui prouver au contraire, que si on accédait à ses demandes on prolongerait la guerre plutôt qu'on ne l'abrégerait. Je conclus que nous devions persister dans nos exigences. Castelnau prit alors la parole et déclara, au nom de l'Empereur, que celui-ci n'avait rendu son épée au Roi que dans l'espoir d'une capitulation honorable. Je lui dis : « — Quelle épée?... Celle de la France ou celle de l'Empereur? » « — Celle de l'Empereur. C'est assez. » « — Eh bien, — dit vivement Moltke, tandis qu'un éclair de satisfaction éclairait son visage, — il ne saurait donc être question d'autres conditions que de celles que je pose. » « — Alors, — répliqua Wimpffen, — demain nous nous rebattrons. » « — Demain matin à quatre heures j'ouvrirai le feu, » — répliqua Moltke. Les Français voulaient se retirer. Je les engageai à demeurer et à examiner encore leur situation. Le résultat de notre nouvel entretien fut qu'ils demandaient une prolongation d'armistice afin de pouvoir délibérer encore des conditions posées avec ceux qui étaient restés à Sedan. Moltke voulut refuser d'abord; mais il céda quand je lui eus représenté que cela ne pouvait nous nuire. Le 2, vers six heures du matin, le général Reille se présenta chez moi à Donchery et m'annonça que l'Empereur voulait me parler. Je me levai à la hâte et, sans prendre le temps de me nettoyer un peu, je montai à cheval. J'avais ma vieille casquette et mes grosses bottes graissées. Je partis pour Sedan où je pensai qu'il était encore. Mais je le rencontrai sur la route, près de Fresnois, à trois kilomètres de Donchery. Il était dans une voiture à deux chevaux, trois officiers étaient près de lui. Trois autres à cheval escortaient la voiture. Je ne reconnus que Reille, Castelnau, La Moskowa, et Vaubert. J'avais mon revolver à la ceinture; l'Empereur le remar-

qua et le regarda un instant, et..... (1) Je lui fis le salut militaire; il souleva son képi et ses officiers l'imitèrent; alors je levai aussi ma vieille casquette bien que ce ne fût pas selon l'ordonnance militaire. Il me dit : « — Couvrez-vous donc. » J'eus pour lui les égards que j'avais eus quand je l'avais vu à Saint-Cloud et je lui demandai ses ordres. Il me demanda s'il pouvait parler au Roi. Je lui dis que la chose était impossible, le quartier de Sa Majesté étant à quatorze kilomètres. En réalité, je ne voulais pas qu'il le rencontrât avant que la capitulation ne fût conclue. L'Empereur me demanda ensuite où il pouvait s'établir; ce qui m'indiqua que son intention n'était pas de rentrer à Sedan; peut-être ne le pouvait-il pas à cause des désagréments auxquels il aurait été exposé. La ville était remplie de soldats ivres qui étaient fort à charge aux habitants. Je lui offris de quitter mon logis de Donchery et de le mettre à sa disposition : il accepta. A cent pas de la maison, l'Empereur fit arrêter et me demanda s'il ne pourrait pas rester dans une maison qu'il indiquait. J'y envoyai mon cousin, qui s'informa. A son retour, je dis à Napoléon que la maison était fort pauvre, il répondit : « — Peu importe. » Je me rendis avec lui dans cette maison. Nous montâmes au premier étage et nous entrâmes dans une petite pièce à une fenêtre : c'était la meilleure chambre de la maison. Il n'y avait qu'une table en bois et deux chaises de paille. J'y eus avec lui un entretien qui dura près de trois quarts d'heure. Il déplora d'abord cette malheureuse guerre qu'il n'avait pas voulue et à laquelle l'avait contraint l'opinion publique. Je lui répondis que chez nous non plus, et le Roi moins que personne n'avait désiré cette guerre, que nous avions considéré la question d'Espagne comme une simple question espagnole et non comme une question allemande, et que, vu les bons rapports existant entre la famille régnante de Hohenzollern et lui, nous avions pensé que le prince prussien à qui l'on offrait la couronne d'Espagne s'entendrait facilement avec elle. L'Empereur parla ensuite de sa situation. Il désirait avant tout des conditions plus favorables. Je lui déclarai que je ne pouvais m'entretenir avec lui à ce sujet, que c'était une question purement militaire que Moltke seul devait décider, mais que l'on pouvait délibérer sur la possibilité d'une paix prochaine.

(1) Je dois omettre ici une parole fort caractéristique que prononça le Chancelier.

Il répondit qu'étant prisonnier il n'était pas en position de prendre une décision à ce sujet. Lorsque je lui demandai avec qui j'en devais conférer, il me dit que la chose concernait le gouvernement de Paris. Je lui fis donc observer que l'état des choses n'était pas changé depuis hier et que nous devions par conséquent persister dans nos exigences au sujet de la capitulation, pour être certains de conserver les fruits de la victoire. Moltke averti par moi, venait d'arriver : il appuya mon opinion. Puis il se rendit auprès du Roi pour l'instruire de toutes choses. L'Empereur sortit de la maison ; il fit l'éloge de notre armée et de la façon dont on la commandait. Je lui accordai que les Français s'étaient également conduits avec bravoure ; il saisit cette occasion pour reparler des conditions et me demander si nous ne pouvions pas laisser les soldats bloqués dans Sedan passer la frontière belge, leur faire déposer les armes, et les interner sur ce territoire étranger. Je lui représentai que cette affaire était toute militaire, que je ne pouvais rien décider, que la chose concernait Moltke. Je lui dis en outre qu'étant prisonnier il ne pouvait pas négocier et que je ne pouvais en conférer qu'avec le général en chef. Durant cette conversation on avait cherché un meilleur asile pour lui. Les officiers de l'état-major général vinrent me dire que le petit château de Bellevue, près de Fresnois, serait propre à le recevoir, que d'ailleurs on n'y avait pas apporté de blessés. Je conseillai à l'Empereur de s'y rendre, car la maison du tisserand devait lui paraître fort incommode, d'autant plus qu'il devait avoir besoin de repos. Je lui promis d'informer le Roi de l'endroit de sa résidence. Il consentit à tout, et je retournai à Donchery pour changer de toilette. Puis, avec une escorte d'honneur composée de cuirassiers du 1er régiment, je le conduisis à Bellevue. Il manifesta le désir de voir le Roi assister aux négociations ; il songeait sans doute à la douceur et à la bienveillance de notre souverain. Cependant il désirait également m'y voir prendre part. Mais moi au contraire, j'étais résolu à tout remettre aux militaires, qui, en général, sont moins accessibles à la pitié. En conséquence, j'avertis à voix basse un officier de venir m'appeler dans cinq minutes, sous le prétexte que le Roi demandait à me parler. L'officier se conforma fort bien à cette prescription. Je dis à l'Empereur qu'il ne pourrait parler au Roi qu'après la conclusion de la capitulation. Les affaires furent donc arrangées par Moltke et Wimpffen, et à peu près comme nous l'avions désiré.

Puis eut lieu l'entrevue des deux souverains. Lorsque l'Empereur quitta le Roi, ses yeux étaient remplis de grosses larmes. Mais il se montra plus calme et tout à fait digne en ma présence. »

Le matin du 2 Septembre nous n'avions encore rien appris de définitif sur ces événements, et depuis le moment où le Chef partit en grand uniforme, le casque en tête, jusqu'à la nuit nous n'avions entendu que des bruits vagues. A neuf heures et demie, de l'artillerie wurtembergeoise passa devant nous au galop. Le bruit courait que les Français voulaient se défendre et que de Moltke leur avait donné jusqu'à onze heures pour réfléchir, décidé à commencer le bombardement avec cinq cents canons à la fois. Pour être témoin de ce bombardement je passai avec Willisch, le pont de la Meuse, en me dirigeant vers la route où est située cette maison du tisserand devenue historique. Nous montâmes sur le plateau qui domine les autres collines. De là nous dominions admirablement Donchery et toute la contrée environnante. Des nuages de poussière soulevés par des escadrons de cavalerie s'elevaient de tous côtés, et les armes étincelaient au soleil. Près de Donchery, on voyait un camp. A onze heures, le bombardement ne commençant pas, et fort ennuyés de la chose, nous descendîmes du plateau. En bas, nous rencontrâmes le lieutenant de police de Czerniki, qui, avec sa petite voiture, voulait pénétrer dans Sedan et nous invitait à le suivre. Nous acceptons, et déjà nous approchions de Fresnois, il était déjà une heure, lorsque nous rencontrons le Roi escorté de cavaliers, parmi lesquels se trouvait le Chancelier. Supposant que le Chef ne tarderait pas à rentrer chez lui, nous descendîmes de voiture et rebroussâmes chemin. Mais le cortège traversa le village et on apprit que le Roi voulait simplement visiter le champ de bataille. Ne sachant pas combien de temps durerait l'absence du Ministre, nous nous arrêtâmes à Donchery.

A une heure et demie, plusieurs milliers de prisonniers, à pied et en voiture, traversèrent la ville. Un général, entouré de soixante ou soixante-dix officiers, allait à cheval. Tous partaient pour l'Allemagne. Ces prisonniers étaient des cuirassiers au casque d'acier, des hussards bleus à brandebourgs blancs, et de l'infanterie des 22e, 52e et 58e régiments de ligne L'escorte se composait d'infanterie wurtembergeoise. A deux heures, nouveau convoi de prisonniers, parmi lesquels on voyait des nègres en costume arabe, grands gaillards carrés, à la figure sauvage, rappelant celle du singe.

On voyait aussi un certain nombre de vieux troupiers portant les médailles de Crimée et du Mexique. On raconte un incident tragi-comique qui s'est passé durant ce défilé. Un prisonnier traversant la ville aperçoit sur la place du Marché un autre prisonnier qu'il reconnaît pour son frère : « — Hé ! mon frère ! » — s'écrie-t-il, et il veut se jeter dans ses bras. Mais un soldat de Souabe, de l'escorte, a compris : *Eh! mich friert* (1), et il lui répond : *Mich friert auch* (2), et il le repousse brutalement dans les rangs. Je demande pardon de ce misérable jeu de mots ; je le raconte simplement ; je ne l'ai pas commis moi-même.

A trois heures, je vois passer deux canons avec leurs caissons et traînés par des chevaux français. Sur un des canons était écrit : 5e chasseurs, Gorlitz. Un peu plus tard le feu éclata près de notre logis. Les Wurtembergeois avaient défoncé un tonneau d'eau-de-vie auprès duquel ils avaient imprudemment allumé un feu. On a dit qu'ils avaient démoli une maison parce qu'on leur avait refusé de l'eau-de-vie ; la destruction, en tous cas, ne dut pas avoir été bien considérable, car nous ne remarquâmes rien.

Les habitants du village étaient réduits à de dures extrémités. Nos hôtes souffraient même de la faim. Le village était rempli de blessés à tel point qu'il fallait en mettre même dans les étables. Quelques courtisans voulurent prendre possession de notre demeure pour l'offrir au Grand-Duc héritier de Weimar ; mais nous leur opposâmes une résistance énergique. Puis on voulut nous l'enlever pour la donner au Prince de Mecklembourg. Pendant une absence de quelques instants, les gens de Weimar envahirent pourtant la maison ; peu s'en fallut qu'ils n'occupassent le lit du Chef.

A dix heures du soir, le Ministre n'était pas encore de retour. Nous craignîmes qu'il ne lui fût arrivé quelque malheur. Il pouvait aussi s'être rendu à Vendresse avec le Roi. Le prince héritier de Weimar, vêtu de l'uniforme des hussards bleus, et le comte de Solms-Sonnenwalde, naguère attaché d'ambassade à Paris, et qui actuellement appartenait en réalité à notre bureau, mais qui ne s'était jusqu'alors que rarement fait voir, soupèrent avec nous.

Le Chancelier raconta toutes sortes de choses sur sa promenade à travers le champ de bataille. Il était resté pendant douze

(1) Hé! j'ai froid!
(2) Moi aussi j'ai froid!

heures à cheval et avait partout rencontré chez nos soldats un immense enthousiasme. Durant la bataille on avait fait vingt-cinq mille prisonniers et la capitulation nous en livrait quarante mille.

Le Ministre avait eu la joie de rencontrer son fils cadet.

« — J'ai découvert en lui une nouvelle qualité qui est à son honneur. Il possède une adresse merveilleuse pour conduire les cochons. Il avait choisi le plus gras, car ceux-là marchent plus lentement et s'échappent difficilement. Cependant ne pouvant en venir à bout, il l'a enlevé et porté comme un enfant, sous le bras. Il a dû paraître fort comique aux officiers français de voir un général prussien embrasser un simple dragon porteur d'un cochon. Ailleurs, — poursuivit-il, — on sentit une forte odeur d'oignons rôtis. Je m'aperçus que cette odeur venait de Bazeilles. C'étaient probablement les paysans français que des Bavarois, sur lesquels ils avaient tiré, tuaient et brûlaient dans leurs maisons. »

On parla ensuite de Napoléon qui devait partir le lendemain pour l'Allemagne et pour le château de Wilhemshohe.

« — Il s'agit, — dit le Chef, — de savoir s'il prendra la direction de Stenay et Bar-le-Duc ou celle de la Belgique.

— Mais en Belgique, il ne serait plus prisonnier, — répliqua Solms.

— Qu'importerait.... quand même il prendrait une autre direction, — répondit le Chancelier. — Je lui ai proposé de traverser la Belgique, et il a paru y consentir. S'il ne tient pas sa parole, cela ne nous fera pas grand mal. Mais au cas où il passerait par la Belgique, il nous faudrait en informer le gouvernement belge et nous ne pourrions avoir de réponse avant deux jours. »

Quand je revins à mon alcôve, Kruger, le nouveau domestique de la Chancellerie, avait fait main basse sur mes couvertures et mon matelas, pour les donner à Abeken. Celui-ci qui était présent, dit : —

« — Mais maintenant vous n'aurez pas de lit.

« — Il va de soi qu'il vous appartient, » — répondis-je.

Et ce n'était que juste, car ce vieux monsieur avait pris part, à cheval, à toute l'expédition lointaine du Roi.

Je passai la nuit assez passablement sur le plancher de la chambre, vis-à-vis de la cuisine de notre docteur. Mon lit avait été dressé par le plus ingénieux des serviteurs, mon brave Theisz. Ce

lit se composait de quatre coussins de voiture, dont l'un avait été placé contre le dossier d'une chaise renversée et servait d'oreiller assez commode ; la fatigue et mon manteau de caoutchouc me servaient de couverture ; Kruger y avait ajouté cependant une couverture de laine brune prise aux Français. A côté de moi dormirent Engel et Theisz. Dans une chambre voisine, se trouvait le capitaine de Dornberg, aide de camp du général Gersdorff, commandant le 11e Corps d'armée. Le capitaine avait reçu un coup de feu dans le bras. Je fus éveillé par le bruit de gens qui brossaient leurs pantalons, qui ciraient leurs bottes, qui polissaient leurs boutons, qui massacraient la langue française en s'entretenant avec la servante, en demandant de l'eau, un barbier, etc. Puis je pris du café avec un morceau de pain.

A huit heures, il me parut entendre de nouveau une violente canonnade, mais ce n'était que le bruit de chevaux qui piétinaient le sol d'une étable voisine, pour témoigner leur mécontentement de la maigre cuisine qu'on leur servait, car les cochers n'avaient pu leur donner que très peu d'avoine ; on manquait de tout, en vérité. J'appris plus tard, que Hatzfeld était parti pour Bruxelles, sur l'ordre du Chef. Celui-ci me fit appeler chez lui avant son lever, il me dit qu'il avait reçu cinq cents cigares, et qu'il fallait les distribuer aux blessés. Je me rendis donc à la caserne transformée en ambulance ; puis dans les granges et les étables, dans la rue qui passait derrière notre maison, voulant offrir d'abord nos cadeaux aux Prussiens seuls, mais les Français qui s'y trouvaient mêlés, firent des mines si pitoyables et leurs voisins allemands intercédèrent tellement pour eux, disant qu'il ne fallait pas y regarder de si près et qu'eux aussi avaient partagé leurs provisions, que je ne pus m'empêcher de leur en donner également. Tous se plaignirent de la faim et demandèrent s'ils ne seraient pas bientôt dirigés ailleurs. Mais peu de temps après il arriva pour eux aussi de la soupe, du pain, et des saucisses. Un ambulancier volontaire bavarois distribua même à ceux qui logeaient dans les granges et les étables du bouillon et du chocolat.

La matinée était triste, froide, pluvieuse. Mais les colonnes prussiennes et wurtembergeoises qui passèrent paraissaient être de la meilleure humeur ; les musiques jouaient et les soldats chantaient. En traversant le marché, dans une boue épouvantable, une longue file de voitures arrivait du pont de la Meuse, escortée par

des hussards noirs de la Mort. C'étaient en majeure partie, des voitures fermées, mais on y voyait aussi des voitures chargées de bagages et d'ustensiles de cuisine, et un assez grand nombre de chevaux de selle. Dans un coupé, immédiatement après les hussards, venait le prisonnier de Sedan, l'Empereur Napoléon. A côté de lui était le général Castelnau ; ils se dirigeaient par la Belgique vers Wilhemshohe ; après eux venaient le prince Lynar et quelques-uns des officiers français qui avaient assisté la veille à l'entretien du Chancelier et de l'Empereur. Dans un char à bancs découvert, se trouvait le général d'infanterie, aide de camp général de Boyen, que le Roi avait choisi pour accompagner l'Empereur. Le Chef nous avait dit la veille : —

« — Boyen convient parfaitement pour cette mission, car il sait être très énergique d'une façon polie. »

Il disait cela sans doute en pensant que les officiers de l'entourage de l'illustre prisonnier pourraient se montrer insolents.

Peu de temps après, nous apprîmes que l'Empereur avait pris le détour de Donchery, ne voulant pas repasser par Sedan. Les hussards avaient escorté les prisonniers jusqu'aux environs de Bouillon, la première ville belge. L'Empereur n'éprouva aucun désagrément de la part des soldats français qu'il rencontra dans son voyage, bien que ceux-ci adressassent des observations assez désobligeantes aux officiers, les traitant de traîtres, comme ils firent du reste, à partir de ce moment, de tous ceux qui perdirent une bataille, ou éprouvèrent quelque autre malheur. Il paraît que ce fut pour ces derniers un moment singulièrement douloureux de voir passer une grande quantité de canons tombés entre nos mains. Abeken nous raconta à ce sujet l'anecdote suivante : —

« — Un des aides de camp de l'Empereur, le Prince de la Moskowa, si je ne me trompe, croyait que ces canons, parce qu'ils étaient munis d'attelages prussiens, étaient des nôtres. Et cependant quelque chose dut le frapper, car il demanda : « — Comment, est-ce que vous avez deux systèmes d'artillerie ? » « — Non, Monsieur, nous n'en avons qu'un seul, » — lui répondit-on. « — Mais ces canons-là ? » « — Ils ne sont pas des nôtres, Monsieur. »

VI.

DE LA MEUSE A LA MARNE.

Je cite pour un instant de nouveau mon journal.

SAMEDI, 3 *Septembre.* — Nous quittâmes Donchery à une heure environ. Un orage d'une violence extrême, mais de courte durée, nous surprit en route. Le tonnerre était répété par les échos de la vallée. Puis survint une pluie torrentielle qui trempa jusqu'aux os le Chancelier dans sa voiture découverte, comme il nous le raconta le soir au dîner. Heureusement, cela n'eut pas pour lui de suites fâcheuses. Je dis heureusement car le temps semblait venu où la diplomatie devait achever l'œuvre commencée par les armes. Et si le Chef était tombé malade, qui donc l'aurait remplacé?

Je voyageai dans la voiture des conseillers : le comte Bohlen nous donna divers détails sur les événements des derniers jours ; il nous dit entre autres que Napoléon avait si rapidement quitté Sedan, avant l'aube, croyait-il, parce qu'il ne s'était pas cru en sûreté au milieu des soldats que la nouvelle de la capitulation avait mécontentés et irrités ; ceux-ci dans la plus grande fureur, brisaient fusils et sabres et se réunissaient en groupes tumultueux. Il nous raconta aussi que le Ministre avait dit à Wimpffen, lors du premier entretien qu'il avait eu avec lui à Donchery, qu'il savait très bien que l'arrogance française, la manie des querelles, et l'envie excitée par les succès des peuples voisins ne venaient pas des classes laborieuses et commerçantes mais des journalistes et des Parisiens qui dominaient et violentaient l'opinion publique, et que pour ces raisons précisément, les garanties morales dont le général avait parlé seraient sans effet, qu'il lui fallait des garanties matérielles : d'abord rendre inoffensive l'armée de Sedan; ensuite prendre possession des grandes forteresses de l'Est. Il nous dit ensuite que le désarmement des troupes françaises s'était opéré dans une presqu'île de la Meuse, et que, lors de l'entretien du Roi avec l'Empereur, les deux souverains étaient restés seuls pendant dix minutes, dans un salon attenant à la véranda du château de Bellevue, que le Roi avait fait réunir ensuite tous les officiers de sa suite et qu'il leur avait fait

lire la capitulation, après quoi, les yeux baignés de larmes, il les avait remerciés du concours qu'ils lui avaient prêté. On prétend que le Prince Royal a dit que le Roi a désigné Cassel comme résidence de l'Empereur prisonnier, pour récompenser les régiments hessois de leur bravoure.

Le Ministre dîna chez le Roi à Vendresse où nous logeâmes de nouveau. Puis il vint chez nous manger de l'omelette. Il nous lut ensuite un passage d'une lettre de sa femme qui, avec des expressions bibliques, exprimait son espoir le plus vif de la ruine de la France. Le Ministre nous dit d'un air pensif : —

« — Hum ! 1866 en sept jours. Cette fois peut-être en sept fois sept jours ! Oui... Quel jour avons-nous donc passé la frontière? Etait-ce le 4? Non ! c'était le 10 Août.... Cinq semaines ne se sont pas encore écoulées depuis. Sept fois sept, ce ne serait pas impossible ! »

Pour donner simplement une idée du mythe qui se propage autour de nous et des inventions fantaisistes et féroces auxquelles la fertile imagination du peuple se livra, je citerai d'après Bohlen, la rumeur suivante : Nos gens auraient incendié Bazeilles maison par maison, ils auraient pendu trente-cinq paysans, ainsi qu'une femme, parce que les habitants avaient pris part au combat que les Bavarois y avaient livré et tué les blessés Bavarois ; une femme à elle seule, aurait tué par derrière quatre hommes, etc. (1).

Kendell raconta qu'il avait rencontré le conseiller de cour, Freytag qui, avec le Duc de Cobourg et le *durchlaucht* d'Augustenbourg, avait pris part à la campagne ; que Freytag, sagesse superflue et que rien ne motivait, avait conseillé de n'exercer aucune pression sur l'Allemagne du Sud et d'exiger des Français qu'ils rendissent quelques manuscrits enlevés d'Heidelberg pendant la guerre de Trente ans. Ces manuscrits étaient probablement des recueils de poèmes en langue allemande du moyen âge, de Manessé.

J'expédie de nouveau quelques articles en Allemagne, parmi lesquels se trouve un compte rendu des résultats de la bataille du 1er Septembre, résultats qui depuis hier ont considérablement grandi. Nous avons en tout pris quatre-vingt-dix mille pantalons rouges et plus de trois cents pièces d'artillerie, un grand nombre de chevaux et un matériel de guerre immense ; cela augmentera

(1) On saura dans la suite ce qu'il y eut de vrai dans cette histoire.

encore d'ici quelques jours; car il semble qu'il se soit échappé peu de soldats de l'armée de Mac-Mahon, qu'on estime à cent vingt mille hommes.

Le Chef est de nouveau logé dans la maison de la veuve Baudelot. Pour moi, je demeure cette fois chez un veuf assez âgé qui me raconte en pleurant la perte de sa pauvre épouse. C'est un excellent homme, il me rend toute espèce de services et me cire mes bottes sans que je l'en prie. Le bruit court que nous nous dirigerons demain dans la direction de Reims, en passant par Rethel.

Rethel, 4 *Septembre*, *soir*. — Le Chef m'a fait appeler ce matin afin de me dicter pour les journaux des communications sur son entrevue avec Napoléon à Vendresse. Vers neuf heures et demie, les voitures arrivèrent et notre voyage à travers la Champagne commença. Nous traversâmes d'abord un pays montagneux, puis une plaine quelque peu accidentée, où l'on apercevait beaucoup de jardins, mais peu de villages. Nous rencontrâmes de longues colonnes de troupes, d'abord des Bavarois, puis le 6e et le 50e régiments prussiens. Dans ce dernier, Willisch aperçut son frère qui avait pris part aux dernières batailles et qui était sain et sauf. L'essieu d'une des voitures du Prince Charles ayant pris feu, nous l'abandonnâmes et reçûmes dans notre voiture l'écuyer du Prince, le comte Dœnhoff, et l'aide de camp du Prince Luitpold de Bavière, le major de Freyberg, ce qui rendit notre groupe infiniment plus pittoresque, car le comte était vêtu de l'uniforme des hussards rouge clair et le major de l'uniforme bleu de ciel, que l'on sait, des troupes bavaroises. On revint sur la tragédie de Bazeilles, et le rapport du major différa essentiellement de celui que Bohlen avait fait hier. Il est vrai qu'une vingtaine de paysans et une femme y ont péri, mais tous en combattant, et que plus tard on avait fusillé un prêtre d'après les lois de la guerre. Le major n'a pas paru avoir été témoin de ces faits et il est possible que cette version elle-même soit aussi peu authentique que la première. Il ne sait rien des pendus de Bohlen. Il y a vraiment des gens qui ont la langue plus cruelle que le cœur.

A quatre heures et demie environ, nous arrivâmes ici. C'est une ville de moyenne importance; elle est remplie de troupes wurtembergeoises. Les fourriers nous ont trouvé un logis dans la maison élégante et spacieuse de M. Duval, dans la Rue du Grand-Pont, où j'habite avec Abeken une chambre meublée en

acajou avec un lit à ciel et à rideaux de soie jaune, ce qui contraste agréablement avec la nuit que j'ai passée hier. Tout le Ministère des Affaires Étrangères mobilisé est logé dans cette maison. La famille des Duval, fort nombreuse, porte par un crêpe, le deuil de la patrie. Après dîner, le Chef me fit encore appeler trois fois; il me fit entre autres les remarques suivantes : —

« — Ce sont les forteresses de Metz et de Strasbourg dont nous avons besoin et nous les prendrons ! Prendre l'Alsace, — il visait clairement par là, les articles des journaux qui ne cessaient de rappeler que ce pays avait été Allemand et que l'on y parlait encore la langue, — est une idée de professeurs ! »

Au thé, où assistaient seulement Keudell, Bohlen, et moi, il nous lut de nouveau des passages d'une lettre de sa femme, d'après laquelle son fils Herbert était arrivé sans encombre à Francfort-sur-le-Mein.

Dans l'intervalle, il était arrivé des journaux d'Allemagne; on y vit avec plaisir que la presse de l'Allemagne du Sud commençait à faire la guerre à la diplomatie étrangère qui voulait offrir son arbitrage pour la conclusion de la paix avec la France. Le *Mercure de Souabe* exprimait certainement les sentiments du Chef quand il disait à ce sujet : —

Lorsque les peuples allemands marchèrent vers le Rhin pour protéger la patrie, on disait dans les cabinets européens qu'il fallait laisser faire les belligérants pour localiser la guerre. Eh bien! nous avons fait seuls la guerre contre ceux qui menaçaient l'Europe. Nous voulons aussi, maintenant, localiser la conclusion de la paix. Nous voulons nous-mêmes dicter à Paris nos conditions aux vaincus, pour protéger à l'avenir le peuple allemand contre toute nouvelle tentative de conquête, telle qu'a été la guerre de 1870, et nous ne permettrons de s'y mêler à aucun diplomate d'une puissance étrangère demeurée inactive pendant tout ce temps; car celui qui n'a rien fait, n'a pas le droit d'intervenir.

« — Il faut que cet article fasse des petits, » — dit le Chef.

Et il en a fait.

Reims, 5 *Septembre*. — En somme, les Français ne semblent pas nous prendre tous pour des barbares et des malfaiteurs. Beaucoup même paraissent croire que nous sommes des honnêtes gens, je vais en donner un exemple. Ce matin, j'entrai dans une boutique de lingerie, de Rethel, afin d'y acheter des cols. La marchande me dit le prix de la boîte et, comme je lui tendais deux écus, elle me

présenta un petit panier contenant de la monnaie, afin que j'y prisse ce qui me revenait. La petite rivière qui traverse Rethel, l'Aisne, a la belle couleur verte du Rhin. Tout près de notre quartier se trouve un pont de pierre sur lequel passèrent toute la matinée de grandes quantités de troupes. Sur la fin, passèrent quatre régiments d'infanterie. Il y avait visiblement peu d'officiers ; beaucoup de compagnies étaient commandées par de jeunes lieutenants ou des porte-épées. Ainsi le 6e et le 46e régiments, dont un bataillon avait une aigle française conquise sur l'ennemi. Survinrent ensuite le 50e et le 37e. Il faisait extrêmement chaud. Les soldats étaient couverts d'une épaisse couche de la poussière craieuse de la Champagne, mais ils marchaient droit et paraissaient solides sur leurs jambes.

Entre midi et une heure nous partons pour Reims. Le pays que nous traversons est en grande partie accidenté et le sol en est blanc. Çà et là on remarque des moulins à vent, ce que je n'avais pas encore vu en France. En route, Keudell adresse la parole à un capitaine des dragons noirs.

« — C'est le fils du ministre de Schœn, — dit-il. — Il a combattu à Wœrth et à Sedan. »

Nous apercevons enfin au loin les flèches de la cathédrale de Reims et au delà de la ville des collines bleuâtres, qui ensuite nous paraissent vertes et portent sur leurs flancs de blancs villages. Après avoir traversé des rues pauvres et une place avec un monument, nous arrivons dans la Rue du Cloître où nous trouvons un logement dans la maison imposante de M. Dauphinot. Le Chef demeurait ici, dans l'aile située à droite de l'entrée, au premier étage. Le bureau était installé au-dessous de sa chambre. De la pièce voisine du bureau on fit une salle à manger. J'établis ma demeure dans l'aile gauche auprès d'Abeken. Tout le bâtiment est, autant que je le peux voir, bien meublé. Je couche dans un lit à rideaux de soie. Mes chaises sont rembourrées. J'ai une commode en acajou avec un marbre, une table de toilette, et une table de nuit du même genre, plus une cheminée en marbre. Les rues fourmillaient de Prussiens et de Wurtembergeois. Le Roi Guillaume fit à l'Archevêque l'honneur de descendre dans son palais. J'apprends que notre hôte est le maire de Reims, ce qui explique peut-être la richesse et l'élégance des meubles. Keudell prétend savoir que le pays que nous garderons après la guerre n'appartiendrait à aucun pays, mais serait pays de l'empire.

Le Chef dîne avec nous et nous goûtons les différentes sortes de champagne, car nous sommes entourés d'enseignes de négociants de vin de Champagne. On raconte qu'hier on a tiré d'un café sur un escadron de nos hommes. Le Ministre dit : —

« — Si le fait est établi il faut détruire le café sur-le-champ et traduire le propriétaire devant une cour martiale ; il faut donner à Stieber l'ordre de faire immédiatement une enquête. »

Le champagne que nous avait procuré Bohlen était excellent et nous lui fîmes honneur, moi, paraît-il, comme les autres, car le Ministre dit : —

« — Notre docteur se distingue des autres Saxons, il ne prend pas que du café. »

Je lui répondis : —

« — Oui, Excellence, et aussi parce que je suis sincère et que parfois je sais n'être pas poli. »

Ces mots soulevèrent des éclats de rire. Il paraît que nous resterons ici dix ou douze jours.

Mardi, 6 *Septembre.* — Je me suis rendu de bonne heure à la cathédrale, dont le carillon fort mélodieux m'a réveillé plusieurs fois pendant la nuit. C'est un édifice imposant de la merveilleuse époque gothique. Il est consacré à Notre-Dame. La façade est admirable ; les trois portails sont richement ornés de sculptures. Dans l'intérieur, une lueur magique baigne le sol et les colonnes, après avoir traversé les vitraux peints. Dans la nef, le maître-autel, qui a vu couronner les rois de France, est recouvert d'une plaque de cuivre doré. Au moment où nous entrons, on dit la messe dans une des chapelles de côté. Dans l'église sont agenouillées des Françaises, le chapelet à la main, et leurs coreligionnaires, des cuirassiers et des fantassins polonais et silésiens. Aux abords de l'église, beaucoup de mendiants demandent l'aumône, quelques-uns en chantant.

J'ai travaillé assidûment de dix heures à trois heures pour composer un article fort détaillé au sujet des conditions auxquelles l'Allemagne peut conclure la paix. Un article du *Voltszeitung* du 31 Août, combattait l'annexion du territoire français, disant que cette annexion serait plutôt une charge qu'un soutien pour la Prusse, et concluait en ces termes : —

Le but à atteindre n'est pas l'agrandissement de la Prusse, mais l'unité de l'Allemagne et l'affaiblissement de la France.

Le Chef dit de cet article qu'il était fort bien raisonné et digne d'être pris en considération. Bamberger a fondé à Nancy un journal rédigé en français; de temps en temps nous devons lui envoyer des nouvelles.

Avant le dîner, le comte Bohlen, comptant les couverts, dit: —

« — Serions-nous treize à table? Non?... Tant mieux, car le Ministre n'aime pas cela. »

Bohlen qui paraît être chargé de nous nourrir, a engagé notre chef de cuisine à faire aujourd'hui de son mieux. Le dîner fut donc somptueux. Knobelsdorf, capitaine des gardes, le comte York, et un jeune homme svelte, un peu timide, portant l'uniforme des dragons, au collet rouge, un comte Bruhl, comme nous l'apprîmes plus tard, étaient les hôtes du Chancelier. Celui-ci nous annonça que l'on avait proclamé la république à Paris et que l'on avait installé un gouvernement provisoire dans lequel on comptait Gambetta et Jules Favre, qui, jusqu'à présent, avaient fait partie de l'opposition. Le *lanternier*, Rochefort, siège aussi dans ce haut conseil. Il paraît que ces messieurs vont continuer la guerre. Tout ceci n'améliorait ni n'empirait notre situation. Le rôle de Napoléon III et de *Loulou* (Napoléon IV) est joué, pour le moment. L'Impératrice a fait comme Louis-Philippe en 1848; elle a abandonné le terrain et se trouve maintenant à Bruxelles. Nous verrons bientôt quel coton fileront les bavards et les écrivailleurs qui ont pris sa place. La France reconnaîtra-t-elle leur autorité? C'est ce que nous saurons.

Nos uhlans se trouvent déjà près de Château-Thierry, encore deux jours et ils pourront toucher Paris. Nous resterons une semaine à Reims. Le comte Bohlen fait au Chef un rapport sur l'affaire du cabaretier, de la maison duquel on a tiré sur nos cavaliers. Cet homme est un sieur Jacquier. Les cavaliers appartiennent à un régiment de hussards de Westphalie; leur chef est le capitaine de Vaerst, fils du député de ce nom. Grâce aux instantes prières de Jacquier, innocent du reste dans cette affaire, la maison ne fut pas brûlée, ni démolie; d'autant plus que le coup n'avait pas porté. On se contenta d'obliger le cabaretier à distribuer deux cent cinquante bouteilles de champagne à l'escadron; proposition qu'il accepta avec joie.

Au thé, la conversation tomba sur la situation exceptionnelle que faisaient à la Saxe les institutions militaires de la Confédération

de l'Allemagne du Nord. Le Chancelier disait ne pas attacher grande importance à la chose.

« — Du reste, je n'en suis pas la cause ; c'est Savigny qui a conclu le traité, car, à ce moment, j'étais fort gravement malade. Je m'inquiète encore moins des affaires étrangères des petits États. Ceux-là ont tort qui prétendent qu'il y a danger si ces petits Etats gardent des agents diplomatiques auprès des cours étrangères. Si ces États étaient réellement puissants, ils pourraient d'ailleurs fort bien échanger des rapports avec les cours étrangères sans y avoir de représentants officiels et intriguer contre tel ou tel de nos projets qui ne leur conviendrait pas. Et pour faire des intrigues de ce genre on n'a besoin que d'un dentiste ou d'un individu d'une condition semblable..... »

Mercredi, 7 *Septembre*. — J'ai fait de bonne heure une promenade dans la ville. Elle paraît assez riche ; les boutiques sont toutes ouvertes ; quelques-unes me paraissent même faire d'excellentes affaires avec nos officiers et nos soldats. Sur la place de notre rue, s'élève un beau monument représentant Louis XV. Au milieu d'une large rue, qui semble être destinée à un marché et qui a des deux côtés des arcades avec des magasins et des cafés, s'élève la statue du maréchal Drouet ; statue qui n'a qu'une médiocre valeur artistique. En revenant je rencontre encore auprès de la cathédrale des mendiants à l'air fort original. Un petit garçon portant sur le dos un enfant plus petit que lui, galope auprès de moi en balbutiant : « Je meurs, monsieur, je meurs de faim ; donnez-moi un petit sou. » Un homme sans pied rampe sur le pavé ; son compagnon joue de l'accordéon et recueille les aumônes. Une femme, portant un enfant sur le bras, demande l'aumône pour acheter du pain. Un grand et fort gaillard, chante, d'une voix de basse, une chanson dont le refrain est : « Oh ! c'est terrible de mourir de faim ! » Cinq ou six petits voyous, infiniment sales, rôdent autour d'un soldat qui porte un pain et ils se battent en poussant des cris féroces lorsqu'il leur en jette un morceau. Il paraît qu'il y a une grande misère à Reims, à cause de la fermeture des fabriques, et les personnages de la ville craignent de voir éclater une émeute après notre départ.

Rentré chez moi, j'écris un article où je détermine l'attitude de la Russie durant notre guerre. Dans l'après-midi, après le dé-

part du Chef, Abeken et moi nous nous mettons à la chasse des curiosités de la ville. La ville paraît être fort étendue, relativement au nombre de ses habitants qui peut se monter à soixante mille. En gens qui ont lu autrefois leurs auteurs latins, nous nous rendons au vieil arc-de-triomphe qui, du reste, ne peut se vanter que de sa haute antiquité. Il n'y reste plus que fort peu de sculptures et le couronnement en est tout à fait moderne. Nous nous dirigeons ensuite vers le port. Des bateaux de transport y sont amarrés. Sur un poteau on lit : *Pêche interdite*, mais *inter arma silent leges*, car, tout près de l'écriteau, trois hommes se donnent fort à leur aise ce petit plaisir. Plus loin, on en aperçoit au moins trente jeter leurs lignes dans l'eau verte. En se dirigeant d'ici vers la gauche on arrive à la seconde église de la ville. Elle est dédiée à saint Remy; le style en appartient à l'époque de transition du roman au germain. Elle fait une impression profonde par sa noble simplicité, ses colonnes gigantesques, et sa longueur. Le tombeau du saint, derrière le chœur, rappelle vivement celui du Christ à Jérusalem. Il est de marbre blanc, avec colonnes veinées de rouge, son style est celui de la Renaissance. A côté, on voit une chapelle, sur l'autel de laquelle on découvre une rareté peut-être unique dans l'histoire de l'art. C'est un Christ portant une couronne d'or et qui n'est pas nu, mais revêtu d'un manteau de pourpre, sur lequel brillent des étoiles d'or. L'expression du visage et le genre du vêtement révèlent une origine fort antique. De l'autre côté, dans la sacristie, le suisse nous montre quelques vieux tableaux en tapisserie.

Jeudi, 8 *Septembre*. — J'ai pris un bain avec Willisch dans la Vesle. Le vent était froid, mais le temps clair. Grand dîner, le soir, auquel assistaient le Grand-Duc héritier de Mecklembourg-Schwérin, avec son aide de camp Nettelblatt, le directeur-général des postes Stephan, et les trois Américains. On parla entre autres des bruits divers qu'on répandait sur les événements de Bazeilles. Le Ministre dit : —

« — Nous ne pouvons tolérer que les paysans prennent part à la défense. Ils n'ont pas d'uniforme; on ne peut donc pas les reconnaître comme combattants quand ils ont mis leurs fusils de côté. Pourtant, la justice exige que les chances soient les mêmes. »

Abeken trouva trop cruel le sort infligé à Bazeilles et dit qu'on

devrait faire la guerre avec plus d'humanité. Sheridan, à qui Mac-Lean avait rapporté notre entretien, jugeait cette affaire à un autre point de vue. Il justifie ce traitement infligé à la population en disant qu'on a le droit d'être cruel quand il s'agit de raisons politiques. La véritable stratégie consiste à frapper vigoureusement l'ennemi, mais surtout à faire aux habitants le plus de mal possible pour les engager à se dégoûter de la lutte et à exercer une pression sur le gouvernement. Il ne faut laisser aux gens que les yeux pour pleurer la guerre et regretter leur résistance.

C'est peut-être se montrer peu sensible, mais enfin cette opinion est à prendre en considération.

Vendredi, 9 *Septembre.* — J'ai écrit jusqu'à trois heures de l'après-midi. J'ai envoyé un article sur l'attachement incroyable qu'ont les Alsaciens pour la France. Ils ne voient pas, dans leur aveuglement, qu'ils n'ont jamais été parmi les Gaulois que des Français de seconde classe. J'apprends la nouvelle que l'on ne veut pas défendre Paris, mais bien déclarer la capitale ville ouverte. Mais j'en doute, car, d'après nombre d'informations, elle a encore des troupes régulières dans ses murs. Le conseiller de cour Freytag m'assure qu'il veut retourner chez lui, il trouve qu'il n'y a pas de besogne ici : je considère cela comme une bonne résolution et une noble con naissance de soi-même. Beaucoup de messieurs qui rôdent dans les quartiers généraux devraient bien l'imiter.

Samedi, 10 *Septembre.* — Le Chef en compagnie de Hatzfeld et de Bohlen part pour Châlons où le Roi se rend également. Ils reviennent à cinq heures de l'après-midi. Durant leur absence, le ministre Delbruck est arrivé. Il est venu par Haguenau et Bar-le-Duc et il a eu à surmonter nombre d'obstacles et de désagréments. Il avait fait ce voyage en compagnie du général Boyen qui conduisait Napoléon, maintenant le Comte de Pierrefonds, à Cassel. Delbruck regrette de n'avoir pu apporter avec lui un petit tonneau d'eau-de-vie de Nordhauser. Il nous raconte que Napoléon a dit à Boyen que l'opinion publique l'avait forcé à faire cette guerre. L'Empereur avait en outre fait des éloges de nos troupes, surtout de l'artillerie et des uhlans.

Le Chef dîne chez le Roi, mais ensuite il vient néanmoins assister pendant une dernière heure à notre repas. Bohlen qui a visité le Quartier Impérial de Mourmelon, près de Châlons, nous parle des

dégâts causés par la populace. Après le dîner auquel avaient assisté Boyen et Delbruck, le Chancelier me fait appeler pour me donner l'ordre d'envoyer cette communication au *Courrier de la Champagne* et à l'*Indépendant Rémois* : —

Si les journaux qui paraissent à Reims reconnaissent le nouveau gouvernement français et s'ils impriment les décrets de ce gouvernement, il pourrait arriver que l'on vînt à en conclure que ces feuilles expriment ces opinions avec le consentement des gouvernements allemands qui gouvernent la ville. La chose est fausse. Les gouvernements allemands admettent, il est vrai, à Reims comme ailleurs, la liberté de la presse, mais ils n'ont pas encore reconnu un autre gouvernement que le gouvernement impérial, seul autorisé par conséquent à traiter avec l'Allemagne.

Je cite ce qui suit, pris dans mon journal. Je veux montrer la bonté du Chef. Il me dit : —

« — Vous avez l'air malade, ce matin?

— Une simple attaque de dyssenterie ; rien.

— Et de la fièvre?..... Et la tête?.....

— Un peu mal, Excellence.

— Vous avez appelé un médecin?....

— Non, j'ai fait moi-même une ordonnance, et j'ai fait chercher la drogue chez le pharmacien.

— Quoi donc? »

Je lui dis le nom du médicament.

« — Vous êtes peut-être autodidacte, — ajouta le Ministre, — et vous estimez peu les médecins?

— Depuis bien longtemps je n'ai pas recours à eux.

— Ils sont peu utiles, je crois, et plus ils sont savants, plus ils peuvent faire de mal. Mais dans votre cas, il ne faut pas agir à la légère. Envoyez donc chercher Lauer; c'est un homme charmant. Restez couché pendant deux jours et tout sera fini; autrement vous auriez des rechutes et vous ne pourriez pas vous lever avant trois semaines. Je souffre aussi du même mal. Sur la cheminée, vous voyez un petit flacon; il faut en prendre trente-cinq gouttes chaque jour sur un morceau de sucre. Servez-vous-en, mais rendez-le-moi. Si, par hasard, quand j'aurai besoin de vous, vous ne pouviez pas venir, faites-le moi savoir, je viendrai auprès de vous. Vous pour riez peut-être alors écrire au lit. »

DIMANCHE, 11 *Septembre*. — Le flacon du Chef m'a fait beaucoup

de bien. Je me suis levé de bonne heure et ai travaillé de bon cœur. Le communiqué dont j'ai parlé fut envoyé aux journaux de Nancy et à quelques journaux allemands. On a fait aussi observer à certains journaux que la paix de Prague a été conclue avec l'Autriche et non avec la France, et qu'en conséquence les Français n'avaient pas plus le droit de se mêler aux affaires de l'article V qu'aux affaires de tout autre traité.

A midi, je me rends avec Abeken à l'église protestante, au temple comme on dit ici. Le service se fait dans une salle élevée, pourvue d'une chaire, d'un petit orgue. Pas de clocher sur le bâtiment. Le service est conduit par le pasteur de campagne Frommel. Le Roi, le Prince Charles, le Grand-Duc de Weimar, le Grand-Duc héritier de Mecklembourg, Bismarck, Roon. et un grand nombre d'officiers prussiens y assistaient. Le service débute par un chant joué sur l'orgue, accompagné par la musique militaire, l'hymne : *Louez le Seigneur, le roi puissant et honoré.* Tous les soldats chantaient en suivant sur leurs livres. Après la lecture de l'épître, on chanta un psaume, puis on dit l'évangile du 13e Dimanche après la Trinité. Le sermon roula sur les 11e et 12e versets,, Samuel, liv. I, chap. VII : —

Et ceux d'Israël sortirent de Mitzpa et poursuivirent les Philistins et les repoussèrent jusqu'au-dessous de Bethcar.

Alors Samuel prit une pierre et la mit entre Mitzpa et le rocher, et il appela le nom de ce lieu-là Eben-Ezer, et il dit : « L'Éternel nous a secourus jusqu'ici. »

Le sermon s'appuyait surtout sur les dernières paroles. Le prédicateur remerciait Dieu de l'assistance qu'il nous avait prêtée jusque-là et exprimait l'espoir que la protection de Dieu nous serait conservée pour obtenir l'unité de l'Allemagne. Puis il nous exhorta à ne pas ressembler aux Philistins que Dieu avait châtiés à Eben-Ezer. Ce sermon n'était pas mal ; il y avait quelques pensées assez bien exprimées. Pourtant Clovis y reçut des louanges imméritées car chaque étudiant sait que son baptême ne l'a pas beaucoup amélioré et qu'il continua à être rusé et cruel. Le prédicateur avança également des faits peu historiques sur saint Louis.

Plus tard j'allai voir avec Abeken le service de la cathédrale, dont les cloches furent toute la journée en branle. Le chœur était rempli d'ecclésiastiques de toutes sortes, violets, noirs, blancs, blancs et noirs. Nous voyons défiler devant nous une foule de sou-

tanes rouges, violettes, en soie, en drap, en cotonnade. Enfin, l'Archevêque et sa longue traîne passa près de nous, entre deux membres du haut clergé, derrière lui ses deux desservants et ses enfants de chœur en blanc et en rouge. Lorsqu'il sortit et donna sa bénédiction aux gens qui étaient accourus en foule, j'en reçus aussi ma part.

Dans la journée, un M. Werlé se présenta au Chef. C'était un vieillard, maigre, au chef branlant, et naturellement il portait à la boutonnière ce petit ruban rouge qui semble faire partie intégrante du costume de tout Français bien habillé. Il paraît que c'était un membre du Corps législatif et un associé de la maison Veuve Cliquot. Il voulait parler au Ministre des moyens à prendre pour mettre fin à la misère qui régnait dans la ville et par là éviter une émeute des pauvres contre les riches. Ces derniers craignaient que les ouvriers, nombreux et agités, ne vinssent à se déclarer partisans de la République rouge. Comme on comptait de dix à douze mille ouvriers à Reims, le danger semblait être réel au cas où nos soldats quitteraient la ville. Il y a quatre semaines, on n'aurait pas non plus rêvé qu'un jour les Allemands seraient obligés de défendre les Français contre les communards. Merveille sur merveille! M. Werlé parle allemand; on dit même qu'il est d'origine allemande, ce qui est fréquent parmi les commerçants en vin de Champagne. D'autres personnes se présentèrent, entre autres une femme qui se plaignit que des soldats lui avaient enlevé plusieurs sacs de pommes de terre. Nous lui dîmes de s'adresser à la police.

« — Ouais!... mais, c'est vous... c'est vous qui devez me secourir, je suis mère de famille. »

Mais nous ne sommes plus aussi généreux qu'autrefois lorsque nous payions la vache de Faulquemont.

Knobelsdorf dîna avec nous. Plus tard le Chef me fit appeler plusieurs fois pour me donner des ordres. Les habitants de la Belgique et du Luxembourg faisaient à nos blessés un accueil peu amical. On suppose que des menées ultramontaines en sont cause. Les balles des mitrailleuses paraissent contenir une substance vénéneuse car elles causent des blessures enflammées. Favre, qui n'existe pas pour nous, nous a fait demander par Londres si nous étions disposés à accorder un armistice et à entamer des négociations; il paraît plus pressé que le Chancelier.

Le Chef descendit à dix heures du soir, prendre le thé avec nous.

Comme il demandait un cigare mauvais et léger, je pus lui rendre ce service, car mon étui ne contenait qu'une perle de cette nature. On parla d'abord du sermon de Frommel, et le Ministre prétendit que les faits peu authentiques que le pasteur avait avancés sur Clovis et saint Louis l'avaient également froissé. Puis il nous parla de son fils dont la blessure au pied avait empiré et présentait des bords enflammés. Le médecin observa que la balle devait avoir contenu un poison.

Enfin la conversation tomba sur la politique des dernières années et le Chancelier dit : —

« — Je suis extrêmement fier de nos succès dans l'affaire des duchés dont on pourrait faire, pour le théâtre, une comédie d'intrigue diplomatique..,. L'Autriche ne pouvait naturellement pas embrasser la cause du duc d'Augustenbourg, d'après le contenu des actes que renfermaient sur ce dernier les archives de la Diète impériale, et puis l'Autriche a tout fait pour sortir honnêtement de l'embarras que lui avait causé le Congrès des Princes à Francfort. Ce que je voulais, je l'ai exprimé dans un long discours à une séance du Conseil, peu après la mort du Roi de Danemark. Le secrétaire en omit le passage principal, pensant que j'avais peut-être trop bien déjeuné, et que cette omission me serait agréable; mais je veillai à ce qu'on rétablît ce passage. Ma pensée était difficile à réaliser, car tout le monde était contre moi: l'Autriche, l'Angleterre, les petits États libéraux ou non, l'opposition dans la Diète prussienne des hommes influents à la cour, la plupart des journaux, etc... Oui, les luttes de ce moment furent violentes et exigeaient des nerfs plus solides que ceux dont j'étais pourvu... Il en fut de même lorsque, avant le Congrès des Princes, à Francfort, le Roi de Saxe avait été là... J'avais les nerfs tellement surexcités et j'étais si épuisé, en quittant la salle des séances, que je pouvais à peine me tenir sur les jambes, et je brisai la sonnette en essayant de fermer la porte de la salle de l'aide de camp. Il me demanda même si j'étais indisposé, mais je lui répondis que cela allait déjà mieux. »

Pendant le récit de ces événements le temps avait passé et le Chancelier nous souhaita le bonsoir en disant : —

« — Oui, messieurs, mon système nerveux délicat a beaucoup à endurer, c'est pourquoi je vais me coucher. Bonsoir ! »

LUNDI, 12 *Septembre*. — J'ai écrit plusieurs articles dans la ma-

tinée. A Laon, les Français, un seul peut-être, ont commis une grande trahison : ils ont fait sauter la citadelle hier, après la conclusion de la capitulation et l'entrée de nos troupes, et cent hommes du 4e bataillon de chasseurs y ont été ou tués ou blessés. On lit dans les journaux allemands que, d'après le Chef, les alliés de la Prusse avaient fait le plus dans la journée de Sedan. On pourrait beaucoup obliger les Belges, qui nous témoignent tant de haine et tant d'amitié aux Français, en faisant savoir à leurs journaux que dès maintenant il n'est pas impossible qu'on prenne des arrangements avec la France, et par là on donnerait satisfaction à ce sentiment de la Belgique. Le comte bavarois de Luxbourg, qui actuellement se trouve auprès de Kuhlwetter, a montré tant d'habileté et de zèle que l'on veut le charger d'affaires de la plus grande importance.

Nous recevons l'avis que l'Amérique offre sa médiation entre nous et la jeune république française. On ne déclinera pas cette médiation, on ne lui en préférera pas non plus une autre ; mais il ne faut pas croire qu'à Washington on soit disposé à entraver les opérations indispensables. Le Chef paraît depuis longtemps avoir un faible pour les Américains, et on prétend qu'il espère obtenir à Washington le droit d'armer des navires dans les ports américains, afin de s'en servir contre la marine française ; mais il ne faut pas y songer pour le moment.

Si j'ai bien compris il envisage la situation politique de la manière suivante. La paix semble encore fort éloignée, car il n'y a pas à Paris de gouvernement qui promette de durer. Quand le moment de négocier sera venu, le Roi réunira ses alliés pour s'entendre sur nos prétentions. Notre but principal est, et sera toujours, de garantir notre frontière du Sud-Ouest contre le danger d'une invasion française, danger menaçant depuis des siècles. La création d'un État neutre, entre l'Allemagne et la France, tel par exemple que la Belgique et la Suisse, ne nous va pas, car un tel État pencherait sans doute du côté de la France en cas de guerre. Les forteresses de Metz et de Strasbourg avec leurs environs, doivent devenir notre boulevard et appartenir à tous les États allemands. Faire, entre tous les États, le partage du territoire conquis ne serait pas recommandable ; ce fait, que la guerre a été faite en commun, ne laissera pas que d'exercer une salutaire influence sur la réalisation de l'unité allemande. La Prusse respectera, comme par le passé,

la volonté librement exprimée des États du Sud et évitera jusqu'au soupçon de vouloir exercer une pression quelconque. La disposition personnelle et la décision du Roi de Bavière compteront pour beaucoup. La proclamation de la république à Paris a soulevé les applaudissements de l'Espagne et peut-être en sera-t-il de même en Italie. Les gouvernements des États monarchiques doivent voir là un danger et chercher à se rapprocher et à s'unir plus étroitement. C'est une menace pour chacun, même pour l'Autriche; on devrait s'en rendre compte à Vienne. Bien qu'il n'y ait rien à attendre de de Beust, qui, dans sa rancune contre l'Allemagne et la Prusse, flatte les Polonais, même les plus exaltés, l'Empereur François-Joseph ne se montrerait peut-être point sourd à nos éclaircissements sur ce point. Il se laissera peut-être persuader que l'intérêt de la monarchie est sérieusement menacé par la république qui pourrait facilement dégénérer en socialisme. Cette république fera de la propagande chez ses voisins et elle gagnera des adhérents, même en Allemagne, si les souverains refusaient d'exécuter cette volonté des peuples qui, en échange de grands sacrifices de sang et d'argent, veulent une protection sérieuse contre la France.

Avant le dîner, le Prince Luitpold de Bavière eut avec le Chancelier un long entretien, pendant lequel celui-ci lui fit un cours d'histoire et de politique.

MARDI, 13 *Septembre.* — Une musique wurtembergeoise a donné de bonne heure une petite sérénade au Chef, et elle doit lui avoir beaucoup plu. Mais que diraient les messieurs du *Beobachter*, de Stuttgart, s'ils savaient cela ! Dans le cours de la matinée, le Chef me fit appeler six fois; je fis pour la presse un nombre égal d'articles, dont deux étaient destinés aux journaux français de la localité, qui la veille déjà avaient reçu de nos communications. En outre, on prit des mesures afin de réserver au portrait et à la biographie du général de Blumenthal la place qui leur était due dans les journaux illustrés amis.

« — Les journaux ne font pas même mention de lui, bien qu'il soit le chef de l'état-major-général du Prince Royal et qu'il ait rendu, après Moltke, les plus grands services dans toute la campagne. »

MERCREDI, 14 *Septembre.* — A dix heures environ, nous quittâmes

Reims, dont nous continuâmes, pendant longtemps encore, à apercevoir la cathédrale et nous nous rendîmes à Château-Thierry. Nous traversâmes d'abord une vaste plaine de champs cultivés, puis un pays accidenté, offrant de toutes parts des vallons encaissés au milieu de montagnes. Nous nous arrêtâmes à la petite ville de Dormans, sur la Marne, et nous eûmes à traverser deux fois cette rivière, qui a une largeur à peu près double de celle de la Moselle à Pont-à-Mousson. L'eau en est d'un vert clair. Le ciel était couvert de nuages gris et à différentes reprises nous fûmes surpris par des ondées. Notre itinéraire longeait, à droite, le chemin de fer, que l'ennemi en se retirant avait détruit. A notre droite, nous avions des vignobles, à gauche, des forêts, où le regard découvrait de temps en temps un joli petit château. Nous traversons trois ou quatre villages avec de vieilles églises et dont les rues latérales avec leurs maisons grises à moitié cachées sous les treilles offraient un aspect pittoresque. Le nombre des vignobles nous surprit; les ceps étaient bas et les raisins bleus; on dit que l'on s'en sert également à Reims et à Épernay pour la fabrication du champagne.

La ville était remplie de troupes wurtembergeoises qui avaient placé, pour nous protéger le long de la route, des postes d'infanterie et de cavalerie; il faut donc que le pays ait offert peu de sécurité, bien que les paysans qui, dans leurs sabots, s'en allaient clopin-clopant semblassent assez inoffensifs et que leurs physionomies n'indiquassent pas l'intelligence nécessaire pour dresser habilement des embûches à l'ennemi. Pour être plus clair, je n'hésite pas à dire qu'ils avaient des mines stupides, cet air timide et endormi leur venait peut-être de leurs bonnets de coton, et, s'ils avaient tous les mains en poche, ce n'était peut-être pas apathie de leur part, mais un moyen de crisper les poings sans en rien faire paraître.

Nous arrivâmes à Château-Thierry à cinq heures et nous y trouvâmes tous un logis fort commode dans la vaste maison de M. Sarimond. Le Ministre, qui avait parlé à notre hôte, nous assura que c'était un homme très agréable avec lequel on pouvait causer raisonnablement. Château-Thierry est une petite ville charmante, située sur les bords de la Marne, aux pieds des ruines du rempart d'un vieux château, les maisons en sont éparses et entourées de jardins. Une seule voie importante, qui passe près de l'église, présente une suite continue de maisons. L'église, déjà vieille, est consacrée à saint Crépin, cordonnier et voleur de cuir par compassion; c'est peut-être une allu-

sion aux nombreux tanneurs et aux cordonniers dont se compose une partie de la population.

Le Chef fut singulièrement gai au dîner, à la suite duquel nous allâmes jouir sur la terrasse du jardin d'une soirée délicieuse et d'un beau clair de lune.

Le lendemain, à midi, après avoir déjeuné à l'*Hôtel Nogeant*, nous partîmes pour Meaux, qui est à cinquante kilomètres de Château-Thierry et à une distance à peu près égale de Paris. En route nous remarquâmes de nouveau, pendant des heures entières, des vignobles d'une extrême étendue. Au village de Lusancy nous fîmes une halte d'une demi-heure. Nos voitures étaient pour la plupart attelées de chevaux pris à Sedan. Plus nous approchions de Paris, plus les sentinelles allemandes devenaient fréquentes, surtout dans les bois et les chemins bordés d'arbres. Mais les villages devenaient par contre de plus en plus déserts; les aubergistes et les vieillards semblaient seuls être restés; il ne parut y avoir ni filles, ni jeunes femmes, ni enfants. A Lusancy, on lit sur une porte, écrit au crayon : *Malades de la petite vérole.*

A peu de distance de la petite ville de Trilport nous repassâmes la Marne, et cela sur un pont formé de pontons prussiens; le beau pont que traverse le chemin de fer et aussi celui qui est voisin de la route ayant été détruits par les Français. Les rails, avec les solives auxquelles ils sont fixés, pendaient tristement de dessus les arches dans le fleuve. Peu de temps après nous franchîmes de nouveau un pont de bois qui tenait la place d'un pont détruit. Cela me fit l'effet d'une incision inutile dans ses propres chairs, car de semblables démolitions ne pouvaient retarder que de quelques heures, vu la faible largeur de ces cours d'eau, la marche en avant de nos troupes.

Meaux est une ville d'environ douze mille habitants, située dans une contrée agréable et riche en arbres. Elle a de belles promenades ombragées et de jolis jardins; dans le vieux quartier, les rues sont en général étroites et sombres. Le Chef habite la maison imposante du vicomte de la Motte, située dans la Rue Tronchon. Derrière cette maison se trouve un vaste jardin. Je suis logé chez un certain baron de Vandeuvre, déjà âgé, qui s'est envolé et au bureau duquel je peux travailler à l'aise. J'ai également le choix entre deux chambres à coucher et deux lits; l'un à rideaux de soie, l'autre à rideaux de coton. Du cabinet de travail du baron on jouit d'une belle vue

et, si l'on avait le temps de se servir de la bibliothèque qui règne le long des murs; on se trouverait bientôt ici comme chez soi. La bibliothèque est bien choisie ; j'y trouve l'*Histoire des Français*, par Sismondi ; toutes les œuvres d'Augustin Thierry ; les *Essais philosophiques*, de Cousin ; l'*Histoire religieuse*, de Renan ; l'*Économie nationale*, de Rossi, et d'autres ouvrages traitant de l'histoire et de l'agriculture. La maison a un nombre infini de petites pièces, d'alcôves, d'armoires à secret, etc.; personne n'y demeure outre les deux gardiens de la police, arrivés aujourd'hui de Berlin, qui, dès à présent, doivent suivre, en civil, le Ministre quand il sort. Mais que feront-ils quand il sortira à cheval?

Avant le dîner, on me dit en me montrant un jeune homme élancé, à chevelure noire, qui se tenait devant la maison du Chef, que c'était un parlementaire de Paris. Quand plus tard je l'entendis parler, il me parut plutôt Anglais. Au dîner, le Chancelier a pour hôtes les deux comtes York. Ils nous expliquent pourquoi nous avions rencontré si peu d'hommes dans les villages. Ils avaient vu dans les forêts des troupes entières de paysans. Ceux-ci s'y étaient réfugiés avec leur bétail. Comme ils étaient presque tous sans armes, ils leur avaient dit qu'ils pouvaient retourner chez eux sans crainte. A quoi le Chef répondit : —

« — Si j'étais militaire, si j'avais à donner des ordres à ce sujet, j'aurais pour ceux qui sont restés, les plus grands égards, mais je considérerais les biens des fuyards comme abandonnés et je les traiterais comme tels. Et si les fuyards eux-mêmes tombaient entre mes mains, je leur prendrais leurs vaches et tout ce qu'ils ont avec eux, en les accusant de l'avoir volé et caché dans la forêt. Ils reprendront du reste bientôt courage;... quand ils se seront convaincus que les sauces auxquelles nous mangeons les petits Français ne sont que de pures inventions. »

Vendredi, 16 *Septembre*. — Un ciel d'un bleu foncé couvre la ville de Bossuet. La matinée est charmante. J'ai traduit ce matin, pour le Roi, une lettre que James Purkinson, prophète anglais, lui a adressée, et dans laquelle il lui prédit que s'il ne met fin à l'effusion du sang, la vengeance du ciel le frappera, pour l'assassinat des Danois et pour le sang des enfants de l'Autriche qui a été versé, et il ajoute que l'Empereur Napoléon a reçu du Ciel la mission d'exécuter ses volontés. Cette exhortation date du 29 Août; trois jours

plus tard, son auteur a pu apprendre la fausseté de sa prophétie. Ce fou importun, comme beaucoup d'Anglais d'une plus haute importance, ferait beaucoup mieux de se mêler de ses propres affaires et de se rappeler que nous nous défendons uniquement dans cette juste guerre contre l'arrogance française, qu'il ne nous était point encore venu à l'esprit d'incendier pour notre plaisir de paisibles villages et de mitrailler des hommes comme les Anglais l'ont fait dans des guerres dix fois moins justes.

Le jeune gentleman brun, qu'on disait être un parlementaire et avec lequel le Chef s'est entretenu longuement hier soir, en vidant une bouteille de kirschwasser, n'est autre que Sir Edward Mallet, attaché à l'ambassade anglaise de Paris. Il a remis à Bismarck une lettre de Lord Lyons, dans laquelle celui-ci demande si le Comte est disposé à discuter avec Favre les conditions d'un armistice. On dit que le Chancelier lui a répondu : —

« — Sur les conditions d'une paix, oui ! sur celle d'un armistice, non (1) ! »

Les lettres que je reçois de quelques amis de Berlin me disent que des gens bien pensants ne peuvent se faire à l'idée d'une annexion de territoire français, à l'Empire et non à la Prusse. Une lettre d'un bon patriote de Bade, exprime la crainte qu'on ne donne l'Alsace et la Lorraine allemande à la Bavière, en ajoutant qu'il en résulterait une division de l'Allemagne, en deux parties. L'auteur de cette lettre dit d'ailleurs que seule la Prusse posséderait la force de germaniser les provinces allemandes de la France. C'est là une idée facile à comprendre. Il accentue ce fait, trop peu remarqué dans le Nord, que tous les gens raisonnables de l'Allemagne du Sud, désirent voir l'Alsace dans les mains de la Prusse et il ajoute que c'est une grosse erreur de la part des gens du Nord, de croire que le Sud veuille être récompensé par des territoires.

« — Je ne sais d'où lui vient cette idée, je puis dire du moins que personne chez nous ne l'a jamais eue ; je suis, quant à moi, persuadé que le Sud se trouvera suffisamment récompensé d'assurer enfin sa frontière contre les projets de conquête de la France. »

D'autres pensées de l'auteur ont cependant quelque chose de

(1) C'est là une remarque qu'il doit n'avoir point faite, comme le prouve la suite des événements.

juste; mais il est encore plus juste et plus conforme aux circonstances de donner, comme le disait le Chef, ces pays à l'Empire et d'en faire non une cause d'envie et de froissements entre les alliés de la Prusse, mais le trait d'union entre le Sud et le Nord.

Le bruit court que le Roi n'ira pas à Paris, mais qu'il attendra à Ferrières, dans la propriété de Rothschild, le cours des événements. Cette propriété se trouve, dit-on, à mi-chemin de Meaux et de Paris.

Le prince de Hohenlohe assiste au dîner du Roi, de même que le Chef. A son retour on dit que Reims sera le centre d'administration des provinces françaises, autres que l'Alsace-Lorraine, occupées par nos armées, et que le Grand-Duc de Mecklenbourg en sera le gouverneur général, en ayant sous lui Hohenlohe.

Dans le cours de la conversation le Chef dit à son cousin, âgé de trente-huit ans et qui se plaignait d'une indisposition : —

« — A ton âge, j'étais intact, je pouvais me permettre n'importe quoi. Mais c'est à Pétersbourg que je fus entamé. »

La conversation tomba ensuite sur Paris, sur les Français, et finalement sur les Alsaciens. Il en parla longuement, et vers la fin il ne s'adressait plus qu'à moi, ce qui était peut-être m'inviter ou m'autoriser à répandre ses paroles en leur esprit dans la presse.

« — Les Alsaciens-Lorrains allemands fournissent aux Français et surtout à l'armée beaucoup d'individus de valeur; mais les Alsaciens y sont peu considérés; ils arrivent rarement aux hautes situations dans l'administration, et les Parisiens s'en moquent par toutes sortes d'anecdotes et de caricatures. Le même sort est réservé du reste, quoique à un degré moindre, aux autres provinciaux. La France se divise pour ainsi dire en deux nations : les Parisiens et les provinciaux. Ceux-ci sont les ilotes volontaires des premiers. Il s'agit aujourd'hui d'émanciper et de délivrer la France de cette supériorité des Parisiens. Tous ceux qui croient en province pouvoir arriver vont à Paris, et une fois reçus dans la caste dominante, commencent à leur tour à gouverner. Imposerons-nous à Paris pour sa peine, l'Empereur? Cela se peut encore, car le paysan n'aime pas subir la tyrannie parisienne. »

Le soir, j'écrivis plusieurs articles sur les partisans de la république allemande, les gens de l'opinion de Jacoby, les socialistes-démocrates, qui s'en approchent et qui ne veulent point entendre parler d'annexion de territoire français. Car ils sont républicains d'abord; et seulement ensuite un peu Allemands. Il leur est odieux

de protéger l'Allemagne par l'annexion de Strasbourg et de Metz; car ils voient là un obstacle à la fondation de cette république tant désirée et un affaiblissement de la propagande en faveur de cette forme de gouvernement, en même temps qu'une barrière à la propagation des idées républicaines au delà du Rhin. Leur parti leur est plus cher que leur patrie. Ils aimaient assez à combattre Napoléon, l'adversaire de leurs doctrines, mais depuis la proclamation de la république, ils sont devenus Français d'opinion et d'inclination. La Russie a demandé la révision du traité qui est sorti de ses défaites en Crimée. Les modifications qu'elle veut voir apporter à certains points de ce traité paraissent justes. Le traité de Paris contient, relativement à la mer Noire, des clauses injustes, les côtes de cette mer appartenant pour la plupart à la Russie.

SAMEDI, 17 *Septembre.* — J'ai fait avec Willisch une promenade très matinale du côté de la Marne, où j'ai vu, dans un grand lavoir public, des femmes nettoyant leur linge à l'aide de battoirs. Nous nous rendions au vieux pont, couvert en partie de moulins et d'autres constructions, ainsi que dans le faubourg. Au bout de la Rue Cornillon, se trouve un autre pont, mais on l'a fait sauter. Les communications, interrompues par ce fait, ont bientôt été rétablies, grâce à nos pontonniers qui ont construit à peu de distance de là un pont provisoire, sur lequel passent un à un, les cuirassiers d'un escadron bavarois.

A notre retour nous rencontrâmes une longue file de voitures chargées de provisions pour l'armée. A un coin de rue, on voit différentes affiches, entre autres une adresse aux Allemands, démesurément longue, de Victor Hugo. Elle est larmoyante, emphatique, sentimentale, et en même temps pompeuse. C'est un pudding où des phrases tiennent la place des raisins de caisse, en un mot, quelque chose de vraiment français. Pour qui ce farceur nous prend-il? S'imagine-t-il que nous autres, Poméraniens, Prussiens-Orientaux, nous sommes capables d'avaler un tel mélange? Un homme en blouse qui la lisait à côté de moi, à mi-voix, me dit : — « C'est bien fait, monsieur, n'est-ce pas? » Je lui répondis que j'étais profondément peiné d'être forcé de lui dire que cela n'avait pas le sens commun. Il fallait voir sa mine!

Nous visitâmes ensuite l'église. C'est un beau bâtiment à quatre rangées de colonnes gothiques. A droite du chœur, en entrant par

le portail principal, on voit la statue en marbre de Bossuet, qui, évêque ici, a probablement prêché dans la chaire de cette église. L'illustre auteur des quatre articles de l'Église gallicane est représenté assis.

Le Chef n'assista pas au dîner. Nous apprîmes qu'il était sorti à cheval pour aller voir son fils Bill, qui était avec son régiment à trois lieues de Meaux. Le Chef l'avait trouvé gai et en bonne santé. Le Chancelier, en nous racontant sa promenade, modifia ses déclarations antérieures sur le courage et la force de son fils. Le comte Bill était tombé avec son cheval, à cinquante pas d'un carré français, lors de l'attaque de Mars-la-Tour; cette chute avait été causée par un cheval tué ou blessé qui était couché là.

« — Il fut désarçonné, — dit le Chef, — mais il se releva bientôt et ramena son cheval, au milieu d'une pluie de balles, en le conduisant par la bride, ne pouvant plus le monter. Il rencontra ensuite un dragon blessé, le plaça sur son cheval, derrière lequel il s'abrita contre le feu ennemi, et regagna ainsi son régiment. Le cheval tomba raide mort en arrivant. »

D'après mes informations d'hier, j'ai écrit aujourd'hui différents articles. Je veux en citer un particulièrement caractéristique des idées du Chancelier. La *Gazette Nationale* du 11 Septembre renferme dans son édition du matin un article intitulé : Au Chateau de Wilhemshohe, dans lequel, après s'être plaint au début de l'excès des égards dont on use envers le prisonnier de Sedan, elle se fait l'écho d'une erreur fort répandue. Elle dit que Némésis aurait dû être moins galante envers l'homme du 2 Décembre, l'auteur des lois de sûreté, l'instigateur de la tragédie mexicaine, et le fauteur de cette terrible guerre; que le vainqueur a été trop gentilhomme; que c'est l'opinion du peuple; et l'auteur de l'article semble s'en railler. Nous ne sommes pas, quant à nous, de cet avis. Le sentiment public est certainement toujours trop disposé à juger les événements en se plaçant à un point de vue tout privé et à croire que le vainqueur, dans les conflits entre États, doit se poser en juge, le code de morale à la main, pour faire expier au vaincu les crimes commis envers lui, et même si c'est possible envers les autres. Mais de telles exigences sont injustifiables : les poser, c'est méconnaître entièrement le caractère des choses de la politique : les idées de punition, de récompense, et de vengeance en sont entièrement exclues ; s'y conformer, serait fausser l'esprit même de la

politique. Elle laisse à la Providence divine et à Celui qui est l'arbitre des batailles, le soin de châtier les souverains et les peuples qui ont failli à la loi morale. Elle n'a ni le devoir, ni le droit, de remplir les fonctions de juge. Elle n'a qu'à se demander, dans toutes circonstances : où est ici l'avantage de mon pays ? De quelle manière cet avantage serait-il le plus grand pour mon pays ? La sentimentalité est aussi peu à sa place sur le terrain de la politique que sur celui du commerce. La politique n'a pas à venger le passé, mais à veiller à ce qu'il ne se reproduise pas.

En appliquant ces principes au cas actuel, c'est-à-dire aux égards à témoigner à l'Empereur des Français, vaincu et prisonnier, nous nous permettons de poser la question suivante : Comment pourrions-nous faire expier à l'Empereur le 2 Décembre, les lois de sûreté, les événements du Mexique, quelle que soit notre désapprobation pour tous ces actes ? La loi politique ne nous autorise même pas à nous venger de la guerre qu'il vient de soulever, et, si elle le faisait, il nous faudrait nous venger non pas seulement sur Napoléon, mais sur presque chaque Français en particulier ; à peu près comme au dire de la *Gazette Nationale* l'entendait Blucher ; car toute la France avec ses trente-cinq millions d'habitants a approuvé l'expédition du Mexique, de même que la guerre actuelle, et cela avec passion. L'Allemagne n'a qu'à se poser la question suivante : Qui nous sera plus profitable d'un Napoléon bien ou mal traité ? Notre avis est que la réponse à cette question n'est pas difficile à trouver.

On a également observé ces principes en 1866. Si l'on pouvait dans quelques actes de cette campagne, dans quelques articles de la paix de Prague, découvrir la vengeance d'insultes antérieures, la punition des crimes qui ont amené la guerre, ceux qui ont le plus souffert de ces actes et de ce traité, n'eussent certes pas été ceux qui auraient le plus appelé la vengeance et mérité un châtiment rigoureux.

Dimanche, 18 *Septembre*. — Ecrit de bonne heure des articles pour Berlin, Haguenau, et Reims. Un de ces articles commente le mot de Jules Favre : *La République c'est la paix !* L'enchaînement des idées y a été à peu près le suivant : Pendant les quarante dernières années, la France a, toujours et sous toutes les formes de gouvernement, dit être la paix ; et toujours et sous tous les gou-

vernements elle a réalisé le contraire. Il y a vingt ans, l'Empire a voulu être la paix; aujourd'hui c'est la république. En 1829, on disait: la légitimité c'est la paix! et en même temps on concluait une alliance russo-française, dont la mise à exécution fut empêchée par la révolution de 1830, et qui avait pour objet une attaque contre l'Allemagne. On sait aussi que le *paisible gouvernement du roi bourgeois* a voulu nous prendre en 1840 le Rhin, et on n'a pas oublié que le second Empire a fait plus de guerres que tous les autres gouvernements réunis. Nous pouvons conclure de là ce que nous avons à attendre des affirmations de M. Favre au sujet de sa république. A toutes ces fantasmagories, l'Allemagne a à opposer ce mot : *La France c'est la guerre !* Et c'est cette conviction qui nous fait exiger la cession de Metz et de Strasbourg.

Si les nouvelles qui nous arrivent d'Amérique, et qu'avait précédées un télégramme, ne sont pas le fait d'une mystification, faite avec intention ou non, il paraîtrait qu'un attentat aurait été ourdi ou le serait encore contre la vie du Chancelier. Un homme respectable du meilleur monde de Baltimore dit avoir entendu dans une brasserie de la localité un individu, dont il pourrait exactement donner le signalement et dont l'accent paraissait autrichien, dire à un autre qu'au cas où une guerre éclaterait il tirerait sur Bismarck. D'abord, continue-t-il, il n'aurait pas attaché une grande importance à cette assertion, mais peu de temps après il aurait vu l'individu à bord d'un bateau à vapeur de Brême, en partance pour l'Europe. De plus il aurait rêvé par deux fois, que le malfaiteur était sur le point de décharger un pistolet dans une tente sur un officier, qui d'après les photographies, devait être Bismarck. C'est pour cette raison, sans doute, qu'on a fait venir ici les gendarmes. Mais la protection de la Providence sera, sans doute, ce qu'il y aura de plus efficace; si toutefois toute l'histoire n'est pas une innocente supercherie afin d'inviter le Chancelier à se tenir davantage sur ses gardes. Le Chef déjeune aujourd'hui avec nous, ainsi que deux dragons de la garde qui tous deux ont la Croix de fer : le Ministre embrasse l'un et le tutoie; j'apprends que c'est le lieutenant Philippe de Bismarck, neveu du Chef. L'autre est l'aide de camp de Dachrœden. Le neveu du Chancelier, attaché en temps de paix au tribunal de la cour, fait l'effet d'un jeune homme capable et modeste. Le Ministre lui exprimant sa joie de lui avoir vu obtenir la Croix de fer sur la proposition de ses camarades, il répondit : —

« — Je l'ai obtenue probablement uniquement par rang d'ancienneté. »

Au thé, le Chef lui parlant du prince de Hohenzollern qui fait partie de son régiment, lui demanda : —

« — Est-il réellement soldat, ou n'est-il que prince ? »

La réponse fut favorable au prince. Le Ministre répondit : —

« — Cela me fait grand plaisir. Il m'a très favorablement disposé à son égard, en apprenant par la voie hiérarchique à son colonel son élévation au trône d'Espagne. »

On dit qu'un certain général Ducrot, fait prisonnier à Sedan, pour reconnaître la plus grande liberté qu'on lui avait accordée en échange de sa parole, s'est échappé, pendant la route vers l'Allemagne ; je crois que ce fut à Pont-à-Mousson. Le Chef dit à ce sujet : —

« — Si on rattrapait de telles gens, qui ont donné leur parole.... les autres qui se sauvent n'ont pas tort.... on devrait les pendre dans leurs pantalons rouges et écrire sur une jambe : *parjure* et sur l'autre : *infâme*. En tout cas, il faudra placer ce fait sous son véritable jour dans la presse (1). »

P.-S. — Le Ministre de la guerre wurtembergeois de Suckow a été aujourd'hui assez longtemps chez le Chef et on dit que la question de l'Allemagne est en très bonne voie en Souabe ; les dispositions de la Bavière semblent moins agréables, et le ministre Bray serait, en particulier, aussi peu national que possible, en l'état des choses.

Après midi arriva chez moi un certain M. H. qui sans se gêner, s'installa avec ses deux malles, au rez-de-chaussée, chez les gendarmes. Il eut ensuite un entretien avec le Chef; il paraît qu'il est commerçant et voyage pour le Comte de Pierrefonds.

(1) Cette calomnie qui se retrouve souvent sous la plume du docteur Busch a reçu une réfutation péremptoire dans la lettre suivante : —

Monsieur le Général Ducrot, à l'Assemblée nationale.

Versailles, 16 Septembre 1871.

Cher Général,

La commission nommée par l'Assemblée Nationale, en exécution de la loi votée le 8 Août 1871, a entendu les explications que vous avez spontanément cru devoir lui donner au sujet de votre évasion après la capitulation de Sedan. Elle vous félicite, cher Général, d'avoir tenu à honneur de reprendre les armes dès qu'il vous a été possible de vous soustraire à la surveillance de l'ennemi, dont vous étiez le *prisonnier gardé*.

Croyez, cher Général, à mes sentiments d'affectueuse estime.

Le Président,

CHANGARNIER.

LUNDI, 19 *Septembre*. — De bonne heure je préparai pour le cabinet militaire un extrait en allemand d'une lettre anglaise adressée au Roi. L'auteur de cette lettre, qui prétend descendre des Plantagenets, est un ancien mécanicien nommé Weale, de Jenley, dans le comté de Pembroke. Il était évidemment atteint de monomanie, de même que Purkinson, qui l'autre jour est venu avec ses prophéties, mais sa monomanie est tout inoffensive. En une langue extrêmement pieuse et avec une terrible orthographe, il prévient les Prussiens, en se fondant sur un entretien qu'il avait entendu entre un Irlandais et un Français, des pièges et des embûches qui leur sont tendus dans les forêts de Meudon, de Marly, et de Bondy. Finalement il bénit le Roi, sa famille, et tous ses sujets.

On assure que Jules Favre sera ici aujourd'hui à midi, afin d'entrer en pourparlers avec le Chef. Il aura beau temps pour faire son voyage. Vers dix heures, le comte de Bismarck-Bohlen descend de chez le Chancelier. On nous dit que nous devons partir aussitôt pour le château de Ferrières, situé à quatre ou cinq lieues d'ici. On s'empresse d'emballer. Abeken et moi nous devons encore rester ici avec un serviteur et suivre plus tard. Nous déjeunâmes une dernière fois avec le Chef et on but un excellent vieux bordeaux blanc, dont la propriétaire, soit dit en passant, une légitimiste, avait fait cadeau au Ministre; apparemment parce que nous ne lui avions fait aucun mal, ni à elle ni aux siens. Le Chef avait deviné les opinions de la dame au lion de Lucerne, placé à la tête du lit.

VII.

BISMARCK ET JULES FAVRE À HAUTE-MAISON. — DEUX SEMAINES AU CHATEAU DE ROTHSCHILD.

Le 19 Septembre, à midi, Jules Favre n'était pas encore arrivé. Nous partîmes donc. Le Ministre laissa une lettre pour lui à la mairie et ordonna au domestique de la vicomtesse de la lui remettre à son arrivée. Le Chef et les conseillers firent à cheval cette excursion au château de l'*Oncle d'Or* parisien. Ils prirent les devants sur les voitures dont la seconde n'était occupée que par moi. Nous passâmes devant la demeure du Roi, superbe maison ressemblant à un château qui donnait sur la promenade ; puis, au sortir de la ville, nous longeâmes la rive gauche du fleuve, jusqu'au moment où nous franchîmes ce dernier sur un pont improvisé. Près du village de Mareuil, la route monte légèrement et nous atteignîmes bientôt une hauteur qui est comme le premier gradin de la chaîne de collines qui longent le canal et le fleuve. Notre voyage se poursuivit au milieu de champs bien cultivés, de jardins potagers, de vergers, et de vignes.

Entre Mareuil et Montry, à un endroit où la route s'abaisse rapidement, nous rencontrâmes une voiture couverte, attelée de deux chevaux. Il s'y trouvait trois civils et un officier prussien. Un des civils avait la barbe grise et la lèvre inférieure proéminente.

« — C'est Favre, — dis-je à l'huissier de la Chancellerie, Krüger assis derrière moi. — Où est le Ministre? »

Mais on ne pouvait découvrir le Chancelier, la route étant encombrée de voitures. Je fis hâter la marche de notre voiture et bientôt, dans un village appelé Chessy, nous croisâmes le Chef qui revenait avec Keudell. Là gisait un cheval mort, que les paysans avaient couvert de paille et essayé de brûler, ce qui répandait une odeur désagréable.

« — Favre vient de passer, Excellence, — dis-je.

— Je le sais, » — dit-il en souriant.

Et il poursuivit sa route.

Le lendemain le comte de Hatzfeld nous donna quelques détails

sur l'entrevue du Chancelier avec l'avocat et membre du gouvernement de Paris. Le conseiller Taglioni, qui se trouvait dans une voiture de la suite du Roi, avait dit au Chancelier que Favre venait de passer. Le Ministre, le comte, et Keudell nous avaient précédés d'une bonne demi-lieue. Favre était venu par un autre chemin et avait passé après le Chef et ses compagnons à l'endroit où ce chemin débouche dans celui que nous avions suivi. Le Ministre fut fâché de ne pas en avoir été informé plus tôt. Hatzfeld s'était mis à courir pour rejoindre Favre, il le ramena après l'avoir trouvé. Quelques minutes après le comte Bohlen les rencontra et annonça Favre au Chancelier qui était encore fort éloigné. Enfin on le vit arriver du côté de Montry. On voulut d'abord conduire le Français dans une maison voisine ; mais comme on fit remarquer le petit château de Haute-Maison, situé sur une hauteur, à dix minutes de là, on se décida à s'y rendre.

Dans ce château on rencontra deux dragons wurtembergeois. Un d'eux, la carabine à la main, devait faire faction. On y rencontra aussi un paysan français qui semblait avoir reçu récemment une volée de coups de bâton. On lui demanda si on pouvait trouver à boire et à manger. Tandis que nous parlions au paysan, Jules Favre nous rejoignit et il fit au brave homme, son compatriote, un long discours emphatique plein de pathos. Il lui dit qu'il ne fallait pas attaquer les Prussiens, que lui n'était pas un espion mais bien un membre du gouvernement qui avait pris en main le salut de la patrie, qu'il le sommait au nom du droit international et de l'honneur du pays de faire respecter comme sacré le lieu où lui, Favre, se trouvait, que l'honneur du gouvernement, celui du pays, et le sien l'exigeaient, et mille autres choses tout aussi belles. Le pauvre bonhomme, sous ce déluge de phrases, paraissait hébété ; on eût dit que l'orateur avait parlé grec. La figure du paysan était si pitoyable que Keudell ne put s'empêcher d'éclater de rire, et dit :

« — Si celui-ci doit nous protéger contre une surprise, je préfère encore le soldat. » —

Plus tard j'appris que les compagnons de Favre étaient de Rink et de Hell, anciens secrétaires de légation sous Benedetti, et le prince de Biron. On lui avait préparé un logement au château de Ferrières, où il voulait continuer ses conférences avec le Chancelier.

Keudell nous raconta que le Comte, sortant de la pièce où il

avait conféré avec Favre, a demandé au dragon qui montait la garde de quel pays il était.

— « De Schwabisch-Hall.

— Eh bien! vous aurez de quoi être fier d'avoir fait faction pour la première conférence de paix de cette guerre. »

Nous avions attendu le retour du Chancelier à Chessy. Ayant reçu l'ordre de continuer notre route, nous arrivâmes au bout de deux heures à Ferrières. En route, nous rencontrâmes la limite de la zone qu'avaient volontairement dévastée les Français autour de Paris. La dévastation cependant n'était pas très grande ici, la population des villages que nous traversions avait été mise en fuite par les gardes mobiles. Sur la plupart des portes on lisait écrit à la craie : ESCOUADE *** — 1 *officier et* 5 *hommes;* — 3 *hommes et* 4 *chevaux;* — et autres inscriptions semblables. Dans ces villages on voyait souvent des maisons de construction parisienne, des villas, des parcs, ce qui indiquait l'approche de la capitale. Dans un de ces villages nous vîmes des centaines de bouteilles vides jetées dans les fossés et dans les champs. Un régiment avait découvert une bonne source en cet endroit et s'y était arrêté. Pas de sentinelles sur les routes, aucune des précautions dont on avait usé à Château-Thierry et à Meaux n'avait été observée. Le Chef pouvait courir un grand danger s'il n'arrivait que le soir et accompagné seulement d'une faible escorte.

Enfin, à la tombée de la nuit, nous arrivâmes au village de Ferrières et bientôt après à la propriété de Rothschild, où s'établit pour longtemps le Roi avec la première division de Grand-Quartier-Général. Le Ministre devait occuper au premier étage trois chambres de l'aile droite. Il avait vue sur les prairies, le lac, et le parc du château. Le bureau fut installé dans une grande pièce du rez-de-chaussée. La salle à manger était dans une pièce voisine. Le baron de Rothschild était à Paris; il n'avait laissé qu'un intendant s'entendant fort bien à jouer à l'important, ainsi que trois ou quatre domestiques du sexe féminin.

La nuit était venue lorsque le Chef se mit à table avec nous. Pendant notre repas Favre demanda quand il pourrait se présenter pour poursuivre les négociations. Cette conversation entre quatre yeux eut lieu dans le bureau, de neuf heures et demie jusqu'à onze heures. Au départ, Favre a l'air abattu et presque désespéré, ainsi parle mon journal. Ceci est peut-être un reste de la mimi-

que dont il a sans doute usé pendant l'entretien afin de toucher le Chef. La conférence semblait n'avoir abouti à aucun résultat. Ces messieurs de Paris avaient besoin de devenir plus souples. Leur envoyé et représentant est un homme d'assez bonne taille, à barbe grise, à la physionomie juive, à la lèvre inférieure épaisse et tombante.

Au dîner on parla du départ du Roi pour Claye, où il s'était rendu afin de s'opposer à une attaque de notre part. Le Chef fit la remarque suivante : —

« — Beaucoup de nos généraux pour vaincre ont abusé de la bravoure des soldats. Mais ils ont peut-être raison, ces scélérats au cœur de pierre de l'état-major, en disant que la perte des cinq cent mille hommes que nous avons actuellement en France ne serait en définitive que la perte de notre enjeu... Pourvu que nous gagnions ! Mais c'est une stratégie facile que celle qui consiste à saisir le bœuf par les cornes. J'approuve les arrangements pris le 16, près de Metz, car il fallait retenir l'ennemi coûte que coûte; mais sacrifier la garde le 18, ce n'était pas nécessaire. A Saint-Privat on aurait dû attendre que les Saxons eussent achevé de cerner l'ennemi. »

Au dîner nous eûmes un témoignage de la bonne hospitalité et des sentiments de convenance de M. le baron, dont la propriété, honorée de la présence du Roi, était par cela même rigoureusement respectée. M. de Rothschild, cent fois millionnaire, naguère Consul-Général de Prusse à Paris, nous fait brutalement refuser par son régisseur ou intendant le vin dont nous avons besoin, et je fais observer à ce sujet qu'on se proposait de payer le vin comme tout le reste. Amené devant le Chef, l'intendant persista dans son refus et déclara n'avoir pas de vin ici. Puis il avoua avoir en cave quelques centaines de bouteilles de petit bordeaux. La vérité est qu'il en avait dix-sept mille. Mais il déclara ne rien vouloir nous en céder. Le Ministre dit que c'était là une façon impolie et mesquine de reconnaître l'honneur que faisait le Roi au baron. Puis l'intendant faisant mine de vouloir conserver son air impertinent, le Chancelier lui demanda alors sèchement s'il savait ce que c'était qu'une botte de paille. Le majordome sembla s'en douter, car il pâlit, mais du reste ne répondit pas. Le Ministre ajouta qu'une botte de paille est un objet sur lequel on place les intendants entêtés et insolents de telle manière qu'ils montrent le dos, et qu'il pourrait peut-être s'imaginer le reste. Le lendemain nous eûmes tout ce que nous de-

mandions. Le baron reçut non seulement le prix de son vin, mais encore une indemnité pour le dérangement; en sorte qu'il a même gagné une certaine somme d'argent.

Qu'il en soit resté ainsi après notre départ, cela me parut douteux pendant quelque temps, plus douteux que de savoir si ces procédés eussent dû continuer. Je m'explique : que l'on ait respecté la propriété du millionnaire durant la présence du Roi, je le conçois, mais après le départ du souverain il était juste d'en agir autrement. De fait on raconta plus tard à Versailles que le lendemain même de notre départ six détachements de réquisitionnaires étaient venus à Ferrières et avaient enlevé tout ce qu'ils avaient pu trouver à boire et à manger et que même les chevreuils du parc, près de l'étang, avaient fait les délices de nos soldats. Mais à mon grand regret j'appris plus tard d'une source certaine qu'il n'en avait rien été; toutes ces histoires étaient de pieux souhaits changés en mythes. La situation exceptionnelle du château avait été maintenue jusqu'à la fin de la guerre. On fut d'autant plus froissé d'apprendre que Rothschild avait raconté, à ce qu'on dit, dans le monde parisien que l'on avait menacé de bâtonner son intendant parce que les faisans qu'il avait offerts n'étaient pas truffés.

Le lendemain, le Ministre entra dans la Chambre de Chasse du château. Elle est ornée de riches porcelaines et les meubles en sont de chêne sculpté; nous en avions fait un bureau. Le Chef feuilleta un registre de chasse et me montra une page du 3 Novembre 1856; elle disait que ce jour Bismarck avait chassé dans le parc avec Galiffet et qu'il avait tué avec ses compagnons 142 pièces de gibier : 14 lièvres, 1 lapin, 127 faisans. Actuellement il chasse avec Moltke un plus noble gibier, le loup de Grand-Pré, auquel il ne pensait pas en 56 et ses compagnons de chasse encore moins, certes.

A onze heures le Chancelier eut avec Favre un troisième entretien. Puis une délibération eut lieu chez le Roi. Moltke et Roon y assistèrent. Ceci me procura quelques heures de loisir. J'écrivis quelques lettres pour Reims, Haguenau, et Berlin, puis je visitai le château autant qu'il nous fut accessible. J'allai aussi faire une promenade dans les alentours composés d'un parc au Sud, d'un jardin au Nord, d'écuries et de manèges à l'Ouest, à quatre cents pas du château, de potagers, de vergers, de serres, d'un chalet suisse, servant de demeure aux domestiques et de buanderie.

Touchant le château je serai bref; il forme un carré et est à deux

étages. Aux quatre coins une tour de trois étages. Le style est un mélange de différentes écoles de la Renaissance. Il en résulte un manque d'unité et les bâtiments ne paraissent pas être aussi vastes qu'ils le sont en réalité. La façade du Sud, avec son grand escalier orné de vases splendides, est du meilleur effet. L'escalier conduit à une terrasse où se trouvent des orangers et des grenadiers plantés dans des baquets. L'entrée principale est au Nord. Elle conduit d'abord à un vestibule garni de bustes d'empereurs romains; ils sont fort beaux, mais on se demande ce qu'ils viennent faire dans la demeure du Crésus moderne du judaïsme. On parvient ensuite dans la salle principale par un escalier à plafond un peu bas, et dont les murs sont en marbre. Cette salle est entourée d'une galerie supportée par des colonnes ioniennes dorées. Des tapisseries des Gobelins recouvrent les murs; au nombre des tableaux qui y sont suspendus on voit un chevalier de Velasquez. Au milieu de toutes ces choses splendides l'œil en rencontre parfois de belles; mais à tout prendre le propriétaire semble s'être plutôt inquiété de la rareté et de la cherté que de la beauté des objets.

Mais si, pour cette raison même, le château vous laisse passablement froid, en revanche le parc et le jardin sont dignes de tous éloges. Ce jugement s'applique aussi bien aux plates-bandes situées devant la façade septentrionale et parsemées de statues et de jets d'eau, qu'au parc qui plus loin se transforme en forêt et n'est plus coupé alors que de chemins pour les promenades à cheval ou en voiture. L'entrée du parc présente de beaux arbres exotiques groupés avec infiniment de goût et entremêlés d'arbres indigènes; le bois, les prairies, les nappes d'eau alternent agréablement entre eux; parfois, l'œil aperçoit avec surprise une éclaircie au milieu des taillis. Du château, des pelouses entrecoupées d'allées sablées conduisent au lac où, l'on voit des cygnes blancs et noirs, des canards turcs, et d'autres volatiles aux mille couleurs. Au delà du lac s'élève une colline artificielle dont on atteint le sommet par des sentiers serpentant au milieu de buissons touffus et de sapins. A gauche, se trouve un enclos renfermant des cerfs et des chevreuils, et plus loin, coule en murmurant une petite rivière au milieu de grands arbres. Sur les pelouses, devant le perron, paissent des brebis, des poules; des faisans viennent parfois s'y joindre; des troupes de ces derniers se font voir à quelque distance; on dit que le parc en renferme quatre ou cinq mille. En face de toutes ces bonnes

choses, nos soldats se comportent comme si elles n'étaient point mangeables, et cependant, tel n'est pas à coup sûr leur avis, souvent aussi ils jouissent d'une faim vigoureuse.

« — Tantales en uniforme! — dit l'un de nous, esprit mythologique, en voyant passer si près d'une sentinelle placée à quelque distance de là qu'elle eût pu les embrocher avec sa baïonnette, trois de ces oiseaux appétissants qu'on peut manger, même sans choucroute, à la Rothschild, c'est-à-dire cuits au vin de Champagne.

« — Les gardes mobiles auraient-ils comme nous résisté à la tentation ? » — se demanda un de nos compagnons.

Attirés par le goût artistique d'Abeken, nous aperçûmes sur un monticule près du lac, une statue, dont le propriétaire de ce château avait cru devoir orner cette partie de sa propriété et qui représente une femme, une pique à la main, portant une couronne; sa taille est une fois et demie celle des femmes en général. Le piédestal porte en grandes lettres l'inscription : AVSTRIA, sans doute pour éviter à l'ex-Consul-Général prussien le soupçon d'avoir élevé là une statue de la Prusse. J'eus l'idée que ce devait être un monument élevé par la reconnaissance, car le Consul a dû sans doute beaucoup gagner aux embarras financiers de l'Autriche. Un visiteur patriote qui n'avait pas remarqué cette inscription avait écrit au crayon sur la chemise de la statue : *Salut à toi ! Germanie, tes enfants sont unis!* et au-dessous un farceur de la *Kladderadatsch* avait remarqué : *Il n'en était pourtant pas ainsi dans le temps !* et ces mots étaient signés : UN ENFANT DE BERLIN. Un autre patriote enthousiaste avait écrit sur le bouclier de la statue, en se méprenant également : *Tes enfants sont unis à jamais, grande Déesse, Germania !*

Au chalet régnait un désordre épouvantable. Les portes étaient enfoncées, par terre étaient épars du linge, des robes de femmes, des papiers, des livres, parmi ceux-ci les *Liaisons dangereuses*....., excellente lecture de blanchisseuses et de cuisinières!

A notre retour de ce voyage d'exploration, nous apprîmes que notre intendant si insolent au début ne nous considérait plus, toutes réflexions faites, comme des hôtes tout à fait désagréables. Il avait une peur extrême des *francs-voleurs*, comme les propriétaires de la campagne avaient l'habitude d'appeler les francs-tireurs; il en résulte que notre présence, malgré son côté désagréable, en avait également un bon pour lui. Il avait raconté que ces messieurs

avec les chasseurs d'Afrique et les mobiles avaient tout dévasté et pillé dans le voisinage; qu'ils avaient tout brisé dans les maisons de campagne de Claye, et qu'ils avaient forcé, le sabre au poing, les paysans à abandonner leurs habitations et à se sauver dans les bois. Si nous n'étions pas ici, ces messieurs auraient également fait une visite à ce château. Ces réflexions lui firent se rappeler que la cave du baron renfermait aussi du champagne et qu'il pourrait, sans commettre un péché mortel, nous en céder une certaine quantité de bouteilles, à bon compte.

Par suite de ce changement d'idées nous commençâmes à nous sentir mieux à l'aise.

On apprit à déjeuner qu'il était arrivé à l'état-major-général une nouvelle annonçant que Bazaine, enfermé étroitement dans Metz, avait fait demander par une lettre au Prince Frédéric-Charles, si le fait de la bataille de Sedan et de la proclamation de la république, qu'il avait appris par des prisonniers échangés, était exact. Le Prince lui aurait répondu, également par lettre et en lui envoyant des journaux de Paris.

Le soir, je fus appelé auprès du Chef, qu'une indisposition empêcha de paraître à table. Un petit escalier tournant de pierre qui portait le titre vénérable d'*Escalier particulier de M. le Baron*, me conduisit à une chambre fort élégante, où le Chancelier en robe de chambre, était assis sur un canapé. Il me dit de télégraphier que la veille les Français avaient fait, avec trois divisions, une sortie du côté du Sud, mais que nous les avions repoussés et mis en pleine déroute : qu'ils y avaient perdu sept canons et plus de deux mille prisonniers. Nous avions cru entendre des coups de canon, mais nous n'en étions point sûrs.

MERCREDI, 21 *Septembre*. — Le Chef est remis de son indisposition. Nous eûmes beaucoup de besogne; mais je ne peux dire ce que nous fîmes, car beaucoup des choses que nous avons vues, accomplies, ou éprouvées, ne peuvent être livrées à la publicité. Je le dis une fois pour toutes, afin qu'on ne me soupçonne point d'avoir fait la campagne, plutôt en amateur qu'en véritable soldat de la plume.

Mais, le passage suivant de mon journal peut être publié :—

« L'émigration impériale à Londres a créé un organe pour défendre ses intérêts : *La Situation*. Nos journaux de l'Est de la France fe-

ront connaître le contenu de cette feuille à leur public, en leur indiquant la source à laquelle il l'auront puisé, en sorte que notre opinion ne s'identifie pas avec la sienne; c'est-à-dire, que nous n'avons pas par là l'intention de préparer une restauration impériale. Il s'agit simplement d'entretenir l'incertitude et la discorde parmi les partis en France, qui nous sont tous hostiles, ce à quoi servira aussi la conservation des emblèmes impériaux. Au reste, Napoléon nous est indifférent, et nous n'avons nul souci de la république, mais jusqu'à nouvel ordre, le chaos en France nous est utile. L'avenir des Français ne nous regarde pas, qu'ils s'arrangent de manière à ce qu'il se dessine favorablement pour eux. Leur avenir n'a de signification pour nous qu'autant que notre intérêt est en jeu, et c'est en général là l'étoile dirigeante en politique. »

Quand le Chef est parti, je fais de nouveau un tour dans le parc, où les faisans ne semblent pas avoir encore la moindre idée de l'existence de chasseurs et de fusils de chasse hostiles. Le comte de Waldersee assiste au dîner; il vient de Lagny où se trouve une partie du Grand-Quartier-Général. Il raconte que le cercle de troupes, qui, depuis quelques jours, se trace autour de Paris, est actuellement fermé, et que le Prince Royal est à Versailles. Des officiers qui avaient été prisonniers dans la Babylone, ont raconté que la garde mobile n'aimait guère les troupes régulières et leur reproche de s'être montrées lâches dans le dernier combat, et ajoutent qu'ils avaient même déjà tiré les uns sur les autres; que dans trois carrières on avait découvert des paysans en fuite; qu'on avait rencontré dans une forêt des gardes mobiles ou des francs-tireurs, qu'on les avait délogés à coups de mitraille, et qu'on les avait tous mis à mort, à l'exception d'un seul qui devait raconter l'événement à titre d'avertissement, et cela parce qu'ils avaient tué des officiers. Mais c'est probablement encore là une des productions de cette tendance à inventer, si répandue en ces temps agités, comme nous l'avons vu déjà souvent. Enfin, ils ajoutent que des habitants de Sèvres ont demandé une garnison prussienne pour se défendre contre les pillages et les mauvais traitements des *francs-voleurs* et des *moblots*.

Au thé on apprend encore quelques détails sur la dernière entrevue du Chancelier et de Jules Favre. Le Chancelier lui aurait dit qu'on ne pouvait encore lui communiquer avec précision les conditions de la paix, qui ne devaient être fixées définitivement que dans

une assemblée des Alliés, mais qu'en tous cas, une cession de territoire serait inévitable, en présence du besoin que nous avons d'une frontière mieux assurée contre les attaques françaises. Il se serait moins agi de la paix et de ses conditions que des offres contre lesquelles il nous serait possible d'accorder un armistice. Favre se serait montré excessivement exalté quand il s'est agi de cession de territoire; il aurait poussé des soupirs, levé les yeux au ciel, et versé des larmes patriotiques. Le Chef ne s'attend pas à le voir revenir. C'est ce qui a également été répondu au Prince Royal qui ce matin (22) s'en est informé par télégraphe.

Jeudi, 22 *Septembre, soir.* — Les Français ne se lassent pas de nous dénoncer au monde comme des forcenés barbares et cruels, et la presse anglaise, particulièrement le *Standard*, qui nous est hostile par principe, leur prête volontairement son concours. Cette feuille déverse les plus grandes calomnies au sujet de nos procédés à l'égard des populations françaises et des prisonniers; et ce sont toujours des gens qui étaient présents, ou qui sont bien informés, qui puisent leurs renseignements aux meilleures sources, qui fournissent ces mensonges, ces exagérations des faits. C'est ainsi que ces jours-ci, le duc de Fitzjames a fait de nos actes de cruauté à Bazeilles, un tableau horrible, qu'il dit avoir tracé d'après nature.

Un certain M. L., qui passe pour l'officier français fait prisonnier et maltraité à Sedan, se lamente sur le même ton; on pourrait ne pas faire attention à ce dernier, mais un duc en impose, même à ceux qui nous veulent du bien de l'autre côté de la Manche, et il reste toujours quelque chose d'une calomnie effrontée. C'est pourquoi, nous envoyons aujourd'hui une réfutation de ces calomnies aux journaux de Londres qui nous veulent du bien.

Elle est conçue dans les termes suivants: —

Comme dans toutes les guerres, une grande quantité de villages ont été brûlés le plus souvent par le feu de l'artillerie tant française qu'allemande. Des femmes et des enfants, qui s'étaient réfugiés dans les caves et ne s'étaient pas sauvés à temps, ont péri dans les flammes. Il en a été ainsi de Bazeilles, qui a été pris et plusieurs fois repris, à coups de fusil. Le duc de Fitzjames n'est témoin que des ruines du village qu'il a visité après la bataille et mille autres les ont vues avec autant de regret que lui. Tout le reste de son récit est basé sur des racontages de gens malheureux et désespérés. Dans un pays où le gouvernement lui-même montre une telle perfection dans l'art de

mentir, il est difficile d'admettre que le paysan irrité, devant sa maison en ruines, parle de l'ennemi avec un respect excessif de la vérité. Une enquête officielle a démontré que les habitants de Bazeilles ont tiré de leurs fenêtres sur des soldats allemands blessés ou non et qu'ils ont massacré des chambrées entières de prisonniers, et cela non pas en uniforme, mais bien en blouse et en bras de chemise. On a de même constaté que des femmes armées de couteaux et de fusils, se sont rendues coupables des plus grandes cruautés envers des soldats mortellement blessés; et que d'autres femmes, qui certes n'étaient pas en uniforme de gardes nationaux, ont pris part au combat, avec les hommes, soit en chargeant les fusils, soit en tirant même, et qu'elles ont été blessées ou tuées, tout comme d'autres combattants. Ces détails n'ont naturellement pas été donnés au duc de Fitzjames par ceux qui l'ont renseigné sous leur garantie; ils excuseraient complètement l'incendie des villages, même s'il avait été accompli avec intention et afin d'en déloger l'ennemi. Mais on ne peut même pas démontrer cette intention; qu'on ait repoussé des femmes et des enfants dans les flammes, c'est là un de ces infâmes mensonges par lesquels les Français terrorisent les populations et les excitent à la haine contre nous. Ils réussissent par là à faire fuir les gens à notre approche. En général, ils reviennent au bout de peu de jours, en s'étonnant d'être mieux traités par nous que par les troupes françaises. Quand la peur ne suffit pas à faire prendre la fuite aux habitants, le gouvernement envoie des hordes de gens armés, en blouse, quelquefois renforcées de troupes africaines pour chasser les paysans de leurs demeures à coups de sabre et pour dévaster les maisons afin de punir les habitants de leur manque de patriotisme.

Pour ce qui est d'une lettre d'*un officier prisonnier* (Bouillon, 9 Septembre), elle renferme également plus de mensonges que de vérités. Relativement au traitement des prisonniers, l'Allemagne peut prendre à témoins cent cinquante mille autres prisonniers de plus grande valeur que cet officier anonyme, dont tout l'écrit ne respire que la vengeance qui animera pendant longtemps encore les éléments vains et arrogants du peuple français. De cet esprit de vengeance ressort la certitude de la nouvelle attaque à laquelle l'Allemagne se trouvera exposée, et cette certitude nous force à ne poursuivre aucun autre but, lors de la conclusion de la paix, que celui de fortifier notre frontière. Il est vrai, comme le dit le soi-disant officier, que les vivres ont fait défaut après la reddition de Sedan, mais non pas seulement aux prisonniers, mais aussi aux vainqueurs qui ont partagé avec les premiers tout ce qu'ils avaient; mais tant qu'ils n'eurent rien eux-mêmes ils ne purent rien donner. Si M. L. se plaint d'avoir été forcé de bivouaquer sous la pluie d'abord, cela prouve mieux que tout qu'il n'est pas officier et qu'il n'a pas pris part à la campagne jusqu'alors. C'est quelque écrivain à gages qui n'a jamais quitté la chambre, et cette plainte fait supposer que tout le récit de cet individu n'est qu'une invention, car s'il était officier en service, il saurait certainement que la plupart de ses camarades ont été obligés de passer dans les mêmes conditions, pour le moins trente nuits des quarante qui s'étaient écoulées depuis le commence-

ment de la guerre. Cela est vrai, du moins des Allemands. S'il pleuvait, ils ont été obligés de bivouaquer sous la pluie, et dans la boue, quand l'emplacement du camp était boueux. Quelqu'un qui n'a pas pris part à la campagne, peut seul ignorer ces faits et s'en étonner. Si M. L. se vante d'avoir conservé sa bourse de cuir, c'est la preuve la plus certaine qu'il n'a pas été dévalisé. Car tout soldat depuis des siècles, porte de la sorte son argent, et les Prussiens, s'ils avaient voulu s'en emparer auraient certainement su où la trouver. Le peu d'Allemands faits prisonniers par les Français peuvent dire avec quelle rapidité les mains de ces derniers déboutonnaient l'uniforme de leurs adversaires et que, quand le petit sac de cuir était trop bien fixé, ils n'avaient nul scrupule d'entamer à coups de couteaux ou de sabres la peau des patients. Nous traitons de mensonges faits effrontément et sciemment, les assertions relatives aux mauvais traitements infligés aux prisonniers de Sedan. Une grande partie des Français, peut-être un quart d'entre eux, étaient dans une ivresse toute bestiale, car au dernier moment, avant la capitulation, ils avaient pillé toutes les provisions de vin et d'eau-de-vie de la ville. Il est clair qu'il est plus difficile de manier des gens quand ils sont ivres, mais jamais, ni à Sedan, ni ailleurs, grâce à la discipline prussienne, les mauvais traitements dont parle l'article ne se sont produits.Il est notoire que cette discipline a fait l'admiration des officiers français eux-mêmes. Malheureusement, nous ne pouvons pas accorder ce témoignage aux troupes ennemies, comme nous leurs reconnaissons un égal courage. Il a été souvent impossible aux officiers français d'empêcher leurs subordonnés d'assassiner ceux qui étaient à terre, mortellement blessés. Et, il faut ajouter que cela n'arriva pas seulement aux troupes d'Afrique, mais aussi aux autres, alors même que des officiers supérieurs cherchaient à défendre, au péril de leur propre vie, les blessés contre les menaces de leurs hommes. Les prisonniers allemands amenés à Metz ont été comme on sait conduits à travers les rues, au milieu d'une populace qui leur crachait au visage, leur jetait des pierres, et les battait ; et lors de la mise en liberté de ceux-ci, des soldats d'Afrique ont formé une haie, à travers laquelle ils les ont forcés de passer à coups de bâton et de fouet, comme autrefois on faisait passer à travers les baguettes. Nous sommes à même de prouver ces faits par des documents officiels, qui sont d'une autre valeur que les lettres anonymes de M. L.

Une fois pour toutes je fais la remarque suivante : 1° En Angleterre on considère la démolition des forteresses françaises de l'Est comme suffisant à notre sécurité, mais l'obligation de démolir des forteresses en pays étranger constitue une servitude toujours plus humiliante que la cession elle-même. 2° On y conclut, ou du moins on essaye d'y conclure que la longue résistance de Strasbourg prouve l'attachement des habitants à la France. Mais, la ville de Strasbourg est défendue par des troupes françaises et non pas par

la bourgeoisie alsacienne. Cette défense opiniâtre n'est donc pas une preuve de fidélité.

Au moment de dîner, un envoyé de la cour vient dire que le Prince Royal viendra dîner et passer la nuit et qu'il désire qu'on mette à la disposition des cinq personnes de sa suite le bureau et le grand salon, voisin de l'appartement du Chancelier.

Le Chef, répond : —

« — Non, nous ne pouvons donner le bureau à cause des affaires.

Et il propose la chambre qui lui sert de cabinet de toilette ; il offre même de partager sa chambre à coucher avec Blumenthal et Eulenbourg, mais il dit qu'il a besoin du salon pour recevoir les négociateurs français et les princes. Le fourrier se retira en allongeant la mine. Il avait naturellement compté sur une réponse empressée.

Le comte Lehndorff assista au dîner et la conversation fut animée. Comme on en vint à parler des drapeaux noir-rouge-jaune, dont on avait orné la statue du vieux Frédéric devant les Tilleuls, le Ministre désapprouva la conduite de Wurmb, qui avait laissé remettre sur le tapis la question des couleurs du drapeau allemand.

« — Pour moi, — dit-il, — la question est vidée, maintenant que le drapeau de l'Allemagne du Nord est adopté ; au reste, les histoires de couleurs me sont indifférentes. On aurait pu adopter, que cela m'eût été égal, le drapeau jaune et vert, ou même celui de Mecklenbourg-Strélitz ; seulement le soldat prussien ne veut pas entendre parler du drapeau rouge-noir-jaune ; et les gens raisonnables ne peuvent lui en vouloir s'ils songent aux journées de Mars de Berlin et aux emblèmes des ennemis, lors de la campagne du Mein, en 1866. »

Puis le Chef dit que la paix était encore loin de nous et ajouta : —

« — S'ils vont à Orléans, nous les suivrons, et s'ils vont plus loin, nous les suivrons jusqu'à la mer. »

Puis il lut à haute voix les télégrammes arrivés, au nombre desquels se trouvait la liste des troupes de la garnison de Paris. En tout, paraît-il, il y a cent quatre-vingt mille hommes, mais il faut compter à peine soixante mille véritables soldats. Il ne faut pas tenir compte des gardes mobiles, et des gardes nationaux avec leurs fusils à tabatière. Puis la conversation roula sur différentes questions de cuisine et on nous dit, entre autres, qu'Alexandre de Humboldt, l'idéal de notre démocratie, avait été un mangeur extraor-

dinaire, qui entassait sur son assiette des montagnes de salade de homard, et d'autres mets fins d'une digestion difficile, et les engouffrait ensuite dans son estomac. Vers la fin on nous servit un rôti de lièvre et le Chef dit à ce sujet : —

« — Un lièvre français, tel que celui-ci, n'est cependant rien en comparaison d'un lièvre de Poméranie ; il ne sent pas la venaison, comme nos lièvres qui puisent leur bouquet dans la bruyère de thym. »

Après dix heures et demie il fit demander s'il se trouvait encore quelqu'un au thé, on lui répondit que le docteur Busch y était encore. Il descendit et but quelques tasses de thé avec un peu de cognac qu'il considère avec raison comme sain quand il est bon. Par extraordinaire il mangea un peu de viande froide. Puis il partit en emportant une bouteille de thé froid qu'il paraît aimer comme boisson de nuit, car j'en ai vu à différentes reprises sur sa table de nuit le matin, durant cette campagne. Il resta jusqu'après minuit, et, pour la première fois, nous nous trouvâmes seuls. Après un moment il me demanda d'où j'étais; je lui répondis : de Dresde ; puis, quelle était ma ville de prédilection, que c'était sans doute ma ville natale ; je le contredis avec une certaine assurance et dis qu'après Berlin, Leipzick est la ville où je me plais le mieux. Il me répondit en souriant : —

« — Vraiment, je ne l'aurais point cru, Dresde est pourtant une belle ville. »

Je lui indiquai la raison principale pour laquelle je ne m'y plaisais pas. Le Chancelier ne répondit rien.

Je demandai s'il fallait envoyer des dépêches au sujet du feu d'artillerie et de la fusillade qu'on prétendait avoir entendus dans les rues de Paris.

« — Oui ! faites-le !

— Mais non point sans doute, au sujet de l'entretien avec Favre ?

— Si, — répondit-il. — A Haute-Maison, près de... comment cela s'appelle-t-il ?... Montry, premier entretien ; le deuxième à Ferrières, le même soir ; le lendemain après-midi, troisième entretien : mais ils restèrent tous sans résultats, tant au sujet de la paix qu'au sujet de l'armistice. On a également entamé des négociations avec nous, de la part d'autres partis français. »

Il fit à ce sujet quelques allusions qui permettaient de conclure qu'il avait voulu parler de l'Impératrice Eugénie.

Le Chef loua fort le vin rouge placé sur la table, qui provenait de la cave du château et dont il but ensuite un verre. Il exprima de nouveau son mécontentement au sujet de la conduite peu convenable de Rothschild et dit que le vieux baron avait plus de savoir-vivre. Je parlai ensuite de la multitude des faisans du parc et demandai si on n'organiserait pas une chasse.

« — Hum ! — dit-il, — il est vrai qu'il est défendu de tirer dans le parc, mais que pourrait-on faire si je sors en tirer quelques-uns ? Si on m'arrêtait, on n'aurait personne pour conclure la paix. »

Il parla plus tard de la chasse en général, ensuite d'adresse au tir et dit qu'il avait eu, étant jeune homme, un si bon coup de pistolet qu'il touchait des feuilles de papier à cent pas et qu'il décapitait les canards de l'étang.

« — Lorsque, — dit-il, — je chasse avec le Roi à Leitlingen, c'est sur la terre de notre famille que je suis ; Burgstall nous a été pris il y a trois cents ans, uniquement pour ses chasses. Il y avait à ce moment deux fois plus de forêt qu'aujourd'hui, autrement ce domaine ne valait pas grand'chose alors. Aujourd'hui il vaut des millions.... L'indemnité allouée fut insignifiante.... elle n'atteignit pas le quart de la valeur de la propriété.... »

Revenant sur un sujet familier il dit : —

« — Si on me donne beaucoup de besogne, il faut qu'on me nourrisse bien. Je ne puis conclure une paix convenable, si l'on ne me donne à manger et à boire convenablement ; cela fait partie de mon métier. »

La conversation tourna, je ne sais comment, sur les langues anciennes.

« — Quand j'étais élève de philosophie, — dit-il, — j'écrivais et je parlais fort bien latin ; aujourd'hui cela me serait difficile et j'ai totalement oublié le grec. Je ne comprends pas, du reste, comment ce genre d'étude est poursuivi avec tant de passion : c'est sans doute parce que les savants ne veulent pas rabaisser ce qu'ils ont acquis avec tant de peine. »

Je me permis de lui rappeler la *disciplina mentis* et remarquai les vingt ou trente significations de la particule *αν*. Le Chef répondit : —

« — Oui, mais le russe, si vous parlez de la *disciplina mentis*, vous offre de plus beaux exercices. A la place du grec on pour-

rait facilement introduire le russe ; cela aurait du moins une utilité immédiate et pratique. Il offre une foule de nuances qui doivent suppléer à l'imperfection des conjugaisons, et les vingt-huit déclinaisons qu'il possédait autrefois étaient bien quelque chose aussi pour la mémoire ; aujourd'hui il est vrai qu'il n'en existe plus que trois, mais par contre il y a beaucoup plus d'exceptions. Et combien les racines ne subissent-elles pas de modifications ? beaucoup de mots ne conservent souvent qu'une lettre de la racine. »

Nous parlâmes ensuite des discusions sur la question du Schleswig-Holstein, à la Diète, de 1850-1860. Le comte de Bismarck-Bohlen, qui était arrivé dans l'intervalle, dit que cela devait avoir été endormant.

« — Oui ! — dit le Chef, — à Francfort, ils dormaient pendant la discussion, les yeux ouverts. C'était d'ailleurs une assemblée endormie et fade qui n'eut de ragoût que le jour où j'y vins, en guise de poivre. »

Je l'interrogeai ensuite au sujet de la célèbre histoire des cigares.

« — Quelle histoire ?.... — dit le Chancelier.

— Cette histoire qui raconte que Votre Excellence a pris du feu au cigare de l'ambassadeur d'Autriche, Rechberg, qui fumait seul à la Diète de Francfort.

— La chose est bien simple ; j'étais allé le trouver, il travaillait et me pria d'attendre un instant ; il fumait, et voyant qu'il ne m'offrait pas de cigare, j'en pris un dans ma poche et lui demandai du feu ; il m'en donna de l'air le plus étonné. Il y a encore une autre histoire du même genre. Du temps où Rochow représentait la Prusse dans la Commission Militaire, l'Autriche seule avait l'habitude de fumer ; Rochow, en fumeur passionné, aurait fait volontiers comme elle, s'il eut osé. Quand j'arrivai à l'Assemblée, j'avais aussi envie de fumer. N'y voyant pas d'obstacle, je me fis donner du feu par la puissance qui présidait, ce qui parut la surprendre et la mécontenter, elle et les autres assistants. Ce fut pourtant un événement. Dans cette séance, la Prusse et l'Autriche fumèrent seules. Les autres représentants trouvèrent la chose si grave qu'ils en référèrent à leurs gouvernements. Comme cela parut exiger de mûres réflexions, les grandes puissances continuèrent à fumer seules pendant six mois. Puis, Schrenkh, ambassadeur de Bavière, se décida aussi à sauvegarder, en fumant, la dignité de sa position. Le Saxon Nostitz avait probablement aussi grande envie d'en faire

autant, mais il n'avait sans doute pas encore reçu la permission de son ministre. Mais voyant la fois suivante le Hanovrien Bothmer se permettre un cigare, il dut en bon serviteur de l'Autriche, ses trois fils étaient dans l'armée impériale, s'entendre avec Rechberg ; dès lors, il ne manqua pas de tirer son étui et de fumer. Restaient les représentants du Wurtemberg et de Darmstadt qui n'étaient pas du tout fumeurs ; mais la dignité de leurs Etats réclamait impérieusement ce sacrifice ; en effet, à la séance suivante, le Wurtembergeois tira un cigare... je le vois encore.... c'était quelque chose de mince, de long, de jaune qu'il brûla jusqu'à moitié, comme un encens offert à la patrie. »

VENDREDI, 23 *Septembre*. — Très beau temps, chaleur après onze heures du matin. Avant le lever du Chef, excursion dans le parc. Dans un enclos on voit des bandes de chevreuils ; plus loin, une volière, où se trouvent des oiseaux de Chine et du Japon, des pigeons rares, des faisans dorés, et des alouettes privées. En revenant, je rencontrai dans le corridor, Keudell, qui me cria : —

« — Guerre ! guerre ! On a reçu une lettre de Favre qui ne veut pas se soumettre à nos exigences. Il faut en faire part à la presse avec les commentaires nécessaires, et dire que le prisonnier de Wilhelmshohe pourrait bien nous être encore utile. »

Après le déjeuner, je reçois plusieurs lettres anglaises expédiées de Paris. Je puis m'en servir pour la presse, mais elles ont peu d'intérêt, ce ne sont que des lamentations sur les boulevards dévastés, sur le peuple attaquant les généraux de l'empire, par exemple M. Vaillant ; nous y trouvons une circulaire de M. Jules Favre et autres choses semblables.

A table, où sont invités Taufkirchen, qui doit être nommé fonctionnaire à Reims, et Stephan, directeur général des postes, on raconte que dans les environs de Paris, châteaux et villas sont déserts et dévastés. A Montmorency, où se trouve une collection de médailles antiques, on a volé les pièces d'or et d'argent pour ne laisser que le cuivre ; tout le reste a été saccagé. Le Chef dit à ce sujet : —

« — Ce n'est pas étonnant, lorsqu'on voit le gouvernement français faire chasser à coups de sabre par les mobiles et les chasseurs d'Afrique les habitants qui reviennent après un seul jour d'absence ; on les punit par la dévastation de leurs maisons, de leur peu de

patriotisme et de leur attachement à leur bien. Quant à nos soldats, ils ne volent pas les médailles et ne déchirent pas les livres ; ce sont les mobiles qui ont fait cela, les mobiles qui comptent parmi eux tant de gredins. Nos soldats se contentent de chercher de quoi boire et manger où on ne leur donne rien, et c'est leur droit ; si dans leurs recherches ils brisent une porte et une armoire, que peut-on leur reprocher ? Pourquoi se sauvent-ils ? »

Le soir, nous télégraphions que Toul s'est rendu aux mêmes conditions que Sedan.

Samedi, 24 *Septembre.* — Le Ministre parla à table des objets précieux qu'il a vus dans la salle d'honneur. Il a remarqué un trône ou une table volé en Chine ou en Cochinchine par quelque général français et vendu ensuite au baron. C'est une curiosité que je n'avais pas vue dans ma visite. Le jugement du Chef sur le luxe du château fut celui que j'ai exprimé il y a quelques jours ; des choses rares et d'un grand prix, mais ni beauté ni confortable.

« — Une semblable installation ne saurait me plaire ayant été faite par d'autres que par moi ; on n'aurait pas le plaisir de pouvoir y changer. C'est une satisfaction de pouvoir se dire : vais-je dépenser là cinq mille ou dix mille thalers? Le maître de céans ne la connaît pas. C'est ennuyeux d'avoir toujours le suffisant et même le superflu. »

Nous mangeons des faisans non truffés. L'intendant témoigne, par la qualité du vin qu'il nous sert, qu'il s'est amendé à notre égard. L'économe du Ministère des Affaires Etrangères mobilisé nous dit qu'une bonne âme berlinoise a envoyé au Chef quatre bouteilles de curaçao que l'on est en train de goûter. Bismarck-Bohlen dit à ce propos au Chancelier : —

« — Mais c'est le Steinhaagar qui s'en va.

— Connais-tu ?... »

Le nom m'échappe.

« — Oui.

— Eh bien alors, envoie-lui la dépêche suivante : Vieux Nordhausen tout à fait indispensable au quartier général. De suite deux fûts. »

Ensuite on parla de propriétés en Poméranie, et le Chef comparant l'état actuel du domaine de Schmeldin à ce qu'il était autre-

fois loua chaleureusement les égards des propriétaires envers leurs fermiers.

Le soir dans un article on fit allusion à nos bons amis les ultramontains français qui continuent pendant la guerre leurs hostilités contre l'Etat allemand, soulèvent le peuple contre nous, déversent les mensonges dans les journaux, et déchaînent les paysans comme on l'a vu à Beaumont et à Bazeilles.

Dimanche, 25 *Septembre.* — Rien d'important à noter. Le Chef a accompagné ce matin le Roi à l'église. On ne peut le voir cette après-midi. Peut-être se prépare-t-il quelque chose de fort important.

On nous écrit de Berlin que les biscuits expédiés de Reims dans un sac de dépêches sont arrivés en bon état et sans avoir même pris le goût des bottes graissées de Leverstrom. En revanche, il est arrivé malheur à un sac de dépêches qu'on nous envoie : il exhale une forte odeur de porto. La bouteille s'étant brisée, le liquide a fait rougir de honte les documents pour n'avoir pas protesté contre une telle compagnie. Les papiers se sont sans doute imagins que leur compagnon était un flacon d'encre rouge. A table, la conversation tomba sur les Juifs. Le Chef dit : —

« — Ils n'ont pas de véritable patrie; ils sont nomades et cosmopolites. Leur patrie est Sion, pour Abeken... Jérusalem. Ils appartiennent donc, en somme, au monde entier. Les Juifs de condition moyenne ont seuls un certain instinct patriotique; il se trouve même parmi eux des gens honnêtes. J'ai vu en Poméranie un Juif marchand de peaux qui, par le mauvais état de ses affaires, fut amené à faire banqueroute. Il vint me trouver pour me supplier de ne pas lui réclamer l'argent qu'il me devait. Il me promettait de payer aussitôt que possible. J'y consentis et il paya. Je reçus l'argent alors que j'étais déjà ambassadeur à la Diète de Francfort. Sans doute, les Juifs de ce genre sont peu nombreux; cependant ils ont aussi quelques vertus qui leur sont propres ; on vante leur respect pour leurs parents, leur fidélité conjugale, et la façon dont ils s'entr'aident entre eux. »

J'ai traité de différentes façons cet article que j'envoie à la presse : —

On prétend qu'il n'est pas permis de bombarder Paris à cause de ses monuments et de ses collections; qu'un tel bombardement serait un

crime contre la civilisation. Mais Paris est une forteresse! Qu'on y ait amassé des trésors artistiques, qu'on y ait élevé des monuments admirables, que nous importe. Une forteresse est une chose qui appartient à la guerre. On doit l'empêcher de pouvoir nous nuire, et nous n'avons pas à nous occuper d'autre chose. Si les Français veulent conserver leurs monuments et leurs collections, qu'ils ne les entourent pas de fortifications. Du reste, ils n'ont pas hésité à bombarder Rome, qui contient aussi des œuvres d'une tout autre valeur, dont la perte serait irréparable.

J'écris aussi un article sur l'attitude belliqueuse de la gauche du Corps législatif français avant la déclaration de guerre, pour l'usage de nos journaux d'Alsace.

Le médecin particulier du Roi, le docteur Lauer, assiste au dîner. La conversation roule un certain temps sur les choses de cuisine et de gastronomie. On apprend que le fruit favori du Chancelier est la cerise et après les grosses prunes. Les quatre carpes qui composaient un des services du dîner donnèrent au Chancelier l'occasion de dire ce qu'il pensait des poissons de table. Parmi les poissons d'eau douce, il donne la préférence aux *marines*, qu'il ne faut pas confondre avec les murènes, puis aux truites; il en possède plusieurs dans ses viviers de Varzin. Il estime peu les grosses truites, qui jouent un si grand rôle dans les banquets de Francfort. D'ailleurs, il préfère de beaucoup les poissons de mer. Parmi eux, il opte pour la merluche. Cependant, une *fluender* bien fumée n'est pas mauvaise non plus, et le vulgaire hareng, s'il est frais, n'est pas non plus à dédaigner. On parle ensuite d'huîtres.

« — Cérès, — dit-il, — a bien mérité du genre humain en enseignant à conduire la charrue; j'ai bien mérité également des habitants d'Aix-la-Chapelle, en leur enseignant l'art de griller les huîtres. »

Lauer demande la recette. Bismarck la donne. La voici : — On couvre ces mollusques de chapelure et de parmesan et, en les laissant dans leurs coquilles, on les grille sur un feu de charbon. Quant à moi, je persiste toujours à dire que l'huître et l'art culinaire n'ont rien à faire ensemble. Elles doivent être servies fraîches et sans apprêt. Voilà la seule recette.

Le Chef parla ensuite des fruits sauvages et des champignons qui poussent surtout en Esthonie et en Finlande. Puis il dit en plaisantant : —

« — Dans notre famille tout le monde est grand mangeur. Si tout

le monde était comme nous, l'Etat ne pourrait subsister, et moi, tout le premier, j'émigrerais.»

Cela me rappelle que Frédéric-le-Grand était aussi versé en cette matière. En parlant d'affaires militaires, le Ministre dit : —

« — Les uhlans forment notre meilleure cavalerie, la lance donne une grande force et une grande confiance à l'homme qui la porte. On prétend qu'elle gêne dans un bois épais, c'est une erreur, elle est très utile quand on a à écarter les branches d'arbres. Je le sais par moi-même, car, si j'ai d'abord servi dans les chasseurs, j'ai été aussi lancier dans la landwehr. L'abolition de la lance dans la cavalerie de la landwehr est une fort mauvaise idée. Le sabre recourbé, — ajouta-t-il, — rend peu de service, surtout s'il est mal aiguisé; le sabre droit est de beaucoup préférable. »

Nous recevons une lettre de Favre; il nous demande : 1° qu'on annonce le bombardement avant de le commencer, afin que le Corps Diplomatique puisse se mettre à l'abri; 2° que les relations diplomatiques puissent se continuer par lettres. Abeken, en m'apportant cette pièce de la part du Chancelier, dit qu'il enverra par Bruxelles une réponse. Keudell fait remarquer que la lettre arrivera trop tard ou même n'arrivera pas.

« — Peu importe, » — dit Abeken.

Le Roi désire voir les journaux et demande qu'on lui marque les passages importants. Le Chef lui a proposé la *Gazette Générale de l'Allemagne du Nord*, et je suis chargé de l'annoter.

Le soir le Chef me fait appeler plusieurs fois. J'apprends que Favre dans ses rapports sur les entretiens qu'il a eus avec le Chancelier a voulu dire la vérité ; il a commis quelques erreurs, mais elles sont excusables, étant donnée la longueur de la conversation. Dans son rapport, il fait jouer à la question de l'armistice un rôle secondaire; c'est au contraire la chose dont on s'est le plus occupé. La question de l'armistice s'est mue entre ces deux alternatives : ou évacuation d'une partie des fortifications de Paris et occupation d'un point dominant; on permettrait alors aux Parisiens d'avoir des relations avec l'extérieur; ou bien cession de Strasbourg et de Toul. Il n'a pas été question de Soissons, mais de Sarreguemines. Favre s'est montré disposé à payer une forte indemnité de guerre. Si les Parisiens refusent de céder un fort principal, qu'ils cèdent Strasbourg et Toul. Nous insistâmes sur ces villes parce que l'envoi des provisions nous devenait difficile si

les Français en restaient maîtres. Quant à la cession de territoire, le Chancelier déclara qu'il ne marquerait les limites du pays à annexer que si l'annexion était acceptée en principe. Favre ayant demandé qu'on lui donnât au moins une idée de nos exigences, le Chancelier lui dit que nous avions besoin de Strasbourg, la clef de notre maison, des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, de Metz et d'une partie du département de la Moselle, pour assurer nos frontières à l'avenir. Après le dîner, nous apprîmes une grande nouvelle : Rome est occupée par les Italiens, le Pape et les diplomates restent au Vatican.

MARDI, 27 *Septembre*. — Bœlsing, sur l'ordre du Chef, me montre une réponse simple, courte, et énergique à la lettre de Jules Favre : 1° l'usage n'est pas d'annoncer le bombardement ; 2° une forteresse assiégée n'est pas un séjour qui convient aux diplomates. On laissera passer les lettres ouvertes ne contenant rien de nuisible pour nous. Le Corps Diplomatique approuvera sans doute ces décisions. De plus il pourrait se rendre à Tours où le gouvernement français a l'intention de se fixer. La réponse avait d'abord été écrite en allemand par Bernstorff. Bismarck la fit achever en cette langue.

« — Autrefois, — dit Bœlsing, — la plupart des secrétaires du Ministère des Affaires Etrangères allemand étaient d'origine française ; de ceux-là, il reste encore Roland et Delacroix. Les conseillers aussi travaillaient en français. Les registres étaient tenus en français. C'est en français qu'écrivaient les ambassadeurs ; etc., etc. Maintenant on n'emploie la langue de « l'impertinent Gaulois » que pour traiter avec des ambassadeurs dont on ne possède pas la langue maternelle. Quant aux registres, ils sont depuis longtemps tenus en allemand. »

Abeken ne paraît pas au bureau. Il vient d'avoir une attaque d'apoplexie, mais on dit que ce ne sera rien. Contre son habitude, le Chef travaille aujourd'hui dès huit heures du matin. Il a eu de nouveau une insomnie. Nous envoyons des articles sur l'attitude hostile des Luxembourgeois, sur l'entretien du Chef avec Favre, sur l'Angleterre et l'Amérique. Les journaux que nous recevons sont fort nombreux. Nos lettres commencent à arriver plus vite. B... a quitté Haguenau parce qu'il ne se sentait plus à son aise parmi les nouveaux bureaucrates. Auparavant, pendant un mois, il avait travaillé avec le zèle et l'habileté qu'on sait et fait tout ce qu'on pouvait

en des circonstances aussi difficiles. Comme beaucoup d'autres, il était inquiet de la possibilité du rétablissement par nous de Napoléon sur le trône. Mais il pense qu'il y a une impossibilité morale, et il est disposé à croire que les journaux qui font croire à cette possibilité ont seulement pour but d'exercer une pression sur le gouvernement provisoire de Paris.

Le prince Radzivill et Knobelsdorf, de l'état-major général, assistent au dîner. On parle du rapport de Favre qui prétend avoir pleuré dans une des conférences. Le Chef dit qu'il avait réellement eu l'air de vouloir pleurer et qu'il avait essayé de le consoler un peu, mais après l'avoir bien regardé il avait acquis la certitude qu'il était parfaitement incapable de verser une seule larme.

« — Le bon Favre voulait simplement jouer la comédie comme s'il était au Palais, à Paris. Je suis aussi certain qu'il s'est mis du blanc, surtout la seconde fois, afin de pouvoir mieux jouer le rôle d'un homme peiné et douloureusement atteint. Maintenant il est peut-être possible que cet homme souffre un peu des malheurs de son pays, mais en tous cas, pourquoi jouer cette comédie avec nous? Ce n'est pas un politique. Il devrait savoir que les sentimentalités ne servent de rien dans les affaires de diplomatie. Quand je lui ai parlé de Strasbourg, il s'est mis à sourire comme si je voulais plaisanter. J'aurais pu lui dire ce que m'a dit une fois un marchand de fourrures. Je m'étais rendu chez lui pour lui acheter une pelisse, il me demanda un prix exorbitant : « — Vous plaisantez, » lui dis-je. — « Jamais, monsieur, jamais dans les affaires. »

Plus tard le général américain Burnside, demanda à être introduit. Le Ministre lui fit répondre que nous étions à table et qu'il eût à revenir dans une demi-heure, puis s'adressant à moi : —

« — Voyons, dites-moi donc ce qu'a été réellement cet homme?

— C'est un général qui s'est distingué dans la guerre civile, — répondis-je, il est le plus considérable après Grant et Shermann, en exceptant les généraux de l'armée du Sud. »

On parla ensuite de la prise de Rome et de la situation du Pape au Vatican. Le Chef dit à ce sujet : —

« — Oui, souverain, il faut qu'il le reste. Mais il faut savoir comment on pourrait faire davantage pour lui si les ultramontains ne nous montraient pas partout tant d'hostilité. J'ai l'habitude de rendre la monnaie de l'argent avec lequel on me paye. Je voudrais bien savoir, du reste, quels sont les sentiments de notre Harry

(d'Arnim, ambassadeur de l'Allemagne du Nord au Vatican) ; il pense probablement d'une façon le matin, d'une autre le soir, d'une autre encore le lendemain matin, comme dans ses rapports. C'est peut-être un bien grand ambassadeur auprès d'un si petit souverain, mais il ne faut pas oublier que Rome, capitale des Etats Romains, est aussi capitale de l'Eglise Catholique. »

Après le dîner, tandis que nous prenions le café, Burnside entra accompagné d'un homme âgé, vêtu d'une chemise de laine rouge et d'un col en papier. Le général était un homme d'assez haute taille, aux sourcils épais, aux dents belles et blanches. A en juger à sa barbe on l'aurait pris pour un major prussien en civil. Le Chef s'assit avec lui sur le sofa et s'entretint vivement en anglais. Ils burent du kirsch. Le Ministre fit remarquer à son visiteur qu'il venait un peu tard pour voir la guerre et lui expliqua qu'au mois de Juillet personne, ni le Roi, ni le peuple, ne songeait à la guerre et qu'au moment où elle fut déclarée nous ne pensions pas dans notre surprise à faire des conquêtes ; notre armée est excellente pour une guerre défensive mais non pour conquérir, car elle est le peuple, et le peuple ne demande que la paix et n'a aucune envie de gloire. C'est pourquoi la presse qui est la voix du peuple, réclame une frontière assurée contre une nation avide de conquêtes et de gloire.

Burnside parut comprendre la chose.

Il loua hautement notre excellente organisation et les hauts faits de nos troupes.

Sur l'ordre du Chef, à neuf heures, je télégraphie que les mobiles désertent en très grand nombre et qu'on en a déjà fusillé beaucoup. A ce moment Kruger arrive et nous apprenons par lui que Strasbourg s'est rendu. Keudell lui demande comment il l'a appris. Il répond que Bronsart vient d'apporter cette nouvelle et que le Chef a dit que s'il était plus jeune, il boirait pour la célébrer une bouteille de champagne, mais qu'il est obligé d'y renoncer pour pouvoir dormir.

Mercredi, 28 *Septembre*. — Le Roi avait interdit la chasse dans le parc. De bonne heure il s'est rendu à une grande revue des troupes cantonnées près de Paris. A midi je me fais annoncer chez le Ministre. On me dit, dans l'antichambre, qu'il vient de partir.

« — Il est allé faire une promenade à cheval sans doute ?

— Non, ces messieurs sont allés tirer quelques faisans. Engel doit les suivre.

— Ont-ils donc emporté leurs fusils?

— Non, Podbielski les a envoyés d'avance. »

A deux heures le Chef est de retour. Il a chassé avec Moltke et Podbielski, au Nord-Est du parc. Il a eu du reste peu de chance. Abeken se porte mieux et reparaît au bureau, mais non encore au dîner.

Pendant l'absence du Ministre, un Français, âgé, aux cheveux blancs, au nez fortement aquilin, à barbe blanche, déjeune avec nous. C'est Reynier, je l'appris plus tard, dont les journaux ont tant parlé après la guerre. C'est lui qui, à la fin du mois de Septembre, joua le rôle d'intermédiaire entre l'Impératrice et Bazaine, un peu pour son compte personnel, à ce qu'il paraît. Il demandait une audience au Chancelier. Burnside demandait aussi s'il pouvait présenter ses hommages au Chancelier et à quelle heure. Il paraissait aussi venir pour traiter confidentiellement quelques affaires. Je lui répondis sur l'ordre du Chef : *The Chancellor will be happy to receive you this evening at any hour you please.*

Au dîner, où assistaient le comte Lehndorff, le landrath, comte Furstenstein, en uniforme de dragon bleu-clair, et un certain M. de Katt, ces deux derniers sont destinés à devenir préfets des provinces conquises, le Chef dit que la chasse n'avait pas été heureuse aujourd'hui, sans doute parce que la charge des fusils avait été trop faible, qu'il n'avait tué qu'un faisan; il en avait, il est vrai, blessé trois ou quatre, mais sans pouvoir les découvrir. Il avait eu autrefois plus de chance ici, du moins dans la chasse aux faisans, non pas certes dans celle d'autre gibier ; en revanche il se rappela avoir tué en cinq ou six heures, à Dietze, dans les environs de Magdebourg, cent soixante lièvres.

Le Chancelier s'est rendu aujourd'hui chez Moltke. Ils ont goûté une nouvelle boisson, qui, si je ne me trompe, est une invention du grand général ; c'est un punch composé de champagne, de thé chaud, et de sherry.

On parle ensuite d'affaires sérieuses. Le Chancelier se plaint que Voigts-Rhetz n'ait pas fait mention dans son rapport de la conduite des deux régiments de dragons de la garde, dans l'attaque de Mars-la-Tour, attaque que Voigts-Rhetz avait lui-même provoquée et qui avait sauvé le 10e Corps d'armée.

« — Cette attaque a été nécessaire, je l'admets, mais pourquoi la passer sous silence ? »

Le Chef fit ensuite une longue dissertation sur la forme qu'affectait une tache de graisse sur la nappe. Puis une conversation s'engagea entre le Chancelier et de Katt. Celui-ci faisant remarquer que l'armée comprend de mieux en mieux qu'il est beau de mourir pour la patrie, alors même qu'on meurt inconnu, le Ministre répondit : —

« — Le sous-officier chez nous a le même sentiment du devoir que le lieutenant et le colonel. Ce sentiment pénètre d'ailleurs chez nous très profondément dans toutes les couches de la société. Les Français constituent une masse facile à rallier à une même idée et ils deviennent alors très puissants, chez nous chacun a son opinion propre, mais quand, par hasard, la même opinion rallie un grand nombre d'Allemands, ils peuvent beaucoup ; s'ils étaient tous du même avis, ils seraient tout-puissants. Les Français n'ont pas ce sentiment du devoir qui fait qu'on se laisse tuer simplement, obscurément, sans songer à l'honneur ou à la récompense de son intrépidité. Et cela provient chez nous d'un restant de foi et de ce que chacun sait qu'alors même qu'il ne serait pas vu du lieutenant, il l'est toujours de quelqu'un.

— Croyez-vous, — dit Furstenstein, — que les Allemands y réfléchissent?

— Ce n'est pas réflexion, — dit Bismarck, — c'est sentiment, c'est disposition, c'est instinct si vous le voulez ; si les Allemands se mettent à y réfléchir, ils cessent d'y croire. Je ne comprends pas comment, sans foi en une religion révélée, on peut croire à Dieu, à un Dieu voulant le bien, en un juge suprême, et en une vie future, comment on peut faire son devoir, donner à chacun son dû. Si je n'étais pas Chrétien je ne resterais pas une heure de plus à mon poste. Si je ne comptais pas sur mon Dieu, je ne tiendrais nul compte des maîtres de ce monde. N'aurais-je pas de quoi vivre? Ne serais-je pas assez grand seigneur? Pourquoi m'épuiserais-je, m'exposerais-je à des ennuis, à des embarras si je n'avais pas le sentiment d'avoir à faire mon devoir pour Dieu. Si je ne croyais en un ordre divin ayant destiné la nation allemande à quelque chose de bon et de grand, je renoncerais sur-le-champ au métier de diplomate ou je ne me serais jamais chargé de pareilles affaires. Les grades et les titres ne me séduisent pas... C'est uniquement dans une foi inébranlable que j'ai puisé la fermeté. J'ai résisté pendant

dix ans aux plus absurdes attaques. Si vous m'ôtez cette foi, vous m'ôtez la patrie. Si je n'étais un Chrétien convaincu, si je n'avais pour soutien cette base merveilleuse, la religion, vous n'auriez jamais eu en moi un tel Chancelier. Procurez-moi un successeur, ayant les mêmes principes, et je m'en vais sur-le-champ. Mais je vis au milieu de païens, je ne voudrais point faire de prosélytes, mais j'éprouve le besoin de confesser ma foi (1). »

Katt observa que les anciens Grecs avaient également montré de l'abnégation, du dévouement, qu'ils avaient eu du patriotisme qui leur avait fait faire de grandes choses, et qu'il était persuadé, qu'aujourd'hui beaucoup de gens montrent ces qualités par amour pour l'Etat et par un sentiment de solidarité. Le Chef répondit : —

(1) On peut rapprocher de cela le discours que tint M. de Bismarck le 15 Juin 1847, au Landtag prussien. Il contient ce qui suit : « — Mon avis est que la notion de l'État Chrétien est aussi ancienne que le ci-devant Saint Empire Romain, aussi ancienne que les différents États européens, qu'elle constitue précisément le sol où ces États ont pris racine, et que tout État, s'il veut assurer sa durée, s'il veut prouver son droit à l'existence, doit se mouvoir sur des bases religieuses. A mes yeux les mots : *Par la Grâce de Dieu* que les souverains chrétiens joignent à leur nom ne sont pas une vaine formule. J'y vois la promesse de leur part de porter conformément à la volonté de Dieu le sceptre qu'ils tiennent de lui. Mais je ne puis considérer comme étant l'expression de la volonté divine que les Évangiles, et je crois être dans mon droit en ne considérant comme État Chrétien que celui qui se propose de réaliser les doctrines du Christianisme. La religion étant admise d'une manière générale comme base de l'État, le Christianisme seul, peut, je crois être considéré comme tel. Si nous ôtons aux États ce fondement religieux ils ne deviennent plus qu'un agrégat fortuit de droits, une sorte de rempart contre la guerre de tous contre tous, tel que l'ont entendu les anciens philosophes. La législation n'ira plus se régénérer à la source de l'éternelle vérité, mais dépendra de notions d'humanité vagues et variables, telles qu'elles germent dans l'esprit de ceux qui gouvernent. Je ne sais pas bien comment dans de semblables États on peut discuter le droit de se faire valoir, si elles en ont la force, à des idées telles que celles des communistes sur l'immoralité de la propriété, sur la haute valeur morale du sol, considérées comme un moyen de reconquérir le droit naturel de l'homme, car ces idées aussi sont considérées par leurs promoteurs comme humaines, comme les premières fleurs de l'humanité. C'est pourquoi, messieurs, n'affaiblissons pas le Christianisme du peuple, en lui montrant qu'il est inutile à ses législateurs. Ne lui ôtons point sa foi en cette croyance que notre législation a sa source dans le Christianisme et que l'État a pour but la réalisation du Christianisme bien qu'il n'y réussisse point toujours. Si je me figure un juif comme représentant la sainte majesté du Roi, s'il me fallait lui obéir,

« — Cette abnégation, ce dévouement, qui chez nous font qu'on se sacrifie envers l'État et le Roi, ne sont qu'un vieux reste de la foi des ancêtres, mais sous une autre forme, et cette forme est moins définie et poutant plus efficace, c'est de la foi sans foi. Avec quel bonheur je m'en irais! J'aime la vie des champs, les bois, la nature, ôtez-moi le sentiment de mon union avec Dieu, et vous voyez en moi un homme qui emballe demain, file sur Varzin, et va cultiver son avoine. »

Après dîner, le Grand-Duc de Weimar se trouvait chez le Chancelier; plus tard ce fut Reynier, et enfin Burnside avec son compagnon de la veille.

Jeudi, 29 *Septembre.* — Fait de bon matin un article sur la folie des journaux allemands qui dissuadent d'annexer Metz et ses environs et cela parce qu'on y parle français, et un autre sur l'évasion que rien ne saurait excuser du général Ducrot pendant le transport des prisonniers en Allemagne. Cet article est également envoyé en Angleterre.

Il nous arrive des journaux nous donnant des renseignements sur l'opinion publique en Bavière. Comme ils paraissent puisés à une source digne de foi, en voici les points principaux. Les nouvelles sont en général bonnes. L'idée allemande a visiblement gagné par la guerre, en force et en étendue. Mais l'amour-propre purement bavarois a également grandi. La part que les armées bavaroises ont prise aux victoires de Wœrth et de Sedan, ainsi que les pertes considérables qu'elles ont subies, a contribué puissamment à étendre dans toutes les couches de la société l'enthousiasme pour la guerre contre la France et à remplir les esprits d'orgueil pour les services rendus par les enfants de la Bavière. On est persuadé que le Roi de Bavière espère en ce succès des armées allemandes et qu'il fait son possible pour y contribuer. Son entourage immédiat est bien disposé. Cependant on ne peut en dire autant de tous les ministres. Nous ne parlons pas ici du ministre de la guerre, auquel une heureuse issue de la guerre tient à cœur, et il fait dans ce but, tout ce qui est en son pouvoir; on peut se fier à lui et admettre que lors de la conclusion de la paix il se mettra également du bon côté.

j'avoue que je me sentirais abattu et humilié, que je perdrais la joie et le sentiment de l'honneur que j'éprouve actuellement à remplir mes devoirs vis-à-vis de l'État. »

Les journaux ne permettent pas de prévoir quels seront, une fois la guerre terminée, les nouveaux rapports de la Prusse et de la Bavière. Beaucoup de personnages influents considèrent la part que les Bavarois ont eue aux victoires allemandes, moins comme un acheminement vers l'unité allemande que comme une preuve de la force de la Bavière et comme l'affermissement de son entière indépendance. Les particularistes non ultramontains se placent à peu près au même point de vue. Ils admirent la stratégie prussienne et veulent, comme nous, voir l'Allemagne protégée contre de nouvelles attaques de l'Ouest. Ils ne veulent pas entendre parler de l'union de la Bavière et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, telle qu'elle est actuellement constituée. Dans les partis on parle beaucoup de la distribution des territoires conquis. Ils verraient avec plaisir l'Alsace cédée au Grand-Duché de Bade, à condition que le Palatinat Bavarois soit annexé à la Bavière. Les ultramontains sont toujours les mêmes, bien qu'ils ne fassent pas connaître leurs pensées. Heureusement qu'ayant perdu toute confiance en l'Autriche, ils manquent d'appui, et, d'autre part, les Bavarois qui prennent part à la campagne ont une tout autre opinion des Prussiens qu'avant la guerre. Ils font un très grand éloge de leurs compagnons d'armes du Nord, non seulement à cause de leurs qualités et de leurs services militaires, mais aussi à cause de leur empressement à partager avec eux leurs provisions quand ils en sont plus tôt ou plus abondamment pourvus. Plus d'un a écrit dans son pays que leurs curés leur avaient menti au sujet des Prussiens; qu'il n'est point vrai que tous les Prussiens sont luthériens ; qu'il y avait beaucoup de catholiques parmi eux, et qu'on y avait même vu des aumôniers. Comme les officiers ont la même opinion, l'armée à son retour fera sans doute une vive propagande contre l'ultramontanisme et le particularisme extrêmes. Que les nationaux Bavarois se donnent de plus en plus d'importance, cela se conçoit. Ils y font bien aussi tout leur possible; seulement, ils n'ont pas la majorité dans la seconde Chambre et ne sont guère représentés dans la première que par deux ou trois membres.

A table, où se trouvent le comte York, propriétaire de vastes domaines en Poméranie et le porte-épée de cuirassiers Arnim-Krochlendorff, il ne se présente rien à noter. On parle du Grand-Duc de Weimar et d'autres choses semblables.

Le Ministre raconte qu'on lui avait demandé ce qu'on devait

faire des gardes mobiles faits prisonniers à Strasbourg, si on ne devait pas les renvoyer chez eux.

« — Pas du tout, — répondit-il, — il faut les envoyer dans la Silésie Septentrionale! »

Vendredi, 30 *Septembre*. — J'ai reçu une lettre de B... de L..., qui continue à user de son talent et de son influence sur la presse en faveur de la politique du Chancelier. Je lui réponds en le priant de lutter contre la sottise de certains journalistes allemands qui, aujourd'hui déjà, que nous sommes encore en guerre, nous exhortent à la modération, et de leur dire qu'ils font ainsi les affaires de la France et qu'ils feraient mieux de renchérir sur nos prétentions.

« — Afin, — dit le Chancelier, qui s'en plaignait aussi, — que nous recevions au moins quelque chose de convenable, sinon tout ce que nous exigerons. Ils vont me forcer à réclamer la ligne de la Meuse. »

Il y a aujourd'hui chez le Chancelier dîner de gala. On dit qu'on y célèbre l'anniversaire de la naissance de la Reine. Le soir, le Chef me donne l'ordre de télégraphier que l'on a fait une sortie et que les Français ont été rejetés sur la ville avec de grandes pertes et en désordre.

Samedi, 1er *Octobre*. — De bonne heure, fait deux articles; l'un pour Berlin, l'autre pour Hanovre. Au déjeuner nous avons pour hôte le Dr Jaunasch, professeur d'économie politique à Berne et son compagnon. Ces messieurs sont arrivés ici avec toutes sortes de difficultés et d'aventures. Le Ministre n'assiste pas au dîner. Le comte de Waldersee est notre hôte; il voudrait voir Paris vigoureusement châtié comme une Sodome infectant l'univers.

Dimanche, 2 *Octobre*. — Le comte Bill vient voir son père. Au thé, Hatzfeld raconte qu'il a visité le château de Guermantes, près de Lagny, et que le propriétaire, le marquis de Tolosan ou d'Olossan, personnage ventru, lui avait fait ses doléances sur les soldats qu'on lui avait imposés. Il lui a dit que les Prussiens étaient des gens charmants, mais que les Wurtembergeois étaient par trop sans gêne; qu'ils lui avaient, dès leur arrivée, frappé sur le ventre en disant : « Quel beau ventre! » de plus, ils seraient très exigeants; il aurait mis à leur disposition quatre mille bouteilles de bordeaux et laissé les clefs aux caves, et cependant ils cherchaient sans cesse ce qu'ils

prétendaient devoir être caché. De plus, il leur avait donné deux des trois voitures de sa remise et ne s'en était réservé qu'une toute petite, dont il avait, à cause de son obésité, un incessant besoin. Mais, il paraît que le même jour, on avait enlevé même cette dernière, et, lorsqu'il s'en plaignit, on lui répondit en riant : « Ah! c'est ainsi en temps de guerre! »

Quelqu'un saisit l'occasion pour dire que les gens peu aisés souffraient plus que les riches. Le Chef dit, en rappelant le mot de Sheridan à Reims : —

« — Cela ne peut faire aucun mal; il y a plus de pauvres que de riches. Nous ne devons pas perdre de vue le but de la guerre, à savoir, une paix avantageuse. Plus sera grand le nombre des Français maltraités, plus ils désireront vivement la paix, quelles que soient les conditions que nous proposerons. Et leurs francs-tireurs déloyaux qui, à un moment, se trouvent là paisiblement en blouse, les mains dans leurs poches, qui prennent, un moment après, des fusils dans les fossés de la route, tirent sur nos soldats quand ils ont passé. Nous en viendrons à fusiller tous les habitants mâles! Cela ne serait pas plus grave que de le faire dans une bataille où les soldats se tuent à deux mille pas sans s'être jamais vus. »

La conversation roula ensuite sur la Russie et sur le partage tout communiste des champs dans les communes de ce pays, et sur la petite noblesse, qui emploie ses économies à acheter des paysans, et s'en fait payer les intérêts sous forme d'*obrok*. On parla des immenses richesses de quelques anciennes familles de *boyards*. Le Chef cita plusieurs exemples et entre autres la famille des Jussupows, dont la fortune, quoique, à différentes reprises, à moitié confisquée, pour cause de conspiration, était encore beaucoup plus grande que celle de la plupart des princes allemands, et il nous dit qu'un Jussupow avait supporté, sans s'en apercevoir, un détournement de trois millions de la part de deux serfs, père et fils, qui avaient successivement rempli auprès de lui les fonctions d'intendant. Le palais de ce prince, à Saint-Pétersbourg, contient un grand théâtre, une salle de bal, dans le style de la Salle Blanche, dans le château royal de Berlin; de splendides pièces, où trois à quatre cents personnes pourraient manger à l'aise. Il y a quarante ans, le vieux Jussupow tenait table ouverte; un vieil officier, pauvre et congédié, avait, pendant plusieurs années, mangé tous les jours chez lui, sans qu'on sût qui il était. Ce ne fut que lorsqu'il se fut une fois absenté pendant quelque

temps, qu'on s'informa à la police ; on apprit alors le nom et la situation de l'hôte de tant d'années.

:

Mardi, 4 *Octobre*. — Après le déjeuner, arrivent le conseiller de légation Bucher et le secrétaire Wiehr, chiffreur. Le premier semble être mandé pour remplacer Abeken, qui devait rentrer chez lui, mais qui s'est remis depuis, et est seulement encore soumis à la diète. Personne n'aurait mieux rempli ses fonctions que Bucher, qui est, sans contredit, de tous les collaborateurs du Chef, le plus savant, le plus clairvoyant, le plus indépendant. Ces Messieurs se sont rendus par chemin de fer à Nanteuil ; ils ont passé la nuit à La Ferté, où l'on n'a pas encore réparé les dégâts de l'explosion ; ils dîneront aujourd'hui ici. A table, le Chef vint à reparler de Moltke, et raconte comment il s'était vaillamment conduit lors du punch au sherry. Quelqu'un fit observer que le général avait en ce moment réellement bonne mine.

« — Oui, — dit le Chef, — moi-même je n'ai depuis longtemps été si bien qu'en ce moment. C'est l'effet de la guerre, surtout chez lui ; c'est son métier. Je me souviens qu'il parut subitement rajeuni de dix ans quand la question espagnole devint brûlante ; quand je lui dis que Hohenzollern avait renoncé au trône, il redevint vieux et abattu ; lorsque les Français ne s'en montrèrent point satisfaits, Moltke redevint aussitôt frais et jeune. »

Pendant le repas, le Chef reçut une lettre de Bancroft, l'ambassadeur des États-Unis à Berlin. Dans cette lettre, que je traduisis tout haut, l'Américain se disait heureux de vivre à une époque où il existait des hommes comme le Roi Guillaume et notre Chancelier. A mon entrée dans la salle à manger, le Chef était seul en compagnie de deux officiers de dragons, qui furent nos hôtes ; il me présenta ainsi : « Le Docteur Busch, Saxon ; » puis jetant sur moi son regard le plus amical il ajouta : « Le Petit Busch... » Nos secrétaires désiraient depuis longtemps avec ardeur porter l'uniforme. Boelsing exprima ce désir à table, et sa proposition fut favorablement accueillie.

« — Pourquoi pas ! — dit le Chef, — qu'on me fasse une petite demande et j'appuierai la chose auprès du Roi. »

Cette nouvelle causa une vive joie aux intéressés.

Nous devons partir demain de bonne heure, car le trajet sera long. Nous devons passer la nuit prochaine à Versailles.

MERCREDI, 5 *Octobre*. — Ce fut pour moi, si j'en crois mon journal, un *dies sine linea*, car le Chef n'est visible ni avant ni après le repas. Au dîner, auquel assistent le maréchal de cour Perponcher et M. de Thadden, destiné à faire partie de l'administration de Reims, le Chef raconte plusieurs jolies anecdotes sur le vieux Rothschild, de Francfort.

« — En ma présence, il parla un jour avec un marchand de grains d'une vente de blé. Le marchand lui dit qu'il n'avait pas besoin, lui, homme riche, de tant élever le prix du blé. « — Quoi! homme riche!... mon blé vaut-il moins parce que je suis riche? » Il donnait, du reste, des dîners qui faisaient honneur à sa fortune. Je me souviens qu'un jour, le Roi de Prusse se trouvait à Francfort et je l'invitai à dîner chez moi. Rothschild voulut également l'inviter, le Roi lui répondit qu'il s'entendit avec moi, qu'il lui était égal de manger chez l'un ou chez l'autre. Il vint me prier de lui céder Sa Majesté, disant que je pouvais bien manger chez lui. Je refusai. Il eut la naïveté de me dire que son dîner pouvait être apporté chez moi et qu'il ne mangerait rien quant à lui. Il ne mangeait, en effet, que les mets préparés selon la loi juive. Je refusai naturellement aussi ce moyen de s'entendre, bien que son dîner fût certainement meilleur que le mien. Le vieux Metternich qui, soit dit en passant, me voulait beaucoup de bien, me dit qu'ayant demeuré chez Rothschild, celui-ci lui avait donné pour la route, à son départ pour Johannisberg, un déjeuner qui comprenait six bouteilles de Johannisberg. Une fois arrivé, on déballa le panier qui les contenait. Le prince demanda à son intendant des vignobles ce que coûtait chez lui la bouteille de ce vin. « — Douze florins, » — répondit l'intendant. « — Eh bien! si Rothschild vous demande de ce vin, envoyez-lui ces six bouteilles, mais demandez-lui-en quinze florins, car le vin aura vieilli dans l'intervalle. »

VIII.

ROUTE DE VERSAILLES. — MAISON DE MADAME J***. — NOTRE VIE EN GÉNÉRAL DANS CETTE VILLE.

Nous quittâmes Ferrières, le 5 Octobre vers sept heures du matin. Nous passâmes d'abord sur des routes communales, mais très bien entretenues; puis à travers une longue forêt; puis à travers quelques villages qui paraissaient entièrement abandonnés par leurs habitants et peuplés uniquement de troupes allemandes. Tout avait un aspect riche et gras comme le fromage de Brie, dans le pays duquel nous nous trouvions en ce moment. Nous rencontrons d'abord, occupant les différentes localités, des troupes wurtembergeoises, puis des troupes prussiennes. Après dix heures nous étions arrivés au plateau supérieur de la vallée de la Seine, d'où l'on descendit par une route en pente rapide, à travers un vignoble. Tout le monde mit pied à terre, et ce n'est que par d'habiles précautions qu'on réussit à préserver notre véhicule contre des accidents. Nous traversâmes ensuite la charmante petite ville de Villeneuve-Saint-Georges dont les villas portaient les traces d'une horrible destruction. Dans beaucoup d'entre celles que je visitai les glaces étaient brisées, les meubles rembourrés lacérés ; de toutes parts gisaient des papiers, du linge, etc. En poursuivant notre route, nous arrivâmes d'abord à un canal, puis à un pont de bateaux qui nous conduisit de l'autre côté de la Seine et dont la tête était ornée de grands étendards noirs et blancs. L'eau du fleuve était d'un vert foncé et sa largeur semblait égaler celle de l'Elbe à Pirna. Sur l'autre rive nous rencontrâmes le Prince Royal avec sa suite qui était venu à la rencontre du Roi. Celui-ci devait également monter à cheval à cet endroit pour la revue des troupes. Le Chancelier l'accompagna et nous poursuivîmes seuls notre route.

Le chemin déboucha tout près de là sur une grande route qui nous conduisit au village de Villeneuve-le-Roi, où nous nous arrêtâmes devant un fumier, afin de manger le déjeuner froid que nous avions emporté. Du mur jaillit un clair filet d'eau, au-dessus duquel on voit un tableau indiquant que le sieur X. avait, avec sa

femme, découvert cette eau tel jour et l'avait rendue accessible au public au moyen d'un tuyau. Au-dessous se trouve quelque chose comme ces mots : *Les bienfaiteurs sont oubliés, les bienfaits restent.* Une barbe blanche, en blouse, s'approcha clopin-clopant dans ses sabots et, me frappant familièrement sur l'épaule, me demanda si cela n'était pas bien dit. J'appris par lui qu'il était lui-même une moitié du couple que le tableau recommande au souvenir de la postérité.

« — Il ne faut pas, — ajouta le Français, — mettre la lumière sous le boisseau, je m'élève ici moi-même un monument. »

Plus loin nous traversâmes un second village, où se trouvait un camp de baraques de paille; les sentinelles de la route avaient des guérites faites de deux portes enlevées aux maisons et d'une botte de paille qui servait de toit. De l'infanterie prussienne attendait, réunie en bataillons, le long de la route, son Royal Généralissime. Près de là campait sur un champ, dans le voisinage d'un petit bois, une division de cavalerie. C'étaient des hussards verts, bruns, et rouges, des uhlans et des cuirassiers.

J'attendais depuis longtemps un endroit d'où je pourrais découvrir Paris, mais une colline élevée et boisée en cachait la vue. Enfin arriva une vallée étroite et nous vîmes les contours bleuâtres d'un grand dôme : c'était le Panthéon. Hurrah! nous sommes devant Paris, qui ne peut plus être éloignée de plus d'un mille et demi. A gauche, nous avions une grande plaine ; à droite, des collines boisées; une ville blanche se trouvait à mi-côte, c'était Villejuif ou Sceaux. Plus bas, nous arrivâmes encore à deux villages dont les habitants n'avaient pas fui et nous attendaient en grand nombre. Enfin nous traversâmes une grille à piques dorées, une rue large, d'autres rues animées, puis obliquement une avenue tirée au cordeau, plantée de vieux arbres, une rue peu longue formée de maisons à trois étages, de magasins élégants, d'un café, une seconde avenue conduisant à une rue latérale. Nous sommes à Versailles devant la demeure qu'on nous avait préparée. Le 6 Octobre, lendemain de notre arrivée dans la vieille ville des Rois de France, Keudell me dit que notre séjour ici pourrait bien durer trois semaines. En effet, depuis le commencement de la guerre on s'était habitué à des succès rapides. Mais nous y restâmes, comme on sait, et comme le Ministre semblait l'avoir prévu d'après une note d'un des chapitres suivants, cinq mois entiers. Comme la

maison qui nous reçut fut le théâtre d'événements importants, on en lira sans doute volontiers une courte description.

La maison qu'habite le Chancelier appartenait à une certaine Madame J***, veuve d'un riche manufacturier qui s'était réfugiée en Picardie ou en Sologne, avec ses deux fils, peu de temps avant notre arrivée. Elle n'avait laissé, pour garder sa propriété, que son jardinier et sa femme. La maison est située dans la Rue de Provence qui réunit l'extrémité supérieure de l'Avenue de Saint-Cloud au Boulevard de la Reine, situé un peu plus bas; elle porte le n° 14. C'est une des rues les plus tranquilles de Versailles et à un endroit seulement les maisons se touchent sans interruption; partout ailleurs elles sont séparées par des jardins présentant du côté de la rue de hautes murailles par-dessus lesquelles passe de côté et d'autre le sommet des arbres. Notre maison, située à droite quand on arrive de l'Avenue de Saint-Cloud, est aussi séparée par un assez grand intervalle des maisons voisines. Elle est en retrait de quelques pas sur l'alignement, elle a une terrasse avec balcon et grille. L'entrée consiste en une grande porte cochère. De côté se trouve une petite porte au-dessus de laquelle a flotté les derniers mois un drapeau rouge et blanc. A droite, un superbe sapin ombrage le bâtiment. La maison est une villa, qui a cinq fenêtres de façade, munies de jalousies blanches. La terrasse est surmontée d'un étage à pans coupés, et d'un étage mansardé; la toiture est en ardoises. De la cour un perron conduit au rez-de-chaussée par la porte principale de la maison. On pénètre d'abord dans une antichambre; à droite, l'escalier de la maison, à gauche, une porte conduisant à l'escalier de service; enfin deux grandes portes à deux battants. Celles-ci donnent accès dans une salle d'étendue moyenne ayant vue sur le jardin; nous en fîmes notre salle à manger; une troisième porte à deux battants en face de l'entrée conduit au salon; une quatrième à droite de celle-là conduit à la salle de billard qui donne sur une serre toute en fer et en verre et ornée de toutes espèces de plantes et de fleurs, ainsi que d'un jet d'eau. D'un autre côté la salle de billard mène à une petite pièce qui renferme la bibliothèque de feu M. J***. Un corridor passant sous l'escalier principal conduit à la cuisine située du côté de la terrasse.

Au salon il y avait un piano, un canapé, des fauteuils, et deux glaces. Sur une petite table, devant la glace, une pendule ancienne supportant une statuette de bronze qui paraissait être un diable

à grandes ailes se mordant le pouce. C'était peut-être un symbole de l'esprit qui hantait la maison de Madame J***, laquelle, comme on le verra par la suite, ne se montra rien moins qu'aimable. Ce démon assista, grimaçant, aux discussions qui conduisirent à la conclusion des traités avec les Etats de l'Allemagne du Sud et à la proclamation du Roi de Prusse comme Empereur d'Allemagne; plus tard à la capitulation de Paris et à la fixation des préliminaires de paix. Tous ces traités furent signés dans ce salon. C'est donc une pièce qui appartient à l'histoire du monde. Sur une autre table se trouvait au lendemain de notre entrée dans cette maison une carte de France, où la marche des Français était marquée par des épingles à tête tricolore.

« — Cela vient probablement de Madame J***, — me dit le Chef ; — mais, voyez, cela ne va que jusqu'à Wœrth. »

La salle de billard fut transformée en bureau pour les conseillers, le secrétaire-expéditionnaire, et les chiffreurs. Une partie du jardin d'hiver fut occupée à l'approche des froids de Janvier par le poste qui fournissait les sentinelles pour l'entrée. Dans la bibliothèque se coudoyaient des ordonnances, des huissiers du Chancelier, et parfois un gros sac de cuir renfermant des dépêches. Pendant quelques jours il y eut une grande quantité de lettres françaises qui avaient formé la cargaison d'un ballon dont nos soldats s'étaient emparés.

L'escalier principal conduit à une antichambre qui reçoit un demi-jour par une ouverture carrée pratiquée au plafond. Deux portes conduisent à l'appartement qu'occupa le Ministre et qui se compose de deux petites chambres ayant au plus dix pas de long sur sept de large.

L'une d'elles donnant sur le jardin, lui sert de cabinet de travail et de chambre à coucher et n'est que sommairement meublée. A droite, contre le mur, vis-à-vis des fenêtres, son lit et à côté dans une sorte d'alcôve, ses objets de toilette; contre le mur adjacent une commode en acajou dont les tiroirs sont munis de poignées de cuivre; sur cette commode s'entassèrent dans la suite des caisses de cigares envoyées au Chef par les âmes généreuses de Brême. Les rideaux des deux fenêtres étaient de toile; le dessin en était de fleurs sur fond sombre. Dans le quatrième mur, la cheminée. Un fauteuil qu'on approchait parfois du feu, une table sur laquelle le Chancelier travaillait le dos tourné aux fenêtres et où

les cartes géographiques ne faisaient point défaut, enfin quelques chaises composaient l'ameublement fort modeste comme l'on voit de cette pièce. L'autre, un peu mieux meublée, devait, en même temps que le salon du rez-de-chaussée, servir à la réception des étrangers. C'était là, je crois, la chambre du fils aîné de la propriétaire, et pendant les pourparlers sur la capitulation de Paris, elle fut donnée à Jules Favre, pour ses méditations et sa correspondance. Elle n'a qu'une fenêtre, qui a vue sur le sapin placé à côté du bâtiment. Les rideaux sont en drap vert; la tapisserie est grise; l'ameublement consiste en un secrétaire portant deux globes, une grande commode à dessus de marbre, un canapé recouvert d'une housse de toile, montrant sur un fond rouge des oiseaux de paradis et des branches gris et noir, un grand et un petit fauteuils verts, quelques chaises tressées en jonc, une table ronde placée au milieu et portant tout ce qu'il faut pour écrire, enfin, une petite glace surmonte la cheminée. Tous les meubles étaient d'acajou. Devant la cheminée un tapis à arabesques rouges. Sur la cheminée une horloge ancienne à emblèmes guerriers, deux obélisques avec des grenades qui éclatent, des boulets suspendus à des chaînes, des trophées d'armes, et un guerrier en costume romain tirant un glaive. Au-dessus de la pendule, on voit deux petits vases bleus à raies d'or. Les murs portent toutes sortes de tableaux : une peinture à l'huile renfermée dans un cadre ovale représente une belle jeune femme habillée de noir, un autre représente un homme en costume de 1820, une miniature dans le genre de la *Madona della Sedia* de Raphaël, une photographie : celle de deux vieillards, un paysage, enfin une lithographie dont l'inscription indiquait que Gaston J*** avait fait sa première communion, dans telle église, tel jour du mois de Juin 1860. Gaston était le fils aîné de la maison, la dame en noir, probablement sa mère dans ses belles années; le monsieur, le père de Gaston, et les deux vieillards, sans doute, ses grands-parents.

La chambre voisine à gauche était habitée par Bismarck-Bohlen. En face de lui, avec vue sur la rue, logeait Abeken. J'habitais au second étage, au-dessus de la chambre de Bohlen.

J'avais ici un bon lit et deux chaises, l'une pour moi, l'autre pour les visiteurs, une toilette, une grande commode, et une table improvisée par l'ingénieux Theiss et consistant en deux escabeaux soutenant un volet. Pour satisfaire mes goûts artistiques, M. J*** junior, qui, au dire de la femme du jardinier, est un peintre et un

dessinateur passionné avait eu soin de placer au-dessus de sa cheminée divers dessins au crayon qui dénotaient un amateur assez habile. Amant de la nature, je trouvai une grande satisfaction à contempler le parc d'abord dans sa toilette d'automne, puis dans l'éclat argenté de son manteau de neige. Le rameau de buis qui se trouvait au chevet de mon lit me protégeait contre les mauvais génies, les lutins, et autres esprits de la nuit.

Pour appareil de chauffage, nous avions une cheminée de marbre, il est vrai, mais chauffant trop peu, une fois qu'il fit froid, car nous eûmes par moment un froid de douze degrés.

Le parc derrière la maison n'est pas grand, mais très beau, avec des allées serpentant au milieu d'arbres recouverts de chèvrefeuille et de lierre. Du côté du mur, arrivait en minces filets une eau limpide qui serpentait d'abord au milieu de pierres recouvertes de mousse et de plantes à larges feuilles et formait ensuite un petit ruisseau et un petit lac où nageaient des canards. A gauche des communs, où se trouve la demeure du jardinier, des espaliers à fruits et des plates-bandes de fleurs et de légumes, à l'air libre ou sous cloches. Dans les allées du parc, on pouvait voir, par les belles nuits d'automne, la haute stature et la casquette blanche du Chancelier, sortir de l'ombre et apparaître au clair de lune, puis se promener lentement. A quoi songeait-il, cet homme, dans ces insomnies? Quels plans germaient ou mûrissaient dans l'esprit du promeneur solitaire pendant les heures tranquilles de la nuit? Un autre ami du parc, le chantre éternellement jeune des muses, Abeken, nous produisait un autre effet, quand nous l'entendions réciter d'une voix peu mélodieuse des strophes des tragiques grecs ou le *Chant de nuit des voyageurs*, et quand ce vieux jeune homme s'en allait, le matin, chercher des violettes, sous les feuilles, pour les envoyer à madame, à Berlin, cela semblait presque comique. Cependant, je serais mal venu à me moquer de lui, car je dois avouer qu'à son exemple, je commençai également à en chercher pour ma femme.

Le Ministère des Affaires Etrangères mobilisé n'était pas, comme on voit, logé tout entier dans la maison de Madame J***. Lothar Bucher habitait seul une belle maison de l'Avenue de Paris. Keudell et les chiffreurs habitaient plus loin dans la Rue de Provence. Il fut souvent question de faire déloger le Chancelier et de mettre à sa disposition une maison plus élégante et plus vaste. Mais la chose en resta là : soit parce que le Chancelier n'éprouva pas le besoin

de changer, soit qu'il aimât la tranquillité qui régnait dans la déserte Rue de Provence. Cette tranquillité et cette solitude n'étaient cependant pas aussi complètes que beaucoup de correspondants de journaux l'ont prétendu. Je ne fais même pas mention des tambours et des fifres des troupes à leur arrivée ou à leur départ, ni du bruit occasionné par les sorties, même pas au bruit du bombardement auquel on s'habitue comme le meunier à celui de ses roues ; je veux parler seulement des visites de toute nature et si nombreuses que le Chancelier reçut pendant ces mois si fertiles en événements. Souvent notre maison semblait un pigeonnier, tant il entrait et sortait de visiteurs. De Paris, il ne nous arriva d'abord que des personnages non officiels, venant sonder le terrain, et plus tard des négociateurs officiels en la personne de Favre et Thiers, parfois accompagnés d'une suite plus ou moins nombreuse. De l'*Hôtel des Réservoirs*, nous venaient des princes : le Prince Royal vint à différentes reprises et le Roi une fois. L'Église était également représentée dans ces visites par de hauts dignitaires, des archevêques et d'autres prélats. Berlin envoyait des membres du Reichstag, quelques chefs de partis, des banquiers et de hauts fonctionnaires de Bavière et d'autres Etats du Sud, des ministres venaient pour conclure des traités, des généraux américains, des membres du Corps diplomatique étranger en résidence à Paris, parmi lesquels un gentleman nègre ; puis des émissaires du parti impérialiste : tous désiraient parler au Chancelier dans la petite salle du premier. Que les reporters anglais essayèrent de s'approcher de sa personne, cela va de soi ! Puis c'étaient des estafettes, porteurs de sacs pleins de dépêches ou venant les remplir chez nous, des serviteurs de la Chancellerie avec des télégrammes, des ordonnances apportant des nouvelles de l'état-major. Il faut ajouter à tout cela les travaux personnels du Chef, travaux aussi pénibles qu'importants, et qui consistaient à découvrir, à inventer des solutions dans les circonstances difficiles ; puis les ennuis, les désagréments, les espérances déçues quoique raisonnables, défaut de soutien ou de bonne volonté de côté ou d'autre, critiques insensées des journaux allemands, mécontentement de ces derniers malgré des succès qu'on n'eût point osé rêver, embûches ultramontaines ; bref, il était parfois difficile de concevoir comment, malgré cette grande dépense de travail et de patience, il put conserver la santé et la bonne humeur, dont il faisait preuve souvent fort tard après dîner, dans des conversations sé-

rieuses ou plaisantes. Je remarquai que pendant son séjour à Versailles il ne fut qu'une seule fois indisposé et cela pendant trois ou quatre jours.

Le Ministre s'accordait peu de repos : une promenade à cheval, entre trois et quatre heures de l'après-midi, une heure passée à table et une demi-heure au café, qui se prenait au salon, constituaient sa récréation ; avec cela, de temps en temps après dix heures du soir, au thé, une conversation plus ou moins longue, et à l'aube quelques heures de sommeil. Il passait le reste de la journée, s'il n'était pas appelé auprès du Roi par quelque sortie des Français ou une autre action militaire importante, dans sa chambre à étudier, à produire, ou à expédier les affaires. Presque chaque jour, le Chancelier avait à table des hôtes d'importance ; et je pus connaître de vue et entendre parler la plupart des personnages connus et célèbres qui jouaient un rôle dans cette guerre. Favre mangea souvent avec nous, d'abord avec hésitation parce que ses compatriotes souffraient de la faim, suivant son expression. Plus tard il se laissa persuader et il fit comme les autres honneur aux bonnes choses que renfermaient la cuisine et la cave. Une fois aussi Thiers avec sa figure intelligente prit part à notre repas. Une autre fois le Prince Royal nous fit l'honneur de manger avec nous et se fit présenter les collaborateurs du Chef, qui jusqu'alors lui avaient été inconnus. Une autre fois encore nous eûmes pour hôte le Prince Albrecht. Parmi d'autres hôtes du Ministre je citerai : Delbruck, Président de la Chancellerie de la Confédération ; le duc de Ratibor, le prince Putbus, de Bennigsen, Simson, Bamberger, de Friedenthal, et de Blankenburg, puis les ministres bavarois de Bray et Lutz, ceux de Wurtemberg Waechter et Mittnacht, de Roggenbach, le prince Radziwill, enfin Odo Russell, l'ambassadeur anglais actuel près de l'Empire d'Allemagne. Quand le Chef était présent, la conversation était toujours animée et variée ; souvent elle était instructive, grâce à sa manière d'envisager hommes et choses ou aux anecdotes de sa vie passée.

Nos provisions nous venaient en partie de la patrie, sous forme de dons d'amitié, et en si grand nombre que l'office pouvait à peine les contenir. Au nombre des envois les plus généreux se trouvait un panier du meilleur vin du Palatinat, si je me souviens bien ce fut Jordan ou Buhl qui en fit cadeau; comme aussi un colossal pâté de truites de F. Schultze, le patron du *Jardin de Leipzick*,

de Berlin; et ce patriote nous fournit en même temps, en abondance, de la meilleure bière. Au nombre des dons les plus touchants, je citerai un plat de champignons, trouvés dans une carrière ou une cave près de la ville, par des soldats qui en avaient fait hommage au Chancelier. Plus précieux encore et plus poétique un bouquet de roses que d'autres soldats avaient cueillies pour lui, sous les balles ennemies.

En général nous étions servis par les serviteurs de la Chancellerie; ce qui exigeait des mains féminines, fut soigné par une femme à gages et par la femme du jardinier. Celle-ci se montra une ardente patriote française, qui détestait les Prussiens de tout son cœur et considérait Paris comme imprenable, alors même que déjà Favre avait signé la capitulation. Bazaine, Favre, Thiers, étaient pour elle des traîtres; et les yeux noirs de cette petite femme, maigre, phthisique, étincelaient avec tant de cruauté et de fureur, qu'on aurait dû s'en effrayer.

Madame J*** ne se fit voir que peu de jours avant notre départ. Elle a répandu, dans la suite, sur notre compte toutes sortes d'histoires monstrueuses, qui furent répétées par la presse française, et même par les journaux qui d'ordinaire se respectent et n'acceptent rien avant de l'avoir préalablement soumis à examen. Entre autres, elle a dit que nous avions emballé et emporté son argenterie et son linge de table, et que Bismarck avait aussi essayé de lui chiper une pendule de grand prix. La première assertion est une simple absurdité, car la maison ne contenait point d'argenterie, ou alors elle se serait trouvée dans un coin muré de la cave, qui, sur l'ordre formel du Chef, resta close. Quant à l'histoire de la pendule, elle se passa tout autrement que Madame J*** ne l'a racontée. C'était la pendule du salon qui supportait le petit diable en bronze. Madame J*** offrit ce meuble, d'ailleurs sans valeur, au Chancelier, pensant qu'il attacherait du prix à ce témoin d'importantes négociations, dont il avait mesuré le temps; elle en demanda une somme exorbitante, cinq mille francs, si je ne me trompe. Mais elle ne réussit pas à faire cette bonne affaire, car on refusa l'offre de cette femme si peu reconnaissante de la manière pleine d'égards dont on avait traité sa maison.

« — Je me rappelle, — nous raconta plus tard le Chancelier à Berlin, — que je fis à cette offre la réponse suivante : « La figurine grimaçante du lutin de la pendule, pourrait vous être

chère à titre de portrait de famille et je ne voudrais pas vous en priver (1). »

(1) Nous pouvons joindre au journal de M. le docteur Busch quelques notes prises sur le moment par Madame J***, la propriétaire de l'hôtel habité par M. de Bismarck et sa suite, du 6 Octobre 1870 au 5 Mars 1871 : —

Je rentre en possession de ma maison le 7 Mars, après avoir vu M. de Bismarck, le 5.

Ce jour-là, le comte était absent et je ne voulus pas entrer. Le petit comte, son neveu, est venu me trouver au jardin. Nous y sommes restés et il m'a fait part du désir de Son Excellence d'emporter un souvenir de chez moi.

Le comte, rentré, est venu me trouver. Quelques mots échangés lui laissèrent voir mon mécontentement.

« — Je croyais à des compliments, ce sont des reproches, madame, que vous m'adressez. »

Alors, salut militaire, et il me tourne le dos.

Préoccupée d'avoir blessé mon hôte, je me décide, à mon grand regret, à me trouver sur son passage. Il s'arrête.

« — Monsieur le comte, je n'ai pas cru vous faire de reproches, je n'en ai pas le droit ; c'est malgré moi si j'ai laissé deviner les déchirures de mon cœur. »

Il me tend la main, je suis forcée de la prendre, il me la serre, il m'assure que ma maison est en parfait état, il veut m'y faire entrer, je résiste, pas moyen. J'entre avec lui par mon grand salon. Le comte me suivait, me faisant les honneurs, tête nue. Nous traversons cette pièce, la porte de la salle de billard ouverte me laisse voir beaucoup de personnages autour d'une immense table, plusieurs lumières quoiqu'en plein jour. Arrivée dans le vestibule, je pus reconnaître une saleté indescriptible.

Nous montons, il me conduit dans la chambre de Gaston, son cabinet, se met devant un portrait

« — Votre mari... bonne figure... mais jeune... à sa mort, son portrait... vous l'avez ? »

Je lui montre une photographie, il va de suite dans sa chambre, *la mienne*, et compare cette photographie à un autre portrait ; de nouveau, il me dit des choses aimables, puis s'excuse sur cette chambre non faite, et qui pourtant n'est pas plus sale que les autres ; son lit n'a pas de draps ; des sueurs fort grandes en sont la cause.

Nous descendons à la bibliothèque, des clous dans les peintures. Je lui en fais la remarque.

« — C'est mon personnel, c'est la guerre. »

A tout, toujours la même réponse. Je réclame une pendule qui s'y trouvait ; vivement, il va dans le grand salon, et me conduit devant la cheminée.

« — La voilà, — me dit-il. — Thiers la détestait, nous avons discuté longuement devant elle, il ne pouvait la voir et répétait toujours : — Le diable !... le maudit diable !... la paix a été signée devant elle. Thiers ne l'aimait pas.

— Et vous, monsieur le comte ?

— Jolie... très artistique.... Y tenez-vous beaucoup ?

— Oui ! j'y tiens. »

Nous allons au jardin.

« — Vous voyez, madame, combien je tenais à respecter tout ce que vous avez, c'est parfaitement en état, même vos pintades qui m'ont bien ennuyé par leurs cris, dont je voulais manger les œufs et qui n'ont pas voulu m'en donner. Elles sont là, venez les voir. »

Mais la basse-cour était vide ; elles avaient été tuées par ordre du petit comte quelques jours avant mon retour. En nous promenant, il me dit : —

IX.

L'AUTOMNE A VERSAILLES.

Le lendemain de notre arrivée à Versailles, un épais brouillard vint annoncer que l'automne allait nous montrer son côté rigoureux. Cependant les arbres des avenues et des jardins, de même que

« — Je suis détesté par les Français, n'est-ce pas ?

— Oui, monsieur le comte. Êtes-vous bien sûr d'être aimé dans votre pays après tant de douleurs?

— Oh ! oui ! — me dit-il ; — 120,000 morts, 250,000 blessés !... c'est la guerre. »

Ces paroles furent dites très brièvement.

« — Quel beau jardin !... c'est ce qui m'a fait rester ici... dessiné par lui, n'est-ce pas ?... Voulez-vous que je quitte votre maison demain ? »

Enfin, d'une amabilité mielleuse, m'offrant de faire atteler pour me reconduire ; de faire préparer une chambre, si je désirais rester ; il me reconduit, non pas à la porte, mais presque au Boulevard, me disant au revoir.

Partie, je suis rattrapée près du collège, par deux cavaliers ; l'un descend de cheval, vient à moi et me dit : —

« — Eh bien ! madame, vous décidez-vous pour la pendule ? c'est un objet bien désiré par Son Excellence. Fixez un prix.

— Non, je ne veux pas. »

Nouvelles instances. Ennuyée, je lui dis que je rendrai réponse. Il la voulait de suite. Je ne cède pas.

Le lendemain je faisais dire au comte que je ne pouvais ni vendre, ni offrir ma pendule au comte de Bismarck.

Il allait quitter ma maison ; quatre voitures à quatre chevaux étaient dans la cour, et j'apprenais qu'après mon départ, la veille, il avait donné ses ordres de départ ; on avait emballé toute la nuit. J'étais devant ma basse-cour, quand M. de Bismarck descendit, il se dirigea de mon côté. Visiblement, je me détournai. Ma jardinière me suivit. Mon jardinier resta à la même place, le comte s'approcha de lui, et lui serra la main en lui disant : —

« — Si madame J*** change d'avis, voici mon adresse pour m'envoyer la pendule ; puis voici quarante francs. Cette somme doit suffire pour les réparations et mettre la maison en état de recevoir madame J***. On est bien heureux, ici, de voir mes talons. »

Puis il monta dans sa voiture, ainsi que plusieurs personnages ; le personnel était parti dès le matin.

Le conseiller seul restait ; il vint me faire des excuses de ne pas encore me rendre mes clefs, me prévenant qu'il ne partait que le lendemain avec l'Empereur. Je profitai de sa présence pour décharger mon cœur et lui dire que j'étais bien surprise que la présence de M. de Bismarck n'ait pas mis ma maison à l'abri du vol, puisque quatre cents francs en or avaient été pris dans un secrétaire, dans le cabinet même du comte, ainsi qu'une collection de médailles. Beaucoup d'objets ont disparu ; la vaisselle et la verrerie sont brisées ; des armoires et des meubles ont été forcés, même brisés pour les ouvrir, des placards où se trouvait du madère ont résisté malgré de grands efforts pour les ouvrir.

. . . .

les hauteurs boisées des environs de Paris, étaient encore tout verts.

En réponse aux bruits répandus par toute la presse allemande, sur l'arrestation de Jacoby, nous expédions aujourd'hui l'exposition du caractère de cette mesure.

Nous entendons répéter sans cesse que cette arrestation a été une violation du droit. Cette mesure est peut-être inopportune, mais ce n'est point une violation du droit, car nous sommes en guerre, et le droit civil doit céder le pas aux nécessités militaires. Cet emprisonnement est une mesure du ressort de la guerre et n'a rien de commun avec la police et les juges. Jacoby est tout simplement prisonnier de guerre, comme les espions arrêtés en Allemagne, auxquels nous n'entendons naturellement pas l'assimiler. En d'autres termes, il constituait l'une des forces qui rendaient plus pénible l'exécution du but de la guerre, et qu'il a fallu, pour cette raison, paralyser. Un coup d'œil jeté sur les cas nombreux où les autorités militaires sont forcées de méconnaître aux personnes les droits que leur assure la constitution éclairera cette mesure. L'intérêt de la défense l'exige. On peut dévaster les propriétés privées, brûler les maisons, abattre les arbres, violer les demeures, barrer les chemins de fer et les routes et suspendre tout autre moyen de transport, les bateaux, les voitures, sans que pour cela on ait besoin du consentement préalable des intéressés. Cela est vrai tant dans le pays même qu'en pays ennemi. Il faut ranger dans la même catégorie de droits l'éloignement des personnes qui prêtent à l'ennemi un secours moral ou matériel, ou même celles qu'on peut soupçonner. Ces principes sont admis tant qu'ils concernent le théâtre de la guerre; ils ne varient pas d'ailleurs avec les lieux. L'autorité a à appliquer les droits et les devoirs qui découlent de l'objet de la guerre; à éloigner les obstacles des endroits où l'on se bat; elle a pour devoir de rendre impossibles les événements qui, même à l'intérieur, pourraient retarder la conclusion de la paix. Actuellement, nous faisons la guerre afin d'obtenir des conditions qui auront pour objet de nous défendre contre les attaques ultérieures de l'ennemi; celui-ci s'y oppose tout naturellement, et il se trouve encouragé et soutenu dans cette résistance par des manifestations d'Allemands qui déclarent ces prétentions inutiles et injustes. Le manifeste des ouvriers de Brunswick et la résolution de Kœnigsberg ont été utilisés par la presse française, et les républicains qui sont actuellement au pouvoir à Paris croient être dans le vrai en rejetant nos conditions. Ils mesurent l'influence que leurs coreligionnaires politiques allemands pourraient exercer sur la politique du gouvernement allemand à celle qu'ils ont exercée chez eux-mêmes. L'impression que ces démonstrations ont produite à Brunswick et à Kœnigsberg est naturellement sans conséquence sur ces deux villes ; mais il s'agit de l'impression qu'elles ont produite à Paris, et celle-ci a été telle, qu'il a fallu rendre impossible le renouvellement de semblables démonstrations et en écarter les instigateurs.

Avant le déjeuner, je visitai le château de Versailles. Une grande partie avait été transformée en ambulance. Du côté de la ville le château est divisé en trop de corps de bâtiments. J'entrai dans la galerie des tableaux. Ceux qui étaient placés au bas des murs étaient protégés par des planches. Dans cette galerie des lits et des blessés. Les statues de dieux et les groupes de nymphes qui sont auprès du grand bassin sont d'une beauté remarquable. Le second bassin, devant le grand escalier, et la grande pièce d'eau, longue d'un quart de mille, offrent aussi des œuvres d'art d'une égale valeur. Mais quelques-unes des statues de marbre qui ornent les allées conduisant du deuxième au troisième bassin sont, à mon goût, les plus remarquables. Le parc est immensément grand et n'a pas l'air aussi maniéré que je me l'étais imaginé, d'après les descriptions; les arbres seulement, en forme de cônes et de pyramides, près du grand escalier, témoignent d'un goût peu artistique.

Bohlen ne parut pas au repas; il avait des crampes ou une hémorragie. Keudell m'avait dit ce matin que notre séjour à Versailles durerait bien trois semaines, que Metz capitulerait bientôt, et qu'il n'y avait plus à manger que de la viande de cheval non salée; mais qu'à Paris, on n'était point découragé, bien qu'on y vît mourir beaucoup d'animaux, parce qu'on ne pouvait les nourrir que de fourrage comprimé. Ce fait fut affirmé par Burnside, qui, dans l'intervalle, avait été à Paris. Le Ministre fut moins affirmatif; il fut d'avis que la guerre pourrait durer encore longtemps, jusqu'à Noël, peut-être même jusqu'à Pâques, et que les soldats seraient sans doute obligés de rester des années encore en France. Dès le 18 Septembre on aurait dû prendre Paris d'assaut. Puis il dit à son valet de chambre : —

« — Engel, faites donc venir ma fourrure de Berlin ; ou plutôt les deux, l'épaisse et la légère.... »

La conversation roula ensuite sur le genre de vie menée par les princes à l'*Hôtel des Réservoirs*, et sur la question de savoir si les frais de leur séjour seraient payés par le Roi, par eux-mêmes, ou par la ville.

Un Anglais du Quartier-Général de Meaux, raconte dans le *Daily Telegraph*, que le Chancelier, dans l'entretien qu'il eut avec Mallet, a dit : —

Ce qui nous préoccupe le plus, le Roi et moi, c'est l'influence qu'une république en France pourrait exercer sur l'Allemagne. Nous savons

bien quelle influence la république des États-Unis a exercée sur l'Allemagne. Si les Français nous font la guerre avec une propagande républicaine, ils nous feront par là plus de tort qu'avec leurs armes.

Le Ministre avait écrit en marge de cet article : ABSURDE... MENSONGE.

VENDREDI, 7 *Octobre*. — Ce matin, après l'aube, j'entendis plusieurs coups de canon de gros calibre qui paraissaient être à quatre kilomètres d'ici. Plus tard, je pus annoncer à Berlin que nos pertes dans le dernier combat avaient moins été grandes que celles des Français, contrairement à ce qu'avait dit la presse française. Selon cette presse, les Français n'auraient eu que trois ou quatre cents morts et blessés; en réalité, devant la 12e division allemande seulement, ils ont laissé quatre cent cinquante hommes; et ils en ont perdu en tout huit cents, tandis que nous n'avions eu que quatre-vingt-cinq morts.

L'ambassadeur de Grèce à Paris, nous dit Hatzfeld au déjeuner, est sorti avec une *smalah* de vingt-quatre ou vingt-cinq personnes, pour se rendre à Tours à la délégation du gouvernement de la Défense Nationale. Le fils de l'ambassadeur avait dit à Hatzfeld que Paris ne lui plaisait plus parce qu'on mangeait trop peu de viande.

J'ai traité les pensées suivantes dans un article : —

Nous ne faisons pas la guerre pour éterniser l'occupation du sol français, mais pour obtenir un traité aux conditions que nous avons posées. Il nous faut un gouvernement qui représente la volonté de la France et qui soit en état de s'engager et de se lier. Or, le gouvernement actuel n'est pas dans cette situation. Il doit être confirmé par une Assemblée Nationale ou remplacé par un autre gouvernement. Pour cela il faut des élections générales, et nous sommes disposés à les laisser s'accomplir autant que le permettra la stratégie, Mais ceux qui détiennent en ce moment le pouvoir à Paris semblent peu disposés à y avoir recours, et de cette façon ils nuisent aux intérêts de leur pays.

Dans l'après-midi, je visite de nouveau le parc derrière le château, mais je ne prends point cette fois par l'Avenue de Saint-Cloud et la Place d'Armes, mais par le Boulevard de la Reine qui mène au bassin de Neptune, où ce Dieu trône avec son épouse et toutes espèces de monstres marins grotesques. J'y rencontre, dans un endroit écarté, le Chancelier accompagné de Hatzfeld. On ne voit nulle part de sergents de police allemands. Pourquoi sont-ils venus?

A table, Hatzfeld se plaint que les Grecs, désireux de partir, ne

cessent de le tourmenter. Il ressort de la suite de l'entretien qu'ils éveillent quelques soupçons, ainsi que d'autres visiteurs. La conversation roula ensuite sur l'état d'épuisement où se trouve la ville de Versailles qui vient de faire de grandes dépenses. Le nouveau maire de cette ville, M. Rameau, a obtenu une audience du Chancelier. Celui-ci nous a parlé de cet entretien.

« — J'ai dit à Rameau qu'il fallait faire un emprunt. « — Oui, — m'a répondu le maire, — mais alors laissez-moi aller à Tours, car il me faut pour cela l'autorisation de mon gouvernement. » Mais je ne pouvais guère lui donner cette permission. Du reste, les gens de Tours ne lui auraient pas accordé l'autorisation, car ils sont d'avis qu'il est du devoir des Versaillais de mourir de faim, afin de faire mourir les Prussiens avec eux. Mais ils oublient que nous sommes les plus forts et que nous prenons ce dont nous avons besoin. Ils n'ont, du reste, pas la moindre idée de ce que c'est que la guerre. »

On parla ensuite de la possibilité de réunir une Assemblée Nationale Constituante, mais on pense qu'une assemblée de ce genre ne pourra jamais se réunir à Versailles où il n'y a pas de salle assez grande, le château étant occupé par les blessés. L'Assemblée de 1789, s'était, il est vrai, réunie à Versailles, mais dans la suite les trois ordres s'en étaient allés siéger séparément jusqu'au moment où ils s'étaient réunis dans la salle du Jeu de Paume. Mais celle-ci n'existe plus. Puis le Ministre parla du château et de son parc. Il loua surtout l'orangerie de la terrasse, puis il ajouta : —

« — Mais que sont ces orangers dans leurs caisses auprès des bois d'orangers de l'Italie ? »

Puis on causa de la tolérance en matière de religion. Le Chancelier se déclara énergiquement pour la tolérance, comme à Saint-Avold.

« — Mais les gens, qui se disent éclairés, ne sont pas non plus tolérants; ils persécutent les fidèles, non pas en les menaçant du bûcher, ce n'est plus la mode, mais en répandant dans le peuple le sarcasme et la calomnie, de sorte que les libres-penseurs font tout à fait comme faisaient les orthodoxes d'autrefois. On ne saurait s'imaginer quel plaisir on causerait en pendant le pasteur Knak. D'ailleurs le Protestantisme autrefois n'était guère tolérant non plus. »

Bucher fait observer que, d'après Bukle, les Huguenots avaient

été des réactionnaires zélés, ainsi que tous les Protestants de l'époque. Chaque pasteur était un petit pape.

« — Pas précisément des réactionnaires, — répondit le Chef, — mais de petits tyrans. — Il cita la conduite de Calvin envers Servet. — Luther était comme lui, — » ajouta-t-il.

Je rappelai la manière cruelle dont il avait traité Karlstadt et Munzer. Je citai ensuite les théologiens de Wittemberg et le Chancelier Krell. Bucher raconta que les Presbytériens d'Ecosse, à la fin du dix-huitième siècle, avaient enchaîné et condamné à la déportation un homme qui avait prêté à un autre le livre sur les droits de l'homme, de Thomas Payne. Je citai à mon tour les Puritains de la Nouvelle-Angleterre, leur intolérance inflexible et ridicule pour tous ceux qui ne pensaient pas comme eux et leurs lois tyranniques contre l'abus de l'alcool.

« — Et l'observation du Dimanche ?— dit le Chef,— c'est une autre tyrannie. Je me souviens, en arrivant en Angleterre, d'avoir sifflé dans les rues de Hull. Un Anglais, dont j'avais fait la connaissance à bord, me dit qu'il ne fallait pas siffler et ajouta textuellement : *Pray, sir, do not whistle*. Je lui dis : « Pourquoi ? serait-ce défendu ? » — « Non, mais c'est Dimanche aujourd'hui. » Cela fit sur moi une impression si désagréable que je pris tout de suite un billet pour Edimbourg, car il ne me plaisait pas de ne pouvoir siffler quand l'envie m'en prenait. Cependant, avant de partir, j'eus encore le temps d'apprécier deux bonnes choses : *toasted cheese..... welsh rabbit*. Il faut dire que nous étions allés dans une taverne. D'ailleurs, je ne suis pas du tout contre l'observation du Dimanche. »

Bucher ajouta que, d'ordinaire en Angleterre, le Dimanche ne lui avait jamais paru désagréable ; il aimait à voir le calme suivre six jours de bruit et de tumulte.

« — Pour moi, — répondit le Comte, — je fais tout pour que mes gens observent le Dimanche, mais, je ne force personne : chacun doit savoir ce qu'il a à faire pour se préparer à la vie future. Il ne faut pas travailler le Dimanche, non pas tant parce que la loi divine s'y oppose que parce que les hommes ont besoin de repos. Ceci évidemment ne concerne pas les affaires diplomatiques. Les dépêches arrivent incessamment et il faut y répondre. Il ne faut pas non plus reprocher à nos paysans de faire leur récolte le Dimanche, quand ce jour-là il fait beau après une longue pluie. Je n'aurais pas le cœur d'interdire cela à mes fermiers. Pour moi, je

puis bien supporter les dommages que causerait un travail retardé, mais mes fermiers ne le peuvent point. »

Je racontai que j'ai vu des Américains ne se permettant pas même de faire la cuisine le Dimanche. Je fus invité un jour à dîner à New-York et l'on servit froid.

« — Oui, — dit le Chef, — à Francfort, le Dimanche, je mangeais aussi d'une façon très frugale, et je ne faisais jamais atteler à cause des domestiques. »

Je dis encore qu'à Leipsick toutes les boutiques étaient fermées, sauf les boulangeries et les bureaux de tabac.

« — Ce devrait être partout comme cela, — dit le Chef. — Cependant je ne voudrais forcer personne. On devrait surtout réclamer le repos dans les forges et dans les métiers bruyants, principalement dans le voisinage des églises. »

Le soir, le Chef m'appela.

« — On m'écrit, — dit-il, — qu'il y a dans le *Nord-Deutsch* un terrible article contre les Catholiques : est-il de vous?

— Je ne sais pas lequel, Excellence, — répondis-je. — J'ai parlé plusieurs fois, ces derniers temps, des menées ultramontaines. »

Il chercha et trouva l'article, en lut une partie tout haut, et dit : —

« — Hum! mais c'est que tout cela est très vrai et très juste, oui... il est très bien... mais le bon... est tout à fait dans les filets de Savigny; il est furieux de ce que nous n'avons pas sauvé le Pape. »

SAMEDI, 8 *Octobre*. — Avant que le Ministre ne soit levé, je m'en vais visiter le château des Bourbons, dont le pavillon central est surmonté du drapeau blanc et noir; à côté, est le drapeau blanc à croix rouge. Je trouve que les statues des héros français qui ornent la cour ont peu de valeur artistique. Dans ce nombre sont Bayard, Turenne, Duguesclin, Colbert, Sully, et Tourville. Les illustres marins ont des poses d'acteurs, on craint de les voir tomber de leurs piédestaux. Le Louis XIV de bronze est infiniment plus beau, et cependant je lui préfère la statue du Grand-Electeur érigée à Berlin par Schluter. La matinée et sombre et fraîche; c'est l'automne qui commence. Les feuilles des arbres des avenues sont rouges et jaunies et bientôt on pourra supporter le feu.

Au déjeuner, je fis remarquer que le ton sentimental et pleurard du rapport de Jules Favre sur Haute-Maison et Ferrières n'était qu'une comédie.

« — C'est peut-être son ton naturel, — dit Keudell, — et il est convaincu. Il fait partie du ministère des *honnêtes gens*, ce qui en français implique une nuance de faiblesse. »

Le Chancelier dîne aujourd'hui chez le Roi.

DIMANCHE, 9 *Octobre*. — Mauvais temps. Froid et pluie. Les feuilles tombent. Le vent souffle du Nord-Ouest. Néanmoins je fais une promenade en prenant par la Rue Saint-Pierre qui mène à la Préfecture de l'Avenue de Paris où loge le Roi; puis, par une autre rue, j'arrive au monument élevé à l'Abbé de l'Épée. Au retour, je rencontre Keudell, qui m'annonce pour le 18 le commencement du bombardement de Babylone. Au déjeuner, Delbruck revient. Le Ministre paraît en être content. Nous buvons de la vieille eau-de-vie de grains que Delbruck loue en connaisseur. Il paraît avoir fait une étude approfondie et non sans succès de la science des bonnes choses. On raconte qu'un escadron de hussards de Flensbourg a été surpris et dispersé par des francs-tireurs, près de Rambouillet. Soixante chevaux sont perdus. Nous avons été aujourd'hui treize à table et avec nous le docteur Lauer.

Hier soir, très tard, un officier se présente porteur d'un télégramme. J'en avertis le Chef. Ce matin, j'apprends que la dépêche venait de Paris. Les diplomates étrangers qui s'y trouvent réclament le droit d'envoyer leurs correspondances à travers nos lignes. Le Chancelier ne paraît pas disposé à leur reconnaître ce droit. Le Chancelier vient de rassurer le maire de Versailles; il a fait remise à la ville de la contribution de quatre cent mille francs qu'elle devait payer.

LUNDI, 10 *Octobre*. — Ce matin, entre sept et huit heures, on entendit de nouveau une douzaine de coups de canon, et Willisch prétend avoir entendu en même temps de la fusillade. Appelé plus tard auprès du Chef. Le Ministre va déjeuner chez le Prince Royal. A table, on parla chez nous de l'entretien qu'a eu le Roi avec Napoléon, au petit château de Bellevue, près de Sedan, dont Russell a donné la relation détaillée dans le *Times*. Cet entretien a pourtant eu lieu sans témoins, et le Chancelier n'en sait que ceci : c'est que le Roi lui a donné l'assurance qu'il n'y a pas été dit un mot de politique.

Au dîner, auquel assistait le Ministre, on parla de tours de force. Le Ministre raconta plusieurs anecdotes à ce sujet.

« — Il me souvient de m'être trouvé, près du Pont-du-Gard, en compagnie des Orloff. Le Pont-du-Gard est un vieil aqueduc du temps des Romains qui traverse une vallée. La princesse Orloff nous dit qu'il nous fallait passer sur cet aqueduc. Le passage était fort étroit et courait le long d'un conduit. Il n'avait guère qu'un pied et demi de large. L'entreprise n'était pas sans danger. Pourtant, je ne pouvais pas permettre à une femme d'être plus courageuse que moi. Je traversai donc avec elle, tandis que le prince restait dans la vallée. Durant un certain temps nous marchâmes sur des dalles d'où l'on plongeait sur une profondeur de cent pieds. Bientôt les dalles vinrent à manquer; le bord n'était composé que de moellons. Je pris mon courage à deux mains. J'avançai rapidement vers la princesse, je la saisis d'un bras et je sautai avec elle dans le conduit, qui était profond de cinq pieds. Ceux que nous avions laissés en bas furent dans la plus grande inquiétude jusqu'à ce qu'ils nous eussent vus reparaître. »

Une autre fois, le Ministre faisait, avec quelques compagnons, une excursion en Suisse au glacier de Rosenlain. Il fallait franchir un passage difficile. Une dame, avec son guide, l'avait déjà franchi. Venaient ensuite un Français, Bismarck, et un second guide. A moitié chemin le Français s'écria : « — Je n'en puis plus! » Le Ministre était tout près de lui; il demanda au guide ce qu'il y avait à faire. « — Passez devant, et, en lui mettant deux bâtons sous les bras, nous le porterons. » « — Mais, — dit Bismarck, — peut-être va-t-il me saisir, dans son désespoir, et me faire dégringoler avec lui. » Pourtant, on en vint à bout.

Je racontai mon voyage au dangereux passage de la Kakeskala, entre Mégare et Corinthe.

Le soir, le Chef me fit appeler dans sa chambre pour me donner un ordre au sujet de Garibaldi. Ce dernier était arrivé à Tours et y avait offert ses services à la République française. Le Chancelier me dit : —

« — Pourquoi êtes-vous parfois si brutal dans vos écrits? Ce que vous avez écrit récemment sur les ultramontains était bien violent. »

Je lui répondis que je pouvais aussi être poli et que je savais être fin avec malice.

« — Eh bien, alors, soyez fin, — dit le Chancelier, — mais sans malice. Ecrivez en diplomate et souvenez-vous que l'on est poli même dans les déclarations de guerre. »

A neuf heures et demie, Burnside reparut avec son compagnon et resta jusqu'à dix heures et demie chez le Chancelier. Plus tard, on vit le Chancelier se promener dans le jardin, au clair de lune, jusqu'à minuit, tandis que le tonnerre des canons retentissait du côté de Paris; on entendit même le craquement d'une forte explosion.

MARDI, 11 *Octobre*. — On dit que le sourd craquement de la nuit dernière a été causé par deux ponts que l'on faisait sauter. De simples citoyens anglais, même allemands pensent qu'il est de leur devoir de nous donner des conseils pour amener la paix. Ce matin, une lettre de Vorderditmarschen arrive au bureau. Un certain monsieur R..., prie avec beaucoup de respect le Chancelier de vouloir bien insérer un avis dans le *Times*, pour engager les Français à ne pas continuer leur résistance. Il joignait à sa lettre le coût de l'insertion : trente thalers et dix groschen. A dix heures, je pus télégraphier la nouvelle d'une victoire. Le général von der Tann a soutenu un combat contre des troupes régulières françaises; il a pris trois canons et fait mille prisonniers en repoussant vivement l'ennemi dans la direction d'Orléans.

Dans l'après-midi, je visitai en passant les grandes salles qui avoisinent la chapelle. Je considérai les exploits des Français, éternisés ici par le pinceau et le ciseau. Au rez-de-chaussée, on voit de bons tableaux à côté de médiocres. Ils retracent les faits de l'histoire ancienne de la France et ont été peints sous Louis XIV et Napoléon Ier. Au premier étage on voit les immenses toiles d'Horace Vernet avec les gloires (*sic*) de ses compatriotes en Algérie, ainsi que les tableaux plus modernes tirés des campagnes de Crimée et d'Italie avec les bustes des généraux. Les tableaux des journées de Wœrth, de Sedan, de Metz, ne figureront sans doute pas ici. Nous reviendrons visiter le musée à loisir; on peut déjà voir que ces galeries sont faites pour flatter le chauvinisme national et qu'elles ne sont rien moins qu'un musée d'œuvres d'art.

D'après les conversations qui eurent lieu à table, on songe à réunir à Versailles un congrès de princes allemands, on espère que le Roi de Bavière s'y rendra aussi. Delbruck pense qu'une partie des appartements du château serait une résidence convenable pour S. M. le Roi de Bavière. Mais on lui répond que la chose serait difficile, le palais étant déjà, en grande partie, transformé en ambulance où règne le typhus. Le Chef ayant dîné chez le Prince

Royal, n'arrive qu'à dix heures du soir. Il a un nouvel entretien avec Burnside.

Mercredi, 12 *Octobre*. — Jour brumeux. Traduit pour le Roi deux lettres d'un général anglais. Le général nous recommande de barrer le cours de la Seine au moyen du pont de Sèvres et d'inonder ainsi Paris. Je fais ensuite l'extrait d'un rapport fait par un officier d'ambulance, de l'ordre de Saint-Jean. Il y parle avec beaucoup d'éloges de la manière dont la population belge de Bouillon a reçu nos blessés. J'écris ensuite un article sur l'attitude hostile, pour nous, de l'ultramontanisme dans toute cette guerre. Je montrai cet article au Chef qui me dit : —

« — Vous n'écrivez pas encore assez poliment. Vous êtes, selon vous, passé maître en finesse et en malice. Soyez convaincu que vous avez mis là plus de malice que de finesse. Le but en politique ne doit jamais être d'offenser. »

Au thé, arrive Burnside. Il veut partir pour Bruxelles pour y choisir une résidence pour sa femme, actuellement à Genève, et dit que Sheridan est déjà parti pour la Suisse et l'Italie. Il paraît que le rôle d'intermédiaire des Américains est fini. Burnside désire encore voir le Chef ce soir. Je l'en dissuade en lui disant que, vu sa prédilection pour les Américains, le Chancelier le recevrait sans doute, mais qu'il fallait songer au peu de temps qui lui restait. Il lui manquait déjà cinq ou six heures par jour, pour terminer ses affaires, de sorte qu'il lui fallait toujours travailler très tard dans la nuit et il était obligé d'abréger même ses entretiens avec des têtes couronnées.

Jeudi, 13 *Octobre*. — Matinée fort orageuse qui arrache les dernières feuilles aux arbres. Je lis un rapport venant de Rome. Il résulte des votes qu'il n'existe pas à Rome de parti papal. On peut dire que toute l'organisation politique de l'Etat Pontifical est tombée en poussière comme un cadavre qui, privé depuis des milliers d'années du contact de l'air, tombe en poudre au moindre toucher. Le vote ordonné par la constitution de l'Italie a la valeur d'une manifestation volontaire des sentiments du peuple. D'après une lettre reçue récemment de Saint-Louis, partie le 13 Septembre, le sentiment national des Allemands des Etats-Unis l'emporterait maintenant sur leurs sentiments républicains : —

Un Allemand demeurant ici depuis vingt ans, et qui jusqu'à aujourd'hui a été votre ennemi mortel, vous crie : En avant, Bismarck! Bravo, Guillaume!

Il paraît que nos démocrates ont besoin d'aller à l'étranger pour éprouver les sentiments naturels du patriotisme.

Des Français viennent trouver Bismarck pour implorer la paix, mais ils ne sont pas ce qu'il faudrait qu'ils fussent. Un Liégeois conjure le Chef, au nom de l'humanité, des veuves et des petits enfants de France et d'Allemagne, victimes de cette affreuse guerre, de rappeler Jules Favre, de couronner la gloire acquise déjà en se faisant payer les frais de guerre et en faisant raser les forteresses. « Et que ne peut-on les renverser toutes et anéantir tous les canons ! »

Au déjeuner, Hazfeld nous présente un lieutenant de hussards du nom d'Uslar, qui vient des avant-postes et qui nous dit que les forts de Paris envoyaient une demi-douzaine de pains de sucre en fonte aussitôt qu'ils apercevaient un casque prussien. Ils paraissent donc ne pas manquer au moins de munitions.

Dans l'après-midi, j'allai visiter le petit Trianon. Sur la cime des arbres de la grande allée qui y conduit croissaient des touffes de gui. Nous visitâmes les appartements de la Reine Marie-Antoinette, et nous y vîmes les divers tableaux qui la représentent, enfant, au milieu de ses frères et sœurs ,et aussi en reine. On y voit aussi un portrait de son Louis XVI et des meubles de toute espèce que nous expliquait consciencieusement le guide. Le soir, le Ministre me fit appeler cinq fois. J'eus donc beaucoup de besogne.

VENDREDI, 14 *Octobre*. — Je télégraphie à Londres et à Bruxelles relativement aux fausses assertions de Ducrot dans la *Liberté*.

On annonce que le général Boyer, premier aide de camp de Bazaine, est arrivé comme négociateur à Versailles. Le Chef ne paraît pas vouloir causer sérieusement avec lui aujourd'hui.

En entrant au bureau le Chancelier me demanda : —

« — Quel jour sommes-nous, aujourd'hui?

— Le 14.

— Alors il ne faut rien faire, c'est le jour d'Iéna et de Hochkirchen. De plus il ne faut pas oublier non plus que c'est aujourd'hui Vendredi. »

Pendant le dîner le Chancelier nous dit : —

« — J'ai une idée favorite relativement à la conclusion de la paix.

Etablir un tribunal international pour juger ceux qui ont excité à la guerre : les journalistes, les députés, les sénateurs, les ministres. »

Abeken ajouta : —

« — Thiers indirectement appartient à cette classe d'individus, surtout son histoire chauviniste du *Consulat et de l'Empire.* »

Le Ministre dit : —

« — Je voudrais un nombre égal de juges pris dans chaque puissance, et nous serions les accusateurs. Mais les Anglais et les Russes n'y consentiraient pas. On pourrait alors composer le tribunal de ceux qui ont le plus souffert d'eux. J'ai lu un article de l'*Indépendance* écrit par Gramont. Il nous blâme de n'avoir pas laissé aller Napoléon à Sedan et d'avoir marché sur Paris au lieu de nous être contentés d'occuper l'Alsace et la Lorraine. Je m'étais d'abord imaginé que l'article avait été écrit par Beust ou quelqu'un de nos amis de ce genre. Mais bientôt j'ai acquis la conviction que l'auteur est un Français. »

Le Chancelier nous en donna la raison puis continua : —

« — L'auteur aurait raison si son hypothèse était juste, à savoir que nous ne voulons pas l'annexion mais une simple indemnité. De plus il vaut encore mieux avoir, outre l'Alsace, Paris en gage. Si l'on veut obtenir quelque chose de raisonnable, le gage ne saurait être trop considérable. »

On parla ensuite de Boyer qui, avec son uniforme français, avait produit une vive sensation à Versailles et que la population avait alué des cris de : VIVE LA FRANCE ! On raconte que Boyer a dit : —

« — L'armée de Metz est pour l'Empereur et ne veut pas entendre parler de la république des avocats parisiens. »

Le Chancelier dit de Boyer : —

« — Ce général est un de ces hommes qui maigrissent subitement sous le coup d'une émotion quelconque. De plus, il a une qualité : il peut encore rougir. »

Le Chancelier appela ensuite la clémence envers les francs-tireurs une négligence criminelle. Il faut considérer que Gambetta venait d'engager les Français à la guerre à outrance, que la presse (1)

(1) Dans le *Petit Journal* du 14 Septembre, Thomas Grimm, après avoir accusé les Prussiens de trop bien comprendre le pillage systématique et la dévastation faite en règle, d'avoir laissé derrière eux le désert à Nancy, à Bar-le-Duc, à Reims, à Châlons, et à Troyes, d'avoir assassiné les maris pour avoir les femmes, les pères pour violer les filles, termine par la tirade suivante : —

poussait sans cesse à des actes indignes, et que récemment des cruautés avaient été commises par des volontaires sur nos soldats. Cela ne fait-il pas songer au proverbe : L'écho répond ce qu'on lui crie.

Le Chancelier continua : —

« — Nos gens tirent mais ne fusillent pas avec plaisir. On devrait mettre le feu à tous les villages où il se produit une trahison et en pendre tous les hommes. »

Le comte de Bismarck-Bohlen raconte ensuite que l'on avait brûlé entièrement le village d'Ably, où, il y a huit jours, les habitants, de concert avec les francs-tireurs, avaient surpris des hussards de Sleswig, dont il n'était resté que onze cavaliers.

Le Chef loue avec justice l'énergie que l'on a déployée pour venger cet acte.

On dit que deux coups de fusil ont été entendus près de notre maison. On a envoyé s'informer.

« — C'est peut-être une sentinelle,— dit le Chef.— On a peut-être vu un homme suspect. Cela me rappelle qu'avant-hier j'ai vu une échelle dans le jardin et j'ai éprouvé une envie presque irrésistible d'y monter pour atteindre le faîte du mur : si une sentinelle m'avait aperçu!... »

Vers dix heures Moltke arriva, ainsi qu'un autre officier, le Ministre de la Guerre, je crois. Ils veulent sans doute conférer avec le Chef de la mission de Boyer.

Samedi, 15 *Octobre*. — J'ai écrit un article sur la destruction du château de Saint-Cloud, incendié par des obus français sans aucune nécessité, tandis que nos soldats s'efforçaient de sauver les œuvres de prix et les objets d'art qui s'y trouvaient. Puis, j'ai fait

Allons, ouvriers, paysans, citoyens! Allons, que les francs-tireurs s'arment, s'organisent, s'entendent; qu'ils se réunissent en masses et en détachements pour fatiguer et harasser l'ennemi; qu'ils s'embusquent sur la lisière des bois, dans les fossés, le long des haies, comme les chasseurs à l'affût des bêtes féroces; que le sentier le plus étroit et le coin le plus sombre leur serve de point de ralliement. Toutes les armes sont bonnes, car c'est une guerre sainte! Le fusil, le poignard, la faux, le bâton sont des armes permises contre l'ennemi que nous rencontrons. Tendons-lui des pièges à loups, jetons-le dans les puits, dans les citernes, brûlons-le dans les forêts, noyons-le dans les fleuves; incendions les tentes sous lesquelles il dort. Qu'il tue, n'importe comment, celui qui peut tuer. En embuscade! Frappez!

Le *Combat*, organe du citoyen Félix Pyat, veut ouvrir une souscription pour donner un fusil d'honneur à celui qui, par assassinat, débarrassera la France de la présence du Roi de Prusse.

un second article sur l'emprisonnement de Jacoby. Il est analogue aux précédents.

Vers deux heures et demie, Boyer se présenta de nouveau chez le Chef. Beaucoup de gens l'attendaient devant la grande porte. A quatre heures, lorsqu'il sortit, ils ôtent leurs chapeaux et crient : VIVE LA FRANCE ! Ce à quoi le Ministre, comme il l'a dit à table, ne put trouver aucun mal. Je fais un tour dans le parc du château. Sur un vase de marbre je lis cet épanchement poétique d'un Gaulois mécontent de l'unité des Allemands. Avant de citer les vers il me faut avertir le lecteur que je les ai copiés avec les fautes d'orthographe et les obscurités de langage.

> Saxons, Badois, Bavarois,
> Dupes d'un Bismarck plein d'astuce,
> Vous le faits bûcher tous trois
> Pour le roi de Prusse.
> J'ai grand besoin, mes chers amis,
> De mourir empereur d'Allemagne
> Que vos mânes en graissant (*sic*) la campagne,
> Mais que mes vœus sont (*sic*) accomplis.

Ce trait d'esprit était recopié sur un banc de marbre. La coutume de salir de charbon et de craie les bancs et les murs semble avoir été une rage dans ce parc. J'y ai lu plus de mille fois : A BAS LES PRUSSIENS ! et autres choses de ce genre.

A quatre heures un nègre de haute taille et fort bien vêtu se fit annoncer au Ministre. Sur sa carte on lisait : —

GÉNÉRAL PRICE,

Ambassadeur de la République de Haïti.

Le Chef manifesta son regret de ne pouvoir le recevoir. Moltke et Roon étaient avec lui. Il le pria de lui faire savoir par lettre l'objet de sa visite. A cinq heures, le Prince Royal vient conférer avec le Chancelier. Il paraît que rien n'est conclu entre Metz et nous. D'autres causes paraissent empêcher la réalisation des volontés politiques du Chancelier. Celui-ci dit à ce sujet, à table : —

« — Il est regrettable que je sois obligé de discuter chacun de mes plans avec cinq ou six personnes qui souvent n'y comprennent pas grand'chose mais dont je dois écouter les observations et que je dois réfuter poliment. Dernièrement j'ai été trois jours à vider une affaire qui pouvait être expédiée en trois minutes. Est-ce que je me

mêle des affaires militaires? Est-ce que je demande aux officiers de me rendre des comptes? »

Le Ministre ne disait rien de ses entretiens avec Boyer. Personne, ni Hatzfeld, ni Keudell, ne pouvait savoir à quoi ils pourraient bien aboutir.

Dimanche, 16 *Octobre*. — J'ai reçu une lettre de B. de L. Il désapprouve les mesures prises contre Jacoby; il pense que Bismarck pouvait agir comme il l'entendait pourvu qu'il suivît une saine politique allemande, c'est-à-dire qu'il tendît à créer l'unité de l'Allemagne. On est, poursuit-il, tellement convaincu en Allemagne que cette solution est entre les mains du Chancelier, qu'on le rend responsable de toute résistance pouvant se produire dans l'opinion publique. On se dit que si le Comte de Bismarck n'encourageait pas ce mouvement de l'opinion, celui-ci n'oserait se produire en raison de la solennité du moment actuel. A la fin de la lettre B. de L. demande s'il est bon qu'il vienne. Je montre au Ministre les passages principaux de la lettre. Il répond que la présence de B. de L. pouvait être fort utile à cause de ses connaissances détaillées de Paris, et qu'il la désirait vivement.

« — En outre, à son retour, il pourra donner des éclaircissements sur bien des choses sur lesquelles il est difficile d'écrire librement. Il est bien comique de voir des gens qui pensent que je ne désire pas l'unité allemande. Il y a bien d'autres raisons qui s'opposent à sa réalisation immédiate. Aussi, quand elle sera établie, cette unité laissera encore à désirer. »

Ce matin, dans l'Avenue de Saint-Cloud, je rencontre Borck, dans son uniforme de major. Il me dit que Soissons vient de succomber et que le bombardement de Paris ne commencera que le 28, que les batteries étaient installées et que l'*on* (*on* est Borck sans doute) espère mettre sens dessus dessous la ville en trois jours Ce gros homme est d'opinion que nous serons de retour à Berlin au plus tard le 1er Décembre. Il me raconte, en outre, que l'on pense sérieusement à réunir un congrès des princes allemands à Versailles et que l'on prépare Trianon pour recevoir le Roi de Bavière.

On apprend que la discorde règne à Paris, que les rouges, dirigés par Blanqui et Flourens, n'aiment pas à voir au pouvoir les bleus. Ils les attaquent avec violence dans les journaux. Le 9, la foule a crié devant l'Hôtel de Ville : *Vive la Commune!* On dit que

Seebach, autrefois ambassadeur de Saxe à Paris et ami de Le Flô et de Trochu, a l'intention d'offrir au Chancelier son assistance pour arriver à une entente avec les Parisiens.

Au café, Keudell joue sur le piano des fantaisies douces pour le Ministre. Je lui demande si le Chef est musicien ou y entend quelque chose?

« — Oui, bien qu'il ne joue pas lui-même. Vous avez peut-être remarqué qu'il m'accompagne en chantant à demi-voix; c'est bon pour ses nerfs, fatigués aujourd'hui. »

Le soir, le nonce Chigi arriva avec un compagnon vêtu d'un habit ecclésiastique. Il eut un long entretien avec le Ministre et dit qu'il devait aller à Tours le lendemain.

Il ne reste plus à Paris que les ambassadeurs de Belgique, de Hollande, de Portugal, de Suisse, des Etats-Unis, et quelques diplomates de l'Amérique du Sud.

Après onze heures, arrivent deux télégrammes importants. Bourbaki, qui de Metz était allé à Londres, ne revient pas. Il s'est mis à la disposition du gouvernement de la Défense Nationale. Mercredi prochain les ministres Bray et Pranckh partent pour Versailles avec l'autorisation du Roi Louis.

Lundi, 17 *Octobre*. — Je fais deux articles dans la matinée. Je fis une petite promenade au grand Trianon. Dans le vestibule un joli groupe de marbre attire surtout mon attention; le sujet en est l'Italie remerciant la France du secours qu'elle lui a prêtée contre les Tedeschi. Ce sont les habitants de Milan qui l'ont donné à l'Impératrice.

Delbruck et Lauer assistent au dîner. Le Chef se prononce de nouveau d'une manière fort énergique pour le châtiment des villages qui se sont rendus coupables de trahison.

« — Il faut les rendre responsables des attaques qui se produisent chez eux, car comment nos pauvres soldats pourraient-ils découvrir autrement les coupables? »

Puis on reparle cuisine, et l'on dit que le Chancelier aime surtout le bon mouton; quant au bœuf, il donne la préférence à ce que les Berlinois appellent *brustkern* (la poitrine) et ne se soucie guère du filet et du bœuf rôti.

Le soir, le bruit court que nous devons faire nos malles en cas d'alarme. Les voitures doivent se ranger devant la Préfecture où loge le Roi. Depuis hier on s'attend à une sortie

Mardi, 18 *Octobre*. — Rien n'est arrivé durant la nuit. Belle journée d'automne. J'envoie une réfutation des rapports d'après lesquels nous aurions bombardé Orléans. C'est aujourd'hui l'anniversaire de la naissance du Prince Royal. Le Chef et les conseillers lui présentent, à midi, leurs félicitations. On nous envoie un numéro du *Kraj*, dans lequel on prétend que le Ministre a eu dernièrement une conversation avec un gentilhomme de Galicie dans laquelle il conseillait aux Polonais de secouer le joug de l'Autriche. Je m'informe et j'apprends que tout cela est faux. Depuis longtemps le Ministre n'a eu aucune conversation avec aucun personnage de Galicie ou de Pologne. Le Chef déjeune aujourd'hui avec nous et fait cette remarque. Je ne veux pas oublier de citer même des traits de ce genre.

« — J'aime les œufs durs, mais je ne peux plus en manger que trois de suite. Autrefois, je pouvais en manger onze. »

Bohlen prétend avoir englouti une fois quinze œufs de vanneau.

Le Chef lit ensuite quelques lettres secrètes, fort édifiantes, adressées à l'Empereur Napoléon, publiées avec commentaires par le gouvernement nouveau. Elles jettent un jour étrange sur certains personnages berlinois.

Plus tard, l'article du *Kraj* lui revient à l'esprit. Il se met à parler des Polonais. Il s'étend longuement sur les victoires du Grand-Electeur, dans l'Est, et sur son alliance avec Charles X de Suède, alliance qui lui avait procuré de grands avantages.

« — Il est dommage que ses relations avec la Hollande l'aient empêché de poursuivre ces avantages et d'en profiter. Cet Electeur d'ailleurs pouvait espérer étendre son pouvoir sur la partie occidentale de la Pologne.

— Dans ce cas la Prusse ne serait pas restée un Etat allemand, — répondit Delbruck.

— Non; les choses n'auraient pas été jusqu'à ce point. Du reste, cela n'eût pas été si mauvais. Il y aurait eu alors dans le Nord quelque chose d'analogue à ce qui existe en Autriche. La Pologne eût été pour nous ce qu'est la Hongrie pour l'Autriche. »

Le Chef ajouta qu'il avait conseillé au Prince Royal de faire apprendre le polonais à son fils, mais, qu'à son grand regret, on n'avait pas suivi son conseil.

Mercredi, 19 *Octobre*. — J'écrivis un article pour le *Nouvelliste de*

Versailles, petit journal fondé par des correspondants allemands de la *Gazette de Cologne* et de la *Gazette Générale*, correspondants qui viennent d'être chassés de Paris. Branchistch a des relations avec ce journal. Il se mettra aussi en relations avec nous. Le Chef est de la meilleure humeur. Il me montre un télégramme français d'après lequel les *héros* de Lutèce ont accompli des exploits inénarrables. Si de telles exagérations servaient encore à quelque chose!

A table, où s'était assis le comte de Waldersee, le Ministre dit : —

« — Il serait parfaitement raisonnable de s'emparer des habitants de quelques milles carrés et de les transporter en Allemagne où ils se coloniseraient sous bonne garde, partout, où du fond des bois, ils tirent sur nos convois, où ils enlèvent les rails des chemins de fer, et jettent des pierres sur la voie. »

Bucher racontant que, lors de son arrivée, un officier s'était fait donner son revolver et en avait menacé des voyous français qui, du haut d'un pont, avaient l'habitude de cracher sur les troupes qui passaient, le Chef l'interrompit en disant : —

« — Pourquoi les en menacer? Il n'y avait qu'à attendre qu'ils aient craché et à tirer aussitôt après. »

Au soir, arrive L. accompagné d'un certain M. B. un peu toqué, qui avait collaboré à la rédaction du *Nouvelliste* jusqu'au 4e numéro, mais il dit avoir cessé de le faire à ce moment, car il aurait voulu voir les Parisiens traités avec moins de rigueur; il accepte néanmoins fort volontiers nos offres. Dès demain, il publiera un article ainsi conçu : —

Les chefs du gouvernement de la Défense Nationale ne veulent pas convoquer les électeurs. Pourquoi? M. Jules Favre et ses collègues doivent leur situation à cette sorte de fureur patriotique qui s'est emparée d'une partie des Parisiens après la néfaste journée de Sedan. Ils ont subi la loi générale des forces politiques, loi résumée, comme on sait, par l'historien Caton dans les mots suivants : Un gouvernement repose sur le même principe que celui d'où il est issu. Dès le premier jour, les membres du gouvernement de Paris se sont vus forcés de se placer, au sujet des conditions de la paix, sur un terrain impossible. Aujourd'hui qu'ils ont semé la destruction autour d'eux, qu'ils ont par tous les moyens contribué à surexciter Paris et ses défenseurs, et armé au dedans comme au dehors la révolution de la manière la plus effroyable, il leur est plus difficile qu'alors de sortir du cercle embarrassant dans lequel ils se sont eux-mêmes enfermés. D'un autre côté, l'opinion publique en province, surtout dans le Midi, ne semble point s'être élevée à

ce degré d'héroïsme. Elle supporte péniblement les maux de la guerre, elle commence à douter du succès d'une plus longue résistance, elle craint les progrès de la désorganisation sociale, elle voit les faits et n'écoute plus les phrases. Déjà quelques feuilles de province ont le courage de faire entendre le cri de paix. Il en résulte qu'il n'est pas probable que la majorité des électeurs français seront de l'opinion de M. Gambetta, disant : Il faut s'ensevelir sous les ruines de la patrie ! ou qu'ils seront disposés à obéir à sa proclamation du 9 de ce mois, dans laquelle il s'écrie : Mourons plutôt que de subir la mort du démembrement ! C'est là la raison pour laquelle le gouvernement de Paris ne veut et ne peut vouloir des élections. Ces gens qui ont passé leur vie à en appeler au droit du peuple, à sa souveraineté, se voient condamnés aujourd'hui à exercer une dictature pour le bien public et à la maintenir... pour amener la ruine de leur pays.

Jeudi, 20 *Octobre*. — Beaucoup travaillé ce matin et cette après-midi ; rédigé différents articles et télégrammes. A table, il fut question, entre autres, de l'arrestation de Jacoby par les autorités militaires, et le Chef, comme il l'avait déjà fait, mit en doute l'opportunité de cette mesure. Le comte de Bismarck-Bohlen exprimant sa joie de voir « ce mauvais phraseur pincé », le Chef lui répondit d'une manière qui peignait bien sa façon de penser :

« — Je ne m'en réjouis pas le moins du monde. Que l'homme de parti le fasse, c'est bien ! Son instinct de vengeance est satisfait. L'homme politique, vraiment politique ne connaît point ces sentiments. Il se demande uniquement, s'il est utile de maltraiter des adversaires politiques. »

Au soir, L. vint de nouveau. Le *Nouvelliste* publiera demain une lettre qu'un Parisien a adressée à un habitant de Versailles, et qui contient, entre autres, ce qui suit, sur la situation de la Babylone :—

Les clubs commencent à gouverner au nom de la Commune de Paris et des affiches rouges portant ce titre convoquent la garde nationale pour l'élection de la municipalité parisienne. Une fois cette élection faite, il se produira une manifestation armée qui aura pour but d'instituer la Commune, c'est-à-dire le régime de la Terreur. Celle-ci fonctionne déjà à Belleville, le principal quartier du parti terroriste, et les membres ont décidé d'enlever ses fonctions au maire du XIX[e] arrondissement et de le remplacer par l'un des leurs. Le même club a décidé l'arrestation de M. Godillot, fabricant d'équipements militaires, parce qu'il se serait rendu coupable du crime de haute trahison.

Tandis que les journaux prétendent qu'un assaut furieux des troupes allemandes allait dans peu de jours être dirigé contre Paris, des amis du général Trochu assurent qu'il est certain que l'ennemi a renoncé

à prendre Paris d'assaut et qu'à Versailles on a décidé de réduire la ville par la famine. L'armée prussienne occupe de fortes positions sur divers points des environs de Paris et s'est divisée en masses compactes. Sa cavalerie, si nombreuse, sert à réunir ces différentes positions et à empêcher les voitures et les trains d'arriver de province. La population parisienne, accrue des habitants nécessiteux de la banlieue, souffrira bientôt de la faim, et avant huit jours, elle suscitera au gouvernement des difficultés insurmontables dont l'ennemi tirera parti. Plus le parti terroriste devient audacieux, et plus le gouvernement se montre faible ; bientôt il sera jeté par-dessus bord et dévoré par toutes ces bêtes féroces s'il ne prend des mesures énergiques. Les meneurs du parti terroriste sont décidés à mettre de côté les généraux Trochu et Le Flô, l'amiral Fourichon, et MM. Jules Favre, Thiers, Jules Simon, et Kératry, qui tous sont suspects de royalisme. Si le général Trochu n'agit bientôt avec vigueur, le régime de la Terreur s'installera à Paris.

La presse libérale allemande n'est pas encore calmée, touchant la question Jacoby. Le Chef paraît avoir à cœur de voir son opinion à ce sujet éclaircie. Le *Journal du Weser* du 16 de ce mois contient l'article suivant : —

Le Chancelier de l'Empire a considéré l'arrestation du docteur Jacoby et du négociant Herbeg comme justifiée, mais comme étant contraire aux lois. Les instructions qu'il a données à ce sujet au magistrat de Kœnigsberg, par l'intermédiaire du premier président de Horn, ont pour tous les Allemands de ce côté du Mein un haut intérêt pratique. Il en résulte, en effet, que le sort du docteur Jacoby est réservé à chacun d'entre nous qui émettrait une idée qui, selon les autorités militaires, serait de nature à fortifier les Français dans leur résistance, et cela sans qu'on puisse songer à en appeler aux lois. Ces instructions, à part cela, offrent encore l'intérêt d'une entière nouveauté de vues.

D'abord le Chancelier déclare erronée la croyance généralement répandue que la mesure avait été prise par le gouverneur-général en vertu de la loi sur l'état de siège. En vertu de cette loi, dit-il, la mesure ne serait point justifiée, ce qui est clair. Ce ne serait point, selon lui, une mesure pénale, mais « la coercition de forces dont l'intervention pourrait rendre plus difficile la réalisation du but de la guerre ».

Nous ne pouvons donner à cette définition que le sens suivant : Les autorités militaires ont dans la patrie les mêmes droits qu'en pays ennemi. Nous ne voyons pas, en effet, quelles plus larges limites on pourrait assigner à ce droit que ces mots : « la coercition de forces dont l'intervention pourrait rendre plus difficile la réalisation du but de la guerre ». Sur le théâtre des hostilités l'autorité militaire juge quelles forces et quels moyens il convient d'employer dans ce but. Si dans la patrie elle a les mêmes attributions, le mot : *Inter arma silent leges* acquiert immédiatement une signification inattendue et terrible. Pour être conséquent, il faudrait admettre que le gouverneur-général de Hanovre, de même que son collègue de Nancy, pourrait faire ordonner des exécutions

sommaires sans plus de formalités. Et de fait, le Chancelier, quoiqu'il ne tire pas cette conséquence extrême, semble viser là. Il énumère une série d'opérations des plus désagréables que l'autorité militaire est en droit d'exécuter sur le théâtre de la guerre: incendier des maisons, confisquer les propriétés privées, rendre inoffensives les personnes simplement suspectes, etc., et il ajoute que l'idée de droit qui se trouve au fond de ces opérations est indépendante de la localité, indépendante de la distance à laquelle se passent les opérations militaires. Cela est assez clair.

Nous devons dire que si la théorie du Comte de Bismarck est la vraie, nous ne comprenons pas pourquoi il existe une loi spéciale pour l'état de siège et pourquoi on a proclamé l'application de cette loi dans les provinces de la Baltique, en Hanovre, et dans les villes anséatiques. Si d'elle-même l'autorité militaire a, indépendamment des lois, le droit de prendre toutes les mesures qui lui paraîtront nécessaires à la bonne conduite des opérations de la guerre, il est absurde de proclamer une loi qui doive d'abord lui accorder ce droit, avec certaines restrictions. Nous ne pouvons pas non plus nous persuader que d'après les constitutions de l'Allemagne du Nord ou de la Prusse, l'autorité militaire acquiert, par le seul fait d'une guerre, une telle toute-puissance absorbant tout le reste.

A notre avis, il faut distinguer deux cas, suivant qu'il s'agit du théâtre même de la guerre ou du territoire auquel les hostilités ne s'étendent pas. Dans le premier cas, le droit commun disparaît et le droit de la guerre *pur et simple,* tel que nous l'interprète fort clairement le Chancelier, entre en vigueur. Dans le second cas, ou bien l'autorité militaire conserve ses droits habituels ou, si l'état de siège est proclamé, elle acquiert ceux qu'exceptionnellement la loi sur l'état de siège lui confère. Et c'est ce dernier cas qui se présente actuellement dans la Prusse Occidentale. Si l'emprisonnement du docteur Jacoby n'est pas justifié par la loi sur l'état de siège, il ne saurait l'être autrement, car ce n'est pas une justification que de prétendre que la manifestation de Jacoby a donné aux Français un nouveau courage, alors même que ce prétexte serait plus fondé que l'examen journalier et assez étendu des journaux français ne nous le fait croire. Car s'il en était réellement ainsi, on ne manquerait pas de moyens légaux pour s'opposer au renouvellement de pareilles manifestations; car la loi sur l'état de guerre ou de siège détermine nettement jusqu'à quel point on peut accorder la liberté de la parole, de la presse, et du droit de réunion. A Kœnigsberg, aucun de ces droits n'a été légalement suspendu, ce qui eût cependant dû arriver tout d'abord et avant qu'on sévît contre un individu dont tout le crime consiste à avoir usé du droit que lui confère la constitution d'exprimer librement son opinion. Nous ne voulons naturellement nullement prétendre qu'il eût été sage d'agir de la sorte. Les Français auraient tiré d'une semblable mesure tout autant, à dessein, qu'ils en tirent actuellement de l'emprisonnement de Jacoby, et bien plus de venin qu'ils n'en eussent jamais extrait des discours et des motions des apôtres de l'avenir de Kœnigsberg.

En général, nous ne sommes pas portés à prendre trop au tragique des événements du genre de celui dont il est ici question. Nous ne sommes

pas non plus idolâtres de la lettre de la loi. Il nous est même facile de prévoir des cas où, de tout cœur, nous voterions l'impunité et même des remerciements pour l'arrestation quelque peu illégale de mauvais sujets faisant obstacle à la marche de la guerre sainte. Mais nous avons malgré tout un vif respect des lois, et nous sommes froissés de les voir ignorer dans un besoin pressant. Ce sentiment est encore fortifié par ce fait que le docteur Jacoby a été arrêté pour avoir émis une opinion que personne, au moment où elle se produisait, ne savait être en opposition avec les conditions de paix du gouvernement. On n'avait pas encore alors déclaré officiellement que nous voulions conserver l'Alsace et la Lorraine. La question était débattue, et ce n'est un secret pour personne qu'à ce moment des gens très conservateurs luttaient contre l'annexion de ces *éléments dangereux.*

En résumé, nous sommes forcés de continuer à soutenir que l'on a été injuste à l'égard du docteur Jacoby, et bien que nous ne voulions point craindre qu'il en résulte des conséquences effroyables, nous n'en regrettons pas moins cet épisode d'une époque si glorieuse de notre histoire, et nous le regrettons d'autant plus que l'époque elle-même est plus glorieuse.

La réponse à cet article fut la suivante : —

Le *Journal du Weser* contient en tête de son numéro du 16 courant un article qui critique les instructions données par le Chancelier de la Confédération au magistrat de Kœnigsberg, par l'entremise du premier président Horn, au sujet de l'affaire Jacoby. Permettez-moi de vous donner quelques éclaircissements à ce sujet. Le *Journal du Weser* touche là deux points différents. Les considérations auxquelles le Chancelier se livre dans les instructions au premier président de Horn sont *purement théoriques*, et envisagent la possibilité en temps de guerre d'opérations qui, en temps de paix, ne sauraient être tolérées à aucune condition. Il dit par là à peu près la même chose que le *Journal du Weser* exprime en disant : « Il nous est même facile de prévoir des cas où, de tout cœur, nous voterions l'impunité, et même des remerciements pour l'arrestation quelque peu illégale de mauvais sujets faisant obstacle à la marche de la guerre sainte. » C'est précisément aussi la manière du Chancelier d'envisager le droit, et si elle était absolument inadmissible, il serait tout à fait impossible, en cas d'une invasion du territoire de l'Allemagne du Nord, de livrer bataille, à moins de réussir à trouver pour champ de bataille une vaste plaine de bruyères inculte et totalement inhabitée, et même dans ce cas les propriétaires du terrain pourraient facilement établir qu'on a violé leurs droits.

Ou l'autorité militaire, malgré la guerre, est astreinte aux formalités fixées par la constitution et les lois, ou elle est autorisée à faire dans une mesure raisonnable abstraction de toute autre considération et à ne se préoccuper que du but à atteindre : l'heureuse issue de la guerre. Théoriquement il faut accepter ou repousser cette question. Si c'est au premier avis qu'on se range, il faut se rendre compte de combien de magistrats chaque détachement de troupes en campagne

devrait être muni dans la patrie et à combien de formalités juridiques il se verrait obligé vis-à-vis de maisons isolées et d'individus avant de se sentir constitutionnellement en droit d'entreprendre des opérations militaires. Si c'est au dernier avis qu'on se range, il faudra admettre également qu'il est impossible de ramener à des formules du code, les déterminations du pouvoir discrétionnaire dont le général en chef doit être investi, et d'admettre que le général ou le soldat, avant de faire un acte quelconque dans leur pays, dussent trouver d'abord un article de loi pour justifier cet acte.

Le Chancelier n'a jamais pu songer à déduire théoriquement de là autre chose que ce qui précède. Car le ministère prussien n'a pas, aux termes de la constitution actuelle, qualité pour juger si le général en chef a bien fait d'user de sa toute-puissance exactement jusqu'au point où il l'a fait dans le cas actuel. Et en particulier, les gouverneurs-généraux nommés au début de la guerre n'ont point été nommés sur la proposition ou par l'autorité du Ministre. Le Chancelier et les autres ministres d'Etat ne sont point les supérieurs des autorités militaires.

C'est donc, pour ceux qui se croient lésés dans leurs droits par les autorités militaires, faire fausse route que d'adresser leurs doléances aux ministres. Ils ne peuvent obtenir de protection qu'auprès de ceux qui sont les supérieurs hiérarchiques de ceux dont ils se plaignent. Nous pouvons donc admettre que le Chancelier ne s'est nullement senti en situation de s'expliquer officiellement sur l'*opportunité* d'une question particulière, par exemple de la question de Jacoby, mais qu'il a uniquement exprimé sa manière d'envisager théoriquement la question de savoir si, en temps de guerre et dans l'intérêt de la conduite des hostilités, il peut être permis transitoirement d'arrêter ceux dont l'activité, suivant l'appréciation des autorités militaires, est nuisible aux opérations des armées de leur pays ou utile à celles de l'ennemi.

Il sera difficile à des politiques pratiques et à des soldats de répondre négativement à la question ainsi généralisée, bien que théoriquement et juridiquement, comme toutes les matières du droit de la guerre, elle leur donne beaucoup à penser. Mais la question concrète de savoir si ce droit de la guerre, en supposant qu'il soit reconnu à l'Etat, devait être employé contre Jacoby, dépasse également la compétence du ministère, de même que, par exemple, la question de savoir s'il était nécessaire et avantageux, lors d'une bataille livrée en propre pays, d'incendier tel village ou de mettre en état d'arrestation, à cinquante milles de là, un citoyen qu'on craint de voir favoriser l'ennemi, et sans qu'il soit possible de s'en convaincre juridiquement. Dans quelle mesure un général en chef peut-il être rendu responsable d'avoir résolu faussement, hâtivement, ou injustement cette question? Ceci sort des limites de cet article où nous nous sommes uniquement efforcés d'établir que les attributions des ministres ne leur confèrent point une intervention directe dans de pareils cas.

VENDREDI, 21 *Octobre*. — Ce matin on a entendu une canonnade de grosse artillerie plus vive que d'habitude et qui a duré plus long-

temps. On ne s'en mit point en peine. Différents articles furent achevés, parmi eux s'en trouvait un sur le départ de Paris des diplomates et du nonce. Au déjeuner, Keudell dit savoir que les Français avaient détruit la manufacture de porcelaine de Sèvres. Hatzfeld raconte que sa belle-mère, une Américaine restée à Paris, lui donne de bonnes nouvelles des poneys dont il nous a déjà parlé à différentes reprises. Il paraît qu'ils sont assez gras. Fallait-il les manger? avait-elle demandé. Il se propose de répondre : A la grâce de Dieu ! que cependant il se réserverait d'en porter le prix au compte des Français lors de la conclusion de la paix.

La canonnade continuait et vers une ou deux heures il semblait qu'on se battît dans les bois situés au nord de la ville. Le feu devint plus vif. Les coups de canon se suivaient de près ; on entendait également le bruit des mitrailleuses. Une véritable bataille semblait engagée. Le Chef fit seller son cheval et le monta. Nous nous mîmes également en route dans la direction de la bataille. A gauche, au-dessus de la forêt qui est tournée par la route de Jardy et de Vaucresson, on voyait monter et éclater les petits nuages bien connus des obus. Des ordonnances volaient comme le vent sur les chemins. Un bataillon se dirigea vers le théâtre de la lutte ; le combat dura jusqu'après quatre heures, puis on n'entendit plus que quelques coups de canon tirés par le Mont-Valérien, qui bientôt se tut également. On apprit alors que les Français n'avaient pas été si près de nous qu'on l'avait cru. La sortie avait été dirigée contre nos positions de La Celle Saint-Cloud et de Bougival, villages situés le premier à environ une lieue, le deuxième à une lieue et demie de Versailles. Dans la ville régnait, on le conçoit, une grande animation parmi les Français, et les groupes qui s'étaient formés devant les maisons, en entendant le bruit se rapprocher de plus en plus, s'attendaient sans doute à voir nos troupes fuir en pleine déroute devant les soldats français. Ensuite, ils allongèrent la mine et haussèrent les épaules.

A table, le Chef dit, entre autres choses, qu'il pourrait fêter aujourd'hui ou un de ces jours le vingt-cinquième anniversaire de son entrée dans la vie parlementaire.

« — Il y a vingt-cinq ans, à pareille époque, — dit-il, — j'entrai au Landtag de Poméranie. Je me souviens que c'était furieusement ennuyeux. Mon premier sujet d'études y fut la consommation excessive du suif à l'assistance publique. Quand on songe comme.....

j'ai souvent entendu, et... — ajouta-t-il avec un sourire, — prononcé de sots discours là et dans le Landtag général. »

Il fut question ensuite de la magnificence de la préfecture de Versailles et on dit qu'elle a coûté deux millions.

« — On ne saurait y comparer, — dit le Chef, — aucun de nos ministères à Berlin, pas même le Ministère de la Guerre, qui cependant a encore la meilleure apparence. Le Ministère du Commerce peut aller aussi. Mais nous!... Rarement un ministère a été logé si à l'étroit. Notre chambre à coucher est deux fois grande comme ceci, on en a fait trois : l'une passablement grande pour moi; une petite pour ma femme; une autre où ont logé jusqu'à présent mes deux fils. Quand je reçois, je suis forcé de louer des chaises, de déménager jusqu'à mon cabinet. »

Quelqu'un plaisanta la tapisserie chinoise qui couvre le mur de l'une des salles du ministère.

« — Laissez-la donc tranquille, — dit le Chancelier, — une fois que l'État n'en aura plus besoin je la lui achèterai pour Schœnhausen. J'ai beaucoup enduré en sa compagnie; et puis elle est réellement belle en son genre. »

Entre huit heures et demie et neuf heures et demie, le maire de la ville revint voir le Ministre. Plus tard, on envoya un article à Berlin, au sujet de la conduite impolie de notre hôte de Ferrières. Il était conçu en ces termes : —

Dans une lettre datée de Paris, Place de la Madeleine, 70, on écrit à la comtesse de Moustier entre autres mensonges le suivant : —
Chez nous, les Prussiens exigeaient des faisans. Rothschild me raconte à l'instant même qu'ils en ont eu chez lui et qu'ils ont voulu fouetter le cuisinier, parce qu'ils n'étaient point truffés. Pour tous ceux qui ont vu l'intérieur du Roi à Ferrières, l'impression a été celle d'une extrême simplicité, et tout ce qui était la propriété de Rothschild a été scrupuleusement épargné, à ce point qu'involontairement on établissait des comparaisons entre la manière dont a été traitée la propriété de ce millionnaire qui a eu le bonheur d'être sauvegardée par la présence du Roi des maux inséparables de la guerre, et ce qu'ont eu à endurer de plus pauvres que lui. Le Roi, pensant que sa présence étendait sa protection sur la maison qu'il habitait, ne souffrit même point que l'on chassât le gibier du parc, y compris les faisans, et Rothschild, autrefois Consul-Général de Prusse, emploi dont il se démit d'une manière fort peu polie, à l'époque où il espérait encore le succès de la France, n'eut même pas assez d'éducation pour se faire renseigner une seule fois par ses employés, pendant tout le séjour de Sa Majesté à Ferrières, sur les besoins de son royal hôte. Aucun des hôtes allemands de Ferrières

ne peut dire avoir seulement reçu un morceau de pain de la munificence du propriétaire dont le prédécesseur avait laissé, suivant les calculs de l'administration du timbre, une fortune de un milliard sept cent millions de francs. Si le baron de Rothschild a réellement émis l'assertion mensongère que relate cette lettre, nous lui souhaitons simplement qu'après le départ du Roi, il reçoive une garnison qui lui fasse sentir la différence entre les prétentions de la cour et celles qu'on a le droit d'élever envers l'héritier d'une fortune semblable.

Samedi, 22 *Octobre*. — Expédié divers articles et télégrammes, sur la sortie d'hier, sur la mission de Kératry en Espagne, etc.

L'attaque des Parisiens, entreprise avec une vingtaine de bataillons de ligne et de gardes mobiles, sous le feu du Mont-Valérien, était principalement dirigée contre le village de Bougival, sur la Seine, où se trouvaient nos postes avancés. Ceux-ci se replièrent sur leur réserve, et les Français occupèrent Bougival. Mais ils furent bientôt après attaqués par une division du 5e Corps d'armée et délogés du village en perdant un grand nombre de prisonniers et deux canons. Les prisonniers, en tout une centaine, ont été conduits, aujourd'hui, à travers la ville, ce qui donna, paraît-il, lieu à des désordres, si bien que les dragons jaunes, afin de maintenir en respect la foule tumultueuse, se sont vus forcés de distribuer des coups de plat de sabre.

Hier, le Chef avait dit que nous ne devrions point tolérer la formation de groupes dans les rues au moment des combats; les patrouilles devraient sommer les habitants de regagner leurs demeures et tirer sur ceux qui feraient de la résistance. Ce désir est accompli. Le commandant de Versailles, de Voigt-Rhetz, a fait publier aujourd'hui, qu'au premier signal d'alarme les habitants auraient à se retirer aussitôt dans leurs demeures, et que les soldats recevraient l'ordre de se servir de leurs armes à feu contre les récalcitrants.

Le préfet de police de Paris, Kératry, a fait son apparition à Madrid. Il va faire au général Prim une double proposition. La première serait un traité d'alliance offensive et défensive, entre la France et l'Espagne, traité en vertu duquel celle-ci enverrait en aide à la France une armée de cinquante mille hommes. Le but de cette alliance devait être la défense en commun des peuples de race latine contre la toute-puissance des peuples germaniques. Prim a repoussé cette singulière idée. (Singulière en effet, car une aide prêtée à la France par l'Espagne, à laquelle celle-ci avait trois mois auparavant imposé sa volonté de la manière la plus péremptoire,

eût été de sa part un oubli sans pareil de ses intérêts les plus évidents et un manque de dignité sans nom.) Le plénipotentiaire français a émis ensuite le désir que l'Espagne rendît libre, par décret, le transport d'armes d'Espagne en France. Mais Prim n'a point voulu y consentir.

Avant le dîner, je fis avec Bucher une promenade au charmant village de Ville-d'Avray, situé entre Sèvres et Saint-Cloud. Je voulais aller à la villa Stern, d'où l'on on a une vue admirable sur Paris. Mais la sentinelle placée devant la villa ne nous permit pas d'y entrer. De l'autre côté de la vallée, nous trouvâmes un pavillon couvert de chaume d'où la vue est tout aussi belle. A l'œil nu, on découvre une grande partie de la ville : le dôme des Invalides, Notre-Dame, etc. Tandis que nous considérions ce tableau, un train de chemin de fer passa sur le viaduc.

Au retour, je vis Benningsen descendant la Rue de Provence. J'appris qu'il avait déposé sa carte chez le Chancelier. Le Chef dîna à quatre heures chez le Roi, ce qui ne l'empêcha pas d'assister à notre dîner. On disait que Metz se rendra sans doute la semaine prochaine, que la faim s'y faisait sentir et que l'on manquait surtout de sel.

« — Des déserteurs français en avalent des cuillerées, — dit le Chef, — afin d'en rendre à leur sang la provision dont il était privé. »

Le Prince Frédéric-Charles veut la capitulation de Metz aux conditions de la capitulation de Sedan et de Toul. Le Chancelier pour des motifs politiques voudrait voir la garnison traitée avec plus de générosité. Le Roi hésite encore.

Le Chef a dit hier au maire de Versailles : —

« — Sans élections, point de paix. Les généraux américains qui sont allés à Paris pour s'occuper de ces élections m'ont dit que l'on n'arrivera jamais à persuader le gouvernement de faire faire ces élections. Trochu seul a pris la chose en considération et a dit : « — Le temps n'est pas encore venu de traiter. » Mais les autres n'ont même pas voulu en entendre parler et se montrent décidés à ne pas consulter le peuple. En sorte, qu'il me semble que nous n'avons plus autre chose à faire qu'à imposer Napoléon aux Français et à traiter avec lui. Le maire m'a répondu que nous ne ferions point cela, que ce serait l'injure la plus sanglante aux vaincus. Mais, — répliquai-je, — il est justement de l'intérêt du vainqueur d'abandonner le vaincu à un pouvoir qui ne repose que sur la force militaire, car

de cette façon toute guerre étrangère lui est rendue impossible. Au fond, c'est une grave erreur de croire que Napoléon n'a plus pied dans le pays; il a l'armée pour lui. Du reste, Boyer a traité avec moi au nom de l'Empereur. Et puis, il faudrait voir quel fondement a dans le pays le gouvernement de Paris. Dans la campagne, on trouvera peu de gens qui ne soient disposés à faire promptement la paix. Le Maire m'a dit ensuite : « — Il faudrait pour bien faire raser les forteresses françaises et allemandes, et désarmer les deux armées ennemies. » Ces gens-là ont vraiment une idée fort peu juste de ce que c'est que la guerre. »

Le *Nouvelliste* n'est pas dédaigné des gens de Versailles, car c'est le seul journal qui y paraisse. On dit qu'il ne reste de certains numéros que vingt à cinquante exemplaires, d'autres rien du tout, avant-hier cent cinquante. Le bilan de la semaine était encore avantageux.

Le soir, j'écrivis un article où je développai la pensée suivante : — La première condition imposée par le Chancelier aux différents partis, qui ont voulu traiter avec lui, est l'élection générale des représentants de la France. Le Chancelier a soumis ces conditions aux envoyés impérialistes comme aux républicains et aux envoyés d'un troisième parti. Il veut donc avant tout que le peuple soit consulté. Il favorisera autant que possible les élections. La forme du gouvernement lui est indifférente, il lui faut un gouvernement réel, reconnu par la nation.

Dimanche, 23 *Octobre*. — Le *Nouvelliste* habillera à la française, un de ces jours, la pensée suivante : — Chaque jour on rencontre en France des choses qui choquent la raison et le sens moral. Des anciens zouaves pontificaux se font les soldats d'une république. Garibaldi offre à la France, comme il l'a dit : « ce qui restait de bon en lui ». Il oublie, sans doute, que cette France a détruit, il y a vingt ans, la république romaine, et il ne se souvient plus de Mentana. Mais il se rappelle, sans doute, que sa ville natale, Nice, a été enlevée à la patrie italienne par cette même France et que l'état de siège empêche seul cette ville de se débarrasser du joug français.

A une heure de l'après-midi, les ministres wurtembourgeois, Mittnacht et Sukow rendent visite au Chancelier.

A différentes reprises, j'avais vu porter des soldats de l'ambulance au cimetière. Un long convoi vient de défiler sur la Place d'Armes. Il est composé de cinq brancards, Sur le premier gît, couvert d'un drap

noir, un officier du 47e ; sur les autres sont étendus de simples soldats. La musique les accompagne en jouant une marche funèbre, puis on entend le sombre roulement des tambours. Les Français, sur le passage du cortège, ôtent leurs chapeaux et leurs casquettes ; noble coutume.

Delbruck rappelle, à table, que les fonctionnaires prussiens à Versailles devraient s'occuper plus sérieusement de ce qui leur a été confié, et de veiller à l'ordre, lors même que nos intérêts ne sont pas en jeu. Brauchitsch, par exemple, est hors de lui de ce que l'on vole le bois dans les forêts; il veut s'opposer énergiquement à cet abus contraire aux intérêts de l'administration des forêts.

On apprend en outre qu'il arrivera du Grand-Duché de Bade, Joly, Freydorff, et un troisième dont j'ai oublié le nom, mais qui fit qu'on parla d'Usedom. Delbruck ayant rappelé que dans les négociations préliminaires engagées pour l'organisation de l'Empire d'Allemagne la Bavière prétendait à une sorte de co-représentation de l'Allemagne à l'extérieur par exemple, de telle sorte que l'ambassadeur prussien ou allemand étant absent, celui de Bavière expédierait les affaires dans l'intervalle, le Chef dit : —

« — Tout, excepté cela. C'est impossible. Il ne s'agit pas de l'ambassadeur, mais aussi des instructions qu'il reçoit. Il faudrait alors en Allemagne deux ministres des Affaires Étrangères, un pour chaque ambassadeur. »

LUNDI, 24 *Octobre*. — Dans un télégramme venant d'Angleterre et destiné au château de Wilhemshoe, il est dit : *Much time will be lost, I am afraid.* En marge de ce télégramme le Chef avait écrit : *Is lost.* J'envoie aux journaux anglais un mot sur l'assassinat du capitaine Zielke du navire allemand *Flora*. Cet assassinat a été commis à Rochefort. De Marseille, il arrive des nouvelles étranges. Les rouges paraissent y être au pouvoir. Le préfet des Bouches-du-Rhône, Esquiros, appartient à cette nuance de républicains. Il a supprimé la *Gazette du Midi*, parce que les clubs, qu'il fréquentait, avaient prétendu que cette feuille favorisait la candidature du Comte de Chambord. Esquiros s'appuyant sur les ouvriers a en outre chassé les Jésuites. Puis, il a été destitué par un décret de Gambetta. La *Gazette* et les Jésuites ont été réintégrés dans leurs droits. Mais Esquiros n'a pas tenu compte des ordres du gouvernement; il reste dans ses fonctions et maintient les mesures iniques prises contre

la *Gazette du Midi* et les Jésuites. Un décret de Gambetta avait dissout la garde civique recrutée parmi les radicaux et existant à côté de la garde nationale de Marseille. On ne tient pas davantage compte de ce décret. Le Chancelier dit à ce propos : —

« — La guerre civile paraît imminente, et peut-être aurons-nous bientôt une république du Midi. »

Vers quatre heures, un certain M. Gauthier, venant de Chiselhurst, se présenta chez le Chancelier. Celui-ci dîne chez le Roi, et nous avons pour hôtel e comte de Waldersée. Vers huit heures, le bruit se répand qu'un violent incendie vient d'éclater à Paris. En effet, le ciel, au Nord, est tout rougeâtre. La lueur se reflète jusque sur les bois avoisinants. Mais bientôt nous nous apercevons que cette rougeur n'est autre qu'une aurore boréale qui s'élève splendidement à l'horizon. Ceci annonce l'approche de l'hiver et un froid sec.

MARDI, 25 *Octobre*. — De bonnes nouvelles sont arrivées. Hier Schelestadt a capitulé. La veille, le général Wittich est entré à Chartres avec la 22e division. L'insubordination règne dans les débris de l'armée de la Loire, à ce que nous apprend une lettre de Tours. Il arrive souvent que des soldats ivres refusent obéissance et accusent leurs chefs de trahison et d'incapacité. La reddition de Metz aura lieu demain ou après-demain. Une partie des troupes assiégeantes pourra, dans huit jours, rejoindre notre armée de la Loire. Un article du *Pays* parlait d'une indemnité de trois milliards et demi, le Chancelier dit à ce sujet : —

« — Absurdité ! je leur demanderai beaucoup plus. »

Durant le dîner on en vint, je ne sais trop comment, à parler de Guillaume Tell. Le Chancelier dit que tout enfant il ne pouvait souffrir ce personnage, d'abord parce qu'il avait tiré sur son propre fils, ensuite parce qu'il avait tué traîtreusement Gessler.

« — Il m'aurait semblé beaucoup plus naturel et plus digne que Tell frappât de suite le bailli au lieu de tirer sur son enfant, que le meilleur archer eût pu atteindre. Cet acte eût été l'effet d'une juste colère contre une exigence cruelle. Mais opérer dans l'ombre et par surprise, cela ne me plaît pas, cela ne sied pas à un héros, pas même à un franc-tireur. »

Deux exemplaires du *Nouvelliste* sont chaque jour affichés a plusieurs coins de rue de la ville. Quand les Français qui lisent cette feuille voient passer des Allemands, ils s'écrient régulièrement :

Mensonge !.... Impossible !... Ils n'en lisent pas moins. Aujourd'hui un loustic a écrit sur la feuille ce mot : Blague ! Mais les agents de Stieber ou d'autres gardiens de la vérité l'ont pris en flagrant délit. C'est un ouvrier ; on l'enverra, dit-on, en Allemagne. On apprend au déjeuner qu'à Bougival la tragédie de Bazeilles a trouvé son pendant, lors de la récente sortie. Lorsque nos avant-postes quittèrent ce village, plusieurs habitants pensèrent que nos troupes battaient en retraite. En conséquence, ils ont cru qu'il était de leur devoir de tirer avec des fusils à vent sur un détachement qui entourait le drapeau du 46e. La punition suivit bientôt cet acte criminel. Nos hommes se précipitèrent dans la maison d'où étaient parties les balles. Ils arrêtèrent dix-neuf paysans qui, le lendemain, passèrent en cour martiale. On a fusillé hier les plus coupables d'entre eux. La commune aura à payer cinquante mille francs de contribution extraordinaire ; les maisons d'où l'on a tiré sont brûlées ; tous les habitants seront contraints de quitter le village.

Mercredi, 26 *Octobre*. — J'ai traduit ce matin pour le Roi les dépêches de Lord Granville. J'en ai fait aussi un extrait pour la presse. J'y ai ajouté que déjà nous avons offert deux fois aux Français un armistice à des conditions très favorables, une fois par Jules Favre, et la seconde fois, le 9 Octobre, par Burnside; mais ils n'en ont pas voulu parce que nous l'offrions nous-mêmes. Je télégraphie à Londres que nous avons donné à Thiers un sauf-conduit pour traverser notre quartier-général et se rendre de là à Paris ; et ensuite, que le Comte de Chambord a eu un entretien avec le Comte de Paris à Coppet.

Le Chef faisant une promenade dans l'après-midi, je vais visiter le château de Beauregard en compagnie de Bl., Anglais qui écrit pour l'*Inverness Courrier*, et d'un Américain, correspondant militaire d'un journal de Chicago. Mon but principal était de rendre visite à H. qui, après la guérison de ses blessures reçues a Wœrth, avait rejoint le 46e. Nous y rencontrons beaucoup d'officiers charmants, gens avec lesquels on se lie facilement et agréablement. Bl. va pendant ce temps à Bougival avec le premier lieutenant de H. Comme Bl. revient trop tard je ne peux assister au dîner, ce que le Chef n'aime pas. A table cependant il a seulement demandé : « — Où est donc le petit Busch ? » Lorsqu'il fut de retour de chez le Roi il fit encore la même question et exprima la crainte que les sentinelles n'aient tiré sur moi.

Le soir je fais un article où je développe les pensées suivantes :— Il paraît que la diplomatie autrichienne a fait récemment des démarches pour engager les Allemands à accorder un armistice aux Français. J'ai peine à le croire. Un armistice en ce moment ne serait favorable qu'aux Français en leur donnant le moyen de réparer leurs forces, et il nous serait dès lors plus difficile d'obtenir la paix aux conditions désirées par nous. L'Autriche aurait-elle fait cette démarche dans cette intention ? Si à Vienne on veut restreindre le fruit de nos victoires, si on ne veut pas nous permettre d'obtenir à l'Ouest une frontière assurée, une nouvelle guerre ou plutôt la continuation de cette guerre, ne saurait se faire attendre. En ce cas, on sait où les Français chercheraient et trouveraient probablement leurs alliés. Mais on sait aussi qu'alors l'Allemagne n'attendrait pas que la France soit sortie du chaos où la laissera nécessairement la guerre actuelle. L'Allemagne aurait à attaquer et attaquerait sans doute auparavant l'allié futur de la France, et chercherait à le rendre inoffensif, et cet allié isolé serait contraint de payer la dette qu'il aurait contractée envers nous en nous empêchant de récolter tous les fruits de notre victoire.

Jeudi, 27 *Octobre.* — La capitulation de Metz sera sans doute signée aujourd'hui même. Toute l'armée assiégée, avec tous ses officiers, sera envoyée prisonnière en Allemagne. Toutes les armées impériales y seront donc transportées alors, à l'exception de soixante mille hommes. Je télégraphie de bonne heure que l'on a vu tirer à coups de canon de Montmartre sur la Villette, et que l'on a entendu dans les rues des coups de fusils. C'est peut-être une émeute des radicaux. J'écris ensuite un article sur l'immixion de Beust dans nos affaires. Le soir, Hatzfeld raconte qu'il a été aux avant-postes où il a vu beaucoup de familles américaines sortant de Paris et résolues à quitter la ville assiégée qui commence à devenir un séjour peu agréable. Ces gens voyagent dans des voitures couvertes du drapeau blanc. Ils se dirigent vers Villejuif. L'ambassade de Portugal se décide également à quitter Paris et à se rendre à Tours.

Vendredi, 28 *Octobre.* — Dans l'après-midi, Moltke envoie au Chef un télégramme annonçant que la capitulation de Metz a été signée à midi trois quarts. L'armée française s'élève à cent soixante-treize mille hommes, dont seize mille malades et blessés. A table se trouvent de Bennigsen, de Friedenthal, et de Blankenburg, ce

dernier ami de jeunesse du Chef. Au sujet des officiers français faits prisonniers à Metz, on en vint à parler du général Ducrot et de son évasion à Pont-à-Mousson.

« — Oui, — dit le Ministre, — il m'a écrit une longue lettre où il m'expose que les reproches que nous lui adressons pour son manque de parole sont sans fondement. Je puis dire que sa lettre n'a pas grandement modifié mon opinion à son sujet. »

Le Ministre dit ensuite : —

« — Un envoyé de Gambetta est venu me demander si nous étions disposés à reconnaître la République. Je lui ai répondu : « — Sans doute, et sans hésiter; et non pas seulement la république, mais aussi une dynastie Gambetta, si vous voulez en fonder une, pourvu qu'elle nous procure une paix avantageuse et certaine. Et en effet, je suis prêt à reconnaître tout gouvernement, toute dynastie, seraitce celle de Bleichroder ou de Rothschild. »

Ces deux derniers devinrent ensuite, pour un moment, le thème de notre conversation.

Le soir, L. vient, comme d'habitude, prendre des informations. J'apprends de lui que le conseiller de légation, Samwer, autrefois premier ministre du Duc Frédéric VIII, a suivi son maître d'autrefois et d'aujourd'hui, et qu'il est ici déjà depuis quelque temps. Il s'occupe à fournir des renseignements aux correspondants des journaux. Le *Nouvelliste* va cesser de paraître, et sera remplacé par un journal de plus grand format qui aura pour titre : *Moniteur de la Seine-et-Oise*, et qui se publiera aux frais du gouvernement.

Samedi, 29 *Octobre*. — Tout n'est pas nettement déterminé dans la transformation du *Nouvelliste* en *Moniteur officiel*, ou il y a une intrigue en jeu. Tandis que je travaille, un certain M. Théodore N., *collaborateur à la rédaction du Moniteur de la Seine-et-Oise*, me fait parvenir sa carte. La carte est suivie d'un jeune homme qui prétend venir de la part du sous-préfet, et qui désire recevoir des notes pour la composition de ses articles de fond. Je lui fais remarquer que L. suffit à cette besogne, et que je ne pourrais entrer en relations avec lui qu'avec l'autorisation du Chancelier. Il me demanda s'il devait en référer au préfet pour qu'il en réfère lui-même à Bismarck. Je répondis que le préfet devait savoir ce qu'il avait à faire et que je ne lui faisais rien savoir.

Au déjeuner, Saint-Blanquart prétend savoir que Thiers arrivera dès demain ici, et Bœlsing dit qu'il y a déjà des préliminaires de

paix en l'air. Nous en doutons jusqu'à l'affirmation du Chef. Nous apprenons que Moltke vient d'être nommé comte. Le Roi a en outre nommés feld-maréchaux son neveu et le Prince Royal, le vainqueur de Metz.

Au dîner, au moment de manger la soupe, le Chef demanda si ce n'était pas de la soupe aux pois et aux saucisses. Je lui répondis que oui; il en fit un grand éloge que Delbruck corrobora, puis on parla du grand succès que nous avions remporté à Metz.

« — Le nombre des prisonniers en est doublé, — dit le Ministre, — et même plus que doublé. Nous avons maintenant en Allemagne l'armée qu'avait sur pied autrefois Napoléon à Wissembourg, à Wœrth, et à Sarrebruck, à l'exception de ceux que nous avons tués. Ce que les Français possèdent encore en soldats vient d'Alger et de Rome ou provient de nouveaux recrutements. Il faut ajouter Vinoy et les quelques milliers d'hommes avec lesquels il s'est échappé de Sedan. Les généraux sont aussi presque tous prisonniers. Napoléon m'a prié d'envoyer auprès de lui à Wilhelmshohe, les maréchaux pris à Metz : Bazaine, Lebœuf, Canrobert. Cela fera une partie de whist. Je ne m'y oppose pas, et j'appuierai la demande auprès du Roi. »

Le Chancelier dit encore : —

« — Les événements qui arrivent sont si imprévus et si merveilleux que l'on peut maintenant considérer tout comme possible. Il se pourrait bien qu'on vît le Reichstag siéger à Versailles et Napoléon réunir à Cassel le Corps Législatif et le Sénat pour délibérer de la paix. Napoléon a la conviction, et on ne peut rien objecter à cela, que les anciens représentants du pays existent encore de droit, et qu'il peut les convoquer où il veut. En France, du moins, car Cassel, comme lieu de convocation, serait discutable. J'ai fait venir ici les chefs de partis, ceux du moins avec lesquels on peut parler raison, c'est-à-dire, Friedenthal, Bennigsen, et Blankenburg, pour entendre leur opinion sur la convocation du Parlement allemand à Versailles. J'ai été obligé de laisser de côté les progressifs, car ceux-là ne veulent que l'impossible, ils ressemblent aux Russes qui, en hiver, veulent manger des cerises, et en été des huîtres. Quand un Russe entre dans une boutique, il demande : *Kak-nje-bud* — mot à mot : ce qui n'est pas. »

Après le premier service, le Prince Albrecht, accompagné de son aide de camp, entra et alla s'asseoir à la droite du Chef. Il prit un

verre de bière provenant d'un envoi d'Allemagne, excellente du reste et un verre de champagne. Ce personnage, en vrai prince prussien, a marché avec sa cavalerie, toujours vaillamment fidèle au devoir et il a même dépassé Orléans. Le Prince raconte que le combat de Châteaudun a été effroyable. Puis il parle en termes élogieux du Duc de Meiningen qui n'avait pas non plus redouté les dangers et les privations.

« — Puis-je vous demander, — ajouta le Prince en s'adressant au Comte de Bismarck, — comment se porte madame la comtesse?

— Oh! beaucoup mieux depuis que son fils va mieux. Elle ne souffre plus que de sa haine contre les Gaulois qu'elle voudrait voir tous brûlés ou passés par les armes, tous, mêmes les plus petits enfants qui ne sont pourtant pas coupables d'avoir de si horribles parents. »

Bismarck parle ensuite de la santé de son fils, le comte Herbert, dont la blessure au pied avait d'abord promis de se guérir rapidement, mais qui plus tard s'était aggravée comme si la balle avait contenu une substance vénéneuse.

Le soir on raconte au bureau que plusieurs exemplaires du numéro 13 du *Nouvelliste* avaient été commandés par Abeken pour être envoyés à Paris, afin qu'on y vît du *noir sur du blanc* au sujet de la capitulation de Metz.

X.

THIERS ET LES PREMIERS POURPARLERS SUR L'ARMISTICE A VERSAILLES.

Le 30 Octobre, en me promenant dans l'Avenue de Saint-Cloud, je rencontrai Bennigsen qui, le jour même, voulait retourner en Allemagne, avec Blankenburg. Je lui demandai où en était en Allemagne l'unité allemande. Il me répondit que la chose allait fort bien. La Bavière seule voulait encore garder son indépendance militaire; d'ailleurs l'opinion populaire était très favorable à cette unité. En retournant chez moi, après dix heures du matin, Engel me dit que Thiers venait de partir. On apprit plus tard qu'il était simplement venu de Tours chercher un sauf-conduit pour franchir nos lignes, afin de rentrer à Paris. Au déjeuner, Hatzfeld

qui avait déjeuné avec Thiers à l'*Hôtel des Réservoirs*, nous raconta qu'il l'avait accompagné jusqu'à la voiture qui devait le conduire aux avant-postes, ainsi que le lieutenant allemand de Winterfeldt.

« — Thiers, — dit Hatzfeld, — est toujours le vieillard vif et spirituel d'autrefois, mais il paraît fort abattu. »

Hatzfeld, le premier, l'avait aperçu et lui avait dit que le Chef était sur le point de se lever, puis il l'avait conduit au salon et avait été avertir le Ministre qui s'était habillé et était descendu en toute hâte. Le tête-à-tête ne dura que quelques minutes. Puis le Chancelier avait fait appeler Hatzfeld et lui avait ordonné de tout préparer pour conduire le visiteur à Paris. Plus tard, le Chef avait dit lui-même à Hatzfeld que le premier mot de Thiers avait été qu'il ne venait pas pour lui parler sérieusement. Hatzfeld, en nous racontant la chose, ajouta : —

« — Je trouve cela fort naturel, car Thiers, tout en désirant conclure la paix avec nous, paix qui serait alors la *paix de Thiers*, ce qui flatterait son ambition qui est excessive, ne connaît pas au juste les intentions du gouvernement de Paris. »

Le Chef se rendit à cheval, avec son cousin, à la revue de neuf mille hommes de la landwehr de la garde que le Roi a passée ce matin.

Nous étions encore à déjeuner quand le Ministre rentra amenant avec lui un petit monsieur rond, au visage rasé, au gilet rayé de noir. Nous apprîmes plus tard que ce monsieur était le Ministre de Saxe, de Friesen. Ce Saxon dîna avec nous. Delbruck était aussi là. Nous eûmes donc l'honneur de dîner en compagnie de trois ministres. Le Chef causa d'abord de la landwehr qui était arrivée aujourd'hui et dit que c'étaient de grands gaillards aux épaules carrées qui ont dû, sans doute, en imposer aux Versaillais.

« — Le front d'une de ces compagnies doit être au moins de cinq pieds plus large que le front d'une compagnie française. »

Puis se tournant vers Hatzfeld : —

« — Vous n'avez rien dit de Metz à Thiers, n'est-ce pas ?

— Non ; il n'en a pas parlé non plus, bien qu'il doive en être informé.

— Certainement qu'il en est informé ; mais moi non plus je ne lui en ai rien dit. »

Hatzfeld opina que Thiers était toujours charmant mais qu'il n'avait rien perdu de sa vanité et de sa complaisance pour lui-

même. Ainsi il lui avait raconté qu'il avait rencontré, il y a quelques jours, un paysan auquel il avait demandé s'il désirait la paix.

« — Oui, — avait répondu le paysan.

— Savez-vous à qui vous parlez?

— Non.

— Je suis M. Thiers. Ne le connaissez-vous pas?

— Non. »

Survint un camarade de ce paysan. Interrogé, il répondit que M. Thiers était sans doute un membre de la Chambre. Hatzfeld ajouta que Thiers était visiblement vexé de se voir aussi peu connu.

Son Excellence Friesen cita un exemple de l'empressement imprudent des Versaillais à s'enfuir et de l'honnêteté des soldats allemands.

« — Dans la maison où je loge, — dit-il, — et où ont logé avant moi un grand nombre de soldats, j'ai ouvert une commode, où parmi des vêtements de femme j'ai trouvé un rouleau, puis deux rouleaux d'or de cinquante louis chacun. Je voulus d'abord remettre ces deux mille francs au concierge. Mais celui-ci me dit que je ferais mieux de les conserver entre mes mains. Cet argent a été, en conséquence envoyé au bureau des objets perdus. »

Le Chef sortit un instant et revint bientôt avec un étui contenant un porte-plume en or, dont un bijoutier de Pforzheim lui avait fait cadeau pour signer la paix. Le Chancelier le trouvait fort beau, surtout les barbes qui le garnissaient. Cet objet d'art était long de six pouces et orné de chaque côté de brillants. Il passa de mains en mains et fut admiré de chacun. Il le méritait réellement. Puis le Chancelier dit à Delbruck et à Friesen, en ouvrant la porte du salon : —

« — Maintenant, je suis à votre disposition, messieurs.

— Eh bien, — dit Friesen, en désignant Delbruck, — j'ai déjà causé avec Son Excellence sur l'affaire en question, cependant.... »

Et il entra dans le salon. Quand nous fûmes seuls, nous reparlâmes de Thiers. Hatzfeld dit qu'il lui avait annoncé qu'il reviendrait dans un ou deux jours, et qu'il avait l'intention de ne point passer par Charenton, parce qu'il craint que les gaillards de là-bas ne le pendent.

« — Je le voudrais bien! » — dit Bohlen.

Chacun se demanda en lui-même : Pourquoi?

Dans l'après-midi, le temps, sombre jusqu'alors, s'éclaircit. Le

ciel devint fort bleu. On nous dit que sur une colline boisée, située derrière La Celle-Saint-Cloud, on avait une vue magnifique sur le Mont-Valérien. Nos soldats avaient donné à ce fort le surnom de *Baldrian* ou *Bullerjan*. Tandis que le Ministre faisait une promenade à cheval, Bucher et moi nous nous proposâmes de visiter cet endroit. En route, de l'autre côté du Petit-Chesnay, on avait, en différents endroits, creusé des tranchées et percé des meurtrières dans les murs du parc. A droite du mur qui entoure la ferme de Beauregard, s'élève une petite redoute; un peu plus loin, à l'endroit où la route monte, un poste d'alarme et un parc d'artillerie. Un officier nous décrivit la route qui conduit au point situé près des avant-postes de La Celle et d'où l'on apercevait le fort. Mais après avoir passé le parc situé au delà de la ville, nous perdîmes le bon chemin; nous entrâmes à gauche dans les premières maisons de Bougival et au bout d'une demi-heure nous nous retrouvâmes devant le parc d'artillerie. Une seconde tentative que nous fîmes pour retrouver notre chemin n'eut pas plus de succès, car nous nous perdîmes cette fois sur la droite. Nous traversâmes le village de La Celle, nous pénétrâmes dans une forêt coupée de chemins entre-croisés; nous prîmes malheureusement une fausse direction. Aux avant-postes dans le cercle desquels nous nous trouvâmes à ce moment, personne ne put nous donner d'indications. Nous allâmes donc au hasard et nous nous engageâmes dans une vallée boisée, dans la direction de La Malmaison. Nulle part on ne voyait le fort; tout autour de nous était tranquille; nous étions en pleine forêt, et le soleil commençait à s'abaisser vers l'horizon. Enfin, nous rencontrâmes au fond de la vallée sur une route sablonneuse, couverte çà et là de barricades, trois officiers qui nous avertirent de rebrousser chemin, disant que les canonnières de la Seine pouvaient très bien nous envoyer une bombe et qu'il n'était pour cette raison point permis de se montrer dans ces parages avec une voiture. Ils nous désignèrent ensuite le chemin de Vaucresson. Nous passâmes par Glatigny et nous revînmes chez nous. Nous n'avions pu voir le fort, mais pourtant nous avions découvert une partie du champ de bataille du 21 Octobre.

A table, le Chef parla de la possibilité de voir siéger à Versailles le Reichstag et le Parlement français à Cassel. Delbruck objecta que la Salle des Etats de Cassel ne serait pas assez grande pour recevoir une aussi nombreuse assemblée.

« — Eh bien, alors, — dit le Chancelier, — le Sénat pourrait délibérer ailleurs, par exemple, à Marbourg ou à Fritzlar, ou dans une autre ville. »

Lundi, 31 *Octobre.* — J'écris plusieurs articles. Dans l'un d'eux, j'appuie sur l'idée de réunir un tribunal international pour juger ceux qui ont poussé à la guerre. Je signale le chef de bataillon français Mus Hermieux qui, comme Ducrot, s'était évadé de l'ambulance, après avoir donné sa parole d'honneur, et que l'on poursuivait en donnant partout son signalement. A midi, Gauthier reparut et eut un long entretien avec le Chef. Au déjeuner, on raconte que nos troupes ont repris la veille Le Bourget qui, le 28, était tombé entre les mains des Français. Le combat, dit-on, a été terrible. Nous avons fait plus de mille prisonniers. Mais nous avons aussi laissé trois cents morts et blessés, dont trente officiers. Le frère du comte de Waldersée est, dit-on, parmi les morts. Puis on vint à parler de Thiers. Hatzfeld et Delbruck parièrent contre Keudell et Bohlen que Thiers arriverait à Versailles au plus tard le lendemain soir, à minuit. Les deux derniers soutenaient qu'on le retiendrait à Paris. Mais Hatzfeld eut raison et gagna son pari. Au thé, il put raconter qu'étant allé par hasard chercher quelqu'un à l'*Hôtel des Réservoirs*, il avait vu Thiers et qu'il lui avait parlé. Thiers lui raconta qu'il avait délibéré de dix heures du soir à trois heures du matin avec les membres du gouvernement provisoire; qu'il s'était levé à six heures, avait rendu de nombreuses visites, et avait quitté Paris pour se rendre chez nous. Il désire conférer dès demain avec le Chancelier.

« — Il a aussi parlé, — dit Hatzfeld, — des émeutes qui ont eu lieu à Paris. Mais un vraiment ! un peu trop vif m'ayant échappé, il se tut soudain. »

Quelque temps après, nous apprîmes les détails de ces troubles.

Le gouvernement de Paris avait, le 30 Octobre, fait déclarer fausse la nouvelle de la capitulation de Metz, pour l'avouer réelle le lendemain. Il avait, en outre, annoncé que les Puissances neutres avaient proposé un armistice. C'est ce à quoi le public attribuait l'arrivée de Thiers. Tout cela avait remué la ville. A celà s'ajoutait encore que Le Bourget venait d'être repris par nous et que l'organe du gouvernement s'efforçait de prouver que cette position, qui avait coûté tant de sang aux Parisiens, n'était pas nécessaire à la défense. Les radicaux avaient profité du mécontentement général. Le 31, à midi,

une foule armée s'était rassemblée devant l'Hôtel-de-Ville. L'entrée avait été forcée, et les chefs avaient essayé de renverser le gouvernement du 4 Septembre et de proclamer la Commune. Mais ils en avaient été empêchés par quelques bataillons de la garde nationale.

Le 31 Octobre, je reçus l'ordre de faire reproduire, par quelques-unes de nos feuilles, l'ordre adressé à Vogel de Falkenstein et imprimé le 27 Octobre dans le *Staatsanzeiger*. On devait aussi faire une collection des articles de journaux qui parlaient des mauvais traitements subis par nos prisonniers. Je fis un second article sur ce que de Beust se mêle de nos affaires avec la France. Je le cite, bien que je ne l'aie pas fait imprimer, parce qu'il caractérise fort bien l'état des choses d'alors.

Quand deux puissances luttent l'une contre l'autre, et quand une des deux est près de succomber, personne ne peut révoquer en doute, que, si une troisième puissance, neutre jusqu'alors, conseille de signer un armistice, cela ne veut pas dire qu'elle désire le bien des deux parties belligérantes, ni qu'elle prend l'intérêt de la plus faible, mais bien qu'elle se déclare ouvertement en faveur de la puissance qui succombe. En effet, cet armistice ne peut que favoriser le vaincu et non lui être défavorable. De plus, si cette troisième puissance s'efforce à en engager d'autres à agir de concert avec elle, afin de donner plus de force à sa voix et plus de poids à son conseil, cette puissance sort encore plus de la neutralité. Son conseil partial prend la forme d'une pression partiale. Son procédé devient une machination et a l'air d'une menace. L'Autriche-Hongrie se trouve évidemment dans le cas que je viens d'indiquer, si, comme le proclament les feuilles officielles, elle a engagé les puissances neutres à intervenir pour faire conclure un armistice entre le vainqueur et le vaincu. La conduite du comte de Beust devient encore plus injurieuse quand on songe que cette conduite a été tenue à l'instigation de M. Chaudordy, le vicaire de Jules Favre à Tours, et après que le cabinet de Vienne se fût entendu avec la délégation du gouvernement provisoire. Par cette façon d'agir on voit encore mieux que l'Autriche a le dessein de se mêler d'une façon hostile à nos affaires, surtout quand on considère le langage avec lequel l'ambassadeur d'Autriche à Berlin appuie les remontrances de l'Angleterre. Le ministre anglais des Affaires Etrangères a toujours tenu un langage désintéressé et bienveillant pour l'Allemagne ; l'Italie aussi ; la Russie s'est abstenue complètement jusqu'ici de se mêler à nos affaires. Ces trois puissances à Tours se sont efforcées de faire envisager la situation sans préjugés et avec indulgence. Au contraire, le télégramme que M. de Wimpffen a lu à Berlin s'exprime sur un ton qui est tout, excepté amical. Nous ne savons rien de la façon dont l'Autriche a pu se conduire à Tours. Ce télégramme essaye de faire croire qu'à Vienne on parle encore d'intérêts européens et dit que l'histoire pourra bien condamner les puissances neutres si elles assistent indifférentes à la catas-

trophe imminente de Paris. Il se permet de nous infliger un blâme amer et injurieux quand il dit que l'humanité réclame que l'on facilite aux vaincus la conclusion des traités, mais que nous ne permettons pas de laisser arriver aux vaincus une autre voix que celle du vainqueur. Un air d'ironie règne dans ce télégramme si différent, à son désavantage, des télégrammes anglais.

Bref les intentions du comte de Beust nous paraissent aussi malveillantes que celles de Lord Granville nous semblent pleines de bon vouloir. Mais le chancelier de Vienne a-t-il mûrement considéré les résultats éventuels de ses procédés? Après la chute de Metz il est peu probable que les tentatives faites à Vienne d'empêcher la conclusion d'une paix solide soient couronnées de succès. Mais, la paix conclue, nous n'oublierons pas les tentatives qu'on a faites pour entraver notre marche. La bonne impression causée par la neutralité observée d'abord par l'Autriche, sera donc effacée alors, et le rapprochement intime de l'Allemagne et de l'Autriche, rapprochement entrepris déjà, sera interrompu pour longtemps. Mais supposons que, grâce aux intrigues du comte de Beust, nous soyons obligés de diminuer nos exigences, pense-t-il vraiment que nous ne serons pas disposés alors à nous faire indemniser par le Sud des pertes que le Sud nous aurait fait faire à l'Ouest? Le comte de Beust croit-il vraiment que nous serons assez imprudents pour attendre que la France se soit relevée pour régler notre compte avec l'Autriche? Garderons-nous le repos jusqu'à ce que la France ait repris ses forces et puisse servir d'alliée à l'Autriche et lui rendre le service que cette nation viendra de lui rendre elle-même?

MARDI, 1er *Novembre*. — Le matin, à l'aube, on entend tirer des canons de gros calibre. A onze heures, le député Bamberger me rend visite. Il lui avait fallu deux jours entiers pour venir de Nanteuil à Versailles. Au déjeuner, on parle du combat du Bourget. On dit que les Français y ont fait mine de se rendre, mais lorsque nos officiers s'approchèrent d'eux, ils tirèrent soudain. Douze cents prisonniers étaient tombés entre nos mains, dont un grand nombre de francs-tireurs.

« — Les francs-tireurs prisonniers! Je ne conçois pas cela, on devait les fusiller les uns après les autres, » — dit le Chef.

Au dîner, le comte Oriola était assis à côté de Delbruck. Ce comte portait l'uniforme rouge des chevaliers de Saint-Jean. Il avait toute sa barbe noire et ses traits avaient un air oriental. Cette après-midi, il avait été avec Bucher sur l'aqueduc de Marly où ils avaient vu au milieu des feux du soleil couchant le fort que nous avions cherché en vain, ainsi qu'une partie de Paris. Les princes de l'*Hôtel des Réservoirs*, ceux de Weimar et de Cobourg y avaient également été. On parla de la trouvaille de Friesen et du décret du

ministre de la guerre ou du commandant de la place, d'après lequel, tout objet de valeur trouvé dans les maisons abandonnées de leurs habitants serait confisqué au profit du trésor de la guerre s'il n'était pas réclamé après un certain temps. Bismarck trouvait la chose fort convenable. Il ajouta cependant : —

« — On ferait beaucoup mieux de brûler toutes ces maisons abandonnées ; il est vrai que cela pourrait porter préjudice aux gens raisonnables qui sont restés chez eux. »

Il nous dit que le comte Bray lui avait annoncé sa visite pour le soir. Il raconta aussi que durant trois heures Thiers était resté avec lui pour causer de l'armistice, mais qu'il serait très difficile de tomber d'accord sur les conditions posées de part et d'autre. Thiers essaya une fois de parler des vivres qui restaient à Paris.

« — Je l'interrompis, en lui disant : — Pardon, vous n'êtes pourvus de vivres que jusqu'à la fin de Janvier. Vous n'êtes resté qu'un jour à Paris ; nous sommes mieux instruits que vous de la chose. Quel air surpris il eut alors ! Mais mon intention avait simplement été de le sonder ; je vis à son étonnement que je me trompais en disant la fin de Janvier. »

Au dessert, le Chef dit qu'il venait de manger beaucoup : un bifteck et demi et quelques morceaux de faisan.

« — C'est peut-être beaucoup, mais on peut dire aussi que ce n'est pas beaucoup, car c'est en définitive le seul repas que je fais. Je déjeune, il est vrai, mais d'un peu de thé sans lait et de deux œufs. Puis plus rien jusqu'au soir. Si alors je mange trop, c'est que je fais comme le boa constrictor ; mais je ne puis dormir. Déjà, dans mon enfance, je me couchais tard et depuis je ne me souviens pas m'être couché avant minuit. Je m'endors aussitôt ; mais je me réveille peu d'instants après, je vois qu'il est à peine une heure ou une heure et demie, et alors toutes sortes de choses me passent par la tête ; surtout celles qui ont rapport aux injustices qu'on me fait et auxquelles il me faut réfléchir. Puis il m'arrive d'écrire mes lettres et mes dépêches, naturellement sans me lever et mentalement. Autrefois, du temps où j'étais ministre de fraîche date, je me levais réellement et j'écrivais. Mais si le lendemain, je me relisais, je voyais que ce que j'avais écrit ne valait rien ; ce n'était que platitudes, trivialités confuses dignes de la *Gazette de Voss*. Je ne veux pas travailler quand je suis au lit, je préférerais dormir ; mais, malgré moi, quelque chose en moi

travaille et réfléchit. Quand le premier rayon du matin tombe sur mon lit, je me rendors, et je reste couché jusqu'à dix heures, et la plupart du temps plus longtemps. »

Cette nuit, l'artillerie française a travaillé vigoureusement, surtout à minuit. C'est le Mont-Valérien et les canonnières de la Seine qui faisaient ce tapage.

Mercredi, 2 *Novembre*. — Engel me dit que le Chef s'est levé au bruit de la canonnade de la nuit dernière, ce qui chez lui n'a rien d'extraordinaire. Je me promène avant neuf heures du matin par Montreuil et la route de Sèvres que traverse le viaduc de Viroflay. Pendant mon absence, le Ministre encore au lit m'avait demandé. A mon retour, l'officier d'état-major Bronsart est venu chez lui le chercher de la part du Roi. A son retour, le Chancelier me charge de télégraphier à Berlin et à Londres qu'hier Thiers est resté avec lui pendant trois heures ; le sujet de cet entretien a occasionné chez le Roi un conseil de guerre, auquel a assisté le Chef. A deux heures je vois venir Thiers dans le vestibule du rez-de-chaussée. C'est un homme de petite taille, à cheveux gris, sans barbe, à la physionomie intelligente, rappelant le commerçant aussi bien que le professeur. Thiers doit rester longtemps avec le Ministre. Je n'ai rien à faire pendant ce temps et je reprends mon excursion de ce matin en passant par Montreuil, Viroflay, Chaville. Ces deux derniers villages forment une rue non interrompue d'une lieue de long et se continuent par Sèvres très long aussi. Je veux encore pousser plus loin, mais à l'endroit où la route bifurque, je fus arrêté par une sentinelle qui me dit que les officiers mêmes ne peuvent aller plus loin, sans une permission spéciale du général. Je cause un peu devant le corps de garde avec des soldats qui ont assisté aux batailles de Wœrth et de Sedan. L'un me dit que, par le choc d'une balle ennemie, sa cartouchière l'a blessé à la figure en faisant explosion dans une de ces batailles. Un autre raconte qu'ils ont surpris des Français dans une maison et les ont tous massacrés sans miséricorde. J'émets le vœu que ces Français aient été des francs-tireurs.

Dans les villages, le long de la route, on voit de nombreux cabarets. Les habitants sont pour la plupart restés; ils paraissent presque tous pauvres. On y voit peu de traces des prétendus dégâts que les pains de sucre français devaient avoir causés à Sèvres.

L'histoire de l'incendie de la manufacture est un conte; elle n'a

reçu qu'une dizaine de bombes, comme disent les soldats, qui se sont bornés à enlever les pierres des murailles et à briser quelques fenêtres et quelques portes.

Revenu dans la Rue de Provence, il était quatre heures et demie, j'apprends que Thiers vient de quitter le Chef et qu'il est parti avec un air assez satisfait. Le Chef est allé faire un tour au jardin. A partir de quatre heures, les canons se remirent à gronder terriblement.

Le dîner est embelli par un pâté de truites, cadeau d'un restaurateur berlinois, qui avait envoyé en même temps, au Chef, un tonneau de bière de Vienne... et son propre portrait. Au dîner, le Ministre parla de son visiteur : —

« — C'est un homme intelligent et aimable, malin et spirituel. Mais chez lui pas trace diplomate ; trop sentimental pour le métier. C'est certainement une nature beaucoup plus distinguée que celle de Jules Favre, mais ce n'est pas l'homme qu'il faut pour discuter une affaire, pas même un achat de chevaux. Il se laisse facilement impressionner; il trahit ce qu'il éprouve ; et il se laisse sonder. C'est ainsi que j'ai pu tirer une foule de choses de lui, entre autres: qu'ils n'ont plus que pour trois ou quatre semaines de vivres. »

Le pâté lui fournit l'occasion de parler des truites de Varzin. Il dit que dans un étang, qui n'est alimenté que par quelques sources, on avait pris une truite de cinq livres... de cette longueur ; il l'indiqua du geste. Tous les gardes forestiers des environs ont crié au miracle.

Relativement à notre attitude en présence des prochaines élections à faire en France, je rappelle dans les journaux cet exemple qui pourra nous décider et que nous pourrons soumettre à ceux qui trouvent sans précédent l'exclusion nécessaire de l'Alsace-Lorraine dans ces votes. Voici cet exemple : —

Un Américian nous raconte que dans la dernière guerre des Etats-Unis contre le Mexique un armistice avait été conclu pour donner au Mexique le temps d'élire un nouveau gouvernement capable de traiter la paix avec les Etats-Unis, et que l'on n'avait pas consenti à laisser prendre part au vote les provinces désignées pour l'annexion. C'est le seul cas dans l'histoire qui puisse être comparé à notre situation actuelle, mais il y correspond parfaitement.

Jeudi, 3 *Novembre.* — Le temps est beau et clair. A partir de

sept heures, les lions du Mont-Valérien recommencent à rugir vigoureusement, et leur rugissement se répercute dans les vallées environnantes. Je fais pour le Roi des extraits de la *Morning Post* des 28 et 29 Octobre. Ce sont des articles sur l'Impératrice Eugénie ; on dit que l'auteur est le Duc de Persigny ou le Prince Napoléon. On y lit cette assertion « qui, — dit le Chef, — ne repose que sur un malentendu », que nous n'avons réclamé, aux envoyés de l'Impératrice que Strasbourg, une bande étroite de territoire dans la vallée de la Saar, et deux cent cinquante mille habitants à peu près. On m'ordonne de télégraphier qu'après l'entretien d'hier le Chef a offert à M. Thiers un armistice de vingt-cinq jours ayant pour base le *statu quo* militaire. A midi, Thiers revint et causa avec le Chancelier jusqu'à deux heures et demie. Les exigences des Français sont exorbitantes. On dit, au déjeuner, qu'ils réclament, outre un armistice de vingt-huit jours pour organiser, faire, et vérifier les élections, et pour que l'Assemblée Nationale élue prenne une décision au sujet d'un gouvernement provisoire, le droit d'approvisionner Paris et les forts, et le droit d'élection pour les pays à annexer. D'après la logique ordinaire, l'approvisionnement et le *statu quo* militaire sont choses qui s'excluent.

Au retour de Thiers, je fais avec Willisch et Wiehr une promenade en prenant par Glatigny, Le Chesnay, et Roquencourt pour arriver à l'aqueduc de Marly sur la plate-forme duquel paraissent bientôt Delbruck et Abeken. Le ciel étant très clair, la vue était fort étendue. A nos pieds s'élevaient les maisons de Louveciennes à demi cachées par des bouquets d'arbres. Plus loin, au milieu de bois et de parcs, les villages de La Celle et Bougival, et la courbe bleuâtre de la Seine avec sa bordure de villages blancs. A droite, sur une élévation considérable et nue, le fort du Mont-Valérien, dont les fenêtres brillent à la lueur du soir. Plus loin, à droite, les quartiers Ouest de Paris avec le dôme des Invalides. A gauche, la Seine coule en entourant des îles ou les piles des ponts qu'on a fait sauter. A une lieue de nous, on découvre la ville et le château de Saint-Germain. Derrière nous, le château de Versailles qui, d'ici, paraît être situé plus haut qu'on ne le dirait quand on en est rapproché, et une grande quantité de villages et de propriétés. En regardant avec une lunette, qui servait à l'officier d'observation chargé de télégraphier à Versailles tout ce qu'il découvrait, on voyait distinctement des gens, aux abords du fort, paraissant chercher des

pommes de terre sur le sol. Près d'une maison blanche, toute voisine des remparts du fort, on voyait les baïonnettes brillantes d'une troupe de soldats français en marche.

A quatre heures, nous étions de retour à Versailles, où nous apprîmes que Thiers avait cette fois quitté le Chancelier avec un air moins souriant que la veille. On disait que Bœlsing, malade, désirait retourner à Berlin; Wolmann devait le remplacer. Le Chef me fit appeler et me donna l'ordre de télégraphier à Londres qu'à l'avenir il serait inutile de lui envoyer par dépêches des proclamations du genre de celle de Gambetta, du premier de ce mois, car il n'a pas intérêt à connaître rapidement de semblables élucubrations.

Au dîner, on parle des élections de Berlin. Delbruck croit qu'elles seront meilleures que les précédentes ; au moins il pense que Jacoby ne sera pas réélu. Le comte de Bismarck-Bohlen s'est formé une autre idée, il n'espère aucune amélioration. Le Chancelier dit : —

« — Les Berlinois ne sauraient vivre sans faire d'opposition et veulent faire à leur tête. Ils ont des qualités... beaucoup et d'estimables. Ils se battent bien, c'est vrai, mais ils se considéreraient comme peu intelligents s'ils ne se jugeaient pas capables de tout mieux savoir que le gouvernement, toutefois ce n'est point à eux seuls qu'en est la faute. Toutes les grandes villes en sont là et quelques-unes sont pires encore que Berlin. Les gens des grandes villes sont moins pratiques que les gens de la campagne qui sont en contact plus intime avec la vie, avec la nature, et se forment de cette manière un jugement plus naturel et qui les rend plus aptes à saisir l'enseignement des faits et à comprendre ce qui est possible. Là où sont rassemblées un grand nombre de personnes, le caractère individuel disparaît et tout se fond en une certaine moyenne. Des on-dit et des répétitions de ces on-dit on se forme dans les villes des opinions qui se répandent dans les salons, dans les journaux, dans les cafés, et à la fin, toutes fausses qu'elles soient, il est impossible d'en détruire une seule. Il en résulte une seconde nature, une nature artificielle, qui prend place à côté de la première, une croyance populaire, des préjugés populaires. On se persuade de ce qui n'est pas, on considère comme de son devoir de s'y attacher, on se passionne pour des absurdités. Il en est ainsi dans toutes les grandes villes. A Londres, les cockneys sont tout différents des autres habitants. Il en est de même à Copenhague, à New-York, et surtout à Paris. Les Français sont un-

peuple particulier avec leurs superstitions politiques ; ils sont enfermés dans ces idées, ils en sont enlacés, elles sont pour eux quelque chose de sacré, tandis qu'elles ne sont réellement que des mots vides de sens. »

Comme cela peint bien ce qu'un de nos démocrates de cour, poète à la mode, a appelé l'âme du peuple !

Le Ministre nous dit ensuite : —

« — Au commencement de mon entretien d'aujourd'hui avec Thiers je lui ai brusquement demandé s'il avait encore les pouvoirs nécessaires pour conférer avec moi. Il m'a regardé avec étonnement. Je lui ai dit ensuite qu'on avait répandu le bruit qu'une révolution avait eu lieu à Paris, après son départ, et que l'on avait proclamé un nouveau gouvernement. Il m'a paru visiblement frappé et j'en conclus qu'il ne considérait pas comme impossible la victoire des rouges et qu'il pensait que Jules Favre et Trochu étaient peu solides sur leurs bases. »

L. qui vient chercher régulièrement des informations et des conseils pour le *Moniteur*, devait reproduire dans son journal un article de la *Gazette Générale de l'Allemagne du Nord* au sujet de la capitulation de Metz, mais il ne le veut pas, soutenant toujours que Bazaine est un traître. Il cède enfin à mes instances, mais il ajoute qu'il est prêt à se retirer de la rédaction, « ne voulant pas renoncer à sa conviction ». Vraiment?

De neuf heures à dix heures du soir, Thiers s'entretint de nouveau avec le Chef.

VENDREDI, 4 *Novembre*. — Le temps est splendide. Sur le désir du Ministre je rectifie un article du *Daily News* sur l'entretien de Napoléon avec le Chancelier à Donchery. Ils ont causé trois quarts d'heure dans la maison du tisserand, mais seulement quelques minutes en plein air, comme le Chancelier l'a dit dans son rapport officiel au Roi. En outre, le Ministre n'a pas mis l'index de la main gauche dans la main droite de Napoléon ; ceci est tout à fait contraire à son habitude ; il n'a pas non plus parlé allemand à l'Empereur, aussi peu ce jour-là qu'autrefois.

« — Mais, — ajouta-t-il, — j'ai parlé allemand aux gens de la maison, le mari sachant cette langue un peu et la femme passablement. »

A partir de onze heures du matin, Thiers cause avec le Ministre. Il a envoyé son compagnon, M. Cochery, à Paris pour s'informer si

le gouvernement du 4 Septembre existe encore. La réponse a été affirmative. Blanqui avec les radicaux a occupé l'Hôtel-de-Ville et retenu quelques heures prisonniers certains membres du gouvernement « qu'est venu délivrer Picard avec *cent six bataillons*, » dit Abeken, probablement le 106e. Le gouvernement se maintient fermement pour l'instant.

On vint me réveiller en m'annonçant qu'un ballon venant du Nord passait au-dessus de la ville. Le vent étant favorable, un second aérostat suivit le premier dans l'après-midi. Le premier était blanc, le second tricolore. Bamberger assista au repas.

Le Chef dit: —

« — Les journaux me reprochent de n'avoir pas encore commencé le bombardement ; ils disent que je ne veux pas faire sérieusement les affaires ; que je m'oppose même à ce bombardement.... sottises !... à la fin ils m'accuseront des pertes que nous avons subies en investissant la ville, pertes qui, il est vrai, sont déjà assez considérables, car nous avons perdu, à ces petites batailles, plus de monde que ne nous en aurait coûté un assaut général. Dès le commencement et sans cesse depuis j'ai proposé cet assaut !... »

On dit ensuite qu'en trente-six heures, au dire de quelques officiers d'état-major, on pourrait réduire deux ou trois forts qui seraient l'objet d'une première attaque. Puis on parla de la convocation du Reichstag et le chef observa qu'elle serait suivie de celle de l'Union douanière. A part cela, il y eut encore d'intéressant à table, le récit de Bohlen, qui raconta qu'un employé de Versailles, je crois qu'il dit le procureur de la République, a été surpris entretenant des relations avec Paris. De quelle façon, on l'ignore, peut-être par une sortie secrète des catacombes, qui s'étendent sous la Seine jusqu'à la rive opposée.

L. raconte, le soir aussi, que Bamberg, qui fut jusqu'au début de la guerre Consul de Prusse à Paris, était disposé à se charger dorénavant de la rédaction du *Moniteur;* de plus, il me fait un portrait de ce personnage. Vers huit heures et demie, on me dit au bureau que Thiers était dans l'antichambre. Je le vis encore une fois avant qu'il ne se rendît dans le salon avec le Chef avec qui il resta jusqu'à onze heures. On dit que demain il partira pour Paris. Durant l'entretien un télégramme nous annonça que de Beust modifiait sa politique et avait fait la déclaration suivante : —

« Si la Russie s'oppose aux exigences de la Prusse, l'Autriche s'y

« opposera également. Si la Russie laisse faire, l'Autriche laissera « faire aussi. »

On fait passer au salon ce télégramme au Chef.

Au thé, Bohlen nous raconte une histoire entendue aux avant-postes.

Il y a quelques jours un homme s'était présenté à un officier allemand et était entré avec lui dans une maison d'où, peu de temps après, il était sorti vêtu en franc-tireur. Cet homme se mit à courir ; nos soldats tirèrent sur lui, mais il avait atteint le pont de Sèvres et il se précipita à l'eau pour rejoindre les Français qui l'accueillirent avec enthousiasme. Il paraît que cet homme est un de *nos* meilleurs espions (1).

Samedi, 5 *Novembre*. — Le temps est triste ; le ciel gris, il s'éclaircit plus tard pendant quelques heures. On nous apprend que les officiers des zouaves pontificaux, devenus inutiles à Rome, viennent de quitter la Suisse pour rejoindre de Charette et lutter contre les Allemands, les ennemis de l'ultramontanisme, — mais non pas pour la République. C'est un fait dont on devrait parler dans la presse.

Vers une heure, conférence du Chancelier avec Delbruck et quelques autres ministres allemands. Il y donne un rapport de ses entretiens avec Thiers et annonce l'arrivée éventuelle des souverains allemands qui n'ont pas encore ici de représentants. Keudell part pour Berlin, à quatre heures de l'après-midi. Toute la journée, canonnade, mais moins violente que la veille. Au dîner, Delbruck est la seule Excellence présente. Plus tard, Bismarck, qui vient de dîner chez le Roi, nous rejoint et se fait donner quelques verres d'eau-de-vie. Il se souvient à ce sujet d'un assez joli mot dit par un officier.

« — Pour les enfants du vin rouge, pour les hommes du champagne, pour les généraux du *schnaps*. »

Il nous dit qu'une foule de personnages ne cessaient de lui faire perdre son temps à force de lui poser questions et demandes. On remet un télégramme au Chef annonçant que Favre et les autres étaient montés sur leurs grands chevaux et avaient dit dans une proclamation qu'il ne pouvait être question de cession de territoire et qu'il s'agissait uniquement de défendre la patrie. Le Chef fit alors

(1) Cette histoire ressemble fort à une autre histoire qu'ont raconté les journaux français, et où nous aurions été les dupes. Le héros en serait un certain Bonnet, garde forestier.

remarquer que de cette façon nous serions dispensés de traiter avec Thiers.

« — Oui, — répondit Delbruck, — en présence d'une opiniâtreté aussi absurde, on ne peut plus songer à des conférences. »

Peu de temps après, le Ministre dit à Abeken que le Prince Adalbert avait l'intention d'écrire à l'Empereur de Russie, et qu'il voulait lui donner le titre de *cousin*. Taglioni prétend que l'Empereur a lui-même donné ce titre au Prince. Bismarck dit que le Prince fera bien d'appeler l'Empereur : mon oncle... Beaucoup de princes allemands, même ceux qui ne sont pas parents du Roi, en s'adressant au Roi, l'appellent mon oncle. Le Chef ordonna de demander par télégraphe, à Berlin, des renseignements au sujet des formes à employer.

Quelqu'un raconta qu'il venait de découvrir d'excellent vin dans le château de Beauregard et qu'on l'avait confisqué au profit des troupes. Bucher nous dit que cette charmante habitation avait été bâtie par Napoléon pour Miss Howard. Un autre prétendait que la propriété appartenait en ce moment à une duchesse ou à une comtesse de Bauffremout.

« — Je crois que Thiers, — dit le Ministre, — a l'intention d'écrire encore un ouvrage d'histoire, car, dans nos conversations, il parle de choses fort étrangères à nos affaires. Il s'informe de ceci, de cela, etc. Il m'a rappelé un entretien que j'avais eu avec le duc de Bauffremont en 1867. Il paraît que j'y ai dit que Napoléon n'avait pas compris son intérêt en 1866, et qu'il aurait pu aussi y faire ses affaires, non pas en Allemagne, mais....., etc., etc. D'une manière générale, c'est vrai. Je me souviens que la conversation avait lieu aux Tuileries, pendant un concert. Dans l'été de 1866, l'Empereur n'a pas eu le courage de faire ce qui était juste. Il aurait dû.... eh bien, oui, il aurait dû occuper..... l'objet de la proposition de Benedetti, tandis que nous attaquions l'Autriche et provisoirement il aurait dû garder cet objet comme une garantie contre les éventualités. Nous ne pouvions pas l'en empêcher ; l'Angleterre l'aurait-elle attaqué ? C'est peu probable ; en tous cas, il pouvait l'attendre. En cas de victoire de notre côté il devait essayer de se mettre avec nous et nous encourager à commettre des excès, mais.... — il dit cela en se penchant vers Delbruck, et en se rejetant ensuite en arrière, — mais c'est un *tiefenbacher* (1). »

(1) A peu près : songe-creux. Expression berlinoise.

On dit que Keudell veut devenir député; il se propose de poser sa candidature à Nieder-Barnim.

Thiers, après avoir délibéré, au pont de Sèvres, avec Favre et Ducrot, est de retour. Il vient d'avoir avec le Chef une conférence qui a duré de huit heures et demie à dix heures et demie du soir. Au thé, on dit que Favre et Ducrot ont déclaré inacceptables nos conditions d'armistice. Pourtant ils ont voulu prendre l'opinion de leurs collègues, et Thiers doit apporter demain la réponse définitive.

J'interromps ici mon journal pour donner quelques éclaircissements sur ce que j'ai dit précédemment de Napoléon et de la Belgique en 1866.

*
* *

Que la France ait réellement voulu à cette époque acquérir la Belgique, quoique par une voie exigeant moins de résolution que celle indiquée plus haut, cela est connu. La preuve de cette intention est le projet de traité, se rapportant à cette circonstance, projet que Benedetti avait remis au Chancelier, et que le Ministère des Affaires Etrangères a fait publier lorsque la guerre ne faisait que d'éclater. Benedetti essaye dans son livre : *Ma mission en Prusse*, de nier la chose. Il dit dans cet ouvrage, page 197 : —

On se rappelle que le 5 Août, j'avais remis à M. de Bismarck le projet de traité concernant Mayence et la rive gauche du haut Rhin, et je n'ai pas besoin de dire que M. Rouher fait, le 6, allusion à cette communication dans le second paragraphe de sa lettre. Mais ce qu'elle démontre également et ce qu'il importe d'établir contrairement aux assertions de M. de Bismarck, c'est que personne à Paris ne songeait à faire de la Belgique l'appoint des concessions nécessaires à la France, et qui lui étaient dues, au dire même de l'ambassadeur de Prusse.

En écrivant ces lignes, le comte Benedetti ne savait pas que certains papiers secrets étaient tombés, durant la guerre, entre les mains des troupes allemandes, papiers qui contredisaient ses assertions. Le Ministère des Affaires Etrangères allemand n'hésita donc pas à se servir de ces papiers comme armes défensives. Ce ministère répondit, le 20 Octobre 1871, en ces termes, aux dénégations de Benedetti : —

Benedetti essaye de confondre deux phases distinctes des conférences et négociations qu'a eues avec lui le président du ministère prussien il y a quelques années. Il confond la demande qu'il a faite le 5 et le

7 Août 1867 de la cession au profit de la France d'un territoire allemand comprenant Mayence avec la demande ultérieure où il revendique la Belgique et il cherche à prouver que les lettres, trouvées aux Tuileries et qui ont été publiées, se rapportent à la première demande; tandis qu'elles se rapportent à la lettre, citée par lui-même, page 181, que l'Empereur adresse au marquis de la Valette. Que les deux phases sont distinctes, cela ressort clairement des documents tombés entre les mains du ministère allemand. Par exemple, il écrit en date du 5 Août 1866, un rapport au ministre sur l'incident au sujet de Mayence. La première partie de ce document est ainsi conçue : —

Monsieur le Ministre,

A mon arrivée j'ai trouvé le télégramme par lequel vous me faites connaître le texte du traité secret que je dois soumettre au gouvernement prussien. Votre Excellence peut être convaincue que je m'efforcerai de faire en sorte que tous les ordres du gouvernement français trouvent ici un accueil favorable, quelle que soit la résistance que je vais nécessairement rencontrer. Mon avis est que le gouvernement de l'Empereur se montre encore modéré s'il se borne, en présence des agrandissements de la Prusse, à réclamer les garanties mentionnées dans sa proposition. En conséquence, je me déciderai difficilement à accepter des modifications, quelque insignifiantes quelles puissent être, quand bien même je n'aurais autre chose à faire qu'à vous les soumettre. Je crois que dans ces pourparlers la fermeté est le meilleur, je dirai même le seul argument, dont l'on puisse se servir avec efficacité, et mon intention est de témoigner la ferme résolution où je suis de ne pas écouter des propositions que je ne saurais accepter. Je ferai tout aussi pour démontrer que la Prusse méconnaîtrait ce que lui commandent la justice et la prudence en se refusant à nous donner les garanties que son agrandissement nous contraint d'exiger; et c'est là une tâche qui me parait facile. Voulant agir prudemment et connaissant le caractère du président du conseil, je n'ai pas voulu voir la première impression que doit faire sur lui la certitude que nous réclamons les rives du Rhin jusqu'à Mayence inclusivement. A cet effet, j'ai envoyé ce matin au Chancelier une copie de votre proposition et j'y ai joint une lettre personnelle dont je vous donne copie ci-joint. Demain je tâcherai de le voir et je vous informerai de la disposition d'esprit dans laquelle je l'aurai trouvé.

Dans son livre Benedetti dit peu de mots de l'entretien qu'il a eu avec le Chancelier après l'envoi de la lettre dont on parle ci-dessus, et il évite de rapporter ses propres paroles. S'il avait répété toutes ses propres paroles il n'aurait pas pu cacher qu'il avait fortement déclaré que les exigences de son ministre étaient fort justes et qu'il les avait chaleureusement appuyées. Sur l'observation du Chancelier que la demande du ministre français équivalait à une déclaration de guerre et qu'il ferait bien de retourner à Paris pour l'éviter, Benedetti répondit qu'il irait en effet à Paris mais qu'il ne pourrait s'empêcher de conseiller à l'Empereur de persister dans sa demande, vu le danger que courait la dynastie impériale si l'opinion populaire n'était pas apaisée et contentée par des concessions de l'Allemagne. Au départ de Benedetti, le Chancelier lui adressa ces paroles :

— Voulez-vous bien faire remarquer à l'Empereur qu'une telle guerre dans certaines circonstances peut devenir une guerre qui donnerait occasion aux révolutions d'éclater, et qu'alors on pourrait bien acquérir la preuve que les dynasties allemandes sont plus solides que la dynastie Napoléonienne. »

Une lettre de l'Empereur, d'un caractère plus conciliant, nous arriva le 12, et avec cette lettre tomba le rideau qui cachait les exigences de la France touchant une cession de territoire allemand. Mais quatre jours après, le second acte du drame commença. Il s'agit alors de la Belgique. Dans une lettre du 16 Août que remit à Benedetti un M. Chauvy, venant de Paris, contenant le résumé le plus succinct, le plus précis possible des instructions données à Benedetti, on lisait : —

« 1° Les conférences devront avoir un caractère amical ;

« 2° Elles devront être essentiellement confidentielles. »

Suit une liste des personnes avec lesquelles seules Benedetti devra conférer.

« 3° Selon les chances de succès, vos demandes devront parcourir trois « degrés successifs : —

« A.—D'abord de ces deux questions : les frontières de 1814 et l'annexion de la Belgique, vous n'en ferez qu'une, et vous demanderez en même temps qu'on nous cède Landau, Saarlouis, Sarrebruck, et le Grand-Duché de Luxembourg, et qu'on nous cède le tout par un traité public, ainsi que le droit d'annexer la Belgique, tout en fixant une alliance offensive et défensive, alliance qu'on devra tenir secrète.

« B.— S'il vous paraît impossible de faire agréer ces conditions vous renoncerez à Saarlouis, à Sarrebruck, et même à Landau, cette vieille bicoque qui pourrait exciter contre nous le sentiment national allemand, et vous bornerez vos demandes au Grand-Duché de Luxembourg et à un traité secret permettant l'annexion de la Belgique.

« C.— Si vous rencontrez de trop grandes difficultés, quant à l'annexion de la Belgique, acceptez un article qui déclarerait Anvers, ville libre, et cela pour apaiser l'opposition de l'Angleterre. Mais dans aucun cas vous ne devez consentir à la réunion d'Anvers à la Hollande, non plus qu'à la réunion de Maëstricht à la Prusse.

« Au cas où M. de Bismarck demanderait de quelle utilité pourrait bien être pour lui le traité projeté, vous lui répondriez simplement qu'il acquerrait par là un allié puissant et confirmerait ses récentes acquisitions ; que du reste on ne lui demandait son consentement que pour prendre une chose qui ne lui appartient pas ; de plus que les avantages qu'il en recevrait ne lui coûtaient aucun sacrifice sérieux.

« Résumons : Il nous faut un traité ostensible qui nous accorde au moins le Luxembourg et de plus un traité secret stipulant une alliance offensive et défensive entre la Prusse et la France, reconnaissant à la France le droit de s'emparer de la Belgique au moment où le gouvernement de l'Empereur le jugera opportun, et où la Prusse promettra de donner, en cas de besoin, une assistance même militaire à son alliée. Vous avez là les bases du traité à faire. »

A ces instructions envoyées de Paris, Benedetti a répondu le 23 Août, de Berlin, par une lettre écrite de sa propre main. Dans cette lettre, il envoie le projet de traité qu'il était chargé de conclure. Ce projet est entre nos mains. En marge, on y a écrit des notes, à Paris. Il se trouve au Ministère des Affaires Etrangères, à Berlin. De Paris, avec ces notes écrites en marge, on a renvoyé ce projet à Benedetti. Ainsi conçu, il

est exactement le même que celui qu'a remis Benedetti au Chancelier, et que celui-ci a fait publier dans l'été de 1870. La lettre de Benedetti du 23 Août 1866, commence ainsi : —

J'ai reçu votre lettre, et je fais mon possible pour me conformer aux intentions que vous y développez. Je vous envoie ci-joint la rédaction. Inutile de vous dire pourquoi je n'y ai pas fait mention de Landau et de Sarrebruck. Je suis convaincu que si nous persistions à réclamer ces deux villes, nous rencontrerions des obstacles insurmontables, Je m'y suis donc borné à la demande qui concerne le Luxembourg et la Belgique.

Dans un autre passage de la lettre, on lit : —

Il est donc convenu que je vous enverrai le premier projet pour le modifier en ce que vous jugerez nécessaire....

. . . .

Vous me faites observer qu'au lieu de deux traités nous n'en avons fait qu'un. En commençant la rédaction du traité, j'ai dû reconnaître qu'il serait fort difficile d'écrire, relativement au Luxembourg, des articles pouvant être publiés, mais je pourrais proposer de donner à l'article IV, qui concerne la Belgique, le caractère et la forme d'un appendice devant rester secret. Mais ne croyez-vous pas que l'article V doit rester inconnu, tout comme les traitants?

Le brouillon de la réponse à cette lettre de Benedetti se trouve aussi au Ministère des Affaires Étrangères et écrit sur papier officiel. On voit par là que le projet conçu par Benedetti a plu à Paris, mais que l'on y a cru devoir réfléchir quelque temps à cette affaire. A Paris, on s'occupe ensuite de l'indemnité que devra recevoir le Roi des Pays-Bas pour la perte du Luxembourg, indemnité qui consisterait en territoire prussien. On parle aussi des sacrifices d'argent que nécessiterait la conclusion du traité. On renonce à Landau et à Saarlouis, mais on considère que la Prusse doit faire cet acte de courtoisie de détruire le caractère agressif de ces deux villes en rasant leurs forteresses. On pense que l'unité allemande est une éventualité inévitable qui doit se réaliser à une époque peu éloignée. Pourtant on ne doit pas solidariser l'article III avec l'article IV. Il est bien clair que l'extension de la suprématie de la Prusse au delà du Mein est pour la France une occasion naturelle qui la force presque à s'emparer de la Belgique. Mais il se peut qu'on rencontrera aussi d'autres occasions. En tous cas, il faudra réserver pour le moment propice l'exécution de la décision définitive. En exprimant cette proposition d'une façon nette et claire, la France pourra se conserver une précieuse liberté d'action.

A différentes reprises, on indique l'acquisition du Luxembourg comme le but direct et celle de la Belgique comme le but éventuel du traité à conclure avec la Prusse et on réclame que tout ceci, ainsi que l'alliance offensive et défensive, soit tenu secret.

Plus loin, on trouve : —

Cette combinaison concilie tout. Elle ôte à l'opinion publique française son irritation en lui donnant une satisfaction immédiate et en fixant sa tension sur la Belgique. Le secret nécessaire, grâce à cette combinaison, sera gardé aussi bien sur l'alliance que sur les annexions projetées. Si votre opinion est que l'annexion du Luxembourg doit rester secrète jusqu'à ce que nous ayons la main sur la Bel-

gique, je vous prie de la justifier par des raisons détaillées. Renvoyer à une époque indéterminée l'annexion du territoire, pourrait causer une accélération fatale au sujet de la question belge.

A la fin de la lettre, on autorise Benedetti à aller quelque temps, s'il était nécessaire, à Carlsbad. Benedetti a répondu le 29 Août à cette lettre. Dans cette réponse, il met pour la première fois en doute la sincérité de la Prusse. Il dit que Bismarck lui a demandé si Napoléon ne se servait pas de ses projets de traité pour exciter la méfiance de l'Angleterre à l'endroit de la Prusse.

Il ajoute textuellement: —

Quel degré de confiance pouvons-nous accorder, de notre côté, à des gens capables de soupçonner chez les autres de semblables calculs?

Il parle de la mission que le général Manteuffel remplit à Saint-Pétersbourg et exprime la crainte que la Prusse n'ait reçu des assurances ailleurs, de sorte qu'elle pût se passer de la France. M. de Bismarck a dit en propres termes au Roi que la Prusse avait besoin d'une alliance avec *une* grande puissance. Si donc la Prusse venait à refuser l'alliance avec la France, la cause en serait qu'on en aurait conclu ou qu'on serait prêt à en conclure une autre ailleurs. Pour s'éclairer à ce sujet, Benedetti croit devoir aller passer quinze jours à Carlsbad. Il s'y tiendra prêt à revenir à Berlin aussitôt qu'il recevra un télégramme de M. de Birmarck. Mais en l'absence de Benedetti, le Chancelier quitta aussi Berlin pour n'y rentrer qu'en Décembre. Les conférences secrètes ont donc cessé durant plusieurs mois. Elles ont été reprises à différentes fois et chaque fois, par Benedetti. Si Benedetti prétend dans son livre, page 185, que Bismarck a eu tort de remettre à 1867 les conférences au sujet de la Belgique, qui avaient commencé en 1866, on peut en conclure que l'ambassadeur français a aussi repris les conférences interrompues l'année précédente et que la Prusse n'avait d'autre but que de retarder l'attaque que méditerait contre elle la France quand elle verrait manqués ses plans sur le Luxembourg; mais dans ces conférences on ne s'occupe plus que de la question belge.

La conduite tenue par la France au sujet des chemins de fer belges, prouvera bien que la France, à cette époque, n'avait pas perdu l'espoir de décider l'Allemagne du Nord à la laisser accomplir ses plans de prédilection.

*
* *

Revenons maintenant à l'année 1870 et à notre journal.

DIMANCHE, 6 *Novembre*. — J'apprends qu'un des ballons qui ont passé, il y a quelques jours au-dessus de la ville, est tombé entre les mains de nos hussards, près de Chartres. En voyant le ballon, on avait tiré sur lui et on l'avait atteint. Les deux aéronautes ont été pris; les papiers et les lettres confisqués doivent nous être envoyés pour être examinés.

J'apprends que le Chef a fait venir Bucher à Versailles pour lui confier le travail de la question de l'unité allemande. Mais Bucher a peu à faire, Delbruck s'étant chargé d'une grande partie des affaires qui ont rapport à cette question. A trois heures, Thiers revient. Je profite de cette occasion pour rendre visite aux officiers du 46e cantonnés au Grand-Chesnay. Ces officiers sont fort gais, font toutes sortes de plaisanteries et de tours, bien qu'à chaque instant le signal d'alarme peut les appeler au combat. A mon retour, on me dit que Thiers n'était resté qu'une demi-heure avec le Chancelier et qu'il était sorti l'air fort abattu. Le bruit court même qu'il ne reviendra plus.

Le comte Lenhdorff et un officier de hussards, un certain comte Schroter, assistent au dîner. Le Chef raconte que Jeanne, sa femme, lui a écrit. Il lit un passage de cette lettre : —

Je crains que vous ne trouviez pas de bible en France ; je t'enverrai donc un livre de psaumes afin que tu y puisses lire la prophétie contre les Français ; prophétie ainsi conçue : Je te le dis, les impies seront exterminés.

Le comte Herbert, qui est maintenant guéri, a aussi écrit à son père une lettre désespérée. Il exprime sa douleur d'être attaché à un escadron de dépôt. Il dit que de toute cette guerre. Il n'aura rien eu qu'une promenade à cheval de quinze jours et trois mois de lit.

Le Ministre continua : —

« — J'ai essayé de satisfaire mon fils ; j'en ai parlé à Roon, mais il m'en a dissuadé les larmes aux yeux et m'a dit : « — Moi aussi j'ai essayé de m'opposer au cours naturel des choses, et c'est ainsi que j'ai perdu mon fils. »

Puis, s'adressant à Abeken il lui demanda subitement : —

« — Que récitiez-vous donc aujourd'hui avec tant d'enthousiasme au jardin ? Je n'ai pu parvenir à deviner la langue dans laquelle vous parliez.

— Oh ! Excellence, c'était de l'allemand, du Gœthe ; *la chanson d'un voyageur pendant l'orage*, mon poème favori. »

Et il se mit à réciter un passage avec enthousiasme.

Ensuite on parla du récent combat du Bourget. Le Chef désapprouva le général Budritzki de s'être mêlé aux soldats qui montaient à l'assaut et d'avoir saisi le drapeau.

« — La place du général n'est pas au milieu des troupes, mais derrière elles, pour les surveiller. Ce qu'il a fait n'est qu'une imi-

tation de Schwerin, de la Place Guillaume, une action à effet. »

On dit que la France est en danger de se dissoudre, surtout le Midi où Esquiros, à la tête de la Ligue du Midi, essaye de se rendre indépendant du gouvernement de Paris. Dans le Midi, on agite la question d'un emprunt forcé prélevé sur les riches et on dit que Mieroslaswki sera appelé à Marseille pour organiser en une armée régulière les bataillons radicaux.

Le soir, je lis la proclamation du Comte de Chambord aux Français. Il veut, comme les autres, « se consacrer au bonheur de la France; il pense que gouverner ne veut pas dire flatter les passions du peuple, mais s'appuyer sur ses vertus. » Au lieu de débiter de telles phrases, qui sans doute peuvent fort bien s'appliquer au gouvernement des avocats parisiens, il aurait mieux fait d'indiquer le moyen de mettre fin à la situation actuelle. Si la confusion politique et sociale, qui, grâce au 4 Septembre, règne à Paris, ne cesse pas bientôt, il sera difficile de rétablir en France l'ordre si désiré par l'Allemagne et l'Europe. Quel que soit le gouvernement qui remplacera la République, si l'état actuel se prolonge, il aura à diriger un pays tourmenté par l'anarchie, anarchie qui ne lui permettra pas de compter sur les vertus du peuple, mais qui le forcera de suivre ses passions.

Lundi, 7 *Novembre*. — Le Chef me fait télégraphier à Londres : —

Dans les entretiens que j'ai eus avec lui, j'ai offert à Thiers un armistice qui se prolongerait jusqu'à vingt-huit jours afin que les élections puissent avoir lieu même dans les contrées occupées par les Allemands. J'ai même offert de laisser s'accomplir les élections sans qu'on ait décrété l'armistice. Mais Thiers n'a pas été autorisé à accepter ni l'une ni l'autre de mes propositions. Il a réclamé l'approvisionnement de Paris sans pouvoir me donner des compensations militaires. Comme nos exigences militaires semblaient inacceptables au gouvernement de Paris, il a reçu l'ordre de rompre nos conférences.

J'apprends encore d'autre part ce qui suit au sujet des événements et de notre situation actuelle. L'ordre reçu par Thiers était une lettre courte et sèche de Favre qui l'envoyait à Tours. Il s'y est rendu aujourd'hui. Thiers a été fort chagrin de la folie et de l'opiniâtreté du gouvernement de Paris, opiniâtreté qu'il ne saurait approuver, et dont quelques membres du gouvernement provisoire ne sont pas enthousiastes non plus. Favre et Picard, surtout ce dernier, désirent ardemment la paix, mais ils n'ont pas assez d'influence sur les autres pour les gagner à leurs idées. Gambetta et

Trochu ne veulent pas d'élections; selon toute probabilité, en effet elles mettraient fin à leur domination. Cependant cette domination repose sur une bien faible base, à Paris, elle peut être renversée à chaque instant; dans les provinces, elle chancelle déjà. Marseille, Toulon, et les autres villes du Midi, ne reconnaissent plus le gouvernement de la Défense, parce que ce gouvernement ne leur paraît pas assez radical, pas assez communard. Ici comme ailleurs, les chances du parti bonapartiste, surtout dans les classes aisées, croissent de jour en jour.

J'écris plusieurs articles disant : Nous sommes prêts à faire tout notre possible, mais poussés par leur ambition, Favre et Trochu repoussent toutes nos conditions pour ne pas être forcés par les futurs représentants légitimes du peuple français de quitter un pouvoir que l'émeute leur a donné. C'est cette ambition qui prolonge la guerre, tandis que nous faisons tout pour témoigner de notre désir de faire la paix.

Les officiers du Grand-Chesnay que je vais visiter me disent qu'ils s'attendent à tout moment au signal d'alarme et désirent vivement le commencement du bombardement.

Au dîner, auquel assiste le major d'Alten, aide de camp du Roi, ainsi que le comte de Bill et le lieutenant Philippe de Bismarck, neveu du Ministre, on parle du retard du bombardement. Le Chancelier déclare que les on-dit des journaux, qui prétendent que, lui Bismarck, s'oppose au bombardement voulu par les militaires, sont des bruits absurdes.

« — C'est tout le contraire! Personne plus que moi n'y pousse et n'y travaille. Ce sont les militaires qui ne veulent point encore. J'emploie une grande partie de ma correspondance à lever nos hésitations et leurs scrupules. »

Dans cette conversation j'apprends que l'artillerie veut se mieux préparer et réclame des munitions; on parle de quatre-vingt-dix wagons de munitions. Mais au siège de Strasbourg on a pensé aussi n'avoir pas assez de munitions et cependant après la capitulation les deux tiers restaient encore, malgré une dépense énorme de poudre et de projectiles.

« — Si nous nous emparons des forts, — dit Alten, — nous aurons à y essuyer le feu de l'enceinte et nous aurons à dépenser beaucoup de munitions.

— C'est vrai, — dit le Chancelier, — mais pourquoi n'avoir pas

pris ses précautions d'avance ?.... Aucune autre forteresse ne nous était mieux connue que Paris. »

J'apprends que l'on a pris deux ballons et cinq personnes qui étaient dans les nacelles. Le Chef dit qu'on devait les traiter sans hésiter comme espions.

« — Ils passeront en cour martiale, — dit Alten.

— Alors il ne leur arrivera certainement aucun mal, » — dit le Chancelier.

Bismarck parle de la force musculaire et de la corpulence du comte de Bill, son fils.

« — Pour moi, dans ma jeunesse, j'étais élancé et maigre. A Gœttingue, j'étais mince comme une aiguille à tricoter. »

La nuit dernière on a tiré sur une sentinelle postée devant la villa occupée par le Prince Royal, et on a blessé ce soldat. On réclame à la ville la somme de cinq mille francs de dommages-intérêts. Le Chef dit à ce sujet : —

« — En sortant, le soir, je n'emporterai jamais mon sabre, je préfère mon revolver. Je veux bien être assassiné, mais non sans me venger avant de mourir. »

Le Chef me donne l'ordre de télégraphier : —

D'après des communications privées, Favre et la majorité de ses collègues ont consenti aux élections et à l'armistice accordé à Thiers, mais Trochu a su faire prévaloir son sentiment.

MARDI, 8 *Novembre*. — J'expédie un télégramme disant que les individus pris dans les aérostats sont en route pour une forteresse prussienne, où ils passeront en cour martiale. Les lettres trouvées dans les nacelles et confisquées compromettent des diplomates et autres personnages, auxquels, vu leur situation et leur honorabilité, on avait permis d'avoir des relations avec l'extérieur. Désormais les relations de Paris avec l'extérieur seront interdites.

A midi et demi, tandis que nous déjeunions, le Chancelier reçut la visite d'un monsieur âgé, vêtu d'une soutane de soie, d'une calotte rouge, et d'une ceinture de la même couleur. C'est l'Archevêque Ledochowski, de Posen. On prétend qu'il vient relativement à l'offre du Pape qui veut intervenir en notre faveur auprès de la France. Peut-être espère-t-on une intervention du gouvernement allemand dans les Etats Pontificaux. L'Archevêque resta jusqu'à trois heures auprès du Chancelier qui se rendit auprès du Roi. Plus tard, le Chef

dîna chez le Prince Royal où mangea le Grand-Duc de Bade arrivé dans l'intervalle. Avant dîner, j'allai voir de nouveau H. et ses lieutenants, qui habitent maintenant un petit château sur la route du Chesnay, et qui est la propriété du célèbre docteur Ricord, de Paris. On fut aussi gai que d'habitude, et l'attente du bombardement était toujours aussi vive.

MERCREDI, 9 *Novembre*. — Le ciel est triste et nuageux. J'écris un article, puis il me faut lire les journaux, noter les passages, et faire des extraits. Dans la *Gazette de Cologne* du 5 Novembre, je trouve une très bonne phrase : « — La dent du temps a peuplé le mur de mousse. » Un amateur du langage enragé écrit : — « Le « grand tombeau de Sedan, dont les lèvres grisâtres se sont « refermées en grondant sur la grandeur de la France. » *Well roared, lion!*

Le Ministre désire que je prenne des renseignements sur un Américain qui joue ici un rôle assez effacé et qui paraît suspect. Pour les obtenir, je m'adresserai à L. qui est toujours bien informé sur tous les personnages. Dans l'après-midi nous reçûmes la nouvelle de la capitulation de Verdun.

Au dîner, assistent Delbruck, le général Chauvin, le colonel Meidam, directeur du télégraphe de campagne. On parle de l'abus que font du télégraphe pour leurs affaires privées certains officiers de l'armée. Quelqu'un dit que des paysans et des francs-tireurs ont brisé les fils télégraphiques. Le Ministre dit à ce sujet : —

« — On aurait dû envoyer trois ou quatre bataillons à cet endroit et transporter cinq à six mille paysans en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre.

— Cinq ou six cents suffiraient pour répandre la terreur, » — dit Delbruck.

Le Ministre parle ensuite de la presse française et dit qu'il est incroyable combien elle déverse sur nous d'invectives violentes.

« — J'ai envoyé une de ces feuilles au Roi. C'est un peu imprudent, car il y est aussi maltraité. On m'y reproche toutes sortes d'horreurs que j'aurais commises dans ma vie privée ; par exemple, que je battais ma femme à coups de cravache, qu'aucune fille bourgeoise de Berlin ne pouvait être sûre de n'être pas transportée dans mon harem ; que j'ai commis des détournements, et ai spéculé à la Bourse, en me servant de secrets d'Etat. En Allemagne, on n'en est pas encore arrivé à me reprocher de telles choses.

— Le harem est probablement dans le jardin, dans la petite maisonnette où veillent les gendarmes, — dit Delbruck. — Si les journalistes français connaissaient cette petite maisonnette, que de choses mystérieuses ne nous dévoileraient-ils pas ! »

Le soir, L. annonce que nos troupes viennent d'abandonner Châteaudun, occupé maintenant par les Français. L. prétend aussi savoir qu'une sortie des Parisiens contre les troupes bavaroises vient d'avoir lieu. Quant à l'Américain, L. ne sait autre chose sur lui sinon que c'est un ancien diplomate, partisan des Sudistes, qu'il s'est présenté de lui-même au Grand-Duc de Mecklembourg, à Versailles, pour y jouer un rôle d'intermédiaire, qu'il est venu avec une recommandation pour le Prince Royal, avec lequel il a dîné hier, en compagnie du Chancelier. Chez le Prince Royal, il n'a pu s'empêcher d'offrir ses services. Les personnages de ce genre se présentent très fréquemment et l'*Hôtel des Réservoirs* n'est pas assez protégé contre leur importunité. Le Chancelier ne pourra pas non plus les éviter quand ils viendront lui offrir leurs bons offices. Ces gens ont parfois des idées bizarres. Ils voudraient faire un Etat neutre de l'Alsace-Lorraine et le réunir à la Belgique ou à la Suisse. Ils voudraient, les uns, rétablir l'Empereur, les autres, installer les d'Orléans; ils proposent de faire cadeau de la Belgique à la France, pour que les Français ne nous gardent pas rancune quand ils nous verrons leur enlever l'Alsace-Lorraine. Ils pensent qu'il serait bon d'incorporer le Luxembourg à la Prusse, etc., etc. Il serait bon de leur prouver une bonne fois qu'on n'a pas besoin de leurs services.

Au thé, on parla du bruit qui attribuait à l'influence féminine le retard du bombardement.

A dix heures et demie, le Chef, sortant du salon, nous rejoignit. Au salon il avait causé de questions militaires avec le général bavarois de Bothmer et de l'unité allemande que l'on voudrait établir maintenant d'une façon plus absolue. Le Chancelier resta environ une heure avec nous. Il s'assit, prit une bouteille de bière, et dit en soupirant : —

« — Hélas ! j'y ai pensé bien souvent ! Si seulement, durant cinq minutes, je pouvais dire : Je veux ceci ! et le dire sans avoir à redouter quelque obstacle ! Que je voudrais n'être plus obligé de donner, même dans les choses les plus simples, le pourquoi et le but de mes actions ! Il me faut parler et implorer continuellement.

— Votre Excellence sait-elle que les Italiens ont envahi le Quirinal ? — demanda Hatzfeld.

— Oui, — dit le Chef, — et je serais curieux de connaître la résistance que pourra leur opposer le Pape... Partir?... mais où?.... Il nous a déjà prié de demander à l'Italie, en qualité d'intermédiaire, si on le laisserait partir, et si ce départ s'accorderait avec sa dignité. Nous avons interrogé l'Italie. On nous a répondu que l'on respecterait sa situation et qu'on le traiterait avec les égards nécessaires.

— Les Italiens verront son départ avec regret, — dit Hatzfeld, — leur intérêt est qu'il reste à Rome.

— C'est vrai, — dit le Chef, — mais il y sera peut-être contraint. Cependant où ira-t-il? En France?...... Il y rencontrera Garibaldi. En Autriche?..... Il ne voudra pas. En Espagne?... Je lui ai proposé la Bavière... A la fin, il ne lui reste plus que la Belgique ou l'Allemagne du Nord. Et en effet, on nous a déjà demandé si nous pourrions lui accorder un asile. Je n'ai rien contre cela; qu'il choisisse Cologne ou Fulda. Ce serait vraiment là une chose inouïe, et pourtant bien explicable, et ce serait une chose fort utile pour nous, si nous venions à être la seule puissance voulant donner asile et protection au plus haut prince de l'Eglise. Stofflet, Charette, et leurs zouaves pourraient alors être renvoyés tout de suite. Les ultramontains n'auraient plus de prétexte pour nous faire opposition, en Belgique et en Bavière, Malinkrott se rangerait à côté du gouvernement... Du reste, les gens chez lesquels dominent la sensibilité et l'imagination, les jeunes surtout, peuvent concevoir beaucoup d'inclination pour le Catholicisme en voyant ses pompes, la majesté de ses cérémonies, et le Pape sur son trône; mais en Allemagne, quand on verra le Pape comme un vieillard, un bon vieillard, cherchant asile, comme un évêque, mangeant et buvant comme les autres, prenant une prise, fumant même un cigare..., le danger ne sera pas si grand. Du reste, si par suite de la présence du Pape, quelques Allemands devenaient Catholiques, qu'importe?... Moi, je ne le deviendrais pas. Ce qu'il faut, c'est qu'ils soient Chrétiens fidèles, peu importe dans quelle secte. Il faut être tolérant sur ces sortes de choses. »

Le Chancelier développa ces pensées d'une façon fort intéressante, mais que je ne dois pas consigner ici.

Puis Hatzfeld raconta que le Duc de Cobourg était tombé de cheval.

« — Sans se faire de mal, heureusement, » — ajouta Abeken avec empressement.

Cet accident donna au Chef l'occasion de parler d'autres accidents du même genre qui lui étaient arrivés.

« — Je ne pense pas exagérer en disant que je suis tombé plus de cinquante fois de cheval. Tomber de cheval, n'est rien; mais tomber avec le cheval de façon à rester sous lui, c'est plus grave. La dernière fois que je suis tombé, c'était à Varzin; je me suis cassé trois côtes. En tombant je me suis dit : « — C'en est fait de moi. » Mais le danger n'a pas été si grand. Toutefois, j'en ai beaucoup souffert. Jadis, j'eus un accident étrange qui démontre bien que l'intelligence de l'homme dépend de sa cervelle. Un soir, je revenais chez moi avec mon frère, et nous allions aussi vite que le pouvaient nos chevaux. Mon frère, qui me devançait, entendit soudain un terrible craquement; c'était ma tête qui se cognait contre le sol. Mon cheval s'était effrayé en voyant la lanterne d'une voiture qui venait à notre rencontre. Il se renversa en arrière et tomba aussi sur la tête. Je perdis connaissance, et lorsque je revins à moi, je n'avais qu'une moitié de ma connaissance. Je veux dire qu'une partie de ma raison était bonne, tandis que l'autre ne l'était pas. En examinant mon cheval, je vis que la sangle était rompue. J'appelai mon valet, il me donna son cheval, et je revins chez moi. Lorsque mes chiens vinrent à ma rencontre, en aboyant, je pensai que c'était des chiens étrangers, et je me fâchai et grondai les chiens. Je dis que mon valet était tombé en route et qu'on devait aller le chercher sur un brancard. Sur un signe de mon frère, on refusa d'y aller, et j'en fus irrité. On voulait donc laisser le pauvre homme sur la route! On ne savait donc pas qui j'etais, et que j'étais chez moi! Ou plutôt, j'étais en même temps, en mon imagination, moi-même et mon valet. Je me couchai ensuite après avoir demandé à manger. Lorsque le lendemain, je m'éveillai, tout allait bien. Cette chute est étrange. J'avais examiné la selle, je m'étais fait donner un autre cheval et autres choses semblables. J'avais compris le côté pratique et non le reste. La chose n'avait amené là aucun trouble. C'est une preuve que les diverses parties de la cervelle répondent à diverses facultés intellectuelles, quelques-unes seulement de ces facultés avaient été paralysées. Je me souviens d'une autre chute. Je chevauchais dans une grande forêt, loin de chez moi, au milieu de jeunes arbustes. En voulant franchir un

fossé, je tombai et perdis connaissance. Je dus rester évanoui durant trois quarts d'heure. En revenant à moi, je vis que mon cheval ne m'avait pas quitté. La contrée m'était inconnue. Je sentais que je n'étais pas encore maître de toutes mes facultés, pourtant, là aussi, je fis tout ce qui concernait le côté pratique. J'ôtai la sous-ventrière qui s'était cassée, et je pris une route, la plus directe, comme je le sus plus tard, qui me conduisit à une ferme où la fermière, en voyant un homme de haute taille, le visage couvert de sang, se sauva avec effroi. Son mari vint me trouver et lava le sang qui me couvrait. Je lui dis qui j'étais, que je ne saurais faire à cheval les quinze ou vingt kilomètres qui me séparaient de ma demeure, et que je le priais de me conduire en voiture : ce qu'il fit. Dans cette chute, je fus lancé à peu près à quinze pas contre un tronc d'arbre. Le médecin me dit que c'était tout à fait contre les règles de l'art que je ne me fusse pas cassé le cou. Plusieurs fois encore ma vie a été en danger. Par exemple, en 1852, je passais avec plusieurs amis dans un tunnel du chemin de fer non achevé de Sœmmering. Le comte Ottavio Kinsky, qui était plus âgé que moi et avait la chevelure bouclée, était avec moi. Je précédais mes compagnons, une lanterne à la main. Une crevasse profonde de cinquante pieds, une fois et demie aussi large que cette table, barrait le sol. On y avait jeté une poutre, bordé de deux planches, pour préserver d'une chute les charrettes qui y passaient. Cette poutre était sans doute pourrie. Sous mon poids, elle se brise, et je commence à descendre. Involontairement j'étendis les bras, et je restai suspendu à une des planches qui formaient les parapets. Ceux qui me suivaient, voyant la lanterne éteinte, me crurent tombé dans l'abîme, et ne furent pas peu étonnés, lorsqu'à leur demande : « — Vivez-vous encore ? » ils entendirent un « — Oui, me voici ! » qui ne partait pas des profondeurs de la terre, mais bien tout près d'eux. Je me cramponnai avec mes jambes et demandai s'il fallait avancer ou reculer. Le guide pensa que le mieux serait de reculer. L'ouvrier qui nous accompagnait alluma une lumière, prit une autre planche, et fit passer la société. Puis, une fois sortis du tunnel, nous descendîmes avec rapidité la voie ; nous avions des bâtons qui devaient servir à ralentir la course, ce que nous fîmes en effet, quand il se présentait une courbe. Mais cela fut difficile quand les courbes étaient accentuées, et ce n'est qu'à grand'peine que nous empêchâmes notre charrette

de dérailler et de se précipiter dans les abîmes qui se trouvaient de droite et de gauche. Nous ne pouvions, il est vrai, tomber dans le plus grand des ravins, mais ceux-là avaient bien aussi soixante pieds de profondeur. »

Le Chef raconta ensuite une anecdote qui montrait que le vieux baron de Meyendorf avait aussi été un jour en danger de mort.

« — Près de Gastein, le baron s'est fait un jour hisser sur un chemin ferré, qui, si j'ai bien compris, constituait le plus court chemin pour se rendre à une hauteur où avaient été autrefois des mines d'or. Le wagon dans lequel il était, était mû par une machine à vapeur située au sommet du chemin. En droite ligne, la hauteur pouvait bien être de trois mille pieds, et la pente était d'environ 40°. Si la corde s'était rompue, il aurait descendu avec une effrayante rapidité une longueur de dix mille pieds, et ne serait probablement pas arrivé en bas les os intacts. Si la chaîne qui liait le wagon à la machine s'était brisée, le baron aurait dégringolé le long d'une éminence qui formait un angle de 40° avec le sol plat. »

Jeudi, 10 *Novembre*. — L'hiver est arrivé. Il neige plusieurs heures de suite. Le Chef fait télégraphier que les pauvres à Paris sont dans la plus grande misère, misère qui augmentera encore parce que le gouvernement provisoire avait employé à des affaires militaires les capitaux de la Caisse d'Epargne. Je reçois la permission d'étudier, pour ma propre instruction, les actes qui concernent l'armistice qu'on n'a pu conclure.

Thiers a expose dans un mémoire les bases de l'armistice telles que lui et les membres du gouvernement le désiraient. Son raisonnement est le suivant : Le but du traité est d'arrêter immédiatement l'effusion du sang et de convoquer une Assemblée Nationale qui, étant l'expression de la volonté du peuple, représenterait le pays en présence des nations étrangères et qui tôt ou tard concluerait la paix avec l'Allemagne. — L'armistice devra durer vingt-huit jours. Douze de ces jours seront employés à la convocation des électeurs, un pour le vote, cinq pour la réunion des élus dans un endroit prescrit, et dix pour l'examen des élections et la formation des bureaux. Jusqu'à nouvel ordre, le lieu de réunion pourra être Tours. — Le scrutin devra se faire librement et sans obstacle par toute la France, même dans les contrées occupées par les troupes allemandes. Toute opération militaire devra cesser de part et d'au-

tre. Néanmoins, les deux parties belligérantes pourront lever des troupes nouvelles, exécuter des travaux de défense, et établir des camps. Les armées pourront s'approvisionner par les moyens mis à leur disposition, mais toute réquisition devra être arrêtée, étant une mesure de guerre. Les places fortes devront recevoir des vivres, pour la durée de l'armistice, selon le nombre des habitants. A cet effet, Paris, par exemple, devra recevoir par quatre gares trente-quatre mille bœufs, quatre-vingt mille moutons, huit mille cochons, cinq mille veaux ; cent mille quintaux de viande salée ; la nourriture nécessaire pour le bétail; huit millions de quintaux de foin et de paille ; deux cent mille quintaux de légumes secs ; cent mille tonnes de charbons; cinq cent mille stères de bois de chauffage. On a compté le nombre des habitants, y compris quatre cent mille défenseurs et la population de la banlieue, comme étant de deux millions sept cent mille à deux millions huit cent mille âmes.

Ces demandes étaient inacceptables ; si nous y avions consenti, nous aurions perdu la plus grande et la meilleure partie des avantages que nous avions acquis par des sacrifices et des efforts immenses pendant les sept dernières semaines ; en d'autres termes, nous nous serions trouvés exactement dans la situation où nous étions le 19 Septembre, jour où nos troupes achevèrent l'investissement total de Paris. Nous permettrions de s'approvisionner à Paris, à Paris que la faim commençait déjà à pousser à la capitulation ! Nous renoncerions aux fruits de nos opérations au moment où l'armée de Frédéric-Charles quittant Metz est à notre disposition et peut seconder avec énergie nos efforts ! Nous laisserions la République former une nouvelle armée, alors que nous, nous n'avons pas besoin d'en lever une! Nous permettrions à Paris et aux autres forteresses françaises de s'approvisionner tandis que nous serons obligés de fournir des vivres à nos troupes, sans réquisitions! Nous devrions consentir à toutes ces demandes sans obtenir une compensation quelconque militaire ou politique; sans être assurés de la conclusion prochaine de la paix!

La promesse de Thiers de constituer une Assemblée Nationale qui mît ordre aux affaires de la France était plutôt à l'avantage de la France qu'au nôtre.

Il n'y avait rien à faire avec les demandes du gouvernement français.

Le Chancelier offrit donc à M. Thiers un armistice basé sur le *statu quo* et devant durer de vingt-cinq à vingt-huit jours, qui mettrait les Français en état d'élire une Assemblée et qui permettrait à cette Assemblée de se réunir.

Cet armistice était, en définitive, une concession de notre part, concession qui donnait tout avantage aux Français. Si, comme M. Thiers le prétendait, Paris avait encore des vivres pour plusieurs mois, quant à la farine, la chose était ndubitable, on ne pouvait pas comprendre pourquoi le gouvernement refusait un armistice sans approvisionnement, armistice qui n'aurait d'autre résultat pour les Parisiens que de leur éviter des sorties inutiles. Cet armistice donnerait encore cet avantage aux Français que notre armée de Metz immobilisée par des lignes de démarcation ne pourrait se mouvoir.

Thiers a été obligé de refuser l'offre pourtant fort acceptable du Chancelier et d'insister sur la condition nécessaire d'approvisionner Paris. Il n'a pas même été autorisé à concéder un dédommagement militaire, comme la cession d'un fort.

A table, le Chancelier dit que le Ministre de la Guerre était fort souffrant et ne pourrait se lever avant quinze jours.

Puis il plaisanta sur l'eau dont on se servait pour la toilette à la maison.

« — Les conduites d'eau de Versailles me paraissent changer à chaque saison leurs habitants. D'abord les mille-pieds, que je n'aime pas du tout; les vers de cave que je ne puis toucher, bien qu'ils soient fort inoffensifs, je préférerais toucher un serpent; maintenant arrivent les sangsues; aujourd'hui j'en ai trouvé une fort petite qui s'était enroulée sur elle-même en forme de bouton; j'ai versé de l'eau de source sur elle et elle s'est détendue aussi longue et aussi mince qu'une aiguille. »

On causa ensuite de friandises, de harengs frais et de harengs salés, de pommes de terre nouvelles, de beurre de Mai, etc.

« — L'esturgeon, — dit le Chef en réponse à Delbruck qui rendait du reste justice à toutes ces bonnes choses, — est un poisson méconnu auquel on ne rend justice qu'en Russie. On le prend souvent dans l'Elbe mais les gens pauvres le mangent seuls. »

Il parla ensuite du caviar dont il vanta l'excellence. Puis, il dit : —

« — Comme les Gaulois et les Slaves se ressemblent! Mêmes rues

larges, mêmes toits plats, mêmes maisons alignées; seulement en France les dômes manquent; mais en échange werste et kilomètre, ardschine et mètre sont la même chose. Même inclination pour la centralisation, même penchant du peuple pour le communisme; même désir de communauté d'idées. »

Il causa ensuite du monde contemporain qui bouleverse tout.

« — Le Pape siégera peut-être dans un petit Etat allemand protestant...

— A Brandebourg, sur le Havel, — dit Bohlen.

— Le Reichstag à Versailles; l'Assemblée à Cassel; Garibaldi général français après Mentana; et les Zouaves Pontificaux combattant pour la même cause que lui. »

Il s'étendit encore un moment sur ce sujet, puis il dit subitement:—

« — Metternich m'a écrit; il demande que nous permettions à Hoyos d'entrer à Paris pour en faire sortir les Autrichiens. Je lui ai répondu que depuis le 25 Octobre les Autrichiens ont eu la permission de sortir, que de plus nous ne permettons à personne, même pas à un diplomate, d'y entrer. J'ai ajouté que je ne recevais aucun diplomate à Versailles mais que je ferais une exception en faveur de Hoyos. Il remettra peut-être de nouveau sur le tapis la question des propriétés de la Confédération dans les forteresses allemandes. »

On parle ensuite des médecins et de la façon dont souvent la nature s'aide elle-même. Le Chef raconte qu'une fois il chassa durant deux jours avec un duc, dont le nom m'échappe en ce moment, et qu'il se trouva indisposé durant la chasse.

« — Ces deux jours de chasse et le grand air ne m'avaient point aidé. Le lendemain je rejoignis à Brandebourg les cuirassiers qui venaient de recevoir de nouveaux gobelets. — Je crois qu'il ajouta qu'ils célébraient un jubilé. — On voulut que j'y busse le premier pour les consacrer. Ils tenaient environ une bouteille chacun. Je fis un petit discours et vidai la coupe d'un trait, ce qui étonna les officiers peu confiants dans la force des gens de plume. Au reste, je fis la chose fort bien, grâce à l'habitude que j'avais prise de ces sortes de choses à Gœttingue. Par ce moyen singulier, ou peut être nullement singulier, il arriva que pendant quatre semaines mon estomac se trouva mieux que jamais. Plus tard, j'ai essayé plusieurs fois de me guérir en buvant comme je venais de le faire, mais je n'eus jamais un pareil succès. Je me souviens d'un

incident arrivé à Letzlingen, à la chasse. Il s'agissait de vider une coupe du temps de Frédéric-Guillaume Ier. Elle était faite d'une corne de cerf et contenait les trois quarts d'une bouteille. On ne pouvait la porter aux lèvres et il ne fallait rien répandre. Je l'avalai sans en répandre une goutte. La société ouvrit de grands yeux. Quant à moi je dis : « — Encore une ! » Mais le Roi s'y opposa en disant : « — Non... Non !... » Je dus donc y renoncer. Autrefois de tels tours de force étaient nécessaires dans le métier diplomatique. On enivrait les diplomates faibles, on les faisait causer sur tout ce que l'on voulai savoir, on les faisait consentir à des choses pour lesquelles ils n'avaient aucuns pleins pouvoirs, et on les faisait signer. Le lendemain ils ne pouvaient croire qu'ils avaient agi comme ils l'avaient fait. »

Le Ministre, je ne sais à quelle occasion, remarqua que toutes les familles de Poméranie dont on a fait les membres comtes s'éteignent.

« — Le pays s'y oppose. Je connais dix ou douze familles qui ont eu ce sort. — Il en cita quelques-unes. — Je me suis en conséquence opposé d'abord à ce que l'on me donnât le titre de comte, mais à la fin j'y ai consenti, mais j'ai toujours des appréhensions. »

Quand on apporta le rôti le Chef demanda : —

« — Est-ce du cheval?

— Non, c'est du bœuf.

— C'est singulier, — dit un des assistants, — qu'on ne mange du cheval que quand on y est forcé. Cela vient sans doute de ce que le cheval nous tient de plus près que les autres animaux. Comme cavalier on forme un tout avec lui. *J'avais un camarade qui était comme une partie de moi-même...* (1), etc. C'est aussi l'animal qui se rapproche le plus de nous par la raison, il en de même du chien. On dit que le chien est très bon, et cependant nous n'en mangeons pas. »

Parmi les assistants, les uns vantèrent, les autres dénigrèrent le rôti de chien.

Puis le Chef, continua et dit : —

« — Plus un objet nous est proche, moins nous aimons à le manger. Ce doit être fort dégoûtant que de manger des singes. »

On rappela à ce sujet que les sauvages de l'Amérique mangent du singe, et l'on vint à parler d'anthropophagie.

(1) Chanson allemande.

« — Sans doute, — dit le Chancelier, — mais dans l'origine, on ne mangea les hommes que parce qu'on n'avait pas autre chose. J'ai lu qu'ils préféraient manger de la femme, comme n'étant pas du moins du même sexe. Parmi les animaux, l'on n'aime pas les carnassiers, les oiseaux de proie, les loups, les lions. On mange pourtant les ours, mais ils sont moins carnivores qu'herbivores. Je n'aime même pas manger une poule nourrie de viande; je n'en aime même pas les œufs. »

L. raconte, en arrivant le soir pour chercher des renseignements, qu'O'Sullivan, autrefois ambassadeur des Etat-Unis à Lisbonne, avait reçu le conseil de se retirer, et qu'il l'avait déjà suivi. L., qui est toujours en quête de nouvelles, a découvert que le *New-York Times* est servi auprès de nous par deux correspondants, l'un M. Scoffern qui est l'hôte, à Ville-d'Avray, du capitaine de chasseurs Stranz, et l'autre, M. Holtwithe qui séjourne à Saint-Germain.

Après huit heures, le comte Bray est recu par le Chef dans le petit salon.

Vendredi, 11 *Novembre*. — Ce matin, la canonnade du Nord-Ouest semble indiquer que le Mont-Valérien se fâche contre le 46e et lance feux et flammes. Quant ànous nous restons calmes et silencieux.

Le Chef me donne l'ordre de télégraphier la prise de Neuf-Brisach. Il désire que je parle à un Anglais, nommé Robert Conningsby, qui a plusieurs fois sollicité une audience comme correspondant de quelques journaux anglais. Il me charge de lui exprimer ses regrets de ne pouvoir le recevoir faute de temps; puis il me donna l'*Indiscret* de Bruxelles et dit : —

« — Voici une singulière biographie de ma personne. Vous verrez qu'elle se rapporte à mon caractère comme les gravures qu'on a jointes à un livre, conviennent au texte. Frédéric le Grand, lorsqu'il voyait sur les murs des pamphlets affichés trop haut, les faisait coller plus bas pour que chacun pût les lire. »

Je trouvai que Conningsby était un homme charmant, fort bien disposé à notre égard; sa famille est allemande, mais il ignore notre langue. A mon retour je parcours l'*Indiscret*. C'est la feuille à laquelle le Chef avait fait allusion en parlant des crimes dont l'accusaient les journaux français. Je note ce qui suit comme un exemple des plates calomnies dont nous accablait alors la presse française : —

Il profitait personnellement et abondamment des indications diplomatiques concernant les événements qui se préparaient en secret et des influences que les nouvelles importantes une fois publiées ne pouvaient manquer d'exercer sur les fonds publics. Il s'en servait à tel point qu'il fit jouer, à coup sûr, sur les principales Bourses d'Europe. Pour exécuter ces honteuses spéculations, il s'était associé à un certain Bleichroder, banquier juif de Berlin. Des sommes colossales venaient donc satisfaire son avidité. Il les partagea avec Bleichroder et ses complices.

En sa qualité de grand seigneur aux habitudes débauchées, Bismarck se procure souvent le plaisir de séduire quelque dame. Son penchant à la débauche le porta à différentes reprises à faire enlever par des agents la fille de la maison de son père, l'épouse de la maison de son mari.

Une dame de Breslau, d'une grande beauté, fut la victime d'un semblable attentat. Il la fit conduire en un lieu transformé en une sorte de sérail. Après avoir quelque temps assouvi sa passion, il jeta ses regards lascifs sur une autre femme.

On rapporte que, s'étant épris d'une religieuse, d'une extrême beauté, il la fit enlever du couvent et livrer entre ses mains.

A Berlin, on compte une cinquantaine de ses bâtards.

Époux inhumain, il ne cesse de tourmenter son épouse légitime et fait passer sur elle son humeur fantasque et méchante. Il oublie sa haute situation et la traite comme le ferait un paysan prussien, il la cravache, et on dit en Allemagne que la chose se renouvelle assez souvent. En 1867, en apprenant qu'une de ses maîtresses était allée au théâtre avec un charmant gentilhomme russe, il fut saisi d'une jalousie terrible. Se reconnaissant le droit de frapper celle qu'il entretenait, il pénétra dans la loge où elle se trouvait et caressa de violents coups de cravache les épaules de la belle.

Lorsque ce diplomate-Vésuve se trouvait à Paris en 1867, il sortait souvent le soir, incognito, en civil, pour faire la chasse aux belles coureuses de nuit. On le reconnut un soir à Mabille.

Si nous suivons pas à pas Bismarck dans les différentes étapes de sa vie nous le voyons toujours faire de la politique un tissu d'intrigues et mettre à la disposition de l'égoïsme d'un despote orgueilleux tout ce que l'esprit peut imaginer de ruses, de fourberies, et de projets criminels.

En enlevant, en 1863, au peuple prussien sa liberté ; en écrasant en 1864 le faible Danemark auquel il enlevait deux duchés ; en abaissant, en 1866, l'Autriche à laquelle il enlevait le royaume de Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau, et la ville libre de Francfort ; en trompant d'une manière affreuse tous les annexés ; en saisissant à la gorge, en 1870, la France, en l'anéantissant, en lui refusant le rameau de paix, M. de Bismarck a toujours spéculé froidement sur la mort des innocents. Cet homme emporté, arrogant, brutal assiste froidement à la destruction de nations entières et montre à l'univers à quel degré de raffinement et de cruauté peut arriver l'âme humaine.

Dès 1867, la Prusse se prépara avec activité à la guerre qu'elle proje-

tait contre la France. On rassembla sans cesse les éléments nécessaires au succès. Bismarck, comme Chancelier de la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, Roon, comme Ministre de la Guerre, Moltke, comme Chef d'État-Major, concouraient chacun dans sa partie aux plans secrets et à l'égoïsme du fier despote qui gouverne la Prusse.

Moltke en personne et les officiers d'état-major ont parcouru la France pour s'assurer sur les lieux de l'exactitude des indications données au gouvernement prussien. Ils firent les plans des forteresses françaises, levèrent des plans topographiques, prirent note des défenses nouvelles.

A l'instigation de Bismarck et de Roon, toute une armee d'espions hiérarchiquement organisés, grassement payés, les uns déguisés en officiers les autres en civils, se répandirent par toute la France et rapportèrent avec exactitude tout ce que leur faisait découvrir de laborieuses recherches. De hauts fonctionnaires des départements de la guerre et de l'intérieur ont été gagnés à force de sommes énormes pour dévoiler tout ce que l'Allemagne avait intérêt à connaître. La légion de traîtres qui s'étaient glissés dans l'armée française est seule la cause de la façon dont les Allemands savent faire manœuvrer leurs troupes, et peuvent surprendre avec une grande supériorité numérique des corps français isolés.

Dans le courant de la campagne, ces trahisons ont été peu à peu découvertes et le gouvernement en a maintenant en mains des preuves nombreuses.

Peut-on mentir avec plus d'impudence? et y a-t-il vraiment des gens capables de croire à de telles calomnies?

Au déjeuner, on dit que nos troupes viennent d'évacuer Orléans et que les Bavarois, commandés par Von der Tann, ne comptaient que seize mille hommes tandis que les Français en avaient quarante mille.

« — Cela ne fait rien, — dit Bohlen, — après-demain le Prince Frédéric-Charles sera là et le Gaulois sera battu. »

Le Chef ne mangea pas aujourd'hui avec nous. Le temps d'abord affreux finit par s'éclaircir.

Le soir L. nous annonce que l'écrivain Hoff, qui, avec lui, avait publié le *Nouvelliste*, venait de s'empoisonner. Demain doit avoir lieu l'enterrement. Hoff avait reçu du commandant de la ville l'ordre de quitter sans délai Versailles, parce que recemment il s'était plaint dans une lettre à la *National-Zeitung* que les correspondants anglais étaient plus favorisés au Quartier-Général que les correspondants allemands (ce qui du reste est vrai, mais ne vient pas du fait de la Rue de Provence). L. ajoute que Hoff était le fils d'un député Badois distingué et le frère du peintre de Dusseldorf. Hoff

avait déjà écrit dans les *Nouvelles de Hambourg* de même que dans la *Gazette Générale d'Augsbourg*, et depuis 1864 toujours dans le sens patriotique. Le Grand-Duc de Bade auquel il s'est adressé, a déclaré ne pouvoir rien faire pour lui. Le pauvre homme se croyant menacé d'ignominie n'a plus voulu vivre, d'autant plus que grâce à son expulsion de Versailles il perdait sa correspondance. Je parlai de la chose au Ministre.

« — C'est vraiment dommage, — dit-il, — mais c'est un fou; que ne s'est-il adressé à moi, je lui aurais évité cette peine. »

Au thé, Hatzfeld et Bohlen exprimèrent aussi des regrets sur le sort de Hoff, d'autant plus qu'on l'avait toujours connu comme un homme bien pensant et fort utile. Bohlen joignit à cette histoire d'expulsion quelques détails relatifs à l'honorable O'Sullivan.

Le Chef avait récemment dîné chez le Prince Royal et s'était entretenu avec l'Américain. Il soupçonna ce monsieur, au nom irlandais, d'être un chevalier d'industrie politique.

Après le repas le Chef demanda au Prince Royal qui lui avait recommandé cet homme.

« — Le Duc de Cobourg.

— Eh bien, veuillez ne pas m'en vouloir, si je le fais arrêter et renvoyer, il me fait l'effet d'un espion.

— Mais nullement, » — avait répliqué le Prince.

Et en conséquence, on chargea Stieber de prendre des renseignements sur cet homme. Le résultat en fut qu'on donna par Blumenthal à l'Américain l'ordre de partir immédiatement et cela bien que sa femme objectât qu'il était malade.

Bohlen qui est très communicatif aujourd'hui nous raconte une foule d'anecdotes sur les habitants de l'*Hôtel des Réservoirs* et enfin une historiette sur le Chef, que nous rapporterons bien que nous soupçonnions Bohlen de l'avoir accommodée à ses propres sentiments.

« — A Commercy, une femme est venue chez le Ministre pour se plaindre de ce que l'on avait arrêté son mari, parce qu'il avait frappé un hussard avec une bêche. Le Ministre l'écouta d'un air bienveillant. Lorsqu'elle eut fini, il lui dit d'un ton tout à fait bienveillant et en se passant les doigts sur le cou: « — Oui, ma bonne femme, vous pouvez être sûre que votre mari sera pendu prochainement. »

Le nouveau journal bonapartiste, *La Situation*, peut avoir des dé-

fauts, mais il a aussi quelques mérites. Ce qu'il dit sur le rôle de Garibaldi dans cette guerre est fort juste.

La présence de Gambetta à Tours a donné quelque confiance. On espère qu'il activera l'organisation de la défense. Pourtant le premier acte accompli par le jeune dictateur n'a pas produit une impression favorable, c'est la nomination de Garibaldi au grade de général des francs-tireurs de l'Est. Garibaldi n'a jamais été pris au sérieux; on le considère comme un général d'opéra-comique, et nous nous demandons avec anxiété si nous sommes tombés si bas qu'il nous faille avoir recours à ces hommes prétendus politiques. Sous prétexte d'éveiller l'enthousiasme et de donner de l'entrain à la nation, on offense et on humilie cette nation. Mais, on le sait, les gens qui se sont emparés du pouvoir sont des avocats, ils n'aiment que les grandes phrases creuses et sonores et les coups de théâtre. La nomination de Garibaldi est une de ces pièces à effet ornées de phrases emphatiques. Dans la bouche du gouvernement actuel, cette nomination veut dire: solidarité républicaine. Il serait encore possible que M. Gambetta, gêné par les manières et la présence de Garibaldi, ne l'ait envoyé dans l'Est que pour se débarrasser de lui. Il est fort peu probable qu'il nous rende quelque service, mais les gens qui ne sont jamais à bout d'argument, nous disent: C'est un grand nom, et par cela ils croient répondre à tout.

Samedi, 12 *Novembre*. — La musique militaire régale ce matin le Chef d'une sérénade. Je fais des extraits sur la vie de Cluseret, ce vieux condottiere du radicalisme, qui veut maintenant organiser les forces des fédérés du Midi. Je fais la liste des prisonniers tombés en nos mains depuis la capitulation de Metz. Il y en a environ quatorze mille, pris à Scheletstadt, au Fort-Mortier, à Neuf-Brisach, au Bourget, à Montereau, à Verdun, et autres lieux. Tous sont en route pour l'Allemagne.

Wolmann assiste au déjeuner. Au dîner nous avons pour hôte le docteur Lauer. On nous sert des marènes fumées, de l'oie de Poméranie, un don de Bucher, qui l'a reçu lui-même de Rodbertus, de la choucroute de Magdebourg, et des alouettes de Leipsick. Quand arrive le poisson on appelle le Chef. Il entre accompagné d'un officier en uniforme prussien portant toute sa barbe. Puis il se rend au salon, toujours avec son compagnon; nous apprenons que ce dernier est le Grand-Duc de Bade. Le Ministre nous rejoint bientôt.

On parle d'Arnim-Boitzenburg, l'ancien ministre. Le Chef dit : —

« — Arnim a été mon supérieur à Aix-la-Chapelle. Je le considère comme un homme aimable, habile, mais non disposé à agir avec

constance et énergie ; il ressemble à une balle de caoutchouc qui rebondit et rebondit, mais qui à la fin perd son élasticité. Il a d'abord une opinion, que fait-il? il la refute lui-même, puis on lui prouve que sa réfutation est mauvaise, et ainsi de suite. »

Delbruck fait des éloges du gendre d'Arnim; il le dit fort instruit et fort spirituel, mais peu sympathique et sans aucune ambition. Le Chef dit : —

— Il n'a pas de fusée dans le derrière..... — Puis il ajoute : — « Du reste c'est une tête intelligente, mais les rapports qu'il nous envoie sont aujourd'hui de cette façon, demain de cette autre, et parfois dans le même jour il a des idées diamétralement opposées. On ne peut compter sur lui. »

Quelqu'un, à propos du manque d'ambition d'Arnim, parla des décorations et des titres. Abeken, amateur et connaisseur de ces sortes de choses, se ranima alors et se mit à causer avec feu, tandis qu'il était resté jusque-là les yeux baissés, osant à peine jeter de temps à autre au Ministre un regard à la dérobée.

Le Chef dit que sa première décoration fut une médaille de sauvetage reçue pour avoir retiré un domestique de l'eau.

« — En 1861, je devins Excellence, à Kœnigsberg. J'étais sans doute Excellence à Francfort, mais Excellence de la Confédération, et non Excellence de la Prusse. Les Princes avaient décidé que tout député à la Diète de la Confédération aurait le titre d'Excellence. Je n'ai pas fait beaucoup d'efforts pour obtenir ce titre et je n'y ai jamais attaché grande importance. J'étais sans cela un homme distingué. »

Après dîner, je fais des articles pour L. et d'autres destinés à être imprimés.

Dimanche, 13 *Novembre*. — Le Ministre reste au lit fort longtemps et ne va pas à l'église. Il paraît nerveux et de mauvaise humeur, sans doute à cause de la soirée d'hier. Après avoir fait la besogne prescrite pour la matinée, je vais me promener à La Celle-Saint-Cloud, où H. est de garde aux avant-postes avec son lieutenant, à une place d'où l'on voit réellement le Mont-Valérien que dernièrement, j'avais cherché en vain. Nous eûmes bientôt découvert le chemin conduisant au repli où nous arrivâmes en un moment. Dans le trajet, je dus éviter de prendre une éclaircie au milieu des arbres où l'on pouvait nous voir du fort, d'autant plus

qu'on avait déjà tiré dans cette direction. Je fis donc un détour.

La forêt a un aspect fort guerrier. Des petits camps et des bivouacs avec des pyramides de fusils, des baraques en planches toutes neuves, semblables à de grandes niches à chiens, plus loin de petites tentes blanches, partout une boue profonde. Je trouve près d'une jolie maisonnette entourée de verdure, le lieutenant Kr. qui me conduit chez H. Il habite une demeure qu'il n'aurait point rêvée il y a trois mois, et avec lui sont deux officiers. Le plus jeune est celui qui récemment au Chesnay, remplit avec tant d'élasticité les fonctions de danseuse de cancan, l'autre est un médecin militaire. Ces messieurs habitent un kiosque de l'Impératrice et sont en train de manger dans une petite chambre à droite de l'entrée. Depuis plusieurs semaines, me dit H., il n'y a plus en fait de nourriture animale que du mouton. Devant la maison, se trouvent les pyramides de fusils de la 6ᵉ compagnie du 46ᵉ régiment. A côté, sur des volets et des portes, à cause de la boue, les sacs des soldats. Les portes dont on fait également un pont à travers la boue sont en majeure partie dorées. Le grand salon est rempli de soldats polonais qui fument un tabac épouvantable. Le lieutenant H. me met en garde contre le canapé. Vermine ! Il a fait aujourd'hui sur lui-même une découverte peu réjouissante. Au reste le régime ici est supportable malgré l'éternel mouton et bien que la contrée ne soit point tout à fait sûre.

Le fort tire par-dessus les collines où se trouve le kiosque de l'Impératrice et les projectiles atteignent Louveciennes. Il est étonnant que les Français n'aient point encore envoyé d'obus à ce bâtiment. Tandis que nous nous occupons à boire une bouteille, le fort tire deux fois. Après le dîner, H. nous conduit à l'observatoire de l'avant-poste qu'il commande. De cet observatoire on peut compter presque les fenêtres du fort. Au-dessus de Paris s'élèvent des nuages de fumée. Est-ce un incendie? On nous conseille d'être circonspects et de marcher le plus possible dans les tranchées. Nous apprenons que nos avant-postes les plus avancés se trouvent en bas à la lisière du bois, à huit cents pas d'ici. Un peu plus haut s'étend une seconde ligne de sentinelles. Le kiosque semble désirer vivement le bombardement, il ne comprend rien au retard et prétend avoir entendu murmurer que l'influence des dames, des tabliers, — dit-il, — est pour quelque chose dans ce retard. Je crains fort, ô kiosque, que tu n'aies raison !

Une heure après je me mets en marche et comme il allait faire nuit, je me munis du mot d'ordre qui aujourd'hui était *Fressbeutel* (1), — *Berlin*. Hier et avant-hier il avait été *Erbswurst* — (2), *Paris*.

En revenant, je rencontre un fantassin qui escortait un zouave prisonnier. Je fis en un peu plus d'une heure le mille qu'il y a d'ici à la Rue de Provence.

Le Chef, en uniforme de général, casque en tête, portant plusieurs décorations, va dîner chez le Roi ; il ne prend avec nous que la soupe et un peu de ragoût.

Le soir, il manifeste le désir de voir démentir un journal de l'Allemagne du Sud, qui a dit qu'Arnim avant d'avoir été à Rome était venu au Quartier-Général.

J'ai noté avant-hier un aperçu des calomnies que les Français dirigent contre nous, et aujourd'hui je trouve dans les journaux l'ensemble des mensonges qu'ils ont inventés pendant la guerre. Un amateur de collections a envoyé au journal *la Poste* une addition du nombre des hommes que, d'après les bulletins français, cette guerre nous aurait coûté. On n'en peut croire ses yeux en voyant les miracles accomplis par les mitrailleuses et les chassepots français. D'après le total donné par ces bulletins, nous aurions perdu depuis le commencement de la guerre jusqu'en Octobre, à peu près deux millions d'hommes. Le Prince Albrecht, le Prince Charles, le Prince Frédéric-Charles, sont morts ; le Prince Royal a aussi succombé à une balle ou à une maladie ; Treskow a été fauché, Moltke est enterré, le Duc de Nassau, qui n'a même pas fait la campagne, est mort pour la patrie. Le Chancelier est tombé sous les coups de fusil et de sabre en essayant d'apaiser une émeute des soldats bavarois. Enfin, le Roi est tombé en démence, tourmenté par les remords qui lui reprochent d'avoir couvert de sang le sol sacré de la France. Et de tels menteurs ont le courage d'appeler le *Moniteur de L...* le *Menteur de L...*

LUNDI, 14 *Novembre*. — Le Chef, souffrant, n'est pas visible jusqu'au dîner. Bœlsing passe par Nanteuil, Nancy, et Francfort pour retourner chez lui. Le comte Maltzahn, homme robuste, en uniforme bleu, chevalier de Saint-Jean, nous raconte que dans un

(1) Goinfre. — Berlin.
(2) Saucisses aux petits pois. — Paris.

village, des francs-tireurs avaient surpris nos hussards. Des Bavarois étaient accourus et avaient mis en fuite les francs-tireurs. Puis les hussards les ont poursuivis à travers champs et en ont sabré cent vingt sur cent soixante-dix.

« — Eh bien ! et les trois autres, — dit le Chef, qui n'avait sans doute pas bien compris les chiffres, — ne les a-t-on point fusillés ? Oui, c'est bien mauvais, on est beaucoup trop indulgent pour ces assassins. Je me rappelle qu'à Saint-Avold, j'eus toutes les peines du monde à faire exclure de la proclamation nombre de cas qu'on devait menacer de la peine de mort. On en conserva bien une demi-douzaine de trop, car ils firent des difficultés sous prétexte qu'il fallait les conserver, que cela entrait dans les usages de la guerre. Et maintenant..... tout reste sur le papier. Celui que les soldats ne pendent ou ne fusillent aussitôt est en sécurité. C'est là un crime envers nos propres troupes. »

L... raconte que le Duc de Cobourg vient de commander au peintre Bleibtren un grand tableau repésentant le duc à cheval, au milieu de la fumée de la poudre et des soldats. C'est la bataille de Wœrth. Le duc se lance dans la mêlée et les soldats paraissent l'acclamer.

« — Si cela est vrai, — ajoute L..., — il faut accrocher ce tableau auprès de celui qui représente la bataille d'Eckrenforde. Et pourquoi pas ? Le duc a l'air fort bien. Nous avons la licence en poésie, pourquoi n'aurions-nous pas aussi la licence en peinture. Les artistes ne sont pas des historiens. »

Hatzfeld dit que l'attitude actuelle de la Russie l'inquiète. Elle paraît vouloir, à l'occasion de cette guerre, annuler le traité de 1856, ce qui pourrait avoir de grandes conséquences. Le Chef est-il aussi de cet avis ?

D'après plusieurs faits cités dans mon journal, on pourrait croire que les Français avaient perdu tout jugement politique et n'étaient gouvernés que par la passion. Il y a pourtant de nombreuses exceptions. Une lettre, publiée ces jours-ci dans le *Moniteur*, nous en donne la preuve. Le *Moniteur* dit, en termes un peu exagérés, il est vrai, mais fort raisonnablement : —

Comment la France pourra-t-elle sortir de l'impasse ù oelle s'est aventurée. Notre pays est divisé, paralysé par l'étranger et encore plus par les troubles intérieurs. Il n'a ni tête, ni chef, ni gouvernement, ni un homme qui puisse parler pour lui. Cette situation peut-elle durer ? Comment pourra-t-on en sortir ? Il faudra pourtant trouver bientôt une

issue. Si l'on se demande quelle autorité reste encore debout après ce grand naufrage, on voit qu'il n'en reste plus qu'une à laquelle puisse se cramponner le pays : les Etats généraux, qui représentent la seule autorité autour de laquelle puisse se ranger la France, et cette autorité est la seule qui puisse réunir le peuple parce qu'elle seule représente le sentiment de la nation. Cette Assemblée est la seule qui puisse exercer quelque influence morale sur la nation, vu le caractère des hommes dont elle se composera et la connaissance qu'ils auront des besoins et des tendances des populations au milieu desquelles ils ont vécu. Mais quel rôle jouera l'Assemblée Nationale ? Ce rôle est, je crois, indiqué par l'état actuel des choses. Que les candidats se réunissent dans chacun de leurs départements, qu'ils s'efforcent de se mettre en rapport les uns avec les autres afin de pouvoir agir de concert. Que par un manifeste énergique et raisonnable, ils s'adressent à la saine raison du peuple. Qu'on essaye d'organiser un vote général, expression de la volonté générale. La nation, dont on proclame la souveraineté, s'est soumise par trois scrutins au gouvernement déchu ; elle seule a le droit incontestable de juger ce gouvernement. Qui osera, sans droit et sans mandat, se substituer à l'ancien pouvoir ? Je sais bien quelles objections on peut me faire. Je sais bien quelles difficultés et quels périls soulèvera cette grande manifestation ; néanmoins il faut qu'elle se fasse, il n'y a pas d'autre issue à la situation actuelle. C'est triste, mais pourtant je dois le dire et c'est là ma conviction, les votes des départements occupés seront ceux qui auront lieu avec le plus de liberté et de régularité. Les Allemands ont intérêt à voir se faire une paix définitive, et la présence de l'ennemi contiendra les agitateurs qui essayeraient par la violence de détourner le cours de la volonté nationale. Mais dans les autres départements, où s'éveillent tous les éléments de désordre et d'anarchie ? Eh bien, je dis que même dans ces départements la volonté du peuple quelle qu'elle soit, pourra se manifester d'une façon libre et régulière. Les agitateurs, les terroristes se trouvent partout même à Paris, leur quartier-général, en une infime minorité ; ce sont des gens hardis, actifs, et énergiques tandis que les honnêtes gens laissent faire. Mais on a toujours vu ces agitateurs disparaître aussitôt que les amis de l'ordre manifestaient la ferme intention de ne pas les laisser faire.

L'article termine ainsi : —

Et si la nation ne comprend pas cette nécessité, si elle s'abandonne elle-même par découragement et lâche indifférence, elle devra baisser la tête et s'avouer qu'elle n'est pas seulement vaincue mais encore anéantie, et que le salut ne pourra désormais se faire que par un miracle.

Mardi, 15 *Novembre*. — Le Chef est encore indisposé. Catarrhe de l'estomac, disent les uns, affection bilieuse, disent les autres. Theiss rapporte que dans la maison du Roi, on a donné l'ordre de tout tenir prêt pour le départ ; les paquets sont faits. Ce fait se confirme, mais on dit que Kanski n'a donné cet ordre que pour

habituer les gens à pareille manœuvre. Il paraît qu'entre Paris et Orléans, la situation n'est pas aussi bonne pour nous que nous le désirerions. A table, le Ministre nous parle aussi de la possibilité d'une retraite! On évacuerait Versailles pour quelque temps. Une attaque du côté de Dreux, combinée avec une sortie générale, ne serait pas impossible, et un profane lui-même jugerait bien qu'une tentative de ce genre, si elle réussissait, mettrait la cour, l'état-major, toute l'artillerie de siège en danger de tomber entre les mains de l'ennemi. Ce plan seul offre pour Paris quelques chances de succès et il serait bien possible qu'on l'ait conçu.

Après avoir parcouru une dépêche qui venait de Paris, le Chef donne à Hatzfeld l'ordre de déclarer que les Américains dont on parlait dans la dépêche pouvaient sortir, mais que, quant aux Roumains qui, eux aussi, avaient sollicité le droit de franchir nos lignes, il avait ses raisons pour leur refuser le permis. On dit que le pasteur de Barwalde a envoyé de Poméranie six oies rôties. Une oie pour le Roi, une autre pour le Prince Royal, une pour le Chef, une pour Moltke. Je puis dire que depuis quelques jours nous vivons ici comme en pays de Chanaan. Chaque jour, il nous arrive des dons en oies grasses, pâtés, nobles saucisses, gibier, liqueurs, cigares, et souvent on ne sait plus où mettre ces paniers, ces bouteilles, ces tonneaux.

L. doit posséder un talisman qui le rend invisible ou un cornet acoustique magique qui lui permet d'entendre à travers sept trous de serrures successifs ce qui se dit derrière. Il prétend qu'un diplomate russe vient d'arriver et a déclaré abolies les restrictions imposées par le traité de 1856 au sujet de la Mer Noire, ou du moins qu'il désirait fort les voir abolies. Il me demande si j'en sais quelque chose. Je lui réponds que non et lui conseille de ne pas faire de correspondances à ce sujet.

Au thé, on raconte que Savigny qui, en l'absence du Chef, a beaucoup à faire au n° 76 de la Wilhemstrasse, fait beaucoup travailler le bureau des chiffreurs. Il ne se contente jamais de moins de trois ou quatre brouillons qu'il faut ensuite lui copier. Un ancien secrétaire d'État, que l'on connaît, a eu, à un degré encore moindre, le don d'avoir et d'écrire des pensées. Il ne pouvait jamais que commencer ses brouillons, la suite et la fin étaient l'affaire de M. X..., qui lui devait sa place.

Le soir, lu différentes lettres. J'en trouve une du 3 Novembre,

qui devra être imprimée au *Moniteur* ou ailleurs, afin que l'on connaisse les sentiments d'un grand personnage sur l'état actuel de Paris. En voici à peu près la traduction.

MON CHER JOSEPH,

J'espère que tu as reçu mes dernières lettres. Dans l'une d'elles je te communiquais mes tristes conjectures, qui depuis se sont réalisées. Dans une autre je t'annonçais mon arrivée de Paris, où je suis allé en apprenant que la ville allait être assiégée. Dans une troisième je te disais qu'on n'est jamais moins libre que sous le régime de la liberté, qu'on ne peut sortir sans courir le risque d'être assassiné, et que la populace croit devoir insulter un homme du monde, parce que cet homme est son égal. Aujourd'hui, je veux te donner de mes nouvelles ainsi que de celles du siège. Tu es sans doute aussi bien renseigné que moi-même à ce dernier sujet. Mon métier est d'être garde national, et il est loin d'être agréable. Il m'arrive parfois de rester vingt-sept heures sur les remparts et avec cela, il faut se promener le fusil au bras sur les bastions. Quand il pleut cela est fort désagréable et c'est toujours fort ennuyeux, d'autant plus qu'en retournant au corps de garde il faut se coucher sur la paille, remplie de vermine, n'ayant pour compagnons de lit que des épiciers, des gargotiers, et des domestiques du quartier. Mon nom et ma position sont loin de m'être utiles ; ils me nuisent au contraire en éveillant l'envie et la jalousie, choses que l'on dissimule peu en ce moment. S'il y a une mauvaise place, un endroit où notre couche de paille est particulièrement sale et mouillée, c'est toujours à moi que l'on donne cette place, sous prétexte que je ne dois pas être favorisé. Cependant le sentiment du devoir me fait oublier ces désagréments. Ce qui m'est le plus désagréable est de monter la garde dans la ville, auprès des poudrières, ce que devraient faire à ma place les nouveaux sergents de ville qui laissent tout faire sous prétexte qu'il ne faut pas troubler la tranquillité des citoyens. Récemment j'allai faire l'exercice à six heures du matin au Polygone de Vincennes, au milieu d'un brouillard glacial. Le lendemain, il fallut me lever vers cinq heures pour me rendre à la mairie, où l'on devait élire caporal mon concierge. J'ai fait le 29 Octobre, vingt-neuf heures de garde, au Cirque de l'Impératrice transformé en fabrique de cartouches. Le soir du 31, le rappel retentit par toute la ville. Je me rendis à l'Hôtel-de-Ville. Nous y sommes restés de dix heures du soir à cinq heures du matin. Je me trouvais devant la porte que les mobiles ont essayé d'enfoncer. S'ils y avaient réussi il y aurait eu combat sans nul doute et j'aurais été probablement atteint à la première décharge. Heureusement on trouva un souterrain pour entrer dans l'intérieur du bâtiment. Nous en sortîmes par cette issue et on nous envoya quelques balles. Notre bataillon est toujours porté à l'ordre du jour, c'est le 4e ; il a pour commandant mon collègue M***. Je suis heureux d'avoir été à l'émeute de l'Hôtel-de-Ville et d'avoir un peu contribué à l'heureuse issue de cette journée. La veille du jour où s'est réuni le Comité du Bien Public, vers cinq heures, je suis allé prendre un peu l'air sur la place de l'Hôtel-de-Ville. J'y vu ai un

braillard enragé qui montrait Notre-Dame et criait : « Là, est l'ennemi ; les ennemis ne sont pas les Prussiens ; ce sont les églises, les prêtres, et les jésuites, ils abrutissent nos enfants. Il faut démolir cette cathédrale ; on en fera des pavés, des barricades ! » Tout est calme aujourd'hui grâce aux canons et aux gardes nationaux et gardes mobiles qui occupent les Champs-Elysées et les Tuileries. Quelle guerre !... il n'y en a pas de semblable dans l'histoire. Pour conquérir la Gaule barbare il a fallu sept ans à César et nous, nous avons été anéantis en trois mois. La famille impériale a fini de jouer son rôle. C'est un parti de moins en France et peut-être sera-ce un avantage pour nous. Je n'ai pas encore mangé de cheval ; le bœuf est d'une dureté merveilleuse et la chair du buffle du Jardin-des-Plantes, dont j'ai mangé un morceau, ne vaut guère mieux. Si, grâce à un armistice, tu peux m'écrire, ne manque pas de le faire aussitôt, car je désire vivement connaître ton opinion sur ce qui arrive. Je voudrais bien voir relever le nom, devenu ridicule, de diplomate français....

Je suis arrivé au milieu de la campagne et au milieu de mon journal. Il me paraît convenable de reproduire une page qui caractérise un des collaborateurs du Chancelier, celui qui, toujours, m'a paru le plus considérable.

J'ajouterai donc quelques mots à ce que j'ai déjà dit de ce personnage, qui me paraît être le plus important de nous tous, après le Chancelier.

Je crois devoir remettre à plus tard les esquisses que je projette de quelques autres.

XI.

LOTHAR BUCHER ET LE CONSEILLER INTIME ABEKEN.

Il est rare qu'un long séjour à l'étranger exerce une influence salutaire sur ceux que des motifs politiques obligent à tourner le dos au pays qui les a vus naître et au centre de leurs occupations habituelles. Seules des natures extraordinaires conservent là leur valeur première, l'augmentant encore en se débarrassant des errements passés, qui leur faisaient faire fausse route. En général, je parle d'après l'expérience personnelle que j'ai acquise aux Etats-Unis et en Suisse, l'émigré perd le sentiment exact des choses qui l'entourent, par le souvenir de la patrie, si bien qu'il ne jus-

tifie que la première moitié du proverbe : *Tempora mutantur, et nos mutamur in illis !* Sans souci du temps qui change tout, ne comprenant rien aux forces, aux aspirations, aux besoins nouveaux, il conserve l'idée qu'il se faisait de la patrie au moment de passer la frontière. Aigri par les essais infructueux qu'il a tentés pour modifier les choses dans le sens de sa conviction, irrité de s'être trompé dans ses principes et dans les dogmes qui en découlaient, il se borne à se livrer à une critique ayant la prétention de tout savoir, et ne sait, en réalité, plus rien convenablement. Quelques-uns tombent de cette manière dans un monde d'illusions. Le grand nombre se met d'une coterie, dont les membres ont subi un sort analogue au sien; on répète ensemble les phrases apportées de la patrie, et on se complaît dans d'impuissantes conspirations. Souvent il leur arrive ainsi de devenir incapables de toute conception, de toute action politique sérieuses. Ils s'épuisent dans une idéologie fantaisiste, où ils oublient la patrie et s'attachent à un autre peuple qu'ils préfèrent de beaucoup au leur. Plus souvent, quand ils ne sont plus forcés de vivre en exil, ils reviennent dans leur pays. Mais alors ils revoient ce pays avec les yeux d'un homme qui a dormi longtemps, et qui ne peut rien reconnaître, et qui ne peut, par conséquent, se réjouir des changements qui s'y sont produits en dehors de son idéal.

Mais, comme je l'ai déjà dit, il en est qui font exception, et ceux-là, une fois retournés dans leur patrie, offrent parfois un curieux spectacle. Ils ont emporté de chez eux un cœur chaud, une raison claire et lucide, un bon fonds de connaissances, le désir de l'étendre, un caractère indépendant ne s'effaçant pas au milieu du tumulte politique, et ils s'en trouvent bien. Une oisiveté involontaire permet de réfléchir sur le passé, de juger les pays étrangers, de les comparer à la patrie, de reconnaître les avantages et les défauts de l'un ou de l'autre, et d'arriver ainsi graduellement à se former un jugement général. En suivant cette voie, plus d'un a découvert, à l'étranger, de belles choses, mais jamais l'idéal qu'il y croyait réalisé; plus d'un n'a appris que là à honorer sagement la patrie et à reconnaître le vrai moyen de lui être utile.

J'ai sous la main deux hommes de cette race. Au commencement, de la tête aux pieds, ils étaient démocrates radicaux. Tous deux furent instruits par la vie et finirent par embrasser seulement les idées politiques qui peuvent devenir la réalité. Ils continuèrent à désirer

la liberté, mais une liberté vraie, juste, possible, une liberté qui consiste dans l'indépendance de leur pays, indépendance qui donne seule l'unité du pays.

Karl Mathy, l'ancien journaliste radical, le maître d'école de Grengen, l'ami de Mazzini, le patriote zélé de l'église Saint-Paul, le ministre badois, qui a fini par employer toutes ses forces à effectuer l'unité du pays, est le premier.

Le second fait l'objet de cette étude de caractère. Adolphe-Lothar Bucher, appelé à tort par la presse la main droite de Bismarck (je ne veux pas dire par là que quelque autre conseiller puisse prétendre à ce qualificatif), mais pourtant l'aide le plus habile, le plus profond, et le plus dévoué du Chancelier; c'est aussi celui qui fut le plus honoré de sa confiance.

Il est né le 25 Octobre 1817. Il a donc deux ans et demi de moins que le Prince. Sa ville natale est Neustettin. A deux ans, il alla à Gœsling, en Poméranie, où son père, philologue-géographe, ami de Ludwig Jahns, était professeur et directeur du gymnase. C'est là que Bucher reçut sa première instruction.

Dans un conte plein de mélancolie et de poésie, cet homme grave, sobre, silencieux, a écrit sa vie jusqu'en 1860. Ce conte fut inséré dans la *Gazette Nationale* des 24 et 25 Décembre 1861. L'auteur le nomme : *Seulement un conte.* Néanmoins, il me servira à compléter, par certains traits qui me semblent empruntés à la réalité, les renseignements que j'ai pu prendre ailleurs.

Elevé à Cœsling, située sur la côte qui s'étend entre la Vistule et l'Oder, une de ces villes que l'on pourrait dire greffée sur l'Allemagne, son caractère s'en est toujours ressenti. Ces villes, les Allemands ne les ont ni fondées ni conquises ; ils ont simplement mis sur un arbre slave une greffe, dont est sorti un trône allemand. Un village slave se change facilement en ville, car les maisons se touchent toujours, se serrent les unes contre les autres, comme si elles avaient peur. La greffe fut sans doute très bonne. Elle se composait de négociants, de marchands forains, d'ouvriers qui importèrent de leur patrie toutes sortes de métiers, ainsi que les bases d'un état social développé. L'amélioration de l'arbre se fit peu à peu, grâce au mélange des deux races. Les Allemands n'apprenaient de la langue slave que ce qu'il leur fallait pour être compris ; les Slaves trouvèrent leur avantage à savoir l'allemand.

Ce pays était donc complètement germanisé, quand les ducs de

Poméranie offrirent leur duché comme fief à l'Allemagne. Ces ducs avaient aussi appelé dans les plaines de leur pays des laboureurs allemands de la Saxe Méridionale, les priant d'apporter avec eux la lourde charrue germanique, afin que l'indigène apprît d'eux à labourer la terre.

Cœsling, comme toutes les villes *greffées*, se trouve au détour d'un fleuve et sur la rive Ouest, afin que le fleuve constitue une défense naturelle contre les invasions de l'Est, car c'était un voisinage désagréable que ces peuples qui habitaient plus loin, vers l'Asie.

La ville est circulaire. Au milieu se trouve une place au centre de laquelle s'élève la mairie. De larges rues partent de la place et sont reliées entre elles par d'étroites ruelles. Les maisons présentent à la rue leurs façades étroites, leurs toits anguleux, et semblent être, la nuit, une ligne de soldats se sentant les coudes.

Celui qui sait lire entre les lignes, trouvera ici différents détails qui lui permettront de deviner quelles étaient les idées politiques de Bucher à l'époque où il composait ce *conte*.

De bonne heure, l'esprit d'observation et la réflexion semblent s'être développés chez notre jeune homme. L'imagination aussi s'éveilla de bonne heure en lui.

L'Histoire de la conquête du Pérou par Pizarre, de Campé, fit une impression profonde sur le jeune Bucher. Il paraît s'être beaucoup moins intéressé aux *Aventures de Robinson Crusoé*.

Il conservait encore en 1861 le livre de Campé, comme souvenir de ses vagues impressions d'enfance. Seuls, ses amis intimes purent le voir et ils l'entendirent alors développer les considérations suivantes : « La longue rangée de volumes dont il fait partie contient les aventures des Espagnols, des Français, des Portugais, des Anglais, et des Russes. Seul, le premier de ces livres s'occupe d'un Allemand, de Robinson Crusoé. Et que fait cet enfant de Hambourg? Il a, sans doute, l'instinct de l'émigration qui a conduit les Germains en Europe, instinct qui survit chez tous ceux qui habitent les bords d'un fleuve ou d'une mer. Mais il est obligé de se sauver en cachette, car sa mère l'avait prévenu en lui disant : « Reste dans « ton pays et nourris-toi honorablement ; » et le père : « Si tu veux « aller à l'étranger, il faut d'abord apprendre beaucoup, beau- « coup. » Et à quoi arrive-t-il? Il ne conquiert point d'empire, il ne fonde point de ville, il n'amasse point de richesses. Il se sauve comme un poltron en voyant des traces de nègre ; il forme une

liaison qui sent beaucoup son J.-J. Rousseau; il se heurte contre un lingot d'or, mais il le perd au retour, et il ne rapporte pas autre chose dans sa patrie qu'une histoire d'enfant. Il vit à Hambourg dans un garni, et va tous les soirs au cabaret. »

Mais revenons de Pizarre et de Robinson au sujet de nos considérations, et hâtons-nous d'en finir avec ces années d'enfance.

A l'école, l'étude des mathématiques et de l'histoire naturelle fut son occupation favorite. Dans ses heures de loisir, il découpait et tournait du bois, quand il ne courait pas dans la forêt.

A ses parents qui lui demandaient quel état il voulait choisir, il répondit qu'il voulait être marin. Plus tard, sa mère s'opposant à sa vocation de marin, il manifesta le désir d'être architecte. Ses parents préférèrent le voir continuer ses études. Il choisit le droit, « car après l'examen on est nommé référendaire, on danse avec toutes les jolies filles, puis on devient conseiller de justice, chevalier de l'Aigle-Rouge, chasseur de loups, et en résumé un grand homme. »

Bucher quitta le gymnase au moment où l'on poursuivait, avec la plus grande vigueur, les sociétés secrètes des étudiants. Beaucoup de ses camarades en faisaient partie, un d'eux avait même pris part à l'attentat de Francfort.

Dans les petites villes universitaires, les sociétés secrètes n'étaient pas encore tout à fait dissoutes, si bien que le jeune *habiturient* (1) fut obligé, à contre-cœur, de se rendre à l'Université de Berlin.

Il se jeta au milieu de la discussion élevée entre l'école historique et l'école philosophique de Savigny et Ganz. Bucher s'attacha d'abord à l'école philosophique et étudia avec ardeur son Hegel. Plus tard il perdit le goût de la philosophie, et il l'abandonna pour étudier le droit. A partir de 1838, il fut employé au tribunal supérieur de Cœsling. Cinq ans plus tard, il fut nommé assesseur du tribunal de Stolp. Là, il commença bientôt à s'ennuyer, car les occupations du juge consistaient, en ce temps-là, en affaires qui, trop souvent, n'avaient rien à faire avec le droit. Il étudiait Rotteck et Welcker, et il se pénétra de leurs idées politiques avec cette énergie qui lui est particulière. Il finissait la lecture de ces ouvrages quand éclatèrent les journées de Mars et quand se réunit l'Assemblée Nationale prussienne.

(1) Bachelier.

En 1848, les électeurs de Stolp le nommèrent leur représentant à cette Assemblée; l'année suivante, la même ville l'envoyait à la Chambre des Députés, créée dans l'intervalle. Jusqu'en 1840, la vie politique n'avait guère existé en Prusse, de sorte que notre député, venu du fond de la Poméranie, juriste expert, il est vrai, était fort ignorant en ces sortes de choses.

Si l'on ajoute à cela l'influence que les idées de Rotteck et Welcker en politique et en histoire avaient exercé sur ce jeune homme à la raison solide et à la volonté énergique, on trouvera logique qu'il se soit joint aux radicaux de la Chambre, mais non pas à ceux qui révoltaient trop par leurs grossièretés, non plus qu'à ceux qui se complaisaient dans les phrases pathétiques. Le général de Brandt dit dans ses *Mémoires* : « Je n'ai jamais entendu personne parler avec plus de talent et de modération que Bucher dans les délibérations de la commission chargée d'examiner l'acte *d'habeas corpus*, cet enfant favori de Waldeck. Sa tête blonde, son maintien calme, me rappelaient vivement le personnage de Saint-Just. »

Bucher était un niveleur sans égards pour tout ce qui existait, de tous les états, de toutes les fortunes, un des membres qui, dans l'Assemblée Nationale, furent le plus conséquent avec eux-mêmes; il n'hésitait jamais à tout oser pour atteindre son but qui était la fraternité par la vertu.

Sans aucune connaissance du monde, plongé dans les abstractions stériles de la jurisprudence, il avait l'intime conviction que le salut de la terre ne pouvait avoir lieu que par l'anéantissement brusque et énergique de tout ce qui existait. Il aida à organiser la résistance publique, car c'était surtout là son idée, à lui, de pousser la fraction ambitieuse et turbulente à s'ériger en dictature.

Le mépris ironique par lequel il manifestait sa haine contre la vieille constitution, et son dogme de la souveraineté du peuple, pouvaient le pousser aux dernières limites du radicalisme.

On peut juger des idées que Bucher défendit à l'Assemblée Nationale par le passage suivant du discours qu'il prononça le 4 Septembre en réponse à Hansemann et à d'autres orateurs de la droite, lors de la discussion de la motion présentée par Stein le 9 Août 1848, renvoyée ensuite à une commission, et admise enfin sous une forme plus modérée. Cette motion invitait le ministre de la guerre à mettre en garde les officiers de l'armée contre les menées réactionnaires et à leur demander leur appui pour l'établissement de la constitu-

tion. Se tournant vers ceux qui, se basant sur la loi électorale du 8 Avril, voulaient révoquer en doute la légitimité de cette motion, il leur dit qu'une pareille interprétation lui semblait singulièrement naïve.

« — L'histoire, — dit-il, — ne saurait être restreinte dans les limites d'une loi électorale. Une époque nouvelle a besoin de fondements tout autres qu'un feuillet du code. Je fais partie moi-même de la magistrature, et cela par goût; mais j'ai souvent eu occasion de regretter qu'elle ait ici un aussi grand nombre de représentants. Nous ne sommes que trop disposés à apporter dans cette enceinte notre point de vue spécial de juge; nous ne sommes que trop disposés à restreindre à notre mesure ces immenses questions que nous ne pouvons pas résoudre sans doute, mais à la résolution desquelles nous pouvons au moins contribuer. Nous ne pouvons, nous ne devons procéder comme le juge qui appuie son jugement sur des lois toutes faites, auxquelles il ne peut rien changer, mais nous devons, en hommes d'Etat, reconnaître les nécessités de l'heure présente, nous avons à reconnaître notre mission peut-être sans précédents dans le passé, notre mission qui consiste à tirer par la voie pacifique de la légalité les conséquences d'une révolution non encore consommée. Nous parlons bien souvent de nos droits: parlons donc enfin de nos devoirs envers le peuple dont le sang s'écoule par mille blessures. »

L'orateur passa ensuite en revue les défauts et les torts de l'ancien régime, et demanda si l'on pouvait bien s'inquiéter de la forme lorsque de tels abus étaient à réprimer.

« — Les représentants de l'ancien gouvernement ne peuvent, — dit-il, — dans beaucoup de cas, donner au ministère une idée exacte de la situation. Mais c'est dans l'Assemblée qu'il doit la puiser, dans l'Assemblée qui représente le véritable peuple. Le président du conseil a essayé de prouver que l'opinion du gouvernement et celle de la majorité de l'Assemblée Nationale sont la même: je ne saurais l'admettre. Le 9 Août, on a rédigé une résolution adressée deux jours après au ministère, qui n'a pas jugé à propos d'y répondre. Si au moins il avait fait connaître son opinion, s'il nous avait fait savoir que c'est la forme qu'il ne pouvait admettre, l'état de la question serait tout autre à l'avantage de l'Assemblée et de la nation. Il n'en a rien fait. Il était alors du devoir de l'Assemblée Nationale de faire remarquer au ministère qu'il ne se rendait pas un compte exact des

besoins présents, et, comme il n'a pas tenu compte de cet avertissement, nous devons lui intimer l'ordre d'exécuter cette résolution, car une Assemblée constituante tant qu'elle n'est pas munie d'un pouvoir exécutif, n'a d'autre instrument que le ministère. Il ne pourrait être question d'y apporter des modifications que si les circonstances s'étaient changées. Le ministre des finances a dit qu'il ne fallait pas s'inquiéter de l'opinion des officiers, l'armée n'étant qu'une puissance passive. Mais, c'est précisément pour cela qu'il ne faut pas tolérer, de la part de certains chefs de l'armée, des tendances opposées au système de gouvernement actuel. »

Parlant ensuite du danger signalé par le ministre des finances, il conclut : —

« — Je ne méconnais pas les difficultés qui surgissent, non, certes pas ; mais ce que je sais, et je le déclare au nom de mes amis, c'est que, fidèles à notre conviction, nous suivrons toujours le droit chemin, sans nous effrayer même de ce que le ministre des finances nous fait pressentir aujourd'hui ; car nous savons que cette lourde et redoutable responsabilité ne viendra pas tomber sur nous. »

A la Chambre des Députés, Bucher était particulièrement actif pour pousser aux vote des lois administratives. Il joua un rôle important comme rapporteur d'un projet de loi conçu par Waldeck, pour engager le ministère à lever l'état de siège de Berlin décrété le 12 Novembre 1848. Le projet fut agréé et le résultat fut la dissolution de la Chambre.

Il ne fut pas difficile à Bucher de démontrer l'illégalité de l'état de siège, car pour le justifier il était impossible de se baser sur l'article 110 de la Constitution qui ne devait être mise en vigueur que trois mois plus tard. De plus cet article ne traitait que de l'abolition de certains droits de propriété en cas de guerre ou d'émeute.

Le 12 Novembre, on n'avait vu à Berlin ni guerre, ni émeute, et néanmoins le ministère avait non seulement suspendu les droits de propriété mais encore établi des tribunaux militaires pour les civils ; et l'article 110 ne parle pas de ces tribunaux.

La dissolution de la Chambre fut suivie, le 4 Février 1850, du procès appelé procès du refus des impôts. Il ne fut terminé que le 21. Le ministère Brandenbourg avait fait mettre en accusation quarante membres de l'Assemblée Nationale qui avaient publié la résolution, prise le 15 Novembre 1848, disant que le gouvernement n'avait pas

le droit de disposer de l'argent du trésor et de lever des impôts tant que les représentants de la nation ne pourraient pas poursuivre paisiblement leurs séances. Dans une proclamation du 18 Novembre ils invitaient le peuple à se conformer à leurs instructions. On les accusa d'avoir voulu ameuter le peuple, ce procès fut un échantillon de la justice du cabinet. Il était parfaitement clair que le tribunal criminel de Berlin n'était pas compétent. Pour se tirer d'affaire, le président de ce tribunal ne trouva rien de mieux à faire que d'interdire aux accusés et à leurs défenseurs de mettre en question sa compétence. La haine dont on poursuivait Bucher dans les hautes classes avait surtout pour cause son rapport sur l'illégalité de l'état de siège. Le procès se termina par l'acquittement de la plupart des députés; mais Bucher et le maire de Leba, Plathe, le meunier Kabus, de Schwademuhl, et le propriétaire Nennstiel, de Peiskretscham furent déclarés coupables; et Bucher et Plathe furent condamnés à quinze mois de prison, à la perte du droit de porter la cocarde nationale, à la révocation de leurs fonctions, etc.

Cette condamnation détermina Bucher à se retirer à l'étranger et d'abord à Londres, car il ne doutait point que, quand bien même il ferait ses quinze mois de prison, la police, à force d'intrigues, finirait bien par le faire exiler.

A Londres, il étudia l'économie agricole et politique. Il observa les coutumes de l'Angleterre, son caractère et ses particularités parlementaires. Il y rencontra parfois des hommes et des choses, admirés outre mesure en Allemagne, qui, en réalité, n'étaient qu'hypocrisie et corruption; ce qui lui inspira la colère, le mépris, et le dégoût.

Parmi les personnes dont il fit la connaissance il faut citer Urquhart dont il se sépara plus tard. Dans les derniers moments de son séjour à Londres il se lia avec d'autres réfugiés politiques célèbres, Mazzini, Ledru-Rollin, et Herzen. Ces hommes contribuèrent à éclaircir ses idées politiques; il reconnut que tous ces messieurs n'invoquaient le principe des nationalités que pour couper des bandes sur la peau de l'ours allemand, c'est-à-dire qu'ils convoitaient qui, la frontière du Rhin, qui, la chaîne des Alpes du Sud de l'Allemagne, qui, la Pologne de 1772. Des journaux libéraux allemands eux-mêmes, en invoquant toujours le principe des nationalités, s'occupaient de la façon dont on pourrait construire une Alle-

magne chimiquement pure, et la *Gazette du Peuple* demandait, par exemple, à ce que l'on rendît Posen, il est vrai, sans dire à qui. Contre de telles sottises le sens commun et le sentiment patriotique se révoltèrent en lui.

Durant son séjour en Angleterre, Bucher travailla toujours pour plusieurs journaux allemands. Pendant quelques années il envoya à la *Gazette Nationale*, des articles signés : □. Ces lettres étaient bien pensées, et la façon dont il considérait les choses différait de la manière dont les considèrent les journalistes du commun.

Il donna un excellent aperçu de la première Exposition Universelle de Londres, des descriptions de maisons anglaises. Il fit connaître les bains turcs, qu'il avait vus dans un voyage à Constantinople. Il rendit service surtout en instruisant les politiques libéraux allemands, en les éclairant sur le parlementarisme anglais. Ses lettres ont fait justice de cette idée que les parlements d'Allemagne doivent se modeler sur les parlements anglais. Il a prouvé que les institutions et coutumes ne sauraient être partout les mêmes, et qu'elles doivent être accommodées aux besoins et au caractère de chaque peuple.

Un autre résultat de ses lettres fut que tout le monde est maintenant convaincu que le parlement anglais ne s'occupe que de politique commerciale sans avoir un but idéal quelconque. Il fit tomber sur Palmerston, Gladstone, le *doctor supernaturalis*, sur Cobden, et sur toute la clique hypocrite et égoïste des libres-échangistes anglais, une clarté qui fit découvrir leurs défauts et leur faiblesse, comme sous la lueur de la lumière électrique. Il les démasqua comme on n'a jamais démasqué personne.

Ces travaux et d'autres qui sortirent de la plume brillante de Bucher, ne concordaient pas toujours avec le *credo* du journal où ils parurent, et touchant l'Evangile des gens de Manchester, comme aussi lorsqu'il s'agit de résoudre la question allemande le correspondant □ sentait réellement le fagot. En 1860, fatigué d'écrire pour les journaux, Bucher songea à changer sa position personnelle.

Comme l'indique son récit : *Seulement un conte*, il voulut se créer une nouvelle patrie dans l'Amérique du Sud, sous les palmiers, et devenir planteur de café. Cette fantaisie paraît l'avoir bientôt abandonné, nous ajoutons : Dieu merci !

Sa place n'était pas en Angleterre, mais elle était moins encore

au milieu des demi-nègres de Costa Rica ou de Venezuela, elle était en Allemagne. L'amnistie de 1860 lui permit d'y rentrer.

De retour à Berlin, Bucher renoua ses relations avec Rodbertus et fit la connaissance de Lasalle qu'il présenta à Rodbertus. Cet agitateur socialiste, dont le caractère était bien différent de celui de ses successeurs, les Liebknecht et les Most, était bon patriote, intelligent, savant distingué, bien qu'il fût rempli d'une ambition ardente et sans scrupule, et se trouvait alors à l'époque où il devait décider la carrière qu'il devait suivre. Le parti progressif avait repoussé Lasalle, qui voulait une opposition plus conséquente et plus énergique. Il pensa remplacer ce parti par un parti ouvrier dont il voulait devenir le chef. A cet effet, il essaya de s'entendre avec Rodbertus. Mais celui-ci déclara ne pouvoir le suivre dans des agitations qui ne pouvaient s'accorder avec l'économie politique nationale.

Le comité des ouvriers de Leipzick demanda à Lasalle, à Rodbertus, et à Bucher des conseils pour l'amélioration des classes ouvrières, amélioration dont on voulait s'entretenir dans un congrès d'ouvriers. Lasalle répondit qu'on ne saurait arriver à cette amélioration en employant le moyen indiqué par Schulze-Delitzsche, c'est-à-dire en *s'aidant soi-même*, mais bien par un crédit ouvert par l'Etat pour établir des sociétés de production. Afin d'atteindre ce but, les ouvriers devaient organiser un parti politique.

Rodbertus conseilla de ne pas organiser ce parti.

Bucher écrivit : —

« — Je ne perdrai pas mon temps à dire que la doctrine de l'école de Manchester qui prétend que l'Etat n'a à s'occuper que de la sûreté personnelle des citoyens, ne peut se soutenir, mise en présence de l'histoire, de la science, et de la pratique. »

Bucher ne paraissait pas non plus avoir confiance dans les propositions et les conseils de Lasalle, auxquels, du reste, Lasalle ne tenait pas tant, comme le démontre sa correspondance, si bien qu'il finit par vouloir les abandonner aussitôt que Rodbertus aurait trouvé d'autres moyens meilleurs. Aujourd'hui encore, Bucher a conservé les mêmes idées à l'endroit de ces propositions.

A Berlin, Bucher eut l'occasion de voir largement les intrigues de ceux qui voulaient mettre la Prusse à la tête de l'Allemagne, mais ceux qui menaient ces intrigues ne voulaient pas de guerre entre frères, ils désiraient seulement combattre, vaincre, et conqué-

rir moralement. Naturellement Bucher désirait aussi l'unité allemande, en présence de la convoitise des étrangers. Mais la foi qu'il avait dans cette unité, n'était pas assez grande pour qu'il pût espérer de voir exclure l'Autriche de l'Allemagne et réunir les petits Etats germaniques sous le casque prussien, but que l'on devait atteindre par des fêtes de tireurs, par l'imprimerie, les discours, les réunions, etc. Le grand mot de M. de Beust : « La chanson elle-même est une puissance », ne l'avait pas entièrement convaincu.

« Sans guerre, » disait-il, « on pourra atteindre trois Etats de l'Allemagne, mais jamais on ne pourra arriver à l'unité complète. »

C'est une erreur de dire que Bucher avait renié ses convictions en acceptant une place sous Bismarck. Ce reproche qu'on lui adresse sied fort mal aux gens qui n'auraient pas donné un sou, même s'ils avaient vu les Croates aux portes de Berlin, et qui pouvaient s'enthousiasmer pour la farce d'Augustenbourg, même pour la dernière scène du dernier acte. Il est très curieux de parcourir la liste des noms de ceux qui ont voté à la Chambre des Députés prussiens pour le fameux passage de l'Adresse immédiate qui disait que la politique prussienne, sous le ministère de Bismarck, ne pouvait avoir pour conséquence que la reddition des duchés de Sleswig-Holstein au Danemark. Tandis que l'on combattait, à force de discours, la politique de Bismarck, Bucher travaillait déjà beaucoup. Bien des gens regrettaient de le voir agir faussement ; maintenant, beaucoup de gens le haïssent, parce qu'ils sont forcés d'avouer qu'il a agi justement. Voici comment il se rallia à la politique de Bismarck. De retour à Berlin, il continua à écrire pour la *Gazette Nationale*, puis il rompit ses relations avec ce journal. Ensuite, il travailla quelques mois dans le bureau télégraphique de Wolff. Le modique traitement qu'il recevait pour un grand travail, l'engagea à se tourner encore vers le droit et à devenir avocat. Il en parla à un des amis de Bismarck et il en fut dissuadé. Le Ministre le fit venir et chercha aussi à le dissuader, disant qu'il pouvait lui offrir une autre occasion de se rendre utile. Bucher, en 1864, entra au Ministère des Affaires Etrangères, comme conseiller de légation. L'année suivante, il avait déjà une grande tâche à remplir : l'administration du Lauenbourg qui, d'après la convention de Gastein, était échue à la Prusse. Bucher avait mission de mettre ordre, jusqu'en 1867, aux affaires de ce pays. Ce petit duché était une curiosité juridique

et une monstruosité en comparaison des autres Etats. Sa situation était celle d'un Etat du dix-septième siècle ; il semblait avoir été pétrifié depuis. Le pays ne possédait pas de code ; le droit commun y régnait seul. Dans les dernières années, avant 1865, il avait été sous l'administration de la Confédération Germanique, puis il avait été administré par des commissaires prusso-autrichiens. La mode était dans ce pays de laisser les *belles familles* s'approprier les hautes fonctions et louer à leur profit les domaines de l'Etat. Bucher avait à mettre ordre à toutes ces choses. Le Ministre était malade à Putbus, dans l'île de Rugen, de sorte que le conseiller fut souvent obligé d'agir sans autorisation. Se trouvant dans l'entourage immédiat du Chancelier, il eut souvent à aider ce dernier dans les affaires les plus importantes, et on peut croire qu'il l'a fait en homme connaissant les choses et les hommes. Bucher, dès le premier moment, a compris le Ministre et il s'est identifié à ses pensées. En 1869 et 1870, il resta plusieurs mois avec le Ministre, à Varzin, où il servit d'intermédiaire entre le Chef et les autorités de la Confédération et de la Prusse. Durant la guerre avec la France, il fut appelé, comme nous l'avons vu, dans la dernière semaine de Septembre au Grand-Quartier-Général.

En 1871, il assista aux conférences de la paix, à Francfort. Les années suivantes, il suivit le Prince quand celui-ci se retira dans ses domaines de Poméranie. Bucher paraît fuir l'air de la cour.

J'ajouterai encore que Bucher est resté célibataire, et qu'il a relativement fort peu de relations. C'est un homme sobre, silencieux, réfléchi, qui cependant ne manque pas d'un certain sentiment poétique et d'esprit. Ses pensées, ses sympathies et ses antipathies parlent un langage doux, mais non dépourvu d'énergie. Sa tête est froide, mais son cœur chaud. C'est une eau tranquille, mais profonde.

En lisant ce que je viens d'écrire, je vois que, malgré mon respect et mon estime, je n'ai pas toujours dépeint Bucher sous une couleur de rose. Si je termine ce portrait par un grand éloge, cet éloge vient d'une autre bouche : « C'est une véritable perle, » me dit le Chancelier en parlant de Bucher quand je le quittai en 1873.

Si le Chancelier a choisi Lothar Bucher pour collaborateur, il a hérité du conseiller intime Abeken. Henri Abeken était sous tous

les rapports un fonctionnaire de la vieille école. Il appartient tout entier à l'époque de notre histoire qu'on appelle littéraire-esthétique; il appartient au temps où la politique cédait le pas à la littérature, à la science, à la philosophie, à la philologie, et à d'autres question scientifiques. Il se trouve à son aise surtout quand on parle des idées qui régnaient à la cour avant la nouvelle ère. Il ne s'est pas *fondu* dans la politique. Un sujet d'art a plus d'intérêt pour lui qu'un acte politique. Il lui arrive souvent qu'un vers d'un poète ancien ou moderne lui vient à la tête, tandis que les autres sont absorbés par une inquiétude ou une préoccupation politique. Il débite alors sa citation avec une emphase pathétique, et jamais elle ne se rapporte à la circonstance.

Abeken est né à Osnabruck en 1809 ; son oncle, philologue versé dans l'étude de l'esthétique, Ludwig Abeken, avait vécu à Weimar du temps de Schiller. Il était donc imbu des idées de cette société. Ce fut cet oncle qui dirigea ses études pour l'Université; à l'Université, Abeken étudia la théologie. Sous Bunsen, il fut nommé en 1830, à peu près, pasteur de l'ambassade de Prusse à Rome. Là il épousa une Anglaise qui mourut quelque temps après. Ami de Bunsen, dont il partageait les inclinations religieuses, en 1841, il se tourna vers la diplomatie. Il écrivit d'abord un mémoire sur la fondation d'un évêché protestant à Jérusalem, idée, du reste, à laquelle aucun Berlinois ne saurait songer aujourd'hui. Plus tard, nous trouvons Abeken, avec Lepsius, en Egypte, d'où il part pour aller visiter la Terre-Sainte. Sous Henri Arnim, il rentra au Ministère des Affaires Étrangères où il resta jusqu'à sa mort, arrivée dans l'automne de 1872, bien que dans l'intervalle de grands changements eussent été accomplis.

Le conseiller de légation Meier lui a élevé, dans la *Gazette Générale*, un monument d'amitié.

« On trouve dans Abeken une vertu modeste, une grande conscience du devoir, beaucoup de fidélité et d'obligeance. »

Mais il faut dire que la politique ne lui a jamais été à cœur, au moins pas autant que beaucoup d'autres choses. M. Meier montre qu'Abeken avait une ressemblance naturelle ou acquise avec Bunsen, dont il fut le disciple et le biographe. Abeken était une âme sensible et il avait des connaissances universelles. En revan-

che, il ne pouvait que difficilement vivre de sa propre vie et avait un esprit peu créateur.

« Grâce à cela, — dit Meier, — il évita toujours de se mettre en désaccord avec le Gouvernement et abandonnait les idées qu'il voulait poursuivre. Durant vingt-quatre ans, il a vécu sous sept ministères et administrations différents, sans jamais se heurter à rien, ni rien changer de son train de vie habituel. Si l'on reproche à notre ami d'avoir trop bien su louvoyer et de n'avoir pas tenu une conduite assez énergique, ce reproche atteindra plutôt toute sa personne et son caractère tout entier que telle ou telle action en particulier. »

Si nous lisons entre les lignes et si nous nous représentons l'un ou l'autre de ces détails exprimés dans une forme concise et moins fleurie, nous ne ferons pas tort à feu le conseiller intime en contresignant ce jugement. Nous avons parlé de ses capacités dans les affaires et des bornes de ces capacités ; nous avons dit l'intérêt et l'amour qu'il portait à tout ce qui concernait la cour. En cela, il différait essentiellement de Bucher, ainsi que par son goût pour la société, goût auquel il donnait libre cours en se rendant souvent au cercle du palais Radzivill. Il n'interrompit point ses visites à ce cercle, même quand on y fit de l'opposition ultramontaine contre la politique ecclésiastique du Chancelier. Outre ce cercle et d'autres aussi célèbres, il fut aussi toujours fort heureux de fréquenter la *Græca*, société qui se composait pour la plupart de *Romains* (amateurs de latin), parce que les conversations politiques en étaient exclues et qu'on ne s'y occupait que de choses littéraires ou scientifiques. Là, il était dans son véritable élément.

Meier dit et je pourrais le dire également : —

« — Même dans ses travaux politiques, même au ministère, il savait trouver du loisir pour quelque question esthétique ou philologique. Quand ses collègues étaient fatigués de la question de la Hesse et du Sleswig-Holstein, il leur récitait des vers des poètes allemands ou étrangers, des passages de Gœthe et de Sophocle, de Henri Kleist, de Shakespeare et de Dante. »

Meier raconte une anecdote sur son ami, sans se douter quelle farce il nous débite.

« Une nuit, au mois de Novembre 1850, Abeken, accompagné de son chef de ce temps-là, allait de Berlin à Olmutz pour conclure ce malheureux traité dans lequel il voulait reconnaître le salut diplomatique de la Prusse. Soudain ils virent se lever le soleil. Tous deux, le ministre d'abord, puis Abeken, saluèrent le soleil en déclamant le chœur d'Antigone, qui leur était bien connu : Ἀκτις 'Αελιον ! Rayon du soleil, toi.....

Je crois que cette anecdote n'a pas besoin de commentaire, et je me contente quant à moi de dire : —

Il est heureux pour Abeken que le ministre, qui sans doute n'est pas le premier qui ait poussé le cri Ἀκτις, s'appelât de Manteuffel et non pas de Bismarck. Je n'aurais pas voulu voir la colère de Bismarck si le pauvre homme avait entonné son hymne au soleil levant à une époque où le soleil de la Prusse se couchait pour bien des années.

XII.

LE DÉSIR TOUJOURS CROISSANT D'UNE DÉCISION SE MANIFESTE DE DIFFÉRENTS CÔTÉS.

Vers la mi-Novembre j'écrivis à ma famille : —

Il est toujours possible que nous revenions avant Noël. Bien des gens regardent cela comme vraisemblable, d'après certains propos que le Roi aurait tenus ces jours derniers. Quant à moi, je n'y crois guère, quoique nos affaires aillent bien, et que d'ici à trois ou quatre semaines, Paris n'aura vraisemblablement plus que de la farine et de la viande de cheval à manger. Cela lui fera beaucoup rabattre de son arrogance, surtout si les gros canons de Hindersin contribuent à pousser à des résolutions précipitées, le gouvernement maté par la faim. Que notre bon ami S. trouve l'affaire ennuyeuse, cela se comprend facilement. Mais on ne fait pourtant pas la guerre pour le désennuyer, lui et ceux qui pensent comme lui. Il fera donc bien de prendre encore patience quelque temps, et sous ce rapport je lui recommande l'exemple de nos soldats, qui ne se reposent pas comme lui et comme ces autres messieurs de Berlin, sur des sofas commodes avec de bons plats et des verres pleins devant eux, mais qui au contraire sont obligés d'attendre l'estomac vide et les pieds dans la boue, la fin de l'affaire. Ces brasseries

et ces cabarets où l'on sait tout, avec leurs éternels murmures et leurs ennuyeuses critiques, sont en vérité une société toute particulière, d'une insuffisance parfaitement ridicule.

Il y avait sans doute là dedans quelque chose de vrai. Mais quand les Parisiens se montrèrent approvisionnés pour plus longtemps qu'on ne le supposait ici ; que les gros canons du général Hindersin restèrent muets pendant des semaines entières ; qu'enfin la question allemande elle-même ne paraissait pas vouloir avancer vers le dénouement désiré, la mauvaise humeur entra peu à peu aussi dans la maison de la Rue de Provence, surtout lorsque le bruit que des mains incompétentes retardaient le commencement du bombardement prit plus de consistance de semaine en semaine. Jusqu'à quel point ce bruit était-il fondé, c'est ce que je n'examinerai pas. Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait aussi d'autres raisons qui faisaient qu'on n'avançait pas aussi vite vers la conclusion que beaucoup l'auraient désiré, et que déjà l'investissement de Paris avait été un travail inaccoutumé. Pour éclaircir ce point, avant d'aller plus loin, je vais citer l'exposé que le major Blume fit de la chose en 1871.

*
* *

L'investissement de Paris, avant d'être réalisé, avait été déclaré, par des militaires étrangers, d'une impossibilité absolue, et cette opinion avait pour elle des raisons très spécieuses. Il y avait à Paris, lorsque l'investissement commença, près de quatre cent mille hommes armés, dont soixante mille hommes de troupes de ligne et environ cent mille gardes mobiles de la ville et des départements voisins. La ligne et la garde mobile étaient armées de chassepots, et quelque défectueuse que fût l'instruction militaire de ces troupes, elles en avaient tout ce qu'il fallait pour pouvoir se défendre derrière des retranchements et des fossés, et pour faire, sous la conduite de chefs capables, des sorties très énergiques. Mais la principale enceinte de Paris avait une circonférence de quatre milles, la ligne de jonction des forts est de sept milles et demi de longueur, la ligne d'investissement à occuper par les avant-postes allemands n'avait pas moins de onze milles, et la ligne télégraphique directe, qui mettait en communication les quartiers-généraux des différents corps d'armée les uns avec les autres, s'étendait sur un espace d'au moins vingt milles. Or, l'armée allemande qui le 19 Septembre exécuta l'investissement de la ville, ne comptait pas plus de cent

vingt mille hommes d'infanterie, vingt-quatre mille hommes de cavalerie, et six cent vingt-deux bouches à feu. La force effective de chacune des divisions de cette armée avait été considérablement réduite par les batailles et les marches précédentes. La garde ne comptait plus, par exemple, que quatorze mille deux cents hommes, et le 5e Corps ne comptait plus que seize mille hommes d'infanterie. L'investissement était donc bien réellement une entreprise très hardie, bien plus hardie que ne se l'imaginaient alors les Français eux-mêmes, et ce fut avec un certain commencement de connaissance d'eux-mêmes qu'ils durent s'avouer alors que les belles phrases qu'ils avaient faites sur la glorieuse défense de leur capitale, n'avaient guère de fondement. Pendant quatre semaines, il n'y eut sur cette immense ligne d'investissement qu'un soldat d'infanterie allemand pour l'espace d'un pas. Plus tard, arrivèrent successivement le 11e Corps de l'Allemagne du Nord, le 1er Corps bavarois, et les troupes destinées à compléter les cadres réduits. Grâce à la chute de Strasbourg, la division de la landwehr de la garde se trouva libre, et c'est ainsi que dans la dernière semaine d'Octobre nos deux armées devant Paris arrivèrent à un total de deux cent deux mille hommes d'infanterie et de trente-trois mille huit cents hommes de cavalerie avec huit cent quatre-vingt-dix-huit bouches à feu. Mais indépendamment des forces considérables qu'occupaient le service des avant-postes et le renforcement nécessaire de la ligne d'investissement au moyen de travaux de fortifications, ces armées durent immédiatement fournir de forts détachements pour assurer les derrières de l'armée de siège. Le nombre des troupes allemandes qui se trouvaient immédiatement devant la ville peut, d'après cela, difficilement avoir jamais dépassé le chiffre de deux cent mille hommes.

Blume énumère ensuite les raisons qui, d'après lui, sont cause qu'on n'a entrepris ni de donner l'assaut à Paris en Septembre, ni de l'assiéger dans les règles plus tard. Les forts et l'enceinte, imprenables par assaut, ne permettaient pas de songer à prendre le premier parti, et quant au siège ou même à l'attaque de quelques-uns des forts par l'artillerie, sans parler de la faiblesse du chiffre de troupes disponibles, on manquait avant tout d'un parc de siège suffisant En amener un devant Paris, c'est ce qui était impossible avant la chute de Toul et la réouverture du chemin de fer jusqu'à Nanteuil, ce qui n'eut lieu que dans la dernière semaine de Sep-

tembre. Mais, après que le chemin de fer fût devenu praticable jusqu'à cette localité éloignée de onze milles de Paris, le besoin qui parut le plus urgent, fut l'approvisionnement des troupes. Dans les environs de Paris, on trouvait à peine quelques débits de vins, mais en dehors de cela aucunes provisions qui valussent la peine d'être mentionnées. L'armée vivait au jour le jour. Il fallut établir des magasins de réserve, les approvisionner, et, par conséquent, ajourner le transport des pièces de siège. Mais quand le transport de ces pièces jusqu'à Nanteuil fut devenu possible, on se trouva en face de difficultés encore plus grandes. Il fallait transporter sur des chariots et par de mauvais chemins sur une distance de onze milles environ trois cents bouches à feu du plus lourd calibre avec cinq cents charges pour chaque pièce comme premier approvisionnement de munitions indispensables. On ne pouvait se procurer en France les voitures à quatre roues nécessaires pour cela, et il fallut, en définitive, faire venir d'Allemagne des convois de fourgons de munitions. C'est à raison de ces difficultés et de quelques autres, d'après le major Blume, que, même en Décembre, quand on prit des mesures pour battre en brèche le Mont Avron et les forts du Sud, on ne disposait que d'un parc de siège médiocre, savoir, indépendamment des quarante pièces attelées de six, de deux cent trente-cinq pièces seulement, dont près de la moitié n'étaient que des pièces attelées de douze. Avec de tels moyens, selon Blume, on ne pouvait guère faire autre chose qu'exercer sur la ville une certaine pression morale.

« Mais, — dit-il, — on ne pouvait d'ailleurs rien de plus, et « dans ces circonstances il n'y avait pas à penser à un siège pro- « prement dit, ni à la réduction des forts au moyen de parallèles. « Vers le milieu de Janvier, il y avait au Sud de Paris, cent vingt-trois « pièces en service. Ces pièces jetaient tous les jours dans la ville « trois cents obus, qui suffisaient pour inquiéter vivement les quar- « tiers situés sur la rive gauche de la Seine et en chasser la plus « grande partie de la population. Les dommages matériels n'étaient « pas à la vérité très considérables ; mais après la chute de Méziè- « res, le nombre des pièces de fort calibre fut beaucoup augmenté, « et alors les succès de nos batteries au Nord permirent de pré- « parer une attaque décisive contre Saint-Denis et, de ce point, de « tenir aussi le Nord de Paris sous le feu. Mais la force de résis- « tance de la ville était déjà épuisée. Peu après les dernières sor-

« ties malheureuses du 19 Janvier, elle mit bas les armes, et sa « chute amena l'armistice et bientôt la paix. »

Revenons maintenant à la mi-Novembre et laissons autant quo possible parler mon journal.

***

MERCREDI, 16 *Novembre.*— Le Chef est toujours souffrant. Parmi les causes qu'on en donne, on mentionne le désappointement qu'il éprouve au sujet des négociations avec plusieurs Etats de l'Allemagne du Sud, qui semblent encore une fois vouloir nous planter là, et de l'attitude de l'autorité militaire, qui en différentes circonstances ne lui aurait pas demandé son avis, bien qu'il ne s'agît pas de questions purement militaires.

Après trois heures, je suis allé de nouveau chez les officiers du 46e qui viennent de quitter les avant-postes pour rentrer pour six jours dans le port du repos dont ils vont jouir dans le petit château du Chesnay. H. qui ne tardera guère sans doute à avoir la Croix de Fer, raconte une jolie petite anecdote arrivée il y a quelques semaines. Au combat livré dans le voisinage de La Malmaison, il avait fallu passer par une brèche, au travers du mur d'un parc, mur pourtant assez élevé pour qu'il lui fût impossible de le franchir sans déposer son sabre qu'il tenait nu à la main. Dans cet embarras, il aperçut de l'autre côté un Français, joli garçon, bien bâti, qui avait été fait prisonnier et désarmé. H. l'appela et le pria de tenir son sabre. L'enfant de la Gaule fit en souriant ce qu'on lui demandait, et il tendit ensuite l'arme avec un geste poli. Puis il rendit le même service au sergent-major qui suivait H. Naturellement pour peu que le jeune homme eût fait mine de vouloir garder le sabre, les soldats l'auraient fusillé sur place. Ici tout le monde attend avec impatience le commencement du bombardement, et on croit en général savoir pertinemment que si jusqu'à présent il n'a pas eu lieu, c'est parce que des dames de haut parage ont usé de leur crédit en haut lieu pour obtenir que la ville fût épargnée. On disait parmi mes amis, les officiers du 46e, sur quels renseignements, c'est ce dont je ne me suis point informé, que l'on s'attendait à une grande sortie des Parisiens. Je leur dis qu'une telle tentative n'aurait plus aujourd'hui la même importance que la semaine dernière, attendu que le Prince Frédéric-Charles était déjà arrivé à Rambouillet avec ses troupes.

Le comte de Waldersée est à table avec nous. Le Chef se plaint de nouveau de ce que les militaires ne lui donnent pas connaissance des choses importantes. Ce n'est qu'après de longues supplications qu'il a obtenu qu'on lui envoyât du moins ce qu'on télégraphie aux journaux allemands. En 1866, il en était tout autrement. Là on l'appelait à tous les conseils....

« — Et c'est comme cela qu'il faut faire, — dit-il en terminant.— C'est ce qu'exige ma charge : il faut que je sois instruit de toutes les opérations militaires, ne fût-ce que pour que je puisse conclure la paix en temps utile. »

Jeudi, 17 *Novembre*. — Delbruck, qui demeurait ici, du côté de l'Avenue de Saint-Cloud, et n'était séparé de nous que par deux ou trois maisons, est parti aujourd'hui après déjeuner, pour Berlin, où s'ouvre la session du Reichstag. A déjeuner, on a appris aussi que Keudell a été élu, mais qu'il arrivera bientôt ici. Auparavant j'avais parcouru plusieurs lettres françaises arrivées par ballon, et un certain nombre de journaux parisiens de la même provenance, entre autres, la *Patrie* du 10 avec une polémique intéressante d'About, contre le gouvernement provisoire. C'étaient à peu près les mêmes idées que développaient dernièrement le *Figaro*, la *Gazette de France* du 12, et la *Liberté* du 10. Plus tard, j'ai envoyé à Berlin une traduction de la lettre que le président de la Junte Romaine adresse à l'*Allgemeine Zeitung*. Cette après-midi, nous avons appris que le Prince Frédéric-Charles est déjà près d'Orléans.

A table, Alten et le prince Radziwill sont les hôtes du Chef. On prétend que le bruit court que Garibaldi avait été fait prisonnier avec treize mille de ses chemises rouges. Le Ministre fait observer : —

« — Il serait vraiment fâcheux d'avoir fait prisonniers treize mille francs-tireurs, qui ne sont pas même Français... pourquoi donc ne pas les fusiller ? »

Il se plaint encore que les militaires le consultent si peu.

« — Voilà, — dit-il, — par exemple, cette capitulation de Verdun. Assurément je ne l'eusse pas conseillée. On a promis de rendre les armes après la paix, et, ce qui est mieux encore, de laisser les autorités françaises maîtresses de faire ce qu'elles veulent. Le premier point peut passer : car en faisant la paix, on peut stipuler que les armes ne seront point rendues. Mais qu'on puisse agir *librement*

(ce mot dit en français) comme si l'on n'était pas en guerre... C'est nous ôter le moyen dans l'intervalle de pouvoir les empêcher d'agir contre nous. Rien ne les empêche de faire des appels publics à des soulèvements en faveur de leur république, et d'après la capitulation, nous ne pouvons pas les en empêcher.... »

Quelqu'un parle à ce propos de l'article publié dans l'*Indépendance Belge* par un diplomate qui prophétise le retour de Napoléon.

« — Certainement, — observa le Chancelier, — il a quelque chose comme cela dans la tête, s'il a lu l'article. Au reste, la chose n'est pas absolument impossible. Avec les troupes qu'il a en Allemagne, s'il fait la paix avec nous, il pourra bien revenir. C'est quelque chose comme une légion hongroise dans le grand style à côté de nous. Après tout, c'est encore le gouvernement régulier... Après le rétablissement de l'ordre, il n'aurait besoin que de deux cent mille hommes pour le maintenir. Sauf Paris, il ne serait pas nécessaire de mettre garnison dans les grandes villes, tout au plus peut-être encore à Lyon et à Marseille. Il pourrait laisser les autres sous la protection de la garde nationale. Si les républicains se soulevaient, on les bombarderait..... »

On apporte un télégramme relatif aux assertions de Granville au sujet de la déclaration russe sur le traité de Paris, et le Chef le lit à haute voix. Le sens de ce télégramme est que la Russie a la prétention de s'affranchir d'une partie du traité de 1856, et que par là elle s'arroge le droit d'annuler le tout à elle seule, tandis que cela n'appartient en droit qu'à la totalité des signataires; que l'Angleterre ne peut tolérer un tel arbitraire, qui mettrait en question la valeur de tous les traités; qu'il y a pour l'avenir des complications à craindre. Le Ministre sourit et dit : —

« — Des complications à l'avenir ! Phraseurs de parlement! ces gens-là n'osent rien faire. L'accent est sur le mot *à l'avenir*. Voilà comme on parle, quand on ne veut rien faire. Non, il n'y a rien à craindre de ces gens-là, comme il y a quatre mois il n'y avait rien à en attendre..... Si au commencement de la guerre les Anglais avaient dit à Napoléon : Il n'y aura pas de guerre, il n'y en aurait pas eu. »

Après un instant de silence, il reprend : —

« — On a toujours cru que la politique russe était extraordinairement fine... pleine de ruses, de détours, d'artifices; mais cela n'est

pas vrai..... Si les Russes n'étaient pas francs, ils n'auraient pas fait de telles déclarations, il auraient tranquillement construit des navires de guerre dans la Mer Noire, et auraient attendu qu'on les interpellât à cet égard : alors ils auraient dit qu'ils n'en savaient rien, qu'ils s'enquerraient, et ils auraient ainsi gagné du temps. Avec la situation de la Russie, cela pouvait durer longtemps, et à la fin on s'y serait accoutumé. »

Bucher fait l'observation suivante : —

« — Ils ont déjà des vaisseaux de guerre dans la Mer Noire; ceux de Sébastopol ont été remis à flots, et si on leur disait : Vous ne pouvez pas avoir de vaisseaux là, ils pourraient répondre : Mais nous ne pouvons pourtant pas les en faire sortir, puisqu'en 1856 le passage des Dardanelles a été interdit aux navires de guerre. »

Un autre télégramme annonce l'élection du Duc d'Aoste comme Roi d'Espagne. Le Chef dit : —

« — Eh bien, je le plains... et je la plains. Il a été du reste élu à une faible majorité, pas plus des deux tiers des suffrages qu'il devait y avoir à l'origine. Il y a environ cent soixante voix pour lui et cent quinze voix contre. »

Alten se réjouit du monarchisme des Espagnols qui a enfin remporté la victoire.

« — Ah! ces Espagnols... — répond le Ministre. — Y a-t-il un seul de ces Castillans, qui se piquent si fort de leur point d'honneur, qui ait seulement manifesté son indignation au sujet de la cause de la guerre actuelle, cause qui n'est pourtant autre que leur premier choix, et l'immixtion de Napoléon dans leurs affaires, comme s'ils eussent été pour lui de simples vassaux ?... »

Quelqu'un dit qu'à présent c'en est fait de la candidature du Prince de Hohenzollern.

« — Oui, — répond le Chef, — mais seulement parce qu'il n'a pas voulu. Il n'y a pas plus de deux semaines, je lui disais encore : Il est encore temps. Mais il n'en avait plus envie. »

Le soir, au thé, on raconta que Borck était ravi de savoir que nous serions chez nous avant Noël; qu'il avait dit au Roi qu'il était temps de penser aux cadeaux pour la Reine.

« — Vraiment, — avait répondu Sa Majesté, — combien y a-t-il donc encore d'ici à Noël ?

— Cinq semaines, Sire.

— Eh bien, d'ici là, nous serons de retour. »

Ce peut n'être qu'une fable ou un malentendu. Quoi qu'il en soit, nous en prendrons note.

VENDREDI, 18 *Novembre*. — Le matin, brouillard épais. Vers onze heures le temps s'éclaircit. Le soir, de nouveau brouillard avec grésil. A déjeuner, nous apprenons que le général de Treskow a jeté sept mille moblots hors de Dreux et qu'il a pris possession de la ville. Je demande si je puis télégraphier cette nouvelle. Sur la réponse affirmative, je pourvois à la chose. Plus tard, promenade à Ville-d'Avray en compagnie de Wolmann, et de nouveau nous voyons Paris. De retour à la maison, nous trouvons dans le salon, chez le Chef, M. de Pranck, ministre de la guerre de Bavière. On dit dans le bureau que Keudell reviendra demain ou Dimanche, et qu'il y a eu contre la position des Bavarois une petite sortie sur laquelle on n'a encore aucun détail. La *National Zeitung*, du 15 au soir, contient sous la rubrique, GRANDE-BRETAGNE, quelques renseignements sur Reynier et sur ses visites, tant ici qu'à Metz et à l'Impératrice Eugénie. C'est un propriétaire aisé, qui a épousé une Anglaise, qui est lié avec Madame Lebreton, de la suite de l'Impératrice, et qui a quitté la France avant la guerre. Il paraît que c'est un diplomate amateur, et que, comme nous nous en étions doutés, c'est de sa propre initiative, qu'il a pris le rôle de médiateur. A dîner, figurent parmi les convives, le comte Bray, le ministre de Lutz, et l'officier wurtembergeois, de Maucler. Bray est grand, maigre, il porte de longs cheveux plats, collés sur ses tempes, qui de là vont derrière ses oreilles, sa barbe tout entière est rasée à l'exception de courts et maigres favoris, il a des lèvres minces, des mains très maigres, et des doigts d'une longueur prodigieuse. Il parle peu, répand autour de lui une atmosphère glaciale, et ne se sent pas très à l'aise ici. Partout ailleurs, il pourrait se faire passer pour un Anglais. Le type du jésuite de nos journaux amusants a à peu près cette tournure-là. Lutz est l'opposé de ce personnage : d'une taille moyenne, gros, teint animé, moustache noire, cheveux brun foncé, qui du front sont relevés vers le sommet de la tête, il porte des lunettes, est vif et grand parleur. Maucler est un jeune homme d'une beauté peu commune. Le Chef paraît être aujourd'hui de très bonne humeur et très communicatif, mais la conversation est sans grande importance ; elle roule presque exclusivement sur des questions de bière dans lesquelles Lutz se montre très érudit.

SAMEDI, 19 *Novembre.* — Le matin, sauf la lecture du journal, absolument rien à faire. Le Chef est probablement occupé de la question bavaroise. A partir d'une heure, Bray et Lutz sont de nouveau en conférence avec lui. Le soir, le Ministre mangeant chez le Roi, les comtes Maltzahn et Lehndorff, ainsi qu'un monsieur de Zawadski mangent avec nous. Ce dernier est un hussard vert; ruban blanc avec croix rouge, visage plein, teint animé, moustache. Rien à signaler dans la conversation. On offre de parier qu'il y aura demain une grande sortie des défenseurs de Paris. Quelqu'un prétend aussi avoir entendu dire que les Versaillais nous préparent pour ce soir, une nouvelle nuit de la Saint-Barthélemy. Cela ne paraît effrayer personne.

DIMANCHE, 20 *Novembre.* — Le matin, la musique d'un régiment thuringien, a donné une sérénade au Chef. Il leur a envoyé de quoi boire et est descendu ensuite à la porte, où il a pris un verre et a dit: —

« — A la santé de tous! Buvons à notre prochain retour auprès de nos mères! »

Le chef de la musique lui a demandé alors si cela se ferait encore longtemps attendre. Le Ministre a répondu : —

« — Oh! nous ne fêterons pas encore Noël chez nous; peut-être la réserve. Nous autres, nous resterons encore chez les Français, car nous avons beaucoup d'argent à recevoir d'eux. Mais nous allons les mater comme il faut, » — ajouta-t-il en souriant.

Dans l'après-midi, je fis une excursion jusqu'à Sèvres en passant par Ville-d'Avray. Entre ces deux localités, sur la hauteur près du viaduc du chemin de fer, on a une vue magnifique sur une partie de Paris, qui, à ce moment-là, était splendidement éclairé par le soleil déjà sur son déclin. Je revins par Chaville et Viroflay. En passant par le premier de ces deux villages, je vis une plaisanterie soldatesque. Des deux côtés d'une porte cochère, il y avait des pilastres surmontés de statues en pierre, que l'on avait changées en caricatures. L'une, qui représentait un pêcheur ou un portefaix, avec une culotte rayée qui lui venait jusqu'aux genoux, avait été transformée en une sorte de sans-culotte, par l'addition d'un manchon sur la tête, d'une bouteille en fer-blanc au côté, d'épaulettes rouges sur les épaules, d'un havresac sur le dos, d'un képi au derrière, et d'un fusil rouillé à la main. Quant à ce qu'on avait voulu

signifier en affublant l'abbé, qui était au-dessus de l'autre pilastre, d'un chapeau à cornes avec une cocarde tricolore, d'un cor de chasse à la main et à la bouche, d'une bouteille de vin au côté, et d'une lanterne sur la poitrine, c'est ce que je n'avais pas le temps d'éclaircir.

A dîner, nous avions pour hôte le général de Werder, plénipotentiaire militaire prussien, à la cour de Saint-Pétersbourg. C'était un grand monsieur à moustaches noires. Il venait d'entrer, quand le Chef lui dit avec un air de satisfaction : —

« — Il est encore possible que nous nous entendions avec la Bavière.

— Oui, — s'écria Bohlen, — il a déjà paru un télégramme dans ce sens, dans quelques-unes des feuilles de Berlin...., la *Volkszeitung* ou la *Staatsburger Zeitung* ou quelque autre.

— Voilà qui ne me plaît pas, — répondit le Ministre; — c'est trop tôt. Mais aussi, quand il y a comme cela un tas.... de gens de distinction, qui n'ont rien à faire et qui s'ennuient..., le moyen de garder secret quoi que ce soit ?... »

Il en vint ensuite, je ne sais plus à quelle occasion, à un souvenir de jeunesse qu'il raconta ainsi : —

« — Quand j'étais encore tout petit, on donna chez nous un bal ou une fête de ce genre, et quand la société se mit à table, je cherchai une place pour moi et la trouvai dans un coin où étaient plusieurs messieurs qui s'étonnèrent de la présence de ce petit convive et s'en expliquèrent en français. Qui pouvait bien être cet enfant ? *C'est peut-être un fils de la maison, ou un fi.* — *C'est un fils, monsieur*, dis-je hardiment, ce qui les étonna beaucoup. »

La conversation tomba alors sur Vienne et sur le comte de Beust, et le Chef fit observer que ce dernier lui avait fait des excuses au sujet de la dernière note grossière, en disant que ce n'était pas lui, mais Biegeleben, qui en était l'auteur. De ce dernier, le discours tomba sur les Gagern, et enfin sur cet Henri qui avait joui d'une si grande popularité. Le Chef dit à son sujet : —

« — Il fait élever sa fille dans la religion Catholique. Ma foi, s'il tient le Catholicisme pour la meilleure religion, il n'y a rien à redire ; seulement, dans ce cas, il devrait aussi se faire Catholique lui-même. Il y a là de l'inconséquence et de la lâcheté. Je me rappelle qu'en 1850 ou 1851, Manteuffel avait reçu l'ordre de chercher à amener une entente entre le parti des Gagern et les conser-

vateurs du parti prussien..., au moins jusqu'au point où le Roi voulait s'engager dans la cause allemande. Il me choisit pour cela ainsi que Gagern, et c'est ainsi qu'un jour nous fûmes invités chez lui à un souper à trois. D'abord on ne parla que peu ou point politique ; mais bientôt Manteuffel prit un prétexte pour nous laisser seuls. Dès qu'il fut sorti, j'abordai la politique et j'exposai mes idées à Gagern, d'une manière sobre et positive. Mais c'est Gagern que vous auriez dû entendre. Il prenait son air de Jupiter, relevait ses sourcils, hérissait ses cheveux, roulait ses yeux dans leur orbite et les élevait vers le ciel en les écarquillant ; en même temps, il me débitait ses grandes phrases, comme il l'aurait fait devant une assemblée populaire ; naturellement, avec moi, cela ne prenait pas. Je répondis froidement, et nous restâmes séparés comme auparavant. Quand Manteuffel revint ensuite, et que le Jupiter se fut éloigné à son tour, il me demanda : « Eh bien ! qu'avez-vous fait ensemble ? » —« Ah ! » lui répondis-je, » nous n'avons pu arriver à aucun résultat : c'est un sot personnage ; il me prend pour une Assemblée..., c'est un vrai moulin à paroles, avec lui il n'y a pas moyen de parler. »

On parla ensuite du bombardement.

« — Hier encore, j'ai répété au Roi, — dit le Chef, — qu'il était temps, et lui-même n'y faisait aucune objection. Il m'a répondu qu'il avait donné l'ordre, mais que les généraux disaient qu'ils ne pouvaient pas. »

La conversation tomba sur le feu général de Mœllendorff, qui passait pour avoir été un vieux brave. Le comte de Bismarck-Bohlen raconta à ce sujet : —

« — Dans la rencontre près de Schleswig, comme on entendait le canon dans le lointain, Wrangel arrive au galop vers Mœllendorff et lui demande : « Où tire-t-on? » Mœllendorff ne peut pas le lui dire ; Wrangel s'emporte alors contre lui, disant qu'il devrait le savoir, puis il s'éloigne en prenant une pose théâtrale. Mœllendorff disait plus tard : « Ce Wrangel est à moitié rustre, à moitié comédien, et moi je suis ici *à cheval* (ce mot dit en français) sur les événements. »

Le Ministre ajouta à ce propos : —

« — Cela me rappelle les journées de Mars, quand les troupes étaient à Potsdam et le Roi à Berlin. J'arrivai à mon tour et on délibéra sur ce qu'il y avait à faire. Mœllendorf s'y trouvait et il était assis non loin de moi. Il avait l'air de souffrir beaucoup, il ne pouvait

s'asseoir que sur une fesse, tant on l'avait maltraité. L'un était d'un avis, l'autre d'un autre, et personne ne savait au juste ce qu'il y avait à faire. J'étais près d'un piano et je ne disais mot. Je touchai quelques notes : *dideldum dittera.* — En même temps il fredonna le commencement de la charge de l'infanterie montant à l'assaut. — Aussitôt le vieux saute de sa chaise rayonnant de joie, se précipite sur moi en m'embrassant, et me dit : « Voilà ce qu'il faut, je sais ce que vous voulez dire : Marcher sur Berlin... » Mais dans la situation où étaient les choses, on ne fit rien. »

Un instant après, le Chancelier demanda à son hôte : —

« — Que vous coûte chaque fois une visite de l'Empereur ? »

Je ne sais plus ce que Werder répondit, mais le Chef continua : —

« — Pour moi, ça a toujours été une affaire assez coûteuse... surtout à Tzarkoé. J'avais toujours quinze à vingt et jusqu'à vingt-cinq roubles à dépenser selon que j'étais mandé chez l'Empereur ou que j'y allais sans avoir été mandé. Dans ce dernier cas, c'était plus cher. Il fallait donner au cocher et au laquais qui m'étaient venus chercher, au maître d'hôtel qui me recevait..., la dernière fois, il avait l'épée au côté..., puis à l'huissier qui allait devant moi dans toute la longueur du château.... il peut bien y avoir mille pas.... jusqu'à la chambre de l'Empereur. Vous savez, cet employé qui a une couronne de grandes plumes sur la tête comme un Indien..... Ah ! pour celui-là, il gagnait bien ses cinq roubles. Et jamais l'on n'avait le même cocher au retour. Je ne pouvais liquider ces dépenses. Nous autres Prussiens surtout, notre position n'était pas gaie. Vingt-cinq mille thalers de traitement et huit mille thalers de loyer. Il est vrai que pour ce prix j'avais une maison aussi grande et aussi belle que n'importe quel palais à Berlin. Mais les meubles y étaient tous vieux, fanés et en loques, et si je tiens compte des réparations et autres détails, le prix montait à neuf mille thalers par an. Je trouvais que je n'étais pas obligé de faire plus que mon traitement ne me le permettait et je me tirais d'affaire en n'ayant point d'état de maison. L'ambassadeur français avait trois cent mille francs et était autorisé en outre à faire payer à son gouvernement toutes les fêtes qu'il jugeait à propos de donner à titre officiel.

— Mais on vous défrayait pourtant de vos frais de chauffage? — objecta Werder. — Et à Pétersbourg c'est quelque chose.

— Non, si vous le voulez-bien, — répondit le Chef, — cette dépense était aussi à ma charge. Au reste, le bois n'était pas si cher, quand les employés ne le faisaient pas enchérir. A ce propos, je me souviens d'avoir vu une fois un bateau finlandais chargé de beau bois. Je demandai le prix aux paysans, et ils m'en indiquèrent un très modéré. Mais quand je voulus l'acheter, ils me demandèrent, — il dit cela en russe, — si c'était pour le fisc. Je commis alors l'imprudence de répondre que ce n'était pas pour le fisc impérial, mais, — il employa de nouveau les expressions russes, — pour l'envoyé de S. M. le Roi de Prusse. Aussi, lorsque je revins pour faire prendre le bois, ils avaient tous décampé. Si je leur avais donné l'adresse d'un marchand, avec lequel je me serais entendu ensuite, je l'aurais eu pour le tiers du prix qu'il me fallait toujours payer. L'envoyé prussien, — il se servit encore du mot russe, — était évidemment pour eux, lui aussi, un officier du Czar, et ils se dirent : « Non, il dira, quand il faudra payer, que c'est du bois *volé*, et il nous fera mettre en prison jusqu'à ce que nous le lui donnions pour rien. »

Il nous raconta encore d'autres exemples de la manière dont les Tschinowniks pressurent et exploitent les paysans ; puis il revint au maigre traitement des employés prussiens comparé à ceux des employés des autres nations.

« — Il en est de même à Berlin, — dit-il. — Un ministre prussien a dix mille thalers, tandis que l'envoyé anglais en a soixante-trois mille et l'envoyé russe quarante-quatre mille. De plus, il envoie à son gouvernement le compte de toutes les fêtes officielles, et s'il arrive que l'Empereur loge une fois chez lui, il est d'usage qu'il reçoive comme indemnité une année entière de son traitement. Il est évident que nous ne pouvons pas aller sur le même pied que lui. »

LUNDI, 21 *Novembre.* — Les négociations avec la Bavière ne semblent pas encore arrivées à leur terme, mais pourtant elles ont abouti à de bons résultats quant au point principal. D'après ce qu'on entend dire, on ne peut guère savoir par quel chemin on y est arrivé. Ce qui paraît certain, c'est que le résultat sera un compromis par lequel, de notre côté, on s'en est tenu à l'essentiel, en cédant sur bien d'autres points. On n'a certainement employé aucune pression. Cependant, on peut penser que c'est la question de l'Alsace-Lorraine à pouvoir ou à ne pouvoir pas conserver, qui,

sous forme d'une remontrance, a fait pencher la balance. L'Alsace-Lorraine ne peut être réclamée à la France qu'au nom de toute l'Allemagne et en faveur de toute l'Allemagne. Le Nord n'en a pas un besoin immédiat, tandis que pour le Sud, c'est prouvé par l'histoire de l'aveu même des particularistes, c'est une nécessité absolue. La Bavière n'en est pas exclue. Ce n'est que dans l'union étroite de la Bavière avec le Nord, union qui seule peut satisfaire à beaucoup de désirs de la Bavière, que se trouve le moyen de procurer à ce royaume ce boulevard du côté de l'Ouest. Au reste, il serait d'un mauvais effet que la répugnance des hommes d'État de Munich pour une union plus étroite avec le reste de l'Allemagne fût l'écueil contre lequel viendrait échouer le projet, plus populaire aujourd'hui que jamais, de rentrer en possession de ces anciennes provinces allemandes. Il est possible enfin, que des gens du Nord aient contribué à rendre la Bavière moins récalcitrante. Je ne sais pas l'importance qu'on doit attacher à ce que disait quelqu'un aujourd'hui à déjeuner.

« — Nous les aurions eus plus tôt. Mais N. a envoyé à Munich ses bons amis et coreligionnaires politiques, qui ont négocié avec eux et déclaré de moindres concessions suffisantes. Peut-être aussi Bray, dans son entretien avec le Ministre, a-t-il tiré un papier de sa poche et dit : « — Voyez-vous, tels et tels, qui « cependant sont assez du parti national, ne demandent que cela. » A cela il n'y a assurément pas grand'chose à répondre. »

Keudell est de retour. Il paraît très bien portant. A une heure, le Chef a une conférence avec Odo Russell qui, jusqu'à présent, occupait à Rome la place de chargé d'affaires du cabinet de Saint-James. Vraisemblablement son entretien avec le Ministre aura pour objet les prétentions de la Russie sur la Mer Noire. A trois heures, tandis que le Chef monte en voiture pour se rendre chez le Roi, je me rends avec H. à l'*Hôtel de la Chasse*, où, au milieu d'un essaim d'officiers et de médecins militaires, nous buvons de médiocre bière française et nous nous entretenons avec l'hôtelière, grande parleuse qui, en robe de soie noire, dirige l'établissement du haut d'un siège élevé qui ressemble à une chaire. Le Ministre, qui a reçu, je crois, de Brême et en cadeau, une caisse de trois mille cigares, en fait distribuer une partie, et j'en reçois ma part. Ce sont des *prensados* excellents. Le Chef ne mange pas avec nous. Knobelsdorff est des nôtres.

Le soir L. prétend avoir appris que Garibaldi nous a fait essuyer un grand échec, où nous aurions eu six cents de nos cavaliers tués. Quelle sotte plaisanterie ! Pourquoi pas six mille tout de suite ? Il n'en coûtait pas plus. L. suppose que demain il y aura quelque chose près d'Orléans, parce que les nôtres ont cerné les Français. Le soir, peu avant neuf heures, Russell est retourné chez le Chancelier, et il est resté avec lui jusque vers onze heures.

Mardi, 22 *Novembre*. — Temps affreux dans la matinée. Pendant que nous sommes à déjeuner, Lutz est en conférence avec le Chef dans le salon. Une fois ce dernier ouvre la porte et demande : —

« — Quelqu'un de ces messieurs sait-il combien il y a de députés au Parlement en Bavière ? »

Je me lève pour consulter le *Calendrier illustré* de papa Weber, mais ce recueil, autrement si utile, ne me donne pas le renseignement demandé. Il doit y avoir quarante-sept ou quarante-huit députés. Après trois heures, le général russe Annenkoff passe près de cinq quarts d'heure chez le Ministre. A table, nous avons le prince Pless et un comte de Stolberg. Il est question de la trouvaille d'une grosse provision de vins fins faite à Bougival dans une caverne ou dans une cave, et qui, selon le droit de la guerre, a été confisquée comme appartenant au département des vivres. B., notre grand échanson, se plaint que rien n'en ait coulé jusqu'à nous. En général, dit-on, on a pourvu aussi mal que possible aux besoins du Ministère des Affaires Étrangères ; on a semblé prendre à tâche d'assigner au Chef les logements les plus incommodes et on a été assez heureux pour en trouver de tels partout.

« — Oui, — dit en souriant le Chef, — la manière dont on en use avec moi n'est réellement pas aimable. Et puis, quelle ingratitude de la part des militaires vis-à-vis de moi, qui ai toujours parlé en leur faveur au Reichstag ! Mais aussi ils verront du changement. Tout dévoué au militaire, je suis parti pour la guerre ; tout parlementaire je reviendrai à Berlin.... »

Le prince Pless fait l'éloge des troupes wurtembergeoises, dont les soldats font la meilleure impression, et qui par leur tenue se rapprochent le plus des nôtres. Le Chancelier confirme ce jugement, mais il ne veut pas cependant qu'on méconnaisse le mérite des Bavarois. Ce qui lui plaît surtout en eux, c'est qu'ils ont la main leste pour fusiller les francs-voleurs.

« — Nos Allemands du Nord s'en tiennent trop à l'ordre. Quand un de ces rôdeurs de buissons, — dit-il en manière d'exemple, — a tiré sur un de nos dragons du Holstein, celui-ci commence par descendre de cheval, puis il court sur le drôle sabre en main et le fait prisonnier. Il le conduit ensuite à son lieutenant, qui le laisse aller, ou bien il le livre, et le résultat est encore le même : on le laisse aller. Le Bavarois s'y prend autrement ; il sait ce que c'est que la guerre, et il s'en tient aux bons vieux usages. Il n'attend pas qu'on lui tire dessus par derrière, il tire le premier. »

Nous avons sur la table du caviar et du pâté de faisan, l'un envoyé par la baronne de Keudell, l'autre fait par la comtesse de Hatzfeld, et du punch suédois pour arroser le tout.

Le soir, on prépare pour notre presse la note de Bernstorff au sujet de la capture d'un navire allemand dans les eaux anglaises par la frégate française *Desaix*, puis la lettre à Lundy au sujet de l'importation des armes d'Angleterre en France. Ensuite, on prend des mesures pour que nos journaux ne défendent plus Bazaine contre le reproche de trahison, parce que cela lui nuit. Enfin, on envoie un télégramme annonçant que, depuis quelques jours, le gouvernement français ne laisse plus sortir de Paris les étrangers, ni même les membres du Corps Diplomatique, auxquels nos lignes sont encore ouvertes comme elles l'ont toujours été.

L. annonce que le Préfet, de Brauchitsch, a défendu au maire de Versailles, sous peine de cinquante mille francs d'amende, d'établir, d'ici au 5 Décembre, aucun magasin de choses nécessaires à la vie, qui commencent à manquer dans la ville. Garibaldi a réellement eu un petit avantage sur nos troupes, mais nos pertes en morts, blessés, et prisonniers ne se montent pas à plus de cent vingt hommes.

Au thé, on apprend que H., qui était avec nous à Meaux, est de retour, et que le Chef l'a reçu. D'après Bohlen, c'est un garçon un peu énigmatique, agent de Napoléon, ce qui ne l'empêche pas d'écrire dans une feuille démocratique très radicale de la province du Rhin, dont on dit même qu'il est en partie propriétaire, ni de se faire passer en Prusse pour un fier et patriotique républicain. C'est comme tel que le président V. nous l'a présenté. Le trait d'union entre les deux moitiés de cette double nature, aussi bien que le motif de sa visite actuelle sont enveloppés de mystère. On a parlé ensuite d'un monsieur qui, par désespoir, en voyant la con-

duite de certains personnages de l'*Hôtel des Réservoirs*, veut passer aux démocrates, s'il ne l'a pas déjà fait.....

MERCREDI, 23 *Novembre*. — Ce matin, je disais à un des conseillers : —

« — Savez-vous où on en est des arrangements avec la Bavière ? Ce soir, il faut l'espérer, ce sera une affaire faite.

— Oui, — répondit-il, — à moins que d'ici là il n'arrive quelque chose, et ce quelque chose n'a pas besoin d'être bien important. Savez-vous ce qui, dernièrement encore, a failli tout faire manquer?

— Quoi donc ?

— La question du hausse-col ou des épaulettes. »

Ayant été obligé de quitter mon interlocuteur, je n'ai pu avoir le mot de l'énigme qu'il y avait là-dessous. Plus tard, j'appris qu'il s'agissait de savoir si, à l'avenir, les officiers bavarois continueraient, comme par le passé, à porter sur le collet les marques de leur rang, ou s'ils les porteraient sur les épaules, comme ceux de l'Allemagne du Nord. A dîner, nous eûmes la compagnie d'un uniforme de hussards avec le brassard de Genève et d'un uniforme d'infanterie avec torsades sur les épaules. Sous le premier était le comte silésien de Frankenberg, grand bel homme à barbe rousse, qu'il portait tout entière, et sous le second était le prince Putbus. Le mérite de ces deux personnages avait été récompensé par la Croix de Fer. Les convives se plaignirent de la vivacité avec laquelle, à Berlin, on demandait le bombardement et des murmures qu'en causait l'ajournement. Le bruit que de grandes dames sont une des causes de ce retard paraît maintenant généralement répandu. La conversation étant tombée sur la manière dont la population des campagnes était traitée, Putbus raconta qu'un officier bavarois avait incendié tout un beau village et avait donné l'ordre de laisser couler le vin dans toutes les caves, parce que les paysans du lieu s'étaient conduits en traîtres. Un autre ajouta que les soldats avaient donné une terrible bastonnade à un curé, pris en flagrant délit de trahison. Le Ministre loua de nouveau l'énergie des Bavarois et ajouta au sujet du second fait : —

« — Il faut ou traiter les gens avec le plus d'égards possible ou bien les mettre hors d'état de pouvoir nuire. C'est l'un des deux. »

Après quelques instants de réflexion, il ajouta : —

« — Il faut être poli avec lui jusqu'au dernier échelon, mais il faut le pendre. On ne doit se permettre d'être grossier qu'a-

vec ses amis, quand on est sûr qu'ils ne le prendront pas en mauvaise part. C'est comme on se permet, par exemple, à l'égard de sa femme des impolitesses qu'on ne se permet pas avec les autres femmes. »

On parle du Duc de Cobourg, puis de l'aqueduc de Marly, que les boulets du fort n'atteignent point; enfin la conversation est amenée par le prince Putbus sur une marquise Della Torre, qui aime la vie des camps, a été devant Naples avec Garibaldi, et se trouve ici depuis quelque temps, circulant avec le brassard de Genève..... Quelqu'un parla du portrait commandé chez Bleibtren, et cela donna occasion à un autre convive de faire la description d'un tableau qui doit représenter le général Reille portant au Roi la lettre de Napoléon sur la hauteur de Sedan. On a critiqué ce tableau qui représente le général ôtant son képi avec le même geste que s'il voulait crier hourrah! ou vivat! Le Chef dit: —

« — Halte là! Il s'est conduit d'une manière absolument convenable et tout à fait digne. J'ai causé ensuite seul avec lui pendant que le Roi écrivait la réponse. Il me fit des observations. On ne pouvait pas faire des conditions dures à une si grande armée, qui s'était battue avec tant de bravoure. Je haussai les épaules. Alors, il dit qu'avant de s'y soumettre, ils se feraient sauter avec la forteresse. Je lui dis: « Faites sauter! » Je lui demandai ensuite si l'Empereur était encore sûr de l'armée et des officiers: Il répondit affirmativement. Si ses ordres seraient encore obéis à Metz? Reille répondit également oui, et comme nous l'avons vu, il avait encore raison, alors..... Je crois que, s'il eût fait la paix en ce moment-là, il règnerait encore aujourd'hui. Mais il est..... je l'ai déjà dit, il y a seize ans, quand personne ne voulait me croire! bon et sentimental..... »

Le soir, L. nous annonce qu'il est arrivé malheur à un correspondant des journaux de Berlin, le docteur Kayssler. Il y a huit jours, se rendant à Orléans, il a disparu, et l'on craint qu'il n'ait été tué par les francs-tireurs ou fait prisonnier (1). On aurait moins de regrets si cela était arrivé au correspondant des feuilles antiprussiennes de Vienne et de Francfort, un certain Voget, qui semble avoir le privilège de répandre toutes sortes de calomnies dans le monde sous la protection des autorités allemandes. Dès le commencement

(1) On sait que cette dernière supposition s'est trouvée être la vraie.

de la guerre, à Sarrebruck, il a eu des démêlés avec nos officiers, et aujourd'hui il a l'audace de publier que les Prussiens ont laissé, près d'Orléans, les Bavarois en péril en ne venant pas à leur secours à temps, en sorte que ce sont eux qui sont responsables de la défaite que les Bavarois ont subie. Si on le chassait d'ici, ce serait plus sage que ce que l'on a fait à ce pauvre Hoff.

Vers dix heures, je suis descendu pour le thé et j'ai encore trouvé Bismarck-Bohlen et Hatzfeld. Le Chef était au salon avec les trois plénipotentiaires bavarois. Au bout d'un quart d'heure, il entr'ouvrit la porte, avança la tête d'un air content, et voyant qu'il y avait encore de la compagnie, s'avança vers nous un verre à la main et prit place à table.

« — Enfin le traité bavarois est terminé et signé ! — dit-il avec émotion. — L'UNITÉ ALLEMANDE EST FAITE ET L'EMPEREUR ! »

Il y eut un moment de silence. Je lui demandai la permission d'aller m'emparer de la plume avec laquelle il avait signé.

« — Au nom du Ciel, prenez-les toutes les trois, — répondit-il, — mais la plume d'or ne s'y trouve pas. »

J'allai et je m'emparai des trois plumes qui étaient à côté du traité et dont deux étaient encore humides. D'après ce que W. m'a dit plus tard, celle qui était garnie de barbes des deux côtés était celle dont s'était servi le Chancelier, à côté se trouvaient deux bouteilles de champagne vides.

« — Apportez-nous-en encore une de celui-ci, — dit le Chef au domestique. — C'est un événement. »

Puis après quelques instants de silence, il ajouta : —

« — Les journaux ne seront pas contents, et celui qui écrira un jour l'histoire à la manière ordinaire pourra blâmer notre accommodement. Il pourra dire... »

Je cite exactement ses paroles, comme je le fais toujours quand je mets des guillemets.

« — ..... L'imbécile aurait pu demander davantage; il l'aurait obtenu, et il aurait bien fallu que les autres en passassent par là. Il pourrait bien avoir raison en disant qu'il aurait fallu. Mais moi j'avais plus à cœur qu'ils fussent intérieurement satisfaits de la chose. Qu'est-ce qu'un traité, quand on le fait parce qu'il le faut ?... Et je sais, moi, qu'ils s'en sont allés satisfaits. Je n'ai pas voulu les mettre à la torture, ni exploiter la situation. Le traité a ses lacunes, mais il n'en est que plus solide. Je le compte parmi les résultats les

plus importants auxquels nous soyons arrivés dans ces dernières années..... Pour ce qui est de l'Empereur, je le leur ai rendu acceptable dans les négociations en leur faisant observer qu'il serait plus facile pour leur Roi d'accorder certains droits à l'Empereur d'Allemagne, qu'à son voisin le Roi de Prusse..... »

Plus tard en vidant une seconde bouteille avec nous et avec Abeken qui était arrivé dans l'intervalle, il en vint à parler de sa mort, et nous dit exactement l'âge qu'il était dans sa destinée d'atteindre...

« — Je le sais, — dit-il en terminant, et en répondant à quelques dénégations : — c'est un nombre mystique. »

Jeudi, 24 *Novembre*. — Employé toute la matinée à travailler et à rédiger plusieurs articles dans le sens des observations faites hier soir par le Chef au sujet du traité avec la Bavière. Dans l'après-midi, étant allés faire une promenade dans le parc du château, W. nous a raconté qu'un certain colonel K. avait fait arrêter dans une localité des Ardennes, un avocat qui avait des intelligences secrètes avec une bande de francs-tireurs. Cet homme, condamné à mort par le conseil de guerre, s'était pourvu en grâce. Le Chef en ayant été informé a fait écrire aujourd'hui au Ministre de la Guerre qu'il proposerait au Roi de laisser la justice suivre son cours.

Au dîner, se trouvent le colonel Tilly de l'état-major, et le major Hill, invités par le Chef. Celui-ci se plaint de nouveau que les militaires lui font trop peu de communications et lui demandent trop rarement son avis.

« — Il en a été ainsi, — dit-il, — de la nomination de Vogel de Falkenstein qui vient de prendre des mesures arbitraires contre Jacoby. S'il fallait m'en expliquer devant le Reichstag, je m'en laverais les mains. On ne pouvait me tremper une soupe plus désagréable. Je suis, — répète-t-il, — venu à la guerre tout dévoué aux militaires; à l'avenir, j'irai avec les parlementaristes, et s'ils continuent à me vexer, je me ferai mettre un siège à l'extrême gauche. »

On vient à parler du traité avec la Bavière, et l'on dit que les difficultés contre lesquelles on a eu à lutter doivent aussi être attribuées au parti national, sur quoi le Ministre fait cette observation : —

« — C'est pourtant une chose étonnante qu'il y ait des gens très habiles, qui n'entendent absolument rien à la politique. »

Il dit ensuite, en changeant habilement de discours : —

« — Les Anglais sont hors d'eux, leurs journaux poussent à la guerre, à cause d'une lettre qui ne renferme pas autre chose que la discussion d'un point de droit : car la note de Gortschakoff n'est pas autre chose. »

Il développe davantage cette pensée, puis il revient à parler du retard du bombardement qui lui donne de l'inquiétude pour des motifs politiques.

« — Voilà, — dit-il, — qu'on a amené ici cet énorme parc de siège ; tout le monde s'attend à nous voir user de la poudre, et jusqu'à présent les pièces sont à ne rien faire. Cela nous a certainement fait du tort auprès des neutres. Le succès de Sedan se trouve par là considérablement amoindri dans ses effets et l'on se demande quelle en est la cause. »

VENDREDI, 25 *Novembre*. — Le matin, je télégraphie la nouvelle de la capitulation de Thionville qui a eu lieu cette nuit, puis je prépare pour le Roi un article de la *Neuen freien Presse*, qui qualifie la note de Granville de timide et d'incolore, et je prends des mesures pour qu'on publie dans toutes nos feuilles en France, les télégrammes qui, en Juillet dernier, ont exprimé à Napoléon l'adhésion de la population française à la déclaration de guerre qu'il nous a faite.

Dans l'après-midi, je passe une heure à visiter en compagnie de W. la galerie des portraits historiques du château, galerie très remarquable dans son genre, et où on trouve, entre autres, un très intéressant portrait de Luther. Nous nous sommes promenés ensuite dans les principales rues de la ville, nous avons visité les deux églises et le monument de Hoche. Partout nous avons rencontré une foule d'ecclésiastiques, de religieuses, de moines, et nous avons eu l'occasion d'admirer la quantité de marchands de vins et de cafés dont Versailles est pourvu. Un de ces établissements porte le nom singulier : *Au chien qui fume*. L'on voit en effet sur l'enseigne un chien une pipe à la gueule. Partout les gens qui étaient sur leurs portes se sont montrés polis, surtout les femmes. Les journaux ont dit que les mères et les bonnes d'enfants nous tournent le dos quand nous voulons caresser les petits enfants qu'elles tiennent dans leurs bras. C'est une chose que jusqu'à présent mon expérience personnelle ne me permet pas de confirmer. Cela au contraire leur faisait plaisir comme dans tous les pays, et elles disaient à l'enfant : *Faites une risette au Monsieur*. Ce qui est vrai,

c'est que la haute classe ne se montre presque nulle part dans les rues, et si cela arrive parfois, les dames sont en deuil par patriotisme et aussi parce que le noir sied bien aux femmes.

L. dans la visite qu'il a faite ici le soir comme d'habitude, nous raconte que Samwer est reparti depuis quelque temps, et que par conséquent il n'a pas été nommé préfet quelque part, comme l'ont annoncé les journaux, mais que la ville a l'honneur d'héberger une autre personnalité intéressante, le spirite américain Home, qui, si j'ai bien compris, est arrivé de Londres avec des recommandations qui lui ont procuré l'honneur d'être admis chez le Prince Royal.

SAMEDI, 26 *Novembre*. — Rédigé plusieurs articles, un, entre autres, sur l'étonnante liste de mises à l'ordre du jour de Trochu, parue dans le *Figaro* du 22 de ce mois. Le Chef me dit, en me lisant quelques passages de cette liste qu'il avait soulignés : —

« — Quelques-uns des héroïques exploits de ces défenseurs de Paris sont d'une nature si commune que les généraux prussiens ne les jugeraient pas dignes de mention ; d'autres sont de simples bravades, les autres enfin de pures impossibilités. Ajoutez à cela que les braves de Trochu, si on fait l'addition, auraient fait plus de prisonniers que les Français n'en ont fait à eux tous depuis le commencement du siège de Paris. Et puis voyez ce capitaine Montbrison, signalé comme ayant marché à la tête de la colonne d'attaque et comme s'étant fait porter par ses hommes par-dessus le mur d'un parc, afin de reconnaître ce qu'il y avait de l'autre côté, en quoi il ne fait après tout que son devoir. Voyez encore cette vanité théâtrale à l'occasion du soldat Gletty qui, par la fermeté de son attitude, a fait trois Prussiens prisonniers. La fermeté de son attitude ! Et nos Poméraniens traités avec ce mépris ! Tout cela serait parfaitement à sa place sur un théâtre des boulevards de Paris ou bien dans un cirque, mais dans la réalité !... Un peu plus loin, voilà un Hoff, qui dans différents combats individuels, n'a tué ni plus ni moins de vingt-sept Prussiens. Ce doit être un juif, ce triple tueur de neuf hommes. Peut-être un cousin de Malz-Hoff dans la vieille ou dans la nouvelle Wilhelmstrasse, en tous cas, un *miles gloriosus*. Enfin voilà un Terreaux qui a pris un fanion avec le porte-fanion. Un fanion est un petit drapeau pour les compagnies : or nous n'en avons point. Et voilà les sottises qu'un général en chef consigne dans un acte officiel.

En vérité, cette liste d'ordres du jour fait bien le pendant des récits de batailles parus sous le nom de *Toutes les Gloires de la France*, où le moindre tambour de Sébastopol et de Magenta a son portrait destiné à passer à la postérité, parce qu'il a battu le tambour. »

A dîner, nous avons deux invités du Chancelier, le comte Schimmelmann, hussard bleu-clair, à la physionomie un peu orientale, paraissant aller vers ses trente ans, et le beau-frère de Hatzfeld, Américain, plein de vivacité et de hardiesse. Le Chef a raconté, entre autres, ce qui suit : —

« — Hier, — a-t-il dit, — j'ai eu toutes sortes de mésaventures. C'était comme un enchaînement de choses fâcheuses. D'abord quelqu'un a demandé à me parler pour affaires importantes. C'était Odo Russell. Je l'ai fait prier de vouloir bien attendre quelques instants, étant occupé d'un travail pressé. Quand je m'informai de lui au bout d'un quart d'heure, il était parti, et de là pourtant dépendait peut-être la paix de l'Europe. Je me rendis donc chez le Roi dès midi, et c'est ce qui a été cause que je suis tombé entre les mains de... qui m'a obligé à écouter la lecture d'une lettre qui m'a arrêté un bon moment... J'ai perdu comme cela une heure, et ce n'est qu'après cela que j'ai pu expédier des télégrammes de grande importance, qui peut-être n'arriveront plus aujourd'hui aux personnes auxquelles ils sont destinés, en sorte qu'à leur défaut il pourra être pris telles résolutions, ou telles circonstances pourront survenir, qui sont capables d'avoir pour l'Europe les suites les plus sérieuses et de changer entièrement la situation politique. Mais tout cela, — ajouta-t-il, — vient du Vendredi. Affaires faites le Vendredi, décisions prises le Vendredi... »

Plus tard il demanda: —

« — Est-ce quelqu'un de ces messieurs qui a dit au maire de préparer le Trianon pour recevoir le Roi de Bavière ? »

Hatzfeld répondit qu'il en avait parlé lui-même au maire. Le Chef dit : —

« — Très bien ! (ces mots en français...) si toutefois il vient encore. C'est une idée qui ne me serait jamais venue que je jouerais un jour le rôle de majordome de Trianon. Et Napoléon ? et Louis XIV ? qu'en diraient-ils ? »

On parla ensuite du spirite américain Home, qui se trouve ici depuis plusieurs jours et que l'on dit avoir été invité à la table du

Prince Royal. Bucher dit qu'il était à craindre qu'il ne fût envoyé par quelqu'un pour agir sur l'esprit de personnages influents d'une manière préjudiciable à nos intérêts, et qu'ainsi il voulait engager le Chef à faire congédier ce compère.

Le soir, extrait pour le Roi différents articles du *Moniteur*, et lu dans les *Preussischen Jahrbuchern* la dissertation de Treitschke sur le Luxembourg et l'Empire d'Allemagne. Pendant la nuit, de dix heures et demie jusqu'après onze heures et demie, on tire des forts et des canonnières de la Seine. C'est une pluie de projectiles envoyés Dieu sait où. Le Chef fait cette réflexion : —

« — Il y a longtemps qu'ils ne se sont fait entendre. Laissons-les s'amuser. »

Dimanche, 27 *Novembre*. — Le matin, reçu le discours d'ouverture du Reichstag. Envoyé immédiatement à L. pour le faire traduire et imprimer. Après-midi, Russell reparaît. Le Chef le fait prier d'attendre dix minutes, et dans l'intervalle il va faire un ou deux tours de jardin avec Bucher. Comme il n'y a rien à faire, je fais une nouvelle visite à H. à La Celle. En m'y rendant, je suis arrêté trois fois par un poste, ce qui ne m'était jamais arrivé. Après une heure d'agréable causerie avec H. et les autres officiers dans le beau château qui donne sur le marché, je me dispose au retour en criant le mot d'ordre : « Officier payeur, Hermann! » Un employé de l'intendance, qui se rend à la ville dans une jolie calèche, me donne une place à côté de lui. Il a trouvé cheval et véhicule dans une écurie de Bougival, dont on avait muré la porte. Il a pris soin de les démurer. Il paraît que c'est lui aussi qui a découvert le grand approvisionnement de vin qu'on a trouvé dans cette localité et dont la distribution lui a été confiée; mais la provision maintenant doit tirer à sa fin.

A dîner, nous avons pour convives le comte Lehndorff et en outre un uniforme d'officier bavarois, le comte de Holnstein, bel homme, raide, figure pleine, teint animé, paraissant avoir passé la trentaine, manières agréables et ouvertes. C'est, dit-on, le grand écuyer du Roi Louis, et un de ses intimes. Le Chef parla d'abord de l'affaire russe et dit : —

« — Vienne, Florence, et Constantinople ne se sont pas encore prononcées, mais bien Pétersbourg et Londres, et ce sont ici les capitales importantes. Mais, de ce côté, les affaires sont en bonne voie. »

Ensuite il raconta quelques anecdotes de sa vie de chasseur : il parla de la chasse au chamois, « pour laquelle il n'a pas assez d'haleine », du plus lourd sanglier qu'il ait tué et dont « la hure seule pesait de quatre-vingt-dix-neuf à cent une livres », enfin du plus gros ours qu'il ait tué. Dans le cours du repas, la conversation tomba sur la situation politique à Munich, sur quoi Holnstein, entre autres, fit observer que l'ambassade française s'était fait avant la guerre de singulières illusions sur l'attitude de la Bavière. Elle avait formé son opinion d'après deux ou trois salons d'un Catholicisme exalté et très hostile à la Prusse, en sorte qu'elle avait cru pouvoir compter sur la victoire des patriotes et même sur un changement de monarque. Le Chef répond : —

« — Que la Bavière marcherait avec nous, c'est ce dont je n'ai jamais douté. Mais qu'elle se déciderait si vite, c'est ce que pourtant je n'osais pas espérer. »

On parla ensuite de la nécessité de fusiller les Africains coupables de trahison. C'était à l'occasion d'un fait raconté par Holnstein. Un cordonnier de Munich, des fenêtres duquel on pouvait très bien voir le convoi des turcos amenés prisonniers, avait, en faisant payer à l'entrée, recueilli beaucoup d'argent et versé soixante-dix-neuf florins à la caisse pour les blessés. De Vienne même il était venu de nombreux spectateurs pour assister à cette fête. Le Chef dit : —

« — Avoir fait ces noirs prisonniers, c'était déjà contre la convention.

— Aussi je crois qu'on ne le fait plus maintenant, — dit Holnstein.

— Je voudrais que l'on mît aux arrêts tout soldat qui fait prisonnier un de ces drôles, — répondit le Chef. — Ce sont des brigands, il faut fusiller cela. Le renard peut s'excuser en disant que sa nature est d'être ce qu'il est, mais ces gens-là... ce sont des monstres, des hommes dénaturés. Ils ont mis à mort nos soldats avec la barbarie la plus atroce..... »

Après le dîner, on fuma comme d'habitude, et le Ministre fit circuler un gros et lourd mais excellent cigare, en disant : *Pass the bottle.* Il paraît que les contemporains, dans ces derniers temps, lui témoignaient principalement leur reconnaissance en le fournissant abondamment de cigares : sur sa commode, on voit les boîtes pressées les unes contre les autres avec des *weeds ;* il en a donc assez, Dieu merci, ce qui lui fait grand plaisir.

L. nous annonce que Home est parti dès hier, si j'ai bien compris. Mais il s'est fait envoyer le *Moniteur* à Londres en s'abonnant pour un mois. Peut-être cela, comme aussi tout son voyage et sa visite au Quartier-Général, fait-il partie de ses tours de fantômes et d'esprits. Mais ce qui paraît suspect, c'est que le Cagliostro du pays des Yankees a demandé à parler au fils de Worth, le grand tailleur de Paris, qui fait attendre les duchesses dans son salon, lequel fils est tombé entre nos mains en voulant s'échapper en ballon. Du reste, on dit qu'il reviendra. D'après L., nos Versaillais sont dans la joie ayant depuis quelques jours abondance d'agréables nouvelles. Thiers et Favre, d'autres ajoutent, Trochu lui-même, sont dans la ville pour négocier avec le Roi Guillaume. Garibaldi, que nos généraux ont chassé de Dôle, aurait, d'après la source de mensonges à laquelle s'abreuvent les Versaillais, repris Dijon, et, ce faisant, capturé non moins de vingt mille soldats allemands. Un prince allemand est tombé entre les mains des Français aux environs de Paris, et le Roi, pour obtenir sa délivrance, a proposé de l'échanger contre les maréchaux Bazaine et Canrobert, mais l'offre a été repoussée. Enfin, le prince Frédéric-Charles a été battu à Rambouillet, à Dreux, et à Châteaudun, tandis que c'est précisément le contraire qui est arrivé, etc.... Jusque sur la tombe l'homme plante l'espérance.

XIII.

LE MALAISE QU'ON ÉPROUVAIT DANS LE REICHSTAG, AU SUJET DU TRAITÉ AVEC LA BAVIÈRE, EST TERMINÉ. — LE BOMBARDEMENT CONTINUE A SE FAIRE ATTENDRE.

Lundi, 28 *Novembre*. — Le matin, je télégraphie la capitulation de La Fère avec deux mille hommes, puis la victoire remportée par Manteuffel sur la Somme, près de Ladon et de Maizières Après cela, un nouvel article sur l'accord avec la Bavière. Le Chef s'informe de Home. Je lui dis qu'il est parti, mais qu'il paraît avoir l'intention de revenir. Il me donna l'ordre d'écrire immédiatement à la commandature d'arrêter Home s'il revient sans permission, et de l'en informer aussitôt après. S'il arrive muni d'une permission,

on le surveillera et on donnera avis de son arrivée au Ministre.

Dans l'après-midi, je fais avec Bucher une promenade à Saint-Cyr. A dîner, nous avons pour hôtes le prince Pless et le comte Maltzahn. Le Ministre a parlé d'abord du spirite américain, et a dit ce qu'il pense de lui et les mesures qu'il a prises à son égard. Bohlen s'est écrié : —

« — Sais-tu bien que Garibaldi a reçu, à son tour, une bonne volée ? »

Quelqu'un dit que, si on le faisait prisonnier, il serait fusillé comme un homme qui s'est immiscé dans la guerre sans avoir qualité pour cela.

« — Mais auparavant, — dit Bohlen, — on les mettrait en cage et on les montrerait en public.

— Non, — répliqua le Ministre, — j'aurais un autre plan. Il faudrait conduire les prisonniers à Berlin, leur suspendre au cou un écriteau en carton, sur lequel serait écrit *Reconnaissance*, et les conduire ainsi à travers la ville.

— Et ensuite à Spandau, — ajouta Bolhen.

— Ou bien on pourrait écrire dessus : *Venise-Spandau*, » — reprit le Chef.

On parla ensuite de la Bavière et de la situation à Munich. Après cela, quelqu'un, je ne sais plus à quelle occasion, remit sur le tapis les circonstances du message de Reille à Sedan, et on peut croire que le Roi s'était alors promis davantage de la lettre de l'Empereur Napoléon, et il en avait le droit, d'après ce que le Ministre a dit précédemment. Au lieu de se constituer simplement prisonnier, ce qui ne menait à rien, l'Empereur aurait dû alors faire la paix avec nous. Les généraux l'auraient suivi.... On en vint ensuite au bombardement et, à ce propos, on parla de l'Evêque Dupanloup. De ses intrigues actuelles, on passa au rôle qu'il avait joué au Concile dans les rangs de l'opposition.

« — Il me revient à ce sujet, — dit le Chancelier, — que le Pape a écrit une lettre très catégorique aux évêques français, ou au moins à plusieurs d'entre eux, pour leur dire qu'ils ne devaient pas accepter les avances des Garibaldiens. »

Quelqu'un ayant dit qu'il avait quelque chose très à cœur, le Chef saisit cette occasion de dire : —

« — Ce qu'il y a d'important, de plus important pour moi à présent, c'est ce que devient Villacoublay..... Que l'on me donne

seulement le commandement en chef pour vingt-quatre heures, et je prends sur moi la responsabilité. Je ne donnerai qu'un seul ordre : feu ! »

Villacoublay est une localité peu éloignée de Versailles, où se trouve encore le parc de siège, au lieu d'avoir été transporté dans les tranchées et dans les batteries. Le Chancelier a ainsi, par une démonstration sans réplique, demandé qu'on accélérât le bombardement.

« — Vous avez réuni trois cents canons, — continua-t-il, — avec cinquante ou soixante mortiers, et pour chaque pièce vous avez cinq cents coups à tirer. C'est assurément bien suffisant. J'en ai parlé à des officiers d'artillerie qui m'ont dit qu'à Strasbourg on n'avait pas employé la moitié de ce qui est déjà accumulé ici, et cependant Strasbourg était un Gibraltar auprès de Paris..... Il y aurait peut-être une caserne à brûler sur le Mont-Valérien, et si l'on faisait pleuvoir sur les forts d'Issy et de Vanves, une jolie pluie d'obus, de manière à les forcer à déguerpir... L'enceinte est de force médiocre, le fossé n'en est pas plus large que cette chambre n'est longue... Je suis convaincu que si nous jetons pendant quatre ou cinq jours des obus dans la ville elle-même, et qu'ils s'aperçoivent que notre tir va plus loin que le leur.... neuf mille pas... ils rabattront beaucoup de leur confiance. C'est de ce côté que sont les quartiers distingués. Quant aux gens de Belleville, ça leur est bien égal si ces beaux quartiers sont détruits : ça leur fait même plaisir de nous voir renverser les hôtels des riches..... Nous aurions bien pu laisser Paris de côté et passer outre ; mais puisque nous avons une fois commencé, il fallait faire les choses sérieusement. Pour affamer Paris il faudra peut-être encore longtemps, peut-être jusqu'au printemps : en tous cas ils ont de la farine jusqu'en Janvier..... Si nous avions commencé le bombardement il y a quatre semaines, il y a toute probabilité que nous serions aujourd'hui dans Paris, et c'est là le grand point. Mais comme cela, les Parisiens s'imaginent que de Londres, de Pétersbourg, et de Vienne, on nous fait défense de tirer, et les neutres croient à leur tour que si nous ne tirons pas, c'est par impuissance. Mais on finira un jour par connaître les véritables causes.... »

Le soir, je télégraphiai à Londres que le Reichstag avait de nouveau accordé cent millions pour continuer la guerre avec la France, et cela à l'unanimité moins huit voix de démocrates-socialistes;

puis, que Manteuffel avait pris possession d'Amiens. Ensuite rédigé plusieurs articles dont un pour défendre la modération du Chancelier dans les négociations avec la Bavière, comme inspirée par l'équité et non moins par la prudence. Il ne s'agit pas tant, y disais-je à peu près, d'obtenir de Munich telle ou telle concession désirable, que de faire en sorte que les Etats du Sud se trouvent bien de la nouvelle organisation politique de l'Allemagne. L'insistance ou la contrainte pour obtenir des concessions plus étendues serait de l'ingratitude, et même, après que les Bavarois auront rempli leur devoir patriotique, plus que de l'ingratitude; mais surtout de telles prétentions à l'égard de nos alliés seraient très impolitiques : car le mécontentement produit par une telle contrainte, serait d'une tout autre conséquence que la rédaction plus avantageuse d'une demi-douzaine d'articles d'un traité. Ce mécontentement montrerait bien vite aux neutres, à l'Autriche, etc., la fente où l'on pourrait mettre le coin pour affaiblir d'abord, pour détruire ensuite entièrement l'unité ainsi obtenue.

Conformément à la nouvelle donnée à L., il a été commis un vol ces jours derniers dans la galerie des tableaux historiques du château. Deux portraits ont été enlevés, celui d'une princesse Marguerite de Lorraine et celui de La Vallière. L'enquête qui a eu lieu tout de suite a fait connaître que le voleur s'est servi d'une fausse clef et qu'il devait être parfaitement au fait des habitudes des surveillants, ce qui n'est guère supposable de la part d'étrangers. Malgré cela il est à croire que les Français prétendront que c'est nous qui avons emporté ces portraits.

De neuf heures et demie du soir jusqu'à une heure du matin on entend de nouveau une vive canonnade vers le Nord.

Mardi, 29 *Novembre*. — Le matin les bouches à feu des Français font entendre un rugissement plus furieux que jamais, pendant que j'ai la joie de télégraphier de nouvelles victoires des armes allemandes. Hier, Garibaldi a reçu une bonne râclée auprès de Dijon, et les troupes du prince Frédéric-Charles ont hier aussi défait près de Beaune-la-Rolande les Français, quoique ceux-ci fussent supérieurs en nombre. Quand j'ai montré au Chef ce second télégramme avant de l'envoyer, il a dit: —

« — Dire beaucoup de centaines de prisonniers, c'est ne rien dire. Plusieurs centaines, c'est au moins mille, et si nous indiquons de

notre côté une perte d'un millier d'hommes, en disant seulement de l'ennemi que ses pertes ont été plus considérables, c'est une maladresse que les autres peuvent se permettre, mais pas nous. Je vous prie de vous montrer à l'avenir plus politique dans la rédaction de vos télégrammes. »

A déjeuner, on apprend que la canonnade de ce matin a coïncidé avec une sortie des Parisiens du côté de Villeneuve, où se trouvent les Bavarois, et que cette sortie a été repoussée. Après une heure de l'après-midi, on entend encore quelques coups tirés des forts. Il paraît qu'on s'attend à quelque chose de plus : car il y a dans l'Avenue de Saint-Cloud plusieurs batteries prêtes à partir.

L'après-midi, envoyé encore un article au sujet du traité avec la Bavière. Cet article sera tiré à beaucoup d'exemplaires à Berlin, où le mécontentement paraît s'être considérablement propagé. Plus tard, promenade au petit castel du Chesnay, où mes lieutenants se livrent à des divertissements comiques. Ils chantent entre autres la chanson des Onze Mille Vierges de Cologne.

A dîner nous avons pour convive le lieutenant-colonel de Hartrott. On a parlé entre autres choses de la manière dont se distribue la Croix de Fer, et le Chef a observé à ce sujet : —

« — Les médecins devraient l'avoir avec le ruban noir et blanc ; ils vont au feu, et il faut beaucoup plus de courage et de sang-froid pour s'exposer tranquillement à recevoir des balles et des boulets que pour charger l'ennemi. Blumenthal m'a dit qu'il ne pouvait pas la mériter, parce que c'était son devoir de se tenir loin du danger ; c'est pourquoi dans les batailles il choisissait toujours une position d'où il pût bien voir sans pouvoir être atteint, et en cela il avait parfaitement raison : un général qui s'expose sans nécessité doit être mis aux arrêts. »

On en vint ensuite à la conduite de l'armée, sur quoi il dit : —

« — Il n'y a que l'humilité qui mène à la victoire : la suffisance, la présomption conduisent à un résultat tout contraire.

Il demanda ensuite à Hartrott s'il était du Brunswick.

« — Non, — répondit-il, — je suis des environs d'Aschersleben.

— Ah ! je l'avais bien deviné, à votre manière de parler, — dit le Ministre, — ce doit être aux environs du Harz, seulement je ne savais pas de quel côté. »

D'Aschersleben on passa à Magdebourg, et de là on en vint à parler de son ami Dietze, dont il dit : —

« — Celui-là, c'est bien l'homme le plus aimable que je connaisse, sa maison est la plus hospitalière et celle où on est le plus à l'aise de toutes celles où j'ai jamais été. Bonne chasse, table excellente, femme charmante. Il vous reçoit avec cette cordialité naturelle... cette politesse du cœur (en français) qui ne vient pas de l'éducation, mais de la nature. Comme une chasse chez lui, qui vous accompagne sans fusil et se réjouit de voir ses hôtes tuer son gibier, ressemble peu à une certaine autre chasse où il est entendu d'avance que le maître de la maison tirera le plus, sinon il sera de mauvaise humeur et les domestiques n'auront nulle attention pour vous! »

Abeken demanda si le mot politesse du cœur était bien réellement d'origine française.

« — Gœthe parle aussi de la politesse du cœur, en allemand. L'origine doit être allemande.

— Oui, certainement, l'origine est allemande, — dit le Chef. — La chose ne se trouve que chez les Allemands. J'appellerais cela la politesse de la bienveillance, du bon cœur, dans le meilleur sens du mot... la politesse de la serviabilité. Vous rencontrez cela jusque chez nos simples soldats, quelquefois, à la vérité, sous des formes un peu lourdes. Les Français n'ont pas cela, *ils* ne connaissent que la politesse de la haine et de la jalousie. Chez les Anglais on trouverait plutôt quelque chose d'analogue, » — continua-t-il.

Il loua ensuite Odo Russell, dont le caractère franc et naturel lui plaisait fort.

« — Il n'y avait qu'une chose qui, dans les commencements, me donnait un peu de prévention contre lui. J'ai toujours entendu dire et toujours reconnu par expérience qu'il faut se tenir sur ses gardes avec tous les Anglais qui parlent bien français : or, il parle admirablement le français. Mais il se fait très bien entendre aussi en allemand. »

Au dessert, il dit : —

« — Je vois que je mange trop, ou, pour parler plus exactement, que je mange trop en une fois. Je ne pourrai donc pas me défaire de cette sotte habitude de ne manger qu'une fois par jour? Autrefois c'était encore pire. Le matin, je ne prenais que mon thé et ne mangeais plus rien jusqu'à cinq heures du soir, mais je ne discontinuais pas de fumer, et cela m'a fait beaucoup de mal. Main-

tenant, sur le conseil des médecins, je mange au moins deux œufs le matin et je fume peu. Mais je devrais faire plusieurs repas. Cependant il ne faut pas que je prenne quelque chose tard dans la soirée, parce que cela m'empêche de dormir. Je ne digère que quand je suis éveillé. »

Le soir, il me fallut télégraphier encore une fois la bataille et notre victoire de Beaune, qui avait eu pour effet de faire échouer la tentative des Français de faire une trouée jusqu'à Fontainebleau, avec le gros de l'armée de la Loire. Plus tard, je dus envoyer encore un télégramme au Ministère de la Guerre à Berlin, pour demander qu'on envoyât partout des mandats d'arrêt contre les officiers français qui, au mépris de la parole donnée, s'échappent de captivité, et de nous envoyer ces ordres pour que nous les fassions publier dans les journaux français. Un peu plus tard encore, il me montra un rapport d'un aide de camp de Kératry, commandant en chef de l'armée de Bretagne, au sujet de la grâce pompeusement et théâtralement accordée à un soldat, rapport que je ferai insérer, en le faisant suivre de quelques observations, dans notre *Moniteur*, et que je conserverai comme souvenir de la manière dont ces officiers-amateurs de nouvelle création se comportent et de la complaisance avec laquelle ils se mirent dans la presse. Voici ce que le comte de Kératry a fait mettre dans les journaux il y a quelques jours : —

Du Camp de Conlie, 18 *Novembre, minuit.*

Le général en chef (Kératry) m'a autorisé à vous envoyer la dépêche suivante : « Ce jour est un de ceux que l'armée de Bretagne n'oubliera jamais. Un soldat condamné à mort a reçu sa grâce à deux heures, au moment même où il devait être fusillé. Ce soldat s'était très mal comporté à l'egard du général Bonedec, commandant du camp. Depuis sa condamnation, les aumôniers et les officiers d'état-major s'étaient entremis pour obtenir sa grâce. Mais le général de Kératry avait répondu qu'il ne pouvait l'accorder. Toutes les troupes du camp étaient donc réunies aujourd'hui à une heure pour assister à l'exécution. A deux heures tout était prêt. Le condamné, accompagné de deux aumôniers, attendait l'instant fatal. Il montrait une fermeté d'autant plus grande qu'il n'avait plus de grâce à attendre. A l'heure dite, la sentence du conseil de guerre fut lue devant les troupes assemblées. On entendit ensuite le premier roulement de tambour. Au second tout devait être fini. La bière était prête, la fosse creusée d'avance. C'était un instant d'angoisse affreuse. Mais voilà qu'au moment où le dernier signal allait être donné, M. de Kératry s'avance, ordonne d'arrêter, et (absolument comme dans un mélodrame) dit d'une voix retentissante : —

« Officiers et soldats de l'armée de Bretagne! Un des nôtres, qui s'est rendu cou-
« pable d'un acte d'insubordination, a été condamné à mort par le conseil de
« guerre; je lui accorde sa grâce, mais à l'avenir toute faute contre la discipline
« sera punie sans rémission. J'espère que l'exemple qui vient de vous être donné
« suffira pour prévenir toute désobéissance aux lois militaires et aux ordres de vos
« supérieurs et que vous me récompenserez de cet acte de clémence par une dis-
« cipline sans égale. Afin que justice soit rendue à tout le monde, je lève toutes
« les autres punitions. »

Ce discours fut accueilli par un tonnerre d'acclamations et par les cris: *Vive Kératry!* (de nouveau comme au théâtre). Les officiers d'état-major, qui avaient intercédé pour le coupable, étaient profondément émus. Toutes les troupes défilèrent ensuite devant le général en chef, et quoiqu'il leur fût enjoint de garder le silence, elles crièrent toutes de nouveau : *Vive Kératry!* Le soir, les officiers d'état-major exprimèrent leur reconnaissance au comte. Cet acte de clémence a fait une profonde impression sur les troupes, et j'espère qu'il aura pour effet d'affermir encore davantage la confiance qu'on a en lui.

La manière d'agir ridiculement théâtrale des gens qui sont au pouvoir en France ne peut être mieux caractérisée que par la reproduction de ce rapport, et les braves soldats français sont à plaindre d'être obligés de combattre pour satisfaire la vanité de ces héros de mélodrame et pour le maintien de leur autorité.

Je ne mentionne le fait suivant que comme un exemple des sentiments de nos serviteurs en ce qui concerne le retard du bombardement et comme un échantillon des fables qui trouvent créance parmi eux. Quand, en descendant aujourd'hui pour la dernière fois de l'appartement du Chef, je me rendais à ma chambre par l'escalier de service, Engel me dit :

« — Monsieur le docteur, maintenant ça va aller; bientôt ce sera fini avec Paris.

— Comment ?.. Je pense, moi, que cela durera encore longtemps. On ne veut pas tirer.

— Non, monsieur le docteur, je le sais, mais il ne m'est pas permis de le dire.

— N'importe, dites toujours.

— Le Roi, — me dit-il à mi-voix du bas de l'escalier, — le Roi a dit aujourd'hui à notre Excellence chez le Ministre de la Guerre : Le 2 commencera le bombardement... »

Après dix heures, les Français tirèrent le canon de tous les forts: dans quel but ? c'est ce que nous ignorons. Au thé, auquel le Chef vint prendre part, arrivèrent encore de bonnes nouvelles au sujet de la bataille d'hier. On remit ensuite de nouveau sur le tapis

l'éternelle question du retard du bombardement, puis on parla de la convention de Genève. Le Ministre dit qu'on se verrait forcé de la dénoncer, car les choses ne pouvaient pas aller ainsi et ce n'est pas ainsi qu'on peut faire la guerre..... Delbruck n'a, paraît-il, pas télégraphié bien exactement ce qui en est des chances qu'a le traité avec la Bavière d'être ratifié par le Reichstag. Il semblerait que le Reichstag ne serait pas capable de prendre une résolution et que le traité de Versailles serait attaqué à la fois par les progressistes et par le parti national-libéral. Le Chef dit à ce sujet : —

« — Pour ce qui est des progressistes, ils sont conséquents avec eux-mêmes : ils veulent revenir à 1849. Mais les nationaux-libéraux?... Eh bien, s'ils ne veulent pas ce qu'ils demandaient encore à cor et à cri au commencement de cette année, en Février, et ce qu'ils peuvent avoir maintenant, il nous faudra les dissoudre, c'est-à-dire le Reichstag. Alors le parti progressiste sortira encore affaibli des nouvelles élections, et il y aura aussi quelques-uns des nationaux-libéraux qui ne reviendront plus. Mais en attendant le traité n'est pas ratifié, la Bavière se ravise, Beust vient s'en mêler, et nous ne savons pas ce qui peut en arriver. Je ne peux guère me rendre à Berlin. Le voyage est long et incommode, et ma présence ici est vraiment nécessaire. »

A ce propos il parla de l'état des choses en 1848.

« — A cette époque, il y eut un moment où les circonstances étaient très favorables à une union de l'Allemagne sous la Prusse, — dit-il. — Les petits princes étaient pour la plupart impuissants et désespérés. S'ils avaient pu seulement sauver une grande fortune pour eux, des domaines, des apanages, etc., la plupart se seraient montrés prêts à tout. Les Autrichiens étaient occupés en Hongrie et en Italie. L'Empereur Nicolas n'avait encore fait aucune opposition. Si avant le mois de Mai 1849 on fût allé en avant, que l'on eût montré de la résolution, que l'on se fût arrangé avec les petits, on aurait gagné facilement le Sud, à cause de la disposition où étaient l'armée wurtembergeoise et l'armée bavaroise de se joindre à la révolution de Bade, ce qui, à cette époque, n'était pas impossible. Mais on a perdu le temps à ajourner les résolution et à prendre des demi-mesures; c'est ainsi qu'on a laissé l'occasion s'échapper. »

Vers onze heures, arrive encore un télégramme de Verdy au sujet de la sortie de ce matin. Verdy s'est dirigé du côté de L'Hay et

cinq cents soldats sont tombés entre ses mains. Le Chef exprima un vif regret de ce qu'il fallait encore faire des prisonniers et qu'on ne pût pas les fusiller tout de suite. Nous en avions plus qu'assez et les Parisiens y trouvaient l'avantage de se débarrasser d'autant de bouches qu'il nous fallait nourrir et il nous restait à peine de la place pour loger tous ces prisonniers.

MERCREDI, 30 *Novembre*. — Dans la matinée, écrit longuement à T., afin de lui donner les raisons pour lesquelles on n'a pas fait à la Bavière les conditions que lui et son parti jugent absolument nécessaires. Envoyé les mêmes renseignements à S. Dans la seconde moitié de la nuit et le matin, vive canonnade de grosses pièces au delà des bois qui sont entre nous et Paris. Wolmann prétend même avoir entendu le grincement des mitrailleuses et la fusillade, mais d'autres n'en savent absolument rien... Le Chef paraît penser sérieusement à prier le Roi de le décharger de ses *fonctions* et à partir pour... comme s'il était à la veille de prendre son parti!!!

Dans l'après-midi, j'ai fait avec Wollmann une promenade en voiture à Marly, où un peu plus tard sont venus à cheval le Chancelier, Abeken, et Hatzfeld, qui nous ont rencontrés en haut de la montagne, près de l'aqueduc. Nous avons vu de là que du Nord de Paris on dirigeait une vive canonnade du côté de Gonesse. Il s'élevait des nuages de fumée blanche, au milieu desquels brillaient par intervalles les éclairs des coups de canon.

A dîner où se trouvaient le prince Putbus et Odo Russell, le Chef raconta qu'il avait essayé une fois seulement de spéculer sur les fonds publics au moyen de la connaissance qu'il avait des secrets d'Etat, mais que cela ne lui avait pas réussi.

« — Je reçus à Berlin, — dit-il, — l'ordre de parler à Napoléon au sujet de l'affaire de Neufchâtel. Ce devait être au printemps de 1857. Je devais lui demander quelle attitude il comptait prendre dans cette affaire. Or, je savais qu'il s'expliquerait d'une manière favorable, et que cela présageait une guerre avec la Suisse. En passant à Francfort, où je résidais alors, j'allai donc chez Rothschild, que je connaissais, et je lui dis de vendre une valeur qu'il avait chez lui, parce qu'il n'y avait pas de chances de hausse. « — Pour cela, — dit Rothschild, — ce n'est pas mon avis ; cette valeur est bonne, vous le verrez. » « — Oui, — dis-je, — mais si vous saviez ce que je sais, vous penseriez différemment. » Il répondit que,

quoi qu'il en fût, il ne pouvait pas me conseiller de vendre. Pour moi, qui étais mieux informé, je vendis mes titres et continuai mon voyage. A Paris, Napoléon fut très précis et très aimable. Il ne voulut pas, à la vérité, accorder au Roi ce qu'il désirait : le passage des troupes par l'Alsace et la Lorraine, parce que cela aurait excité trop de mécontentement en France, mais il approuva, d'ailleurs, complétement l'entreprise. Il ne pouvait lui être que très agréable de voir supprimer ce nid de démocrates. Jusque-là j'avais donc réussi. Mais je n'avais pas compté sur notre politique à Berlin, qui, dans l'intervallle, s'était ravisée..... sans doute à cause de l'Autriche.... le projet fut donc abandonné. La guerre ne fut point déclarée. Mes titres montèrent de plus en plus à partir de ce moment, et il ne me resta que le regret qu'ils ne fussent plus à moi. »

On parla ensuite du bombardement de Villacoublay et de la prétendue impossibilité d'amener rapidement les munitions nécessaires. Le Chef dit : —

« — J'ai déjà dit deux ou trois fois à ces messieurs que nous avons ici une multitude de chevaux qu'il faut mener promener tous les jours pour qu'ils ne pourrissent pas à l'écurie. Ne pourrait-on donc pas les employer à un autre objet ?.... »

On parla de la villa Caffarelli qui venait d'être achetée pour l'ambassade à Rome, et Russell et Abeken dirent que cette villa était très belle. Le Chancelier dit : —

« — Ah ! oui, nous avons aussi ailleurs de beaux hôtels, même à Paris et à Londres. Celui de Londres est seulement trop petit, d'après les idées qu'on a sur le Continent. Bernstoff a si peu de place que, selon qu'il reçoit quelqu'un, ou qu'il a à travailler, ou qu'il se présente quelque autre éventualité, il est obligé de quitter sa chambre. Son secrétaire de légation occupe dans la maison une plus belle chambre que lui. Celle de Paris est belle et bien située. C'est assurément le plus bel hôtel d'ambassade de Paris, et il représente une valeur considérable, en sorte que je me suis déjà demandé si nous ne ferions pas mieux de le vendre et de donner à notre envoyé, comme indemnité de logement, les intérêts du capital que nous retirerions de la vente. Les intérêts de trois millions et demi de francs, c la ferait un bon supplément de traitement pour lui, qui ne reçoit que cent mille francs. Mais, après mûre réflexion, j'ai vu que la chose n'était pas faisable. Il ne convient pas à la dignité d'une grande puissance que ses envoyés habitent un appartement

loué où ils sont exposés à recevoir congé, et en cas de déménagement à transporter à travers les rues les papiers de l'Etat. Il faut que nous ayons nos maisons à nous, et nous devrions en avoir quelques-unes partout. Pour celle de Londres, il y a une circonstance particulière. Elle appartient au Roi, et tout dépend de l'énergie avec laquelle l'envoyé sait défendre son intérêt. Il peut arriver que le Roi ne reçoive aucun loyer, et cela arrive en effet quelquefois.... »

Le Chef loua Napier, l'ancien envoyé anglais à Berlin.

« — On avait de très bons rapports avec lui, — dit-il. — Buchanan aussi était un brave homme, un peu sec, mais en qui on pouvait avoir confiance. Maintenant nous avons Loftus. La situation d'un ambassadeur anglais à Berlin a ses charges et ses difficultés particulières, ne fût-ce qu'à cause des relations de parenté. Elle demande beaucoup de tact et d'attention. »

Il y avait là sans doute une insinuation tacite que Loftus ne remplissait pas tout à fait cette condition. Le Ministre alors, peut-être afin de caractériser encore mieux la manière d'être du représentant actuel de S. M. Britannique, amena la conversation sur Gramont, sur quoi il dit : —

« — Celui-là et Ollivier sont pour moi les vrais coupables. Si cela m'était arrivé, en voyant le mal que j'avais fait, je serais au moins entré dans un régiment, je me serais fait franc-tireur, parbleu ! quand j'aurais dû être pendu ensuite. Avec sa taille, avec sa force, Gramont était fait pour le métier de la guerre. »

Russell raconta comment il l'avait vu à Rome en costume de chasse avec une veste de velours bleu.

« — Oui, — dit le Chef, — ce doit être un bon chasseur ; il en a la robuste musculature. Il aurait fait un excellent garde forestier. Mais pour un Ministre des Affaires Etrangères... on comprend à peine comment Napoléon a pu faire un tel choix. »

Le soir, L. raconta qu'il a vu aujourd'hui deux pièces de siège attelées de huit chevaux traverser Versailles, se rendant probablement à une des batteries de Sèvres ou de Meudon.

Au thé, Bohlen raconte que Hatzfeld a été invité hier à la table du Roi. Sur quoi Abeken avait dit d'un ton mélancolique : —

« — Moi, par exemple, je n'ai jamais eu cette chance d'être commandé pour la table ; je n'y vais jamais que pour le thé. »

A dix heures, le Ministre vint nous rejoindre. Il parla de nouveau du bombardement et dit ; —

« — Si ce que l'état-major disait encore à Ferrières était vrai, qu'il suffirait de trois heures pour battre en brèche deux ou trois forts, de manière à pouvoir ensuite avancer contre la faible enceinte, ce serait bien. Mais maintenant cela dure trop longtemps. Jusqu'à Sedan un mois, et ici déjà trois mois, car demain c'est le 1er Décembre. Le danger d'une intervention des neutres croît de jour en jour. Cette intervention commence à se produire amicalement, mais cela peut finir très mal... Si j'avais prévu cela il y a trois mois, j'aurais eu de grandes inquiétudes. »

Plus tard, Abeken revint de chez le Roi, auquel depuis quelque temps il fait les rapports à la place du Chancelier. Il avait entendu dire qu'aujourd'hui trois sorties avaient eu lieu, l'une contre les Wurtembergeois, une autre contre les Saxons, et la troisième contre le 6e Corps. Le Roi pensait que les assiégés avaient tenté de percer nos lignes.

« — Mais où donc ? — demanda le Ministre. — Ils iraient se jeter dans un sac. Ce serait ce qui pourrait nous arriver de plus heureux. Qu'ils viennent avec huit bataillons, nous leur en opposerons dix, et de meilleures troupes qu'eux. Il peut se faire au reste qu'ils aient quelques nouvelles confuses de l'approche de l'armée de la Loire ; mais ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'elle a été rejetée en arrière... Ah ! — dit-il, en s'adressant à moi, — on peut mettre dans un télégramme ce que Putbus disait aujourd'hui : Des blessés auxquels on permettait de rentrer dans Paris, ont refusé. »

Cette nuit on n'a pas tiré.

Je me suis dit déjà une fois : Il y a encore en France quelques hommes raisonnables. Aujourd'hui j'en rencontre encore un. Dans un premier article du journal de Lyon, *la Décentralisation*, intitulé UNE VOIX DE LA PROVINCE, et signé L. DUVARENNES, on lit entre autres choses : —

Aussitôt après la chute de l'Empire, les députés de Paris ont cru qu'il était de leur devoir de fonder un gouvernement. C'est un fait que l'histoire impartiale jugera, aussi bien que la conduite d'une Chambre qui, du moins en partie, avait été élue plutôt dans un intérêt dynastique que dans l'intérêt national. C'est de ce fait qu'est sorti le gouvernement provisoire et la proclamation précipitée de la République, qui attend encore la ratification du pays.

Nous comprenons très bien, sans les excuser, les mouvements des premiers jours ; nous trouvons même naturel que le peuple français, n'ayant pas l'habitude de prendre en main ses propres affaires, enivré de ce qui lui paraissait un succès, quand la justice éternelle ne faisait que reprendre ses droits et se manifestait à tous les yeux, nous trouvons, disons-nous, tout naturel que sur beaucoup de points du pays, il ait confondu l'arbitraire avec la liberté.

Nous avons déjà dit plusieurs fois quels sont, dans notre opinion, ceux qui favorisent cette confusion d'idées, et si l'on est autorisé à soupçonner d'être l'auteur d'un crime celui à qui le crime profite, les partisans du gouvernement renversé ont un intérêt si évident au maintien du désordre en France, que l'on peut bien les accuser tout haut de s'y employer avec tous les moyens qui sont entre leurs mains.

Ici l'auteur de l'article se trompe.

Quelle doit être l'attitude du gouvernement, s'il veut réellement défendre la patrie en danger, qu'a-t-il fait pour cela? Il devait avant tout adresser un appel à la nation et lui faire part par ses représentants de toutes les mesures que la situation commandait pour assurer le bien public. Il fallait prêcher par son exemple l'union de tous les Français.

Or, nous sommes obligés de constater que l'union, qui est en même temps l'obéissance, a fait défaut partout, et que nous avons trop de gouvernements de fait, pour pouvoir reconnaître facilement quel est le gouvernement de droit.

Tours fait des élections, Paris n'en veut pas entendre parler. Ensuite Paris à son tour fait des élections que Tours repousse. Lyon a un drapeau, la France en a un autre. Marseille se soulève ; à Perpignan le sang coule dans les rues; Esquiros cède enfin la place à Gent, qui est reçu à coups de revolver ; à Toulouse, Duportal, qui prêche la guerre civile, reste à son poste malgré le gouvernement de Tours. Est-ce là de l'union? Est-ce là un gouvernement?

En présence de tels faits peut-on contester encore la nécessité d'un gouvernement régulièrement institué? Il y a encore une autre classe de citoyens qui s'opposent aux élections. Ce sont les gens qui sont au pouvoir.

Ont-ils peur par hasard que le pays les renvoie à leurs occupations précédentes? En tout cas l'obstination avec laquelle ils se cramponnent à la dictature nous permet de nous méfier d'eux. Ils voient que le pouvoir, qu'ils se sont attribué de leur propre autorité, leur échappe, ils s'efforcent de s'y consolider, et on parle sourdement dans ces régions d'un plébiscite confirmant le *statu quo* et de la formation d'une sorte de représentation nationale bâtarde pour le temps de la guerre. Mais nous ne nous laissons pas séduire par ces grossiers simulacres de liberté et nous ne nous lassons pas de demander pour tous une libre et égale faculté d'exprimer leur volonté. Le temps n'est pas propre à demander aux électeurs de voter par oui ou par non pour tel ou tel candidat. On a laissé tomber la toile sur la comédie du plébiscite, qui a été sifflée, nous le disons bien haut à l'honneur de notre pays.

Toute proposition tendant à cela ne peut être prise au sérieux. Rien ne nous empêche de procéder de suite à nos élections municipales, pour rendre aux communes urbaines ou rurales leur droit le plus sacré dont elles ont été injustement dépouillées par la prétention de Paris à être le tuteur de la France. Qu'elles nomment leurs municipalités, qu'elles choisissent leurs maires, qu'en un mot elles soient libres, et c'est du sein des communes que sortira la vraie représentation de la France.

Sous le César d'hier, on a fait les plus beaux discours pour flétrir les mesures de prudence officielles en ce qui concerne la liberté des votes. Ce patriotisme de MM. Gambetta et Favre n'aurait-il donc été qu'une indigne comédie? On le croirait vraiment si le César d'aujourd'hui ne voulait pas enfin donner lieu à la volonté populaire de se manifester. Nous voulons de vraies élections, c'est-à-dire la commune, parce que nous voulons voir des gens capables de décider de notre destinée, parce que nous avons horreur de l'hydre de l'anarchie, qui lève déjà son horrible tête.

Voilà pourquoi nous ne cesserons de demander des élections communales et l'union de ces élus en un Parlement de la Défense Nationale, si l'on veut se défendre, mais en tout cas un Parlement représentant la France.

JEUDI, 1er *Décembre*. — Dans la matinée, on a encore tiré quelques coups des forts. J'ai télégraphié que la sortie d'hier a eu pour résultat un engagement très vif avec la division wurtembergeoise, la plus grande partie du 12e Corps, et quelques parties des 6e et 2 Corps ; enfin que l'ennemi a été repoussé sur toute la ligne. Des blessés ont refusé de profiter de la permission qui leur était offerte de rentrer dans Paris. Après cela je me suis mis, comme d'habitude, à parcourir les journaux en notant les endroits remarquables et en faisant des extraits.

A déjeuner, Abeken paraît avec les cheveux raccourcis. Il demande à Bismarck-Bohlen comment cela lui va.

« — A merveille, monsieur le conseiller intime. Mais voici d'un côté une boucle qui est plus longue que de l'autre.

— Cela ne fait rien ; c'est exprès; c'est mon habitude de la porter comme cela. Mais autrement, ne trouvez-vous rien à reprendre ?

— C'est admirablement réussi, monsieur le conseiller intime. »

Le vieux jeune homme sortit tout joyeux en sifflant, tandis que Hatzfeld le suivait des yeux d'un air étonné.

A dîner, nous avons pour convive M. de Saldern, premier lieutenant, qui a assisté, en qualité d'aide de camp, aux derniers combats du 10e Corps avec l'armée de la Loire.

D'après lui, ce corps avait été pendant quelque temps cerné à Beaune-la-Rolande, par les forces supérieures des Français qui avaient essayé de gagner Fontainebleau en tournant une des ailes de notre armée. Il s'est défendu pendant sept heures entières avec la plus grande intrépidité et avec une fermeté inébranlable contre les attaques de l'ennemi. Ce sont surtout les troupes placées sous le commandement de Wedel, et en particulier les hommes du 16e régiment, qui se sont distingués

« — Nous avons fait plus de seize cents prisonniers, — dit Saldern, — et la perte des Français est évaluée à quatre ou cinq mille hommes.

— Oui, — répond le Chef, — mais les prisonniers ne sont maintenant qu'un désavantage pour nous : c'est un surcroît de charges. »

Saldern, dans le cours de son récit, ayant raconté qu'un Français était venu tomber à dix pas d'une barrière défendue par nos fusils à aiguille, le Ministre dit : —

« — Au moins celui-là était par terre. »

Plus tard, il donna à Abeken des instructions au sujet du rapport qu'il devait faire au Roi à sa place.

« — Dites aussi à Sa Majesté, — ajouta-t-il en terminant, — que si nous permettons qu'il y ait un Français à Londres (pour la conférence chargée de la révision du Traité de Paris de 1856) et cela ne devrait pas être, à la rigueur, ce Français représentant un gouvernement qui n'est pas reconnu par les puissances et qui n'est pas destiné à exister longtemps, nous pouvons faire cela pour plaire à la Russie en ce qui concerne *cette question*, mais s'il se met à parler d'autre chose, il faut le mettre dehors. »

Le Chef raconta ensuite l'incident suivant : —

« — Aujourd'hui, me trouvant chez Roon, je fis une démarche qui ne sera pas inutile. Je me fis montrer les appartements de Marie-Antoinette, dans le château, et je me dis ensuite : Il faudrait pourtant aller voir une fois ce que font les blessés. Je demandai à un des infirmiers : « — Vos gens ont-ils de quoi manger? » « — Oh! pas trop; un peu de soupe, qui a la prétention d'être du bouillon, avec des tranches de pain, et du riz qui n'est qu'à moitié cuit. Pour de la graisse, il n'y en a guère. » « — Et le vin? — demandais-je. — Vous donne-t-on de la bière?» « — On leur a donné à peu près un demi-verre de vin par jour,» — répondit-il. Je m'informai près d'un autre qui n'avait rien reçu du tout. Puis, j'interrogeai un troisième, qui dit qu'on leur avait donné un peu de vin d'abord, mais que depuis trois jours, ils n'en avaient plus reçu. Je fis les mêmes questions à plusieurs autres, à une douzaine en tout, même à des Polonais, qui ne me comprenaient pas et qui n'exprimaient qu'en riant la joie qu'ils avaient de voir que quelqu'un s'occupait d'eux. Ainsi, ces pauvres soldats blessés ne recevaient pas ce qu'on devait leur donner, et de plus il faisait froid dans les chambres, parce qu'on avait défendu de faire du feu, de peur d'endommager les tableaux qui étaient suspendus aux murs. Comme si la vie d'un seul de nos soldats n'est pas plus précieuse que toute la friperie de tableaux du château. L'infirmier me dit en outre, que les lampes n'étaient allumées que jusqu'à onze heures, et que les soldats restaient ensuite dans l'obscurité jusqu'au matin. Auparavant, j'avais parlé encore à un sous-officier blessé au pied. Il me dit qu'il était content, quoique les choses eussent pu être mieux; qu'on avait des égards pour lui, mais que pour les autres... Un chevalier de Saint-Jean bavarois, prit son courage à deux mains, pour me dire que le

vin et la bière étaient fournis, mais qu'il y en avait vraisemblablement la moitié ou plus qui restait en route quelque part, et qu'il en était de même des aliments chauds et autres dons charitables. Je me fis alors conduire chez le médecin en chef. « — Eh bien, où en sommes-nous avec nos malades?... — lui demandai-je. Les nourrit-on convenablement ? » — « Voici le règlement des rations. » — « Ça ne me dit rien, ce n'est pas avec du papier qu'on nourrit les hommes... Ont-ils du vin? » — « Tous les jours un demi-litre. » — « Pardon, mais les hommes disent que ce n'est pas vrai. Je les ai interrogés, et il n'est guère à supposer qu'ils mentent, quand ils disent qu'ils n'en ont point reçu du tout. » — « Voici, monsieur, qui peut attester que tout est en ordre et qu'on exécute le règlement. Venez avec moi et je les interrogerai en votre présence. » — « Je m'en garderai bien, mais il sera pourvu à ce que l'auditeur vienne leur demander si on leur donne tout ce que l'inspecteur reçoit pour eux... » — « Il y aurait là un grave reproche aussi pour moi, » dit-il, — « Oui, — répondis-je, — assurément. Mais j'aurai soin que la chose soit éclaircie officiellement, et cela sous peu (1) ».....

Plus tard il ajouta : —

« — Nous avons surtout deux classes où se commettent des fraudes; ce sont les vers de farine qui ont affaire avec les approvisionnements, et les employés constructeurs, surtout ceux qui sont chargés des travaux hydrauliques. Malheureusement cela arrive aussi chez les médecins. Je me rappelle qu'il n'y a pas longtemps..... il peut y avoir dix-huit mois environ..... on fit une grande enquête au sujet de fraudes commises dans les fournitures militaires, et où, à mon grand étonnement, se trouvèrent impliqués une trentaine de médecins. »

Ensuite il demanda tout à coup : —

« — Un de ces messieurs saurait-il me dire ce que c'est que Niethammer?

Quelqu'un dit que ce devait être un philologue, un autre qu'un ami de Hegel s'appelait ainsi; Keudell observa qu'il y avait un diplomate de ce nom, qui nous voulait très peu de bien. Le Chef dit : —

(1) Nous verrons plus bas que du soupçon qui est exprimé ici et qui ne semblait que trop justifié par les apparences, il ne resta rien en définitive qu'une insuffisance générale dans la fourniture des choses nécessaires aux malades et l'humanité et l'esprit de justice du Ministre, dont j'ai voulu donner la preuve en racontant cet épisode.

« — Il doit avoir été en relation avec Harless, qui était un théologien bavarois et un de nos amis. »

Le soir, arrangé pour le Roi l'interpellation de Dunker au sujet de l'emprisonnement de Jacoby, telle qu'elle est donnée dans la *National Zeitung*.

Plus tard, le Chancelier est venu nous trouver à onze heures et demie passées; nous étions au thé. Après quelques moments il dit : —

« — Des journaux sont mécontents du traité avec la Bavière. Je l'ai prévu dès le commencement. Il leur déplaît que certains employés s'appellent Bavarois quand ils doivent se conformer à nos lois dans l'exercice de leurs fonctions. Il en est de même des militaires, ce qui est le point important. L'impôt sur la bière ne leur plaît pas non plus; comme si nous ne l'avions pas depuis bien des années dans le Zollverein. Et ils ont encore toutes sortes d'autres objections semblables à faire, quand cependant tout ce qui est *essentiel a été atteint* et solidement établi. Ils font comme si nous avions fait la guerre contre la Bavière, comme en 1866 contre la Saxe, tandis que nous avons pourtant les Bavarois pour alliés. Avant d'approuver le traité, ils aiment mieux attendre qu'ils aient obtenu l'unité dans la forme qui leur est agréable. Alors ils pourront attendre *longtemps*. Le chemin qu'ils veulent prendre conduit aux atermoiements, tandis qu'il s'agit d'arriver vite. Si nous temporisons, l'ennemi, le mauvais ennemi, le diable, aura le temps de semer l'ivraie dans le champ. Le traité nous assure beaucoup: celui qui veut tout peut être cause qu'on n'obtienne rien. Ils ne se contentent pas de ce qu'on a obtenu, ils veulent plus d'uniformité. Mais s'ils reportaient pourtant leur pensée à cinq ans en arrière..... de quoi se seraient-ils contentés alors? Une Assemblée constituante!.... Quand le Roi de Bavière ne permet pas qu'on fasse des élections pour cela. Le peuple bavarois ne l'y forcera pas, ni nous non plus. Oui, il est facile de critiquer, quand on n'a aucune idée de l'état des choses. »

On passa alors à un autre sujet.

« — Voilà, — dit-il, — que je viens de lire le rapport sur la surprise du bataillon Unna. Les habitants de Châtillon y ont pris part, quoique d'autres, à la vérité, aient caché nos gens. Pourquoi n'a-t-on pas brûlé la ville dans le premier mouvement de colère? Plus tard, de sang-froid, cela n'était plus faisable. »

Un moment après, il prit plusieurs pièces d'or avec lesquelles il joua quelques instants : —

« — C'est étonnant, — dit-il, — combien on voit ici de gens bien mis vous demander l'aumône. J'ai déjà vu cela à Reims; mais ici c'est bien pis..... Comme on voit rarement aujourd'hui des pièces d'or à l'effigie de Louis-Philippe ou de Charles X! Je me souviens que quand j'étais jeune, quand j'avais vingt ans, on voyait encore quelques pièces à l'effigie de Louis XVI et à celle de Louis XVIII, le gros. Le nom même de louis d'or n'est plus en usage. Si l'on veut parler avec distinction chez nous, on dit frédéric d'or. »

Il tint ensuite un napoléon d'or en équilibre sur le bout de son doigt du milieu, comme s'il eût voulu le peser, et continua : —

« — Cent millions de doubles napoléons d'or,ce serait à peu près le montant de l'indemnité des frais de la guerre en argent aujourd'hui... plus tard, il en coûtera davantage... quatre mille millions de francs. Quarante mille thalers en or doivent peser un quintal; trente quintaux peuvent aller sur un bon fourgon à deux chevaux. Je sais que j'ai eu une fois quatorze mille thalers en or à transporter de Berlin chez moi : que c'était lourd!.... Cela ferait à peu près huit cents fourgons. »

— Ces fourgons-là, on se les procurera plus vite que les fourgons pour les munitions du bombardement, — dit quelqu'un dont, comme à la plupart d'entre nous, la patience était à bout au sujet de ces mesures.

— Oui, — répliqua le Chef, — mais Roon m'a dit ces jours derniers qu'il a à Nanteuil plusieurs centaines de fourgons qui peuvent être employés au transport des munitions. Nous avons là trois cents dix-huit canons, ils en veulent encore quarante et on pourrait aussi se les procurer, disait Roon. Mais d'autres ne veulent pas en entendre parler. »

Plus tard, Hatzfeld dit : —

« — Ce n'est que depuis cinq ou six semaines qu'ils n'en veulent plus. A Ferrières, Bronsart et Verdy disaient encore : En trente six heures nous rasons les forts d'Issy et de Vanves, et ensuite nous avançons sur Paris. Puis tout à coup plus rien..... »

Je demandai ce que Moltke pensait de tout cela.

« — Oh! pour lui, il ne s'en inquiète pas! » — répondit Hatzfeld.

Mais Bucher dit : —

« — Moltke est pour le bombardement. »

En jetant encore un coup d'œil sur notre *Moniteur* avant de me mettre au lit, j'y vis toute une colonne qui fourmillait de noms d'of-

ficiers français faits prisonniers, et qui, en violation de leur parole se sont évadés des lieux où ils étaient internés. Capitaines et lieutenants, infanterie et cavalerie, Français du Nord et Français du Midi, tous s'y trouvaient. Deux s'étaient échappés de Dresde, non moins de dix de Hirschberg.

Il paraît qu'à Paris, si l'on en croit les informations des familles anglaises et belges, la situation, en ce qui concerne les nécessités de la vie, est déjà assez critique, mais toutefois encore supportable, au moins pour les gens aisés. On ne manque pas encore de pain, de légumes secs, ni de conserves. La viande fraîche de bœuf est devenue très rare et très chère. La viande de cheval et d'âne, « qui toutes deux valent mieux que leur réputation », dit une lettre, la remplacent pour la plupart des Parisiens. Les rats commencent à être un article recherché. Les chiens et les chats sont des mets de luxe qui, à l'entrée de la nuit, ne se montrent plus *impunément* sur les boulevards. L'huile s'épuise, il n'y a plus de charbon de bois, et les provisions de charbon de terre diminuent à vue d'œil. A la mi-Novembre, la livre de beurre coûtait 25 à 26 francs, une oie, 35 francs, une livre de viande de cheval, 3 ou 4 francs, et les légumes frais aussi bien que le lait n'étaient plus à la portée des gens peu aisés.

VENDREDI, 2 *Décembre.* — Dans la matinée, encore une fois exposé les grandes idées du Chef en ce qui concerne le traité avec la Bavière, tant dans des lettres que dans un article de journal. A déjeuner, on dit qu'il y a eu aujourd'hui une nouvelle sortie du côté où se trouvent les Wurtembergeois et les Saxons, et que cette fois les Français ont déployé de grandes masses d'infanterie. Nous avons plusieurs degrés de froid, ce qui est triste pour les blessés sur le champ de bataille. Dans l'après-midi, traduit pour le Roi le grand article du *Times* sur la réponse de Gortschakoff à la dépêche de Granville.

A dîner, Alten, Lehndorff, et un officier en uniforme de dragon, avaient été invités par le Chef. L'officier de dragons était un monsieur de Thadden, fils de Thadden-Trieglaff. Le Chef raconta qu'à son retour d'une promenade en voiture, il venait de s'occuper d'améliorer les logements des soldats de garde.

« — Jusqu'à présent, — dit-il, — ils ont logé dans une remise appartenant à madame J***, où l'on ne pouvait pas faire de feu.

Cela ne pouvait continuer ainsi, et j'ai donné l'ordre au jardinier de leur laisser la moitié de la serre chaude. « Mais les plantes de Madame gèleront, » observa la jardinière. « Tans pis, » dis-je, « mais cela vaut mieux que de laisser geler les soldats. »

Ensuite il parla du danger que le Reichstag vînt à rejeter le traité avec la Bavière, ou du moins à y faire des changements

« — J'ai la plus grande inquiétude, — dit-il. — Ces gens-là n'ont aucune idée de la situation. Nous sommes assis sur la pointe d'un paratonnerre ; si nous perdons l'équilibre, que j'ai eu tant de peine à établir, nous dégringolons immédiatement. Ils veulent avoir plus que ce qu'il était possible d'obtenir sans pression, et plus que ce qu'ils auraient été heureux d'obtenir en 1866 !... S'ils avaient alors obtenu seulement la moitié de ce qu'on leur offre aujourd'hui ! On veut améliorer, introduire plus d'unité que d'uniformité ; mais que l'on change seulement une virgule, tout est à recommencer, et il faudra de nouvelles négociations. Où auront-elles lieu ? Ici, à Versailles ? Et si nous n'avons pas terminé pour le 1er Janvier.... ce dont bien des gens à Munich seraient très contents.... ç'en est fait de l'unité allemande... peut-être pour des années, et les Autrichiens feront leurs affaires à Munich. »

Après le potage, on servit, comme premier plat, des champignons accommodés de deux manières différentes.

« — Voilà un plat qu'il faut manger avec dévotion et recueillement, — dit le Chef, — car c'est un présent de nos soldats, qui les ont trouvés dans une carrière ou dans une cave où il y a une couche préparée pour faire venir des champignons. Le cuisinier a tout particulièrement soigné sa sauce, qui est excellente. Dernièrement il y a eu un autre présent de nos soldats, encore plus agréable et certainement plus rare... Quel était donc le régiment qui a envoyé les roses ?

— Le 47e, — répondit Bohlen.

— Oui, c'était un bouquet de roses cueilli sous le feu.... probablement dans un jardin, sur la ligne des avant-postes. Ah ! il me revient qu'à l'hôpital, j'ai trouvé un soldat polonais qui ne sait pas lire l'allemand. Il voudrait bien avoir un livre de prières polonais. Quelqu'un en aurait-il un ? »

Alten dit que non, mais qu'il pouvait lui donner des journaux polonais. Le Chef : —

« — Non, ce n'est pas ce qu'il faut. Il ne les comprendrait pas, et

puis ces journaux-là nous font de l'opposition. Mais peut-être Radziwill aura-t-il quelque chose? Un roman polonais pourrait faire l'affaire, pour Twardowski ou quelque chose comme cela. »

Alten promit de s'en occuper.

On parla ensuite de la canonnade d'aujourd'hui et, pendant ce temps, on entendait encore quelques coups de canon du côté de la Seine. Quelqu'un dit : —

« — Ces pauvres Wurtembergeois auront encore perdu beaucoup de monde.

— Et les pauvres Saxons aussi, sans doute, » — répliqua le Chef.

On parla de Ducrot, qui vraisemblablement commandait la sortie, et on dit qu'il avait de bonnes raisons pour ne pas se laisser prendre.

Le Chef regarda tout autour de lui.

« — Où est donc Krausick ? — demanda-t-il. — Il faut espérer qu'il n'aura pas oublié d'acheter pour ce soldat la marmelade de pommes que je lui ai promise. Il était seulement blessé au bras, mais il avait l'air très souffrant et grelottait la fièvre..., vraisemblablement par suite de la suppuration. »

On en vint encore une fois à parler des spéculations sur les valeurs de Bourse, et le Ministre contesta de nouveau la possibilité, au moins en thèse générale, d'arriver à de grands résultats au moyen de la connaissance, nécessairement limitée, qu'on peut avoir des événements politiques futurs. De tels événements n'exercent leur influence sur la Bourse qu'un peu plus tard, et il est impossible de savoir d'avance le jour où cette influence se fera sentir.

« — Oui, — continua-t-il, — si l'on pouvait amener une baisse en enfilant ces choses (1). Mais ce sont là des manœuvres ignobles. Un ministre français a fait comme cela, à ce que R. m'a raconté dernièrement. Par là, il a doublé sa fortune. Si l'on veut profiter de sa situation, on peut s'arranger de manière à se faire envoyer par des employés complaisants dans les légations, en même temps que les dépêches politiques, les télégrammes de toutes les Bourses. Les dépêches politiques sont toujours expédiées avant les autres par le télégraphe, on a donc ainsi vingt ou trente minutes d'avance dont on peut profiter. Il faut avoir ensuite un juif qui courre bien et qui exploite cet avantage dans votre intérêt. Il y a des gens qui ont fait

(1) Probablement : en communiquant ces nouvelles à la Bourse.

comme cela. De cette manière, on peut gagner ses quinze cents ou ses quinze mille thalers par jour, et au bout de quelques années cela fait une jolie fortune. Mais il ne faut pas que mon fils dise un jour de son père qu'il l'a rendu riche par ce moyen-là ou par tout autre moyen semblable. Il peut s'enrichir d'une autre manière, s'il doit jamais être riche... Autrefois, avant d'être Chancelier de la Confédération, j'étais plus riche que je ne le suis maintenant. On m'a ruiné par la dotation. Depuis lors, je suis dans la gêne. Autrefois, je me regardais comme un simple gentilhomme campagnard; maintenant que j'appartiens en quelque manière à la pairie, les exigences croissent, et mes biens n'y suffisent pas...... Quand j'étais envoyé du gouvernement à Francfort, ça allait, et il me restait toujours quelque chose. De même à Pétersbourg, où je n'avais pas besoin de tenir un état de maison et où je n'en tenais point. »

Il raconta ensuite comment il avait établi à Varzin une fabrique de pâte à papier en bois de pin et en bois ordinaire, dont il se promettait de grands avantages. Le fermier lui payait l'intérêt du capital qu'il avait mis dans ces moulins et dans tous les bâtiments de la fabrique.

« — A combien se monte ce capital? — demanda quelqu'un.

— Quarante ou cinquante mille thalers. Il me paye, — dit-il, — pour la force hydraulique, qui jusque-là était sans emploi, deux mille thalers par an; il m'achète tous mes troncs de pins, dont je pourrais difficilement me défaire autrement, et dans trente ans, il devra me rendre tous les moulins dans l'état où il les aura maintenus. Maintenant, il n'y en a qu'un, mais on va en ajouter un second dans un endroit où la chute d'eau a plus de force, et plus tard un troisième..

— Mais quels produits obtient donc le fermier?

— De la pâte à carton pour reliures, pour papiers d'emballage, pour boîtes, etc., surtout à destination de Berlin; puis des tablettes de bois de pin en pâte, qui vont en Angleterre où on les dissout et où on en fait du papier après y avoir mélangé quelques autres substances. »

Il nous expliqua tout cela comme un homme du métier.

SAMEDI, 3 *Décembre*. — Pendant la nuit, on entendit de nouveau une vive canonnade du côté du Nord; mais dans le courant de

la journée on ne tira que quelques coups des grosses pièces. Il paraît qu'hier, à l'Est et au Nord-Est de Paris, ont eu lieu des engagements sérieux avec de grandes pertes, même de notre côté; et il est probable que le soir encore, les Français se sont maintenus dans les villages de Brie, de Villiers, et de Champigny, sur un terrain qui, auparavant, faisait partie de nos lignes. J'envoie, en Allemagne, une communication de l'état-major, relativement à ces événements. Cette communication laisse dans l'incertitude la question de savoir si nos troupes sont ou non restées maîtresses de ces points, et elle ne parle que des fortes masses de Français qui ont été repoussées en arrière par les Saxons, qui y ont perdu un bataillon tout entier, par les Wurtembergeois, et par le 2e Corps. En même temps je télégraphie, en Allemagne, la nouvelle d'un combat victorieux près de Loigny et d'Artenay. A une heure et demie, le Chef monte en voiture pour se rendre chez le Grand-Duc de Bade, dont la femme fête aujourd'hui son jour de naissance; ce soir, il doit dîner chez le Roi. Nous avons comme convive, le comte d'Holnstein, qui était parti Samedi dernier pendant la nuit pour se rendre auprès du Roi de Bavière, à Hohenschwangau, et qui était déjà de retour aujourd'hui à midi.

« — Vous avez fait là un voyage qui mérite d'avoir sa place dans l'histoire du monde, » — lui dit Bohlen.

J'interrogeai Bucher à ce sujet.

« — Le comte a été là-bas pour la question de l'Empereur, et il rapporte de bonnes nouvelles, » — me répondit-il.

Une chose surprenante aujourd'hui, c'est que six fois dans la journée, les Français ont tiré le canon, quatre coups chaque fois, deux à des intervalles d'environ quatre secondes, et deux presque en même temps.

Singulière feuille que *le Gaulois*, qui a émigré de Paris à Bruxelles! Ses rédacteurs continuent à écrire comme s'ils étaient encore enfermés dans Paris où ils trouvaient des lecteurs assez crédules pour accepter leurs fables les plus monstrueuses. C'est ainsi, par exemple, que ces dignes enfants du Père du Mensonge annoncent que la Prusse a fait payer vers la mi-Octobre, par une maison de Londres, quatre cent cinquante mille thalers à certains personnages qui habitent la France et que l'on croit être des espions prussiens. Un peu plus loin, ils disent que Moltke est mort et enterré depuis trois semaines, mais que tout soldat allemand qui s'avise d'en parler, est im-

médiatement fusillé. Le Roi Guillaume, afin de ne pas assister aux événements qui se préparent autour de Paris, serait déjà depuis douze jours à Berlin, sous prétexte d'ouvrir le Reichstag. Enfin, à Mutzig, près de Strasbourg, on a exécuté trente-six pères de famille, dont les fils se sont enrôlés dans l'armée française; on leur a coupé le nez et les oreilles, et on a suspendu leurs corps aux murs de l'église, où ils sont depuis un mois. Le rédacteur en chef suit d'ailleurs sa tendance fantaisiste. Il combat Gambetta, qu'il appelle un tyran et auquel il reproche de ne pas agir dans l'intérêt de la France, mais dans l'intérêt de la République, qui n'est autre chose que sa dictature et son despotisme; enfin de sacrifier la patrie à son ambition. A Paris, il paraît qu'il n'était pas en position de pouvoir exprimer ces idées avec assez de vigueur. C'est pourquoi il s'est échappé et a cherché, avec trois de ses sous-rédacteurs, à se glisser à travers nos lignes. Ils y ont réussi, mais ce qui ne leur a pas réussi, c'est de continuer à faire paraître leur feuille dans une ville française de la province, parceque, là aussi, on ne les aurait pas vus de bon œil attaquer Gambetta. C'est ainsi qu'ils ont été en Belgique poursuivre leurs attaques. Des notes sur cette feuille de blagues ont été envoyées au *Moniteur* et aux autres journaux allemands.

Plus tard, je fis un article sur la neutralité du Luxembourg, et la perfidie avec laquelle on y exploite cette neutralité, pour venir en aide de différentes manières aux Français, dans leur lutte contre nous. Voici quelle était la suite des idées: De notre côté, on a déclaré au commencement de la guerre, que la neutralité du Grand-Duché serait respectée; naturellement sous la condition tacite que le gouvernement et la population du Luxembourg auraient toujours l'attitude qui convient aux neutres. Mais cette condition n'a pas été remplie. Tandis que nous avons fidèlement tenu notre promesse, quelques inconvénients que nous en ressentissions, notamment en ce qui concerne le transport de nos blessés, la neutralité a été violée du côté des Luxembourgeois à plusieurs reprises et de la manière la plus flagrante. Déjà, précédemment nous avons eu à nous plaindre de ce que la forteresse de Thionville a été approvisionnée par des convois de nuit, grâce à la connivence des employés des chemins de fer et des agents de la police Grand-Ducale. Après la capitulation de Metz, un grand nombre de soldats français ont passé par le Luxembourg, pour retourner en France, et aller rejoindre l'ar-

mée française, qui opère contre nous dans le Nord. Dans la gare même de la ville de Luxembourg, le vice-consul de France a établi un véritable bureau, où ces soldats sont pourvus d'argent et de passeports. Le gouvernement Grand-Ducal a laissé faire tout cela, sans même essayer d'entraver cet appui donné aux adversaires de l'Allemagne. Il n'aura donc pas à se plaindre, si à l'avenir dans nos opérations militaires, nous n'avons plus égard à sa neutralité, et il ne pourra trouver injuste que nous exigions de lui la réparation du dommage que nous a causée la tolérance avec laquelle il a permis ces violations de la neutralité.

Dimanche, 4 *Décembre.* — Beau temps. A de rares intervalles, un coup de canon du côté du Nord. Je télégraphie qu'hier et aujourd'hui, les Français n'ont plus essayé de percer nos lignes, et que le Prince Frédéric-Charles s'avance et s'est emparé de plusieurs canons.

Nous avions à table l'ancien ministre de Bade, M. de Roggenbach, un premier lieutenant M. Sarwardski, et le chevalier de Saint-Jean bavarois de Niethammer, dont les traits ont une noblesse remarquable, et dont le Chef a fait dernièrement la connaissance à l'ambulance. Le Ministre parla d'abord d'une nouvelle visite qu'il avait faite, aujourd'hui, aux blessés dans le château. Puis il dit : —

« — Sauf Francfort et Pétersbourg, il n'y a pas de pays étranger, où j'aie jamais fait un si long séjour qu'ici. Nous passerons ici les fêtes de Noël, ce sur quoi nous ne comptions déjà plus. Nous serons encore à Versailles à Pâques ; nous y verrons reverdir les arbres, et nous y attendrons encore des nouvelles de l'armée de la Loire. Si on avait pu prévoir cela, nous aurions bien pu faire établir des plants d'asperges dans le jardin. »

Plus tard, il s'adressa à Roggenbach : —

« — Je viens de jeter un coup d'œil sur les extraits des journaux. Comme ils critiquent les traités ! Ils n'en laissent rien subsister. La *National Zeitung*, la *Kolnische Zeitung*... la *Gazette du Weser* est encore, comme toujours, la plus raisonnable..... Eh bien, le mieux qu'il y ait à faire, est de prendre son parti de la critique. Mais si rien ne réussit, on en a la responsabilité, tandis que les critiques sont irresponsables. Pour moi, il m'est très indifférent qu'ils me blâment, pourvu que le traité passe au Reichstag. L'his-

toire pourra dire que le pauvre Chancelier aurait pu mieux faire, mais j'étais responsable..... Si le Reichstag veut faire des amendements, chaque Landtag de l'Allemagne du Sud pourra en faire d'autres; et alors l'affaire traînera en longueur, et nous n'arriverons pas à avoir la paix comme nous la voulons, et comme il nous la faut. L'Alsace ne peut pourtant pas être revendiquée, si l'on n'a pas créé une personnalité politique, s'il n'y a pas d'Allemagne qui l'acquièrre en son nom. »

On a parlé des négociations de paix qui pourraient suivre la capitulation de Paris, qui est imminente, et des difficultés qui en naîtraient.

« — Favre et Trochu, — commença le Chef, — peuvent dire : Nous ne sommes pas le gouvernement, nous en avons fait partie, mais nous nous sommes démis, nous ne sommes que de simples particuliers. Je ne suis rien que le citoyen Trochu..... Pourtant, je trouverais bien moyen de les forcer, les Parisiens. Je leur dirais : Vous êtes deux millions d'hommes qui me répondez sur vos personnes. Je vous tiens encore affamés pendant vingt-quatre heures, jusqu'à ce que nous obtenions de vous ce que nous voulons. Et puis ensuite, encore une fois vingt-quatre heures, quoi qu'il puisse en arriver. Moi, je prendrais bien cela sur moi, mais..... je formerais bien ma conscience là-dessus, mais ce qui est derrière, derrière mon dos, ou plutôt ce qui est sur ma poitrine et y pèse au point de me couper la respiration..... Oui, si on était Landgrave! Pour ce qui est d'être dur, ce n'est pas ce qui me manquerait. Mais malheureusement, on n'est pas Landgrave (1). Dans ces derniers jours, on vient de remettre sur le tapis une idée vraiment insensée, par une compassion sentimentale pour ceux qui sont dans la ville. On doit établir ici de grands magasins d'approvisionnements pour les Parisiens. On fera venir les provisions de Londres, de Belgique, et les magasins seront dans nos lignes, et nos soldats se contenteront de les regarder, mais il ne leur sera pas permis d'y toucher, quand même il n'auraient pas à manger... cela pour que les Parisiens ne souffrent pas de la famine après avoir capitulé..... Nous autres ici, nous ne manquons de rien, cela est vrai, mais pour nos

(1) Allusion à un Landgrave de Thuringe, qui, égaré à la chasse et réfugié dans la cabane d'un forgeron, crut entendre pendant son sommeil le maître de la maison frapper à coups redoublés sur son enclume en disant : *Sois dur, Landgrave!*

troupes qui sont là dehors, elles n'ont pas toujours tout ce qu'il leur faut, et elles devront souffrir, afin que les Parisiens, sachant qu'au dehors on s'occupe d'eux, ajournent la capitulation jusqu'au jour où ils auront mangé leur dernier pain et tué leur dernier cheval. On ne me demande pas mon avis, mais je me laisserai pendre plutôt que de consentir à cela..... Mais c'est moi qui en suis cause. J'ai été assez imprudent pour attirer l'attention de la diplomatie, c'est vrai, sur la famine qui allait venir. »

J'avais eu à faire cela aussi dans la presse.

On passa à la ronde le fromage de gruyère, ce qui donna occasion à quelqu'un de poser la question de savoir si le fromage allait bien avec le vin.

« — Certains fromages avec certains vins, — dit le Ministre. — Le fromage fort, comme le gorgonzola ou le fromage de Hollande ne vont pas bien avec. Les autres, à la bonne heure. Je me souviens que dans le temps où l'on buvait bien en Poméranie, *il y a deux* ou trois cents ans, c'était la famille des Rammin qui avait la réputation de boire le plus. Un membre de cette famille reçut une fois de Stettin un vin qui ne lui plaisait pas. Il écrivit au marchand pour s'en plaindre, mais celui-ci lui répondit en allemand de l'époque : « Mangez du fromage avec ce vin, monsieur de Rammin, et vous trouverez ce vin aussi bon à Rammin qu'on le trouve à Stettin. »

L. raconta, quand il arriva à huit heures pour chercher des nouvelles, que l'ambassadeur, M. de Goltz, lui avait dit en 1866 qu'il avait expédié un courrier au Quartier-Général prussien à Kœnigsgratz, avec la nouvelle que l'Empereur Napoléon ne faisait aucune objection à l'annexion de la Saxe, mais que ce courrier était arrivé deux ou trois heures trop tard. On sait que la chose ne s'est pas passée de cette manière-là. J'engageai ensuite L. à faire pour le grand journal, dont il est le correspondant, un article étendu sur la manière dont on envisage ici le traité avec la Bavière. Il y dirait à peu près ceci · D'abord il serait impossible de dicter à la Bavière les conditions de son entrée dans la Confédération avec le reste de l'Allemagne, comme on l'a fait à l'égard de la Saxe en 1866 ; car il ne s'agit pas d'un vaincu, mais d'un allié victorieux. Si dans la paix, on n'a pas voulu exercer de contrainte à son égard, on peut encore bien moins l'en menacer aujourd'hui qu'elle a combattu à nos côtés, peu importe par quels motifs, car toujours est-il qu'elle l'a fait dans la confiance que son indépendance serait

respectée dans une certaine mesure convenable. Enfin, si le Reichstag change quelque chose aux conventions, les Landtags de l'Allemagne du Sud pourront aussi prétendre à corriger ce qui leur est incommode, et de cette façon-là on ne verra pas la fin des négociations, tandis qu'à cause de l'annexion de l'Alsace-Lorraine il est extrêmement à souhaiter que les conventions soient promptement terminées.

Après dix heures, quelques coups de canon se succèdent rapidement de l'un des forts, suivis peu après de quelques autres. On dit que les Wurtembergeois se sont très bien battus dans la grande sortie de Ducrot du côté de la Marne, ainsi que les Saxons, qui ont perdu, dans cette occasion, quelques centaines de prisonniers. Nous aurions fait, nous, huit cents Français prisonniers.

Après dix heures et demie, je descends pour le thé, où Bismarck-Bohlen et Hatzfeld se trouvent déjà avec trois chasseurs qui attendent les ordres du Chef. Celui-ci n'arrive qu'à onze heures de chez le Grand-Duc de Bade. Il écrit rapidement une lettre au crayon au commandant en chef du 4e Corps et la donne à l'un des chasseurs. Ensuite, il raconte que le Grand-Duc vient de recevoir du Roi la nouvelle que nos troupes auraient déjà traversé la forêt d'Orléans, et qu'elles sont immédiatement devant la ville. Quand les autres furent partis avec les chasseurs, je lui demandai : —

« — Excellence, ne ferai-je pas bien de télégraphier tout de suite à Londres la bonne nouvelle ?

— Oui, — dit-il en souriant, — pourvu que l'état-major-général nous permette de parler des mouvements de l'armée. »

Il lut ensuite les télégrammes de Reuter avec les nouvelles du côté français. Au mot *tardé*, vraisemblablement mal écrit, il observa : —

— Ce doit être un Saxon qui a télégraphié cela... — en me regardant, — soit dit sans vous offenser. »

Les conseillers rentrèrent avec Abeken, qui avait été chez le Roi, avec lequel il avait eu l'honneur de prendre le thé. On parla de la note de Gortschakoff, de l'Angleterre, du voyage du comte de Holnstein, de ses heureuses suites, et de l'audience qu'il avait eue chez le Roi Guillaume..... Bohlen dit : —

« — A Berlin, la population ne peut se contenir. Demain, il y aura un beau tapage avec l'Empereur. On veut illuminer, et on fait déjà des préparatifs grandioses.... ce sera une fête merveilleuse.

— Oui, — répondit le Chef, — et cela produira, je l'espère, un bon effet sur le Reichstag. Au reste, ç'a été très gentil de la part de Roggenbach d'être prêt immédiatement à partir pour Berlin. »

C'était pour prêcher la modération aux mécontents du Reichstag.

LUNDI, 5 *Décembre*. — Très beau temps, matinée très froide. Dès le matin, le Chef reçoit, étant encore au lit, un billet de Bronsart qui lui annonce que le 3e et le 9e Corps sous la conduite du Prince Frédéric-Charles, ont remporté une grande victoire, que la gare et un faubourg d'Orléans ont été pris par Mannstein, que le Grand-Duc de Mecklembourg a paru à l'Ouest de la ville, et que plus de trente canons et plusieurs milliers de prisonniers sont tombés entre nos mains. Près d'Amiens également, nos troupes, après un combat victorieux, se sont emparées d'un matériel de guerre considérable, dans lequel figurent cent pièces de canon. Enfin, ici devant Paris, les Français se sont retirés derrière la Marne. Je télégraphie cela à notre manière, et le Ministre ne trouve, cette fois, rien à reprendre dans ma longue dépêche.

Il me fit appeler peu après, et je rédigeai un démenti dans l'affaire de la Bavière, dans lequel les idées jusque-là exprimées au sujet de cette affaire étaient un peu modifiées, puis je le mis dans la boîte à cigares accrochée à la muraille dans le bureau en guise de boîte aux lettres, afin qu'il fût expédié tout de suite. Voici, en substance, ce qui y était dit : —

Le bruit que le Chancelier de la Confédération n'aurait conclu les traités avec les Etats du Sud de l'Allemagne dans leur teneur actuelle, que dans l'espérance qu'ils seraient rejetés ou du moins amendés par le Reichstag, est tout à fait dénué de fondement. Il faut que dans le courant de Décembre ces traités soient mis en délibération et approuvés, afin d'entrer en vigueur dès le 1er Janvier. Sans cela tout reste en suspens. Si les représentants de l'Allemagne du Nord y changent quelque chose, les Landtags du Sud auront le droit de les modifier à leur tour et on ne sait pas s'ils ne feront pas usage de ce droit. Mais alors la nation pourra attendre encore longtemps son unité politique. (« — Dix ans peut-être, — avait dit le Chef, — et *interim aliquid fit*. ») De plus le traité de paix ne sera plus alors ce que nous voulons qu'il soit. Les traités peuvent avoir des lacunes, mais ces lacunes pourront être comblées peu à peu par le Reichstag d'accord avec le Bundesrath et par la pression de l'opinion publique et du sentiment national. La chose ne presse pas. Si cette pression ne se fait pas sentir, c'est manifestement que l'état actuel des choses en Allemagne répond aux vœux de la majorité de la nation. Les gens du parti national à Versailles sont très inquiets de la disposition des Berlinois à cet égard, mais ce qui les console un peu c'est que la *Volkszeitung* a entamé une polémique contre l'entente avec la Bavière; car on a remarqué que d'habitude tous les hommes qui voient un peu loin en politique se détournent de tout ce que ce journal loue et recommande, et s'attachent au contraire à tout ce qu'il blâme et désapprouve

A trois heures, fait une promenade avec Bucher sur les hauteurs boisées qui sont au Sud de la ville, et d'où l'on a sur celle-ci une vue très étendue. Peu de temps avant le dîner, je télégraphie, d'après une nouvelle reçue par le Chef, qu'Orléans a été occupé la nuit dernière par les troupes allemandes. En même temps arrive L., qui m'annonce que Bamberg lui a dit que, par ordre du Chancelier Fédéral, il devait, lui L., céder à lui, Bamberg, la rédaction du *Moniteur officiel*........ Ce qui me fait plaisir, c'est qu'il lui reste permis de prendre ses informations chez nous pour sa correspondance. Il nous a par là rendu bien des services.

A dîner, à la gauche du Chef, le courrier impérial Bamberger, qui était également sur le point de partir pour Berlin, afin d'agir dans l'intérêt de l'acceptation pure et simple des traités avec l'Allemagne du Sud. Outre ce convive le Ministre avait encore un officier de dragons à collet jaune, le colonel de Schenk, et un lieutenant ou chef d'escadron des hussards bleu-clair. Ce dernier, est un homme à tête grise, portant une longue moustache à crochets. Est-ce de Rochow qui a tué Hinkeldey en duel ? La conversation s'engagea d'abord sur les médecins et sur leur science, au sujet de laquelle le Chef n'a pas exprimé un jugement très favorable. Ensuite, on a parlé des traités, et on a reconnu la conduite du Prince dans cette affaire comme tout à fait correcte.

« — Oui, mais les gens du Reichstag ! — répliqua le Chancelier. — Ils me rappellent toujours en mémoire le *Messieurs, messieurs, vous me gâtez toute ma chasse au faucon,* vous connaissez cela.. de l'Empereur Henri. Mais là, au moins, tout finit par s'arranger, tandis qu'ici.... Ils peuvent bien laisser immoler les hommes l'un après l'autre sur l'autel de la patrie, cela ne servira de rien. »

Il réfléchit un instant, puis il continua moitié en souriant : —

« — On devrait rendre les membres du Landtag et ceux du Reichstag responsables comme le sont les ministres, ni plus ni moins, sur le pied d'une parfaite égalité. Une loi concernant la responsabilité des députés comme coupables de haute trahison, quand ils ont refusé de ratifier d'importants traités d'Etat, ou qu'ils ont, comme ceux de Paris, approuvé une déclaration de guerre, faite sans raison et d'un cœur léger. A l'exception de Jules Favre, ils étaient tous pour la guerre. Peut-être proposerai-je un jour une pareille loi. »

On s'entretint des derniers combats devant Paris, et quelqu'un fit observer que les Poméraniens avaient aussi été au feu.

« — Probablement aussi mes braves de Varzin, — dit le Chef. — Quarante-neuf... sept fois sept. Dans quel état sont-ils maintenant ?»

Rochow raconta ensuite quelques habitudes singulières du général d'Alvensleben, au quartier duquel il avait passé la nuit.

On en vint à parler de l'imminence de la capitulation de Paris, qui ne pouvait plus tarder au delà de quatre semaines.

« — Oui, — dit en soupirant le Chancelier, — mais c'est quand on en sera là que commenceront pour moi les grandes misères.

— Il ne faudra pas se contenter de les admettre à la capitulation, — dit Bamberger, — mais il faudra aussi exiger immédiatement la conclusion de la paix.

— Vous avez raison, — répondit le Chancelier, — c'est aussi mon opinion, et on devrait les y contraindre par la faim. Mais il y a ici des gens qui veulent, avant toutes choses, qu'on loue leur humanité et qui gâtent tout par là. Sans parler de ce que notre humanité devrait consister d'abord à penser à nos propres soldats et à empêcher qu'ils ne souffrent et ne se fassent tuer inutilement. Il en est de même du bombardement. Et épargner les chercheurs de pommes de terre... sur lesquels on devrait tirer aussi, si l'on veut sérieusement les réduire par la faim... »

Après huit heures, appelé plusieurs fois chez le Chef, je fais deux grands articles... Le second, répondant à un article de l'*Indépendance belge*, démontrait que les liens de parenté des d'Orléans avec la maison de Habsbourg-Lorraine, par le Duc d'Alençon, ne sont pas une raison, pour nous autres Allemands, de les favoriser ou de regarder leur cause d'un bon œil. Il y était dit à peu près : —

On sait que les Princes de la maison d'Orléans, lorsqu'ils ont offert de prendre part à la guerre contre nous, ont reçu de Trochu une réponse négative. Aujourd'hui l'*Indépendance* nous apprend que le Duc d'Alençon, second fils du Duc de Nemours, qui à cette époque avait été empêché par une maladie de se joindre à la démarche faite par ses oncles et ses cousins, voudrait chercher maintenant son salut dans la même voie, et ajoute ces paroles significatives : — « On sait que le Duc d'Alençon à épousé une sœur de l'Impératrice d'Autriche. » Nous comprenons l'insinuation et nous croyons y répondre dans le sens de la politique Allemande en y opposant ceci : les d'Orléans nous sont tout aussi hostiles que les autres dynasties qui aspirent à la couronne de France. Leur presse est pleine de mensonges et d'injures contre nous. Nous n'oublierons jamais le beau panégyrique que le Prince de Joinville a fait après la bataille de Wœrth en l'honneur des assassins francs-tireurs. Le seul gouvernement en France qui puisse nous être agréable, c'est celui qui peut le moins nous nuire, parce qu'il aura le plus à s'occuper de lui-même et de la tâche de se maintenir contre ses adversaires. D'ailleurs, Orléanistes, Légitimistes, Impérialistes, et Républicains, valent tous à nos yeux autant ou tout aussi peu les uns que les autres. Et quant à ce qui est de l'insinuation

au sujet de la parenté avec la maison d'Autriche, qu'on y prenne garde..... Il y a en Autriche-Hongrie un parti qui marche avec l'Allemagne, et un autre qui marche contre elle, un parti qui aimerait bien à voir continuer l'ancienne politique de Kaunitz dans la guerre de Sept-Ans, la politique de la conjuration perpétuelle avec la France contre l'intérêt allemand et en première ligne contre la Prusse. C'est la politique qui, se rattachant constamment au nom de Metternich dans ces derniers temps, a été pratiquée de 1815 à 1866, et que depuis lors on a encore essayé de pratiquer avec plus ou moins d'énergie. C'est le parti auquel appartient, entre autres, l'Epigone du vieux Prince de Metternich, Metternich Junior, depuis bien des années le plus ardent promoteur d'une alliance Franco-Autrichienne contre l'Allemagne, et l'un des principaux instigateurs de la guerre qui sévit maintenant. Si les d'Orléans s'imaginent qu'ils peuvent fonder des espérances sur leurs liens de parenté avec la maison d'Autriche, qu'ils sachent bien que, du moins en ce qui nous concerne, ils n'ont aucun avantage à en attendre.

Pendant que nous prenions le thé, et peu après que j'y étais en compagnie de Bucher et de Keudell, arriva le Chef, et plus tard Hatzfeld. Ce dernier avait été chez le Roi, et il nous rapporta de là la nouvelle qu'à la bataille d'Orléans et dans la poursuite des Français qui en fut la suite, le Prince Frédéric-Charles s'est emparé de soixante-sept canons, de plusieurs mitrailleuses, et de quatre canonnières sur la Loire ; environ dix mille prisonniers non blessés sont tombés entre nos mains. Les ennemis s'enfuient dans toutes les directions. Tous les points ont été emportés d'assaut, ce qui nous a causé, à nous, des pertes considérables, le 36e, notamment, a beaucoup perdu de son effectif, on dit environ six cents hommes. Dans les derniers combats devant Paris nous avons aussi fait de grandes pertes en luttant contre des forces supérieures.

« — Du reste, cette fois, la conversation chez le Roi n'a pas été très intéressante, — continua Hatzfeld. — Le conseiller d'État russe Grimm, racontait toutes sortes de choses peu intéressantes sur Louis XIV et Louis XV. Celui de Weimar vous faisait des questions auxquelles on ne savait que répondre.

— Radowitz était fort pour répondre à ces questions-là, — dit le Ministre. — Il discourait sur tout ce qui était possible de lui proposer, et c'est à cela, en grande partie, qu'il a dû ses succès à la cour. Il savait vous dire exactement la toilette que la Maintenon ou la Pompadour avait porté tel ou tel jour : elle avait tel collier autour du cou, elle avait des colibris ou des raisins dans les cheveux, elle portait une robe gris perle ou vert perruche avec tels ou tels falbalas et telles ou telles dentelles. On aurait dit qu'il s'était trouvé là. Les dames étaient tout oreilles à cette leçon de toilette qui coulait de ses lèvres avec tant de facilité. »

La conversation tomba ensuite sur Alexandre de Humboldt, qui d'après ce qu'on disait de lui, a dû être aussi un homme de cour, mais non pas de cette espèce divertissante.

« — Chez le feu Roi, notre Seigneur —dit le Chef, — j'étais l'unique victime, quand Humboldt entretenait à sa manière la société pendant les soirées. Il y lisait ordinairement, souvent pendant des heures entières, la biographie de quelque savant ou de quelque architecte français, qui n'intéressait que lui seul. Dans ces occasions, il était debout et tenait le livre tout près de la lampe. De temps en temps il suspendait sa lecture pour donner plus de développement à quelque observation savante. Personne ne l'écoutait, mais il avait toujours la parole. La Reine ne discontinuait pas un instant de travailler à une tapisserie et n'écoutait assurément pas un mot de tout ce que disait Humboldt. Le Roi regardait un livre de gravures ou d'estampes qu'il feuilletait avec bruit, évidemment afin de ne rien entendre. Au fond de la pièce et sur les côtés, les jeunes gens causaient sans se gêner, en riant sous cape et en faisant un bruit qui étouffait la voix du conférencier, dont la parole continuait à couler sans interruption comme le murmure d'un ruisseau. Gerlach, qui se trouvait là d'ordinaire, était assis sur son petit tabouret rond autour duquel son gros derrière débordait de tous côtés, et s'endormait au point de ronfler, en sorte que le Roi le réveilla un jour et lui dit : « — Gerlach, ne ronflez donc pas comme cela. » J'étais son unique auditeur résigné, c'est-à-dire que je gardais le silence, en faisant semblant de l'écouter, tandis que je suivais le fil de mes propres pensées, jusqu'à ce qu'on apportât enfin la collation froide et le vin blanc. Le bon vieillard était très désappointé quand on ne le laissait pas prendre la parole. Je me souviens qu'un jour un des assistants s'empara de la conversation, et cela d'une manière toute naturelle, en racontant avec esprit des choses qui intéressaient tout le monde. Humboldt était hors de lui. Dans sa mauvaise humeur, il remplit son assiette d'un tas aussi haut que cela, — le Chef indiqua la hauteur avec la main, — de pâté de foie gras, d'anguille grasse, de queues de homards, et d'autres choses indigestes..., une vraie montagne! C'est étonnant ce que ce vieillard pouvait manger. Lorsqu'il ne put en absorber davantage, il ne se donna plus de repos et essaya de reconquérir la parole. « — Sur le sommet du Popokatépel... », — commença-t-il. Mais il ne réussit pas, et le narrateur ne se laissa pas détourner de son sujet. « — Sur

le sommet de Popokatépel, à sept mille toises au-dessus...» Nouvel échec, le narrateur continuait tranquillement son récit. « — Sur le sommet du Popokatépetel, à sept mille toises au-dessus du niveau de la mer...» — dit-il, d'une voix haute et émue, mais avec tout aussi peu de succès : le narrateur continua à parler et la société continue à n'écouter que lui. C'était inouï!.... c'était un crime!... Humboldt se rassit furieux et tomba dans une profonde méditation sur l'ingratitude des hommes, même à la cour. Les libéraux l'ont fait beaucoup valoir et l'ont compté au nombre des leurs. C'était cependant un homme auquel la faveur des princes était indispensable, et qui ne se sentait heureux que quand le soleil de la cour brillait pour lui. Cela ne l'empêchait pas de raisonner ensuite sur la cour avec Varnhagen et d'en dire tout le mal possible. Varnhagen en a fait des livres que je me suis procurés. Ils sont horriblement chers, si l'on fait attention au peu de lignes en gros caractères que renferme une page. »

Keudell fit l'observation que du moins pour l'histoire c'étaient des documents dont on ne pouvait se passer.

« — Oui,— répondit le Chef, —dans un certain sens. Chaque volume n'a pas grande valeur, mais le tout est l'expression du sel berlinois dans un temps où il n'y avait rien. Alors le monde entier parlait de cette impuissance malicieuse. C'était un monde qu'on ne peut se représenter aujourd'hui quand on ne l'a pas vu soi-même. Beaucoup à l'extérieur, rien de bon à l'intérieur. Je me souviens, — quoique à cette époque je fusse encore tout petit, ce doit être en 1821 ou 1822, — les ministres étaient encore alors de gros animaux, tout ébahis, tout mystérieux. Il y avait un jour chez Schuckmann grande société, ce qu'on appelait alors en français une réunion. Quelle énorme grosse bête que ce ministre! Ma mère y alla aussi. Je m'en souviens comme si c'était aujourd'hui. Elle avait de longs gants qui lui montaient jusqu'ici, — il montra l'endroit sur son avant-bras, — une robe à courte taille, des boucles bouffantes des deux côtés du visage, et sur la tête une grande plume d'autruche. »

Il n'acheva pas l'histoire, si c'était le commencement d'une histoire, et revint à Humboldt.

« — Humboldt, savait du reste aussi raconter beaucoup de jolies choses, quand on était seul avec lui ; des histoires du temps de Frédéric-Guillaume III et surtout de son premier séjour

ur se con-

sommes

et à Berlin
donateur et les
parole de
de nouveau
qui a main-
qui se sont
à deux re-
armes contre
cette guerre.
allema

tant de MM. Gambetta et Favre à Bruxelles, et les a sommés de manquer à la parole donnée aux autorités belges et de se mettre en route pour la France pour s'y battre de nouveau contre les Allemands. Il paraît qu'en Silésie aussi de semblables émissaires ont entraîné des officiers de peu de caractère. Il n'y a guère de cas semblables dans l'histoire de la guerre. Mais la chose a encore une autre face. Après ces actes, les Allemands ne peuvent qu'hésiter beaucoup à accorder aucune confiance à un gouvernement comme celui de la Défense Nationale. En d'autres termes, il est évident qu'un gouvernement qui fait inviter les gens à violer leur parole, qui confie des commandements aux officiers devenus spontanément parjures, et montre par là qu'il partage et approuve l'idée qu'ont ces officiers de la valeur des promesses solennellement faites, il est évident qu'un tel gouvernement est suspect au plus haut degré, et qu'on ne peut négocier tant que dureront ces invitations au parjure et cet emploi des officiers qui s'en sont rendus coupables.

Nous avions à dîner le docteur Lauer et Odo Russell. La conversation n'a pas été particulièrement intéressante ; on n'y a presque point parlé politique. Mais nous avions un excellent vin du Palatinat, Bucher lui-même, qui d'ordinaire ne boit que du vin rouge, rendit hommage à cette rosée céleste qui tombe sur les montagnes de l'Haardt.

Le soir, le consul Bamberg, le nouveau rédacteur de notre journal de Versailles, homme déjà âgé, vêtu d'une espèce d'uniforme d'officier de marine et tout fier de ses deux décorations, m'a rendu sa visite, qu'il me fera désormais tous les jours. La nouvelle inspection, par le Chef, de l'ambulance du château, a eu pour résultat, et, si j'ai bien compris, le Chef en a reçu la nouvelle par le Ministère de la Guerre, que tout était en ordre, que les malades avaient ce qu'il leur fallait et que l'infirmier qui avait parlé d'insuffisance dans la nourriture avait été puni disciplinairement (1). Plus tard, écrit encore un article dans lequel j'exprimais poliment mon étonnement du front d'airain avec lequel Gramont avait rappelé au monde, dans le *Gaulois* de Bruxelles, qu'il existait encore. Lui, qui a conduit la France à sa perte par son incroyable myopie et par son incapacité non moins inouïe, n'avait autre chose à faire, aussi bien que son collègue Ollivier, que de garder le silence,

(1) Les détails ci-après.

heureux qu'on l'oubliât; ou bien obéissant à ce que demandait de lui le nom qu'il porte, et profitant de sa robuste constitution, il aurait dû entrer dans un régiment, et s'efforcer, en combattant pour son pays, de réparer d'une façon quelconque le mal qu'il lui a fait. Au lieu de cela il ose, dans un article de journal, rappeler au monde qu'il est encore là, et qu'il a eu pendant un temps la politique de la France entre les mains.

Après le consul avec l'Ordre du Christ, arriva L. apportant la bonne nouvelle que Rouen a été occupé hier dans la soirée par le général de Goeben, et que les troupes allemandes qui opèrent de ce côté marchent maintenant sur Le Havre et Cherbourg. Je l'engageai à envoyer de son côté à ses journaux des articles sur l'admission dans l'armée française des officiers parjures.

D'après les informations anglaises reçues de Paris, depuis quinze jours la situation a commencé à y être fort fâcheuse. Des maladies s'y sont déclarées, et le nombre des décès est considérablement supérieur à ce qu'il est en temps ordinaire. L'inquiétude et le découragement, comme aussi les privations, ont contribué à ces résultats. Dans la première semaine de Septembre, on a compté neuf cents décès, et dans celle qui s'est terminée le 5 Octobre, on en a compté à peu près le double; dans la suivante, dix-neuf cents. La petite vérole fait des ravages et beaucoup de victimes; beaucoup de gens aussi sont morts de maladies d'intestins. Le mal du pays s'est propagé aussi comme une épidémie parmi les bataillons recrutés en province. Un correspondant anglais, dans une visite qu'il a faite à l'Hôpital du Midi dans la dernière semaine d'Octobre, dit avoir lu sur la porte d'entrée du bâtiment une affiche ainsi conçue : —

« *Quiconque apportera un chat, un chien ou trois rats, aura un déjeuner et un dîner.*

NOTA BENE. — *Il est indispensable que ces animaux soient livrés vivants.*

De semblables affiches se trouveraient également aux portes des autres hôpitaux de Paris.

Il est minuit moins cinq. Le Ministre, par exception, est déjà couché. Les bougies, qui sont sur ma table plantées dans des goulots de bouteilles, sont brûlées jusqu'au bas. Voilà que du Mont-Valérien une salve terrible envoie son tonnerre dans la vallée. Dans

quel but? Peut-être est-ce seulement pour dire aux Parisiens : Il est minuit. Ce serait donc comme le cri d'un veilleur de nuit. Ou bien, c'est peut-être beaucoup de bruit pour rien. Dans les deux derniérs jours de combat, les forts ont craché, à ce qu'Abeken a entendu dire, seize mille bombes et obus, sans autre effet que de blesser trente-cinq de nos hommes, encore plusieurs légèrement.

XIV.

LA SITUATION S'AMÉLIORE DÉVANT PARIS.

Mercredi, 7 *Décembre.* — Temps de brume. On n'entend que par intervalles un coup de canon des forts ou des canonnières. Les mensonges par lesquels Gambetta et consorts cherchent à boucher le trou que la défaite des Français près d'Orléans a creusé dans les espérances qu'on avait données à la population d'une grande victoire sur nous, donnent lieu aux observations suivantes pour le *Moniteur :* —

Les membres du gouvernement de Tours ont publié, au sujet de la défaite de l'armée de la Loire, des comptes rendus qui ressemblent à des extraits des *Mille et une Nuits.* Leurs télégrammes disent entre autres : « La retraite de l'armée de « la Loire a pu se faire sans autre perte que celle des grosses pièces de marine, « que l'on a laissées dans le camp retranché. » Or, dans cette occasion, il nous est tombé entre les mains douze mille prisonniers non blessés. La dépêche de Tours dit ensuite : « L'artillerie de campagne n'a pas été perdue, et au contraire nous avons « pris à l'ennemi soixant-dix sept pièces de campagne et plusieurs mitrailleuses. » En se rappelant les vertus des Caton, des Aristide, et des autres républicains de l'antiquité, le peuple allemand s'était laissé aller à croire que la République avait rayé le mensonge du nombre de ses moyens d'action, et il comptait qu'au moins elle mentirait moins que l'Empire. On voit qu'il s'est trompé. Ces Catons modernes ont dépassé toutes les tentatives qui ont jamais été faites pour mettre le mensonge à la place de la vérité. Quand il s'agit de nier ce qui est désagréable, les avocats de Tours montrent un front plus impudent que les généraux de l'Empereur.

Plus tard, télégraphié les nouveaux progrès de nos armées au Nord et la prise de possession de Rouen.

Après trois heures, allé avec Wollmann par la Place d'Armes dans la cour du château, où, sous les yeux de la statue équestre de Louis XIV et immédiatement au-dessous de l'inscription : *A toutes les gloires de la France*, comme pour servir de glose ironique à ces manifestations de la présomption et de la jactance françaises, sont placées quatorze des canons de bronze tombés entre nos mains à Orléans. Ce sont des pièces de douze et des pièces de quatre : derrière sont les affûts et les fourgons. Les pièces françaises ont chacune leur nom. Ainsi, une de ces pièces s'appelle *le Bayard*, une autre *le Lauzun*, une troisième *le Moucheron*, tandis que d'autres ont été baptisées de noms terribles : *le Rapace*, *le Brisetout*, etc. Sur plusieurs on a griffonné qu'elles ont été capturées par le 4e régiment de hussards.

Nous avons à dîner les comtes de Holnstein et Lehndorff. Nous buvons de nouveau de l'excellent vin de Deidesheim. Le Chef vient à parler, entre autres, de ses souvenirs de Francfort.

« — Il y avait moyen de s'entendre avec Thun, — dit-il ; — c'était un homme comme il faut. Rechberg aussi n'était pas méchant au fond ; personnellement il était honnête, quoique vif et emporté. C'était une de ces têtes chaudes aux cheveux blond-clair. »

Il s'étendit un peu sur ce chapitre.

« — Mais en sa qualité de diplomate autrichien de l'école d'alors, il ne pouvait guère être scrupuleux sur la vérité..... Quant au troisième, Prokesch, ce n'était pas du tout mon homme. Il avait apporté de l'Orient le pire esprit d'intrigue. La vérité était pour lui la chose la plus indifférente. Je me souviens qu'un jour, dans une grande réunion, on parla d'une allégation autrichienne qui ne s'accordait pas avec la vérité. Il dit à voix assez haute pour que je pusse l'entendre : « — Si cela n'était pas vrai, j'aurais donc *menti* (il accentua fortement ce mot) au nom du Gouvernement Royal Impérial ? » En disant cela, il avait les yeux fixés sur moi. Je le regardai à mon tour et lui dis tranquillement : « — Assurément, Excellence ! » On voyait évidemment qu'il avait peur, et comme, en regardant autour de lui, il ne rencontra que des yeux baissés et des bouches muettes qui me donnaient raison, il se retourna sans rien dire et se rendit à la salle à manger, où le couvert était mis. Après le dîner, il s'était remis de son trouble. Il vint à moi un

verre plein à la main, autrement j'aurais cru qu'il voulait m'appeler sur le terrain et me dit : « Eh bien, voulez-vous faire la paix ? » — « Pourquoi pas ? » répondis-je. « Mais il faut pourtant rectifier le protocole. » — « Vous êtes incorrigible, » répliqua-t-il en souriant, et tout fut fini. Le protocole fut rectifié, et il fut constaté par là qu'il avait d'abord renfermé une erreur. »

On en vint à parler de Goltz, et le Chef raconta encore une fois l'histoire de Beaumont, au sujet du peu d'affection qu'avaient pour lui ses subordonnés, sur quoi il demanda à Hatzfeld s'il n'avait pas eu, lui aussi, à en souffrir.

« — Non, — dit-il, — mais ce qui est exact, c'est que ces messieurs de la légation ne lui voulaient pas trop de bien. »

Après le dîner, le consul Bamberg vint chez moi et je lui donnai l'article au sujet du manque de véracité de ces messieurs de Tours.

Je lui parle aussi de L., dont je loue la capacité, et dont il dit de son côté que c'est un bon patriote et qu'il a déjà rendu de grands services. Plus tard, apparaît L. lui-même, qui nous raconte entre autres que l'on commence à donner à l'*Hôtel des Réservoirs* le nom d'*Hôtel des Préservoirs*.

« — Voilà un assez pauvre jeu de mots, » — me dis-je à moi-même.

Cependant on peut avoir son idée là-dessus, et ceux qui étaient à Versailles à cette époque sauront bien quelle était cette idée.

Au thé, Hatzfeld nous annonce qu'on a amené aujourd'hui de nombreux prisonniers, et que cela a occasionné des désordres ; des civils, surtout des femmes, ont pénétré jusqu'aux prisonniers et l'escorte s'est vue dans la nécessité de les repousser à coups de crosse..... On parla du bombardement, et tous ces messieurs furent d'accord que le Roi le voulait pour tout de bon, et qu'il y avait espoir de le voir bientôt commencer. On ajouta que Moltke le voulait aussi. Ce dernier a reçu de Trochu la réponse à sa lettre si obligeante, réponse qui se réduisait en somme à : « Merci ! tenons-nous-en là. »

Jeudi, 8 *Décembre*. — Il tombe beaucoup de neige, il fait assez froid, et malgré les grosses bûches de hêtre qui brûlent dans ma cheminée, elle est loin de me chauffer comme il le faudrait. En fait d'étrangers, nous avions à dîner le prince Putbus. On servit, outre

plusieurs autres bonnes choses, une omelette aux champignons, et, comme il était déjà arrivé plusieurs fois, un faisan et de la choucroute, le tout cuit dans du champagne. On nous donna de nouveau du Forst du Clos-de-l'Eglise et du Deidesheim du Clos-du-Roi. Le Ministre déclara qu'à son avis le premier était supérieur à l'autre.

« — Le Forst, — dit-il, — est, en général, supérieur au Deidesheim. »

Enfin, parmi ces excellents breuvages et d'autres encore que je ne nomme pas, vint prendre place une bouteille nullement à mépriser de vieille eau-de-vie de grains. Putbus avait prétendu que la choucroute était malsaine, sur quoi le Chef répliqua : —

« — Je ne le crois pas. J'en mange, au contraire, par raison de santé. Malgré cela, Engel, apportez-nous du schnaps pour l'arroser. »

Le Ministre montra alors le menu à Putbus, et il s'*engagea à ce* sujet une conversation dans laquelle on raconta qu'un jeune diplomate de Vienne avait soigneusement recueilli tous les menus de son Chef et les avait fait relier en deux jolis volumes, où se trouvaient des combinaisons très intéressantes.

Plus tard, le Chancelier fit observer que les Français doivent maintenant avoir, dans un des forts qui sont de notre côté, une ou deux très grosses pièces.

« — On l'entend à la détonation qui est beaucoup plus forte. Mais par là ils peuvent se faire du mal à eux-mêmes. S'ils mettent de très fortes charges, la pièce peut se renverser et le coup partir dans la direction de la ville, ou bien elle éclate. Il est vrai que le coup peut aussi partir comme il faut, et alors le projectile pourrait bien arriver jusqu'ici à Versailles. »

On demanda ensuite où l'on en était avec l'Empereur d'Allemagne, et le Chef dit entre autres : —

« — Cette affaire nous a donné bien du tracas en télégrammes et en lettres. Mais c'est le comte de Holnstein qui a porté les lettres les plus importantes. C'est un homme très habile. »

Putbus demanda ce qu'il était.

« — Grand écuyer. Il a fait le voyage de Munich, aller et retour, en six jours. Pour cela, eu égard à l'état des chemins de fer, il fallait y mettre beaucoup de bonne volonté. Il est vrai qu'il est constitué favorablement pour cela.... Oui, non seulement jusqu'à Mu-

nich, mais jusqu'à Hohenschwangau.... Au reste, le Roi Louis a mis beaucoup du sien pour terminer promptement l'affaire. Il a tout de suite pris connaissance de la lettre, et donné sans retard une réponse décisive. »

Je ne sais par quel enchaînement la conversation en arriva à se porter sur le sens des mots anglais *swell*, *snob*, *cockney*, sur lesquels on discuta longuement. Le Chef, pour qualifier un de ces messieurs de la diplomatie, employa le mot *swell* et fit cette réflexion : —

« — Voilà pourtant un joli mot, que nous ne pouvons pas rendre en allemand. Nous avons bien *stutzer*, mais cela renferme, en outre, l'idée d'un homme qui a la poitrine en avant, qui est gonflé d'orgueil. *Snob* est quelque chose de tout différent, mais que nous ne pouvons pas non plus rendre comme il faut. Cela signifie différentes choses et différentes qualités, mais principalement un esprit borné, étroit, plein de préjugés de localités ou de classes ; enfin ce que nous appelons *philiiterei*. Un *snob* est quelque chose comme un *pfahlbürger*. Cependant, ce n'est pas tout à fait la même chose. Il s'y ajoute l'idée de la préoccupation exclusive des intérêts de famille, d'une étroitesse de vues dans les questions politiques, le tout accompagné d'idées et de manières datant de la première éducation. Il y a aussi des *snobs* du sexe féminin, et parmi eux de très grandes dames. On pourrait aussi parler de *snobs* de partis, qui, dans la grande politique, ne veulent point sortir des règles du droit privé, des *snobs* de progrès. *Cockney* est encore autre chose. Cela s'applique surtout aux habitants de Londres. On y voit des gens qui ne sont jamais sortis des murs et des rues, de ce qu'on appelle *brick and mortar*, qui n'ont jamais vu de verdure, qui n'ont jamais entendu que le son des cloches de Bow. Nous avons aussi des Berlinois qui ne sont jamais sortis de Berlin. Mais Berlin est une petite ville auprès de Londres et même auprès de Paris, qui a aussi ses *cockneys*, bien que sous un autre nom. A Londres, on compte par centaines de mille ceux qui n'ont jamais vu autre chose que la ville. Dans ces grandes villes il se forme des idées qui croissent, se ramifient, se consolident, et deviennent des préjugés que partagent tous ceux qui les habitent. C'est dans ces grands centres de population qui n'ont aucune expérience de ce qui est au dehors, qui, par conséquent, ne s'en font aucune idée juste, souvent même n'en ont aucune idée, c'est là, dis-je, que prend naissance cette étroi-

tesse de vues, cette sotte crédulité. La sottise sans présomption peut encore se supporter. Mais être sot, dépourvu d'esprit pratique, et s'en faire accroire, voilà ce qui est insupportable. Les gens de la campagne sont beaucoup plus portés à prendre la vie comme elle est. Ils peuvent avoir moins d'instruction, mais ce qu'ils savent ils le savent bien. Du reste, il y a aussi des *snobs* à la campagne. Voyez un peu, — dit-il en s'adressant à Putbus, — cet habile chasseur qui est persuadé qu'il est le premier homme du monde, qu'il n'y a rien au-dessus de la chasse, et que quiconque ne sait pas chasser n'a aucun mérite. Et quand un homme comme cela, vivant d'habitude sur ses terres, dans un endroit bien reculé où il est tout et où les gens dépendent de lui, quand, dis-je, il vient de sa campagne pour vendre ses laines, et qu'il voit qu'il n'est pas pour les gens de la ville ce qu'il est pour les paysans... il en conçoit du dépit, s'assied sur son sac de laine, et ne s'inquiète plus d'autre chose que de sa marchandise. »

Plus tard, la conversation se perdit en histoires de chevaux et d'exercices équestres. Le Chef parla de sa jument brune, dont il n'attendait pas grand'chose au commencement, et qui cependant l'avait porté pendant treize heures à Sedan « en faisant pour le moins douze mille de chemin », ce qui ne l'empêcha pas de faire encore son service le lendemain. Il en vint ensuite à d'autres exploits équestres, par exemple à ce qui arriva une fois dans une promenade à cheval qu'il fit avec sa fille, et où, arrivé à un fossé que lui-même ne put franchir avec son cheval, la comtesse, dont le cheval était en haleine, le franchit très bien, etc., etc.

Le soir, appelé plusieurs fois chez le Chef. J'écrivis différents articles, dont un sur les éloges que le consul français à Vienne, appelé Lefaivre, donne au député socialiste du Reichstag, Bebel, à cause de ses sympathies pour la France républicaine. La morale de ce morceau était : — « Ainsi donc, comme dans le passé, l'Allemagne doit à l'avenir penser et obéir, la France agir et régner. Avec ces extraits, la *Gazette de Francfort* n'aura plus aucun crédit à Berlin, « la sottise française, qu'elle représente, ne méritant pas qu'on prenne la peine de la lire. »

Au thé, Keudell émit l'avis que je ne devais pas avoir à examiner seulement les articles politiques que le Chef me donnait, mais encore tous les autres, et il promit d'en parler à Abeken, qui remplit ici les fonctions de secrétaire d'État, proposition que j'acceptai avec

reconnaissance. Bucher me raconta que le Ministre avait parlé aujourd'hui d'une manière très intéressante au salon au moment du café. Le prince Putbus avait parlé du désir qu'il avait d'entreprendre des voyages lointains.

« — Vraiment?... — avait dit le Chef. — En ce cas on pourrait vous venir en aide. On pourrait vous charger d'aller faire part à l'Empereur de la Chine et au Taïkoun du Japon de la fondation de l'Empire d'Allemagne. »

Là-dessus il s'était étendu longuement sur les devoirs de l'aristocratie allemande en considération de l'avenir, et naturellement il fit allusion à la position de son hôte. La haute noblesse devait avoir le sentiment politique et se reconnaître appelée à préserver l'Etat des revirements auxquels l'exposent les menées des partis, à former un point d'appui solide, etc. Il n'y avait rien à objecter là contre si on s'associait avec Strousberg, mais alors ces messieurs aimeraient mieux se faire tout de suite banquiers..... Le prince a-t-il bien compris, et s'il a compris, en fera-t-il son profit?

VENDREDI, 9 *Décembre.* — Je télégraphie la victoire que notre 17[e] division a remportée avant-hier près de Beaugency sur un corps français d'environ seize bataillons avec vingt-quatre canons, et je démens le récit de la *Gazette de France* au sujet de Galvez, l'envoyé du Pérou.

A déjeuner, on rapporte que le prince Troubetzkoi, parent d'Orloff, demande que sa villa soit protégée par nos gendarmes militaires et qu'il a adressé au Chancelier Fédéral une sommation d'avoir à éloigner nos troupes du voisinage de sa résidence, parce que l'accumulation des bouches dans cet endroit ferait enchérir les vivres. Bon à mettre au panier. A table, nous avons le commandement de Versailles, le général Voigts-Rhetz, un frère, à ce que je crois, de celui qui, en 1866, était gouverneur général du Hanovre et qui vient de gagner la bataille de Beaune-la-Rolande. C'est un homme grand, à barbe noire et à nez aquilin. La conversation, qui roule surtout sur les derniers combats entre Orléans et Blois, n'offre rien qui mérite d'être relevé. Le Chef n'est pas là; il est indisposé; on dit qu'il souffre de la jambe..... une attaque de goutte.

Le soir, arrivent Bamberg, puis L., qui prétend savoir de bonne source que très prochainement on commencera le bombardement, et que le Roi « avait fait une scène terrible à Hindersin, » parce

qu'il n'y avait pas encore assez de munitions. Maintenant il prendra lui-même la chose en main.

Plus tard, fait pour le Roi des extraits du compte-rendu donné par l'*Observer* d'un discours tenu à Londres par un monsieur de Fonvielle au sujet du bombardement. On y dit que l'orateur s'était moqué de l'opinion que c'était par humanité que le Roi Guillaume ne faisait pas tirer sur Paris, et qu'il avait prétendu que s'il ne le faisait pas, c'est qu'il ne le pouvait pas, parce que ses batteries étaient tenues à distance respectueuse par les braves soldats de marine qui étaient dans les forts; qu'il voulait affamer la ville, mais qu'il n'y réussirait pas non plus, attendu qu'on était encore pourvu de vivres pour plus de deux mois, et que par une étude sérieuse de la question alimentaire, on était arrivé à pouvoir utiliser pour l'alimentation jusqu'à la peau, au sang, et aux os des animaux de boucherie; que Paris ne devait donc pas se laisser intimider par les efforts faits pour le prendre par famine; que son *cri devait être* : pas de capitulation à aucun prix! son seul désir : balayer l'ennemi du sol français; et que maintenant il avait pris en main le balai pour l'accomplissement de cette opération.

Samedi, 10 *Décembre*. — Matinée brumeuse; *il est tombé* beaucoup de neige et le ciel en est encore plein. Le Chef est *toujours* souffrant. Je télégraphie de nouveaux détails sur la bataille de Beaugency, à laquelle ont pris part aussi la 1re division bavaroise, et dans la journée du 8, la 22e division de l'Allemagne du Nord : plus de mille prisonniers et six bouches à feu sont tombés entre nos mains. Le *Militärwochenblatt* annonce de nouveau l'évasion de sept officiers français parjures, ce que nous communiquerons au *Moniteur* pour que la connaissance en soit répandue partout. A dîner, nous n'avons ni le Chef, ni Bismarck-Bohlen, qui, depuis trois jours, souffre d'une crampe musculaire, vulgairement un coup de fouet, ni Abeken, qui a le bonheur d'être de service pour la table chez le Prince Impérial. Le soir, j'arrange pour le Roi un article de la *National Zeitung*, qui annonce que même au Reichstag on parle du retard du bombardement et exprime le vœu que des éclaircissements soient donnés au sujet des causes de ce retard.

Appelé chez le Chef pour une commission, je me permis, avant de le quitter, de lui demander où l'on en était au Reichstag à l'égard des traités.

« — Cela marche très bien, — répondit-il. — La convention avec la Bavière a dû être adoptée aujourd'hui ou elle le sera demain, aussi bien que l'adresse au Roi. »

Je me permis une autre question au sujet de sa santé.

« — Cela va un peu mieux. C'est L'artère de la jambe, — me répondit-il.

— Y en a-t-il pour longtemps?

— Cela peut être l'affaire d'un jour, mais cela peut aussi durer trois semaines. »

Au thé, Keudell nous annonça que le Reichstag avait décidé l'envoi d'une grande députation à Versailles chargée de porter au Roi ses félicitations au sujet de l'unificaton de l'Allemagne et du rétablissement de la dignité impériale. Abeken n'approuvait pas cela. Il dit avec mauvaise humeur : —

« — Que le Reichstag nous envoie ici trente de ses garnements, c'est abominable. Une députation de trente garnements; mais c'est horrible. »

Pourquoi cet accès, c'est ce qu'il ne nous fit pas connaître. Trente sages bonzes, avec le titre de conseillers privés, n'auraient rien eu de bien effrayant, mais trente maréchaux eussent été un spectacle consolant. Hatzfeld témoigna quelques inquiétudes au sujet de notre prochain avenir sous le rapport militaire. Il croit que notre situation dans l'Ouest est fort grave. De ses quarante-cinq mille hommes, von der Tann ne doit plus guère avoir que vingt-cinq mille, tandis que les armées que Gambetta fait sortir de terre, s'accroissent chaque jour. La nouvelle est arrivée au bureau que les Français ont formé deux grandes armées et que le siège du gouvernement est transféré de Tours à Bordeaux.

Combien de temps cette énergie de Gambetta trouvera-t-elle dans les resssources et dans la bonne volonté du pays les moyens de se signaler par de nouvelles créations militaires? c'est ce qui est, à la vérité, douteux. Dans les départements du Midi, on paraît n'en être rien moins que content et on semble être las de cette guerre épuisante. La *Gazette de France* cite une lettre de Tours, 1er Décembre, dans laquelle il est dit, entre autres choses : —

Depuis longtemps je n'ai rien vu qui puisse être comparé au mauvais effet qu'a produit sur nos populations des campagnes la dernière levée en masse. L'impôt forcé pour l'équipement et la solde de la garde nationale mobilisable pendant les trois mois prochains a changé notre mauvaise humeur en colère et notre stupeur en désespoir. La raison en est que nos bons paysans sont, à la vé-

rité, moins rusés que ceux de Balzac et de Victorien Sardou, mais cependant beaucoup moins simples que M. Gambetta pourrait les souhaiter pour le succès de ses prédications républicaines. Un instinct, que je croirais infaillible, leur fait apercevoir que la levée en masse des pères de famille ne s'exécutera probablement que sur le papier, mais l'impôt se présente soit sous la forme d'une réquisition immédiate, soit sous celle d'un emprunt qui pèsera encore plus lourdement sur eux. Le jour où nos mobilisés seront équipés, nous n'aurons plus une chemise à nous mettre sur le corps, disent les paysans. Cet impôt extraordinaire qui éclate sur nous comme une bombe à l'entrée de la mauvaise saison, n'est nullement en proportion avec les ressources de nos malheureuses communes rurales. Des quatre règles de l'arithmétique il ne m'en est resté que deux: l'addition de nos pertes et la multiplication des maux qui nous accablent. Les Allemands se sont chargés de la soustraction et les démagogues de la division. Dans nos départements du Sud-Est, parmi les habitants des bords de l'Ardèche, de la Durance, et du Rhône, les privations et la misère n'ont pas attendu la guerre, l'invasion, et la République pour se produire. Une sécheresse telle, que dans bien des endroits l'eau était devenue un article de luxe, le manque total d'herbages et de plantes fourragères, qui nous contraint de vendre notre bétail pour le tiers de sa valeur ordinaire, la maladie des vers à soie, qui a cessé d'être intéressante, parce qu'elle est devenue chronique; le philoxera, qui est venu tout aussi avantageusement remplacer l'oïdium que M. Crémieux a remplacé Louis Bonaparte, la baisse inouïe du prix de toutes nos marchandises, tout cela ensemble nous avait jetés sur la paille longtemps avant le jour fatal où l'aveuglement, la vanité, la légèreté, l'imprévoyance, la jactance, et l'incapacité se sont coalisées avec les Allemands. Nous étions déjà très malades; la guerre nous achève; la République nous enterrera.

Dimanche, 11 *Décembre*. — A neuf heures du matin, nous avons cinq degrés de froid ; le jardin, en bas, est couvert de givre, le brouillard s'est attaché aux branches des arbres et des arbrisseaux sous forme de festons. Je fais une visite à Bismarck-Bohlen dont le mal s'est changé en douleurs de vessie. Le Chef n'est pas non plus entièrement rétabli, cependant il doit aller mieux, car à deux heures, il fait une promenade en voiture. Je sors moi-même une demi-heure après et je fais une promenade dans le parc du château, où une cinquantaine de personnes, dont quelques-unes sont des dames douteuses et trois ou quatre sont des dames tout à fait comme il faut, patinent sur le grand bassin.

En revenant, j'entendis quelqu'un invectiver en français avec une grande véhémence. Je me retournai et je vis tout derrière moi un vieillard qui boitait un peu, et dont les invectives s'adressaient à une femme mise avec recherche et très fardée, qui venait de passer à côté de nous en trotinant : » —

« — Impudentes, qui troublez la paix de nos familles, et qui corrompez notre jeunesse, on devrait vous chasser de la ville, » disait-il, en s'adressant maintenant à moi, comme s'il eût voulu lier conversation.

Il s'approcha en effet de moi, en continuant à invectiver, et il en vint enfin aux corrupteurs de la France appartenant au sexe masculin, disant que cela criait vengeance au ciel, quand on voyait dans quels malheurs ces hommes avaient précipité le pays, que c'était un spectacle épouvantable. Je lui répliquai que la France avait pourtant voulu la guerre, et qu'ainsi il fallait l'accepter, quelque en fût l'issue. Il en convint, mais ce fut pour se répandre en injures contre la République et contre ses chefs, surtout contre Gambetta. Trochu, Favre, Gambetta et compagnie étaient tous des buveurs de sang, des vauriens, la République était le gouvernement de la canaille, qui voit de mauvais œil l'aisance du voisin et n'aspire qu'au partage et au pillage des biens. Il aimerait mieux voir le Roi de Prusse maître de la France, voir le pays partagé, morcelé, mutilé, que de le voir en république. L'Empereur, du reste, ne valait pas mieux, c'était un usurpateur. Louis-Philippe ne lui plaisait pas davantage, ce n'était pas l'héritier légitime. Mais la République était pire que tout le reste, etc. J'allai avec ce vieillard indigné jusqu'à la Place Hoche où je pris congé de lui, après qu'il m'eût donné son nom et son adresse et qu'il eût obtenu de moi la promesse d'aller bientôt lui rendre visite.

Dans l'Avenue de Saint-Cloud, je rencontrai le conseiller de cour et major Borck, qui me demanda si je ne savais pas quelle pouvait être la cause qui avait fait que le Roi hier, après le rapport que lui avait fait Abeken, avait été de si mauvaise humeur. Je ne pus lui donner satisfaction.

A dîner, le Chef était présent, mais il parla peu et se plaignit d'avoir la tête lourde. Hatzfeld raconta qu'Hartrott venait de lui annoncer que quatre mille chevaux et mille voitures étaient en route venant d'Allemagne pour être employés au transport des munitions. Le bombardement de Paris commencerait dans huit ou dix jours. Le Chef répondit : —

« — On aurait pu commencer plus tôt, et quant à ce qui est des huit jours, il y a longtemps qu'on dit la même chose. »

Le soir, je découpai dans la presse allemande, pour le Roi, auquel Abeken doit les présenter demain, un certain nombre d'articles sur ce sujet, ainsi qu'un extrait de l'*Echo du Parlement* de Belgique.

Notre *Moniteur* contient de nouveau une liste d'officiers français évadés au mépris de la parole donnée. Il n'y en a pas moins de vingt-deux, dont dix se sont échappés de Hirschberg. Je vois dans

la même feuille que la *Pall Mall Gazette* a pris pour argent comptant et reproduit une plaisanterie taillée sur le patron des aventures du baron de Munchausen. Les Français, voyant les mésaventures de plusieurs des ballons qu'ils ont lancé de Paris, ont réfléchi profondément, le doigt posé sur le front, et voici la manière dont ils ont résolu le problème de la direction de ces véhicules. La chose est aussi simple que l'œuf de Colomb : il s'agit d'y atteler des aigles. Le correspondant de cette feuille écrit : —

Si extravagante que puisse paraître l'idée de faire tirer un ballon par des oiseaux vers l'endroit où l'on veut aller, on s'en est occupé très sérieusement à Paris. On a, dit-on, fait des expériences satisfaisantes avec les aigles du Jardin Zoologique, que l'on a attelés à une nacelle. Ces expériences ont eu lieu en présence du directeur général des postes, Rampont, et de M. Chassinat, chef du service des postes dans le département de la Seine, ainsi que du receveur général Mattet. On attelle au ballon quatre ou six oiseaux vigoureux qu'un des aéronautes dirige au moyen d'un morceau de viande crue attaché à l'extrémité d'une longue perche qui dépasse la portée du bec des aigles. Ces oiseaux rapaces s'efforcent en vain de l'atteindre, car il avance continuellement à travers les airs avec la même vitesse qu'eux-mêmes. Quand l'aéronaute veut changer la direction du ballon, il n'a qu'à tourner à droite ou à gauche la perche qui porte le bifteck ; s'il veut descendre vers la terre, il l'abaisse ; s'il veut remonter, il l'élève.

La rédaction du *Moniteur* fait à ce sujet cette réflexion : —

Nous craignons que ces aigles n'aient été des canards.

Au thé, Hatzfeld me raconta toutes sortes de choses intéressantes sur son séjour à Paris, et les observations qu'il y avait faites. En 1866, Napoléon avait dit à Goltz, au sujet de la Saxe, qu'il ne pouvait consentir à une annexion complète, mais que, pourvu que le nom et une petite partie du royaume, Dresde, par exemple, avec une banlieue de quelques milles carrés, fussent conservés, il serait content. Si cela est exact, j'ai lieu de supposer que le Chef a conseillé de ne pas profiter de cette offre. L'Impératrice ne pouvait pas souffrir Goltz dans les commencements, et voici pourquoi. Le Prince de Reuss avait fait fonction d'envoyé intérimaire entre Goltz et son prédécesseur et la cour lui avait fait grand accueil, par cela seul qu'il était de famille princière. L'Impératrice aurait aimé à le voir devenir ambassadeur en titre, mais il fut envoyé à Bruxelles, et persuadée que c'était Goltz qui en était la cause, l'Impératrice l'avait pris en aversion; elle le reçut avec une froideur évidente, ne l'invita pas à ses réunions intimes, ne le salua pas dans les occasions solennelles, et ne lui parlait même pas. Goltz, qui était épris de l'Impératrice, en avait souvent des accès de

rage. Un jour qu'il était allé avec Hatzfeld à une de ces réunions, où il avait pourtant fini par être invité, l'Impératrice se voyant dans la nécessité de lui adresser la parole ne trouva, dans son embarras, rien de mieux à lui dire, que de lui faire cette question : « Que fait le Prince de Reuss? » Sur quoi, Goltz à son retour, tempêta terriblement et donna à l'Impératrice les épithètes les plus injurieuses..... Dans la suite pourtant, les rapports entre eux s'améliorèrent, et à la fin Goltz se vit, avec l'Empereur et l'Impératrice sur un si bon pied, que lui, Hatzfeld, était persuadé que, s'il avait encore vécu en 1870, il n'y aurait pas eu de guerre entre nous et la France. Je lui demandai quelle espèce de femme c'était que l'Impératrice. Il me répondit : —

« — Très belle, d'une taille moyenne, magnifiques épaules, blonde, beaucoup d'esprit naturel, mais peu instruite, et s'intéressant peu aux choses de l'esprit. »

Elle l'avait un jour conduit avec d'autres personnes, dans son appartement, même dans sa chambre à coucher, et l'on n'y avait pas aperçu le moindre livre, ni même un seul journal. Hatzfeld croit toujours qu'on en reviendra à une restauration de Napoléon. Si les Français voient que la république des avocats ne les mène à rien et ne sert qu'à les désorganiser de plus en plus, ils inviteront eux-mêmes l'Empereur à revenir, et en sa qualité de sauveur de la société pour la seconde fois, il pourrait oser entamer avec nous des négociations pour la paix sur la base de nos exigences. Le mérite du rétablissement de l'ordre contre-balancerait alors le dommage résultant de la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine.

*
* *

J'intercale ici une lettre écrite au Prince de Bismarck en Mai 1871. En voici le texte : —

Prince,

Des événements tout à fait extraordinaires sont arrivés dans notre malheureuse France, depuis la capitulation de cette maudite ville de Paris. Ah ! Prince, je ne suis pas initié aux secrets de la Providence, mais il me semble, permettez-moi de vous le dire, que vous avez été trop généreux vis-à-vis de cette ignoble et méprisable population de Paris. Elle aurait dû être humiliée aussi profondément que possible par vos armées, qui devaient entrer triomphalement dans la ville et l'occuper tout entière. Malheur à celui qui eût osé troubler ce triomphe bien mérité! Mais vous avez agi avec plus de modération. Vous en voyez maintenant les suites. Je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve, mais il me semble que Votre Excellence devrait intervenir aussi

promptement que possible pour mettre fin à un état de choses fatal à la France, plein de dangers pour l'Europe, et qui pourra avoir les plus tristes suites pour les autres Etats. Tenez-vous en garde, Prince, contre la propagande des plus détestables passions. Si vous entendiez comme moi toutes les espérances de ces révolutionnaires de la plus nouvelle espèce, vous ne seriez peut-être pas sans inquiétude au sujet de l'avenir. Croyez-le bien, Prince, si la République s'affermit en France, il y aura d'ici à peu d'années des troubles dans les États monarchiques de l'Europe. Périsse la France, plutôt que d'avoir une forme de gouvernement qui n'aura d'autre résultat qu'une continuelle succession de révolutions, de crimes, et de malheurs! Quand on voit commettre tant de crimes et de bassesses, se produire un si profond abaissement moral, on finit par désespérer et désirer l'intervention d'une main ferme et énergique. Oui, Prince, tout le parti des honnêtes gens dans la population française préférerait de beaucoup la domination étrangère à celle de la démagogie dont nous sommes menacés et qui ne cessera que quand elle sera anéantie. C'est là la mission qui vous est réservée, Prince. Je crois que le moment favorable est venu. Ne le laissez point échapper. Aucune considération ne doit retenir Votre Excellence, surtout si l'on pense au passé et aux abominables tendances qui se manifestent aujourd'hui. Le tigre est déchaîné; si on le laisse en liberté, il dévorera tout. Domptez Paris, anéantissez-le, s'il est nécessaire, ou bien soumettez-le à votre domination, et vous aurez bien mérité de l'humanité. Mais permettez-moi, Prince, d'aller plus loin encore, et de vous proposer pour l'avenir et peut-être pour un avenir prochain, un partage de la France. Laissez l'Italie prendre pour elle la partie qui s'étend jusqu'au Rhône, depuis Genève jusqu'à la mer, ainsi que la Corse. Que l'Espagne reçoive la partie qui est limitée par le cours de la Garonne de l'une à l'autre mer; que l'Angleterre prenne Alger, et vous, Prince, tout ce qui reste. Il est juste que vous ayez la grosse part. Vous laisserez d'ailleurs la Russie et l'Autriche s'agrandir en Orient.

O ma patrie, tu l'as voulu, et toi, maudit Paris, ville orgueilleuse, sentine de tous les vices, unique cause de tous nos maux, c'en sera fait de ta puissance! Tout cela, Prince, peut vous paraître étrange dans la bouche d'un Français, mais j'ai été témoin de tant d'infamies que je suis dégoûté d'une patrie où règnent tous les vices, sans qu'on y rencontre un sentiment généreux. Je conserve toujours l'espérance, Prince, que j'aurai un jour le bonheur de voir Votre Excellence, ici, à Lyon, ville qui a pareillement besoin de châtiment.

Permettez-moi, Monseigneur, de vous exprimer le profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc. (1).

Maitenant rendons la parole au journal.

* * *

LUNDI, 12 *Décembre*. — Le Chef paraît de nouveau plus souffrant,

(1) Nous aimons à croire que cette lettre odieuse n'est que l'œuvre d'un triste mystificateur. (*Note du traducteur.*)

et on dit qu'il est de très mauvaise humeur. Le Docteur Lauer a été le voir. Le *Times* renferme un article tel, que nous ne pourrions désirer mieux, et dont je noterai ici les points les plus saillants. Il dit : —

Dans la crise actuelle, il ne s'agit pas pour les Allemands de montrer de la générosité ou de la pitié, ou d'accorder à l'ennemi vaincu un pardon magnanime, mais il s'agit plutôt d'un simple acte de prudence et de la solution pratique à donner à la question : Que fera l'ennemi après la guerre, quand il aura réparé ses forces? En Angleterre, on n'a qu'un faible souvenir des nombreuses et dures leçons que l'Allemagne a reçues par la conduite de la France dans les quatre derniers siècles. Depuis quatre cents ans, aucune nation n'a eu des voisins aussi mal intentionnés que ceux que les Allemands ont eus dans les Français, dont la conduite à leur égard a été pleine d'impudence, d'une cupidité insatiable, d'une haine irréconciliable, et qui se sont toujours montrés prêts à prendre l'offensive. L'Allemagne a pendant tout ce temps supporté les entreprises et les prétentions exagérées de la France; mais aujourd'hui qu'elle est victorieuse, ce serait folie de sa part, à mon avis, de ne pas profiter de la situation pour s'assurer une frontière qui lui réponde de la paix pour l'avenir. Il n'existe pas de loi dans le monde à ma connaissance, qui autoriserait la France à conserver les territoires qu'elle a volés autrefois, quand les propriétaires dépossédés ont mis la main sur le voleur. Les Français se plaignent amèrement, à ceux qui veulent les écouter, de se voir exposés à des pertes qui menacent leur honneur, et ils demandent avec instance qu'on ne déshonore pas la pauvre France, qu'on lui laisse son honneur intact. Mais est-ce pour la France un moyen de sauver son honneur, que de refuser de payer les vitres du voisin qu'elle a cassées? Ce qui a causé du préjudice à son honneur, c'est justement d'avoir cassé les vitres du voisin, et cet honneur ne peut plus être réparé que par un profond repentir et par la résolution sincère de ne pas recommencer. Pour le moment je le dis hardiment : jamais la France ne m'a paru si insensée, si misérable, si blâmable, si méprisable que maintenant qu'elle ne veut pas voir les choses sous leur véritable jour, et qu'elle refuse d'accepter le malheur qu'elle s'est attiré. Une France en proie à une complète anarchie, sans chef universellement reconnu, des ministres qui s'évadent en ballon en emportant, en manière de lest, d'indignes feuilles pleines de mensonges officiels et de proclamations de victoires qui n'existent que dans leur imagination, un gouvernement qui ne vit que de tromperies et qui aime mieux prolonger et augmenter l'effusion du sang que de sacrifier sa dictature en même temps que cette étrange utopie d'une république, voilà le spectacle que nous offre ce pays. En vérité, il est difficile de dire si jamais une nation s'est couverte de tant de honte. Le chiffre total des mensonges que la France officielle ou non officielle a publiés depuis le mois de Juillet, avec la conscience qu'elle mentait, est inouï et vraiment effrayant. Mais peut-être n'est-ce encore rien en comparaison de l'immense accumulation de mensonges et d'illusions inconscientes qui sont depuis longtemps en circulation chez les Français. Leurs hommes de génie, qui sont reconnus comme tels dans toutes les branches de la littérature, partagent évidemment l'opinion que la France fait rayonner sur toutes les autres nations l'éclat d'une sagesse surhumaine, que la France est la nouvelle Sion du monde entier, et que toutes les productions littéraires des Français depuis les cinquante dernières années, toutes malsaines ou insipides, toutes diaboliques même qu'elles puissent être, sont un vrai évangile, riche en bénédictions pour tous les enfants des hommes.

L'article se termine par ces mots : —

Je crois que Bismarck prendra de l'Alsace, ainsi que de la Lorraine, autant

qu'il lui conviendra, et que ce sera tant mieux pour lui, tant mieux pour nous, tant mieux pour le monde entier et même avec le temps pour ces provinces. Au moyen de mesures plus calmes, plus grandioses, M. de Bismarck, avec ses éminentes facultés, ne poursuit qu'un seul but : le bien de l'Allemagne, le bien du monde entier. Puisse le magnanime, le pacifique, le sage, le sérieux peuple allemand faire son unité, puisse la Germanie devenir la reine du Continent au lieu de la France légère, ambitieuse, querelleuse, et beaucoup trop impressionnable! C'est le plus grand événement des temps présents dont tout le monde doit désirer l'accomplissement.

Excellent article, que nous allons reproduire dans notre *Moniteur de Versailles.*

A déjeuner, on discute la question de savoir s'il est vrai qu'il y ait toujours quelques officiers qui ont douté du succès du bombardement de Paris. Mais l'état-major général n'a eu dans le principe, aucun doute à cet égard, et si quelques-uns de ses membres ont changé d'opinion, on sait par quelles influences et par égard pour qui. Un de ces messieurs caractérise ces influences. La principale difficulté devrait maintenant être que pour couvrir les batteries et les ouvrages il fût nécessaire d'y masser des troupes considérables sur lesquelles les Français pourraient tirer avec succès tant des forts que des canonnières. Pendant cette conversation, Hatzfeld reçoit la bonne nouvelle que ses poneys n'ont pas été mangés, mais qu'ils ont pu sortir de Paris, et sont déjà en route pour venir le rejoindre ici.

Le Chef reste au lit très longtemps aujourd'hui, et ne se fait rendre compte des affaires que dans l'après-midi. Il ne paraît pas non plus à table. Pendant le dîner, Hatzfeld raconte qu'il a parlé à plusieurs des diplomates qui sont arrivés aujourd'hui de Paris. C'est l'aide-de-camp-général russe, Prince Wittgenstein, l'attaché militaire anglais Claremont, et un Belge. Ils ont quitté Paris hier matin et sont arrivés cette après-midi, par Villeneuve-Saint-Georges avec les poneys et d'autres chevaux. Claremont, au dire d'Hatzfeld, fait l'impression d'un homme sage et bien instruit de l'état des choses à Paris. Il a dit que lui-même n'avait pas encore mangé de viande de cheval ou souffert de privations, que tous les fiacres et tous les omnibus circulaient encore dans la ville, qu'on jouait au théâtre de la Porte-Saint-Martin, et qu'à l'Opéra, il y avait encore concert deux fois par semaine. De plus, les lampes et les lanternes à gaz brûlent encore, quoique de ces dernières il n'y en ait qu'une d'allumée sur cinq (de même, par parenthèse, qu'ici à Versailles) et la seule différence entre aujourd'hui et autrefois

est, du moins pour la classe aisée, que maintenant, on se couche à dix heures, tandis qu'avant l'investissement de la ville, on ne se couchait pas avant minuit. Les villages qui sont en dedans des lignes françaises sont plus dévastés que ceux qui se trouvent en dedans des nôtres. On prétend qu'il y a encore des vivres pour deux mois. Abeken, au contraire, a appris de Voigts-Rhetz que les moblots sont sortis en grand nombre pour déserter; qu'on a tiré sur eux, mais que beaucoup n'ont pas renoncé pour cela à leur projet, et qu'ayant été faits prisonniers et interrogés par nous, ils ont dit qu'ils avaient eu beaucoup à souffrir, les troupes régulières seules recevant encore de bonnes rations.

Employé toute la soirée à travailler. Je traduis pour le Roi des articles du *Times* et du *Daily Telegraph*, qui se prononcent avec enthousiasme pour le rétablissement de l'Empire d'Allemagne et de la dignité Impériale. Je fais encore pour Sa Majesté une réponse à diverses assertions de la presse au sujet du bombardement, et je donne des ordres pour la publication du manifeste que Ducrot avait adressé à ses troupes avant la dernière grande sortie. La conclusion de cette harangue mérite d'être conservée. La voici : « Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment, devant vous, « devant la nation tout entière : je ne rentrerai dans Paris, « que mort ou victorieux; vous pourrez me voir tomber, mais vous « ne me verrez pas reculer. Alors ne vous arrêtez pas, mais ven- « gez-moi! » Ducrot n'est rentré de la Marne dans Paris, ni mort, ni victorieux; son manifeste à ses soldats n'était qu'un tissu de phrases creuses.

Dans l'article du *Times*, l'auteur, après avoir dit que l'on ne pouvait considérer qu'avec une vive satisfaction non-seulement le rétablissement de l'Empire d'Allemagne, mais encore la manière dont ce rétablissement a été préparé et amené, ajoute : —

L'importance politique de ce changement dans l'ordre des choses ne saurait être trop appréciée. Une puissante révolution s'est accomplie en Europe, et toutes nos traditions sont tout à coup devenues surannées. Personne ne peut prédire les rapports qui vont s'établir entre les grandes puissances, mais il n'est pas très difficile de signaler en traits généraux la tendance de la phase dans laquelle nous entrons. Il y aura une Allemagne fortement unie, à la tête de laquelle se trouve une famille qui représente non seulement les intérêts de la patrie allemande, mais aussi sa gloire militaire. Cette Allemagne confine d'un côté à la Russie, toujours forte et vigilante, de l'autre à la France qui, ou bien attendra avec patience le temps où son sort changera, ou, altérée de vengeance épiera la première occasion favorable pour de nouvelles attaques, mais qui, dans tous les cas, sera

pour longtemps dans l'impuissance de jouer de nouveau en Europe le grand rôle qui lui a appartenu pendant la brillante époque de la restauration napoléonienne. Pour ce qui nous regarde, nous autres Anglais, nous avons, au lieu de deux puissants Etats militaires qui existaient jusqu'à présent sur le Continent et qui avaient entre eux une nation dont les forces étaient éparpillées et n'étaient pas prêtes, et qui pouvait être anéantie à chaque instant, si ces deux puissances supérieures venaient à s'unir, nous avons, dis-je, maintenant au centre de l'Europe une solide barrière et ainsi tout l'ensemble se trouvera consolidé. Les désirs politiques des générations précédentes d'hommes d'Etat anglais sont donc accomplis. Tous désiraient la création d'une forte puissance centrale, et dans la paix comme dans la guerre, ils travaillaient à ce but par des négociations et des traités, tant avec l'Empire qu'avec une nouvelle puissance qui s'élevait dans le Nord. L'Allemagne d'aujourd'hui réalisera ce qui, pendant si longtemps, n'a été qu'une pensée politique.

Nous ne voulons pas oublier ici que la politique anglaise, dans ces cinquante dernières années, a toujours été plus favorable à l'Autriche, qu'à « cette puissance qui s'élevait dans le Nord. »

Après huit heures est arrivé L., qui prétend savoir de bonne source, comme d'habitude, que le Roi n'accepte la *dignité Impériale* que malgré lui, et qu'en particulier l'arrivée des trente députés du Reichstag lui fait très peu de plaisir. Il aurait dit : —

« — Eh bien ! mais voilà un bel honneur que je dois à M. Lasker ! »

Plus tard, j'écrivis par ordre du Chef un article pour la presse, qui tendait à montrer que désormais ce *n'est plus la France* que nous avons devant nous pour adversaire, mais que ce sont les républicains rouges cosmopolites, Garibaldi, Mazzini, qui est auprès de Gambetta comme son conseiller, et les membres polonais, espagnols, et danois de ce parti. Ce que cette aimable société se propose de faire, a été exposé dans une lettre du fils du préfet Ordinaire, qui signe du titre d'officier de l'état-major de Garibaldi. Voici cette lettre qui est datée d'Autun, 16 Novembre, et adressée à la rédaction du journal *Les Droits de l'Homme* : —

Vous voyez par le timbre de ma lettre où nous sommes, — dans la pire ville de prêtraille qu'il y ait en France. C'est un foyer de réaction monarchique. Elle ressemble moins à une ville qu'à un immense couvent, de grands murs noirs, des fenêtres grillées, derrière lesquelles des moines de toutes les couleurs, conspirent et prient pour le droit divin dans les ténèbres et le silence. Dans les rues, les chemises rouges frôlent à chaque pas les soutanes et jusqu'aux marchands il n'y a rien qui n'ait un air mystique et trempé d'eau bénite. Aussi sommes-nous ici à l'index, et les calomnies pleuvent sur nous comme un déluge. La moindre faute contre la discipline, cas inévitable chez des troupes composées

de volontaires, est à l'instant transformée en crime. D'un rien on fait un cas pendable. Souvent la montagne en travail enfante une souris, mais la mauvaise impression produite sur l'opinion publique n'en subsiste pas moins.

Le croiriez-vous? L'autorité elle-même nous rend la vie difficile. L'autorité qui, je l'espère à son insu, se fait l'écho des calomniateurs, nous voit d'un œil malveillant et il s'en faut peu que nos concitoyens ne regardent notre armée comme une bande de brigands. Croyez-moi, les monarchistes de toutes les couleurs n'ont pas abandonné du tout leurs funestes projets ; ils nous haïssent, parce que nous avons juré de ne laisser debout, nulle part, les tréteaux de charlatans du haut desquels rois et empereurs dictent au peuple leurs ordres et leurs caprices. Oui, nous le disons bien haut, nous sommes les soldats de la révolution et j'ajoute, non pas seulement de la révolution française, mais de la révolution cosmopolite. Italiens, Espagnols, Polonais, Hongrois, ont compris qu'en accourant se ranger sous le drapeau de la France, ils défendent la république universelle. La lutte a maintenant son caractère bien déterminé : c'est la lutte entre le principe du droit divin, du pouvoir monarchique, et le principe de la souveraineté du peuple, de la civilisation, de la liberté. *La patrie s'efface devant la république.*

Nous sommes citoyens du monde et quoi qu'on puisse faire, nous nous battrons jusqu'à la mort pour arriver à la réalisation de l'idéal sublime des Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire à la fraternité de tous les peuples libres. Les réactionnaires monarchistes le savent, c'est pourquoi ils joignent leur armée à l'armée prussienne. Nous avons les baïonnettes ennemies en face de nos poitrines et la trahison derrière notre dos! Et pourquoi ne casse-t-on pas sans pitié ces vieux généraux de l'Empire, ces hommes plus ou moins ornés de plumets, de décorations, et de galons d'or? Le gouvernement de la Défense Nationale ne voit-il donc pas qu'il est trahi par eux? que ces gens, par leurs manœuvres hypocrites, par leurs honteuses capitulations, par leurs retraites inexplicables, préparent une restauration bonapartiste, ou au moins le couronnement d'un d'Orléans ou d'un Bourbon?

Mais qu'il prenne garde à lui, ce gouvernement qui s'est donné la mission de délivrer le sol de notre pays souillé par les hordes étrangères!... Qu'il soit à la hauteur de cette mission! Quand on vit dans une époque comme la nôtre, au milieu des horribles circonstances dans lesquelles nous sommes, il ne suffit pas d'être honnête, il faut montrer de l'énergie, ne pas perdre la tête, ne pas se noyer dans un verre d'eau. Que les Crémieux, les Glais-Bizoin, les Fourichon se souviennent de la manière dont on agissait en 1792 et 1793! Il nous faudrait aujourd'hui un Danton, un Robespierre, des hommes de la Convention! Allons, messieurs, faites place à la révolution! Elle seule peut nous sauver. Dans les grandes crises, il faut de grands moyens et de grandes mesures.

Que l'on n'oublie pas que l'organisation intérieure contribuera à la défense extérieure. C'est beaucoup de ne se heurter à aucun obstacle quand on marche à l'ennemi; c'est beaucoup de se savoir soutenu par des fonctionnaires républicains, de savoir que l'armée n'est pas dans la

main de généraux prêts à se vendre. Que signifient les formalités de la hiérarchie militaire? Qu'on prenne les généraux dans les rangs des soldats eux-mêmes si cela est nécessaire, surtout dans la jeunesse. Infusons dans les veines de la république un peu de sang jeune, et la république se sauvera, et sauvera toute l'Europe du joug des tyrans. Allons courage! Un effort, et vive la république universelle!

Que la patrie disparaisse devant la république. Que l'on emploie les grands moyens qu'ont employés Danton et Robespierre; que l'on coupe la tête de tous ceux qui pensent autrement que nous en matière religieuse ou politique. Que l'on proclame la guillotine en permanence. Que l'on congédie les généraux Chanzy et Bourbaki, Faidherbe et Vinoy, Ducrot et Trochu, et qu'on mette à leur place de simples soldats (1)

Voilà ce que nous prêche un fils de préfet dans le département du Doubs, et un officier de l'état-major de Garibaldi. Je me demande si beaucoup de gens à Versailles diront *amen* à ces propositions quand le *Moniteur* les leur mettra sous les yeux dans quelques jours.

Mardi, 13 *Décembre*. — Le matin encore un article sur la profession de foi des républicains cosmopolites. Puis télégraphié la capitulation de Phalsbourg et le commencement du bombardement de Montmédy. La santé du Chef est un peu meilleure, quoiqu'il se sente encore très faible. A déjeuner, on parle très sérieusement de la retraite du Chancelier, puis, en plaisantant, d'un *ministère* Lasker, « qui serait une espèce de ministère Ollivier, » puis à moitié sérieusement, d'un chancelier fédéral qui serait Delbruck, « homme de talent, mais nullement homme d'Etat. » Je soutins qu'il était absolument inadmissible que la démission du Chef fût acceptée s'il la donnait. Les autres pensaient que la chose était pourtant possible. Je dis qu'alors il ne se passerait pas un mois avant qu'on ne se vît obligé de le rappeler. Bucher exprima le doute qu'en pareil cas il consentit à revenir, et il dit positivement que Bismarck, s'il le connaissait bien, ne reprendrait plus le pouvoir qu'il aurait une fois abandonné; qu'il se trouvait trop bien à Varzin, loin des affaires et des ennuis de toute espèce; que ce qu'il aimait le mieux, c'étaient les bois et les champs.

(1) M. Olivier Ordinaire, rédacteur en Chef de *la Démocratie franc-comtoise*, dans une lettre du 1er Mars 1879, reproduite par divers journaux, a protesté et a affirmé: — 1° que cette lettre n'est pas de lui; — 2° qu'elle n'a jamais été publiée telle qu'elle figure dans le livre allemand; — 3° que les phrases révoltantes du dernier paragraphe, entre autres, ont été ajoutées de toutes pièces. (*Note du traducteur.*)

« — Croyez-moi, — lui aurait dit une fois la comtesse, — un navet l'intéresse plus que toute la politique. »

Mais nous n'acceptons cela qu'avec réserve et nous croyons qu'il faut le limiter à des dispositions d'esprit purement accidentelles.

Vers une heure et demie, je suis allé chez lui pour lui faire mon rapport. Il voulait que je signalasse dans la presse l'embarras du Roi de Hollande pour trouver de nouveaux ministres, et que je montrasse que cet embarras est une conséquence du système parlementaire, où les conseillers de la couronne doivent absolument se retirer toutes les fois que dans une question ils ont contre eux la majorité de la représentation nationale. Il fit à ce sujet les observations suivantes : —

« — Je me souviens que, quand je devins ministre, on en était au vingtième ou au vingt et unième ministère depuis que le système constitutionnel avait été introduit. Si l'on veut s'en tenir strictement au principe que les ministres doivent être congédiés quand ils sont en opposition avec la majorité, on a besoin de beaucoup d'hommes, de trop d'hommes ; on est obligé de recourir aux médiocrités, et on finit par n'en plus même trouver qui aient envie du métier. La morale à tirer de là, c'est qu'il faut ou élever les primes pour les postes de ministres, ou relâcher quelque chose de la rigueur de la pratique parlementaire. »

A trois heures, le Chef monta en voiture, après avoir reçu la visite de Russell, et il descendit aussi à dîner, Dieu merci ! où il but un peu de bière et quelques verres d'eau de Vichy avec du Champagne. Nous avions un potage à la tortue et, entre autres mets délicats, une hure de sanglier et une compote composée de gelée de framboises et de gingembre, qui était délicieuse. Le Ministre dit : —

« — En 1866, j'eus déjà une attaque du même mal, c'est une maladie des veines. Je fus longtemps alité, et obligé cependant de répondre avec un crayon à des lettres d'une nature fort désespérée et pour moi fort désespérante..... Ils (c'était des Autrichiens qu'il voulait parler) voulaient désarmer sur la frontière du Nord, mais plus loin ils prétendaient continuer leurs armements, et j'avais à faire comprendre que cela ne pouvait pas nous convenir. »

Il parla ensuite de ses négociations avec Russell et des demandes de Gortschakoff.

« — Les gens de Londres, — dit-il — ne seraient guère disposés à dire purement et simplement oui à la proposition de rendre

à la Russie et aux Turcs la Mer Noire et la pleine souveraineté sur les côtes. On a peur de l'opinion publique en Angleterre, et Russell en revient toujours là, qu'il faudrait qu'on pût trouver un équivalent. Il m'a demandé si nous ne consentirions pas, par exemple, à en revenir à la convention du 16 Avril 1856. Je répondis que l'Allemagne n'y avait aucun intérêt. Alors, il demanda si nous ne voudrions pas nous engager à garder la neutralité dans le cas où un conflit éclaterait. Je lui dis que je n'étais pas partisan de la politique conjecturale à laquelle appartenait un engagement de cette espèce ; que cela dépendrait tout à fait des circonstances ; que pour le moment, nous ne voyions aucune raison de nous immiscer dans cette affaire, et que cela devait lui suffire. Qu'au reste, ce n'était pas mon avis que la reconnaissance dût trouver aucune place dans la politique. L'Empereur actuel s'était toujours montré amical et bienveillant à notre égard, ; l'Autriche, au contraire, avait tenu jusqu'à présent une conduite peu rassurante et parfois très équivoque. Quant à l'Angleterre, il savait bien lui-même ce que nous lui devions. L'amitié de l'Empereur était un reste des anciennes relations basées en partie sur des liens de parenté, mais elle avait aussi pour cause la connaissance que nos intérêts n'étaient pas en opposition avec les siens. Ce que serait l'avenir, on ne le savait pas, et on ne pouvait en parler. Notre position était tout autre que dans le passé. Nous étions l'unique puissance qui eût sujet d'être satisfaite, nous n'avions besoin de rendre service à personne, à moins de savoir ce qui serait fait pour nous en retour. Il revenait toujours à la question d'un équivalent, et me demanda enfin si je n'avais rien à lui proposer. Je parlai de l'ouverture des Dardanelles et de la Mer Noire à toutes les nations. Cela pouvait être agréable à la Russie qui, dès lors, pouvait passer de la Mer Noire dans la Méditerranée, et aussi à la Turquie, qui aurait tout de suite des amis auprès d'elle; et enfin aux Américains, auxquels on retirait par là un des motifs qui les unissaient à la Russie, le vœu pour la liberté de toutes les routes maritimes. Il parut entrer dans ces vues. Les Russes, — continua le Chancelier, en s'adressant à nous, n'auraient pas dû être si modestes dans leurs demandes; ils auraient dû exiger davantage; par ce moyen, ils auraient obtenu sans difficulté ce qu'ils demandaient par rapport à la Mer Noire... »

La conversation tomba alors sur les quatre points du nouveau

droit maritime : ne point armer en corsaires; ne point saisir la marchandise qui n'est pas contrebande de guerre; ne reconnaître de blocus que celui qui est effectif, etc.

« — Un de ces points a été violé de la manière la plus flagrante par les Français qui ont brûlé des navires allemands, — observa le Chef, qui termina par ces mots l'entretien sur ce sujet : — Oui, il nous faudra voir comment nous pourrons nous dégager de cette absurdité. »

Le soir, fait pour le Roi de nouveaux extraits d'articles de la presse allemande où l'on s'étonne et où l'on se plaint du retard du bombardement. Plus tard, arrive L., qui s'informe d'un certain Helbig ou Hillwitz, me demandant si je sais quelque chose à son sujet. Je répondis que non.

« — Ce serait, — continua-t-il, — un rentier, un démocrate, un ami de Classen-Kappelmann; il aurait été ici ces jours-ci et aurait eu un entretien avec le Chancelier. A son retour, on l'avait arrêté, mais il avait été remis en liberté sur un télégramme du Chef. Il passait pour un agent du rétablissement de Napoléon, qu'il voulait remettre sur le trône, afin qu'on pût s'en débarrasser ensuite pour tout de bon, et établir définitivement la république en France, et que, dans l'intervalle, par suite de la lutte des partis en France pour arriver au pouvoir, la paix fût assurée à l'Allemagne.....

S'il y a là dedans quelque chose de fondé, le plan doit être en partie erroné ou du moins il doit y avoir des lacunes. Au reste, je m'abstins de faire là-dessus aucune réflexion, et je me contentai de prendre note de la chose.

MERCREDI, 14 *Décembre*. — Ciel couvert, temps tiède. Hier et avant-hier, on avait peu tiré des forts et des canonnières; aujourd'hui, on n'a pas tiré du tout. Dans la matinée, sur l'ordre du Chef, on a télégraphié l'entrée de nos troupes à Blois et la capitulation de Montmédy. En Allemagne, ces messieurs du centre ne se sont pas encore décidés à se montrer satisfaits du traité avec la Bavière. T. m'en écrit de K. d'une manière presque désespérée.

Je comprends très bien que le Comte de Bismarck n'ait pas pu faire mieux; mais c'est bien triste. La Bavière nous a de nouveau, comme en 1813 par le traité de Ried, jeté un bâton dans les jambes. Tant que nous aurons notre grand homme d'Etat à notre tête, cela ne nous empêchera pas de courir ; mais après ? La confiance entière que j'avais dans la vitalité de la Confédération du Nord, je ne puis l'avoir dans le nouvel Empire. Toute mon espérance, c'est que la saine vigueur

de la nation s'accroîtra malgré les immenses défauts de la constitution de l'Etat. C'est là aussi mon espérance d'autant plus que les défauts de cette constitution ne me semblent pas si dangereux qu'à notre ami de H. Au reste, à quoi bon se plaindre de ce qu'on ne peut changer? On a fait ce qu'on pouvait faire, et c'est maintenant le moment d'appliquer la maxime: Prends ce qu'on te donne: avec de l'application, de l'adresse et de la patience, tu arriveras plus tard à avoir davantage.

Avant le dîner, j'assistai de nouveau à l'enterrement de deux soldats morts à l'ambulance du château. Le convoi se rendit au cimetière par le Boulevard de la Reine et la Rue Adélaïde. Les Français saluèrent encore cette fois les cercueils en se découvrant. La musique joua pendant la marche l'air : *Wie wohl ist mir, o Freund der Seelen* (1), et sur la fosse commune l'air : *Wie sie so sauft ruhn* (2).

A dîner, le Chef, et comme invité, le comte de Holnstein. La conversation n'a pas roulé sur la politique. Le Ministre était de très bonne humeur et très communicatif ; il a abordé toutes sortes de sujets. Il a dit, entre autres, qu'étant jeune, il avait été excellent coureur et excellent sauteur. Ses fils, au contraire, avaient une force musculaire extraordinaire dans les bras. Il ne pouvait pas se mesurer avec eux à la lutte corps à corps. Il envoya ensuite chercher l'écrin renfermant la plume d'or que lui a offerte le joaillier Bissinger, il la montra à ses hôtes, et dit à cette occasion que la comtesse lui avait écrit la vraie histoire de cette plume, « que ce qu'on en avait dit était un mensonge, tout comme l'histoire du paysan de Meaux », dans laquelle on avait, comme je l'appris alors, pour la première fois, raconté qu'on avait mis par méprise dans le lit du Chef le nouveau-né d'un soldat français tombé ces jours-ci sur le champ de bataille, ce qui naturellement était une invention de journaliste. On parla ensuite de la députation du Reichstag, qui venait d'arriver à Strasbourg et qui arrivera ici après-demain. Le Chancelier dit : —

« — Il est donc temps de penser à ce que nous leur répondrons. Simson s'en acquittera bien. Il a déjà travaillé plusieurs fois à ces choses-là à la première députation à l'Empereur, et puis au château de Hohenzollern. Il parle bien, il aime à parler, et il est heureux de trouver de telles occasions. »

Abeken dit que le député Lœwe avait prétendu avoir vu déjà une

(1) Que je suis bien, ô ami des âmes!
(2) Comme ils reposent doucement!

fois la même chose, et avoir eu ensuite le temps d'y réfléchir *loin de Madrid* (1).

« — Vraiment! est-ce qu'il était-là en 1849? — demanda le Ministre.

— Oui, — répondit Bucher. — Il était président du Reichstag.

— Eh bien, — repartit le Chef, — alors ce n'est pas à cause du voyage chez l'Empereur qu'il a dû rester loin de Madrid, mais à cause du voyage à Stuttgart, ce qui est bien différent. »

Il en vint alors à parler d'abord du château de Hohenzollern, où toutes les branches de la famille avaient leurs appartements séparés, ensuite d'un autre vieux château en Poméranie, où tous les Dewitz avaient droit d'habitation, mais qui n'est plus aujourd'hui qu'une ruine pittoresque, depuis que les habitants de la petite ville voisine l'ont exploité comme une carrière de pierres, et enfin d'un grand propriétaire qui a fait sa fortune d'une manière singulière.

« — Il avait toujours été dans la gêne, et ce fut justement quand il fut plongé jusqu'au cou dans la misère, que les chenilles dévorèrent ses forêts, ce qui fut suivi d'un incendie dans ces mêmes forêts, et enfin, pour comble de malheur, d'un ouragan qui renversa ce qui en restait encore. Il était désespéré et ne voyait aucun moyen d'éviter la banqueroute. Le bois tombé dut être vendu, et voilà qu'il en retira une grosse somme d'argent, cinquante à soixante mille thalers. Il se tira ainsi d'affaire. L'idée de faire couper le bois ne lui était jamais venue. »

Le Chef passa de là à un autre original qu'il avait eu pour voisin.

« — Il avait dix ou douze propriétés, mais jamais d'argent, et souvent pourtant l'envie de s'en procurer. Ainsi, quand il voulait donner un déjeuner dans les règles, il vendait ordinairement une de ses terres. A la fin, il ne lui en resta plus qu'une ou deux. C'étaient ses paysans qui lui avaient acheté une des autres pour trente-cinq mille thalers. Ils lui comptèrent cinq mille thalers et vendirent aussitôt après pour vingt-deux mille thalers de bois de constructions pour la marine, ce à quoi il n'avait jamais pensé. »

Il parla ensuite des hallebardiers de Munich, qui lui avaient

(1) Allusion au *Don Carlos*, de Schiller. Acte I, scène VI, où le Roi d'Espagne dit à la Marquise de Mondécar, dame d'honneur de la Reine : Je vous accorde dix ans à passer *loin de Madrid*, pour réfléchir sur votre faute.

imposé par leur belle taille et leur bonne mine, et qui devaient être de grands connaisseurs en fait de bière. Enfin on parla de son fils, le comte Bill qui était entré à Rouen, le premier de tous les Allemands. Quelqu'un dit qu'il devait avoir fourni aux habitants de la ville une preuve convaincante que nos troupes n'ont jusqu'à présent manqué de rien, sur quoi le Chancelier revint sur la vigueur de ses *gars*.

« — Ils ont une force peu ordinaire pour leur âge, — dit-il, — quoiqu'ils n'aient jamais fait de gymnastique. Ça été bien malgré moi, mais à l'étranger ils n'avaient pas l'occasion de se livrer à ces exercices. »

En fumant son cigare après le dîner, il demanda si ces messieurs du bureau fumaient.

« — Tous, — répondit Abeken.

— Eh bien alors, il faut qu'Engel leur distribue les cigares de Hambourg. J'en ai reçu une telle quantité, que, *quand même la* guerre durerait encore un an, il m'en resterait encore à rapporter en Allemagne. »

Après neuf heures du soir, appelé deux fois chez le Ministre... Donné connaissance à la presse que le rédacteur du *Gaulois*, qui paraît maintenant à Bruxelles, est venu à bout de sortir de Paris et de traverser les lignes prussiennes, en achetant à un Suisse son passeport moyennant dix mille francs.

« — Quant à l'autre Suisse, — me dit le Chef, — n'en parlez pas. »

Celui-ci, d'après la même source, avait vendu pour six mille francs à un autre Parisien la permission de passer à travers nos avant-postes.

« — Si vous en parliez, on croirait que nous voulons chercher chicane à la Suisse, ce qui n'est pas notre intention. »

Jeudi, 15 *Décembre*. — Temps tiède, on ne tire plus du tout des forts. A dîner nous avions pour hôtes les comtes Frankenberg et Lehndorff. Une demi-heure plus tard apparut aussi le prince Pless. Le Ministre était tout à fait de bonne humeur et communicatif. On s'entretint d'abord de la question du jour, c'est-à-dire du commencement du bombardement, et le Chef dit qu'on pouvait bien y compter pour dans huit ou dix jours, mais que l'effet en serait peut-être peu considérable dans les premières semaines parce que les Parisiens avaient eu le temps de prendre leurs précautions. Fran-

kenberg dit qu'à Berlin et surtout au Reichstag, on ne parlait de rien tant que des causes pour lesquelles on s'était jusqu'à présent abstenu de bombarder Paris. Toutes les autres questions le cédaient à celle-là.

« — Oui, — répondit le Chef, — maintenant que Roon a pris la chose en main, cela va marcher. Il y a mille voitures avec les attelages nécessaires pour transporter ici les munitions et quelques-uns des nouveaux mortiers doivent être arrivés. Dorénavant nous pouvons nous attendre à quelque chose. »

On en vint à parler de la manière dont le rétablissement de l'Empire d'Allemagne avait été porté devant le Reichstag, et plusieurs des assistants exprimèrent l'opinion qu'on ne s'y était pas pris de la manière qu'il était à désirer. L'affaire avait été menée maladroitement. On n'avait pas prévenu les conservateurs de la communication qui allait être faite, en sorte que cette communication à coïncidé justement avec le moment où ces messieurs étaient à déjeuner, et il semble que Windthorst n'avait pas tort quand il a observé, avec son habileté ordinaire à profiter des circonstances, qu'il aurait attendu plus d'enthousiasme de l'Assemblée.

« — Oui, — dit le Chef, — il aurait fallu dans cette occasion plus de *mise en scène* (ces mots dits en français). Il aurait fallu que quelqu'un montât à la tribune pour exprimer son mécontentement des conventions avec la Bavière, pour dire qu'il y manquait ceci, qu'il y manquait cela. Ensuite il aurait dit : Oui, si on avait trouvé un équivalent pour compenser ces défauts, quelque chose qui eût accentué l'unité, ce serait une autre affaire, et c'est alors qu'il aurait fallu mettre l'Empereur en avant. Il est du reste plus important que ne le croient bien des gens, l'Empereur. J'avoue bien que le traité avec la Bavière a ses défauts et ses lacunes ; mais cela est bien facile à dire quand on n'a pas de responsabilité. Que serait-il donc arrivé si je m'étais obstiné et que par suite rien n'eût été conclu ? On ne peut se figurer quels embarras en seraient résultés ; aussi avais-je une inquiétude mortelle au sujet des préventions des membres du Reichstag qui appartiennent au centre. Au reste, j'ai dormi aujourd'hui comme je n'avais pas fait depuis bien longtemps ; j'ai eu deux bonnes heures d'un sommeil tranquille et bienfaisant. Au commencement je ne pouvais pas m'endormir tant j'étais assailli d'inquiétudes et de pensées diverses. Mais tout à coup voilà que Varzin m'apparut distinctement, jusqu'aux moindres

détails, comme un grand tableau, avec toutes les couleurs, la verdure des arbres, les troncs de ces mêmes arbres éclairés par le soleil, et le ciel bleu au-dessus du tout. Je voyais tous les arbres, chacun en particulier. Je m'efforçais de m'en débarrasser, mais cela me revenait toujours et me tourmentait ; quand enfin je les perdis de vue, vinrent d'autres images, des actes, des notes, des dépêches jusqu'à ce qu'enfin je m'endormis sur le matin. »

La conversation tourna alors sur le beau sexe dans ce pays, et le Chef dit : —

« — J'ai passablement voyagé en France, aussi pendant la paix ; eh bien, je ne me souviens pas d'avoir vu une jolie paysanne, tandis que souvent j'ai vu des figures horriblement laides. Je crois bien qu'il y en a quelques-unes de jolies, mais alors elles vont à Paris pour mettre ce fonds-là en valeur. »

A la fin, la conversation se porta sur l'épouvantable dévastation dont la guerre a couvert la France, sur quoi le Ministre fit, entre autres, les observations suivantes : —

« — Je prévois encore que tout va être désert et sans maître, et que, de même qu'après l'invasion des Barbares, on donnera des terres aux Poméraniens et aux Westphaliens distingués par leur mérite. »

Après dîner, bu un verre de bière à l'*Hôtel de la Chasse* avec H., qui se rend demain aux avant-postes à Bougival où, par parenthèses, un obus français est entré dans une maison, ces derniers jours et a blessé plusieurs personnes. Son cousin, qui est médecin à l'ambulance du château, était avec nous. Celui-ci vint à parler de la visite que le Chef avait fait dernièrement dans les salles des malades, et son opinion était que le médecin qui avait été compromis, n'était réellement pas coupable, comme M. le Chancelier Fédéral l'avait cru, si les hommes n'étaient pas pourvus du nécessaire. L'autre accusé ne l'était pas davantage. L'infirmier qui avait assuré au Comte que les malades étaient négligés n'était qu'un ivrogne et ne méritait aucune confiance. La cause véritable était le rationnement trop sévère des malades dans les hôpitaux prussiens. Avec les rations qu'on leur donnait, les hommes ne pouvaient ni vivre ni mourir. Sans les dons volontaires et les offrandes charitables, cela n'irait plus du tout, et le médecin, dont il s'agit, avait bien des fois, par sa raideur et sa brusquerie, ralenti le zèle des personnes charitables et en particulier des dames françaises qui auraient voulu apporter des aumônes.

Le soir, au thé, il n'y avait d'abord que Bucher tout seul. Bientôt arriva Keudell, qui était assez abattu et inquiet des gigantesques levées ordonnées par Gambetta et que l'on évalue, selon ce qu'il a entendu dire à l'état-major, à treize cent mille hommes. Il est vrai qu'en revanche il avait aussi appris des gens de Moltke que nous allions recevoir quatre-vingt à quatre-vingt-dix mille hommes de nouvelles troupes, mais il croyait qu'il nous fallait un demi-million d'hommes : car, qu'arriverait-il si les Français du Sud-Est poussaient, avec trois cent mille hommes, une pointe contre notre faible ligne de communications avec l'Allemagne ? Nous pourrions alors être contraints d'abandonner Paris à lui-même. C'est là une manière peu réjouissante d'envisager la situation.

XV.

CHAUDORDY ET LA VÉRITÉ. — OFFICIERS PARJURES. — FALSIFICATION DES TEXTES PAR LES FRANÇAIS. — LE PRINCE IMPÉRIAL HOTE DU CHEF.

Vendredi, 16 *Décembre*. — Temps tiède, ciel couvert. Dans la matinée, écrit plusieurs articles sur la circulaire de Chaudordy relative à la manière barbare dont nous ferions la guerre. Voici quelle était la suite des idées : Aux calomnies que la presse française met en circulation depuis plusieurs mois, dans le but d'exciter contre nous l'opinion publique, vient de s'ajouter dernièrement une pièce qui émane du gouvernement lui-même, du gouvernement provisoire de la France, et qui tend, par un exposé infidèle et exagéré de notre conduite dans la guerre actuelle, à prévenir contre nous les cours et les cabinets étrangers. Un employé du Ministère des Affaires Etrangères à Tours, M. de Chaudordy, prend la parole dans une circulaire pour nous dénoncer aux puissances neutres. Ecoutons-le dans les principaux points de son élucubration et disons ensuite ce qui en est, dans la réalité, et à qui l'on peut faire avec justice le reproche de faire la guerre d'une manière barbare, de nous ou des Français.

Il prétend que nous faisons des réquisitions excessives et que nous exigeons dans toutes les localités et communes tombées en no-

20

tre pouvoir des contributions impossibles. Nous aurions même mis la main sur la propriété privée des habitants. Nous aurions ensuite brûlé et pillé cruellement les villes et les villages dont les habitants ont combattu contre nous ou seulement donné quelque secours aux défenseurs de la patrie française. Notre accusateur dit : —

> Pour punir une ville du fait d'un seul habitant, dont le seul crime était de s'être levé contre les envahisseurs étrangers, les officiers supérieurs en ont ordonné le pillage et l'incendie, et leurs troupes ont fait l'abus le plus révoltant de la consigne impitoyable qui leur a été imposée. Toute maison où un franc-tireur avait été caché ou hébergé était livrée aux flammes. Que devient la propriété ?

Nous aurions, poursuit la circulaire, inauguré pour le bombardement des villes une pratique inouïe dans l'histoire. Enfin, entre autres cruautés, nous aurions commis celle de prendre avec nous des otages dans les convois sur les chemins de fer, pour nous assurer contre l'enlèvement des rails ou contre tout autre danger.

Voici ce que nous observons à ce sujet. Si M. de Chaudordy entendait quelque chose au métier de la guerre, il ne se plaindrait pas des sacrifices que nos opérations imposent à la population française, mais il s'étonnerait plutôt que ces sacrifices soient comparativement si modérés. De plus, les troupes allemandes ont partout respecté la propriété ; mais on ne peut pas assurément leur demander de renoncer, après des marches forcées, après des combats sanglants, après qu'elles ont supporté le froid et la faim, à se procurer un logement aussi commode que possible et à se faire donner par les habitants les choses les plus indispensables, le boire et le manger, le bois, etc., ou à les prendre eux-mêmes, si les habitants ont pris la fuite. Au reste, il faut constater que, au lieu de s'attaquer, comme M. de Chaudordy le prétend, aux propriétés particulières, nos soldats ont souvent, au péril de leur vie, sauvé, dans l'intérêt des habitants, des objets d'art ou d'autres objets précieux, qui étaient menacés par le feu des canons français. Nous avons brûlé des villages. Mais notre accusateur ne sait-il rien de la cause, ne sait-il pas que de ces maisons, les francs-tireurs avaient traîtreusement tiré sur nos troupes, que les habitants de ces localités y avaient donné aide à ces bandes, et les secondaient de toutes les manières ? N'a-t-il point entendu dire que les francs-tireurs qui se rendaient de Fontaine à Lyon, disaient ouvertement

et sans honte, que le but de leur marche était de visiter les maisons de la contrée qui valaient la peine d'être pillées? Peut-il prouver par un seul exemple bien constaté que nos soldats se soient livrés à des cruautés pareilles à celles dont les turcos et les bandes de volontaires français se sont rendus coupables à leur égard? Nos troupes ont-elles coupé le nez et les oreilles à leurs adversaires vivants ou morts, comme des Français l'ont fait, le 30 Novembre, à Coulours, à l'égard de soldats allemands? Quand, le 11 Décembre, huit cents prisonniers allemands devaient arriver à Lille, il n'y en arriva que deux cents. Beaucoup d'entre eux étaient grièvement blessés, mais, au lieu de les secourir, le peuple leur jetait des boules de neige et criait qu'il fallait leur passer la baïonnette à travers le corps. Le nombre inouï de fois où les Français ont tiré sur des parlementaires semblerait presque incroyable, mais voici un fait bien attesté. Le 2 Décembre, le porte-épée Steinmetz écrivait de Villers à son lieutenant à Mirecourt, sur la demande expresse d'un officier garibaldien, une lettre dans laquelle il lui annonçait que si nos troupes se permettaient des représailles contre Vittel ou contre d'autres localités des environs, on couperait les oreilles aux quatorze Prussiens tombés, dans une embuscade, entre les mains des bandes de francs-tireurs.

Dans plusieurs cas, nous n'avons pas traité les francs-tireurs comme soldats, mais c'est seulement quand ils ne se conduisaient pas en soldats, quand ils agissaient d'après les principes que le préfet Luce Villiard a fait recommander par les maires, le 21 Novembre aux populations du département de la Côte-d'Or, en leur disant : —

> La patrie ne vous demande pas de vous réunir en masse et de marcher à découvert contre l'ennemi. Elle attend de vous que trois ou quatre hommes résolus sortent chaque matin des communes et s'embusquent dans un lieu désigné par la nature elle-même, d'où ils puissent tirer sans danger sur les Prussiens. Surtout il faut tirer sur les cavaliers ennemis dont ils livreront les chevaux au chef-lieu de l'arrondissement. Je leur donnnerai une prime (assassinat soudoyé) et ferai publier leur action héroïque par tous les journaux du département et par le *Journal officiel*.

Nous avons canonné des villes ouvertes, Orléans, par exemple, mais M. de Chaudordy ne devrait-il pas savoir que ces villes étaient défendues par l'ennemi? Et a-t-il oublié que les Français ont bombardé les villes de Sarrebruck et de Kehl? Pour ce qui concerne

enfin les otages qui devaient accompagner nos convois sur les chemins de fer, on les a emmenés, non pour servir d'obstacles aux actions héroïques des Français, mais pour rendre impossibles des crimes commis lâchement. Les chemins de fer ne transportent pas seulement des soldats, des armes, des munitions, et d'autre matériel de guerre, ils ne sont pas seulement un instrument de guerre, auquel on peut opposer d'autres moyens violents. Ils transportent aussi des masses de blessés, de médecins, d'infirmiers, et d'autres personnes tout à fait inoffensives. Peut-il, dès lors, être permis au premier paysan venu, peut-il être permis aux francs-tireurs de mettre en péril la vie de centaines de ces personnes en arrachant les rails ou en les chargeant de pierres ! Que, du côté des Français, on veille à ce que la sûreté des chemins de fer ne soit plus menacée, et ces otages ne feront plus désormais que de simples promenades en chemins de fer, ou même on pourra, du côté des Allemands, se dispenser d'assurer la sécurité des trains au moyen d'otages. Nous nous dispenserons de suivre M. de Chaudordy dans ses autres plaintes. Les cabinets de l'Europe connaissent les sentiments d'humanité qui animent les chefs de l'armée allemande, et l'on saura y ramener à leur juste valeur, les allégations de l'accusateur français. Au reste, la guerre est toujours la guerre. Les gants de velours n'y jouent aucun rôle, et les gants de fer, auxquels nous devons recourir, seraient peut-être moins souvent employés si le gouvernement de la Défense Nationale n'avait pas, dans sa passion, donné à la guerre le caractère d'une guerre nationale, qui conduit toujours à de plus grandes duretés que la lutte entre les armées régulières.

L'après-midi, fait encore une visite aux superbes dieux de bronze qui sont derrière le château, ainsi qu'aux statues dont le marbre blanc est couvert de mousse, dans la grande allée du parc. A dîner, outre Bohlen, qui était toujours malade, manquait Hatzfeld, qui était indisposé, et Keudell, qui était commandé pour la table du Roi. En revanche, nous avions comme invités le comte de Holnstein et le prince Putbus. La conversation s'engagea d'abord sur le traité avec la Bavière, et Holnstein s'attendait à ce qu'il trouvât l'assentiment de la seconde Chambre, dans laquelle une majorité des deux tiers des voix est nécessaire; on savait déjà qu'il n'y aurait qu'une quarantaine de voix contre. Il ajouta qu'on pouvait regarder comme certain qu'il ne serait pas repoussé par le Reichsrath.

« — On peut compter sur Thungen, — dit le Chef.

— Je le crois, — répondit Holnstein, — car il a voté aussi en faveur de la participation à la guerre.

— Oui, — dit le Ministre, — il est du nombre des particularistes honnêtes; mais il y a aussi des particularistes qui ne sont pas honnêtes et qui poursuivent d'autres buts.

— Assurément! — répondit Holnstein. — Quelques patriotes l'ont montré clairement en supprimant *Für König und Vaterland* (1), et en ne conservant que *Mitt Gott* (2). »

Putbus amena ensuite la conversation sur la fête prochaine, et dit que les hommes qui sont dans les ambulances auraient aussi leur arbre de Noël, et que ce serait une œuvre charmante. On avait fait pour cela une collecte, et amassé déjà deux mille cinq cents francs.

« — Pless et moi nous avons souscrit, — continua-t-il. — Puis on a présenté la liste au Grand-Duc de Weimar, qui a donné trois cents francs, Cobourg en a donné deux cents. Il a dû s'arranger de manière à ne pas donner plus que Weimar et pas moins que Pless ».

Putbus dit qu'on devait présenter la liste à Sa Majesté, sur quoi le Chef fit cette observation : —

« — Vous me permettrez bien d'y prendre part aussi, j'espère! »

On raconta ensuite qu'un ballon français était tombé près de Wetzlar, et qu'on disait que Ducrot était dedans.

« — Pour celui-là, on le fusillera, n'est-ce pas? — demanda Putbus.

« — Non, — répondit le Chef — s'il comparaît devant un conseil de guerre, on ne lui fera rien; mais un tribunal d'honneur le condamnerait certainement... c'est ce que me disent les officiers.

— Rien de nouveau en fait d'événements militaires? — demanda Putbus.

— A l'état-major général, peut-être. Mais ici nous n'en savons rien, — répondit le Chef. — Nous n'apprenons que ce qu'on veut bien nous communiquer après nous avoir laissé longtemps mendier, encore est-ce avec assez d'avarice! »

Quelqu'un prétendit ensuite avoir entendu dire qu'on s'attendait de nouveau pour demain à une grande sortie des Parisiens, et un autre convive fit là-dessus la réflexion que dans une rue détournée de la ville extérieure, ou, selon d'autres, sur la route de Meudon,

(1) Pour le Roi et la Patrie.
(2) Avec l'aide de Dieu.

on avait tiré sur un dragon, et de la forêt entre ici et Ville-d'Avray, sur un officier. De là, l'avis publié hier, d'après lequel depuis trois heures de l'après-midi jusqu'à neuf heures du matin, aucun civil ne doit paraître dans les bois près de la ville, et les sentinelles, ainsi que les patrouilles, ont ordre de tirer sur tout individu, non militaire qui se montre pendant ce temps.

« — Il paraît qu'ils ont des fusils à vent, — dit le Chef. — Ce sont vraisemblablement les anciens braconniers du pays. »

A la fin on parla du projet du gouvernement de la Défense Nationale, de contracter un nouvel emprunt, et le Ministre dit, en s'adressant à moi : —

« — Il serait pourtant bon aussi de faire ressortir dans la presse, le danger que l'on court en prêtant son argent à ce gouvernement. Il peut se faire, faudrait-il dire, que l'emprunt du gouvernement actuel ne fût pas reconnu par celui avec lequel nous ferons la paix, et que nous fassions mettre cela parmi les conditions de la paix. Il faudrait en particulier, que cet avis soit donné par la presse anglaise, et par la presse belge. »

Après que nous fûmes levés de table, Abeken me dit que Holnstein s'était informé qui j'étais. Sans doute parce qu'à présent, je suis le seul à la table du Chancelier qui porte encore des habits civils. Il pensait que j'étais peut-être le médecin de M. le Ministre, attendu qu'on m'appelait Docteur.

Le soir L., annonça qu'un conservateur haut placé, lui avait dit que dans son monde, on était curieux de savoir ce que le Roi répondrait à la députation du Reichstag. Le Roi ne voyait pas cette députation d'nn bon œil. En effet ce n'est que le premier Reichstag de toute l'Allemagne, et non pas celui de la Confédération du Nord, qui peut lui offrir la couronne Impériale. Le Roi pense bien moins au Reichstag, qui ne veut pas lui offrir la couronne, mais conjointement avec les Princes, le supplier au nom du peuple d'accepter la couronne, qu'il ne pense aux Princes qui n'ont pas encore tous répondu à la proposition du Roi de Bavière. Au reste, le conservateur haut placé de L., aurait mieux aimé que le Roi fût devenu Empereur de Prusse... affaire de goût; qu'autrement, la Prusse se fondait dans l'Allemagne, et que cela lui paraissait fâcheux. L. raconta aussi que le Prince Royal était mécontent de certains correspondants, qui, dans les journaux allemands, comparaient Châteaudun à Pompéi, et faisaient en général des descrip-

tions très exagérées des dévastations causées par la guerre. J'engageai ensuite L., à faire sous le titre de *Nouvel emprunt Français* et de *Chaudordy et les coupeurs d'oreilles de Garibaldi*, deux articles pour une feuille belge avec laquelle il correspond. Il me l'a promis pour demain.

Après son départ, je me mis moi-même à traiter le premier sujet pour une feuille allemande, et voici sous quelle forme l'article fut jeté dans notre boîte aux lettres : —

Ainsi donc encore un emprunt par lequel la criminelle impudence des messieurs qui, soit à Tours soit à Paris, président aux destinées de la France et la conduisent moralement et matériellement à sa perte, cherche à exploiter à nouveau les pays étrangers. Il y avait déjà quelque temps qu'on s'y attendait et nous n'en sommes pas surpris. Mais nous voudrions engager le monde financier à bien considérer que les avantages qu'on lui offre cachent un danger facile à comprendre et que nous n'avons besoin que d'indiquer. Des intérêts élevés et un cours d'émission très bas peuvent avoir quelque chose de très séduisant. Mais le gouvernement qui fait l'emprunt n'est reconnu ni par toute la France, ni par aucune des puissances du reste de l'Europe. De plus, il ne faut pas oublier l'avis qui a été donné par l'autorité allemande au sujet de certains emprunts que des communes françaises ont prétendu faire dans l'intérêt de la guerre, que ces emprunts ne seraient point remboursés. Nous pensons que c'est là un indice que le même principe serait appliqué également aux emprunts faits sur une plus grande échelle. Il serait très possible, et il est même très probable que l'on imposera au gouvernement français avec lequel la Prusse et ses alliés concluront la paix, et qui ne sera vraisemblablement pas le gouvernement actuel, qu'on lui imposera, dis-je, comme une des conditions de la paix, l'obligation de ne pas se regarder comme lié par les engagements contractés par MM. Gambetta et Favre, en ce qui regarde le paiement des intérêts et le remboursement des capitaux empruntés par eux. C'est un droit que ce gouvernement aurait sans aucun doute, puisque ces messieurs auraient empruntés au nom de la France, mais sans y avoir été autorisés par la France. Ainsi on est bien averti.

Après dix heures, Wolmann est monté et nous a raconté que la députation du Reichstag est arrivée, et que Simson, qui portera la parole, est déjà en bas chez le Chef, qui lui fera connaître sans doute la répugnance qu'a le Roi à recevoir la députation avant d'avoir reçu toutes les lettres d'assentiment des Princes. Ces lettres viennent d'arriver au Roi de Bavière, qui doit les envoyer ensuite à notre Roi. Les Princes ont déjà envoyé leur adhésion par voie télégraphique. Lippe seul ne paraît pas encore sorti de ses hésitations. Par suite de ce retard, quelques-uns des députés vont sans doute tomber malades. W. nous dit encore que le télégramme qui a annoncé dernièrement au Reichstag la conclusion du traité avec la Bavière contenait ces mots : « Les juges de cercles eux-mêmes, n'ont pas pu arrêter la marche de l'histoire. »

SAMEDI, 17 *Décembre*. — Le matin l'aurore dore mes fenêtres et

le temps est beau dehors. Mais à neuf heures, tandis que je fais avec Abeken, une promenade dans le jardin, survient tout à coup un épais brouillard, qui s'étend sur un petit univers d'un caractère équivoque entre l'hiver et l'été. Le sol est couvert de neige, mais les arbres du parc, dont toutes les branches sont enguirlandées de lierre, un côté du mur d'enceinte également couvert de lierre, la place qui environne la petite cascade couverte de fougères, tout cela est vert, et sous les feuilles mortes qui recouvrent les plates-bandes encadrées de buis, fleurissent quelques timides violettes dont nous cueillons un joli bouquet pour la femme d'Abeken. Ce n'est que vers midi que le brouillard se lève.

Dans le cours de la matinée, j'écris un second article au sujet du nouvel emprunt français. A déjeuner, on apprend que Vendôme a été occupée par nos troupes. Les secrétaires racontent que *le Chef* a coutume, quand il leur dicte, d'aller et venir dans la chambre, en frappant de temps en temps, tantôt sur une table, tantôt sur une chaise ou sur une commode, et en faisant parfois tourner le gland qui termine le cordon de sa robe de chambre. Il paraît, au reste, qu'il n'a pas passé une bonne nuit, car à onze heures et demie, il n'avait pas encore déjeuné, et à midi et demi, on ne pouvait pas encore lui parler peut-être au sujet du bombardement. Il y aura aujourd'hui chez le Roi un grand conseil de guerre.

L'après-midi, rédigé un mémoire sur les cas de plus en plus fréquents d'officiers français prisonniers, qui, en violation de leur parole d'honneur, s'éloignent des lieux où ils ont été internés et se rendent en France pour y reprendre du service contre nous. Ces cas dépassent déjà le chiffre de cinquante, et parmi ceux qui se sont évadés se trouvent des officiers de tous grades, même trois généraux. Après la bataille de Sedan, nous aurions pu, tenant l'armée française renfermée dans la forteresse, la mettre hors d'état de nuire en l'anéantissant. L'humanité et la confiance dans la parole donnée nous ont empêchés de nous arrêter à ce parti. La capitulation fut accordée et nous avons dû supposer que tous les officiers en acceptaient les conditions et étaient disposés à y conformer leur conduite. S'il en était autrement, il fallait nous en avertir. Nous aurions alors traité exceptionnellement ces cas exceptionnels, c'est-à dire que nous n'aurions pas fait aux officiers qui se trouvaient dans ce cas, les mêmes concessions qu'aux autres ; en d'autres termes, on ne leur aurait pas accordé la liberté de leurs mou-

vements, liberté dont ils ont abusé. Sans doute l'immense majorité des officiers français est restée fidèle à sa parole. Mais ce qui donne à ces évasions un tout autre aspect, c'est que le gouvernement provisoire de la France, en rétablissant dans les régiments qui combattent contre nous les officiers dont il s'agit, a approuvé leur parjure. A-t-on entendu parler d'un seul cas où l'admission dans les rangs de l'armée française ait été refusée à l'un de ces déserteurs? Mais dès lors le devoir s'impose aux gouvernements allemands de rechercher si les adoucissements apportés jusqu'à présent à la captivité des officiers français sont en harmonie avec les intérêts de l'Allemagne. De plus nous aurons à nous demander si à l'avenir il nous sera possible d'avoir confiance, autrement qu'en demandant des gages à l'appui de la parole donnée, dans les obligations que le gouvernement français actuel pourra être dans le cas de contracter en traitant avec l'Allemagne.

A dîner, nous avons comme convive M. d'Arnim-Krochlendorff, beau-frère du ministre, personnage aux traits énergiques, portant toute sa barbe qui est rousse, paraissant avoir un peu plus de cinquante ans. Le Chef était de très bonne humeur, mais la conversation cette fois n'a pas eu d'intérêt particulier. Elle a roulé presque uniquement sur le bombardement et sur la position qu'a prise à cet égard un certain parti au Quartier-Général. Tout à coup le Chef demanda à Bucher : —

« — Avez-vous un crayon et du papier sur vous ?

— Oui.

— Alors faites un télégramme (vraisemblablement pour Delbruck) ainsi conçu : *Demain le Roi recevra la députation du Reichstag à deux heures de l'après-midi. A plus tard les détails.* »

Il leur dira sans doute qu'il est prêt à accepter, selon leur désir, la dignité Impériale, mais qu'il veut tenir le droit qu'il y a en premier lieu de la proposition du Roi de Bavière et de l'assentiment des autres Princes allemands, et que cet assentiment n'a pas encore été donné par tous.

Arnim ayant dit qu'il ne pouvait plus manger, parce qu'il avait déjà mangé trop de saucisses, le Chef lui demanda en souriant : —

« — D'où venaient ces saucisses ? Pas de Paris, j'espère, autrement il faudrait s'en méfier à cause des rats. C'est qu'à présent la viande fraîche doit être excessivement rare dans la ville, et on

dit qu'il y a en certains endroits un vrai marché aux rats, que les catacombes approvisionnent largement. »

Après huit heures du soir arrive, comme d'habitude, L. pour faire échange de nouvelles. Il raconte qu'il y a quelque émotion parmi les Anglais de Versailles. Plusieurs fils de la Grande-Bretagne qui font ici le métier de correspondants, entre autres un capitaine Hosier, auraient eu le malheur, dans une tournée d'ici à Orléans, d'être pris pour espions et arrêtés dans une auberge par des soldats allemands qui ne comprenaient pas leur anglais. Ils n'avaient fait d'exception que pour Hosier, qui parle un peu allemand. Les autres, malgré leurs papiers en règle, avaient été ramenés en voiture jusqu'à Versailles. Le Prince Royal serait très irrité de la conduite des soldats et les feuilles de Londres tempêteraient terriblement et seraient disposées à donner à l'affaire les proportions d'une insulte à la nation anglaise. L. paraissait prendre un peu vivement la chose. Je me disais à moi-même : Celui qui s'expose au danger y périt, et quiconque voyage a des aventures à raconter. Bucher de son côté, quand je lui communiquai cette histoire, la trouva plus amusante que dangereuse, et il dit que ce serait un chapitre à ajouter au roman comique si connu de Brown, Smith, et Robinson, qui sans savoir une autre langue que celle des *cockneys*, se mettent en route pour l'étranger, et y ont toutes sortes de mésaventures. Bucher raconta plus tard que le Chef était grand ami de la nature et des endroits pittoresques. Plusieurs fois il avait parcouru avec lui les environs de Varzin, et il avait coutume de dire après chaque promenade : —

« — On nous attend maintenant pour dîner, mais voyez donc cette colline-là ; il nous y faut monter, car on y a encore une belle vue. »

Le soir après dix heures, on tira encore quelques coups de canon des forts.

DIMANCHE, 18 *Décembre*. — Temps sombre, mais sans brouillard. Le matin, on entend encore quelques coups des pièces de gros calibre. L'après-midi, écrit plusieurs lettres en Allemagne. A deux heures, le Chef monte en voiture pour aller à la Préfecture présenter les messieurs du Reichstag. En attendant l'heure présumée de son retour, je fis avec Wollmann une promenade dans le parc et nous revînmes par l'Avenue de Paris, où la cérémonie qui devait se

faire à la préfecture s'était passée, disait-on, très simplement. Les Altesses ici présentes s'étaient rendues chez le Roi, ainsi que les députés du Reichstag. Après deux heures, le Roi, accompagné de l'héritier présomptif et des princes Karl et Adalbert, était arrivé dans la salle de réception où devaient se grouper autour de lui les Grands-Ducs de Bade, d'Oldenbourg, et de Weimar, le Duc de Cobourg et le Duc de Meiningen, les trois Grands-Ducs héritiers de Mecklembourg, de Weimar, et d'Oldenbourg qui sont ici, le Prince Guillaume de Wurtemberg et un grand nombre d'autres personnages princiers, avec le Chancelier Fédéral et l'Etat-major. Personne ne devait être en grand uniforme. Simson avait adressé la parole à Sa Majesté, et le Roi avait répondu à peu près comme on s'y attendait. A cinq heures un dîner de quatre-vingts couverts avait couronné la fête.

J'allai dîner ce soir-là chez le docteur Good (1) qui avait invité avec moi un autre Kentuckien, M. Bowland, Mac Lean, et le correspondant anglais Conningsby. Les Américains étaient des hommes charmants qui s'extasiaient sur l'exactitude avec laquelle je pouvais leur décrire les environs de Falmouth, ville natale de Bowland, et la route de Cincinnati à cette ville. Ils voulurent avoir mon opinion sur les États-Unis, et en particulier savoir ce que je pensais de la grande guerre civile à laquelle Good avait longtemps pris part. La réponse que je leur donnai, et par laquelle je rendais aussi justice aux sécessionnistes, parut les satisfaire. Ensuite Conningsby mit sur le tapis l'aventure d'Hosier et Cᵉ, et me demanda ce que j'en pensais. Je lui dis que ces messieurs avaient ajouté un nouveau chapitre aux aventures de Brown, Smith, et Robinson ; qu'il n'était pas juste d'exiger que nos soldats et officiers subalternes sussent l'anglais, et que la chose me paraissait provenir d'un malentendu. Il répondit qu'Hosier avait parlé allemand, et que tous ces quatre messieurs étaient porteurs de bons papiers écrits en langue allemande et signés Roon et Blumenthal.

« — Eh bien, — répondis-je, — alors il y a eu, selon toute probabilité, un peu trop d'exactitude militaire, excès de zèle et de précaution. »

(1) Jeune médecin de Louisville (Kentucky), très aimable, possédant parfaitement la langue allemande, qui s'était consacré au soin des malades au Quartier-Général, et dont j'avais fait connaissance par Mac Lean. Il fut plus tard attaqué lui-même d'une maladie mortelle, par suite des fatigues qu'il avait éprouvées aux États-Unis dans la guerre de Sécession.

M. Conningsby répondit qu'il lui était impossible de considérer la chose sous cet aspect, que dans son opinion, c'était en qualité d'Anglais que les correspondants avaient été maltraités par nos gens, parce que ceux-ci partageaient l'exaspération des Allemands au sujet des envois d'armes par les Anglais; mais qu'on verrait bientôt ce qui en arriverait.

Je ne voulais pas lui dire que ce qu'il appelait exaspération eût été plutôt de la méfiance, et que je trouvais cela assez naturel. Je me contentai donc de lui répondre : —

« — La presse fera probablement beaucoup de tapage, elle poussera des cris d'indignation, mais tout se bornera là. Je ne peux vraiment pas m'imaginer que cela puisse aller plus loin, » — ajoutai-je.

Lui, il soutint que la chose n'en resterait pas là, et parla du lion britannique et du *Civis Romanus*. Je répondis que le lion rugirait et que nous dirions : —

« — Bien rugi, lion ! Recommence encore ! Quant à ce qui est du *civis*, depuis que cela avait été à la mode, les temps ont changé. *People have their own thoughts about these notions.* »

Il dit que nous étions devenus très fiers de nos succès et que le lion britannique saurait non seulement rugir, mais encore se battre, si on ne lui donnait pas satisfaction. La moindre chose qu'on pût demander, c'était la destitution de l'officier qui avait pris part à l'arrestation de ses compatriotes. Je le priai de ne pas s'échauffer ainsi et de considérer la chose avec plus de sang-froid. Elle n'était véritablement dangereuse sous aucun rapport. Nous ne donnerions certainement pas comme cela nos hommes en pâture au lion, quelle que puisse être sa colère. Si on avait réellement fait aux correspondants un tort sérieux, ce que l'enquête démontrerait, on leur rendrait certainement justice. Et quant à notre orgueil au sujet de nos succès, j'étais en droit, au contraire, de lui dire que dans toute cette guerre, nous nous étions comportés comme un peuple très modeste, éloigné de toute présomption et de toute fanfaronnade, surtout si on comparait notre conduite aux rodomontades des Français. Je conclus en répétant que je considérais l'affaire comme une bagatelle, et que l'Angleterre ne romprait pas avec nous pour des bagatelles, et surtout ne nous déclarerait pas la guerre, comme il semblait le supposer; je persistais donc à croire que l'aventure ferait beaucoup de bruit dans le journalisme, mais qu'il

n'en résulterait rien de grave. Il se calma enfin et avoua que dans le combat de Bougival et de La Malmaison, il avait été arrêté aussi et traité rudement par les Prussiens, et plus rudement encore par son compatriote, le colonel Walker lui-même, qui, lorsqu'il s'était réclamé de lui (Walker étant l'attaché militaire anglais au quartier général allemand), l'avait réprimandé grossièrement, en lui disant carrément qu'il n'avait rien à faire sur les champs de bataille. D'après lui, Walker eût été un officier incapable. J'avais sur le bout de la langue une observation qui eût été tout à fait à sa place : c'était qu'en cette occasion, M. Walker avait montré plus de jugement que bien d'autres; mais je me retins. La discussion se termina à la satisfaction de tous. Pendant qu'elle avait duré, les Américains avaient pris parti pour moi et pour les Allemands.

Le soir, à onze heures, je racontai au Chef l'affaire d'Hosier, dont il ne connaissait pas le premier mot, et que d'abord il ne voulait pas croire, mais qui, à la fin, lui apparut uniquement sous son côté plaisant. Il me fit ensuite rédiger un télégramme au sujet d'une nouvelle petite victoire de nos troupes sur l'armée de Chanzy, et un autre plus étendu sur les détails de la réception, par le Roi, de la députation du Reichstag.

Lundi, 19 *Décembre*. — Le matin, allé de nouveau faire un tour de jardin avec Abeken pour cueillir des violettes. Je n'en trouvai que trois que j'envoyai chez nous, en Allemagne. Puis une réponse à l'article de la *Kolnische Zeitung*, intitulé : Armes blanches, dans lequel des médecins français tiraient, de ce qu'ils avaient vu peu de blessés français qui eussent reçu des coups de baïonnette ou de sabre, la conclusion que les Allemands n'aimaient pas à combattre corps à corps. J'observais dans ma réponse que si le jugement de ces messieurs était réellement fondé sur leur expérience, il fallait premièrement qu'ils n'eussent pas été dans le cas de voir la multitude d'hommes qui étaient tombés à Spickeren, à Gravelotte, et au Bourget, sous les baïonnettes et sous les crosses de fusils des Allemands; secondement, que dans la plupart des cas, les Français n'attendaient pas nos charges à la baïonnette, et que par conséquent on ne pouvait pas se mesurer avec eux à l'arme blanche.

Plus tard, fait un nouvel article sur la révolution internationale qui nous oppose des bandes de francs-tireurs et des héros de barricades. Voici quelle était à peu près la suite des idées : —

Nous croyions au commencement n'avoir en face de nous que la France, et il en était en effet ainsi jusqu'à la journée de Sedan. Mais après le 4 Septembre, une nouvelle puissance s'est levée contre nous, la république universelle, l'union internationale des gens sans patrie qui rêvent l'établissement des Etats-Unis d'Europe et la révolution cosmopolite. Le drapeau français a servi de point de ralliement à tous les adeptes de ces idées. Ils sont accourus de tous les points de l'horizon, pour nous combattre, nous autres soldats de la monarchie. Polonais, Irlandais, Espagnols, Italiens, et jusqu'à des vagabonds de la Turquie, sont venus se joindre en qualité de *frères* aux républicains français. Tout ce qui aspire à une conflagration universelle dans laquelle les anciens Etats disparaîtront, toute la démagogie cosmopolite, ces rouges qui se sont fait entendre dans les congrès de Bâle et de Genève, considèrent la France actuelle comme un foyer duquel doit jaillir ce grand incendie révolutionnaire; Mazzini, le Précurseur du Christ de l'Evangile Rouge, attend le commencement de la liquidation de l'Etat ancien et de la société ancienne, non de l'Italie sa patrie, mais de la France que les révolutions de 1789, de 1830, et de 1848 ont faite ce qu'elle est. La force d'expansion qu'elle a montrée dans ses révolutions lui donne droit à inaugurer cette dernière guerre que le congrès de la paix a demandée et proclamée. Les démocrates allemands des différents partis s'inclinent aussi devant le génie de Paris. Ils voient dans la France la république-mère, et depuis le jour où la république a été proclamée en France, ils considèrent, avec leur loyauté et leur patriotisme, les armées allemandes comme des hordes de barbares. Nous croyons qu'il n'y a pas lieu d'envier à la France l'honneur que lui font ces révolutionnaires de profession. Personne ne la félicitera de ce que ces enfants perdus ont choisi son sol pour le champ de bataille où ils espèrent voir la réalisation de leurs rêves. La grande majorité du peuple Français lui-même ne peut pas désirer la victoire de ces gens-là, puisque cette victoire entraînerait la destruction de la nationalité française, l'anéantissement de toutes les institutions politiques et sociales de la France, de sa foi et de son Église, avec la révolution en permanence, qui a coutume d'enfanter le despotisme. Dieu nous préserve, dit une feuille dont on ne contestera pas certes le républicanisme, la *Tribune* de New-York, Dieu nous préserve de souhaiter que soit dans la malheureuse France, soit dans tout autre pays de l'Europe, une telle république vienne à s'établir!

Le *Moniteur* doit traiter le même sujet à peu près de la même manière.

Après deux heures, j'entrepris une excursion dans le parc, où je rencontrai deux fois le Chef qui se promenait en voiture avec Simson. Le Ministre était invité à dîner chez le Prince Royal, mais auparavant il vint à table avec nous et y resta une demi-heure. Il nous raconta sa promenade avec Simson, et dit, entre autres choses : —

« — La dernière fois qu'il était venu ici, c'était en 1830, après la révolution de Juillet. Je pensais que le parc et les jolis points de vue qui s'y trouvent l'intéressaient. Mais il n'en parut rien. On dirait que le sentiment du pittoresque lui manque. Il y a beaucoup de gens qui sont comme cela. Aussi n'y a-t-il, à ma connaissance point de paysagistes juifs, et même, en général, il y a très peu de peintres juifs. »

On nomma Meierheim et Bendemann.

« Oui, —répondit-il, — va pour Meierheim ; quant à Bendemann, son grand-père et sa grand'mère seuls étaient juifs. Quant aux compositeurs juifs, il y en a beaucoup : Meyerbeer, Mendelssohn, Halevy, mais des peintres.... le juif peint sans doute, mais seulement quand il n'en a pas besoin. »

Abeken critiqua ensuite le sermon que Rogge avait prêché hier dans l'église du château ; il dit qu'il avait trop fait l'éloge de la députation du Reichstag, à quoi il ajouta quelques observations peu respectueuses pour le Reichstag. Le Chef répliqua : —

« — Mais, je ne suis pas de cet avis-là ; loin de là. Ces messieurs viennent de nous accorder de nouveau cent millions, et malgré toutes leurs idées doctrinaires, ils ont ratifié le traité de Versailles, ce qui a dû coûter beaucoup à plusieurs d'entre eux. Il faut leur en savoir gré. Non, je ne puis juger comme vous. Le seul auquel je conserve de la rancune, c'est Delbruck, qui m'a fait bien peur : j'ai cru qu'il empêcherait les autres de voter en notre faveur. »

Le conseiller privé amena alors la conversation sur les incidents qui avaient eu lieu à Ems peu avant la déclaration de guerre, et il raconta que, d'après une certaine dépêche, le Roi aurait dit : « Eh bien, à présent lui aussi (Bismarck) il sera content de nous. »

« — Et je crois, — ajouta Abeken, — qu'en effet, vous étiez content. »

D'après la réponse que fit le Chancelier, la satisfaction n'avait pas été sans mélange.

« — Je me rappelle, — dit-il, — comment je reçus la nouvelle à Varzin. Je venais de faire une promenade en voiture, et, à mon retour, je trouvai le premier télégramme. Je me mis en route immédiatement, et en passant devant la maison de notre pasteur, à Wussow, je le vis debout devant sa porte d'entrée et je le saluai. Je ne lui dis rien, et me contentai de lui faire ce signe-là... — Il fit le mouvement d'un coup de sabre en croix. — Il me comprit et je continuai ma route. »

Il raconta ensuite les péripéties qui se succédèrent jusqu'à ce que les choses prissent une tournure décidée, sur quoi la guerre fut déclarée.

Le Ministre dit ensuite qu'hier il avait eu aussi la pensée d'aller à l'église.

« — Mais, j'ai eu peur de me refroidir dans les courants d'air. J'y ai déjà attrapé une fois un violent mal de tête. De plus j'avais peur que Rogge n'en dît trop. »

Plus tard, il en vint, j'ai oublié par quel chemin, à parler de la guerre des noix qui suivit la bataille de Tannemberg, et où les deux parties adverses s'étaient perdues dans la grande forêt composée tout entière de noyers et de chênes, qui s'étendait alors de Bulow jusque bien avant dans la Pologne. De là, je ne sais pas non plus par quelle suite d'idées, il arriva à la bataille de Fehrbellin, et cela lui donna occasion de parler des vieillards qui avaient vu ceci ou cela.

« — Nous avions chez nous là-bas, — dit-il, — le vieux vacher Brand, qui pouvait bien avoir parlé à des gens qui s'étaient battus à Fehrbellin. Brand était un de ces vieux meubles avec lesquels mes souvenirs de jeunesse sont inséparablement liés. Quand son souvenir me revient à la mémoire, c'est pour moi comme un souvenir de bruyères et de fleurs de prairies. Oui, il est *bien possible* qu'il fût âgé de quatre-vingt-onze ou de quatre-vingt-treize ans, et il est mort en 1820 ou 1821. Il avait encore vu le Roi Frédéric-Guillaume Ier à Cœslin, où avec son père il lui avait fourni des chevaux de renfort. Étant né en 1730, il peut très bien avoir connu des gens qui avaient vu Fehrbellin : car cela ne fait que cinquante ou soixante ans en arrière. »

Abeken avait aussi un souvenir de jeunesse intéressant : il avait vu le poète Gœckingk, qui est mort vers 1828 ou 1829 ; nous sûmes par là que ce vieux garçon était né en 1809. Le Chef dit ensuite que dans son enfance il pouvait bien avoir vu encore des cheveux en cadenettes.

« — Quant à vous, — dit-il en s'adressant à Abeken, — il me paraît tout à fait vraisemblable que vous en ayez vu, car vous avez cinq ou six ans de plus que moi. »

Il revint alors en Poméranie, et si je ne me trompe, à Varzin, où était resté un Piémontais des armées françaises du temps de la dernière guerre, auquel il s'intéressait parce qu'il était devenu un homme important dans le pays, et que, bien qu'originairement Catholique, il était devenu marguillier de l'église protestante. Comme exemple d'autres individus qui, comme celui-ci, s'étaient fixés accidentellement dans le pays et y avaient prospéré, il cita d'autres Italiens qui pendant la guerre de 1813, étant venus dans cette contrée de la Poméranie Ultérieure, y étaient restés et y avaient fondé des familles qui ne se distinguaient des familles voisines que par les traits du visage.

Enfin on parla de Muhler, avec lequel Abeken est intimement lié, et dont il disait ces jours-ci en présence de Keudell, que c'est un homme tout à fait indispensable; puis on parla de l'influence que la femme de ce ministre a sur les résolutions et sur toute l'attitude de son mari, ce qui conduisit à parler de l'influence que des femmes énergiques exercent en général sur leurs maris.

« — Oui, — dit le Chef, — quand les choses sont sur ce pied dans un ménage, on ne sait souvent pas à quoi attribuer le mérite ou le blâme, *quid ipse fecit et quid mulier fecit.* »

A l'appui de quoi il apporta beaucoup d'exemples qui ne sauraient trouver place ici...

Le Ministre ne revint qu'après dix heures de chez le Prince Royal, puis il alla encore faire un tour de jardin avec le maréchal de cour de Son Altesse, qui arriva dix minutes après lui. Quand un peu plus tard je remontais dans ma chambre après le thé, Engel me dit à voix basse du bas de l'escalier : —

« — Savez-vous bien, monsieur le Docteur, que demain soir nous avons à dîner Monseigneur le Prince Impérial ? »

Mardi, 20 *Décembre*. — Temps doux et sombre. Je télégraphie de nouveau différents petits succès militaires, et je prépare pour le Roi le jugement que la *National Zeitung*, dans son premier Berlin du 15 Décembre, porte sur la lettre de Moltke à Trochu. Puis, sur l'ordre du Chef, écrit deux articles qui doivent se multiplier : sur un malentendu ou une fausse citation de la proclamation du Roi après que les Allemands eurent franchi la frontière française, et sur la conduite de Trochu à l'égard des autres membres du gouvernement provisoire.

Voici, à peu près, ce que je disais dans le premier article : —

Déjà plusieurs fois nous avons eu l'occasion de réclamer contre un malentendu ou une falsification formelle des paroles que le Roi Guillaume a adressées au peuple français dans sa proclamation du 11 Août dernier. Aujourd'hui nous rencontrons de nouveau cette falsification de l'histoire, et cela, à notre grand étonnement, dans un écrit d'un historien français d'ailleurs recommandable. Dans une brochure intitulée: *La France et la Prusse devant l'Europe*, M. d'Haussonville a émis une assertion qui fait peu d'honneur à sa véracité ou, disons-le, à la solidité de sa science. Tout cet opuscule est superficiel, sans aucune profondeur, plein d'exagérations, d'erreurs, et d'affirmations qui n'ont d'autre valeur que celle qu'on peut donner à des bruits sans fondement. Parmi les grossières erreurs où est tombé cet écrivain, manifestement aveuglé par la passion patriotique, nous nous contenterons de citer que d'après lui le Roi Guillaume aurait déjà été sur le trône pendant la guerre de Crimée. Mais laissons de côté cela et bien d'autres choses. Il s'agit seulement ici de la falsification de la proclamation adressée en Août der-

nier au peuple français et qui, soit dit en passant, était tout à la fois rédigée en allemand et en français, en sorte que l'hypothèse d'un malentendu paraît devoir être écartée. D'après M. d'Haussonville, le Roi s'y serait exprimé ainsi : *Je ne fais la guerre qu'à l'Empereur et nullement à la France.* En réalité, voici les termes du document en question : « L'Empereur Napoléon ayant attaqué par terre et par mer « la nation allemande, qui désirait et désire encore vivre en paix avec le peuple « français, j'ai pris le commandement des armées allemandes pour repousser « l'agression, et j'ai été amené par les événements militaires à passer les fron- « tières de la France. *Je fais la guerre aux soldats et non aux citoyens fran- « çais.* » Puis, ce qui rendait impossible toute erreur au sujet de cette dernière phrase, la proclamation continuait ainsi : « Ceux-ci continueront, par conséquent, à jouir « d'une complète sécurité pour leurs personnes et leurs biens, aussi long- « temps qu'ils ne me priveront pas eux-mêmes, par des entreprises hostiles contre « les troupes allemandes, du droit de leur accorder ma protection. » Nous croyons que la différence entre l'original de la proclamation et la citation qu'en fait d'Haussonville saute aux yeux, et l'on ne découvrira absolument pas dans le texte original la moindre obscurité qui puisse excuser l'erreur.

L'autre article était ainsi conçu : —

La délégation du gouvernement de la Défense Nationale qui se trouve maintenant à Bordeaux s'est convaincue de l'inutilité d'une plus longue résistance aux armées allemandes et serait prête, même dans l'opinion de M. Gambetta, à conclure la paix avec l'Allemagne sur les bases posées par cette dernière. Le général Trochu, au contraire, paraît être décidé à continuer la lutte. Or, la délégation de Tours, qui est maintenant à Bordeaux aurait pris dès le commencement, envers le général Trochu, l'engagement de ne pas conclure la paix sans son consentement. D'après d'autres informations, le général Trochu aurait fait transporter au Mont-Valérien des vivres pour plusieurs mois, afin de s'y retirer avec les troupes qui voudraient le suivre, après que la capitulation de Paris serait devenue une nécessité, et dans le but d'exercer ainsi une influence sur les destinées de la France, après que la paix aurait été conclue. On croit que le but de cette combinaison serait de prendre en main les intérêts de la famille d'Orléans, dont le général Trochu passe pour être partisan.

Lorsque je portai ces articles au bureau pour être expédiés, Keudell me fit part du consentement que le Chef avait donné à ce que, dorénavant, tous les papiers d'Etat qui arriveraient ou qui partiraient me fussent soumis sur ma demande. Il me remit aussitôt à lire un télégramme écrit de la main du Ministre, relatif au Luxembourg; un peu plus tard il m'envoya par Wollmann l'autorisation annoncée, et qui a pour but de me tenir mieux informé.

Quand, après trois heures le Ministre fut monté en voiture pour aller chez le Roi, je fis avec Wollmann un tour dans la ville et nous revînmes ensuite par l'Avenue de Saint-Cloud. Nous vîmes de loin s'avancer de notre côté sur la chaussée une masse d'un bleu foncé d'une forme particulière. Il semblait que c'étaient des soldats, et cependant ce n'en étaient pas. Ils marchaient en rangs serrés et au pas. Fusils sans baïonnettes, ni casques ni casquettes, pas de buffleteries blanches. Ce ne fut que lorsque le détachement passa

tout près de nous, que je reconnus les chapeaux cirés noirs des matelots de notre marine, leurs ceintures et leurs baudriers noirs, leurs havresacs plats, leurs tuniques et leurs coutelas. Ils étaient environ cent avec cinq ou six officiers, qui nous apprirent, quand la troupe fit halte, qu'ils devaient former l'équipage des quatre vapeurs dont les troupes du Prince Frédéric-Charles s'étaient emparées sur la Loire. Ils auront, à ce qu'il paraît, leur quartier dans la Rue de la Pompe et dans la Rue Hoche. Il y a parmi eux beaucoup de beaux et solides garçons. Les Français se rassemblent en foule autour d'eux, et regardent ces étrangers problématiques qu'on n'a j'avais vus ici.

« — Ce sont des matelots allemands, — entendis-je dire à l'un d'entre eux ; — ce sont des polyglottes ; ils vont servir d'interprètes aux Prussiens. »

Peu après six heures arriva le Prince Royal avec son aide de camp. Il portait les insignes de sa nouvelle dignité militaire, de grands bâtons de maréchal croisés sur les épaulettes. Il s'assit en haut de la table, ayant le Chef à sa droite et Abeken à sa gauche. Après le potage, on parla d'abord du sujet que j'avais traité ce matin même pour la presse, savoir que Gambetta, d'après une communication de Laurier, secrétaire et agent du gouvernement provisoire à Londres, ne croyait plus à la possibilité de prolonger la défense avec succès, et qu'il était disposé à conclure la paix sur la base de nos demandes. Trochu serait le seul des gouvernants de la France qui voudrait continuer la lutte, et les autres auraient pris envers lui, lorsqu'il se chargea de la défense de Paris, l'engagement de n'agir en cette matière que d'accord avec lui. Le Chef dit : —

« — On prétend qu'il a fait approvisionner le Mont-Valérien pour deux mois, afin de s'y retirer avec les troupes régulières qui lui sont fidèles, quand il faudra rendre la ville, dans le but sans doute d'influer sur la conclusion de la paix. Je crois, au reste — ajouta-t-il, — que la France à l'avenir sera partagée en plusieurs *parties* : elle l'est déjà en plusieurs *partis*. Les opinions sont très diverses dans différentes contrées; dans la Bretagne ils sont légitimistes, dans le Sud ils sont républicains rouges, ailleurs ils sont modérés, et l'armée régulière appartient encore à l'Empereur, du moins la majeure partie des officiers. Il pourrait se faire que chaque partie de la France suivît sa conviction, et que l'on vît une France républicaine, une France bourbonnienne, une France où

les d'Orléans compteraient le plus de partisans, et enfin les gens de Napoléon : Tétrarque de Judée, Tétrarque de Galilée, etc. »

Le Prince Royal fit observer que l'on disait que Paris avait des communications souterraines avec l'extérieur. Le Chef le croyait aussi, et dit : —

« — Les vivres ne peuvent guère lui arriver par cette voie, mais bien les nouvelles. Je me suis déjà demandé s'il ne serait pas possible de remplir les catacombes avec l'eau de la Seine, et ainsi d'inonder au moins les quartiers bas de la ville. Il est sûr que les catacombes s'étendent sous la Seine. »

Bucher confirma ce dernier point : il avait été dans les catacombes et il y avait remarqué en plusieurs endroits des galeries latérales dans lesquelles on ne laissait pénétrer personne. Quelqu'un dit ensuite que si l'on prenait Paris maintenant, cela influerait sur l'opinion publique en Bavière, d'où on recommençait à recevoir de mauvaises nouvelles...

« — Dans les régions supérieures, c'est toujours le Roi qui est le plus Allemand de tous, » dit le Chef. —

La conversation tomba alors sur une autre personnalité princière, que l'on décrivit comme très antiprussienne, mais comme trop vieille et trop infirme pour être très dangereuse.

« — Il ne reste plus de sa personnalité que très peu de chose qui provienne de la nature, observa quelqu'un.

« — Cela me rappelle G., — dit le Ministre. — Presque tout était faux en lui, cheveux, dents, mollets, même un œil. Quand il s'apprêtait à s'habiller le matin, la plus grande et la meilleure partie de lui-même était dispersée sur les chaises et sur les tables autour de son lit. Il en était de lui comme de la nouvelle mariée des *Fliegende Blaetter*, quand, en se déshabillant devant son époux, elle mit ses cheveux d'un côté, ses dents de l'autre, et d'autres parties ailleurs. « Mais que me restera-t-il donc ? » s'écria l'époux. »

Le Chef raconta ensuite que la sentinelle qui fait faction à sa porte, et qui était un Polonais, n'avait pas voulu le laisser entrer chez lui le soir un de ces jours derniers : ce ne fut que lorsqu'il se fut expliqué avec l'homme en polonais, qu'il consentit à lui livrer passage.

« — A l'ambulance aussi, — ajouta-t-il, — j'ai essayé il y a quelques jours, de lier conversation avec des soldats polonais, et ils étaient ravis d'entendre M. le Général parler leur langue mater-

nelle. C'est dommage que je n'aie pas pu continuer et que j'aie été appelé ailleurs. Il serait peut-être bon que leur général en chef pût s'entretenir avec eux.

— Bismarck, voilà que vous en revenez encore à ce que vous m'avez dit déjà plusieurs fois, — répondit en souriant le Prince Royal. — Mais non, je ne puis, je ne veux plus apprendre cette langue...

— Ce sont pourtant de bons soldats, Monseigneur, — répliqua le Chancelier, — et aussi de braves gens..... Ceux qui nous sont hostiles sont seulement la plus grande partie des ecclésiastiques, et ensuite la noblesse avec ses serfs et tout ce qui s'y rattache. C'est ainsi qu'un gentilhomme qui n'a rien lui-même, nourrit une multitude de gens, des serviteurs de toutes sortes, qui le servent en temps de guerre, et parmi lesquels il recrute ses domestiques, ses intendants, ses secrétaires. Il a tout ce monde-là pour lui quand il s'insurge, et de plus les serfs et les komornicks. Quant aux paysans libres, ils ne font pas cause commune avec eux, même quand leur prêtre, qui est toujours contre nous, les excite. C'est ce que nous avons vu à Posen, d'où nous n'avons dû retirer les régiments polonais que parce qu'ils étaient trop cruels envers leurs compatriotes. Je me souviens que non loin de chez nous, en Poméranie, il y avait autrefois un marché où beaucoup de Cassoubes s'étaient établis. Il arriva un jour qu'une dispute s'éleva parce qu'un Allemand avait dit à un Cassoube qu'il ne voulait pas lui vendre sa vache parce qu'il était Polonais. Celui-ci avait très mal pris la chose. « Tu dis que je suis Polak ? Non, je suis Prussak aussi bien que toi ! » et là-dessus d'autres Allemands et d'autres Polonais étant survenus, les coups commencèrent à pleuvoir. »

Le Chef ajouta ensuite à ce sujet, que le Grand Electeur parlait aussi bien polonais qu'allemand, et que les rois qui lui avaient succédé entendaient pareillement le polonais. Frédéric le Grand était le premier qui ne se fût pas occupé de cette langue, mais aussi il parlait mieux le français que l'allemand.

« — Tout cela peut être vrai, mais je ne veux plus apprendre le polonais ; qu'ils apprennent l'allemand ! » — dit le Prince Royal.

Ces paroles mirent fin à cette conversation.

Comme on apportait toujours de nouveaux mets délicats, Son Altesse dit : —

« — Mais je vois qu'ici on ne se refuse rien. Aussi les messieurs de votre bureau ont-ils tous des mines qui témoignent en faveur de

la cuisine... excepté Bucher, mais il est vrai qu'il n'y a pas longtemps qu'il est ici.

— Oui, — répondit le Chef, — cela est dû aux dons charitables. C'est une des particularités de ce Ministère des Affaires Etrangères que ces envois de vins du Rhin, de pâtés, d'oies fumées, et de foies gras. Le peuple allemand veut absolument avoir un Chancelier gras.»

Le Prince Royal mit alors la conversation sur les dépêches à écrire en chiffres et à déchiffrer, et il demanda si c'était bien difficile. Le Ministre lui expliqua les rudiments du métier, puis il ajouta : —

« — Si, par exemple, vous voulez mettre en chiffres le mot *Aber*, vous écrivez le groupe de chiffres pour *Abeken*, puis vous mettez à la suite le groupe qui signifie : *Effacez les deux dernières syllabes*. Ensuite vous mettez le chiffre pour *Berlin* et vous indiquez au lecteur qu'il doit effacer la dernière syllabe. C'est comme cela que vous avez *Aber*. »

Enfin, au dessert le Prince Royal tira de sa poche une courte pipe à tête de porcelaine, sur laquelle il y avait une aigle, et l'alluma, pendant que nous autres nous allumâmes des cigares.

Après le dîner, le Prince Royal et le Ministre se rendirent avec les conseillers au salon pour prendre le café. Un instant après, Abeken vint nous prendre au bureau, moi et les secrétaires, pour être présentés dans les règles au futur Empereur par le Chef. Nous eûmes à attendre un bon quart d'heure, le Chancelier étant engagé avec le Prince Royal dans une conversation fort sérieuse. Son auguste hôte était alors dans un coin du salon, entre le piano droit de Madame J*** et une fenêtre, et le Chef lui parlait à voix basse, les yeux baissés, tandis que le Prince l'écoutait avec un visage sérieux, presque sombre.

La présentation commença par Wolmann, auquel le Prince dit qu'il connaissait son écriture. Mon tour vint ensuite.

« — Docteur Busch, pour la presse, — dit le Chef.

— Combien de temps y a-t-il que vous êtes au service de l'Etat ? — demanda le Prince Royal.

— Depuis le mois de Février, Monseigneur.

— Le docteur Busch est Saxon, de Dresde, » — continua le Chef.

Le Prince Royal dit que Dresde était une jolie ville, qu'il avait toujours aimé à habiter. Il demanda ce que j'avais fait auparavant.

« — Je rédigeais les *Grenzboten*, — répondis-je.

— Je les ai souvent lus. Alors je vous connais, — dit-il.

— Ensuite j'ai fait de grands voyages, — ajoutai-je.

— Où donc? — demanda-t-il.

— J'ai été en Amérique, et ensuite trois fois en Orient, — répondis-je.

— Vous y êtes vous plu? Aimeriez-vous à y retourner?

— Oh! certainement, Monseigneur, mais surtout en Egypte.

— Oui, c'est vrai, mais j'y ai cependant eu beaucoup le mal du pays. Les couleurs y sont belles, mais j'aime pourtant bien mieux nos prairies et nos forêts allemandes. »

Il parla ensuite avec Blanquart, puis avec Willisch, et enfin avec Wiehr, qui lui dit, entre autres choses, qu'il avait étudié pendant plusieurs années la musique sous Marx. D'après Wollmann, il aurait été autrefois maître de musique, puis sergent de ville, et c'est en cette qualité qu'il s'était distingué en faisant avorter l'attentat de Sefelog contre le prédécesseur du Roi actuel. Il avait été ensuite employé du télégraphe au Ministère des Affaires Etrangères, et enfin, lorsque ce Ministère cessa d'avoir son bureau télégraphique spécial, il y avait été employé comme copiste et chiffreur.

Après cette présentation, je lus au bureau les rapports diplomatiques et les comptes rendus des derniers jours, entre autres celui qui était relatif au discours du Roi à la députation du Reischstag. Ce compte rendu avait été rédigé par Abeken et considérablement modifié par le Chef.

Au thé, Hatzfeld me dit qu'il avait entre les mains, au sujet de l'état des choses à Paris, un papier qui était sorti de Paris avec la correspondance de Washburne. Il était parvenu à le déchiffrer, sauf quelques mots dont le sens ne lui était pas clair. Il me le montra, et, *viribus unitis*, nous parvînmes à déchiffrer encore quelques-uns de ces mots. Les renseignements semblaient donnés en connaissance de cause et conformément à la vérité. D'après l'auteur, les petits bourgeois souffrent beaucoup, mais le peuple très peu, parce qu'il est soutenu par le gouvernement. Le manque de combustible, et surtout de charbon, se fait vivement sentir. On n'allume plus le gaz. Dans les dernières sorties, les Français ont souffert de grandes pertes, mais leur courage n'est pas encore abattu. Notre victoire d'Orléans a fait une grande impression sur les Parisiens.

A dix heures et demie, appelé chez le Chef, qui veut faire mettre dans le *Moniteur* la nouvelle de l'inclination de Gambetta à renon-

cer à la résistance, et du plan de Trochu par rapport au Mont-Valérien.

Mercredi, 21 *Décembre.* — Dans la matinée, cherché et cueilli des violettes. Ensuite, étudié les nouvelles arrivées pendant la nuit. Plus tard, fait pour la presse des extraits d'un de ces papiers où est discuté le traité entre Charles le Chauve et Louis le Germanique, traité qui, en 870, c'est-à-dire il y a juste mille ans, fixait la première frontière franco-allemande, en partageant en deux la Lorraine. Dans l'après-midi, le Chef, ayant été faire une promenade à cheval, entrepris une promenade avec Wollmann. Vent froid qui vous coupe la figure, température à peu près à zéro degré. Nous voulons aller au parc du château, mais la grille qui se trouve devant le bassin de Neptune est fermée, et au passage, qui est près de la chapelle, la sentinelle ne nous laisse pas passer non plus. On apprend qu'une visite domiciliaire a lieu dans la ville. On dit de plus qu'on recherche des dépôts d'armes cachées, et, selon d'autres rapports, des individus qui se seraient glissés dans la ville dans le but d'occasionner une bagarre, ce qui est à peine croyable. Nous nous mîmes alors à parcourir la ville. Les matelots sont postés dans l'Avenue de Saint-Cloud, et nous voyons notre Chef s'entretenir avec leur commandant. Dans la Rue de la Pompe, il y a un poste d'infanterie devant chaque maison du côté droit de la rue. Sur la Place Hoche se tient un piquet de dragons. Toutes les issues de la ville sont interdites. Nous voyons arrêter des hommes en blouse, et dans l'Avenue de Paris un armurier, derrière lequel un soldat porte un certain nombre de fusils de chasse. Un ecclésiastique se trouve aussi parmi les personnes arrêtées. En définitive, on avait ramassé une douzaine de coupables et de suspects, qui furent conduits à la prison de la Rue Saint-Pierre, où ils furent placés dans la cour. Il y avait parmi eux quelques visages bien difformes. On disait qu'on avait trouvé chez l'armurier quarante-trois fusils et un canon de fusil, ce qui ne rendra pas son affaire meilleure (1).

A dîner, Lauer avait été invité par le Chef. On raconta qu'à Paris on avait déjà mangé presque tous les animaux du Jardin des

(1) Cet homme s'appelait Listray, et se tira d'affaire assez heureusement, parce que vraisemblablement on ne put le convaincre que d'avoir recélé des armes. On se contenta de lui faire faire un voyage forcé en Allemagne.

Plantes susceptibles d'être mangés, et Hatzfeld dit qu'on avait vendu les chameaux quatre mille francs, et que la trompe de l'éléphant avait été mangée par une société de gourmets; que ce devait être un excellent morceau.

« — Ah! — dit Lauer, — c'est bien possible. C'est une masse de muscles feutrés ensemble, ce qui explique la grande adresse et la grande force avec laquelle l'éléphant en fait usage. C'est quelque chose d'analogue à la langue. Cela doit avoir le goût de la langue. »

Quelqu'un observa que les chameaux aussi ne devaient pas avoir mauvais goût; on prétendait, en particulier, que leur bosse était un morceau très délicat. Le Chef réfléchit un instant, puis après s'être penché un peu en avant; avoir pris son haleine, et s'être redressé, comme c'était son habitude quand il allait dire une plaisanterie : —

« — Hum! — dit-il; — les bossus.... cela donne à penser, la bosse. »

Il fut interrompu par une explosion de rires. Lauer exposa sérieusement et scientifiquement que les bosses étaient une difformation des côtes ou des os, ou bien une déviation de l'épine dorsale, et que, par conséquent, elles ne pouvaient servir à l'alimentation, tandis que les bosses des chameaux étaient des excroissances cartilagineuses qui pouvaient avoir bon goût. De fil en aiguille, on en vint à parler de la viande d'ours, puis des pattes d'ours, enfin des gourmets parmi les cannibales, sur quoi le Ministre sut raconter une histoire amusante. Il commença ainsi : —

« — Un enfant, une jeune fille bien fraîche, à la bonne heure! Mais un vieux tout ratatiné, tout racorni.... ça ne doit pas être mangeable. Je me souviens, — ajouta-t-il, — qu'une vieille femme cafre ou hottentote, qui était depuis longtemps devenue Chrétienne, était sur le point de mourir. Le missionnaire qui la préparait à ce dernier passage et qui la croyait parfaitement en état d'aller prendre possession de la béatitude céleste, lui demanda si elle avait encore un désir sur la terre. « Non, » dit-elle, « tout est bien comme cela. Seulement, je voudrais avant de mourir manger encore une fois une paire de mains d'un petit enfant, c'est si délicat! »

On parla ensuite de la visite domiciliaire faite aujourd'hui, et des matelots arrivés hier; sur quoi, le Chef observa que si les canonnières dont on s'était emparé pouvaient être transportées de la Loire dans la Seine, elles pourraient rendre de grands services.

Ensuite, on en revint aux souvenirs de jeunesse, sur quoi le Chef parla encore du vacher Brand, puis de son bisaïeul à lui, qui, nous dit-il, du moins si j'ai bien compris, était tombé sur le champ de bataille de Czaslau.

« — Les anciens du pays, — dit-il, — ont souvent fait son portrait mon père. C'était un vaillant chasseur devant le Seigneur et un grand buveur. Il a une fois tué, en une année, cent cinquante-quatre cerfs, nombre que le Prince Frédéric-Charles aurait bien de la peine à atteindre, mais qu'atteindrait bien le duc de Dessau. Je me souviens qu'on m'a raconté comme il était à Gollnow. Les officiers mangeaient tous ensemble, et c'était le colonel qui dirigeait la cuisine. C'était la mode alors que, pendant le dîner, cinq ou six dragons se rangeassent dans la tribune des musiciens où ils tiraient des coups de carabine quand on portait des toasts. On avait, dans ce temps-là, d'étranges coutumes. Ainsi, par exemple, au lieu de les faire coucher sur des lattes, on avait un âne de bois à dos tranchant, sur lequel les dragons, qui avaient commis une faute contre la discipline, étaient obligés de se tenir à cheval pendant deux ou trois heures, ce qui était une très rude punition. Aussi, à toutes les fêtes, pour l'anniversaire de la naissance du colonel ou d'autres officiers, se rendaient-ils sur le pont pour y jeter l'âne dans la rivière; mais il s'en trouvait toujours un nouveau. L'âne avait bien été renouvelé plus de cent fois, disait à mon père la femme du bourgmestre (Je n'ai pas bien entendu son nom : c'était quelque chose comme Dalmer.) Ce bisaïeul..... j'ai son portrait à Berlin.... je lui ressemble comme une goutte d'eau ressemble à une autre, c'est-à-dire quand j'étais jeune, en regardant son portrait, j'aurais cru me voir dans un miroir. »

C'est ainsi que l'on continua à s'entretenir d'histoires et de personnages du vieux temps, et enfin, on en vint à dire que bien des choses de cette époque-là subsistent encore, surtout parmi les gens de la campagne. On parla à cette occasion de la chanson des enfants, *Flieg, Maikäfer, flieg!* (1) où il est fait mention de la Poméranie incendiée, ce qui se rapporte évidemment à la Guerre de Trente-Ans.

« — Oui, — dit le Chef, — je sais qu'autrefois il y avait chez nous des façons de parler qui remontaient évidemment au commence-

(1) Vole, hanneton, vole!

ment du siècle précédent. C'est ainsi que mon père me disait quand je montais bien à cheval : « — Il s'en tire comme... (Je n'ai pas bien entendu le nom : c'était quelque chose comme Pluvinel). » C'est qu'en effet, il me parlait toujours à la troisième personne du singulier. Or, Pluvinel était un écuyer de Louis XIV et un cavalier célèbre. Et quand j'avais bien écrit, mon père me disait : « — Eh ! Il écrit comme s'il avait pris des leçons d'Hilmar Curas. » Ç'avait été le maître d'écriture de Frédéric-le-Grand. »

Il raconta ensuite qu'un parent, dans lequel ses parents avaient beaucoup de confiance, le Conseiller des Finances Kerl, avait été la cause qu'il avait étudié à Gœttingue. Il avait été adressé au professeur Hautmann, et on voulait qu'il étudiât la minéralogie.

« — On pensait à Léopold de Buch, et on me voyait déjà parcourir le monde comme ce savant, un marteau à la main et recueillant des fragments de roches. Mais la chose tourna autrement. On aurait mieux fait de m'envoyer à Bonn, où j'aurais du moins trouvé des compatriotes. A Gœttingue, je n'en avais pas un seul, ce qui fait que je n'ai plus jamais rencontré mes camarades de l'Université, sauf quelques-uns dans le Reichstag. »

On nomma un de ces anciens camarades, Miers de Hambourg, et le Ministre dit : —

« — Oui, je me le rappelle, il faisait des armes avec la main gauche ; mais sa science n'allait guère plus loin. »

Abeken annonça que la vive canonnade des forts, que l'on avait entendue ce matin, avait été suivie d'une sortie de la garnison de Paris, dirigée principalement contre les lignes occupées par la garde. Tout s'était cependant borné à un combat d'artillerie : on avait prévu l'attaque et on y était préparé. Hatzfeld dit qu'il voudrait bien savoir comment on peut savoir qu'une sortie se prépare. On lui répondit qu'il fallait pour cela que l'on fût en rase campagne, que l'on voyait alors de loin les fourgons et les canons dont la sortie, quand il s'agit de grandes masses de troupes, ne peut s'exécuter en une seule nuit.

« — C'est vrai, — observa le Chef en souriant, — mais cent louis d'or ont aussi, parfois, une part essentielle à cette prévoyance militaire. »

Après le dîner, lu des dépêches et des minutes. Le soir, L. fait insérer dans l'*Indépendance Belge*, le chapitre Gambetta-Trochu. Je lui annonce aussi que Delbrück sera de retour ici le 28.

Jeudi, 22 *Décembre.* — Il fait très froid, six ou peut-être sept degrés. Les vitres de mes fenêtres sont ornées de fleurs de glace malgré le bûcher qui brûle dans ma cheminée. Le matin, au bureau, étudié la correspondance et les minutes, puis en haut, parcouru les gazettes. Ce qu'il y avait de particulièrement intéressant dans ces dernières, c'étaient les articles sur la question de la Mer Noire et la défense des Luxembourgeois, contre les reproches que leur avait faits le Chef, au sujet de l'appui qu'ils donnaient à la cause française. Il n'a pas été possible d'apercevoir grand'chose de l'éclipse de soleil qui devait commencer à une heure et demie. Abeken me fit hommage de la photographie des conseillers et secrétaires, qui n'est pas très bien réussie ; aussi ces messieurs veulent-ils se faire photographier de nouveau, et je serai avec eux.

A dîner, nous n'avons eu aucun étranger aujourd'hui. Le Chef était d'excellente humeur, mais la conversation sans intérêt. J'en rapporterai cependant ce que j'en ai retenu. Qui sait si cela n'amusera pas quelqu'un ? Au commencement le Ministre dit en souriant, en regardant le menu qui était placé devant lui : —

« — Il y a toujours un plat de trop. J'ai déjà pris la résolution de me donner une indigestion de canard et d'olives, et voilà un jambon de Rheinfeld, dont il faut aussi que je mange trop pour me venger de ce que je n'en ai pas eu ma part ce matin (attendu qu'il ne vient pas au déjeuner), et puis encore du sanglier de Varzin. »

On parla de la sortie d'hier, sur quoi le Chef observa : —

« — Les Français sont sortis hier avec trois divisions, tandis que nous n'avions que quinze compagnies, pas même quatre bataillons, et avec cela nous avons fait près de mille prisonniers. Avec leurs sorties tantôt par-ci, tantôt par-là, les Parisiens me font l'effet du maître de danse français qui commande le quadrille et fait changer tantôt à droite, tantôt à gauche.

Ma commère, quand je danse,
Mon cotillon va-t-il bien ?
Il va de ci, il va de là,
Comme la queue de notre chat.

Quand on en fut au jambon, il dit : —

« — La Poméranie est le pays des denrées qui ont affaire avec la fumée : oies fumées, anguilles fumées, jambons fumés. Il n'y manque que le *nagelholt* des Westphaliens, le bœuf fumé. L'étymologie de ce mot n'est pas facile à éclaircir. *Nagel*, oui, c'est le clou

qui sert à le suspendre. Mais *holt* ?... peut-être faudrait-il l'écrire avec un *d*. »

Ensuite on parla du froid qu'il faisait dehors, et, à l'occasion du sanglier, d'une chasse qui avait eu lieu à Varzin, pendant la maladie du comte Herbert à Bonn. Plus tard, le Chef dit : —

« — Si Antonelli se décide à la fin à se mettre en route pour venir ici, c'est une chose que bien des gens auront de la peine à s'expliquer.

— Antonelli a pourtant été dans les journaux l'objet de jugements bien différents, — dit Abeken, — tantôt on en a fait un esprit fin et élevé, tantôt un intrigant rusé, tantôt un sot et un imbécile.

— Oui, — répondit le Chancelier, — mais cela n'arrive pas seulement à la presse : c'est aussi la manière de juger de beaucoup de diplomates. Goltz et notre Harry. Je ne parlerai pas de Goltz. C'était autre chose. Mais, celui-là..... aujourd'hui comme ceci, demain comme cela. Quand j'étais à Varzin et que je lisais en bloc toutes les nouvelles de Rome, je trouvais qu'il changeait d'opinion sur les gens de ce pays-là au moins deux fois par semaine, selon qu'on l'avait regardé d'un bon œil ou de travers. Il lui arrivait même parfois de changer de manière de voir d'un courrier à l'autre, quelquefois même dans les dépêches portées par le même courrier. »

Le soir, lu les dépêches de Rome, de Londres, et de Constantinople avec les réponses.....

VENDREDI, 23 *Décembre*. — De nouveau, très froid, on parle de douze degrés au-dessous de zéro. Envoyé à la rédaction du *Moniteur* une affirmation du journal *La Situation*, d'après laquelle l'Impératrice Eugénie aurait trouvé des raisons suffisantes pour conclure la paix avec nous ; en Allemagne, un article du *Times* au sujet du Luxembourg, dans lequel ce journal nous donne raison ; enfin, arrangé pour le Roi le commencement de l'article de Treitschke dans les *Preussischen Jahrbüchern*.

L'article de *La Situation* est du 17 Décembre, et on y lit entre autres choses : —

Oui, nous demandons à l'Impératrice Régente de s'entendre avec la Prusse, et à la Prusse de s'entendre avec l'Impératrice Régente, parce que, du moment que cette Auguste Princesse aura manifesté la volonté de mettre un terme à l'effusion du sang, le Roi Guillaume sera tenu par sa propre dignité à lui accorder ce que ne pourraient espérer de lui ni l'auteur de la guerre à outrance, ni les différents prétendants qui voudraient exploiter les infortunes de la patrie pour

ceindre la couronne. L'Impératrice n'a pas à se demander si la pensée à laquelle elle a obéi le 4 Septembre, a été bien comprise par la France. Qu'elle parle, et elle verra que la France ne méconnaît jamais les sentiments généreux. Pour ce qui est du gouvernement prussien, nous n'avons pas besoin qu'il appelle de ses vœux la restauration de la dynastie napoléonienne, il nous suffit qu'il avoue que la plus grande faute qu'il pourrait commettre serait de ne pas regagner grâce à cette dynastie une alliance, à la rupture de laquelle il n'aurait jamais dû penser, si l'on avait eu soin de ses vrais intérêts. Notre mutilation serait sa mort, et il ne peut pas renoncer à nous mutiler s'il ne laisse pas derrière lui une puissance assez forte pour n'être pas dans la nécessité de violer la foi jurée. Il n'y a que l'Empire qui puisse dispenser la Prusse de la nécessité de conquérir et lui permettre de modérer ses exigences en fait de rectification de frontières, parce qu'il n'y a que l'Empire avec la Prusse qui puisse conseiller les grands changements de la carte d'Europe que l'attitude des neutres a rendus indispensables aussi bien pour le repos de l'Allemagne que pour le relèvement de la France.

Vers le temps du déjeuner, une Française se fait annoncer au Chef. Son mari a noué des intelligences avec une bande de francs-tireurs qui opéraient dans les Ardennes, et a ainsi pris part à leurs entreprises déloyales, ce qui fait qu'il a été condamné à mort. Elle veut solliciter sa grâce par l'entremise du Chef. Celui-ci refuse de la recevoir en lui faisant répondre que l'affaire ne le regarde pas, qu'elle doit s'adresser au Ministre de la Guerre. Elle se rend en effet chez ce dernier, mais elle arrivera trop tard, à ce que croit Wollmann, attendu qu'on a déjà écrit, dès le 14, au colonel Krœhn, que la justice devait suivre son cours (1).

Dans l'après-midi, par un froid glacial et au bruit d'une vive canonnade qu'on entendait dans le Nord, je fis avec Wollmann une promenade à Villacoublay, dans la petite calèche de Rothschild. Villacoublay se trouve sur la route que nous avons suivie pour venir de Ferrières ici, et c'est là qu'est le parc d'artillerie destiné à battre en brèche la partie Sud de Paris. Il s'y trouve environ quatre-vingts canons et une douzaine de mortiers rangés sur quatre grandes lignes. Je m'étais fait une idée plus formidable de l'aspect de ces instruments de destruction. On voyait des nuages de fumée s'élever au-dessus de la forêt du côté du Nord. Peut-être était-ce la fumée de la poudre, mais peut-être aussi simplement la fumée de quelques cheminées de fabriques.

De retour à la maison, je trouve, en lisant les journaux, qu'un des reporters anglais a envoyé à sa feuille une description parfaite-

(1) C'est une erreur. La lettre peut bien avoir été écrite et envoyée, mais l'individu en question, le notaire Tharel, de Rocroy, dans le département des Ardennes, a été seulement emmené en Allemagne. En Juin 1871, il était encore à Verdun où il a été bientôt mis en liberté sur la demande du gouvernement français.

ment exacte de ce même parc de siège. Je souligne l'article pour le Chef, qui, après l'avoir lu, le remet à Hatzfeld, vraisemblablement pour le communiquer à l'état-major général.

A dîner, nous avions pour hôtes le baron de Schwarzkoppen, député au Reichstag, et mon ancienne connaissance du Hanovre, M. de Pfuel qui, depuis, était devenu capitaine de cercle à Celle. Ces deux messieurs devaient occuper des postes de préfets ou quelque chose comme cela. Nous avions encore le comte Lehndorff et le lieutenant de hussards de Dœnhoff, très joli garçon et, si je ne me trompe, aide de camp du Prince Albrecht. Je note ici le menu du jour, afin de donner une idée de la manière dont notre table était servie à Versailles. Le voici : Soupe à l'oignon — vin de Porto. Filet de sanglier — bière de la Compagnie de Tivoli. Ragoût braisé à l'irlandaise, dinde rôtie aux marrons — Champagne et vin rouge à volonté. Enfin dessert consistant en excellentes pommes de calville et en poires magnifiques. On dit que le général de Voigts-Rhetz était devant Tours avec la 19e division et que la population avait fait résistance, en sorte qu'il avait fallu jeter des obus sur la ville. Sur quoi le Chef fit cette observation : —

« — On a eu tort de cesser de tirer aussitôt que le drapeau blanc a été arboré. Moi, j'aurais continué à faire pleuvoir les obus sur ces gens-là jusqu'à ce qu'ils m'eussent envoyé quatre cents otages. »

Il désapprouva ensuite la douceur des officiers à l'égard des civils qui font résistance. C'était même à peine si on punissait la trahison manifeste, et avec ce système-là, les Français croyaient pouvoir tout se permettre contre nous.

« — Il en a été ainsi avec ce Krœhn, — continua-t-il. — Il commence par accuser un avocat d'avoir conspiré avec les francs-tireurs, et ensuite, quand il le voit condamné, il lui permet un recours en grâce, puis encore un second, au lieu de le faire fusiller, et enfin... il passe cependant pour un homme énergique et rond en affaires.... il me met sur le dos la femme avec un sauf-conduit!... »

De cette indulgence imprudente, la conversation passe au chef d'état-major Unger, qui a été renvoyé chez lui, parce que ses facultés mentales sont dérangées. Le plus souvent, le pauvre homme garde le silence renfermé en lui-même, puis tout à coup il éclate en sanglots.

« — Oui, — dit le Chef, en soupirant, — un chef d'état-major est

vraiment un homme à plaindre. Toujours affairé, toujours responsable, ne pouvant rien faire de ce qu'il voudrait et toujours chicané, c'est presque aussi rude que d'être ministre. Quant à ce qui est de pleurer, je connais cela moi-même; c'est sur excitation nerveuse, c'est comme une crampe de pleurs. J'ai eu cela, moi aussi, à Nikolsbourg et aussi fort que si un bouc m'avait donné des coups de cornes. Un chef d'état-major est maltraité, un ministre ne l'est pas moins. De tous côtés des contrariétés, des piqûres de mouches à n'en plus finir. On se ferait à tout le reste, mais on ne peut cependant pas se passer d'être bien traité. »

Quand le filet de sanglier parut sur la table, le Ministre commença à parler, avec Lehndorff et Pfuel, de la chasse qu'on fait à ces habitants des forêts marécageuses, et il leur raconta ses exploits dans ce genre de sport. Plus tard, on parla de notre *Moniteur*, et le Chef dit : —

« — Depuis quelques semaines ils publient en feuilleton un roman de Heyse de Meran. Ces choses sentimentales ne sont pas à leur place dans une feuille qui paraît aux frais du Roi : car ce journal n'est pas autre chose, au fond. Les Versaillais ne demandent pas cela non plus. Ils veulent des nouvelles politiques et des détails sur les événements militaires en France, en Angleterre, en Italie, mais pas de ce bavardage doucereux. J'ai pourtant aussi un souffle de poésie dans ma nature, mais je ne crois pas avoir jeté une seule fois les yeux sur ce feuilleton, depuis que j'en ai lu les premières lignes. »

Abeken qui, à ce qu'il paraît, a fait recevoir le roman, prit la défense de la rédaction, et dit que le roman était emprunté à la *Revue des Deux-Mondes*, qui était cependant une Revue très considérée en France; le Chef n'en persista pas moins dans son opinion. Quelqu'un fit ensuite l'observation que le *Moniteur* était maintenant rédigé en meilleur français.

« — Cela peut bien être, — répondit le Ministre. — Mais je n'attache pas tant d'importance à ce point-là. Nous sommes comme ça, nous autres Allemands. Même quand nous appartenons à la plus haute volée, nous nous inquiétons toujours de savoir comment nous ferons plaisir aux autres et comment nous pourvoirons le mieux à leur commodité. Eh bien ! s'ils ne nous comprennent pas, qu'ils apprennent l'allemand ! Qu'importe si une proclamation n'est pas en beau style français, pourvu qu'elle soit claire et intelligible ? On ne

peut pourtant pas exiger de nous que nous excellions dans une langue étrangère. Il est impossible qu'un homme qui n'a parlé une langue que pendant deux ou trois ans, s'y exprime aussi bien que celui qui la parle depuis quarante ou cinquante ans. »

On loua ironiquement la proclamation de Steinmetz, et on en cita quelques phrases comme échantillons du style, sur quoi Lehndorff dit : —

« — Ce n'était pas d'un français élégant, il faut l'avouer, mais au moins c'était clair.

— Oui, — dit le Chef ; — c'est leur affaire de comprendre. S'ils ne le peuvent pas, qu'ils s'adressent à quelqu'un qui leur fasse la traduction. Tous ceux qui se vantent de leur habileté dans la langue française, ne sont pas des hommes dont nous puissions nous servir. Mais voilà le malheur chez nous : celui qui ne parle pas bien allemand a déjà par cela seul sa fortune faite, surtout, si en compensation, il écorche un peu d'anglais. Le vieux (j'ai cru entendre Meyendorff) me disait un jour : — « Ne vous fiez pas à un Anglais qui parle français avec un bon accent. » Le plus souvent j'ai reconnu qu'il avait raison. Je ne ferais d'exception que pour Odo Russell. »

Il raconta ensuite que le vieux Knesebeck s'était levé une fois, au grand étonnement de tous, au Conseil d'Etat, et avait demandé la parole.

« — Après qu'il fut demeuré quelques instants sans rien dire, quelqu'un vint à tousser. Alors il dit : « — Je demande qu'on ne m'interrompe pas, » puis il resta encore quelques minutes debout sans rien dire, après quoi il dit d'un ton de dépit : « — Eh bien, voilà que j'ai oublié ce que je voulais proposer, » et il se rassit. »

La conversation tomba alors sur Napoléon III, et le Chef déclara que c'était un homme médiocre.

« — Il est, — continua-t-il, — d'une bien meilleure pâte qu'on ne le croit communément, et il est loin d'être l'homme habile dont on lui a fait la réputation.

— On pourrait lui appliquer, — interrompit Lehndorff, — ce que quelqu'un a dit de Napoléon Ier : Bonne peau, mais borné.

— Non, — répliqua le Chef sérieusement, — malgré tout ce qu'on peut penser de son Coup d'État, c'est un homme bon, sensible, sentimental même, mais son intelligence ne va pas loin, ni son instruction non plus. C'est surtout sur la géographie qu'il n'est pas fort, quoi-

qu'il ait été élevé en Allemagne et qu'il y ait été à l'école. Enfin, il vit dans un monde d'idées fantastiques. Au mois de Juillet, il a passé trois jours à hésiter sans pouvoir prendre un parti, et encore à présent il ne sait pas ce qu'il veut. Ses connaissances sont telles, que chez nous, il ne serait pas capable de subir l'examen de référendaire. On n'a pas voulu m'en croire, mais je l'avais déjà dit il y a longtemps. En 1854 et 1855, je le disais déjà au Roi. Il n'a pas la moindre idée de l'état de nos affaires. Quand je fus devenu ministre, j'eus un entretien avec lui à Paris. Il me dit qu'il n'y en avait pas pour longtemps, qu'il y aurait une insurrection à Berlin et la révolution dans tout le pays, et que dans un plébiscite, le Roi aurait toute la nation contre lui. Je lui dis alors que chez nous le peuple ne faisait pas de barricades, qu'il n'y avait que les rois qui fissent des révolutions en Prusse, qu'il suffirait que le Roi prît en patience pendant deux ou trois ans l'émotion des esprits, qui en ce moment était réelle, et assurément l'aversion momentanée du public était quelque chose de désagréable et d'incommode, mais qu'enfin il resterait maître de la partie. S'il ne se lassait pas, et qu'il ne m'abandonnât pas, je ne tomberais pas. Et si on faisait appel au peuple, et qu'on le fît voter, il aurait déjà pour lui les neuf dixièmes. L'Empereur a dit, en parlant de moi à la même époque : *Ce n'est pas un homme sérieux* (1), propos que je me gardai bien de lui rappeler dans la bicoque de Donchery. »

Le comte Lehndorff lui demanda s'il y avait quelque chose à craindre à l'occasion de l'arrestation de Bebel et de Liebknecht, et si cela causerait beaucoup d'émotion.

« — Non, — répondit le Chef, — de ce côté-là il n'y a rien à craindre.

— Mais Jacoby, son affaire a fait pourtant beaucoup crier, — reprit Lehndorff.

— Juif.... et de Kœnigsberg. Empoignez un juif, vous entendrez tout de suite crier de tous les coins et recoins... de même pour un franc-maçon. Il faut ajouter d'ailleurs, qu'à cette occasion, on a procédé contre une assemblée populaire, ce qui n'était pas légal. »

Il caractérisa ensuite les gens de Kœnigsberg comme des gens querelleurs et faisant toujours de l'opposition.

« — Oui, Kœnigsberg, — dit Lehndorff, — c'est ce qu'a bien com-

(1) En français dans le texte.

pris Manteuffel, quand il a dit dans son discours : Kœnigsberg sera toujours Kœnigsberg. »

Quelqu'un dit alors que les lettres adressées à Favre commençaient par *Monsieur le Ministre,* sur quoi le Chef dit : —

« — Je lui écrirai prochainement : *Hochwohlgeboren Herr* (1). »

Là-dessus s'éleva une dispute byzantine sur les titres à donner aux personnes à qui on s'adresse : *Excellenz*, *Hochwohlgeboren*, et *Wohlgeboren.* Le Chancelier se déclara partisan décidé des idées les plus antibyzantines.

« — On devrait supprimer tout cela, — dit-il. — Dans des lettres à des particuliers, je ne mets aucun de ces titres, et dans les lettres officielles, je donne le *Hochwohlgeboren* aux conseillers jusqu'à la troisième classe. »

Pfuel observa que, dans le style judiciaire, on supprimait aussi toute espèce de titre et qu'on y disait simplement : Vous aurez à vous trouver dans tel endroit, chez tel ou tel, etc.

« — Oui, — répondit le Ministre, — mais vos manières de dire juridiques ne sont pas non plus mon idéal. Il n'y manque plus que de dire : Gueux, vous aurez à vous trouver, etc. »

Abeken, en sa qualité de byzantin de la plus belle eau, dit que les diplomates s'étaient déjà formalisés de ce que parfois on ne leur donnait pas tous leurs titres, et que le *Hochlwohgeboren* n'appartenait qu'aux conseillers de seconde classe.

« — Et aux lieutenants, — s'écria Bismarck-Bohlen.

— Quant à moi, je veux en abolir tout à fait l'usage chez nos gens, — répliqua le Ministre. — On dépense ainsi, tous les ans, un océan d'encre en pure perte, et les contribuables auraient grand raison de s'en plaindre comme d'une prodigalité. Je me contente parfaitement que l'on m'écrive : *Au ministre-président, comte de Bismarck.* Je vous prie, — dit-il en s'adressant à Abeken, — de me faire un rapport là-dessus. C'est un verbiage inutile, et je désire qu'on s'en débarrasse. »

Abeken, obligé de se faire réformateur des vieux usages ! Quel jeu du sort !

Le soir, encore un article sur la falsification des paroles que le Roi a adressées à la population française au commencement de la guerre. On veut maintenant se servir encore de l'ordre du

(1) Formule employée en Allemagne pour *Monsieur*, en s'adressant à des personnages distingués.

jour de Hombourg, pour prouver que le Roi n'a pas tenu la parole qu'il avait donnée alors, et ce ne sont pas seulement les Français, ce sont encore leurs bons amis les démocrates socialistes de l'Allemagne qui colportent ces calomnies. Ainsi, dans la première semaine de ce mois, une assemblée de l'Association Ouvrière s'est tenue à Vienne et elle a pris une résolution d'après laquelle le Roi est formellement accusé de parjure. Mais ni l'ordre du jour de Hombourg du 8 Juillet, ni la proclamation du 11, ne contiennent une seule phrase où il soit dit qu'on ne fera la guerre qu'aux soldats français. Dans la première de ces deux pièces, il est dit : « Nous ne faisons pas la guerre aux paisibles habitants du pays. » Le sens est déterminé par le mot *paisibles*. Or les francs-tireurs et tous ceux qui leur donnent appui ou s'opposent à nos opérations par des voies de fait quelconques, ne sont pas des habitants paisibles. Quant à la proclamation, il y est dit formellement que les généraux qui commandent les différents corps auront à déterminer, par des décisions spéciales qui seront portées à la connaissance du public, les mesures à prendre contre les communes et les particuliers qui se mettront en opposition avec les usages de la guerre ; qu'ils règleront pareillement ce qui concerne les réquisitions jugées nécessaires pour subvenir aux besoins des troupes. C'est d'après ces principes qu'on a agi. Au reste, les Français n'ont aucun droit de se plaindre de la dureté des Allemands ; nous n'avons pas, comme eux, chassé de chez nous des gens paisibles comme étaient ces Allemands établis parmi eux, que sans aucun motif ils ont expulsés de leurs demeures, nus et sans ressources ; nous n'avons pas emmené en captivité les équipages des vaisseaux marchands ; nous n'avons détruit aucune propriété particulière inoffensive, comme ils l'ont fait en incendiant des navires de commerce allemands ; enfin jamais la convention de Genève n'a été violée par nous. Que des mesures violentes aient été prises contre des localités récalcitrantes, qu'on ait usé du droit de représailles pour prévenir de nouvelles violations du droit des gens et des droits de l'humanité, tout cela était dans l'ordre et nullement contraire à la proclamation. C'est à ce même ordre de faits que se rapporte ce qui s'est passé à Tours ces jours derniers, quand nous y avons jeté quelques obus, après que la population eut accueilli nos troupes par des démonstrations hostiles, et aussi la destruction du pont du chemin de fer près de cette ville, destruction que le Chef m'a ordonné de télégraphier

un peu avant minuit. Tout cela, c'est la guerre, et voilà ce que les Français, maintenant que ça les touche au vif, ne paraissent pas vouloir comprendre. Ailleurs, à Alger, dans les Etats Pontificaux, en Chine, au Mexique, etc., ils le comprendraient plus vite.

SAMEDI, 24 *Décembre*. — Une veille de Noël en pays étranger ! Il fait très froid, comme hier et avant-hier. Je télegraphie que Manteuffel, avec deux divisions, a battu hier Faidherbe, le commandant de l'armée française, du Nord que l'on évalue à soixante mille hommes. Faidherbe a dû battre en retraite.

A dîner ; le lieutenant-colonel de Beckedorff est l'invité du Chet dont il est un ami de vieille date et avec qui il est à tu et à toi. Sur la table est un arbre de Noël, en miniature, de la hauteur d'un enfant, et à côté se trouve un étui avec deux timbales d'argent, l'une dans le style de la Renaissance, l'autre de la façon de Tula. Chacune d'elles ne contient guère que deux bonnes gorgées. Ce sont des présents de la comtesse à son époux. Celui-ci les fait circuler à la ronde et dit : —

« — J'ai la folie des timbales, quoique ce soit un goût bien inutile; car quand j'ai ces choses-là à la campagne et que je n'y suis pas, on me les vole, et à la ville, on ne s'en inquiète guère. »

Il dit ensuite à Beckedorff que son avancement n'avait pas été rapide, et il ajouta : —

« — Si j'étais devenu officier..., je voudrais l'être..., j'aurais maintenant une armée sous mes ordres, et nous ne serions pas devant Paris... »

A ce propos, la conversation tomba sur la manière dont on conduisait la guerre, et le Chef dit : —

« — Parfois ce ne sont pas tant les chefs qui engagent et conduisent les batailles chez nous, que les troupes elles-mêmes. C'est comme les Grecs et les Troyens. Quelques individus s'adressent des provocations insultantes ; on en vient aux coups ; on se lance des javelots ; d'autres accourent ; la mêlée devient générale ; et c'est ainsi qu'il y a enfin une bataille. D'abord les avant-postes tirent des coups de fusil sans nécessité, d'autres surviennent si cela va bien ; d'abord c'est un sous-officier qui commande le groupe, puis arrive le lieutenant avec plus de monde, puis le régiment, et enfin le général est obligé d'arriver à son tour avec toutes ses forces. C'est comme cela que s'est engagée la bataille de Gravelotte qui ne devait avoir lieu que le 19 ; à Vionville, ce fut autre chose. Là

nos soldats ont dû aller à la rencontre des Français comme un *packan* (1). »

Beckedorff raconta qu'à Wœrth il avait reçu deux blessures, la première entre la nuque et l'omoplate, évidemment par une balle explosible, puis tout de suite après, une seconde au genou. Il était tombé de cheval et restait étendu par terre. Alors, un zouave ou un turco appuyé contre un arbre à une très petite distance, avait tiré sur lui, et la balle lui avait frôlé la tête. Un autre de ces demi-sauvages s'était jeté en fuyant au fond d'un fossé, et lorsque nos soldats eurent franchi le fossé, il s'était levé et leur avait déchargé son fusil dans le dos. Alors quelques-uns des nôtres revinrent sur leurs pas, et comme ils n'osaient pas tirer sur lui à cause de nos troupes qui étaient derrière, l'un d'entre eux lui donna un coup de crosse dans les reins et ils purent s'en rendre maîtres et le tuer.

« — Le misérable n'avait pas besoin de tirer car personne ne lui avait rien fait dans son fossé, — observa le narrateur. — C'était de sa part pure rage de tuer. »

Le Chef rappela d'autres traits de barbarie et pria Beckedorff de rédiger la relation de son cas et de faire attester par l'autorité médicale le fait de la balle explosible. Enfin il en vint à parler paysage, sur quoi il dit qu'il n'aimait pas beaucoup les pays de montagnes, d'abord parce que la vue est généralement bornée dans les vallées, et ensuite à cause de la nécessité de monter et de descendre.

« — Je suis plutôt pour la plaine, quoique pas précisément pour celle des environs de Berlin. Mais de petites collines avec de jolis bois, des ruisseaux clairs et rapides comme en Poméranie et surtout sur les côtes de la Baltique. »

De là il en vint à parler des bains de mer de la Baltique dont il trouvait quelques-uns charmants, et d'autres fort ennuyeux.

Après le dîner, j'allai faire deux ou trois tours dans les allées qui forment l'avenue au bout de notre rue. Pendant ce temps-là on mit le feu à un arbre de Noël dans la salle à manger, et Keudell fournit des cigares et des pains d'épice. Comme j'arrivai trop tard pour la fête, on fit porter dans ma chambre la part qui me revenait dans ces étrennes. Je lus ensuite, comme je le fais toujours, tout ce qui était arrivé de dépêches et de minutes dans la journée. Plus tard je fus appelé deux fois coup sur coup chez le

(1) *Packan* est l'expression par laquelle on excite les chiens. Cela répond au français : *Apporte!* ou *mords-le!* et c'est devenu un nom de chien.

Chef et ensuite encore une troisième fois. Il faut par plusieurs articles attirer l'attention sur la manière cruelle dont la guerre est faite par nos ennemis. Il n'y a presque pas de jour où la convention de Genève ne soit violée; on dirait que les Français n'en reconnaissent et n'en invoquent que les dispositions qui leur sont avantageuses. Il faut mentionner de plus les cas où l'on a tiré sur les parlementaires, maltraité et dépouillé les médecins, les brancardiers, et les infirmiers des ambulances; l'abus fait par les francs-tireurs du brassard de Genève, l'emploi de balles explosibles, comme dans le cas de Beckedorff, enfin la violation du droit des gens en ce qui concerne les navires et les équipages de la marine marchande de l'Allemagne, emmenés par les croiseurs français. La conclusion de ces articles serait que la responsabilité de tout cela incombe en grande partie au gouvernement français actuel. C'est lui qui a appelé le peuple à prendre part à la guerre, et qui maintenant ne peut plus refréner les passions déchaînées quand elles se mettent en dehors des règles du droit des gens et des usages de la guerre. C'est sur lui avant tout que retombe la responsabilité de la dureté avec laquelle, bien contre notre désir, et, comme le montre la manière dont nous avons fait la guerre dans le Sleswig et en Autriche, bien contre notre caractère et nos habitudes, nous sommes obligés de faire en France usage des droits de la guerre.

A dix heures du soir, on apporte au Chef la Croix de fer de première classe. Abeken et Keudell avaient déjà reçu dans l'après-midi la seconde classe de la même décoration.

DIMANCHE, 25 *Décembre.* — Le matin il fait de nouveau très froid, ce qui n'empêche pas Abeken d'aller entendre le sermon à la chapelle du château. Theiss me dit, en me montrant son habit avec la croix : —

« — Aujourd'hui M. le conseiller intime ne mettra certainement pas son manteau pour sortir. »

Au bureau, on apprend que le Cardinal de Bonnechose, Archevêque de Rouen, se propose de venir ici. Lui et Persigny veulent que l'on convoque l'ancien Corps Législatif, et surtout le Sénat, qui se compose d'éléments plus calmes et plus mûrs, afin de conclure la paix. De plus il paraît certain qu'on s'occupe enfin sérieusement du bombardement de Paris, et que cela va commencer d'ici à

peu de jours. C'est ainsi du moins qu'on interprète le décret par lequel le Roi vient de charger le général de division de Kameke, qui commandait jusqu'à présent la 14e division d'infanterie, de la direction supérieure des troupes du génie, et le général major Prince Hohenlohe-Ingelfingen de la direction supérieure de l'artillerie de siège.

Aujourd'hui, à dîner, point d'étrangers, et dans la conversation rien de digne d'être signalé, sauf peut-être ceci. En parlant de je ne sais quel sujet, Abeken dit que je tenais un journal très exact. Bohlen confirma la chose avec sa vivacité accoutumée en ajoutant : —

« — Oui, il y met par exemple : A trois heures quarante-cinq minutes, M. le comte ou M. le baron un tel m'a dit ceci et cela. On croirait qu'il s'attend à devoir un jour en déposer sous la *foi* du serment.

— Ce journal sera un jour une source où puisera l'histoire, — dit Abeken. — Si du moins on était encore au monde pour pouvoir le lire !

— Oui, bien certainement, — répondis-je, — ce sera une source pour l'histoire, et une source parfaitement sûre, quoique pas avant une trentaine d'années. »

Le Chef sourit et dit : —

« — Oui, alors on dira : *Conferas Buschii*, Chapitre III, Page 20. »

Après dîner, lu les actes, et trouvé que la pensée de reculer la frontière allemande du côté de l'Ouest a été officiellement proposée au Roi pour la première fois le 14 Août à Herny. Le 2 Septembre, le gouvernement de Bade a envoyé un mémoire dans le même sens.

LUNDI, 26 *Décembre*. — Si l'on m'avait dit qu'aux fêtes de Noël de l'an soixante et dix je mangerais de vraie *stolle* (1) saxonne dans une maison particulière de Versailles, je ne l'aurais pas cru, quand la chose m'eût été certifiée par tous les douze petits prophètes. Et cependant j'en avais ce matin un bon morceau devant moi : c'était un don aimable d'Abeken, qui en avait reçu d'Allemagne une caisse pleine.

A part les travaux ordinaires, aujourd'hui jour de congé. Le temps n'était plus si froid, mais tout aussi clair qu'hier. Vers trois

(1) Espèce de brioche.

heures nouvelle canonnade des forts plus vive qu'à l'ordinaire. Se douteraient-ils que nous allons être prêts à leur répondre ? Déjà la nuit dernière ils ont fait parler un instant leurs plus gros calibres.

A dîner, nous avions Waldersée. On n'a parlé presque que de questions militaires.

À la fin on en vint à parler du talent de boire beaucoup, et le Ministre dit, entre autres choses : —

« — Autrefois le vin n'était pas le plus fort avec moi. Quand je pense à mes exploits en ce genre ! Les vins forts.... surtout le bourgogne ! »

De là, la conversation tourna un moment sur le jeu, et il dit que dans cette partie-là aussi il avait jadis accompli de grands exploits, par exemple, joué vingt robs de whist sans désemparer, « ce qui équivaut à sept heures d'horloge ». Il ajouta que le jeu ne l'intéressait que quand on jouait gros jeu, mais que cela ne convenait pas à un père de famille. Ce qui avait amené la conversation sur ce terrain, c'est que le Chef avait appelé quelqu'un *Riemchenstecher* (1), ce qu'il expliqua ainsi, après avoir demandé si l'on comprenait ce mot : « Le *Riemchenstechen* est un jeu autrefois en usage parmi les soldats, et un *Riemchenstecher*, est, non pas précisément un escroc, mais un homme rusé et habile. »

Le soir, rédigé un nouvel article sur la manière barbare dont les Français font la guerre, et arrangé pour Sa Majesté un article de la *Staatsburger Zeitung*, qui recommande de traiter les Français avec moins de ménagements.

XVI.

PREMIÈRE SEMAINE DU BOMBARDEMENT.

Le 27 Décembre commença enfin... enfin !... le bombardement si longtemps attendu de Paris. Il commença par le côté de l'Est. Comme la suite le montrera, nous ne sûmes d'abord rien, et même plus tard le feu ne fit que pendant quelques jours une très forte impression.

(1) Faiseur de tours de passe-passe avec une courroie.

On ne tarda pas à s'y accoutumer ; jamais le bombardement n'absorba la considération même des bagatelles, et jamais il n'interrompit pour longtemps le cours des travaux et même la suite des pensées. Les forts français y avaient préparé. Dieu veuille que le journal ait quelque chose de plus à raconter !

Mardi, depuis le matin jusque bien avant dans la journée, chute d'une neige épaisse par un froid assez rigoureux. Le matin, le domestique du Chancelier, qui servait aussi Abeken en même temps que moi, dit en parlant de notre vieux conseiller privé, comme s'il l'eût cru Catholique : —

« — Le matin, il lit ses prières. Je crois que c'est du latin. Il les lit tout haut, de manière à être entendu dans l'antichambre. C'est probablement la messe. »

Puis, il ajouta qu'Abeken avait dit que la forte canonnade *qu'on* entendait dans le lointain depuis sept heures, devait être le commencement du bombardement.

Ecrit différentes lettres avec invitation à rédiger des articles... Après midi, sur l'ordre du Chef, télégraphié à Londres que l'on a commencé ce matin à battre en brèche les ouvrages extérieurs de Paris. C'est le Mont-Avron, ouvrage retranché près de Bondy, dont s'occupe d'abord notre artillerie de siège, et il paraît que ce sont les Saxons qui auront l'honneur de tirer les premiers coups. Le Ministre reste toute la journée au lit, non qu'il soit plus indisposé qu'à l'ordinaire, mais, à ce qu'il me dit, pour éviter tout refroidissement. Il ne se rend pas à table, mais le comte de Solms dîne avec nous. Rien à noter de la conversation, sinon qu'Abeken dit que la *Kladderadatsch* contient un très joli morceau de poésie sur le Duc de Cobourg, peut-être un panégyrique en vers.

Il paraît que les bonapartistes se remuent beaucoup et qu'ils forment de grands projets. Persigny et Palikao auraient l'intention d'obtenir de nous la neutralisation d'Orléans, afin d'y convoquer le Corps Législatif pour résoudre la question entre la monarchie et la république, et en cas qu'il se décide pour la première, trancher la question de la dynastie. Toutefois on veut encore attendre quelque temps, jusqu'à ce que la situation devenant de plus en plus désespérée, le peuple français soit devenu plus traitable. Bonnechose, Archevêque de Rouen, a l'intention de tenter de se porter comme médiateur de la paix entre l'Allemagne et la France. Il a été autrefois juriste et n'est entré que tard dans l'état ecclésiastique. Il passe

pour habile, est en relation avec les jésuites et légitimiste au fond, mais il fait grand cas de l'Impératrice, parce qu'elle est pieuse. De plus c'est un zélé partisan de l'infaillibilité, et il s'attend à être Pape, ce qui par le fait n'est pas dénué de toute vraisemblance. D'après certains ouï-dire, il espère amener Trochu, qu'il connaît, à rendre Paris, pourvu que nous ne persistions pas à exiger aucune cession de territoire. Au lieu de cela, nous pourrions, selon Monseigneur, demander la restitution de Nice et de la Savoie à Victor-Emmanuel, et obliger celui-ci à rendre leurs domaines au Pape, au Duc de Toscane, et à Sa Majesté le Roi de Naples : par là, selon lui, nous aurions la gloire d'être les gardiens de l'ordre et les restaurateurs du droit en Europe. Quel plan comique!

Le Chef a indiqué des mesures énergiques à prendre contre Nogent-le-Rotrou, où une surprise des francs-tireurs a été secondée par les habitants; il a de plus repoussé la demande du maire et de la municipalité de Châtillon d'être déchargés de l'amende d'un million qui a été imposée à cette localité pour un fait semblable. Dans l'un et l'autre cas, le principe, qui a déterminé le Chef, est qu'il faut rendre la guerre pénible aux populations pour les disposer à la paix.

A onze heures du soir, appelé chez le Chef, qui me donne différents articles des journaux de Berlin « pour ajouter à la collection » des exemples de la barbarie avec laquelle les Français font la guerre, collection commencée par son ordre. Il me donne en outre deux autres articles qui doivent être mis sous les yeux du Roi.

MERCREDI, 28 *Décembre*. — Chute de neige par un froid modéré. Le Chef garde la chambre encore aujourd'hui. Il me donne, pour en faire ce que je voudrai, une lettre écrite en français et à lui adressée par *Une Américaine*, sous la date du 25 Décembre.

En voici le contenu : —

« Graf von Bismark. Jouissez autant que possible, Herr Graf, du cli-
« mat frais de Versailles, car, un jour, vous aurez à supporter des
« chaleurs infernales pour tous les malheurs que vous avez causés à la
« France et à l'Allemagne. »

C'est tout. Quel a été le but de la dame en envoyant cet écrit, c'est ce qu'il n'est pas facile de dire.

Son Excellence Delbruck, qui est de retour, déjeune avec nous. Il

est convaincu que la seconde Chambre bavaroise finira par ratifier les traités de Versailles tout aussi bien que le Reichstag, dont la résolution à ce sujet lui avait paru fort problématique et lui avait donné de l'inquiétude pendant quelques jours.

D'après les journaux français, à peu près tous les soldats de l'armée allemande seraient très peu au fait des devoirs qu'impose le septième commandement. D'après un avis publié par le préfet de Seine-et-Oise, il doit y avoir des exceptions à cette règle et même d'assez brillantes exceptions. Il y est dit : —

Le public est averti que les objets suivants ont été trouvés par des soldats de l'armée allemande.

1° Dans la maison du notaire Maingot à Thyais, à l'angle de la route de Versailles et de celle de Grignon, un paquet d'objets de valeur, estimés environ cent mille francs.

2° A Choisy-le-Roi, dans une maison abandonnée, Rue de la Raffinerie, *n° 29*, un paquet de titres précieux.

3° Sur la route de Palaiseau à Versailles, une sacoche renfermant 10 thalers de Prusse et différentes petites monnaies allemandes et françaises.

4° Dans la maison abandonnée de M. Simon, à Ablon, deux paquets renfermant environ trois mille francs.

5° Dans le jardin de M. Dubuis, adjoint, à Athis, une cassette renfermant des actions de chemin de fer et d'autres valeurs.

6° Dans la maison abandonnée de M. Dufossé, à Choisy-le-Roi, Rue de Villiers n° 12, des titres se montant à sept mille francs.

7° Au couvent de L'Hay, onze mille francs en papiers de valeur.

8° Dans une maison abandonnée au bord de la Seine, près de Saint-Cloud, un paquet renfermant des valeurs.

9° Dans une maison abandonnée à Brunoy, une petite pendule (objet que, d'après les journalistes français, nous serions tout particulièrement enclins à empaqueter et à nous approprier).

10° Dans le jardin de la maison qui dans le voisinage de l'église fait l'angle de la route entre Villeneuve--le-Roi et le cimetière d'Orly, plusieurs objets de bijouterie ancienne et moderne.

11° Dans le jardin auprès de la serre-chaude, du Château-Rouge à Fresnes-les-Rungis, un seau à lait renfermant des objets d'or et d'argent, des valeurs au porteur, et d'autres objets précieux.

Jeudi, 29 *Décembre.* — Beaucoup de neige, froid très modéré. Le Ministre garde le lit comme hier, ce qui ne l'empêche pas de travailler; il ne paraît d'ailleurs pas être malade. Il m'enjoint de télégraphier que la première armée qui est à la poursuite de Faidherbe, a pénétré jusqu'à Bapaume, et que le Mont-Avron a cessé depuis hier de répondre à notre feu. Trente ou quarante pièces le battent en brèche. A déjeuner, on dit que l'artillerie saxonne a eu hier et avant-hier quatre hommes tués et dix-neuf blessé .

L'après-midi, traduit pour le Roi la dépêche de Granville à Loftus au sujet de la circulaire de Bismarck concernant l'affaire du Luxembourg. Ensuite étudié les actes. Vers le milieu d'Octobre, Cobourg a adressé au Chef un mémoire contenant des propositions pour une réorganisation de l'Allemagne. Parmi ces propositions se trouve aussi le rétablissement de la dignité impériale, le remplacement du Bundesrath par des ministères fédéraux, et la création d'un Reichsrath composé de représentants des divers gouvernements et de délégués des Landtags. Le Chef a répondu qu'une partie des idées contenues dans ces propositions sont déjà depuis longtemps en train d'être réalisées ; qu'il ne pouvait faire autrement que de s'opposer à la création de ministères fédéraux et d'un Reichsrath, parce qu'il les considérait comme un obstacle à l'accomplissement de toutes les autres réformes. On annonce de Bruxelles que le Roi des Belges est bien intentionné à notre égard, mais qu'il n'a aucun moyen de réprimer la presse hostile aux Allemands en Belgique. Le Grand-Duc de Hesse a déclaré qu'à son avis l'Alsace et la Lorraine doivent devenir provinces prussiennes. Dalwigk, au contraire, plus hostile que jamais à la Prusse, veut que les territoires à céder par la France soient annexés à Bade, et qu'en compensation la province de Heidelberg et celle de Mannheim passent à la Bavière pour rétablir la communication de ce royaume avec le Palatinat transrhénan. A Rome, le Pape veut se porter comme médiateur entre nous et la France.

Le soir, je remets à Bucher, pour lui servir à faire un travail, tous les articles de journaux relatifs à la manière dont les Français font la guerre. A dix heures, le Chef me fait appeler. Je le trouvai étendu sur un sofa devant la cheminée et enveloppé d'une couverture ; il me dit : —

« — Eh bien, il est à nous !

— Qui, Excellence ?

— Le Mont-Avron. »

Il me montra alors une lettre du comte de Waldersée, lui annonçant que cet ouvrage fortifié avait été occupé cette après-midi par les troupes du 12e Corps, et que l'on y avait trouvé beaucoup d'affûts, de fusils, de munitions, comme aussi beaucoup de morts. Le Ministre dit : —

« — Pourvu encore qu'il n'y ait pas une mine dessous et que nos pauvres Saxons ne sautent pas en l'air ! »

Je télégraphiai à Londres la nouvelle de ce premier succès du bombardement, mais en chiffres, parce qu'autrement l'état-major général pourrait s'en formaliser.

Plus tard, le Chancelier m'envoya encore une fois chercher, pour me montrer un numéro de la *Gazette de Cologne*, qui reproduit une sortie du *Tageblatt*, de Vienne, où l'on prétend que Bismarck s'est complètement fait illusion sur la force de résistance de Paris, et que dans cette persuasion, qui a déjà coûté plus de cent mille victimes (pourquoi pas des millions ?) il met à la conclusion de la paix des conditions beaucoup trop ambitieuses. A cela nous répondons que personne ne connaît encore les conditions que le Chancelier Fédéral mettra à la paix, puisqu'il n'a pas encore eu l'occasion de s'en expliquer officiellement ; qu'en tout cas ces conditions ne sont pas si ambitieuses que celles que réclame l'opinion publique en Allemagne, laquelle est presque unanime à demander la Lorraine tout entière. Personne ne peut non plus connaître son opinion au sujet de la force de résistance de Paris, puisqu'il n'a pas été davantage dans le cas de s'en expliquer officiellement.

De même que pendant la journée on a entendu à plusieurs reprises une vive canonnade de grosse artillerie, cela continue jusque passé minuit.

VENDREDI, 30 *Décembre*. — Le froid désagréable des derniers jours continue. Le Chef indisposé garde toujours la chambre et le plus souvent même le lit. Le matin, sur son ordre, télégraphié d'abord les détails de la prise de possession du Mont-Avron, puis plus tard envoyé encore un petit article au sujet d'une erreur qui se lit par deux fois dans la *Gazette de Cologne*, et qui a encore été répétée ces jours-ci à l'occasion de la dépêche adressée à Vienne par le Chancelier Fédéral.La grande feuille rhénane s'exprime ainsi :

> Depuis 1866 nous sommes de ceux qui ne se lassent pas d'adresser tantôt à Vienne, tantôt à Berlin, les exhortations les plus pressantes à mettre de côté une jalousie sans objet et à s'unir le plus étroitement possible. Nous avons souvent déploré l'*aversion personnelle* de Bismarck et de Beust l'un pour l'autre, qui semblait mettre obstacle à ce rapprochement, etc...

A cela nous avons à répondre : —

> On a déjà eu souvent l'occasion de remarquer que la *Gazette de Cologne* cherchait à expliquer tout ce que le Chancelier Fédéral fait ou ne fait pas en politique, par des motifs personnels, des affections ou des aversions personnelles, des accès de bonne ou de mauvaise humeur, et ici nous rencontrons un nouvel exemple de cette opinion que rien ne justifie. Nous ne pouvons découvrir la

raison qu'on peut avoir de toujours revenir à la charge avec ces insinuations. Nous savons seulement qu'entre le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord et le Chancelier Impérial de l'Autriche-Hongrie il n'existe pas d'aversion personnelle. Il y a plus : nous savons que ces deux hommes d'Etat étaient ensemble sur un très bon pied avant 1866, époque où ils avaient été souvent en contact l'un avec l'autre, comme le Comte de Bismarck l'a constaté lui-même au Reichstag. Depuis cette époque il n'est rien arrivé qui pût mettre de l'amertume dans leurs relations comme particuliers, ne fut-ce que par cette raison que depuis lors ils n'ont eu aucune entrevue personnelle. Si comme hommes d'État ils ont été jusqu'à présent plus ou moins opposés l'un à l'autre, la raison n'en est pas un mystère. Ils avaient toujours été les représentants de deux systèmes politiques différents, ils cherchaient à réaliser chacun un idéal politique tout différent, et il était difficile de trouver entre les deux des points de contact par lesquels la conciliation pût se faire, quoique cela ne soit pas absolument impossible. Cela explique parfaitement ce que la *Gazette de Cologne* prétend expliquer par des motifs personnels qui sont plus loin de la pensée et plus étrangers à la conduite du Chancelier Fédéral que d'aucun homme d'État du temps présent. Nous observons encore à ce propos, que le Comte de Bismarck non-seulement ne s'est pas trompé *complètement*, comme la feuille rhénane le dit après une feuille viennoise, sur la force de résistance dont Paris était capable, mais qu'il ne s'est pas trompé du tout. On ne lui a pas demandé son avis à cet égard, mais nous savons de bonne source qu'il y a plusieurs mois il regardait la prise de la ville comme difficile, et qu'il était contre l'investissement avant la chute de Metz.

Le soir, au bureau lu des actes, entre autres d'intéressantes nouvelles de Bavière, de plus un avis adressé à l'Alsace et dont voici le fond : —

La tâche principale que nous avons maintenant devant nous ne consiste pas à adoucir les maux du pays et à réconcilier autant que possible la population avec l'idée de sa prochaine incorporation dans l'Allemagne. La première chose qui demande nos soins est de poursuivre le but de la guerre, qui est d'arriver le plus tôt possible à la paix, et de pourvoir à la sûreté des troupes. En conséquence tous les fonctionnaires français qui ne se mettent pas à notre disposition, et tous les juges qui ne veulent pas exercer leurs fonctions sous notre autorité, doivent être renvoyés dans l'intérieur de la France. Par la même raison, on ne doit pas payer les pensions aux pensionnaires : qu'ils s'adressent à Bordeaux : ce sera pour eux un nouveau motif de désirer la paix.

A dix heures du soir, télégraphié encore le succès de la 1re Armée contre les mobiles et les francs-tireurs. Après onze heures, appelé de nouveau chez le Chef. Ensuite rectifié une fausse appréciation de la situation devant Paris, qui se trouve dans la *Gazette de la Croix*. On paraît croire qu'il s'agit déjà de bombarder Paris. Mais c'est une erreur et les informations d'ordinaire si bonnes de ce journal reposent, dans ce cas, sur une connaissance défectueuse de la topographie de Paris. Nous avons tout d'abord à nous occuper des forts

qui sont fort éloignés de la ville. Si l'on voulait bombarder celle-ci par-dessus les forts, ce serait une entreprise à peu près analogue à celle de bombarder Berlin, en se trouvant sur les monts de Muggel près de Kœpnick, ou sur les collines de Spandau, et en ayant devant soi des forteresses comparables à Spandau. Nous nous emparerons d'abord des forts, après viendra le bombardement de la ville elle-même. Jusque-là nous ne pourrons atteindre que les faubourgs ou des points dont le bombardement ne serait pas d'un grand secours.

Après dix heures, j'inscris mes dernières notes dans mon journal; jusqu'à onze heures on entend une canonnade assez vive provenant du Mont-Valérien ou des canonnières.

Samedi, 31 *Décembre.* — Tout le monde parmi nous a déjà été malade. Je commence moi-même à me sentir fatigué, et il sera bon que j'abrège ou même que je suspende entièrement pendant quelque temps le travail de nuit auquel m'oblige la rédaction de mon journal. Aussi bien le froid rigoureux, dont la cheminée ne nous garantit qu'imparfaitement, s'associe à nos veillées. Gambetta et consorts apparaissent de plus en plus dans leur rôle de dictateurs. C'est à peine si l'Empire dont ils combattirent l'arbitraire a méconnu d'une manière aussi despotique la légalité que ces républicains de l'eau la plus pure. On apprend à l'instant que MM. Crémieux, Gambetta, Glais-Bizoin, et Fourichon, ont rendu, le 25 Décembre le décret suivant :

« Les conseils généraux et d'arrondissements sont dissous, de « même que les commissions départementales, là où l'on en a ins-« titué ; les conseils généraux seront remplacés par des commis-« sions départementales composées d'autant de membres que le « département a de cantons ; ces membres sont nommés par le « gouvernement sur la proposition du préfet. »

Il n'en sera pas ainsi, bien entendu, dans les départements occupés par nous. J'envoie le décret à la rédaction du *Moniteur* pour le faire publier.

Lundi, 2 *Janvier.* — La fatigue et le froid continuent. Hatzfeld et Bismarck-Bohlen sont également indisposés. Il paraît que la guerre à *outrance* de Gambetta, va être continuée avec l'aide d'une sorte

de francs-tireurs arabes. Que dira M. de Chaudordy, qui récemment nous accusait de barbarie auprès des grandes puissances européennes en lisant l'article de la *Revue Algérienne*, où celle-ci explique à ces hordes barbares et cherche à leur inculquer ce qui est permis en temps de guerre. Beaucoup de journaux français acceptent évidemment ces idées : car ils ont tout simplement copié sans y ajouter un mot de blâme, l'article de la Revue; s'ils l'ont fait c'est qu'ils comptent que leurs lecteurs l'approuveront. Notons ce fait comme un signe du degré de fanatisme auquel est arrivée la haine chez nos adversaires. La rage des journalistes africains, partagée par les Français se donne carrière ainsi qu'il suit : -

L'heure est venue. Que chacune de nos provinces lève dix *goums* de deux cents hommes! Ils auront pour chefs leurs caïds et quelques officiers des bureaux arabes. Ces *goums* se dirigeront, dès qu'ils seront prêts, sur Lyon, où ils rempliront les fonctions de tirailleurs volants et d'éclaireurs, auxquelles notre cavalerie légère n'entend rien. Leur premier soin sera d'anéantir les uhlans, ou du moins de les effrayer, en coupant quelques têtes. Partagés en deux ou trois groupes, auxquels seront adjoints quelques officiers et sous-officiers parlant l'allemand, ces hardis enfants du désert, se jetteront sur le Grand-Duché de Bade, où ils incendieront tous les villages et réduiront les forêts en cendres. La Forêt-Noire éclairera de ses flammes la vallée du Rhin. De là, ils pénètreront en Wurtemberg, où ils dévasteront tout. La ruine des peuples alliés de la Prusse, entraînera certainement sa propre défaite. Les *goums* n'emporteront que leurs cartouches; ils trouveront partout ce qu'il leur faudra pour vivre. Nous dirons à ces vaillants fils du Prophète : Nous vous connaissons, nous estimons votre courage, nous savons que vous êtes énergiques, entreprenants, impétueux; *allez et coupez des têtes, plus vous en couperez et plus sera grande notre estime pour vous.* A la nouvelle de l'invasion de ces Africains, une terreur générale se répandra dans toute l'Allemagne et les armées allemandes regretteront d'avoir quitté leur pays, où les femmes et les enfants auront à expier les crimes des pères! Oublions la miséricorde! Oublions les sentiments d'humanité! Point de grâce, point de pitié pour ces Huns modernes! Une invasion en Allemagne peut seule faire lever rapidement le siège de Paris. Les goums seront à la hauteur de leur tâche. Il nous suffira de leur lâcher la bride et de leur dire : *Tuez, pillez, incendiez!*

Charmant homme, l'auteur! Charmant projet, charmants surtou les massacres, les pillages, les incendies de ces sauvages, auxquels prendront part des officiers français. Et ces *goums* sont, dit-on, arrivés en France ; du moins est-il question dans les journaux, de renforts venus d'Afrique.

MARDI, 3 *Janvier*. — L'idée du danger offert par le grand développement de nos troupes vers le Nord et le Sud-Ouest, et de la nécessité d'une certaine concentration semble également partagée à l'étranger. D'abord *La Presse*, de Vienne, par l'organe d'un homme du métier déclare nécessaire une concentration de nos troupes dans un rayon de quinze à vingt milles autour de Paris. C'est là que les

armées françaises qui arrivent du Nord et de l'Ouest, pour dégager Paris, devraient être écrasées par toute la puissance des masses allemandes.

Même les forces colossales, poursuit l'article, qui jusqu'aujourd'hui n'ont cessé de venir d'Allemagne, ne suffisent pas pour résoudre à la fois tous les problèmes que les Allemands se sont posés. Mais le désir de tout finir rapidement conduira fatalement à un éparpillement des troupes, plein de danger, et il faut ajouter à cela, que les longues marches, au milieu des rigueurs de l'hiver, affaiblissent et épuisent les hommes. Cet article nous met en garde contre des projets d'opérations militaires lointaines, telles que la marche sur Le Havre ou Lyon. La *Gazette Nationale* conseille également de renoncer à avancer davantage, et les idées qui y sont exprimées concordent encore plus que les précédentes avec celles qui ont cours à Versailles. Il y est dit : —

En abandonnant Dijon et en refusant d'occuper Tours, dont un détachement du 10e Corps avait, comme on sait, atteint les portes, les Allemands indiquent peut-être quelle sera leur ligne de conduite pendant le reste de la guerre. Peut-être peut-on espérer qu'après la prise de Paris, la France cessera toute résistance et acceptera les conditions allemandes. Mais on ne peut y compter avec certitude et il faut donc s'attendre aussi au contraire. En tous cas, après la chute de Paris, il n'y aura pas de suite en France un gouvernement reconnu et appuyé par une représentation nationale, avec lequel on pourra conclure une paix offrant quelques chances de durée. Si donc la guerre continue, notre but ne pourra être de faire la conquête d'un pays aussi vaste que la France. Nos armées continueraient, certes, comme par le passé, à remporter partout la victoire et à disperser les troupes ennemies ; mais cela ne suffirait pas ; il s'agirait d'organiser également dans les territoires conquis une administration civile et de lui soumettre les populations. Déjà, dans la partie de la France qui s'étend entre la Manche et la Loire, nos troupes ont eu de la peine à assurer les communications, et à protéger dans chaque ville et chaque village l'administration étrangère, à éviter les attaques traîtreusement méditées, et à percevoir les impôts, ainsi que les réquisitions et les impositions inséparables de la guerre. Étendre ce réseau à l'infini dépasserait non seulement nos forces militaires à quelque valeur que nous les estimions d'ailleurs, mais nous ne pouvons pas non plus chez nous, nous passer de tant de fonctionnaires. Si donc la paix n'est pas conclue sous peu, ceux qui dirigent la guerre auront à nettement définir le but qu'ils poursuivent. Ils auront à fixer leurs regards sur une partie déterminée du territoire français, mais une partie telle que nous puissions l'occuper étroitement et que nous tiendrons si bien entre nos mains, qu'il nous sera loisible de la garder pendant un certain temps. Cette partie de la France renfermerait la capitale, ainsi que les provinces les plus propres à la résistance : elles auraient naturellement à supporter tous les frais de la guerre, jusqu'à ce qu'il se produisît un parti de la paix, assez puissant pour imposer ses volontés aux détenteurs actuels du pouvoir. Les limites de la partie à occuper devraient être fixées de manière à la pouvoir facilement défendre. Quant aux pays dont l'Allemagne a besoin pour protéger sa frontière, on les annexerait dans l'intervalle sans attendre la signature de la paix.

VENDREDI, 6 *Janvier*.— Froid très vif, neuf ou dix degrés au-des-

sous de zéro. Beaucoup de brouillard, particulièrement épais Mercredi. Presque toute la semaine le Chef a été indisposé. Hier, pour la première fois, puis aujourd'hui il s'est promené un moment en voiture. Hatzfeld et Bohlen sont indisposés. Je me sens mieux aujourd'hui ; la fatigue et le dégoût du travail m'abandonnent : peut-être est-ce l'effet de deux nuits de repos, peut-être est-ce celui d'une amélioration de température ; en effet, le brouillard qui ce matin ressemblait à une véritable fumée, s'est condensé en beaux cristaux contre les branches d'arbres et a fait place à une belle journée ; on le voit disparaître sur les collines boisées qui nous séparent de Paris. Recommençons donc une vie nouvelle, comme nos canons, qui ces jours-ci n'ont pas beaucoup travaillé, le brouillard leur cachant la vue, mais qui reprennent aujourd'hui leur tir avec un nouveau courage. Et d'abord prenons quelques notes pour notre journal qui s'est trouvé interrompu. Dans cet intervalle sont arrivés le conseiller d'État Wagner, pour collaborer au bureau, et un certain baron de Holstein, qui est je crois secrétaire de légation.

Au nombre des articles que j'expédiai dans les six derniers jours, il s'en trouve un qui traite de la mesure qu'on propose de prendre à l'égard de l'industrie allemande, et qui consisterait à lui retirer une grande quantité du matériel des chemins de fer, afin d'amener une quantité suffisante de vivres devant Paris, une fois qu'affamé il se sera rendu. Je déclarai qu'un tel projet était humain, mais peu pratique et impolitique, car si les Parisiens apprennent qu'ils trouveront à manger aussitôt après la reddition, ils résisteront jusqu'à la dernière croûte de pain, jusqu'au dernier morceau de cheval ; nous prolongerions donc nous-mêmes le siège par une telle humanité. Ce n'est pas nous qui devons écarter la famine qui menace Paris, les Parisiens n'ont qu'à capituler à temps. Hier, j'ai traduit au Roi deux documents anglais relatifs à deux bateaux de charbon que nos troupes ont jugé nécessaire de couler près de Rouen. Ce matin, de bonne heure, je télégraphie à Londres, sur l'ordre de l'Etat-major, que le résultat du bombardement que depuis trois jours nous dirigeons contre les forts de l'Est de Paris, et depuis hier contre ceux du Sud, est très favorable et que nos pertes sont insignifiantes.

Hier, j'ai de nouveau été chez les officiers du 46e, qui ont établis leur quartier dans la ferme de Beauregard et se sont fort confortablement logés à l'aide de meubles venant de Bougival.

Aujourd'hui, j'ai profité de mes loisirs pour aller visiter, après trois heures, le point de vue de Ville-d'Avray; en compagnie de Wagner, qui demeure non loin de nous, au coin de la Rue de Provence et du Boulevard de la Reine, j'ai assisté de là au bombardement de Paris. Des incendies paraissaient s'être déclarés en deux endroits ; on voyait s'élever d'épais nuages de fumée. Le soir, j'ai lu des dépêches. On a retenu deux mille huit cents wagons des chemins de fer allemands, afin d'amener des vivres sur Paris; le Chef a opposé une vive résistance à l'exécution de ce projet, préjudiciable au point de vue politique, en ce sens que les chefs de Paris, ne craignant point la famine, au moment de la capitulation, résisteront jusqu'au bout. Sur l'ordre du Pape, Bonnechose a écrit au Roi Guillaume, une lettre dans laquelle il déclare désirer la paix, mais une paix *honorable*, c'est-à-dire sans cession de territoire. Or, nous pouvions déjà l'obtenir il y a six semaines, de Favre, si le Chef n'avait préféré une paix *avantageuse*. Le Prince Napoléon veut venir à Versailles comme négociateur. C'est un homme plein d'esprit et charmant, mais il n'a pas d'influence en France. Dans la Conférence de Londres nous soutiendrons autant que possible la Russie dans ses prétentions sur la Mer Noire.

SAMEDI, 7 *Janvier*. — Nous avons maintenant dans notre maison, peut-être déjà depuis quelques jours, un poste de chasseurs vert clair de la landwehr ; ils sont tous âgés et ont de longues barbes incultes. On dit qu'ils sont tous excellents tireurs. H... prétendant qu'on pourrait trouver dans la maison d'Odilon Barrot, à Bougival, diverses pièces politiques, nous fîmes, ce matin, Bucher et moi, une excursion de ce côté en voiture. Le temps était sombre et froid; le brouillard tombait en fines gouttelettes. Nous allâmes d'abord à la recherche de H., à Beauregard, afin de nous faire décrire par lui la villa de Barrot. Puis, nous continuâmes notre route vers le creux, situé au-dessous de La Celle-Saint-Cloud et où se trouve Bougival, avec sa belle église antique. En traversant la petite ville, nous ne rencontrâmes que des soldats, et même derrière les volets on ne voyait point des figures de civils, car on avait obligé les habitants à s'éloigner après la dernière ou l'avant-dernière sortie dirigée contre Bougival. Au milieu de la ville, où sur une petite place deux rues se croisent, nous descendîmes de voiture et priâmes l'adjudant d'un poste qui se trouvait en cet endroit de nous donner un soldat pour guide. Nous passâmes d'abord devant une pharma-

cie cruellement dévastée. Il y avait un poste qui gardait un immense dépôt de vins qu'on venait de découvrir en cet endroit. De là, nous nous rendîmes à une forte barricade qui barrait la route du côté de la Seine. Elle était formée de tonnes et de fûts remplis de pierres, de terre, et de toute sorte de mobilier. Puis, nous cherchâmes dans une rue étroite conduisant à La Malmaison la maison qui servait de but à notre expédition. Cette rue avait également quelques barricades, de même que la ruelle qui, la coupant au milieu, conduit à la Seine. Les maisons, en grande partie endommagées par des obus, étaient également organisées pour la défense. Nous tournâmes la première barricade, en entrant à l'aide d'un escalier de bois, par la fenêtre d'une maison voisine, et en ressortant par la porte, située de l'autre côté. Nous fîmes de même d'une seconde tranchée plus petite. Au point où la rue donne sur la Seine, nous trouvons un troisième système de défense : ce sont les tranchées *musicales* dont les correspondants de la presse allemande et étrangère ont maintes fois parlé ; il paraît qu'elles ne renferment pas moins de six pianos. Il n'est pas permis de s'en assurer. D'ailleurs, nous ne pouvons nous faire voir aux ennemis, car si on nous aperçoit du Mont-Valérien, on nous enverra aussitôt une demi-douzaine d'obus. Je découvris, à quelques maisons de distance, le petit balcon vert que H. nous avait indiqué comme marque distinctive de la maison d'Odilon Barrot. Mais nous ne pûmes y pénétrer par-devant car la sentinelle placée en cet endroit ne laisse passer personne ; nous dûmes donc voir à y pénétrer par derrière ; et un petit sentier qui s'avançait entre les jardins et les maisons nous y conduisit. Après avoir pénétré dans différentes maisons, où régnait partout la plus horrible dévastation, nous arrivâmes enfin à celle que nous cherchions. Un escalier nous conduisit d'abord à une serre à fleurs, puis à la bibliothèque qui occupait deux pièces. Elle pouvait se composer de deux mille volumes, dont le plus grand nombre était épars sur le plancher, peut-être encore un exploit des francs-tireurs et des mobiles qui, avant que Paris ne fût cerné, ont tout dévasté dans les environs. Un grand nombre de ces livres étaient déchirés et avaient été foulés aux pieds. En l'examinant, nous vîmes que c'était une bibliothèque bien choisie ; mais il n'y avait rien de ce que H. avait supposé.

De retour à la Rue de Provence, je fus invité par le Chef à écrire deux articles dont l'un en réponse à une allégation de la *Gazette de*

la Croix, « qui se console finalement du retard subi par le bombardement. »

Au soir, le Ministre assiste de nouveau à notre repas. On apprend que la forteresse de Rocroy est tombée entre nos mains et que le général saxon Fabrice a été nommé gouverneur-général d'une étendue de territoire comprenant six départements. Au thé, on apprend que le bombardement de Paris, ou plutôt des forts, a également commencé du côté du Nord et a donné de bons résultats. Il y a eu des incendies à Vaugirard et à Grenelle, c'est peut-être de là qu'est venue la fumée que nous avons vue hier. Keudell est d'avis que j'en fasse part le soir même au Chef. Je monte le trouver à onze heures moins un quart et il me demande : —

« — Quelle heure est-il?

— Bientôt onze heures, Excellence.

— Dites donc à Keudell qu'il fasse cet écrit dont je lui ai parlé, pour le Roi. »

Dimanche, 8 *Janvier*. — De bonne heure j'ai expédié des télégrammes annonçant un succès à Vendôme et la bonne marche du bombardement; puis j'ai adressé une réfutation de la vantardise de Faidherbe, qui s'attribue de nouveau une victoire sur nos troupes, tandis qu'il a, en réalité, battu en retraite. Le Chef paraît, depuis quelques jours, laisser croître toute sa barbe. Delbruck raconte au déjeuner, qu'il a été en Amérique en 1855 et a pénétré jusqu'à l'Arkansas. Après midi, le Prince de Hohenlohe se trouve chez le Chef, il lui rend compte de la marche et des effets du bombardement, sans doute déjà le résultat des réclamations.....

Après midi, lu un article de *La France* sur l'état sanitaire de Paris et envoyé au *Moniteur*. Il en résulte que le nombre des décès, du 11 au 17 Décembre, s'est monté au chiffre énorme de 2,728. La petite vérole et le typhus font les plus grands ravages. Les médecins se plaignent des funestes effets de l'alcoolisme, qui transforme les plaies insignifiantes en plaies mortelles et qui paraît gagner considérablement l'armée française. L'article finit ainsi : —

Ne cessons de remarquer, et surtout à cette occasion, combien l'*ivrognerie crapuleuse* fait de progrès dans Paris, et nous n'avons pas plus besoin que les médecins, d'ordres du jour signés de Trochu et de Clément Thomas pour le constater. Oui, disons-le bien haut, nous rougissons de voir chaque jour des hommes, auxquels le pays a confié le soin de sa défense, s'avilir et se déshonorer par d'horribles libations. Peut-on s'éton-

ner dès lors des nombreux malheurs produits par un usage imprudent d'armes à feu, des désordres, des actes d'indiscipline et de violence, des pillages et des dévastations que les feuilles mentionnent chaque jour, et cela à un moment où la fortune adverse amasse sur nos têtes échec sur échec! Ah! certes, ils sont bien légers ceux qui ont la naïveté de croire que cette terrible guerre doive nécessairement corriger nos mœurs!

A table, le Chef parle de sa jeunesse et de ses souvenirs les plus lointains dont quelques-uns se rattachent à l'incendie du théâtre de Berlin.

« — J'avais à ce moment, — dit-il, — environ trois ans. C'était Place des Gendarmes, dans la Mohrenstrasse, en face de l'Hôtel de Brandebourg, au premier étage qu'habitaient mes parents; je ne me rappelle pas avoir vu l'incendie lui-même; mais en égoïste, peut-être aussi parce qu'on m'a souvent répété le fait dans la suite, je me rappelle qu'étant monté sur une petite estrade à une marche, placée devant la fenêtre, j'appliquai les mains contre les vitres, mais je les retirai aussitôt car celles-ci étaient brûlantes. »

Puis il raconta que de sa sixième à sa douzième année, il avait étudié à l'Institut de Plamann, maison d'éducation basée sur les principes de Pestalozzi et de Jahn, et qu'il ne se rappelle pas cette époque avec plaisir. Car on y pratiquait une sorte de spartiatisme artificiel, et il n'était jamais rassasié qu'à ses jours de sortie.

« — On donnait toujours à l'Institut de la viande élastique, non pas qu'elle fût précisément dure, mais la dent n'en venait point à bout. Et puis des navets...., je les aime bien crus..., mais cuits et mêlés de pommes de terre dures... en morceaux carrés... »

Puis la conversation retomba dans le domaine des jouissances culinaires et le Chef fit connaître ses opinions sur les divers poissons. Il s'exprima d'abord d'une manière fort bienveillante au sujet des lamproies fraîches; puis il loua le saumon de l'Elbe. Car il tient le juste milieu entre le saumon de la Baltique et celui du Rhin, qu'il trouve trop gras. On parla des dîners des banquiers où quelque chose n'est bon qu'en raison de son prix, où l'on dédaigne, par exemple, les carpes, parce qu'elles sont à bas prix à Berlin. On préfère le saudre, difficile à transporter.

« — Je n'aime pas ce dernier ni les marènes, dont la chair est molle. Mais je mangerais facilement des murènes tous les jours. Je les préfère presque aux truites que je n'aime que si elles sont moyennes, d'une demi-livre environ. Les grandes, celles qu'on mange aux dîners de Francfort et qui proviennent principalement du Wolfs

brunnen de Heildeberg, ne sont guère dignes de louanges. Mais elles sont assez chères, et il en faut pour cette raison. »

Puis on parla de l'Arc de Triomphe de Paris, qui fut comparé à la Porte de Brandebourg. Au sujet de cette dernière, le Chef dit : —

« — Elle est jolie dans son genre. Mais j'ai conseillé de la dégager et de faire disparaître les corps de garde. Elle ferait plus d'effet que maintenant qu'elle est à moitié cachée au milieu de bâtiments. »

Au cigare, il dit à Wagner, après avoir parlé de ses productions comme journaliste : —

« — Je me rappelle que mon premier article de journal traita de la chasse. J'étais alors un jeune sauvage. Un individu avait fait un article plaisant contre la chasse *par force*; mon sang de chasseur se révolta, je me mis à rédiger une réponse que j'envoyai au rédacteur Altvater. Mais ce fut sans succès. Il me répondit fort poliment, mais il me dit qu'il ne pouvait accepter cela. Je fus outré qu'on eût le droit d'attaquer les chasseurs sans que ceux-ci eussent celui de répondre. Mais les choses se passaient ainsi à ce moment. »

J'ai pris au soir mes mesures pour faire insérer l'article suivant du *Français*, dans les journaux anglais et dans le « *Moniteur* : —

De différents côtés, on nous rapporte des faits d'une grande gravité dont se sont rendus coupables certains bataillons de la garde nationale mobilisée, dont nous tenons les numéros à la disposition du général Clément Thomas. Il en résulterait que ces bataillons se seraient permis, notamment à Arcueil et à Montrouge, de dévaster des habitations privées, de briser les vitres, de piller les caves, et de brûler, sans nécessité, des meubles de prix. A Montrouge, on s'est servi, pour allumer le feu, d'une collection de gravures rares. De tels faits nécessitent une intervention sérieuse. Partout, aux environs de Paris, est affichée la proclamation du général Trochu du 26 Septembre, relative à l'installation de conseils de guerre. Cette menace de mesures répressives ne doit pas rester inexécutée devant de pareils actes.

Il est bon que ces faits soient connus à Versailles et en Angleterre, afin qu'après la guerre on ne les mette pas sur le compte de nos soldats.

On insère au *Moniteur*, qu'un infirmier de Thorn avait été fait prisonnier contrairement à la convention de Genève et qu'à Lille on lui avait craché au visage en proférant contre lui des menaces de mort. Puis, je télégraphiai à Berlin qu'il avait été décidé que les élections pour le Reichstag auraient lieu dans le courant du mois. Les explications données par le Luxembourg après notre accusation de rupture de neutralité, ne sont point suffisantes. Il en découle ce seul fait qu'il ne peut défendre seul sa neutralité. Il a été prévenu de nouveau, en même temps qu'on lui a fourni de

nouvelles preuves de la justesse de nos réclamations. Si cela ne suffit pas, nous serons forcés d'occuper le Grand-Duché....

Lundi, 9 *Janvier*. — Temps froid et brumeux. De notre côté, comme de celui de l'ennemi on tire peu, mais la nuit dernière le feu de nos batteries a été très nourri. On mande de Londres que le Prince Napoléon songe à signer de son autorité privée une paix qui nous serait agréable, puis à convoquer, après la capitulation de Paris, le Sénat et le Corps Législatif, auxquels serait ensuite soumis le traité de paix; on procéderait à un vote qui déciderait de l'adoption ou du rejet de cette paix, comme aussi de la forme du gouvernement, et, éventuellement de la dynastie. Vinoy et Ducrot soutiendraient ce plan. D'un autre côté, les Orléanistes s'agitent; ils espèrent gagner Thiers.....

Je rédige, l'après-midi, un télégramme sur le succès du bombardement; l'ayant montré au Chef, il barra, en le traitant d'impolitique le passage où je dis que nos obus sont tombés dans le jardin du Luxembourg.

La jolie historiette suivante fait le tour des journaux allemands; le *Leipziger Tageblatt*, l'a tout d'abord insérée, suivant une lettre privée d'un officier. Un jour, l'aide de camp, comte Lehndorff rendit visite au capitaine de Strantz, aux avants-postes de Ville-d'Avray. Le comte lui ayant demandé comment il se portait, il répondit : « — Cela va fort bien, car je viens d'achever mon dîner et j'y ai mangé mon soixante-sixième rôti de mouton. » Le comte rit et partit au bout de quelque temps. Le lendemain arrivait chez le capitaine une ordonnance chargée de la commission suivante: « Son Excellence le Chancelier, Comte de Bismarck, ayant appris que M. le capitaine de Strantz en est sans doute, aujourd'hui, à son soixante-huitième rôti de mouton, il lui fait parvenir quatre canards pour varier. » Cette anecdote a, sur la plupart de celles que propage la presse, l'avantage d'être vraie, en principe, seulement l'ordonnance ne vint que quelques jours après. Lehndorff avait mangé avec nous quelques jours avant Noël.

A table, le Chef parut de nouveau rasé comme d'habitude. Il raconta ensuite que le comte Bill avait eu la Croix de Fer. et il fit la remarque qu'on eût mieux fait de la donner à son fils aîné, qui avait été blessé à la sortie de Mars-la-Tour.

« — C'est un hasard, — observa-t-il, — ceux qui n'ont point

été blessés peuvent s'être conduits tout aussi courageusement, seulement, c'est pour le blessé une sorte de compensation. Je me rappelle qu'étant jeune, un certain M. de R., se promenait à Berlin avec la croix. Je me figurai qu'il devait avoir fait merveille. Mais j'appris dans la suite qu'il avait un ministre pour oncle et avait été attaché à l'état-major comme *galopeur*. »

Delbruck se rappela également cet homme et raconta qu'étant dans la suite compromis dans une affaire de faux, il s'était coupé la gorge.

« — A Gœttingue, — poursuivit le Chef, — je traitai un jour un étudiant de sot gamin. Lorsque alors il m'envoya ses témoins, je déclarai que je n'avais pas eu l'intention de l'offenser par cette expression, mais simplement d'exprimer ma conviction. »

Arrivés au faisan et à la choucroute, quelqu'un fit remarquer que le Chef n'avait pas été à la chasse depuis longtemps, bien que cependant les forêts des environs fussent pleines de gibier.

« — Oui, — répondit-il, — ici j'en ai toujours été empêché. La dernière fois, ce fut à Ferrières, le Roi était absent, il l'avait défendu, du moins dans le parc... aussi n'allâmes-nous point dans le parc... il y en avait beaucoup, mais on n'en tira que peu, les fusils ou les cartouches ne valaient rien. »

Holnstein qui, soit dit en passant, est un homme charmant, très actif, très serviable, dit : —

« — Il faut raconter cela ainsi, Excellence. Vous connaissiez l'ordre de Sa Majesté et vous vouliez naturellement l'observer; mais étant un jour allé vous promener, le malheur voulut que vous fûtes subitement surpris par deux ou trois faisans, et pour la défense de votre propre vie, il a fallu tirer. »

Le Rothschild français fit tomber la conversation sur son homonyme allemand, sur lequel le Chef eut à raconter une excellente histoire dont il avait été lui-même le héros. Finalement on causa belles-lettres. On parla des *Natures problématiques*, de Spielhagen, que le Chef avait lues et qu'il jugea favorablement, mais en remarquant : —

« — Il n'y a point de danger que je les relise. On n'en a point le temps ici. Autrement, il arrive bien qu'un ministre très occupé comme moi, s'accroche quelques heures à un tel livre, avant de reprendre ses travaux. »

On cita aussi *Doit et Avoir*, du conseiller Freytag. Tout en louant l'exposition des troubles de Pologne et les histoires de bal et de passion, on trouva que ses héros manquaient de goût. L'un

dit qu'ils n'ont point de passion, un autre ajoute même point d'âme. Abeken qui prenait une part active à la conversation, remarqua qu'il lui était impossible de relire toutes ces choses et que tous les auteurs modernes connus n'ont produit qu'un seul bon livre.

« — Oui, — répondit le Chef, — mais je vous fais grâce aussi des trois quarts de Gœthe. Le reste, sans doute... avec sept de ses quarante volumes, je consentirais volontiers à passer quelque temps dans une île déserte. »

Finalement on causa aussi de Fritz Reuters.

« — Oui, — dit le Ministre, — *Du temps des Français* est beau, mais ce n'est pas un roman. »

On cita le *Stromtid.*

« — Hum, — dit-il, — *dat is as dat Ledder is.* Cela est un roman sans doute, il y a du bon, du passable, mais les paysans y sont représentés tels qu'ils sont en réalité. »

Au soir, je traduisis pour le Roi, un long article du *Times* qui s'étend sur la situation dans Paris. Plus tard, au thé, Keudell parla fort agréablement et avec beaucoup d'esprit de certaines qualités du Chef qui rappellent Achille : ses manières de jeune homme plein de génie, son tempérament facilement excitable, l'apparition assez fréquente chez lui du mal du monde, sa tendance à se retirer du bruit et son habitude de toujours être victorieux... Troie même ne fait point défaut en ce moment, ni même Agamemnon, le roi des rois...

Après onze heures, rappelé par le Chef et expédié d'autres dépêches sur le bombardement.

MARDI, 10 *Janvier.* — Froid modéré, temps lourd, de sorte que la vue ne s'étend pas loin. Par-ci, par-là seulement, un coup de canon venant de nos batteries ou des forts. Le comte Bill est là, et à une heure arrive le général Manteuffel. Ils sont de passage, se rendant à l'armée qui opère au Sud-Est contre Bourbaki et que commandera Manteuffel. Après midi je télégraphie deux fois à Londres, d'abord la retraite de Chanzy sur Le Mans, avec une perte de mille prisonniers, et la victorieuse résistance de Werder à des troupes ennemies supérieures en nombre qui l'ont attaqué à Villersexel, pour le forcer à lever le siège de Belfort.

A table, on parla d'abord du bombardement, et le Chancelier fut d'avis que les forts, à l'exception peut-être du Mont-Valérien, n'ont

guère de signification, « guère plus, — dit-il,— que les tranchés de Duppel. » En particulier, les fossés en seraient d'une médiocre profondeur; l'enceinte également serait d'après lui très faible. Puis la conversation roula sur la Ligue internationale de la Paix et sur sa connexion avec le socialisme démocratique; à Londres, on désigne Karl Marx comme en étant la tête. Bucher dit de lui que c'est une tête intelligente, ayant une forte culture scientifique et qu'il est le véritable meneur de l'association internationale des ouvriers. Le Chef observa, au sujet de la Ligue de la Paix, que les tendances de celle-ci étaient d'une nature qui donnait à réfléchir; car son but est tout autre que la paix; le communisme se cache derrière ce mot. Parlant ensuite du comte Bill, le Chancelier dit: —

« — Il ressemble de loin à un officier d'état-major d'un certain âge, à cause de son obésité.

On fit remarquer la chance qu'il avait d'être commandé pour suivre Manteuffel, quoique ce ne fût pour les deux fils qu'une position transitoire.

« —Oui,—dit le Chef, —il apprend pas mal de choses pour son âge. Cela ne nous eût point été possible à nous autres. J'aurais dû naître en 1795 pour être là en 1813. D'ailleurs, à la bataille de (— nom incompris, mais il semble être question d'une bataille du temps des guerres de religion), il n'y a pas un de nos ancêtres qui n'ait tiré l'épée. Mon père et ses trois frères. Mon grand-père était à Rosbach. Mon aïeul a combattu contre Louis XIV, et mon bisaïeul contre Louis XIV, dans les petites guerres sur le Rhin (1672-1673). Et puis un grand nombre de nos ancêtres ont pris part à la guerre de Trente-Ans, les uns pour l'Empire, les autres dans les rangs suédois. Enfin l'un d'eux s'est trouvé parmi les Allemands mercenaires qui combattaient avec les Huguenots. L'un d'eux, celui que représente le tableau de Schœnhausen, c'était un singulier homme. J'ai là encore une de ses lettres, adressée à son beau-frère, voici ce qu'il y a: « La pièce de vin du Rhin m'a coûté quatre-vingts écus; si monsieur mon beau-frère trouve cela trop cher, je la viderai moi-même, si Dieu me prête vie.» Plus loin: « Si monsieur mon beau-frère soutient telle et telle chose, j'espère, si Dieu me laisse en vie, approcher un jour de sa personne plus près qu'il ne lui serait agréable; » et ailleurs il dit: « J'ai dépensé douze mille écus pour le régiment, mais j'espère, si Dieu me laisse en vie, les en retirer. » (Par là il entendait sans doute que l'on faisait à cette époque payer les pei-

missions et les abs nces du régiment.) Ah oui! un colonel à cette époque était dans une autre situation qu'aujourd'hui! »

On fit remarquer qu'il en fut encore ainsi dans la suite, quand les colonels achetaient, payaient, et nourrissaient leur régiments, et ne faisaient que les louer aux princes, et on ajouta que de côté et d'autre il devait encore en être ainsi.

« — Oui, — dit le Chef, — par exemple en Russie, dans les grands régiments de cavalerie qui comprennent souvent jusqu'à seize escadrons dans les gouvernements du Sud. Il y avait et il y a sans doute encore là d'autres sources de revenu. Ainsi un Allemand me raconta le fait suivant : Quand il prit le commandement du régiment, — je crois que c'était à Kursk ou Woronesch, — les paysans de ces riches contrées lui amenèrent des voitures de foin et de paille, priant le *petit père* de les accepter. Je ne sus pas, dit-il, ce qu'ils voulaient et je les renvoyai, leur disant de me laisser en paix et de passer leur chemin. Les paysans répondirent : que le *petit père* soit donc équitable, qu'ils n'étaient que de pauvres gens, que ses prédécesseurs s'étaient contentés de cela. J'en eus finalement assez ; et quand ils commencèrent à insister, je les fit jeter à la porte. Mais lorsque d'autres arrivèrent avec des voitures chargées de blé et d'avoine, je commençai à comprendre et j'acceptai comme l'avaient fait nos prédécesseurs ; quand ensuite les premiers revinrent avec une plus grande quantité de foin, je leur dis qu'ils m'avaient mal compris, que la première quantité suffisait et qu'ils pouvaient remporter le reste. C'est ainsi qu'en vendant l'avoine et le foin au gouvernement, je gagnais mes quarante mille roubles par an. Il raconta cela dans un salon de Pétersbourg, sans se gêner le moins du monde, et je fus seul à m'en étonner.

— Mais qu'aurait-il donc pu faire aux paysans? — demanda Delbruck.

— Il n'aurait rien pu leur faire, mais il aurait pu les ruiner d'une autre manière en ne défendant rien à ses soldats. »

On en revint à Mauteuffel, et on dit qu'il s'était cassé la jambe à Metz et qu'il s'était fait transporter au milieu de la bataille. Quelqu'un dit qu'il s'était étonné que nous ne le sussions point et qu'il devait penser que nous sommes bien mal renseignés sur les faits les plus importants de la guerre.

« — Je me rappelle, — dit le Chef dans la suite de la conversation, — qu'un jour j'étais assis avec lui et... (nom incompris) sur les

marches de l'église de Beckstein. Le Roi vint à passer. Je proposai de le saluer comme les trois fées; salut, thane de Lauenbourg! salut, thane de Kiel! salut, thane de Schleswig! C'était à l'époque où je concluais avec Blome le traité de Gastein. Cette fois, j'ai joué pour la dernière fois de ma vie au quinze. Bien qu'en général je ne joue plus depuis longtemps, j'ai joué à cette occasion si à la légère que tout le monde s'en étonna. Mais je savais ce que je faisais. Blome avait entendu dire qu'au quinze on apprend le mieux à connaître quelqu'un, et il voulut appliquer le procédé. Je me dis : attends, tu vas me connaître! Je perdis quelques centaines d'écus, que j'aurais pu me faire rembourser, il est vrai, comme ayant été employés au service de Sa Majesté. Je le trompai de cette manière; il supposa que j'étais téméraire et céda! »

On parla de Berlin et de ses progrès, du développement de ses idées et de son goût, ajoutant que ce mouvement influait jusqu'à un certain point sur les représentants de la ville.

« — Ils se sont singulièrement modifiés dans les cinq dernières années, — dit Delbruck.

— C'est vrai, — répondit le Chef, — mais quand j'eus pour la première fois affaire à ces messieurs en 1862, s'ils avaient su à ce moment quel profond mépris ils soulevaient en moi, ils ne se seraient jamais réconciliés avec moi. »

Puis la conversation roula sur les Juifs. Le Chef voulut savoir pourquoi le nom de Meier est chez eux si répandu. Je répondis: —

« — Pardon, Excellence, le nom vient de l'hébreu. On le trouve déjà dans le Testament et aussi dans le Talmud; c'est, en définitive, le mot meïr, et signifie ce qui a du rapport avec l'or, la lumière, l'éclat. Si bien qu'il veut dire l'illuminé, l'éclatant, le brillant. »

Le Chef demanda ensuite : —

« — Et le nom de Kohn se présente aussi chez eux fréquemment? »

Je répondis que c'est le mot primitif de Kohen, prêtre. De Kohen on a fait Kohn, Kuhn, Cahen, Kahn, et que les mots de Kohn ou de Kuhn se transforment souvent en *Hahn* (robinet). Cela fit rire.

Le Chef poursuivit : —

« — Oui, je suis persuadé que cette race s'améliorera par le croisement. Les résultats n'en sont point mauvais. »

Il cita quelques familles nobles et ajouta : —

« — Tous gens très intelligents et charmants. »

Puis, après un moment de réflexion, il ajouta, en omettant

sans doute une idée qu'il avait eue dans l'intervalle, au sujet de l'union de filles de grandes familles Chrétiennes, des baronnes allemandes, avec des israélites riches ou pleins de talent : —

« — Le contraire est préférable, sans doute. Il vaut mieux unir un étalon juif, dressé à l'allemande, avec une jument Chrétienne. L'argent rentre ainsi dans la circulation, et la race qui en résulte n'est pas mauvaise. Je ne sais pas ce que je conseillerai un jour à mes fils. »

Travaillé toute la nuit.... La Roumanie semble être dans le plus grand embarras; les puissances ne lui viendront point en aide. L'Angleterre et l'Autriche sont au moins indifférentes; la Porte n'est pas convaincue que l'union des Principautés ne lui serait point désavantageuse; il ne peut être question de la France; l'Empereur Alexandre veut beaucoup de bien au Prince Charles, mais n'interviendra pas, et il faut aussi peu s'attendre à une intervention de l'Allemagne qui n'a pas, en Roumanie, d'intérêts vitaux engagés. Si donc, le Prince ne peut se tirer seul de sa situation, il fera bien de se retirer avant qu'on ne l'y force. La dépêche par laquelle Beust répond à l'annonce d'une union prochaine du Sud avec le Nord de l'Allemagne semble faire croire que sa manière d'envisager la politique s'est modifiée et est entrée dans une nouvelle phase. Il est possible que sous lui se développeront des relations satisfaisantes entre les deux nouveaux États allemands, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Abeken, de retour de la Cour, apporte la nouvelle de la capitulation de Péronne, où l'on a fait trois mille prisonniers. Le Chef, qui est en train de parcourir le *Journal illustré*, soupire.

« — Encore trois mille !

On fut amené de la sorte à parler du grand nombre des prisonniers.

« — Si l'on pouvait, — dit Holstein, — les louer à Strousberg pour construire des chemins de fer.

— Ou, — dit le Chef, — si on pouvait décider l'Empereur de Russie à les envoyer coloniser les pays au delà du Caucase ; on dit que ce sont de fort beaux pays. Cette masse de prisonniers sera pour nous un véritable embarras après la paix. Ils vont avoir là de suite une armée reposée. Il ne nous restera plus qu'à les donner à Napoléon, qui a besoin de deux cent mille prétoriens pour se maintenir.

— Pense-t-il réellement ressaisir le pouvoir? — demanda Holstein.

— Oh! beaucoup, énormément; il y songe jour et nuit et les Anglais également. »

On raconte finalement une histoire de Spandau, où des personnes de l'ambassade anglaise se sont conduites d'une manière inconvenante devant l'endroit où étaient enfermés des prisonniers français et qu'elles s'en sont mal trouvées.

MERCREDI, 11 *Janvier*. — Temps un peu moins brumeux, froid modéré. Dès la nuit on a beaucoup tiré. Au matin et la plus grande partie de la journée, se fait entendre le grondement puissant de grosses pièces; de notre côté, c'est le feu d'une nouvelle batterie placée entre Saint-Cloud et Meudon. Le Ministre s'était levé avant neuf heures. Le matin, on expédia différents télégrammes sur le bombardement de Paris et les combats près du Havre. On dit que Clément Duvernois, l'ancien ministre de Napoléon, doit arriver ici pour négocier la paix au nom de l'Impératrice. Il paraît qu'en principe elle consent à la cession de territoire exigée par nous, au payement d'une indemnité de guerre, et à l'occupation, jusqu'au payement de cette somme, de différentes parties de la France; de plus, elle s'engage à n'entamer des négociations avec aucune autre puissance, au sujet de cette paix. Duvernois, pense, dit-on, qu'elle n'est pas populaire, mais qu'elle montrerait de l'énergie et qu'en sa qualité de Régente légale, elle aurait plus d'autorité et nous offrira plus de garanties qu'une personnalité indépendante d'elle et nommée par le vote des représentants de la nation. Le recevra-t-on, s'il vient? Peut-être que oui, afin que le gouvernement de Bordeaux l'apprenne et soit plus disposé à céder.

Après trois heures, nous nous sommes rendus à notre lieu d'observation, constitué par le toit de la maison de campagne entre Sèvres et Ville-d'Avray. On voit distinctement le feu des batteries françaises au viaduc du chemin de fer. Nous en sommes revenus par une route qui, à travers des bois, longe d'abord la côte Occidentale de la vallée de Ville-d'Avray, puis un étang glacé. Non loin de celui-ci, à l'endroit où la route recommence à descendre, apparaissent subitement cinq cerfs qui étaient couchés dans la neige.

Pendant le dîner on parla surtout, comme on en avait l'habitude, du bombardement. L'on dit qu'il s'était déclaré des incendies à Paris. Quelqu'un ayant ajouté qu'on avait vu s'élever d'épais nuages de fumée, le Chef répondit : —

« — Cela n'est point suffisant. Il faut qu'on la sente ici. L'odeur de l'incendie de Hambourg a été sentie à dix lieues de distance. »

On parla ensuite de l'opposition du parti des patriotes à la Chambre de Bavière.

« — Je voudrais, — dit le Chef, — pouvoir y aller et leur parler. Ils se sont sans doute fourvoyés et ne sauront ni avancer ni reculer. Je les ramènerais à coup sûr dans la bonne voie. Mais on a tant besoin de moi ici! »

Il parla ensuite de toutes sortes d'aventures de chasse, racontant, entre autres, que Holstein avait chassé en Russie, en tirant à quatre-vingt-dix pas un ours avec lequel il avait joué à vingt pas.

« — Cependant, — ajouta-t-il, — il trouva moyen de toucher l'animal avec une balle conique, si bien qu'on le trouva plus tard mort. »

Jeudi, 12 *Janvier*. — De bonne heure nous nous sommes rendus, Wolmann, Mac Lean et moi, à notre observatoire de Ville-d'Avray, mais, à cause du brouillard, nous ne pûmes rien voir. On reparla à table des effets de notre tir. Comme on observait que les Français se plaignaient que nous prenions leurs hôpitaux pour points de mire, le Chef répondit : —

« — Ce n'est certes point avec intention. Près du Panthéon et du Val-de-Grâce, se trouvent de leurs ambulances, il se peut que, par hasard, un ou plusieurs boulets..... Hum! Panthéon! *Pandaïmonium!...* »

Abeken dit avoir entendu que les Bavarois avaient l'intention de prendre d'assaut l'un des forts qui ne répondait plus guère à notre feu. Le Chancelier loua ce projet.

« — Si j'étais, — dit-il, — actuellement à la Chambre de Munich, je présenterais cela de telle façon, qu'ils ne feraient plus de difficultés. »

On raconta ensuite qu'il était bruit que le Roi préférerait le titre d'Empereur d'Allemagne à celui d'Empereur Allemand, et on fit remarquer que le premier est un titre nouveau sans signification historique.

« — Il n'a jamais existé, — dit Bucher, — d'Empereur d'Allemagne; pas plus, il est vrai, qu'il n'y a eu d'Empereur Allemand, mais il y a eu un Roi Allemand. Charlemagne se faisait appeler *Imperator Romanorum;* plus tard les Empereurs s'intitulaient *Imperator Romanus, semper augustus.* »

Le Chef paraît être d'avis qu'il ne faut attacher aucune valeur à la différence des titres.

Le soir, apès neuf heures, il semble qu'un violent incendie ait

éclaté à Paris. Une lueur singulière apparaît à l'horizon, au-dessus de la forêt. Holstein regarde sur la fenêtre du cuisinier et croit réellement à un incendie ; de même Wollmann. Mais ce doit être une illusion, car le reflet est blanchâtre et non point rouge. Le Chef auquel j'en parle me dit : —

« — C'est possible. Je l'ai également remarqué, mais cela peut être un reflet de la neige ; il faut tout d'abord qu'on sente. »

Je fis ensuite pour le *Moniteur* un travail sur l'étude de Braun sur la France et le droit des gens. Il était conçu à peu près ainsi : —

Du côté des Allemands on a fait la guerre avec l'intention de traiter la France avec les plus grands ménagements. Nous avons agi conformément à la convention de Genève, bien que les Français l'aient violée, et d'une manière criante, en négligeant nos blessés, et en pillant des convois du service sanitaire. Sheridan s'est étonnée de voir le vainqueur se laisser piller par les vaincus, tandis qu'il paye aux habitants les prix exorbitants qu'ils réclament pour ce dont il a besoin. D'un autre côté, certains reporters anglais écrivent que la guerre prend de plus en plus la physionomie d'une guerre de destruction du moyen âge. Cela étant admis, la faute en reviendrait uniquement aux Français. Dans une proclamation du commencement de la guerre, le Roi a dit qu'il ne combattait que les armées françaises et nullement les paisibles habitants de ce pays. On cherche à conclure de là que nous n'avons combattu que l'Empire et que nous devions mettre bas les armes devant la République. Pour ce qui est des paisibles habitants, les francs-tireurs et ceux qui les soutiennent n'en sont point. Toutes les autorités, en matière du droit des gens, depuis Vatel jusqu'à Bluntschli et Haller, s'accordent à reconnaître qu'on ne doit épargner les populations paisibles qu'à la condition qu'il existe une ligne de démarcation bien nette entre les soldats et les civils, et que ceux-ci s'abstiennent de toutes opérations hostiles qu'il est du devoir du soldat d'exécuter. En se rendant coupable d'actes d'hostilité envers l'étranger qui occupe son pays, l'habitant perd ses droits de civil sans acquérir ceux du soldat. Le soldat peut demander à être épargné une fois qu'il est dans l'impossibilité de nuire ; l'habitant hostile ne peut être mis dans l'impossibilité de nuire que par la mort. Il ne peut être fait prisonnier de guerre, il faut l'anéantir dans l'intérêt de l'humanité. Au moment même où le Roi Guillaume commençait la lutte en disant : « Je ne fais point la guerre aux paisibles habitants, » le Prince de Joinville adressait aux paysans un appel les engageant à tuer nos soldats.

A onze heures du soir, le Roi envoie au Chef la nouvelle écrite au crayon, sur un bout de papier, d'une grande victoire que nous avons remportée au Mans. Le Ministre, visiblement content et touché de cette attention, me donne l'écrit pour en envoyer le contenu par dépêche, et dit : —

« — Il a supposé que les militaires ne m'en feraient point part, il me l'écrit lui-même. »

Ecrit plus tard un article ; — on apprend qu'on a remarqué une brèche au fort d'Issy.

VENDREDI 13 *Janvier*. — Temps nébuleux ; à midi, ciel bleu.

Harless a adressé au Chef une supplique au sujet de l'Église luthérienne ; il termine en disant que la maladie dont il souffre depuis quelque temps le forcera sans doute bientôt à mettre de côté son bâton de pèlerin. Il veut fonder avec son parti une Église luthérienne nationale. On peut donc admettre qu'il est ennemi de l'union de la Prusse unioniste. Il a eu dans ces derniers temps une entente avec des évêques Catholiques. Son but serait un pape protestant, et il aimerait à avoir lui-même cette situation. La délégation de Bordeaux a essayé de décider le Pape à négocier la paix, et on paraît assez disposé à accepter ce rôle à Rome, car on espère faire prendre aux choses une telle tournure que le Pape retrouve ses anciens fidèles...

Après trois heures, fait un tour dans le parc avec Wagner. A table assiste le président de Ernsthausen, homme jeune encore, fort; le Chef est aussi présent, mais comme il doit dîner chez le Prince Royal, il ne reste que jusqu'au gigot de Varzin.

« — Ne le servez, — dit-il, — que quand je serai là; il faut que j'aide à le manger... avec un sentiment de la patrie !... Je suis invité chez le Prince Royal, — dit-il à Ernsthausen, — mais d'abord j'ai un entretien important ; c'est pourquoi je me fortifie. Nous sommes aujourd'hui Vendredi le 13, le 15 sera Dimanche, et Mercredi le 18. Nous aurons la fête de la distribution des décorations et on pourrait, à cette occasion, lancer la proclamation au peuple allemand. »

C'est la proclamation de l'Empire et de l'Empereur.

Bucher dit qu'elle est en train.

« — Le Roi, — ajoute le Chef en se tournant vers Ernsthausen, — hésite toujours entre le titre d'Empereur Allemand et celui d'Empereur d'Allemagne. Il préfère celui-ci. Je ne trouve point de différence entre les deux. Mais enfin, c'est comme aux conciles, *homonsios* ou *homoinsios*.

— *Homousios*, — dit Abeken, corrigeant le Chef.

— Nous prononçons chez nous *oi*, — réplique le Chef. — Les Saxons avaient de l'atticisme. Je me rappelle qu'en classe, à Chemnitz, un élève lisait ainsi, — il cite un passage grec, — mais le maître lui dit : Non, arrêtez, nous ne sommes pas en Saxe ici. »

Lu, le soir, les dépêches arrivées ainsi que quelques brouillons... Le Chef revient à neuf heures et demie du dîner chez le Prince Royal et bientôt après il me fait télégraphier que nous avons fait au

Mans dix-huit mille prisonniers et nous sommes emparés de douze canons, que Gambetta, qui a voulu être présent à la bataille, a failli tomber entre nos mains, mais a réussi à se sauver à temps. Plus tard, arrangé, pour être prononcé, le discours de Unruh sur le manque de locomotives sur les lignes allemandes.

XVII.

DERNIÈRES SEMAINES AVANT LA CAPITULATION.

Samedi, 14 *Janvier*. — Froid modéré, temps nébuleux, après midi, le temps s'éclaircit, le brouillard revient si bien, qu'on ne voit pas à dix pas. Le bombardement des forts et de la ville se poursuit du matin au soir sans discontinuer. Dans la nuit, on a repoussé une sortie des Parisiens, contre les troupes du 11e Corps, près de Meudon, contre les Bavarois à Clamart, et contre la garde au Bourget. Expédié divers télégrammes, écrit une lettre de service à M***, et comme d'habitude, lu des journaux pour le Roi et pour le Chef. Au déjeuner, on apprit que lors de la sortie d'hier, les Français avaient, en divers points, été mis en pleine déroute, et que les forts du Sud ne répondent presque plus à notre feu. Refait avec Wagner, une promenade au parc, derrière le château.

Au dîner, le comte Lehndorff. Le Chef raconte que Jules Favre lui a écrit. Celui-ci voulait assister à la Conférence de Londres, et prétend n'avoir appris que le 10 qu'un sauf-conduit était à sa disposition. Il désire sortir avec une de ses filles, encore demoiselle, avec une autre, mariée, l'époux de cette dernière, qui porte un nom espagnol, et un secrétaire. Il préférerait à toute autre chose un passeport pour M. le Ministre et sa suite. Mais il n'aura pas de passeport du tout, et les militaires recevront tout simplement l'ordre de le laisser passer. Bucher lui écrira que ce qu'il aurait de mieux à faire, ce serait de passer par Corbeil, vu qu'il n'aurait pas besoin, de cette manière, de quitter sa voiture de Paris, de faire un certain trajet à pied, puis de reprendre une autre voiture. De plus, qu'il serait préférable pour lui de passer par Lagny et Metz que par Amiens, et que s'il ne voulait point prendre cette route, il veuille

le dire, qu'on donnerait d'autres ordres aux soldats. Le Chef ajouta : —

« — Ce désir qu'il exprime de voyager avec sa famille ferait croire qu'il veut se sauver. »

Dans le courant de la conversation, le Chef fit remarquer : —

« — Versailles est en définitive pour les affaires l'endroit le plus mal choisi. Il aurait fallu rester à Lagny ou à Ferrières. Mais je le sais bien, beaucoup de gens qui n'ont rien à faire s'y seraient ennuyés. Il est vrai qu'ils s'ennuient tout aussi bien ici qu'ils s'ennuieraient partout ailleurs. »

Le soir, j'écrivis un article sur les difficultés d'un réapprovisionnement de Paris; il est destiné à l'*Officiel*.

Nous trouvons dans le *Journal officiel* l'article suivant : —

LE RAVITAILLEMENT DE PARIS.

« Il résulte d'une dépêche émanée de Bordeaux que le gouvernement de la Défense
« Nationale a rassemblé des masses considérables de vivres en vue de ravitailler Paris.
« Indépendamment des vivres à fournir par marchés, ceux qui sont prêts à être
« expédiés au premier signal et sont en dehors du cercle d'opérations de l'ennemi,
« consistent dans plus de quinze mille têtes de bétail, plus de quarante mille mou-
« tons, plus de trois cent mille quintaux métriques de substances alimentaires de toute
« nature; ces masses de vivres ont uniquement été rassemblées dans le but de ravitail-
« ler Paris.

Envisagée à un point de vue pratique, cette tentative de ravitaillement comporte de sérieuses difficultés. L'assertion du *Journal officiel*, disant que les magasins sont en dehors de la portée de l'ennemi, est exacte; il faut admettre pour le moins une distance de trente milles. Mais l'état des voies ferrées, détériorées par les Français eux-mêmes, est tel qu'il faudrait pour le moins plusieurs semaines pour amener à Paris les vivres dont il s'agit. Il ne faut pas davantage oublier qu'outre la population affamée de Paris, il y aura l'armée allemande qui aura bien le droit de se servir des chemins de fer pour compléter ses propres approvisionnements; si bien qu'avec la meilleure volonté du monde, les autorités allemandes ne pourront mettre à la disposition du gouvernement français qu'une partie du matériel. Il résulte de là, que si les Parisiens comptant sur les grandes quantités des vivres qu'ils trouveront une fois l'affaire terminée, attendent pour se rendre qu'ils aient mangé leur dernière bouchée de pain, ils pourront éprouver une amère déception. Puisse le gouvernement de la Défense Nationale envisager sérieusement la situation et mettre au-dessus du principe de la défense à outrance la terrible responsabilité qu'il assume. La distance des armées levées en province et attendues si impatiemment à Paris va toujours en croissant. Des rapports mensongers ne sauraient sauver Paris. Compter pour attendre jusqu'au dernier moment que ni l'ennemi, ni la province ne pourront laisser en proie aux angoisses de la faim une ville d'un million et demi d'habitants, cela pourrait bien se trouver être un faux calcul, grâce à des impossibilités matérielles, et le moment de la capitulation de Paris pourrait, ce dont Dieu nous préserve, devenir le prélude d'un grand malheur.

DIMANCHE, 15 *Janvier*. — Temps dur et froid. On entend moins tirer que les derniers jours. Le Chef a mal dormi cette nuit, et dès

quatre heures il a fait éveiller Wollmann pour faire envoyer une dépêche à Londres au sujet de Favre. Andrassy, le premier Ministre de Hongrie, a déclaré que non seulement il s'associait à la dépêche de Beust, mais que cela avait toujours été la politique qu'il recommandait. La réserve qui se trouve en tête de ce document est au moins superflue, car la nouvelle organisation de l'Allemagne n'est pas en opposition avec le traité de Prague. Les lettres par lesquelles les Princes allemands adhèrent à la proposition de la Bavière concernant le rétablissement de la dignité Impériale, sont à peu près conçues dans les mêmes termes. Seule la principauté de Reuss a éprouvé le besoin de motiver un peu différemment son adhésion. La Bavière élève des prétentions qui ne peuvent être satisfaites.

Bamberg, qui, comme tous les soirs, vient prendre des informations pour le *Moniteur*, m'explique la signification de la branche de buis que je vois au-dessus de mon lit. Il est *béni* à *l'église le Dimanche des Rameaux*, et reste ensuite toute l'année à la place où se trouve celui-là. C'est sans doute un préservatif contre les fées, les maladies, les mauvais esprits qui jouent un grand rôle dans les superstitions populaires de la France.

Le Chef mange aujourd'hui chez le Roi. A neuf heures, il me fait appeler : il me prie de faire d'après les documents officiels, un article sur notre situation vis-à-vis des vaisseaux américains faisant la contrebande. Je pourrai me guider à l'aide de l'article 13 du traité de 1799. Nous ne pouvons capturer ces sortes de vaisseaux. Nous ne pouvons que les retenir pour la durée de la guerre ou saisir la contrebande contre quittance. Dans les deux cas, nous devons après la guerre une indemnité équitable.

LUNDI, 16 *Janvier*. — Rosée, ciel couvert, fort vent du Sud-Ouest. La vue s'étend plus loin que ces derniers jours, mais on n'entend plus un coup de canon depuis hier après-midi. Le bombardement s'arrête-t-il, ou le vent emporte-t-il le son?

De bonne heure, j'ai lu la lettre adressée par Trochu à Moltke, et dans laquelle il se plaint de ce que notre feu avait atteint des hôpitaux et d'autres asiles du Sud de la ville, et cela bien qu'ils fussent surmontés du drapeau blanc ; cela, ajoute-t-il, ne saurait être dû au hasard, et il en appelle aux traités internationaux, d'après lesquels ces établissements sont inviolables. Moltke a protesté

contre toute accusation de violation volontaire de ces établissements. L'humanité, ajoute-t-il, avec laquelle il a fait la guerre, autant du moins que le lui a permis le caractère imprimé à la guerre par les Français, depuis le 4 Septembre, devrait le garantir contre un tel soupçon. Dès qu'une moindre distance et une atmosphère plus pure permettront à nos troupes de reconnaître les drapeaux blancs sur les bâtiments, les dommages même fortuits de ces bâtiments pourront être évités. Plus tard, expédié la dépêche annonçant la poursuite de Chanzy par nos troupes. Dans le courant de la matinée, j'ai encore télégraphié la nouvelle de la prise du camp de Conlie, et la victorieuse résistance que Werder a opposée au Sud de Belfort à l'attaque de quatre corps français constituant une armée ayant sur la sienne une supériorité écrasante.

Au dîner, le Prince Pless et Maltzahn. On y dit que la lecture de la proclamation au peuple allemand aura lieu après-demain, lors de la fête des décorations, dans la galerie des glaces du château de Versailles. Le Roi sera proclamé Empereur au milieu d'une brillante assistance. Des députations de troupes avec les étendards, les généraux, le Chancelier de l'Empire, et une grande quantité de Princes seront présents. On apprend que le Chef a modifié ses décisions au sujet de la sortie de Favre de Paris, et qu'il lui a répondu par un refus.

« — Il mangera, — dit le Chef, — la soupe qu'il a aidé à tremper. Son honneur l'exige, lui ai-je écrit. »

Il serait possible que ce changement d'idées fût dû à un article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui est la reproduction d'un article du *Siècle*, souligné par moi pour cette feuille, qui défend les idées de Gambetta, article d'après lequel l'autorisation donnée à Favre pour passer en Angleterre, équivaudrait à une reconnaissance du gouvernement actuel de la France (1).

Le soir, je vis la correspondance du Chancelier et de Favre.

Je place ici un aperçu de cette correspondance, en tenant compte des documents qui ont été rendus publics dans la suite.

*
* *

Le 17 Novembre, Favre, en sa qualité de Ministre des Affaires Etrangères, reçut de Vienne, par une dépêche de Chaudordy, la

(1) Cette supposition était fausse. Ce qui fit changer le Chancelier d'avis ce fut la circulaire de Favre du 12 Janvier (*voir plus loin*).

nouvelle que la Russie ne se considérait plus comme liée par les stipulations du traité de 1856. Favre répondit aussitôt, tout en recommandant la plus grande prudence avant toute déclaration officielle, d'affirmer hautement le droit de la France. Puis il y eut, à ce sujet, des pourparlers verbaux et écrits entre les puissances et le gouvernement provisoire, et celui-ci s'efforça d'obtenir du représentant de chaque pays qu'il reconnût au représentant de la France au Congrès le droit de soulever des questions d'une tout autre nature que la discussion des traités de 1856. La Délégation de Tours est d'avis d'accepter l'invitation au Congrès de la part de l'Europe, dans le cas où elle arriverait, et cela alors même qu'on n'obtiendrait point, d'abord, une promesse de paix ni un armistice.

Gambetta écrivit à la date du 31 Décembre à Favre : —

Il faut que vous vous teniez prêt à sortir de Paris et à aller à la Conférence de Londres, si, comme on l'affirme, l'Angleterre a réussi à obtenir un laisser-passer.

Avant que ces lignes ne fussent arrivées, Favre avait fait savoir à Chaudordy que le gouvernement s'était décidé « au cas où il y serait régulièrement invité », à se faire représenter au Congrès de Londres, si toutefois l'Angleterre, qu'on en a priée verbalement, est à même de procurer au représentant de Paris le laisser-passer. Par une dépêche arrivée à Paris le 8 Janvier, Chaudordy fit savoir à Favre, que le gouvernement l'avait désigné pour le représenter. Une lettre du 29 Décembre, parvenue le 10 Janvier à Paris, adressée à Favre par Lord Granville, confirma en ces termes cette communication : —

M. de Chaudordy a informé Lord Lyons qu'on a proposé à Votre Excellence de représenter la France au Congrès de Londres; en même temps il me priait de vous procurer un laisser-passer à travers les lignes prussiennes. Je priai aussitôt M. le comte de Bernstorff de demander un laisser-passer et de vous le faire parvenir par un officier allemand envoyé en parlementaire. M. de Bismarck a répondu qu'un laisser-passer serait mis à la disposition de Votre Excellence aussitôt qu'il serait demandé par un officier français envoyé en parlementaire de Paris au Quartier-Général allemand. Il a ajouté qu'il ne pourrait être envoyé par un parlementaire allemand, tant qu'on n'aurait point donné satisfaction à l'officier allemand envoyé en parlementaire, sur lequel on a tiré. J'ai appris par M. Tissot qu'il se passerait beaucoup de temps avant que cette lettre ne vous parvienne par la Délégation de Tours; j'ai donc conseillé au comte de Bernstorff de vous la faire par-

venir par une autre voie. J'espère que Votre Excellence me permettra de profiter de cette occasion pour lui exprimer ma satisfaction d'être en rapports personnels avec Elle, etc., etc.

Favre vit là une reconnaissance du gouvernement actuel et une invitation dont il pourrait profiter pour prendre devant les puissances à Londres, la parole au nom de la France.

Dans la circulaire qu'il adressa le 12 Janvier aux Ambassadeurs français, il dit : —

Directement mis en cause par cette dépêche, le gouvernement, sans renoncer aux droits de la France, ne pouvait refuser l'invitation qu'il avait reçue en son nom. On peut objecter à la vérité que l'heure est mal choisie pour discuter l'indépendance de la Mer Noire. Cette démarche étant faite auprès du gouvernement de la République par les puissances européennes, au moment même où la France lutte pour son honneur et son existence, acquiert par là une gravité extraordinaire. C'est un commencement tardif de justice, un engagement dont on ne peut plus se délier. *Elle sanctifie par l'autorité du droit des peuples, le changement de gouvernement* et fait paraître sur la scène, où se discutent les destinées du monde, la nation blessée mais libre, devant le chef qui l'a menée à l'abîme et les prétendants qui veulent en disposer.

Qui ne sent pas, du reste, que la France admise au milieu des représentants de l'Europe, acquiert le droit incontestable de faire entendre sa voix? Qui l'empêchera, si elle se fonde sur les règles éternelles de la justice, de défendre les principes qui assurent son indépendance et sa dignité? Elle ne renoncera à aucun de ces principes. Notre programme en reste le même, et l'Europe, en invitant son auteur, sait fort bien qu'il a la volonté et le devoir de le conserver. On ne pourrait donc hésiter et le gouvernement aurait commis une grande faute en refusant les ouvertures qu'on lui a faites.

En reconnaissant cela, l'Europe pense, comme moi, que le Ministre des Affaires Etrangères, s'il ne s'agissait point d'intérêts d'ordre supérieur, ne pourrait quitter Paris pendant le bombardement (suit une longue et sentimentale note sur les dégâts que la fureur des assaillants cause volontairement afin de répandre la frayeur, à l'aide de ses bombes, aux églises, hôpitaux, etc.). Notre brave population parisienne voit croître son courage avec le danger. Forte, exaltée, résolue, elle est fière et ne se courbe point. Plus que jamais elle sait combattre et vaincre, et nous le voulons avec elle. *Je ne puis songer à me séparer d'elle dans cette crise.*

Peut-être que nos protestations, adressées à l'Europe, et celles des membres du Corps Diplomatique présents à Paris, atteindront bientôt leur but. *Jusque-là l'Angleterre comprendra que ma place est au milieu de mes concitoyens.*

Favre avait exprimé les mêmes idées dans la réponse qu'il avait faite deux jours auparavant au billet de Granville.

Je ne me reconnais point le droit de me séparer de mes compatriotes au moment où ils sont victimes] *de cette agression.* Au reste, les communications entre Paris et Londres sont, par la faute du commandant en chef de l'armée d'investissement (quelle naïveté !), si lentes et si peu sûres, que malgré ma bonne volonté, je n'ai pu suivre votre dépêche à la lettre. Vous m'avez fait savoir que la conférence se réunirait le 5 Février et s'ajournerait probablement ensuite à huitaine. Prévenu le 10 Janvier au soir, je ne pourrais point user à temps de votre invitation. D'un autre côté, M. de Bismarck, en me l'envoyant, n'y a point ajouté de laisser-passer. Il exige qu'un officier français se rende au Quartier-Général, afin de l'y chercher, et il se fonde pour cela sur ce qu'au 25 Décembre un parlementaire allemand aurait eu à se plaindre de nos procédés. M. de Bismarck ajoute qu'avant qu'il ne soit fait réparation, le commandant en chef a interdit toute communication parlementaire. Je ne recherche point si une telle décision, contraire aux lois de la guerre, n'est pas la négation des droits d'ordre supérieur qui, par nécessité et par humanité, ont toujours été maintenus. Je me contente de faire observer à Votre Excellence que le gouverneur de Paris a ordonné une enquête sur les faits auxquels le comte de Bismarck fait allusion, et que cette enquête a prouvé que bien plus fréquemment les sentinelles allemandes se sont rendues coupables de faits du même genre, sans que pour cela, il les ait pris pour prétexte afin d'interrompre les communications parlementaires. M. le comte de Bismarck paraît reconnaître, au moins en partie, la justesse de ces observations, car il m'a informé, par l'ambassadeur des États-Unis, qu'il consentait à reprendre l'usage des parlementaires.

Il n'est donc pas nécessaire qu'un officier français se rende au Quartier-Général, et je me mettrai en rapports avec l'ambassadeur des États-Unis, afin de recevoir le laisser-passer que vous avez obtenu pour moi. Dès qu'il me sera parvenu, et *que la situation de Paris me le permettra,* je prendrai la route de Londres, persuadé d'avance, que ce ne sera pas en vain qu'au nom de mon gouvernement, j'en appellerai au principe du droit et de la morale, que l'Europe est intéressée à faire respecter.

Voilà ce que dit Favre. Mais la situation de Paris ne s'est point modifiée, les protestations adressées à l'Europe n'ont point encore marqué la fin de la crise, elles ne l'avaient point encore pu, non plus, quand le 13 Janvier, trois jours après sa lettre à Granville, et après sa circulaire aux représentants de la France à l'étranger, Favre envoya au Chancelier la dépêche suivante : —

MONSIEUR LE COMTE,

Lord Granville m'informe, par sa dépêche du 29 Décembre, qui m'est parvenue le 10 Janvier, que, sur la prière du cabinet anglais. Votre Excellence a mis à ma disposition un laisser-passer nécessaire à l'envoyé français au congrès de Londres pour traverser les lignes prussiennes.

Comme je suis désigné pour cette mission, j'ai l'honneur de solliciter de Votre Excellence, l'envoi en mon nom de ce laisser-passer, le plus rapidement possible. »

Je fais ces communications uniquement dans le but de montrer la différence qui existe entre le caractère et la manière d'agir de Favre et de Bismarck. Là, il n'y a qu'irrésolution, duplicité de phrases, finalement le contraire de ce qui a été emphatiquement avancé quelques lignes plus haut ou dans d'autres documents. Ici, c'est le langage d'un homme qui parle simplement, avec assurance, naturellement.

Le Chancelier répondit le 16 à Favre (j'omets les premiers mots) :

Votre Excellence suppose que sur la proposition du gouvernement de la Grande-Bretagne, un sauf-conduit est à sa disposition dans le but d'assurer sa participation au congrès de Londres. Cette supposition n'est point fondée. Je n'aurais pu consentir à un acte officiel, qui aurait présupposé le droit, de la part du gouvernement de la Défense Nationale, d'agir au nom de la France, tant qu'au moins ce gouvernement n'aura pas été reconnu par la nation française.

Je suppose que les chefs de nos postes eussent autorisé Votre Excellence à traverser les lignes prussiennes si vous en aviez demandé l'autorisation au commandant en chef de l'armée d'investissement.

De cette manière on n'aurait pas eu besoin de prendre en considération votre situation politique sur le but de votre voyage, et cette autorisation, accordée par les autorités militaires eût laissé à l'envoyé de Sa Majesté le Roi à la Conférence, toute liberté pour juger si vos déclarations au Congrès eussent dû être considérées comme les déclarations de la France. Au lieu de cela, Votre Excellence m'a adressé officiellement une demande indiquant officiellement aussi le but de votre voyage. Les considérations politiques que j'ai énoncées m'empêchent donc de satisfaire au désir de Votre Excellence, touchant l'envoi du sauf-conduit.

Mais alors même qu'on eût trouvé le moyen de vous accorder votre demande, je me permets de vous demander s'il serait prudent pour Votre Excellence de quitter votre poste de membre du gouvernement, pour prendre personnellement part à une conférence sur la Mer Noire, à un moment où à Paris se trouvent en jeu des intérêts qui ont bien plus d'importance pour la France et l'Angleterre que l'article 11 du traité de 1856. Aussi bien Votre Excellence abandonnerait-elle à Paris les agents et les nationaux des pays neutres, qui y sont restés ou qui y ont plutôt été retenus, tandis qu'ils ont depuis longtemps obtenu l'autorisation de traverser les lignes ennemies, et qui ont par cela même un besoin tout spécial de la sollicitude du Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement provisoire.

Je ne puis donc guère admettre que Votre Excellence voudra laisser échapper l'occasion de contribuer à la solution d'une situation critique *à laquelle elle a contribué pour une si large part* et dont elle porte une partie de la responsabilité.

*
* *

Je poursuis maintenant mon journal.

Mardi, 17 *Janvier*. — Températrure douce. Beaucoup de vent. On n'entend presque point tirer. Le bombardement a été continué hier d'une manière satisfaisante et sans grandes pertes pour les Allemands, ce que je télégraphie sur l'ordre du Chef. En même temps je mande que les pertes des Français ont été bien plus considérables qu'on ne l'avait cru pendant les six journées de bataille autour du Mans. Nous avons pris dix-neuf canons et plus de vingt-deux mille prisonniers non blessés.

Nos hôtes à table sont le comte saxon Nostitz-Wallwitz, et un certain M. Winter ou de Winter qui est destiné à être nommé préfet de Chartres. Quelqu'un ayant amené la conversation sur les opérations ultérieures, le Chef dit : —

« — Je pense que si, avec l'aide de Dieu, nous avons Paris, nous ne l'occuperons point avec nos troupes, on laissera la garde nationale faire le service intérieur. Le commandant sera également français. Nous n'occuperons que les forts et l'enceinte. On laissera entrer tout le monde, mais personne ne sortira. Ce sera par conséquent une vaste prison jusqu'à ce qu'ils se soumettent pour obenir la paix. »

Puis il parle avec Nostitz sur les conseils généraux et dit qu'il faudrait se mettre en rapport avec leurs membres.

« — Pour ce qui concerne les opérations militaires, — poursuivit-il, — je suis d'avis que nous nous concentrions davantage, que nous ne dépassions pas une certaine étendue de territoire, mais qu'alors nous l'occupions de telle sorte que les autorités l'administrent convenablement et fassent notamment bien rentrer les contributions. L'autorité militaire a une carte d'opération centrifuge, la mienne est centripète. Et si, dans l'étendue de territoire que nous occuperons, nous ne pouvons pas tout garnir de nos troupes, nous enverrons de temps en temps une colonne volante vers les localités qui se montreront récalcitrantes, nous fusillerons, pendrons, et brûlerons. Si cela arrive quelquefois, ils finiront par devenir raisonnables. »

Winter pense que la seule apparition de pelotons d'exécution dans de tels endroits suffirait. Le Chef répliqua : —

« — Dame! je ne sais pas! quelques bonnes potences produiraient pourtant plus d'effet, de même que quelques obus et l'incendie d'un certain nombre de maisons! Je me rappelle, à ce sujet, la question du Bavarois à l'officier d'artillerie prussien : Qu'en pensez-vous, monsieur mon camarade, faut-il allumer ce village, ou simplement le dévaster d'une manière modérée? » J'ignore quelle fut la réponse de l'officier.»

Il raconta ensuite qu'à Brême, il y a beaucoup de gens qui lui veulent du bien.

« —Aussi,—dit-il,—on m'a envoyé de là une caisse d'excellents cigares, ils sont très forts, mais tous les connaisseurs en font l'éloge. Dans le tumulte des affaires j'ai oublié le nom de la fabrique. »

Bucher nomma, si je ne me trompe, la fabrique Jacobi.

« — Et voilà qu'ils m'envoient de nouveau une belle peau d'ours blanc. Celà est trop bon pour la campagne, je vais l'envoyer chez moi. »

Il fut amené ainsi à faire remarquer qu'à Pétersbourg, il avait eu envie un jour de faire une chasse à l'ours blanc, du côté d'Arkhangel en descendant la Dwina, mais que sa femme n'avait point voulu le laisser partir, sans compter qu'il lui eût fallu au moins un congé de six semaines; que là-bas dans les forêts, il y a énormément de gibier, surtout des coqs de bruyère, que les Finnois et les Samoyèdes abattent par milliers avec de mauvais fusils et de mauvaise poudre.

« — Ces coqs de bruyère, — ajouta-t-il, — se laissent, je ne veux pas dire prendre avec la main, mais abattre avec un bâton. A Pétersbourg, on en voit des masses au marché. En général, Russie n'a rien de désagréable pour un chasseur. Le froid n'est pas non plus si terrible, car chacun est habitué à lutter contre lui. toutes les maisons sont convenablement chauffées, même les escaliers et les antichambres... jusqu'aux manèges; et il ne vient à l'idée de personne de faire l'hiver des visites en tuyau de poêle, mais on les fait en fourrures et en casquette fourrée. »

Plus tard, je ne sais trop comment, le Chef en vient à reparler de sa lettre d'hier à Favre.

« — Je lui ai fait entendre clairement, — dit-il, — que cela n'irait pas et que je ne pouvais comprendre comment lui, qui avait contribué au 4 Septembre, ne voulait pas en attendre l'issue. J'ai d'ailleurs

écrit la lettre en français, d'abord parce que je ne l'ai point considérée comme un document officiel, et aussi pour que tout le monde, depuis les avant-postes jusqu'à lui pût la lire. »

Nostitz demanda en quelle langue on écrivait en général la correspondance diplomatique.

« — Elle se fait en allemand, — dit le Chef, — autrefois c'était en français. Mais j'ai introduit l'allemand. Uniquement cependant avec les cabinets dont nous comprenons la langue ; l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, ça va encore. Pas avec la Russie. Car je suis, je crois, le seul qui comprenne le russe aux Affaires Étrangères. La Hollande, le Danemark, la Suède, dont on n'étudie généralement pas la langue, écrivent en français et on leur répond de même. Le Roi a d'ailleurs ordonné que toutes les questions militaires soient traitées en allemand ; « ils n'ont qu'à apprendre notre langue, nous avons bien été obligés d'étudier la leur. » Avec Thiers (il voulait dire Favre) j'ai parlé français à Ferrières, mais je lui *ai dit que cela* n'arrivait que parce que notre entretien n'était point officiel. Il en rit. Mais je lui dis : Vous allez le voir : attendez seulement la conclusion de la paix ! »

Au thé, on raconte que le bombardement du côté du Sud était interrompu, parce qu'un général (qui s'était toujours opposé au bombardement) avait agi à sa tête. Cependant on espère que le Prince Royal de Saxe avancera rapidement du côté du Nord et bombardera avec vigueur. De notre côté alors on ne se laissera pas devancer par les Saxons pour qu'il ne soit pas dit que ce sont eux qui ont hâté la capitulation. Cela n'est évidemment qu'un faux bruit. Du moins le comte Dœnhoff déclare-t-il que notre artillerie du côté du Sud n'est pas non plus inactive, seulement le vent du Sud-Ouest empêche de l'entendre; que de plus on ne tire pas en général autant que les jours précédents ; qu'enfin, on ouvrira probablement de Saint-Denis contre Paris, un feu qui étonnera les quartiers du Nord.

Le soir, je vois dans le ***Moniteur*** que dans ces derniers temps vingt-huit officiers français, dont un chef de bataillon et sept capitaines, ont violé leur serment et se sont enfuis de captivité. En tout, cent huit de ces gens se sont échappés de différentes localités de l'Allemagne du Nord. Quelques-uns d'entre eux, un lieutenant, par exemple, qui s'était évadé d'Altona en habits de femme ont été rattrapés. Un colonel qui, de Grandenz, avait

gagné la frontière russe, a été arrêté par les autorités et transféré à Thorn.

MERCREDI ; 18 *Janvier*. — Ciel couvert, atmosphère sereine ; vue lointaine ; température douce, un peu de vent. De bonne heure, j'ai parcouru des dépêches et des journaux. Wollmann me dit que notre Chef allait être promu au grade de lieutenant-général. Hatzfeld et Bohlen ont eu la croix aujourd'hui. Les autres l'obtiendront sans doute aussi, et l'attente chez quelques-uns paraît fort vive. Comme les fonctionnaires subalternes y attachent de prix et comme il est utile pour l'Etat de décorer! Ceci résulte d'une observation que me fit ce matin notre brave T.

« — Par Dieu ! monsieur le docteur, je donnerais sur-le-champ tout mon surplus de solde si on me donnait aussi la Croix de Fer. Vous pouvez m'en croire. »

Je le crus volontiers, quoique je me l'expliquasse difficilement, car la solde extraordinaire qu'il avait à toucher se montait à une fois et demie sa solde ordinaire.

Entre midi et midi et demi a eu lieu, dans la grande salle du palais de Versailles, la fête des décorations, avec la proclamation de l'Empire et de l'Empereur d'Allemagne, au milieu d'un appareil militaire. On dit que c'était un spectacle fort solennel. Dans l'intervalle, j'ai fait une promenade avec Wollmann, et, lorsqu'à notre retour, nous passâmes par la grille de l'Avenue de Saint-Cloud et la Rue Saint-Pierre, nous entendîmes le roulement de bruyants hourrahs ! venant de la Place d'Armes ; ils s'adressaient au Roi, c'est-à-dire à l'Empereur qui, après la cérémonie, rentrait chez lui en voiture. Au dîner, le Chef manqua ; il était resté à dîner chez l'Empereur. Le soir je fus appelé deux fois auprès de lui. Sa voix était singulièrement faible et il paraissait fatigué et épuisé.

Le Chef a reçu d'une grande quantité de diplomates demeurés à Paris, au nom desquels parle Kern, l'ambassadeur de Suisse, une pétition demandant qu'on prenne des mesures pour les protéger contre le bombardement en les autorisant à s'éloigner de Paris. En même temps, on y émet des doutes au sujet de notre droit à bombarder Paris, et on y dit que nous tirons avec intention sur des bâtiments qui devraient être épargnés ; on peut répondre à cela que le parti neutre qui habite Paris a été, à différentes reprises, averti par les ambassades respectives dès la fin de Septembre, puis en Octobre, des dangers toujours croissants auxquels serait exposée

la ville. De plus, nous avons, pendant des mois, autorisé toute personne pouvant établir qu'elle appartenait à une nation neutre à traverser nos lignes ; actuellement, pour des considérations militaires, nous ne pouvons accorder cette autorisation qu'aux membres du Corps Diplomatique. Si l'autorisation que nous avons accordée de se mettre en sécurité soi et son mobilier n'a pas été mise à profit par les neutres, ce n'est pas de notre faute. C'est qu'ils ne l'ont pas voulu ou que le gouvernement de Paris ne les y a pas autorisés. En bombardant Paris, nous usons d'un droit que nous reconnaît le droit des gens ; car Paris est une forteresse, et la plus grande de France. C'est un camp retranché où s'abrite une grande armée, qui prend contre nous l'offensive, et est couvert par la ville. On ne saurait donc exiger de nos généraux qu'ils laissent intacts ce point d'appui des adversaires ou qu'ils l'attaquent avec des gants de velours. D'ailleurs, notre but, en bombardant Paris, n'est pas de détruire la ville, mais de la forcer à se rendre, en tant que forteresse. Si notre feu rend le séjour de Paris incommode ou dangereux, ceux qui en souffrent n'avaient qu'à ne pas entrer dans une ville fortifiée ou à n'y point rester ; et ils n'ont donc qu'à porter leurs plaintes à ceux qui ont fortifié Paris et s'en servent contre nous comme d'un moyen de guerre. Enfin notre artillerie ne tire pas avec intention sur les maisons particulières, les établissements de charité, les hôpitaux, etc., et cela va de soi, quand on songe avec quel scrupule nous avons observé la convention de Genève. Ce n'est que par hasard que, vu la grande distance, des bâtiments ou des maisons n'ayant rien à faire avec la guerre ont été atteints. Mais nous ne pouvons admettre que de Paris, d'où est sortie la guerre et qui en est actuellement le point principal, on nous accuse de tels faits afin d'empêcher un bombardement énergique, qui rendrait cette ville intenable. Fait un article dans ce sens.

Jeudi, 19 *Janvier*. — Temps sombre. Le courrier n'arrive pas et après information on apprend que la voie ferrée a été endommagée près de Vitry-la-Ville, dans le voisinage de Châlons. A partir de dix heures du matin, on entend de nouveau une vive canonnade à laquelle se mêle le bruit de l'artillerie de campagne. Je fais deux articles sur le récit sentimental du *Journal des Débats,* d'après lequel nos obus... les cruels obus !... ne prennent pour point de mire que des ambulances, des mères avec leurs filles, des femmes

malades, et des berceaux avec des enfants qui viennent de naître.

Keudell nous dit au déjeuner que le feu d'aujourd'hui provient d'une nouvelle et grande sortie que les Parisiens ont dirigée avec vingt-quatre bataillons et un grand nombre de canons, contre nos positions entre La Celle et Saint-Cloud... Vers deux heures, au moment où l'on perçoit distinctement le bruit des mitrailleuses, où les Français ne peuvent être par conséquent, à vol d'oiseau, qu'à une demi-lieue de Versailles, le Chef monte à cheval et se dirige vers l'aqueduc de Marly, où l'on dit que le Roi et le Prince Royal se sont également rendus. Je m'y rends aussi en voiture avec Wollmann. En route, nous rencontrâmes à Roquencourt un soldat qui, à notre question sur l'état des choses, répondit que cela allait mal pour nous, que l'ennemi était déjà sur les collines derrière La Celle. Nous ne pouvions ajouter foi à ce récit, car dans ce cas il y aurait ici plus d'animation et l'on entendrait plus distinctement la fusillade. Plus loin, nous rencontrons le Prince Royal qui retourne à Versailles; il faut donc qu'il n'y ait plus de danger. Arrivés sur les hauteurs de Marly, à la route qui se dirige en droite ligne vers le Nord, on ne nous laisse plus avancer... Nous attendons un moment, par un vent glacial et sous un épais nuage qui envoie des flocons de neige sur des soldats barbus de la réserve de la garde, qui sont postés là. Le Roi et le Chancelier sont, paraît-il, sur l'aqueduc. Quand le nuage s'est dissipé, nous voyons distinctement trois coups de canon partir du Mont-Valérien, ainsi que huit autres des retranchements situées au dessous de ses remparts. Du côté de nos batteries de l'Ouest, on voit briller de temps en temps un éclair, et, dans un des villages intermédiaires, une maison semble brûler. Quand le feu paraît cesser nous partons.

La chose a dû paraître sérieuse à Versailles, car nous y voyons un corps de Bavarois qui, d'ordinaire, n'y apparaissaient qu'isolément. On nous dit qu'ils sont en masses serrées sur la Place d'Armes et l'Avenue de Paris. Mais on dit aussi que les Français, au nombre de soixante mille, campent autour du Mont-Valérien et dans les champs à l'Est de ce fort. On dit qu'ils ont pris la redoute de Montretout, et que le village de Garches, à trois quarts de lieue d'ici, ainsi que l'Ouest de Saint-Cloud, sont entre leurs mains. Nous aurions à craindre qu'ils ne fassent demain de nouveaux progrès et nous forcent à abandonner Versailles. Cela n'est sans doute point vrai ou est au moins exagéré.

A table, les conversations semblent confirmer ces prévisions. On ne parle pas cependant comme s'il y avait du danger. Nous avons pour hôte le conseiller intime Lœper. On dit d'abord que tout le danger qui menaçait au Sud-Est nos communications avec l'Allemagne avait disparu, car le général Bourbaki qui, pendant trois jours, avait serré de près Werder, sans pouvoir le rejeter en arrière, avait (probablement à la nouvelle de l'arrivée de Manteuffel) renoncé à débloquer Belfort, et était en pleine retraite. Le Chef rappela ensuite qu'en maints endroits les impôts étaient très difficiles à percevoir et dit qu'il est difficile, et même impossible de tenir partout des garnisons pour forcer les habitants à payer.

« — Cela n'est point non plus nécessaire, — ajouta-t-il. — Cela peut s'arranger avec des colonnes volantes composées d'infanterie, d'un peu de cavalerie légère, et de quelques canons. On n'a nullement besoin d'entrer dans les localités; on dit simplement aux habitants : Si vous ne payez pas dans le délai de deux heures les contributions qui sont dues, on vous lancera des obus. S'ils voient que c'est sérieux, ils payent. Dans le cas contraire, on bombarde l'endroit, et cela produit de l'effet sur les autres. Il faut qu'ils apprennent que nous sommes en guerre. »

Plus tard on parla des dotations à espérer après la conclusion de la paix, et le Chef vint à parler de celles de 1866.

« — On n'aurait pas dû, — dit-il, — les donner en argent. Cela me répugna longtemps pour mon compte; finalement, je cédai à la tentation. On aurait dû, comme en 1815, récompenser en domaines, l'occasion était bonne. »

VENDREDI, 20 *Janvier*. — Le temps est de nouveau nébuleux. Dans la matinée, on apprend que les Français ont abandonné leurs positions de la veille, et sont rentrés, tambours battants, en ville. Nos pertes ne seraient, paraît-il, que minimes, tandis que l'ennemi en aurait éprouvé de considérables. De l'Ouest, arrive la nouvelle de l'occupation de Tours par nos troupes, elles n'ont rencontré aucune résistance. Du Nord, on mande que Gœben a battu les Français à Saint-Quentin dans une bataille qui a duré sept heures; il leur a fait quatre mille prisonniers non blessés. A midi, on m'appelle auprès du Chef, il veut que sa réponse à la pétition de Kern et la lettre par laquelle il refuse un sauf-conduit à Jules Favre paraissent au *Moniteur*.

Au dîner, Bohlen fut de nouveau présent, ainsi que Lauer et Kno-

belsdorff. Le Chef est gai et loquace. Il raconte qu'étant à Francfort, il avait souvent reçu des invitations à la cour grand-ducale de Darmstadt, et qu'il y faisait surtout de bonnes chasses.

« — Mais j'ai des raisons pour croire, — ajouta-t-il, — que la Grande-Duchesse Mathilde ne m'aimait pas. Elle a dit à quelqu'un à cette époque : « Il est toujours là, et se donne des airs, comme s'il était le Grand-Duc. »

Au cigare, arriva subitement, en manteau, l'aide de camp du Prince Royal (le major de Hanke ou de Kameke), et il annonça que le comte (nom inintelligible), était arrivé pour demander au nom de Trochu, un armistice de deux jours, pour transporter les blessés et enterrer les morts du combat de la veille. Le Chef répondit qu'on ne pouvait accorder cela aux Français ; que quelques heures suffisent pour transporter les blessés et les morts ; que, pour ce qui concerne ces derniers, ils étaient aussi bien hors de terre que dedans. Bientôt après, le major reparut, et annonça que le Roi allait venir, et à peine un quart d'heure s'était-il écoulé, que Sa Majesté arriva en effet, en même temps que le Prince Royal; ils se rendirent avec le Chancelier dans le salon où l'on rédigea la réponse, qui fut un refus.

A neuf heures, Bucher m'envoie quelques lignes au crayon, me disant que sur l'ordre du Chef, le *Moniteur* de demain devrait renfermer la lettre à Kern, mais non point celle à Favre, dont la publication était remise à plus tard. J'envoie aussitôt des instructions à Bamberg; ma lettre a dû lui parvenir par le bureau.

Au thé, Wagner raconte différentes anecdotes de 1848. Il avait fait, avec le fameux Lindenmuller, le traité suivant : si le parti conservateur restait au pouvoir, il s'engageait, et Lindenmuller prenait le même engagement en cas de succès du parti de Muller, à ne point faire pendre le parti adverse.

« — Lors donc, — dit-il, — que nos gens vinrent sur l'eau, je me rendis auprès du Président de Police, et le priai de me permettre d'adoucir un peu la prison de Muller; je lui envoyai provisoirement, en lui rappelant notre pacte, une douzaine de bouteilles de vin et six oies grasses. »

Une autre histoire fut la suivante : —

« — Une fois que Held, qui jouait alors un rôle important à Berlin et était en grande considération parmi les classes inférieures, avait tenu une réunion populaire, nous fîmes imprimer une affiche qui

fut collée aux coins de rue, elle était conçue à peu près de la manière suivante : — Held, le père du peuple, a fait hier dans telle et telle réunion une quête au profit du peuple qui souffre, et il a réussi à obtenir la somme assez considérable de 1,193 thalers, tant de silbergroschen, tant de pfennigs. Que les nécessiteux veuillent donc se faire connaître à sa demeure, telle rue, tel numéro, et y recevoir leur part. Il n'avait naturellement rien reçu du tout, et nous eûmes le plaisir de lui mettre sur le dos une foule de gens qui ne voulaient point y ajouter foi.

SAMEDI, 21 *Janvier*. — De bon matin, épais brouillard. A neuf heures et demie arrive le *Moniteur* et... il contient la lettre à Favre ! C'est grave; mais ma lettre à Bamberg ne sera arrivée qu'après le tirage. A dix heures, on m'appela près du Chef, qui ne dit rien du malheur, bien qu'il ait le *Moniteur* devant lui. Il était encore couché et voulut qu'on découpât pour le Roi la protestation du Comte de Chambord contre le bombardement. Je fis ensuite un article pour des journaux allemands, et un entrefilet pour le journal de la localité.

Le soir, assistèrent au dîner Voigts-Rhetz, le prince Putbus, et le comte bavarois Berghem. Le Bavarois a apporté l'agréable nouvelle de l'acceptation de la proposition de Versailles, par la deuxième Chambre de Munich et avec deux voix de plus que les deux tiers exigibles. L'Empire Allemand est donc constitué dans toutes les formes. Le Chef propose, eu égard à ces faits, de boire à la santé du Roi de Bavière « qui, en somme, a mené la chose à bien. »

« — J'ai toujours pensé, — ajouta-t-il, — que cela passerait, au moins, avec une voix; je n'aurais pas compté sur deux. Les dernières bonnes nouvelles du théâtre de la guerre y auront aussi contribué. ».

On dit ensuite que les Français, à la grande sortie d'avant-hier, nous ont opposé des forces bien plus considérables qu'on ne l'avait cru, sans doute plus de quatre-vingt mille hommes, que la redoute de Montretout avait réellement, pendant quelques heures, été en leur pouvoir, ainsi que Garches et une partie de Saint-Cloud, mais qu'ils ont aussi éprouvé des pertes fort considérables. On parle de douze cents morts et de quatre mille blessés. Le Chef observa :—

« — La capitulation suivra bientôt, dès la semaine prochaine,

je pense. Après la capitulation, ils seront pourvus par nous de vivres, cela va sans dire ; mais avant d'avoir livré sept cent mille fusils et quatre mille canons, ils n'auront pas un morceau de pain, et personne ne sera autorisé à sortir. Nous occuperons les forts et l'enceinte et nous les mettrons à la diète jusqu'à ce qu'ils se décident à une paix qui nous convienne. Il y a cependant encore à Paris des gens intelligents et considérés avec lesquels on peut causer. »

Plus tard on en vint à parler de Madame Cordier, qui est ici depuis quelque temps et qui s'est promenée hier, pendant plusieurs heures, au pont de Sèvres, comme pour essayer d'entrer dans Paris ou d'y introduire quelque chose. On dit que c'est une jolie veuve, déjà un peu âgée, qu'elle est fille de Charles Laffitte et sœur de la femme du général de cavalerie marquis de Galiffet, laquelle s'est distinguée parmi les dames de la cour de Napoléon.

Le Chef dit à ce propos : —

« — Je me rappelle qu'elle est venue à Francfort il y a quinze ou seize ans. Elle ne doutait point qu'en sa qualité de Parisienne et de jolie femme, elle ne fût appelée à y jouer un rôle. Mais il en fut autrement. Elle avait des manières ordinaires et peu de tact, elle n'était point si bien élevée que les dames de la finance de Francfort, et celles-ci s'en aperçurent bien vite. Je me rappelle, par exemple, qu'un jour, qu'il faisait humide et sale, elle sortit avec un costume rose, tout garni de dentelles. »

La conversation dégénéra ensuite en dissertation savante sur la différence existant entre les titres d'Empereur Allemand et d'Empereur d'Allemagne. On parla également de la possibilité d'un Empereur des Allemands. Quand on eut discuté un moment sur ce sujet, le Chef, silencieux jusqu'alors, demanda : —

« — L'un de ces messieurs sait-il comment se dit *saucisse* en latin ?

— *Farcimentum*, — répondit Abeken.

— *Farcimen*, — dis-je.

— *Farcimentum* ou *farcimen*, cela ne fait rien, — dit le Chef en riant. — *Nescio quid mihi magis farcimentum esset* (1) »

Dimanche, 22 *Janvier*. — Temps clair, mais non froid. De même qu'hier, on tire peu. Il est temps pour nous que nous partions

(1) Allusion au dicton allemand : *Das ist mir wurst*. — *Cela m'est saucisse*, cela m'est indifférent.

d'ici, car je me sens de nouveau bien fatigué et très épuisé. Dans la matinée, écrit deux articles pour des journaux allemands, et un pour le *Moniteur;* je suis allé deux fois chez le Chef pour cela. A table, se trouvent le Saxon de Kœnneritz, bel homme au nez aquilin et à grande barbe, le général de Stosch, et Lœper. Rien à noter de la conversation, sinon que le Chef a de nouveau fait remarquer qu'on devrait donner la Croix de Fer aux blessés. Après le dîner, lu des brouillons et d'autres actes, entre autres, une étude très approfondie de Heffter sur le titre impérial. Le savant consciencieux a consulté une foule de documents, relativement à cet objet, qui est « le plus saucisse » au Chef, mais autant que m'a permis de le comprendre la lecture superficielle que j'ai faite de ce rapport, il n'a jamais été question nulle part d'Empereur Allemand, d'Empereur d'Allemagne, de Roi Allemand, de Roi d'Allemagne.

Le soir, j'ai, dans deux articles, attiré l'attention sur les documents suivants: —

D'ordre du bataillon, le soussigné déclare que dans son voyage à Vendôme, le 1er Janvier, on lui a annoncé qu'à Villaria se trouvait un cuirassier mort auquel on avait crevé les deux yeux. Le soussigné a vu ce cuirassier sur une voiture escortée par ses camarades. Le mort avait plusieurs coups de couteau et de baïonnette dans le bas-ventre, ainsi qu'un coup de feu dans l'épaule, et on avait arraché les yeux de leur orbite. Le cadavre paraissait avoir été trouvé un ou deux jours auparavant dans cet état.

De Luderitz,
Lieutenant au 4e régiment d'infanterie de Westphalie, n° 17.

Je certifie avoir vu à Villaria le cadavre d'un cuirassier dont on avait crevé les deux yeux. Je n'ai pas fait un examen détaillé du cadavre, mais je crois qu'on pourrait obtenir des informations plus précises. Le cadavre était escorté de dragons du 16e régiment.

Les Tuileries, 9 Janvier 1871.

D Halle,
Médecin du 2e bataillon, du régiment n° 17.

La division (20e division d'infanterie) soumet au général en chef dans la pièce ci-jointe le rapport du lieutenant de Luderitz, du 4e régiment d'infanterie westphalien, n° 17, sur la mutilation d'un cuirassier du régiment de cuirassiers de Prusse Occidentale, n° 3, et qui peut servir à dresser la liste des actes contraires au droit des gens, commis par les Français. La division fait remarquer en même temps que l'ennemi

s'est servi, dans les combats du 11 courant, pour ses fusils, de balles explosibles, ce qui a été à tel point constaté par les officiers et les soldats que le major Blume est prêt à l'affirmer par serment.

Chapelle, 10 Janvier 1871.

MANTZ.

LUNDI, 23 *Janvier*.— Temps doux, sombre. Je mande par dépêche que le bombardement de nos batteries du Nord produit de l'effet. Le fort près de Saint-Denis se tait, à Saint-Denis comme à Paris, on a vu des incendies. Puis, j'ai fait un article sur l'empoisonnement de quatre Prussiens à Rouen, j'en ai tiré la moralité et j'ai complété la liste des violations du droit des gens commises par les Français, telles que l'avait dressée dans son rapport sur sa captivité en France, le docteur Rosenthal. Le courrier n'est point encore arrivé aujourd'hui, car des francs-tireurs ont fait sauter un pont de pierre entre Toul et Nancy. De toutes nos batteries on tire vigoureusement, bien qu'on ne les entende point. C'est ce que dit le lieutenant de hussards de Uslar, qui vient des avant-postes et apporte au Chef une lettre de Favre. Que peut-il vouloir?

A table, assistent le général de Kamecke, commandant en chef du corps du gnie qui opère le siège, et le hussard bleu-clair et chevalier hospitalier de Saint-Jean de Frankenberg. Rien à noter de la conversation.

Le soir, un peu après sept heures, Favre lui-même arriva et eut avec le Chancelier un entretien dans la salle voisine de la sienne et occupée autrefois par le fils aîné de Madame J***. Cet entretien dura environ trois quarts d'heure. Dans l'intervalle, Hatzfeld et Bismarck-Bohlen entretiennent au salon le compagnon de Favre, qui est, paraît-il, son gendre et s'appelle del Rio. On dit qu'il est peintre de portraits, mais qu'il a accompagné Favre comme secrétaire. On donne à manger à tous deux ce qu'on trouve en grande hâte, des côtelettes, une omelette, du jambon, etc., ce qui fera sans doute du bien à ces pauvres martyrs de l'entêtement. Bref, à onze heures moins un quart, tous deux s'en retournent et vont en voiture à leur habitation de Versailles. Celle-ci se trouve Boulevard du Roi, elle a été choisie par hasard dans la maison où Stieber et la police de campagne ont établi leur quartier. Hatzfeld y conduit ces deux Messieurs. Favre paraît assez abattu et quelque

peu gêné dans ses habits, il en est de même de son gendre, petit homme au type méridional. Uslar les a accompagnés depuis les avant-postes jusqu'ici.

Le Chef se rend en voiture chez le Roi après dix heures et demie et revient au bout de trois quarts d'heure. En venant nous trouver dans la salle du thé, il paraît singulièrement satisfait ; il s'assied, se fait servir par moi du thé, et mange quelques bouchées de pain sec. Après un moment, il dit à son cousin : —

« — Connais-tu cela ? »

Et il siffla la fanfare des chasseurs qui annoncent que le cerf est tué.

« — Oui... bonne chasse, — répondit Bohlen.

— Non, — répliqua le Chef, — cela se sonne ainsi. »

Et il siffla un autre air.

« — Tout à l'heure c'était l'hallali, — et il ajouta : — Je crois que la chose est faite. »

Bohlen observa que Favre faisait triste mine.

« — Je trouve qu'il a beaucoup grisonné, — répondit le Chef, — depuis Ferrières. Il est aussi devenu plus obèse... sans doute l'effet du cheval ! Au reste il a la figure d'un homme qui a éprouvé dans les derniers temps beaucoup d'ennuis et d'émotions, et auquel, actuellement, tout est indifférent. Il a été franc et m'a avoué que tout allait mal à Paris et en même temps que Trochu avait été remplacé par Vinoy. »

Bohlen raconta ensuite que Martinez del Rio s'était montré extrêmement réservé ; qu'au reste ils n'avaient point non plus cherché à l'interroger. Une seule fois il lui avait demandé ce qu'était devenue la villa de Rothschild à Boulogne, où, comme l'avait dit Thiers, un état-major français avait pris quartier. Il aurait répondu tout brièvement qu'il ne le savait point. Au reste, ils ne se seraient entretenus avec lui que des bons restaurants de Paris. Hatzfeld raconta à son retour que Favre s'était montré satisfait d'être arrivé dans la nuit, qu'il ne voulait point sortir demain pendant la journée afin de ne point se faire remarquer à Versailles. Avant de monter à sa chambre, le Chef demande s'il était resté quelqu'un au bureau écrivant lisiblement et qu'il l'accompagnât, Willisch était là et monta avec lui.

A ajouter à cette après-midi. J'ai été à la fameuse salle du Jeu de Paume de 1789, qui se trouve dans une petite rue étroite, por-

tant son nom, non loin de la Place d'Armes et de l'Avenue de Sceaux. En lisant des ouvrages allemands sur la Révolution, je m'étais fait de cette salle une tout autre idée, et j'avais pensé que c'était une vaste salle pour des bals et des concerts. J'ai vu que c'était une erreur. C'est un bâtiment qui n'a rien de remarquable, et la salle dans laquelle on ne danse pas, mais où l'on joue à la paume, n'est ni élégante, ni spacieuse. On arrive à la porte d'entrée par quelques marches étroites. La femme du concierge me conduisit dans la salle qui est fort simple et n'a point du tout de décorations. Elle a environ quarante pas de long et vingt de large. La hauteur peut en être de trente pieds. Le bas des murs est en pierre peinte en noir, le haut est en bois. Le plafond est également de bois. Les murs sont percés de fenêtres grandes et petites, et protégées par un grillage de fil de fer, contre le choc des balles; le côté adossé à la rue et les deux petits côtés sont longés par un corridor de bois; le quatrième côté de la salle porte encastré dans son mur, une plaque de cuivre représentant le serment du 20 Juin 1789 et fixé en cet endroit, en 1790 par une société de *patriotes*; sans cela rien ne rappellerait ce qui s'est passé ici. Après avoir visité ces lieux historiques, je m'en retournai par le couloir où je vis suspendu du linge qu'on faisait sécher et à terre des feuilles de choux. Peut-être le concierge élève-t-il des lapins là où a tonné Mirabeau! Cependant une pelote de cuir et un instrument pour la lancer rappellent la véritable destination de ce lieu.

MARDI, 24 *Janvier*. — Journée triste et nuageuse. Le Chef s'est levé avant neuf heures et a travaillé avec Abeken. Peu avant onze heures il se rend en voiture chez le Roi... disons plutôt chez l'Empereur. Il ne revient que vers une heure, tandis que nous sommes encore au déjeuner. Il mange un morceau de gigot rôti, l'accompagne d'un verre de bière de Tivoli, soupire et dit : —

« — Jusqu'aujourd'hui, j'ai toujours pensé que la chose la plus courte était de traiter les affaires d'Etat par voie parlementaire, je ne pense plus ainsi. Là, du moins, on peut se sauver par une proposition finale, tandis qu'ici chacun dit ce qui lui vient à l'esprit, et si on croit pouvoir espérer que cela sera bientôt fini, il s'en présente un autre qui produit une idée déjà émise et déjà combattue, et l'on se retrouve au point de départ. Et puis, j'aime au-

tant... j'aime même mieux que cela ne soit pas encore décidé ou ne le soit que demain. »

Il dit ensuite qu'il attendait de nouveau Favre en ce moment et qu'il lui avait conseillé de s'en aller dès trois heures, (il veut s'en retourner à Paris), à cause des soldats qui l'interpelleraient dans l'obscurité et auxquels il ne pourrait point répondre.

A une heure moins un quart, Favre est revenu chez le Chancelier, avec lequel il a eu une entrevue de deux heures, après laquelle Bohlen l'a accompagné jusqu'au pont de Sèvres et il est retourné à Paris.

A table où l'on servit du saumon à la mayonnaise, on ne parla pas de cette conversation. Cependant il va de soi qu'il a dû s'agir des préliminaires de la capitulation. Le Chef parlant de Bernstorff dit : —

« — Je n'ai pourtant point encore réussi à couvrir des pages et des feuillets des choses les plus insignifiantes. Il en est encore arrivé aujourd'hui un tel tas... — dit-il en montrant de la main. — Et avec cela toujours des renvois. « Comme j'ai eu l'honneur de l'annoncer par ma dépêche du 3 Janvier 1863, nº tel et tel ; » ou, « comme j'ai fait savoir respectueusement par mon télégramme 1666. » J'envoie cela au Roi, le Roi tient à savoir ce qu'il veut dire, et écrit au crayon, en marge : *Comprends pas*. »

Quelqu'un dit que Goltz avait aussi la manie de tout écrire.

« — Oui, — dit le Chef, — et parfois encore des lettres privées adressées à moi et longues de six à huit feuilles d'une petite écriture serrée. Il devait avoir terriblement de temps à perdre. Heureusement, je me brouillai avec lui et cette abondance épistolaire cessa. »

Quelqu'un parmi les assistants ayant demandé ce qu'il dirait aujourd'hui s'il apprenait que l'Empereur est notre prisonnier, que l'Impératrice est à Londres, et que Paris est bloqué et bombardé par nous.

« — Bah ! — répondit le Chef, — il ne s'inquiéterait pas tant de l'Empereur que de..... Cependant malgré son amour, il ne se serait pas fourvoyé comme d'autres. »

On parla de la mort d'une princesse néerlandaise ou belge, et Abeken, en courtisan, exprima la douleur que ce décès lui causait.

« — Comment pouvez-vous prendre cela tant à cœur ? — lui dit

le Chef. — Il n'y a cependant à table ni Belge, ni cousin de la princesse. »

Il raconta ensuite que Favre s'était plaint que nous tirions sur les malades et les aveugles... l'Institution des Aveugles.

« — Je ne sais pas pourquoi ils se plaignent de cela, — répondis-je, — ils font bien plus, ils tirent sur nos gens, des gens valides et bien portants. Quel barbare! a-t-il dû se dire. »

On parla de Hohenlohe et de ses services pendant le bombardement.

« — Je proposerai de lui décerner le titre de Poliorcètes, » — dit le Chef.

La conversation roula ensuite sur les statues et les tableaux de la Restauration et le manque de naturel et de goût de ces productions.

« — Je me rappelle à ce sujet, — dit le Chef, — le ministre Schuckmann, peint par sa femme, *en coquille*, c'est ainsi je crois qu'on appelait ce genre; il était représenté dans un coquillage rouge et portait une sorte de costume antique, et était nu jusqu'ici, — il montra la région stomacale. — C'est un de mes plus lointains souvenirs. Le ministre donnait souvent, ce qu'on appelait alors des *assemblées* et qui porte aujourd'hui le nom de *raout*, c'est-à-dire des soirées sans souper et mes parents s'y rendaient d'ordinaire. »

Il décrivit ensuite de nouveau les vêtements de sa mère et poursuivit :

« — Il y avait plus tard un ambassadeur à Berlin, qui donnait également de ces soirées où l'on dansait jusqu'à trois heures du matin, sans rien manger. Je me rappelle que je m'y rendais avec quelques-uns de mes bons amis. Mais finalement nous autres jeunes gens, nous protestâmes. Quand il se fit tard, nous tirâmes de notre poche des tartines de beurre que nous dévorâmes. La fois suivante on donna à manger, mais nous ne fûmes plus invités. »

XVIII.

PENDANT LES NÉGOCIATIONS DE LA CAPITULATION DE PARIS.

MERCREDI, 25 *Janvier*. — De bonne heure écrit des lettres, un article, et un télégramme; lu des dépêches et différentes pièces parmi lesquelles rien d'intéressant. Après-midi, visité le docteur Good au couvent de la Rue Saint-Honoré, où il s'est fait transporter à cause de sa maladie. Il se déclare incurable et parle de sa fin prochaine. C'est dommage ! un si charmant homme !

A table, se trouve le comte Lehndorff. On parla d'abord des pertes considérables éprouvées par les Français dans la sortie du 19, puis des nôtres pendant toute la campagne. On reparla poisson, et le Chef, comme d'habitude, en parla en connaisseur. Des poissons, on en vint à parler d'huîtres et de leurs propriétés, puis d'huîtres gâtées, que Lehndorff déclara avec raison être la chose la plus horrible du monde... Ce dernier parla ensuite des belles chasses du prince de Pless. On dit que récemment le Roi lui a demandé : —

« — Dites-moi donc, l'appel de vos gardes forestiers à l'armée a dû bien vous gêner?

— Oh non ! Sire, — répondit le Prince.

— Ah ! et combien vous en a-t-on appelé ?

— Oh ! une quarantaine seulement, Sire. »

Je crois me rappeler une anecdote semblable ; seulement le prince, s'il m'en souvient bien, était un Esterhazy et les nombreux gardes forestiers étaient des bergers.

Le ministre raconta son dernier voyage à Saint-Pétersbourg.

« — D'abord, — dit-il, — je voyageais en voiture parce qu'il n'y avait point de neige; mais une tourmente survint, et la route ayant été détériorée, ma voiture ne put avancer que fort lentement. Puis, par un froid de quinze degrés, et sans dormir, je continuai ainsi pendant cinq jours et six nuits jusqu'à la station du chemin de fer voisine. Mais en wagon, je m'endormis de suite si profondément, qu'arrivé à Pétersbourg, après dix heures de voyage, il me sembla

que je n'étais installé que depuis cinq minutes. Mais cela avait aussi du bon, — dit-il, — alors que les chemins de fer n'étaient point achevés. On n'avait point tant à faire alors. Il n'y avait que deux jours de courrier par semaine et on travaillait ces jours-là de toutes ses forces. Mais une fois le courrier expédié, on montait à cheval, et on se donnait du bon temps jusqu'au courrier suivant. »

Quelqu'un ayant observé que le télégraphe, bien plus que les chemins de fer, avait contribué à augmenter la besogne dans les ambassades, aussi bien qu'aux Affaires Etrangères, le Chef fut amené à parler des rapports des ambassades et des agents diplomatiques en général, et observa que la plupart d'entre eux ne contenaient absolument rien, sous une forme agréable.

« — C'est du travail de feuilleton écrit pour écrire quelque chose. Tels sont, par exemple, les rapports de notre consul... peu importe le nom... on les parcourt, en pensant toujours : allons, cela va venir ! mais rien ne vient. Cela sonne bien à l'oreille, on continue à lire ; mais à la fin, on voit qu'il n'y a absolument rien du tout. »

On cite un autre exemple, celui d'un attaché militaire, qui est également connu comme auteur. Le Chef le jugea ainsi : —

« — On espérait qu'il produirait quelque chose, et, en effet, il a beaucoup produit en quantité...., la forme aussi était satisfaisante. Il a un style agréable, comme celui d'un feuilleton, mais chaque fois que je parcours l'écriture fine, élégante de ses rapports, je n'y trouve en définitive rien du tout. »

Il fut amené ensuite à reparler d'excursions fatiguantes et à ce sujet il fit le récit de longues courses à cheval.

« — Je me rappelle... c'était après la bataille de Kœnigsgrœtz.... J'avais été toute la journée en selle, sur mon grand cheval. Je n'avais pas voulu, il est vrai, le monter en cette circonstance, il est trop haut et il est pénible avec lui de monter en selle. Finalement, je m'y décidai quand même et je ne m'en repentis point. C'était une excellente bête. Mais cette longue attente sur les hauteurs qui dominent la vallée m'avait pourtant fortement fatigué ; les fesses et les jambes me faisaient mal. Cependant je ne m'étais point écorché la peau. Cela ne m'est jamais arrivé. Par exemple, lorsque je m'assis ensuite sur un banc de bois pour écrire, il me sembla qu'un corps étranger se trouvait entre le banc et moi ; cela provenait de l'enflure qui était résultée de ma longue course à cheval. Après Kœ-

25.

nisgrœtz, nous arrivâmes fort tard sur la Place du Marché de Horsitz. Là, on nous dit que nous aurions à nous loger nous-mêmes. Mais cela était plus facile à dire qu'à faire. Les maisons étaient fermées et il aurait fallu avoir des pionniers pour enfoncer les portes. Mais ils ne seraient arrivés qu'à cinq heures du matin.

— Votre Excellence sut se tirer d'affaire en pareille circonstance à Gravelotte, — observa Delbruck.

— Oui! dit le Chef en continuant son récit, — je frappai à plusieurs maisons, trois, quatre, je finis par trouver une porte ouverte. Mais quand j'eus fait quelques pas dans un sombre corridor, je tombai dans une sorte de fosse à loup. Heureusement qu'elle n'était point profonde. Je m'aperçus qu'elle contenait du fumier de cheval. Je me dis d'abord : Tiens ! si je restais ici ? mais l'odeur me fit découvrir qu'il y avait encore autre chose. Cela arrive pourtant assez rarement. Si la fosse avait eu vingts pieds de profondeur et avait été pleine, ils auraient vainement cherché leur *Ministre* le lendemain. Je sortis donc et trouvai un gîte sous les arcades de la place. Je mis par terre deux coussins de voiture, je me fis un oreiller d'un troisième et je m'étendis. Une fois couché, je mis la main dans quelque chose d'humide, et l'ayant examiné, je m'aperçus que c'était quelque chose de champêtre.... cela provenait d'une vache. Plus tard, je fus éveillé. C'était Perponcher qui venait me dire que le Grand-Duc de Mecklembourg avait encore un gîte et un lit pour moi. C'était vrai, seulement le lit était un lit d'enfant. Je l'arrangeai à ma taille, en plaçant au pied un dossier de chaise et je m'endormis. Mais le lendemain je pus à peine me lever, car mes genoux s'étaient trouvés sur le dossier. Quand on a une simple paillasse on peut fort bien se mettre à l'aise, même si elle est très étroite, comme il arrive souvent. On la coupe en deux, on écarte un peu la paille, et on se couche dans l'entaille. Je faisais quelquefois cela à la chasse en Russie.

— C'était le jour où arriva la dépêche de Napoléon... — dit Bohlen ; — et tu fis vœu de tirer vengeance du Gaulois quand l'occasion s'en présenterait... »

Entre autres, le Chef raconta ensuite que Favre lui avait dit avant-hier que le premier obus tombé dans le Panthéon avait enlevé la tête de Henri IV.

« — Çà a dû être touchant ! — observa Bohlen.

— Oh non ! je crois plutôt qu'il a raconté cela comme déme-

crate et pour témoigner sa joie de ce que cela est arrivé à un roi.

— Alors, il a donc passé deux mauvais quarts d'heure, les Français l'ont assassiné dans Paris et nous l'avons décapité,» — dit Bohlen.

Le dîner a été singulièrement long aujourd'hui : il a duré de cinq heures et demie jusqu'à sept heures, à tout moment on attendait Favre. Il arriva enfin après six heures et demie, accompagné comme la dernière fois par son gendre au nom espagnol. On dit qu'ils ne se sont ni l'un ni l'autre fait prier pour dîner comme la première fois, mais qu'ils ont fait, en gens raisonnables, honneur aux bonnes choses qu'on leur a offertes. On peut en conclure qu'ils se montreront également raisonnables pour ce qui concerne la question essentielle. On va le voir, car Favre est en conférence avec le Chancelier dans la chambre du jeune J***.

Après dîner, lu des brouillons de documents. On a envoyé à Reims un avertissement au sujet de la perception des impôts. Pour chaque jour de retard on exigera de la ville cinq pour cent de la somme due. Des colonnes volantes s'avanceront vers les localités qui se refusent obstinément au paiement des impôts, et si elles ne cèdent pas sur-le-champ, on procédera par le bombardement et l'incendie. Trois exemples rendraient le quatrième inutile. On est d'avis que notre but n'est pas de gagner les Français par la douceur. Etant donné leur caractère, nous devons leur inspirer plus de crainte que leur gouvernement qui, du reste, use aussi à leur égard de moyens coercitifs. Dans la nuit d'avant-hier à hier, les *rouges* de Paris ont tenté un nouveau coup de main ; ils ont mis en liberté quelques-uns de leurs meneurs, et ont provoqué un combat devant l'Hôtel-de-Ville. La garde nationale a tiré sur la garde mobile, il y a eu des morts et des blessés, mais finalement la paix a été rétablie. La nouvelle est certaine.

A dix heures, pendant que Favre était encore ici, vive canonnade avec la grosse artillerie. Elle dura environ une heure. A dix heures un quart, je descendis dans la salle de thé où je trouvai Hatzfeld et Bismarck-Bohlen en conversation avec del Rio. C'est un homme de taille moyenne, à barbe brune, le crâne un peu découvert et portant un binocle. Bientôt après mon arrivée, il se rendit, accompagné de Mantey, à son domicile, c'est-à-dire chez Stieber, et un quart d'heure après Favre l'y rejoignit. Del Rio a appelé Paris le centre du monde Le bombardement de Paris est donc un tir

à la cible sur le centre du monde. Il a raconté de plus que Favre possède à Rueil une villa et à Paris une grande cave remplie de tous les vins imaginables, qu'à Mexico même il a une propriété de quatre milles carrés d'étendue. Après le départ de Favre, le Chef vint nous trouver, mangea un peu de perdrix froide, un morceau de gigot, et but une bouteille de bière. Après un moment, il poussa un soupir, se leva et dit : —

« — Oui, si on pouvait conclure et ordonner tout seul !... »

Il se tut une minute, puis il poursuivit : —

« — Ce qui m'étonne, c'est qu'ils n'envoient point un général. Il est pourtant difficile de lui faire comprendre les choses militaires.— Il cita quelques mots français : — Cela est l'élévation de terrain placée devant la tranchée. — Il en cita quelques autres. — Et cela en est la partie intérieure, il ne savait point cela ! »

— Au moins, — dit Bohlen, — il a bien mangé aujourd'hui, *j'espère.* »

Le Chef répondit affirmativement, et Bohlen ajouta qu'on disait en bas que cette fois il n'avait pas non plus dédaigné le champagne *sec*, et s'en était fait servir une bonne dose.

« — Oui, — dit le Chef, — avant-hier, il n'en voulait point, il a même eu des scrupules de conscience au sujet du manger. Je les ai chassés, et la faim m'est venue en aide, sans doute, car il a mangé tout à fait comme quelqu'un qui a jeûné depuis longtemps. »

Hatzfeld a annoncé que le maire Rameau était venu ici pour savoir si M. Favre était arrivé, disant qu'il voulait se mettre à sa disposition, lui parler, et demandant s'il serait permis de lui rendre visite. Hatzfeld lui a naturellement répondu qu'il n'en savait rien. Le Chef observa : —

« — Si quelqu'un se rend la nuit auprès d'une personne rentrant dans Paris, cela suffit pour le traduire devant un conseil de guerre Cet individu a du front !

— Oh ! Mantey l'aura sans doute déjà dit à Stiéber, — dit Bohlen. — Ce monsieur Rameau désire donc revoir sa cellule. »

Le sieur Rameau avait été obligé de visiter l'intérieur d'une cellule de la prison de la Rue Saint-Pierre, pour avoir opposé de la résistance ou s'être exprimé insolemment lors des pourparlers au sujet de l'approvisionnement de Versailles.

Le Chef raconta ensuite différentes choses de son entretien avec Favre.

« — Il me va mieux maintenant qu'à Ferrières. Il a beaucoup parlé et en périodes bien cadencées. Souvent on n'avait même point besoin de faire attention pour répondre. C'étaient des anecdotes du temps passé. Il sait, du reste, raconter d'une manière charmante. Il n'a pas du tout mal pris ma dernière lettre ; au contraire, il dit me devoir des remerciements pour l'avoir rappelé à ce qu'il se doit à lui-même. Il a parlé aussi d'une maison de campagne qu'il possède près de Paris, mais qui, paraît-il, a été dévastée et pillée. J'allais lui dire : « — Mais non point par nous. » Mais il a ajouté de suite lui-même : « — Ce sont sans doute des gardes mobiles. » Il s'est plaint des incendies qui durent depuis trois jours à Saint-Cloud, et a voulu me faire croire que nous avions mis le feu au château. A propos des francs-tireurs et de leurs méfaits, il a voulu m'opposer les corps francs de 1813 qui, à son avis, auraient fait bien pire. Je lui répondis : « — Je ne le conteste point, mais vous savez sans « doute aussi que les Français fusillaient nos francs-tireurs partout « où ils les rencontraient ; et ils ne les fusillaient point tous au « même endroit, mais cinq à la place où le fait s'était passé, cinq « à l'étape suivante, et ainsi de suite, pour inspirer la terreur. » Touchant les derniers combats du 19, il a prétendu que les gardes nationaux riches s'étaient le mieux battus, que les plus pauvres n'avaient rien fait. »

Le Chef se tut un moment et prit une mine soucieuse. Puis il ajouta : —

« — Je pense que si les Parisiens reçoivent un convoi de vivres, et sont remis ensuite à des demi-rations, cela produira de l'effet. Il en est comme de la bastonnade. Quand on frappe un peu longtemps sans discontinuer, cela ne fait pas grand' chose ; mais si l'on met des intervalles entre chaque série de coups, cela ne fait point plaisir. Je sais cela du tribunal criminel où je travaillais autrefois ; on appliquait encore la bastonnade à ce moment. »

On parla ensuite du supplice de la bastonnade en général, et Bohlen, qui le considère comme utile, et en cela il partage l'opinion des neuf dixièmes du peuple allemand, j'entends du vrai peuple, non pas celui de la presse et de la tribune libérale, observa que les Anglais l'ont également remis en vigueur.

« — Oui, — dit Bucher, — d'abord pour offenses envers la reine, puis on l'a appliquée aux *garotters*. »

Le Chef raconta ensuite qu'en 1865, à l'époque où ces derniers

commettaient leurs méfaits, il avait souvent été obligé pour rentrer à sa demeure de Park Street, en revenant de Regent Street, de passer à onze heures du soir ou minuit par une rue déserte où ne se trouvaient que des écuries. Ce qui ajoutait à sa frayeur, c'est que les journaux avaient fait le récit d'attaques qui s'étaient produites de ce côté.

A propos d'Anglais, le Chief dit : —

« — Ces Anglais ont cependant des prétentions inouïes. Ils veulent envoyer, pour remonter la Seine, une canonnière, sous prétexte de chercher à Paris les familles anglaises qui désirent sortir, mais, en réalité, uniquement pour savoir si nous avons mis des torpilles. »

Odo Russell a fait cette proposition au Chef, qui l'a déclinée comme étant inacceptable.

« — Ils sont vexés de nous avoir vu livrer ici de grandes batailles..... que nous avons gagnées seuls. Ils en veulent à *la petite* Prusse de grandir. Pour eux, c'est un peuple qui n'est là que pour faire la guerre à leur solde. »

Le Chef se tut de nouveau un instant, puis il dit : —

« — Je me rappelle qu'en 1867, étant à Paris, je pensais : « Que serait-il arrivé si, à propos du Luxembourg, nous avions fait la guerre ? Serais-je ici à Paris, ou les Français seraient-ils à Berlin ? » Je crois que j'ai bien fait à ce moment de conseiller le contraire. Nous n'aurions pas eu de longtemps les forces actuelles. Les Hanovriens n'étaient pas alors d'humeur à faire d'aussi bons soldats qu'aujourd'hui. Des Hessois... je ne veux rien en dire, cela aurait marché. Les Schleswig-Holsteinois, qui cette fois se sont battus comme des lions, ne fournissaient à ce moment même point d'armée. L'armée saxonne était dissoute et devait d'abord être réorganisée. Il y avait peu à attendre de l'Allemagne du Sud. Les Wurtembergeois, quels magnifiques hommes aujourd'hui ! mais alors, en 1866, il n'y avait pas de soldat qui n'éclatât de rire en les voyant entrer comme une garde nationale à Francfort. Les Badois, eux aussi, ne valaient pas grand'chose ; le Grand-Duc a beaucoup fait depuis. Il est vrai que l'opinion publique en Allemagne eût été tout entière pour nous en cas de guerre au sujet du Luxembourg, mais cela ne compensait point ces défauts. Et puis, le droit n'était pas de notre côté. Je n'en suis jamais convenu en public, mais je puis bien le dire ici. Après la dissolution de la Confédération Ger-

manique le Grand-Duc était devenu souverain et pouvait faire ce qu'il voulait. Qu'il eût consenti à céder son pays pour de l'argent, c'était une bassesse, mais il en avait le droit. Et notre droit d'occupation était également peu établi. Après la dissolution de la Confédération nous n'avions plus, rigoureusement, même le droit d'occuper ni Rastadt ni Mayence. J'ai dit cela au conseil. Puis, j'eus encore une autre idée : je voulais donner le Luxembourg à la Belgique. Nous l'aurions ainsi uni à un pays dont on croyait à ce moment que l'Angleterre défendrait la neutralité. Et puis on y aurait, de cette manière, fortifié l'élément allemand contre les Fransquillons, et, en même temps, on eût gagné une bonne frontière. Mais mon idée fut sans écho. »

Quand le Ministre fut sorti, quelqu'un ajouta à cela qu'il taisait l'autre côté de la question. Les Français n'eussent point été si bien préparés alors qu'aujourd'hui ; leurs armements étaient épuisés par l'expédition du Mexique, et l'armée n'était point encore pourvue de chassepots. Cependant, les raisons que le Chef avait données de sa réserve me parurent d'un bien plus grand poids que celles-ci.

Quand, vers deux heures du matin, j'achevai de noter ces entretiens, la grosse artillerie tonnait encore coup sur coup ; le Mont-Valérien surtout faisait un vacarme semblable à celui d'un volcan.

Jeudi, 26 *Janvier.* — Temps clair, assez froid de nouveau. Vive canonnade pendant que je suis encore couché. Il y a à ajouter aux notes d'hier un mot intéressant du Chef. Bismarck-Bohlen ayant dit au thé : —

« — La gravure de la *Kladderadatsch* est une bonne idée : Napoléon attend le train et dit : « Il siffle déjà ! » Il a son manteau de fourrure pour le voyage de Paris et à la main un sac de voyage.

« — Oui, — répondit le Chef, — il pense sans doute ainsi, et il a peut-être raison. Mais je crains qu'il n'arrive trop tard pour monter. En somme, ce sera peut-être là la seule solution possible. Cela se ferait plus facilement que de le persuader à Favre. Mais il aura toujours besoin de la moitié de l'armée pour se maintenir. »

Puis, on parla de la fureur patriotique que manifesta hier matin la femme du jardinier qui fait ma chambre. Elle s'appelle Marie Lodier ; c'est une petite personne, avec de grands yeux, fort éveillée, quoique ne sachant ni lire ni écrire. Quand je lui dis que Paris

allait nous appartenir dans peu de jours, elle ne voulut absolument pas le croire. Paris, suivant elle, est imprenable, impossible à réduire par les canons, par la famine, peut-être. Mais si elle avait à y commander, ajouta-t-elle avec des yeux flamboyants et fort surexcitée, elle ne se rendrait pas, dût-elle mourir de faim.

A dix heures et demie, le Chef se rendit en voiture chez le Roi. Nous nous fîmes photographier dans l'intervalle par un Berlinois ; nous formons un grand groupe dont le Chef occupera plus tard le milieu. Après déjeuner, B. me raconta une quantité de bonnes petites historiettes de la cour d'Angleterre, notamment sur le Prince de Galles... Un agréable caractère, qui fait espérer de belles choses pour l'avenir ; puisse-t-il faire grand bien à ce peuple rébarbatif!

Vers deux heures, peu après le retour du Chef, Favre revient. Il repart pour Paris, et l'on apprend bientôt qu'il a été décidé qu'il serait de retour demain dès huit heures et en compagnie d'un général, avec lequel on discuterait les questions militaires... Les questions militaires de la capitulation ! C'est en réalité de cela qu'il s'agit en ce moment. Le bombardement a produit plus d'effet encore au Sud qu'au Nord, et le panier aux provisions menace de se vider.

Je me rends à Ville-d'Avray avec L., et nous voyons activement tirer de part et d'autre. A droite, probablement de Meudon, on tire de notre côté. De nouveaux incendies semblent avoir éclaté dans la ville. Nous nous en revenons par Sèvres, où nous voyons sur quatre maisons des traces d'obus français.

Comme je parlais de cette excursion à Hatzfeld, il me dit : —

« — Si seulement j'avais pu voir aussi le feu des canons et l'incendie ! La nuit le feu se distingue sans doute mieux, l'occasion de le voir ne se représentera peut-être plus. Si je connaissais un endroit !... »

Je lui offris, si le Chef m'en donnait l'autorisation, de l'accompagner le soir même et de lui indiquer un bon point de vue.

Il sortit plus tard, avec Bohlen, je crois, mais ils n'ont rien vu.

A table, se trouvèrent Hans de Rochow et le comte Lehndorff. Le Chef parla de Favre, et dit, entre autres choses : —

« — Le Dimanche, me raconta-t-il, on voit encore sur les boulevards une foule de dames en toilette et de beaux enfants. Je lui répondis : « Cela m'étonne. Vous ne les avez donc point encore mangés ? »

On remarque qu'aujourd'hui on bombardait avec une grande vivacité, et le Ministre observa : —

« — Je me rappelle qu'au tribunal criminel nous avions un employé subalterne, il s'appelait.... je crois, Stepki.... qui était chargé d'appliquer la bastonnade. Il avait l'habitude de donner les trois derniers coups avec une force toute particulière pour laisser un souvenir salutaire. »

On parla ensuite de Stroussberg, de son intelligence et de son activité.

— « Il a l'intention de filer, observa quelqu'un. »

A quoi le Chef repartit : —

« — Il m'a dit un jour : Je sais que je ne mourrai point dans ma maison. Mais la débâcle ne devait point forcément arriver aussi vite. Peut-être ne serait-elle point venue du tout sans la guerre. Il couvrit sans cesse ses dépenses par de nouvelles actions, bien que d'autres Juifs qui s'étaient enrichis avant lui fissent leur possible pour lui gâter le jeu. Mais vint la guerre et ses Roumains tombèrent si bas, qu'on put demander à combien le quintal !... Il n'en reste pas moins un homme intelligent et laborieux. »

Puis quelqu'un amena la conversation sur Gambetta et dit que la guerre lui avait rapporté ses cinq millions, ce que d'autres convives révoquèrent en doute, avec raison, je crois. Après le dictateur de Bordeaux, ce fut le tour de Napoléon, dont Bohlen dit que, pendant les dix-neuf années de son règne, il a économisé cinquante millions.

« — D'autres disent quatre-vingts, — dit le Chef. — Cependant, je considère cela comme douteux. Louis-Philippe a gâté le métier. Il faisait faire des émeutes et faisait acheter à la Bourse d'Amsterdam ; le monde des affaires s'en aperçut. »

Hatzfeld et Keudell remarquèrent que l'industrieux monarque avait, dans le même but, été quelquefois malade.

Puis on dit que, sous l'Empire, Morny surtout s'était entendu à trouver de l'argent, et le Chef raconta : —

« — Quand il fut nommé ambassadeur à Pétersbourg, il arriva avec une longue suite de belles et élégantes voitures, et les malles, les caisses, les coffres, tout était bourré de dentelles, de soieries, de toilettes de femmes, toutes choses pour lesquelles, en sa qualité d'ambassadeur, il ne paya pas de droits de douane. Chaque serviteur avait sa voiture, chaque attaché ou secrétaire en avait

au moins deux, lui-même, cinq ou six. Quelques jours après son arrivée, il vendit tout : voitures, dentelles, articles de modes, etc., et l'on dit qu'il gagna à cette affaire plus de huit cent mille roubles. Il était aimable. Il savait même être réellement très aimable. »

Le Chef cita des exemples à l'appui ; puis il poursuivit : —

« — A Pétersbourg, du reste, les gens en place s'entendaient aussi à semblable trafic ; non qu'ils prissent l'argent dans la poche, mais pour se fournir de dentelles, de gants, de bijoux, on allait dans un magasin français où l'on faisait des milliers de roubles d'emplettes, et ce magasin travaillait pour le compte d'un fonctionnaire ou de sa femme. »

Il raconta ensuite l'histoire du Finnois, auquel il avait voulu acheter du bois, cela pour la seconde fois, mais un peu différemment de la première.

« — D'abord il voulut me le laisser, il me prenait sans doute pour un marchand de quelque chose d'analogue des *provinces de la Baltique*. Mais quand je lui dis que ce bois était destiné à l'ambassade prussienne, il hésita. Il me demanda — mots russes — si c'était pour la couronne, si la Prusse n'était pas un gouvernement de l'Empire russe. Je lui répondis que ne n'était pas précisément cela, mais que l'ambassade avait affaire avec la couronne. Cela fut imprudent, impolitique, il ne se montra nullement rassuré et je lui offris en vain de le payer comptant. Il craignait sans nul doute que je trouvasse moyen de lui reprendre son argent, de le faire jeter en prison et de lui donner la bastonnade par-dessus le marché. »

Il cita cet exemple et ajouta : —

« — Il ne revint pas le lendemain. »

Bohlen, interpellant le Chef, lui dit : —

« — Raconte-nous donc un peu l'histoire du Juif aux bottes déchirées, qui reçut vingt-cinq coups de schlague !

« — Oui, cela arriva ainsi, — répondit le Chef. — Un jour, arriva à notre Chancellerie un Juif qui voulait être réexpédié en Prusse. Mais il avait des vêtements fort déchirés, ses bottes surtout étaient en mauvais état. On lui dit qu'on le rapatrierait ; mais il voulut d'abord avoir d'autres bottes qu'il réclamait comme un droit ; il s'exprima d'une manière si insolente, cria et injuria si fort, que ces messieurs ne surent que faire. Les serviteurs n'osaient point s'en prendre non plus à cet individu en fureur. Quand enfin, le bruit devint trop intense, on m'appela pour prêter main-forte.

Je lui dis de se taire, sans quoi je le ferais enfermer. « — Vous ne le pouvez point, vous n'en avez pas le droit en Russie. » « — Nous allons voir ! » J'ouvris la fenêtre, je fis signe à un gorodowoy, agent de police russe, je lui dis quelques mots, et le grand Russe emmena mon petit Juif, et le conduisit en prison. Le lendemain matin il revint tout transformé et se déclara prêt à partir sans bottes neuves. Je lui demandai comment il s'était porté dans l'intervalle. « — Mal, — dit-il, — très mal. » « — Eh ! que vous ont-ils donc fait ? » « — Eh ! ils m'ont..., enfin, ils m'ont.... corporellement maltraité ! » Je lui exprimai mes regrets et lui demandai s'il voulait se plaindre. Il préféra partir de suite, et je n'en ai plus entendu parler. »

Le soir, étudié des documents, tandis qu'au dehors grondent les canons, ce qui dépassa la mesure ordinaire, surtout entre neuf et dix heures. Le Chef travailla seul dans sa chambre, probablement aux conditions de la capitulation et de l'armistice. Nous ne le vîmes point. On annonça en bas, qu'un plénipotentiaire de Napoléon était parti de Wilhemshœhe pour venir ici. Les affaires, de plus en plus nombreuses, ont nécessité l'envoi à Versailles d'un quatrième secrétaire. C'est un certain M. Zesulka qui sera occupé comme copiste et chiffreur. Pour le moment, il ne fait encore rien.

Je trouvai le Chef au thé, vers dix heures et demie. Il s'entretenait avec Kœller et de Forckenbeck. Il dit qu'on aurait bientôt de nouveau besoin d'argent.

« — Nous ne voulions pas, — ajouta-t-il, — demander davantage au Reichstag, car, nous ne pensions pas que la guerre durerait si longtemps. J'ai écrit à Camphausen. Il nous dit de recourir à des réquisitions et à des contributions. Mais il est difficile de les obtenir, car dans la vaste étendue de territoire que nous occupons, nous manquons de troupes pour forcer à payer. Il faudrait deux millions d'hommes pour tenir entièrement en main un pays comme celui-ci qui a cinq cent vingt-huit mille kilomètres carrés de superficie. Tout a aussi renchéri par la guerre. Les réquisitions ne donnent rien. Si nous payons comptant, il y a toujours assez de choses sur le marché, et cela revient à meilleur compte qu'en Allemagne. Le boisseau d'avoine coûte ici quatre francs. Il s'agit de savoir ce que nous soutirerons aux Parisiens, c'est-à-dire à la ville de Paris ; car ce n'est qu'à elle que nous avons à faire pour le moment. Peut-être, obtiendrait-on une avance du Landtag. »

Forckenbeck fut d'avis que cette proposition ne rencontrerait pas d'opposition sérieuse au Landtag. Il est vrai que les doctrinaires contesteraient au Landtag ce droit. D'autres diraient que la Prusse est toujours forcée de venir en aide aux autres, mais on obtiendrait quand même la majorité.

Plus tard arriva un officier de hussards bleu-foncé; c'est un fort bel homme, il s'appelle le comte d'Arnim; il vient directement du Mans, et a toutes sortes de choses intéressantes à raconter.

« — Les populations de là-bas, — dit-il, — sont fort raisonnables, et blâment la politique de Gambetta; elles désirent la paix.

— Oui, — dit le Chef, — cela est fort beau de la part de ces gens, mais à quoi cela nous sert-il, s'ils se livrent eux et leurs idées raisonnables à Gambetta, qui fait sortir de terre, en la frappant du pied, des armées, sans cesse renaissantes, de cent cinquante mille hommes? »

Et Arnim racontant de plus qu'on avait de nouveau fait un grand nombre de prisonniers.

« — Cela n'est point réjouissant, — dit le Chef, — qu'en ferons-nous à la fin? Pourquoi font-ils tant de prisonniers?.....

VENDREDI, 27 *Janvier*. — Le bombardement cesse, dit-on, ce soir à minuit. Il a dû recommencer ce matin à six heures, au cas où le gouvernement de Paris n'aurait point consenti aux conditions de l'armistice. Comme le silence continue, il faut croire que ces messieurs ont cédé. Mais Gambetta?

De bonne heure expédié un télégramme sur nos heureuses opérations contre Bourbaki. A huit heures et demie, arrive Moltke qui confère pendant environ trois quarts d'heure avec le Chef. Peu avant onze heures, arrivent les Français : Favre, avec sa lèvre inférieure accentuée, son teint jaune, ses yeux clairs, (il s'est fait couper sa barbe grise de démagogue, le général Beaufort d'Hautpoul, avec son aide de camp, Calvel, et un ingénieur en chef du chemin de fer de l'Est, Durrbach. On dit que Beaufort a dirigé, le 19, l'attaque de la redoute de Montretout. Les négociations de ces messieurs avec le Chef semblent avoir, ou rapidement amené un résultat, ou échoué. Aussitôt après-midi, comme nous nous mettions à table pour déjeuner, nous les voyons remonter, derrière la maison, dans les voitures qui les avaient amenés. Favre paraît abattu; le général a la figure singulièrement rouge. Tout le monde fait la même

remarque. Bientôt après le départ des Français, le Chancelier vient chez nous et dit : —

« — Je viens tout simplement respirer un peu, ne vous dérangez pas, messieurs ! »

Puis se tournant vers Delbruck, il dit en secouant la tête : —

« — Rien à faire avec lui ! Il ne comprends pas !... Je lui ai dit de réfléchir jusqu'à une heure et demie ; il se remettra peut-être d'ici-là... Comment s'appelle-t-il donc, en définitive ! Quelque chose comme Bouffre, Bauffre ?

— Beaufort, — dit Keudell.

— Ah ! —riposte le Chef.

Au déjeuner, on dit ensuite que Forkenbeck en passant à son arrivée, par le pont du chemin de fer, que des paysans révoltés avaient fait sauter, a vu flamber Fontenay, incendié par nos troupes pour le punir, et Delbruck se réjouit avec nous « qu'une fois encore, il y ait eu un châtiment. »

Comme je fis observer à la femme du jardinier qu'elle ne pourrait plus douter de la chute prochaine de Paris, après avoir vu le général venu pour négocier, elle répondit, furieuse comme un chat en colère : —

« — Ce général est un traître, comme Bazaine, comme Napoléon, qui a commencé la guerre avec la Prusse avant que nous ne fussions prêts. Tous nos généraux sont des traîtres et M. Favre aussi.... Mais quand nous aurons un gouvernement sûr, nous vous déclarerons de nouveau la guerre, et alors..... *tous les Prussiens, capot, capot, capot !*

— Peut-être que dans huit jours, lui dis-je, vous aurez de nouveau l'Empereur. »

Elle répondit furieuse et en levant les bras en l'air : —

« — Mais non, monsieur ! Il faut qu'il reste en Allemagne. S'il vient à Paris nous l'enverrons à l'échafaud et Bazaine aussi. »

A la fin, elle dit que la France était perdue, et elle aussi, avec sa famille.

« — Car, dit-elle, Madame J*** est économe, elle va avoir perdu de sa fortune et ne prendra plus de jardinier, mais fera soigner son jardin par des ouvriers à la journée. Pauvre petite femme ! espérons que cela ira mieux pour elle. »

Après midi, on apprend que le Chancelier s'est rendu, un peu avant une heure, d'abord chez l'Empereur, puis chez Moltke, où, en

compagnie de Podbielski, il s'est de nouveau rencontré avec les Français. Ceux-ci sont retournés ensuite à Paris vers quatre heures et doivent revenir demain vers midi pour conclure la capitulation. Je lus une lettre adressée au Chef et accompagnée d'extraits de journaux; le Chef me l'a remise pour en faire l'emploi que je voudrais; ce sont ces fous d'Anglais qui continuent à importuner le Chef de leurs dissertations sentimentales. Cette lettre est ainsi conçue: —

Je vous envoie des extraits du *Standard* et du *Times*, et vous y verrez les récits de la conduite cruelle et inhumaine des Prussiens pendant cette guerre. Plût à Dieu que vous les pussiez nier! Ici, dans notre pays, le cœur nous saigne et nous nous étonnons que des soldats d'une nation civilisée puissent agir si terriblement et que leurs officiers le leur permettent, les y encouragent même. Vous aurez un jour, monsieur le Comte, et même dans peu de temps, à regretter la terrible et diabolique manière dont s'effectue cette guerre cruelle.

La lettre était signée :

A SOLDIER...... *but no* MURDERER.

Il est évident que ce Soldat n'a pas pris part à l'expédition contre les Cipayes, aux Indes. Il n'a pas vu ses compatriotes, pendant la guerre de Crimée, incendier des villages et des petites villes sans défense, sur les bords de la Mer Noire. Il n'en avait non plus rien lu, ni n'en avait entendu parler. Il n'avait pas davantage parcouru attentivement les extraits de journaux, sans quoi il n'aurait pu ne pas voir dans un rapport au sujet des représailles dont on était résolu d'user envers des Garibaldiens qui avaient assassiné près de Châtillon des soldats de la landwehr, la phrase qui flétrissait ces agissements.

Plus tard, je me rendis en voiture à Bougival avec L. Là, nous visitâmes de plus près la barricade dont il avait souvent été question, ainsi que quelques maisons dévastées voisines de celle d'Odilon Barrot. En certains endroits, la dévastation était plus grande que chez Odilon Barrot, et dans une maison, la bibliothèque et une collection de cartes géographiques anciennes avaient été fortement endommagées. Les soldats racontèrent que la batterie allemande dominant Bougival, n'ayant pas connu l'armistice, avait encore tiré un

grand nombre de coups de canon dans la matinée. On n'a pas entendu chez nous cette canonnade et cette nouvelle n'est sans doute qu'un bruit ayant pour origine un malentendu.

A table, le Chef raconta ensuite : —

« — Dans notre dernier entretien, j'ai dit à Favre : « Vous avez été trahi par la fortune. » Il saisit fort bien l'allusion, mais répondit seulement : « A qui le dites-vous ! Dans trois fois vingt-quatre heures, je serai aussi compté au nombre des traîtres ! » Il ajouta que sa situation à Paris était fort difficile. Je lui proposai : « Provoquez donc une émeute pendant que vous avez encore une armée pour l'étouffer. » Il me regarda alors tout effrayé, comme s'il voulait dire : Que tu es sanguinaire !..... D'ailleurs, il n'a pas la moindre idée de la manière dont les choses se passent chez nous. Il me fit observer à maintes reprises que la France est le pays de la liberté, tandis que chez nous règne le despotisme. Je lui avais dit, par exemple, que nous avions besoin d'argent et que Paris serait forcé de nous en procurer. Il prétendit que nous pouvions faire un emprunt. Je lui répondis que cela était impossible sans le Reichstag et le Landtag. « Oh ! dit-il, cinq cent millions, on peut bien les trouver sans les Chambres. » Je répondis : « Non, même pas cinq francs. » Il ne voulut pas le croire. Je lui dis que j'avais vécu pendant quatre ans sur un pied d'hostilité avec la représentation du peuple, mais que l'émission d'un emprunt sans le Landtag avait toujours été la barrière à laquelle je me suis arrêté, et que je n'avais jamais songé à la franchir. Cela parut pourtant embrouiller sa façon de penser à notre endroit. Il dit seulement qu'en France on ne se gênerait pas. Cependant, il en revint toujours à dire qu'en France on jouit d'une immense liberté. Il est réellement comique d'entendre parler de la sorte un Français, et surtout Favre, qui a toujours fait partie de l'opposition. Mais ils sont ainsi faits. On peut donner des coups de bâton à un Français, pourvu qu'on lui fasse un beau discours sur la liberté et la dignité humaine, et qu'on prenne une pose appropriée aux paroles, il s'imagine n'être point battu. Ah ! Keudell ! — dit-il ensuite subitement, — il faut que j'aie demain une procuration du Roi... naturellement en allemand. L'Empereur Allemand ne peut écrire qu'en Allemand. Le Ministre veut se conformer aux circonstances... Les choses officielles doivent être écrites dans la langue du pays, non dans une autre. Bernstoff a, le premier, voulu en arriver là chez nous, mais il est allé trop loin. Il avait écrit à

tous les diplomates en allemand et ils lui répondirent tous, après s'être donné le mot naturellement, chacun dans sa langue maternelle, en russe, en espagnol, en suédois, et que sais-je encore! il avait toute une légion de traducteurs au ministère. Je trouvai les choses ainsi en arrivant à ces fonctions. Budberg m'envoya une note en russe. Cela ne pouvait pourtant pas aller. S'ils voulaient prendre leur revanche, Gortschakoff pouvait écrire en russe à notre ambassadeur à Pétersbourg. Cela eût été très bien. On est peut-être en droit d'exiger que des représentants du pays à l'étranger sachent la langue du pays auprès duquel ils sont accrédités, et qu'ils s'en servent. Mais, me répondre à moi, à Berlin, en russe, à une lettre en allemand, cela n'était point juste. Je décidai donc que, ce qui arriverait écrit en une autre langue que l'allemand, le français, l'anglais, ou l'italien, resterait là et serait porté aux archives. Budberg adressa donc lettres sur lettres, toujours en russe. Point de réponse, tout cela était aux archives. Enfin, il vint lui-même et demanda pourquoi je ne lui répondais pas. « — Répondre? lui dis-je d'un ton étonné, à quoi? Je n'ai rien reçu de vous.» — «Mais, dit-il, j'ai écrit il y a quatre semaines et j'ai, à différentes reprises, rappelé une lettre.» — « C'est juste! je me rappelle maintenant, il y a en bas une liasse de documents écrits en russe, et cela s'y trouve peut-être. Mais personne en bas n'entend le russe, et ce qui nous arrive en langue étrangère passe aux archives. » On convit ensuite, si j'ai bien compris, que Budberg écrirait dorénavant en français, ainsi que le Ministre des Affaires Étrangères à l'occasion. »

Le Chef parla ensuite des négociateurs français et dit : —

« — M. Durrbach s'est présenté à moi, comme Membre de l'administration des chemins de l'Est. « — J'y suis beaucoup intéressé,» m'a-t-il dit; s'il savait ce que nous avons en vue! »

Sans doute la cession de la ligne de l'Est.

« — Il a fait des gestes désespérés, — remarqua Hatzfeld, — quand on lui a montré à l'état-major, sur la carte, les destructions qu'ils avaient eux-mêmes faites, ponts, tunnels, etc. « — Je m'y suis toujours opposé, et leur ai dit qu'on pouvait rétablir un pont en trois heures, mais ils ne voulaient point m'écouter. »

« — Oui, — dit le Chef, — un pont pour nous livrer passage, sans doute, mais, non pas des ponts de chemin de fer, il leur sera difficile maintenant d'amener des approvisionnements, surtout s'ils ont commis les mêmes bêtises dans l'Ouest. Je pense qu'ils comptent sur

la Bretagne et la Normandie, où il y a beaucoup de moutons, et sur les ports de mer. Il y a de ce côté, que je sache, beaucoup de ponts et de tunnels, pourvu qu'ils ne les aient point détruits, sans quoi ils se trouveraient dans un grand embarras. J'espère, du reste, que de Londres on leur enverra uniquement en cadeau des gigots et non point, je pense, des grains. »

Ensuite la conversation roula pendant un moment sur la question de satisfaire l'estomac de Paris. Le Chef nous raconta encore une petite anecdote de son bon ami Daumer, qui ne voulait point entendre parler de la mort.

« — Nous étions un jour à la chasse dans le Taunus, et nous déjeunions. Je fis remarquer la belle vue dont on jouissait de l'endroit où nous étions, l'agréable situation du petit village d'en face, au milieu d'un groupe d'arbres, avec son église blanche, et le pittoresque effet que produisait en bas le cimetière. « — Quoi? » dit-il. « Je parle du cimetière. » « — Oh! laissez-moi donc tranquille avec vos cimetières. Vous m'avez entièrement gâté l'appétit! » Je demandai combien il restait de saucisses. « — Autant que vous en voudrez, — répondit-il, — je ne puis plus manger. » Ce souvenir de la mort l'avait mis de mauvaise humeur. »

SAMEDI, 28 *Janvier*. — Comme hier, il fait passablement froid, deux degrés au-dessous de zéro, environ, ciel couvert. A onze heures, les négociateurs français sont de retour : Favre, Durrbach, deux autres qui appartiennent également, paraît-il, au haut personnel des chemins de fer, et deux militaires, un autre général avec un autre aide de camp, tous deux de belle taille et de maintien convenable. Ils déjeunent ici. Puis, longs pourparlers dans la maison de Moltke. Ensuite le Chef dicte aux secrétaires Willisch et Saint-Blanquart l'acte de la capitulation et de l'armistice, en deux exemplaires; cet acte est ensuite signé par Bismarck et Favre et scellé à sept heures vingt minutes, en haut, dans la salle verte à côté du cabinet de travail du Ministre.

Cela m'avait procuré des loisirs, que j'employai à me rendre en voiture au château de Meudon avec L. et un autre Saxon, Kohlschutter, attaché au gouverneur ou au commissariat civil. Le chemin rocailleux, qui monte à travers la forêt, avait été abîmé par notre grosse artillerie. A une petite clairière où se croisaient les chemins, nous passâmes devant un magnifique sapin. Plus loin avait été

ménagée une place pour un *repli*. A droite, des baraques, des murs troués; à gauche, des tas de gabions et de fascines. On pénètre dans le château par une grille; il est entouré d'arbres serrés et une grande éminence de terre le couvre par derrière. On ramassa quelques éclats d'obus qui avaient déchiré en maints endroits les troncs d'arbres et abattu des branches. Le château, construction imposante mais sans grande ornementation, a deux étages et point d'ailes prédominantes; extérieurement il a peu souffert; le côté seulement faisant face à Paris et à Issy présente quelques profondes traces des obus; le sol était à l'entour tout couvert de petits éclats de murs. L'intérieur en était horriblement dévasté; les escaliers, les salons, les chambres étaient remplis de décombres, de débris de meubles, d'éclats de glaces. Les murs étaient tapissés de noms de soldats et d'autres visiteurs, ainsi que d'inscriptions railleuses en langue allemande et française, à l'adresse des Français. La terrasse devant le château avait été labourée à la pioche et à la pelle et transformée en une sorte de camp souterrain, avec de grands trous. Dans l'un de ceux-ci était installé un petit blokhaus, avec un fourneau où se trouvait l'employé du télégraphe de campagne. Devant la terrasse, immédiatement derrière le grand mur qui s'avance vers la profondeur de la vallée où se trouve Paris, était placée la batterie avec ses pièces aux longues jambes. Nous nous entretînmes un moment avec l'officier prussien qui commandait en cet endroit; c'était un charmant jeune homme, très communicatif. Au-dessous de nous, les maisons du village de Meudon encore abandonnées de leurs habitants; à droite, le ravin boisé de Clamart; à gauche, dans le lointain, brille sous le feu du soleil de l'après-midi, la courbe de la Seine, et entre les deux, plus vers la droite, s'élève, sur un promontoire nu, le fort d'Issy, dont les casernes ont été ruinées par nos canons.

De retour à Versailles, je fus avec H. et F., tous deux devenus lieutenants dans l'intervalle, à l'*Hôtel de la Chasse*.

Le soir, les Français dînent avec nous. Comme nous sommes plus nombreux que d'habitude, nous sommes plus écartés, et les hôtes français parlant bas, en général, il n'y a que peu à noter de la conversation. Le général (il s'appelle de Valdan) mangea peu et ne parla presque point, Favre fut silencieux et avare de paroles. Les employés de chemin de fer se livrèrent avec un zèle facile à concevoir aux jouissances de la table dont ils avaient été si

longtemps privés. D'après ce que j'ai pu apprendre de ces derniers, les rations étaient devenues depuis quelque temps extrêmement petites à Paris, et si j'ai bien compris le chiffre des décès s'est monté dans la dernière semaine à environ cinq mille. Il était surtout mort beaucoup d'enfants de un à deux ans, et de tous côtés on voyait porter des cercueils pour ces petits Français.

« — Favre et le général, — dit plus tard Delbruck, — ressemblaient à des pauvres pécheurs qui monteront demain sur l'échafaud. Ils m'ont fait pitié. »

Keudell espère une paix prochaine.

« — Dans un mois, — dit il, — nous serons probablement de retour à Berlin.

Peu avant dix heures arriva un homme barbu, paraissant âgé d'environ quarante-cinq ans, qui se nomme Duparc, et qui est aussitôt conduit vers le Chef, auprès duquel il reste environ deux heures. Il vient, dit-on, avec des propositions de paix de Wilhelmshohe. Capitulation et armistice ne signifient pas encore en effet la paix avec la France.

DIMANCHE, 29 *Janvier*. — Ciel couvert. Nos troupes avancent pour occuper les forts. De bonne heure lu des dépêches sur la Conférence de Londres et autres sujets, ainsi que l'armistice et la capitulation signés hier. Cette dernière, dans notre exemplaire occupe dix pages in-folio, elle est cousue avec du fil aux couleurs françaises, au bout duquel Favre a apposé son sceau. En résumé, le contenu en est le suivant: Il est conclu un armistice pour vingt et un jours, valable pour toute la France. Les armées belligérantes conservent leurs positions, qui sont déterminées par une ligne de démarcation décrite au traité. Le but de l'armistice est de permettre au gouvernement de la Défense Nationale de convoquer librement une assemblée de représentants du peuple qui aura à décider si la guerre devra être continuée ou si l'on fera la paix et à quelles conditions. Les élections devront se faire en toute liberté et sans obstacles. L'assemblée se réunira à Bordeaux. Les forts de Paris sont remis aux armées allemandes qui occuperont également d'autres points de la ligne de défense extérieure jusqu'à une limite déterminée. Pendant l'armistice, les troupes allemandes n'entreront point dans la ville. L'enceinte sera dépourvue de ses canons dont les affûts seront amenés dans les forts. Toute la garnison de Paris et des forts, à l'exception de douze

mille hommes qui resteront aux autorités pour le service intérieur, est prisonnière de guerre et doit, à l'exception des officiers, remettre ses armes et rester dans la ville; elle aura à se rendre aux troupes allemandes aussitôt après la fin de l'armistice, si à ce moment la paix n'est point conclue. Les corps de francs-tireurs seront dissous par le gouvernement français. La garde nationale conserve ses armes pour maintenir l'ordre dans la ville; il en est de même des gendarmes, de la garde républicaine, des employés de l'octroi, et des pompiers. Après la remise des forts et le désarmement de l'enceinte, les Allemands permettront le réapprovisionnement de Paris, à condition que les vivres ne seront point tirés des territoires occupés par les Allemands. Pour sortir de Paris il faut une autorisation des autorités militaires françaises et le visa des avant-postes allemands. La ville de Paris paiera dans l'espace de *quinze jours* une contribution de guerre de deux cent millions. *Pendant la durée* de l'armistice il ne pourra sortir de Paris des valeurs publiques qui pourraient servir au payement de cette indemnité. De même l'entrée à Paris d'armes et de munitions est interdite pendant cette période de temps.

Au déjeuner, assiste le comte de Henckel qui est préfet à Metz. Il prétend que dans cinq ans les élections dans son département seront gouvernementales; il se fait fort d'en obtenir déjà aujourd'hui. En Alsace, au contraire, il n'en serait pas ainsi, car les Allemands ne sont point si souples sous toute autorité que les Français. Il raconta aussi que son département avait sans doute beaucoup souffert; qu'au commencement de la guerre il possèdait de trente-deux à trente-cinq mille chevaux, tandis qu'il n'en a plus que cinq mille. Plus tard on apprit au déjeuner que d'après un bruit courant Bourbaki s'était brûlé la cervelle par désespoir de n'avoir rien pu faire contre Werder et après avoir été mis en déroute par celui-ci et Manteuffel. Après midi, fait une excursion au Petit-Chesnay où je voulais encore une fois visiter mes amis du 46ᵉ, installés là pour se reposer. Mais je trouvai dans la maison où je me rendis un officier inconnu: il m'apprit que le régiment avait reçu de bonne heure l'ordre d'occuper le Mont-Valérien et qu'il devait sans doute y être déjà arrivé. Avant le dîner, lu des documents, entre autres une lettre de Bismarck au Roi, dans laquelle il lui explique l'impossibilité de réclamer après coup de Favre les drapeaux des régiments français internés à Paris.

Au dîner, assistèrent le comte de Henckel et l'aide de camp français d'hier ; ce dernier s'appelle d'Hérisson de Saulnier et porte un uniforme noir de hussard avec aiguillettes d'or et manches brodées. On dit qu'il comprend l'allemand et le parle, mais la conversation à laquelle le Prince prit vivement part se fit principalement en français. Aujourd'hui Favre et le général n'étaient point présents. Ce dernier était encore dans la maison, mais étant très occupé il se fit monter son dîner dans le petit salon. Le Français fut plus animé, encore qu'hier. Il défraya seul pendant assez longtemps la conversation en racontant anecdote sur anecdote. Il raconta entre autres que la famine avait été dans les derniers temps fort sensible à Paris. Le moment le plus intéressant de cette période de jeûne aurait été à l'entendre celui où on a mangé le Jardin des Plantes.

« — La viande d'éléphant, — dit-il, — a coûté vingt francs le kilo, et avait le goût du bœuf grossier. Il y avait réellement à ce moment du *filet de chameau* et des *côtelettes de tigre*. Le marché de viande de chien se trouvait Rue Saint-Honoré, et elle coûtait deux francs cinquante le kilo. On ne voit plus du tout de chiens à Paris, et s'il s'en montre un à un coin de rue, aussitôt quatre ou cinq personnes lui font la chasse. Il en est de même des chats. Si, par hasard, on voyait un pigeon sur un toit, aussitôt la rue se remplissait de gens s'escrimant à y monter pour le prendre. Les pigeons-voyageurs étaient seuls épargnés. Les dépêches qu'ils portaient étaient fixées à la plume du milieu de la queue, qui devait en avoir neuf. Si l'un d'eux n'en avait que huit, il lui fallait prendre le chemin que prenait alors tout ce qui était chair, sous prétexte qu'il *n'était alors qu'un civil.* On prétend qu'une dame fit ce mot : *Jamais je ne mangerai plus de pigeon, car je croirais toujours avoir mangé un facteur.* »

En échange de ces historiettes et d'autres, le Chef lui raconta différentes choses qu'on pouvait ne point encore savoir dans les clubs et les salons parisiens, et qu'on y apprendrait avec plaisir, par exemple la conduite de Rothschild à Ferrières et la métamorphose par laquelle le grand-père Amschel, d'un petit juif en devint un grand, grâce à l'Electeur de Hesse. Il l'appela à différentes reprises *juif de la cour*, et en vint ainsi à caractériser les Juifs de la noblesse polonaise...

Après le dîner, lu des documents et des avis, entre autres un

fort intéressant, par lequel on nous conseille de laisser Metz et la Lorraine allemande à la France et de prendre en échange le Luxembourg... On a refusé cette proposition, car Metz nous est indispensable pour assurer notre frontière du côté de la France, et le peuple allemand ne tolérerait pas une modification du programme arrêté depuis cinq mois.

Favre est encore là fort tard avec les autres Français. Il ne part qu'à dix heures et quart et ne se rend point à Paris, mais à son domicile du Boulevard du Roi. Il doit revenir demain après midi.

Plus tard le Chef vint prendre le thé. On parla de la capitulation et de l'armistice.

« — Mais, — dit Bohlen, — si les autres ne veulent pas, Gambetta et les préfets du Midi?

— Eh bien! — reprit le Chef, — nous aurons les forts d'où nous dominerons Paris. Si les gens de Bordeaux n'approuvent point l'arrangement, nous resterons dans les forts, et tiendrons les Parisiens enfermés, et nous ne prolongerons peut-être pas l'armistice jusqu'au 19 Février. Dans l'intervalle, ils auront livré les armes et les affûts, et payé les contributions. Il est toujours plus mauvais dans la conclusion d'un engagement d'avoir donné des arrhes et de ne pouvoir ensuite le tenir. »

Bohlen amena ensuite la conversation sur d'Hérisson et sur la façon gaie, dont il avait raconté la chasse aux chiens dans Paris. Il avait été en Chine, et l'on supposa qu'il avait sans doute aussi emporté du palais Impérial quelques petits souvenirs. Il a raconté qu'en revenant de là-bas, Montauban, dont l'Empereur était très satisfait, et qui prévoyait qu'on lui donnerait un titre, l'avait envoyé, lui, d'Hérisson, en éclaireur, afin d'évite qu'on ne le fît comte ou duc de Pékin, car cela pouvait prêter à de mauvais jeux de mots, à cause du mot *péquin*. On l'a fait alors comte de Palikao, ce qui signifie le pont aux neuf arches : c'est le nom d'une localité dans le voisinage duquel les Français ont dispersé les troupes du Céleste Empire. Puis on raconta que Bourbaki avait effectivement voulu se suicider, mais n'avait point été mortellement atteint. Plus tard, le Chef rapporta que Favre lui avait aujourd'hui avoué qu'il avait agi un *peu téméràirement* dans la question du ravitaillement de Paris, et qu'il ne savait réellement pas s'il serait possible de pourvoir à temps de vivres des centaines

de milliers d'hommes enfermés dans Paris. Quelqu'un dit : —

« — Stosch pourra, en cas de besoin, fournir des bœufs et de la farine.

— Oui, — répondit le Chef, — il faudra qu'il le fasse, de telle façon, qu'il n'en résulte pour nous aucun dommage. »

Bismarck-Bohlen fut d'avis que nous n'avions besoin de rien leur donner, qu'ils n'avaient qu'à voir où ils trouveraient quelque chose.

« — Tu veux donc les laisser mourir de faim! — dit le Chef.

— Oui! — répondit Bohlen.

— Oui, mais comment alors aurons-nous notre contribution? »

Dans le courant de la conversation, le Chef dit : —

« — Les grandes affaires d'Etat, les négociations avec l'ennemi ne m'irritent pas. S'il fait des objections même insensées à mes idées et à mes prétentions, je reste froid. Mais ce qui m'irrite, ce sont les réclamations des Allemands en matière politique, et leur ignorance de ce qui est possible ou impossible. L'un sait ceci, un autre considère telle chose comme inacceptable, et quand on s'est débarrassé d'eux, arrive un troisième, un aide de camp ou un général qui dit : — Mais, Excellence, cela ne peut pourtant pas aller, ou encore, il faut aussi que nous ayons telle chose, sans cela..... Et hier ils ont même exigé qu'on fît entrer dans un document déjà signé une condition qui n'avait point du tout été débattue. »

Bohlen ou Hatzfeld rappela ensuite une autre anecdote de d'Hérisson. Après le 4 Septembre, les sergents de ville apparurent transformés. La moustache et la mouche avaient été rasées, il n'était resté que de pacifiques favoris. La mèche de l'oreille gauche avait également disparu, de même l'épée au côté gauche, et l'uniforme militaire, jusqu'au képi. La démocratique sagesse de Kératry en avait ordonné ainsi. Tout Paris en fit des gorges chaudes. De plus, par mesure d'ordre public, on avait ordonné aux sergents de ville de toujours sortir trois ensemble. Cela se fit pendant quelques semaines, puis l'ordre tomba en oubli, on ne les trouva que par deux, et l'esprit populaire, une fois que les vivres furent devenus rares, dit à ce sujet : *Voilà deux sergents de ville! Tiens! ils ont mangé le troisième!*

Hatzfeld annonça qu'un secrétaire d'ambassade s'était présenté. Il voulait rentrer à Paris, pour y chercher six nationaux, il était porteur d'une lettre de Chaudordy pour Favre, et avait l'air

fort pressé. Il demanda ce qu'il fallait lui répondre. Le Chef s'inclina un peu, puis se redressa et dit : —

« — Essayer de porter une dépêche d'un membre d'un gouvernement ennemi à un autre à travers notre quartier-général, cela prête tout à fait à l'intervention des conseils de guerre. Prenez la chose au sérieux, s'il revient, soyez froid, et faites l'étonné, et dites bien cela, et de plus que nous nous plaindrons au nouveau Roi d'Espagne de la rupture de la neutralité, et que nous demanderons réparation. Je m'étonne du reste que les militaires aient laissé passer cet individu. Ils ont toujours des égards qui ne sont point dus, quand il s'agit d'un diplomate étranger. Et s'il avait été un émissaire..... Il eût fallu le renvoyer, dût-il mourir de faim ou de froid. Cette manière de porter le courrier frise de près l'espionnage. »

On dit ensuite qu'un grand nombre de personnes allaient entrer à Paris, comme aussi en sortir. Mais le Chef *répondit :* —

— Oh ! les Français n'en laisseront point sortir beaucoup, et nous, nous ne laisserons passer que ceux qui ont eu une autorisation à l'intérieur..... et même peut-être pas tous. »

On observa que Rothschild devait déjà être sorti à l'aide d'un sauf-conduit.

« — Il serait bon, dès lors, de le retenir, — repartit le Chef, en sa qualité de franc-tireur, comme prisonnier de guerre. — S'adressant à Keudell : — Informez-vous donc de la chose.

— Alors vous verrez arriver Bleichroder pour faire une démarche au nom de toute la famille Rothschild, » — s'écria Bohlen.

Il fut ensuite question de cette particularité étonnante qu'on pouvait déjà lire dans le *Daily Telegraph* un extrait exact des conventions signées hier. Puis on parla de Stieber.

« — Comme on peut se tromper sur les gens, — dit le Chef en rattachant cela à la conversation précédente ; — je ne les reconnais en général pas facilement avant qu'ils ne parlent. Etant allé l'autre jour chez Favre, je vis devant la porte, dans le crépuscule, un homme qui me remplit de méfiance. Je pensai : c'est sans doute le domestique du gendre de Favre qui se promène par là, il ressemblait en effet à un Espagnol. Quand il vint à moi, je mis la main à mon sabre pour être aussitôt prêt. Mais il me salua en me disant : Bonsoir, Excellence, et après l'avoir plus exactement regardé je vis que c'était Stieber.

Lundi, 30 *Janvier*. — Temps nébuleux de grand matin, froid modéré environ à zéro. On dit que Favre n'est pas resté à Versailles, mais qu'il est retourné tard à Paris. J'envoie différentes dépêches à Berlin, à Cologne, et à Londres. J'annonce l'occupation effectuée sans difficulté des forts par nos troupes, la possibilité d'une famine à Paris, la difficulté d'amener rapidement des vivres dehors, et la disposition où nous sommes de contribuer, à l'aide de nos provisions, à écarter le danger.

Après midi, je suis allé en voiture avec L. jusqu'au pont de Sèvres, de là vers Meudon, jusqu'à Bellevue, et sur la route qui se termine en montée rapide à partir du bord du fleuve; on ne voit partout que des soldats. A un moment donné un poste de chasseurs nous empêche davancer d'avantage. Les soldats nous apprennent, à notre grand étonnement, que le château de Meudon est tout en flammes. Un obus français, paraît-il, s'est enfoncé dans les derniers jours du bombardement dans un mur et y a fait explosion plus tard par hasard. Peut-être que ce hasard a été de l'imprudence. Cela fera du reste une belle ruine, quelque chose comme le château de Heidelberg.

Favre et d'autres Français, parmi lesquels le président ou le préfet de police travaillèrent activement l'après-midi avec le Chef et dînèrent à cinq heures et demie avec lui et les conseillers. Je devais manger pour cette fois avec les secrétaires à l'*Hôtel des Réservoirs*, car on manquait de place; mais je restai à la maison et m'occupai de traduire pour l'Empereur l'exhortation à faire la paix de Granville. Je mangeai ensuite dans une chambre.

Le soir, Abeken vint chercher la traduction. Il regretta de n'avoir point su que j'étais resté à la maison. —

« — On aurait, — dit-il, — pu trouver en bas une place pour vous. C'est dommage, — ajouta-t-il, — que vous n'ayez point été à table, la conversation ayant offert aujourd'hui un intérêt tout spécial. Le Chef a dit entre autres aux Français qu'être conséquent en politique est souvent une faute, c'est de l'entêtement, de l'opiniâtreté. Il faut se modifier suivant les événements, suivant l'état des choses, suivant les possibilités, il faut compter avec les circonstances, et servir son pays en se conformant aux événements, non point en suivant ses propres idées qui sont souvent des préjugés. Quand il est entré, dit-il, dans la politique, il avait, dans l'ardeur de la jeunesse, d'autres idées et d'autres desseins qu'au-

jourd'hui. Mais il a changé après réflexion et n'a pas hésité pour servir son pays à sacrifier une partie de ses désirs, et même tout, aux besoins du jour. Il ne faut pas, ajouta-t-il ensuite, imposer à la patrie ses préférences et ses désirs, et finalement il conclut en disant : *La patrie veut être servie, et non pas dominée.* Cette expression en a beaucoup imposé aux Parisiens par la forme surtout, bien entendu, et Favre aurait dit : « C'est bien juste, monsieur le Comte, c'est profond. »

Bucher me raconta ensuite en bas, et me confirma ces dires, que Favre avait répondu au discours du Chef, discours tenu pour donner une leçon aux Français, par la naïveté suivante : *Néanmoins c'est un beau spectacle de voir un homme qui n'a jamais changé ses principes*, et cela après avoir loué la vérité et la profondeur des paroles du Chef. Le directeur des chemins de fer, qui lui avait du reste paru beaucoup plus intelligent que Favre, aurait ajouté aux mots *servie et pas dominée* que cela conduirait à la soumission de l'individu de génie à la volonté et à l'opinion de la majorité, et les majorités ont en général peu de raison, peu de connaissances, peu de caractère. Mais le Chef aurait répondu à cette assertion d'une fort belle manière; dans sa réponse, il affirma, comme étant une de ses étoiles dirigeantes, sa responsabilité devant Dieu, et au *droit du génie* que l'autre voulait défendre, il opposa comme étant plus noble et plus digne, *le devoir du génie*, et par là il entendait sans doute ce que Kant appelait impératif catégorique.

Le soir, fort tard, il était plus de onze heures, le Chef descendit prendre le thé. Il y avait cette fois, outre Wagner et moi, les barons de Holstein, de Keudell, et tout un banc de comtes : Hatzfeld, Henckel, Maltzahn, et Bismarck-Bohlen.

« — Je suis cependant curieux de savoir ce que fera Gambetta, — dit le Chef. — Gambetta, la petite jambe, en italien. C'est le nom d'un oiseau de marais, de la famille des cigognes ou des hérons. Il paraît vouloir y réfléchir, car il n'a pas encore répondu. Mais je pense qu'à la fin il cédera comme les autres, d'ailleurs s'il ne cède pas cela m'ira aussi bien. Une petite ligne du Mein en France ne nous serait pas précisément désagréable. Ces Français sont cependant de drôles de gens. Favre vient auprès de moi comme un saint martyr et fait avec cela une mine comme s'il avait à me communiquer les choses les plus importantes. Voyant cela je lui dis : « Ne voulons-nous point monter ? » « Oui, dit-il, montons! » Mais

arrivé en haut, il s'assit, écrivit lettre sur lettre, et c'est en vain que j'attendis une communication de quelque importance. Il n'avait rien à me dire. Ce qu'il a fait pour nous peut se mettre sur deux petites pages. Et ce préfet de police! De ma vie, je n'ai vu un homme aussi peu pratique. Partout nous devons aider et donner des conseils. Pendant une bonne demi-heure il m'a demandé un tas de choses, et je me suis presque impatienté à la fin. Je lui dis enfin : « Mais, mon cher monsieur, ne préférez-vous pas me donner tout cela par écrit? Il m'est pourtant impossible de conserver toutes ces choses dans l'esprit, et ce n'est que de cette manière que nous pourrons arriver à une résolution. Il me passe quatre mille choses par la tête, et quand je pense à l'une je perds les autres de vue. »

On parla des difficultés que présenterait, suivant toute probabilité, le réapprovisionnement de Paris. Plusieurs lignes de chemins de fer ne sont, du moins pour le moment, pas praticables; en tirant les vivres des pays situés derrière ceux que nous occupons, il peut en résulter des embarras pour nous-mêmes, et le port de Dieppe sur lequel on comptait, ne peut recevoir que quelques vaisseaux. Le Chef calcula combien il faudrait de rations par jour et combien on pourrait en amener, si les conditions de transport n'étaient pas si anormales, et il trouva que l'approvisionnement serait tout insuffisant et que beaucoup de monde pourrait facilement encore mourir de faim. Il a ajouté ensuite : —

« — Favre lui-même m'a dit qu'ils avaient attendu trop longtemps pour se rendre. Mais c'était uniquement, m'avouait-il, parce qu'il savait que nous avions préparé pour eux à Lagny des provisions. Ils avaient été parfaitement renseignés; nous avions un moment pour eux quatorze cents voitures chargées dans les environs de Lagny. »

On en vint à parler des difficultés contre lesquelles nous nous heurtons dans la perception des impôts, et le Chef expliqua à Maltzahn ce qu'il avait ordonné à ce sujet; il fallait pendant ces opérations éviter autant que possible de disperser les troupes, les tenir principalement au chef-lieu du département ou de l'arrondissement, et de là envoyer des colonnes volantes contre les récalcitrants, les francs-tireurs, et ceux qui les cachaient ou leur venaient en aide.

L'un de nous parla des dix millions qui avaient été imposés à Fontenay pour la destruction du pont du chemin de fer, et Henc-

kel, en homme compétent, déclara que cette exigence était irréalisable et qu'on ne pourrait tirer que deux millions de ces gens-là.

« — Probablement pas un seul, — dit le Chef. — Mais nous sommes ainsi. Nous menaçons toujours de choses terribles et ensuite on ne peut pas les mettre à exécution. Le peuple s'en aperçoit à la fin et s'habitue aux menaces. »

Le comte Maltzahn raconta qu'il avait été au fort d'Issy. Le spectacle y est horrible ; des trous, du charbon, des débris, des ruines, et partout des tas d'immondices et une odeur dégoûtante.

« — N'avaient-ils donc point de latrines? — demanda quelqu'un.

— Il paraît que non, — reprit Maltzahn.

— *Ove?.... Dove volete*, comme en Italie, — observa un autre convive.

A ce sujet le Chef rappela les dispositions des écoles communales de Clermont et de Donchery lesquelles font dresser les cheveux sur la tête.

Vint ensuite une explication fort intéressante et fort détaillée des phases diverses qu'avait traversées l'idée de l'union de l'Allemagne du Sud à la Confédération du Nord.

« — Finalement, — poursuivit le Chef, — après de nombreuses difficultés, cela s'arrangea aussi avec la Bavière, et à un moment donné une seule chose manquait encore ; il est vrai que c'était la chose essentielle. Je vis une voie, j'écrivis une lettre..., et puis, un fonctionnaire de la cour eut, en cette circonstance, un grand mérite. Il a fait l'impossible. En six jours, il fut de retour de ce voyage sans chemins de fer, dans les montagnes, au château où se trouvait le Roi H.... et avec cela sa femme était encore malade. Oui, ce fut beaucoup de sa part. »

Dans le cours de la conversation, on parla de l'arrestation de Jacoby, et le Chef observa : —

« — Au reste, Falkenstein s'est conduit fort raisonnablement ; par cette mesure il fut cause que nous ne pûmes convoquer le Landtag quatre semaines plus tôt, car il ne voulut point remettre Jacoby en liberté, quand je l'en priai. S'il l'avait mangé comme côtelette de rhinocéros, cela m'eût été égal.... mais l'enfermer! il n'avait là qu'un vieux Juif maigre. D'autres ne voulaient rien savoir non plus de mes observations, de sorte que nous dûmes attendre ; car le Landtag eût été dans son droit en exigeant la mise en liberté du prisonnier. »

Une association d'idées amena la conversation de Jacoby à Waldeck, et le Chef traita ce dernier ainsi : —

« — Mêmes dispositions que Favre, toujours conséquent, fidèle aux principes, fixé dès l'abord sur sa manière de voir et son but; avec cela figure imposante, barbe blanche respectable, phrases prononcées d'un ton convaincu, même quand il s'agit de détails, tout cela en imposait. D'un ton de profonde conviction il tint un discours sur ce fait que la cuillère que voici se trouve dans cè verre, et proclama que celui qui n'en conviendrait pas serait un scélérat, et tout le monde le crut, et on a loué sur tous les tons sa manière énergique de penser.

Mardi, 31 *Janvier*. — De bonne heure télégraphié différents petits succès dans les départements du Sud-Est, où provisoirement l'armistice n'est pas entré en vigueur. Le Roi de Suède a tenu un discours belliqueux. Pourquoi, ô Dieu ! Je rédige deux articles sur l'ordre du Chef, puis un troisième sur les souffrances endurées pendant le siège par un nombre considérable d'innocentes familles allemandes qui, pour une raison quelconque, sont restées à Paris après l'expulsion, et j'y mentionne d'une manière élogieuse le mérite que s'est acquis l'ambassadeur des Etats-Unis, Washburne, en adoucissant le sort de ces malheureux. Il a réellement fait des choses fort dignes de reconnaissance et ses employés lui ont prêté un fidèle concours.

Ces messieurs de Paris sont de nouveau ici, y compris Favre, qui prie instamment Gambetta, par télégramme, de céder. Il est à craindre que celui-ci ne le fasse pas. Le préfet de Marseille, du moins, est monté sur ses grands chevaux, et de cette hauteur il a envoyé au pauvre Favre cette bourrade : *Je n'obéis pas au capitulé de Bismarck. Je ne le connais plus.* C'est fier, plein de sentiment, mais loin du combat il est facile de se battre. On ne sait encore rien de certain de Bourbaki ; s'est-il tué ou simplement blessé ? En tout cas, son armée est dans une mauvaise situation. Il en a sans doute été d'elle comme des autres créations du dictateur de Tours.

Nos Français dînent de nouveau avec le Chef. Je mange avec Wollmann à l'*Hôtel des Réservoirs* où nous trouvons, entre autres personnes, la marquise d... T... qui banquette en compagnie de quelques jeunes lieutenants. C'est une dame blonde, maigre, ayant beaucoup vécu, que nous avons déjà souvent rencontrée dans la

rue et dans le parc, avec ses chiens. Elle est venue de Londres et sert sous la croix de Genève.

Nous avons de nouveau plusieurs degrés de froid. Bucher m'apprend au thé que le Chef s'est exprimé fort sévèrement au sujet de Garibaldi, le vieux fantoche, lorsque Favre l'a appelé un héros. Le soir, Duparc vient chez le Ministre. Après dix heures, celui-ci descend et se met à causer avec nous. Il reparle d'abord du peu d'esprit pratique des Français qui ont travaillé avec lui ses jours-ci. Deux ministres, Favre et le Ministre des Finances, Magnin, qui cette fois est sorti avec lui, se sont, dit-il, occupés une bonne demi-heure à déchiffrer une dépêche. Il profita de l'occasion pour parler des Français en général et de toutes les races latines en les comparant aux races germaniques.

« — La race allemande-germanique, — dit-il, — est pour ainsi dire le principe mâle qui traverse l'Europe en la fécondant. Les peuples slaves et celtiques sont le sexe féminin. Le premier principe s'avance au Nord, jusqu'à la Mer du Nord, à l'Ouest, jusqu'à l'Angleterre. »

Je me permis d'observer : —

« — Jusqu'en Amérique, jusqu'à l'Ouest des Etats-Unis, où nos nationaux constituent aussi la meilleure partie de la population et exercent une influence sur les mœurs.

— Oui, ce sont là les enfants, les fruits de notre race, — répondit le Chef. — Les Français n'ont eu quelque importance que tant qu'ils étaient gouvernés par les Francs. La Révolution de 1789 a été le renversement de l'élément germanique par le celtique, et que voyons-nous depuis? Et en Espagne... tant que le sang goth prévalut, et dans l'Italie du Nord, où les Germains jouaient également autrefois le rôle principal. A la disparition de cet élément, il n'y eut plus rien. Il n'en est pas autrement en Russie où les Varangiens-Teutons ont, au début, été réunis par les Rurick. Si, dans ce pays, les nationaux l'emportent sur les Allemands qui y sont établis et sur les habitants des provinces de la Baltique, il leur sera impossible de se maintenir en un Etat convenable. Il en est de même des Allemands s'ils ne sont pas mêlés : ainsi, dans le Sud et l'Ouest, quand ils étaient laissés à eux-mêmes, il n'y avait que des chevaliers de l'Empire, des villes de l'Empire, des villages de l'Empire, tous indépendants les uns des autres, formant une masse flottante. Les Allemands ne sont bons que lorsqu'ils sont unis par la haine ou la force; ils sont excel-

lents, irrésistibles, invincibles ; mais autrement, ils veulent agir chacun à sa tête. En définitive, l'absolutisme bienveillant, juste, raisonnable, est la meilleure forme du gouvernement. Où cet élément n'existe pas, tout se détraque ; l'un veut ceci, l'autre veut cela, et c'est une éternelle hésitation, un éternel arrêt. Mais nous n'avons pas de véritables absolutistes. Ils s'en vont, l'espèce en est perdue.... »

Je me permis de raconter qu'étant petit enfant, je m'étais représenté le Roi comme celui qui est figuré sur les cartes allemandes avec la couronne, l'hermine, le globe, et le sceptre, raide, bigarré, et toujours semblable à lui-même, et que je fus fort désappointé, lorsqu'un jour, ma bonne me conduisit à la promenade entre le château de Dresde et l'église catholique et me montra le Roi Antoine, ce petit vieillard boiteux et cassé.

« — Oui, dit Le Chef, — les paysans chez nous se font aussi de singulières idées. On disait que nous étions réunis, quelques jeunes gens, dans un lieu public, et que nous avions dit quelque chose contre le Roi, qui était présent, mais incognito. Alors, il se serait levé, aurait écarté son manteau et montré la croix sur sa poitrine. Les autres, ajoutait-on, furent effrayés, mais moi je n'y fis pas attention et je le traitai grossièrement. Il m'aurait alors condamné à dix ans de prison, avec défense de me raser, or, à ce moment, je portais la barbe : c'était une habitude que j'avais prise en France, en 1842, et, l'on dit que chaque année, dans la nuit de la Saint Sylvestre, le bourreau venait me la couper. C'étaient de riches paysans et, au reste, nullement sots, qui me racontèrent cela et ils le firent non point parce qu'ils me voulaient du mal, mais tout naïvement, en manifestant leur pitié pour ce jeune homme... »

Ce conte amena la conversation sur les fables qui, de nos jours encore, prennent naissance, qui n'ont que peu ou point de fondement dans les faits réels, et je demandai à ce sujet : —

« — Peut-on savoir, Excellence, s'il y a quelque chose de vrai dans l'histoire de brasserie qui rapporte que, dans une taverne de Berlin, vous avez cassé la tête d'un individu parce qu'il avait injurié la Reine ou parce qu'il n'avait pas voulu trinquer avec vous à sa santé?

— Oui, — répondit-il, — mais elle se passa tout autrement, et la politique n'y fut pour rien. Un soir, je rentrai fort tard, ce doit être en 1847; je rencontrai un individu qui avait trop bu et voulait

me chercher querelle. J'arrêtai ce mauvais plaisant et je reconnus une vieille connaissance. C'était — je crois ce qu'il me dit — dans la Rue des Chasseurs. Nous ne nous étions pas vus depuis longtemps, et lorsqu'il me proposa de venir au... il me dit le nom, je le suivis, bien qu'il en eût déjà assez. Mais dès qu'on nous eût servi notre bière, il s'endormit. Or, il y avait à côté de nous un groupe de personnes, parmi lesquelles s'en trouvait une ayant bu plus qu'elle n'en pouvait supporter. Ces gens faisaient beaucoup de bruit. Je bus tranquillement ma bière. Mais l'ivrogne s'irrita de me voir si tranquille et commença à me quereller. Je me tus, et cela ne le rendit que plus irascible. Il me querella plus fort. Je tenais à éviter toute dispute, mais je ne voulais pas non plus sortir, car on aurait cru que j'avais peur. Cela le vexa, il vint à ma table et me menaça de me jeter son verre de bière au visage, alors je trouvai que c'en était trop. Je lui dis de passer son chemin, et comme il fit mine de jeter le verre, je lui donnai, sous le menton, un coup qui le fit tomber tout de son long et l'envoya rouler à travers toute la salle, contre le mur opposé, en brisant la chaise et le verre. Survint la patronne à laquelle je dis de se tranquilliser, que je payerais la chaise et le verre. Quant aux autres, je leur dis : « — Vous voyez, messieurs, que je n'ai point cherché de querelle, et vous êtes témoins que je me suis retenu aussi longtemps que possible, mais on ne peut cependant pas exiger qu'on se laisse jeter sur la tête un verre à bière, quand on est tranquillement assis. Si monsieur a perdu à cela une dent, je le regrette, mais j'étais forcé de défendre ma peau. D'ailleurs, si quelqu'un veut en savoir plus long, voici ma carte. » Il arriva que c'étaient des gens fort raisonnables qui étaient à peu près de mon avis. Ils étaient fâchés contre leur camarade et me donnèrent raison. Plus tard, j'en rencontrai deux à la Porte de Brandebourg. Je leur dis : « Vous étiez là, n'est-ce pas, messieurs, quand j'eus cette affaire à la brasserie de la Rue des Chasseurs. Que lui est-il donc arrivé ? Je regretterais qu'il en eut éprouvé quelque dommage. » On avait été obligé de le transporter dehors. « Oh ! dirent-ils, il se porte très bien et ses dents se sont raffermies. Il s'est tenu coi et a beaucoup regretté la chose, car il venait d'entrer au service pour faire son année comme médecin, et il aurait été très fâché que l'affaire se fût ébruitée et fût venue aux oreilles de ses supérieurs. »

Le Chef raconta ensuite qu'étant étudiant à Gœttingue, il eut,

en trois semestres, vingt-huit duels et s'en était toujours bien tiré.
« — Mais une fois cependant Votre Excellence a été touchée, — dis-je. — Comment s'appelait donc le petit Hanovrien ?... Biedenfeldt. —
— Biedenwerg, répondit-il, — et il n'était pas petit du tout, presque aussi grand que moi. Mais cela vint uniquement de ce que sa lame, qui était probablement mal vissée, me sauta à la figure et y resta enfoncée ; à part cela, je n'ai jamais rien eu. Une fois, cependant, j'en fus bien près à Greifswald. On avait introduit une singulière coiffure qui ressemblait aux filtres de feutre dont on se sert pour passer le café, et les épées avaient des gardes en forme de cloches auxquelles je n'étais pas habitué. Mais je m'étais mis en tête de lui couper le bout de son filtre à café, ce qui fait que je me découvris et le coup qu'il me porta siffla tout auprès de ma figure, mais je me baissai à temps. »

MERCREDI, 1er *Février*. — De bonne heure, ciel clair, pluie légère et verglas. Au déjeuner, on raconte que Gambetta a consenti à l'armistice, mais s'est étonné que les Français aient été encore attaqués par nous dans le Sud-Est. Favre, en effet, dans son ignorance des affaires, a omis de lui télégraphier que la guerre continue de ce côté, et cela, soit dit en passant, sur son propre désir. Au déjeuner, nous avons des hôtes, car nous sommes honorés de la visite du conseiller intime Scheidtmann, du Ministre des Finances, un monsieur quelque peu singulier, de celle du comte Doenhoff (le bleu et le beau, non pas le rouge et le gros), et enfin, de celle de « mon cousin, le comte York ». On dit qu'aujourd'hui les Français ne viendront pas.

Cette dernière nouvelle était fausse. A une heure, arriva Favre, pour travailler quelques heures avec le Chef. Dans l'intervalle, je me rendis avec L. par Ville-d'Avray et le parc de Saint-Cloud à la ville du même nom, ou plutôt au monceau de ruines que l'incendie qui y sévit depuis plusieurs jours avec rage, en a laissé. En même temps, j'emportai l'agréable nouvelle de la capitulation de Belfort et du passage, en Suisse, du reste de l'armée de Bourbaki, environ quatre vingt mille hommes, sous le commandement de Clinchant, de sorte que, de ce côté aussi, la guerre est terminée. Bismarck-Bohlen m'a communiqué cette nouvelle sur l'escalier. Dans le parc de Saint-Cloud, nous vîmes, immédiatement derrière la grille, sous les arbres, à gauche, un petit cimetière improvisé avec dix ou douze monticules renfermant les soldats allemands

tombés en cet endroit; plus loin, nous rencontrâmes quelques tombes de nos soldats, devant une tranchée et un parapet qui coupaient la route. Sous un pont, dont la voûte avait fait de la route une sorte de tunnel, les troupes s'étaient arrangé des demeures comme dans une casemate. A l'entrée de la ville, au bord du bois, on avait construit, à droite et à gauche, contre un mur, des blockhaus, derrière lesquels s'étendait une longue rangée de petites élévations sur lesquelles on montait pour tirer par-dessus. La ville consiste d'abord en larges rues de villas, séparées les unes des autres par de grands intervalles et entourées de jardins; plus loin, on trouve des rues plus étroites, dont les maisons, à plusieurs étages, se touchent et s'étendent jusqu'à la Seine, le long de la colline. Les villas étaient, presque sans exception, réduites à leurs murs, ou un amas de décombres. De celles qui avaient été d'une construction plus légère, il ne restait qu'une couche de tuiles, de débris d'ardoises, de monceaux de plâtre et de charbons. Dans les rues, où les maisons étaient plus serrées, les murs des façades étaient seuls restés, et même, ils s'étaient effondrés en divers endroits, en enfonçant les planchers des différents étages. Sur les restes des planchers, on voyait parfois encore, des secrétaires, des commodes, des rayons, des tables de toilette, etc., et aux murs, des tableaux et des glaces. Des façades entières, de trois étages, étaient étendues dans les rues principales, et dans les rues voisines, d'autres menaçaient de tomber. De tous côtés, c'étaient des débris fumants; dans trois ou quatre bâtiments, des petites languettes de flammes s'élevaient de la toiture et des boiseries des murs. L'église, qui est neuve et construite dans le style gothique, était intacte, sauf quelques trous dans la toiture. Tout autour, la ruine, effroyable image des rigueurs de la guerre! Du haut de la ville détruite, on jouissait d'une belle vue, sur la vallée de la Seine, sur le pont, dont on avait fait sauter une arche, et sur la partie méridionale de Paris, avec le Bois de Boulogne. Nous ne nous arrêtâmes pas à ce spectacle, mais nous nous rendîmes rapidement au château qui avait été avant la guerre la résidence d'été de Napoléon, mais qui maintenant était aussi en ruines : les obus français l'avaient réduit en cet état..... Seuls les murs extérieurs et quelques-uns des murs intérieurs étaient restés debout. Nous grimpâmes sur ces ruines, montant par-dessus les toitures et les plafonds effondrés, de chambre en chambre, aussi loin que nous n'eûmes point à craindre d'é-

boulement, et nous emportâmes comme souvenirs des fragments des chapiteaux de marbre épars et des statues mutilées.

En revenant vers Saint-Cloud, nous rencontrâmes, à différentes reprises, des troupes de gens chargés de lits et d'objets de ménage qui venaient de Paris, et s'en retournaient dans leur village, et, près de Ville-d'Avray, nous croisâmes une compagnie d'artillerie prussienne qui se rendait au Mont-Valérien. A mon retour, vers six heures, à la Rue de Provence, je trouvai le Chef déjà à table. Il n'y avait point d'étrangers. Quand j'entrai, le Chef parlait précisément de Favre, et disait :

« — Je crois qu'il est sorti aujourd'hui, uniquement pour cela. J'entends, à cause de notre discussion d'hier, où je n'ai pas voulu reconnaître que Garibaldi est un héros. Evidemment, il craignait pour lui parce que je ne l'avais pas compris dans l'armistice. En véritable avocat, il en avait appelé à l'article Ier, mais je lui dis : « — Oui, cela est la règle, mais ensuite viennent les exceptions, et il est de ce nombre. Qu'un Français prenne les armes contre nous, je le comprends, il défend son pays et en a le droit. Mais cet aventurier, avec sa république cosmopolite et sa bande de révolutionnaires de tous les coins de l'univers, je ne lui reconnais pas ce droit. » Il demanda ensuite ce que nous ferions de lui, s'il devenait notre prisonnier. « — Oh! dis-je, nous le ferons voir pour de l'argent. »

Il demanda ensuite : —

« — Où est donc Scheidtmann? »

On le lui dit.

« — Je m'étais souvenu de lui dans cette affaire (celle des deux cents millions que Paris doit payer comme contribution), pour qu'il me prêtât son concours de juriste. Il est bien juriste, n'est-ce pas? »

Bucher répondit que non, qu'il n'avait pas précisément fait d'études, qu'il avait été d'abord commerçant, etc.

« — Eh bien! Bleichroeder ira le premier au combat. Il faut qu'il entre de suite dans Paris, qu'il se mette en rapport avec ses collègues, et parle aux banquiers pour savoir comment on s'arrangera. Il veut bien venir?

— Oui, — dit Keudell, — dans quelques jours.

— Je vous en prie, télégraphiez-lui que nous avons de suite besoin de lui. Puis, viendra Scheidtmann, il sait le français, n'est-ce pas? »

On ne sut pas le lui dire.

« — Comme trésorier, je pense que nous prendrons Henckel. Il est chez lui, à Paris, et est connu des financiers. Nous avons l'habitude, à la Bourse, de ponter sur les heureux joueurs, me dit un jour un grand financier, et si nous pontons sur quelqu'un, c'est sur le comte Henckel. »

Plus tard, la conversation roula sur l'histoire du développement de la question allemande, et le Chef observa entre autres : —

« — Je me rappelle qu'il y a trente et des années, à Gœttingue, je pariai avec un Américain qu'en vingt ans l'Allemagne serait unie. Nous pariâmes vingt-cinq bouteilles de champagne, que devait donner le gagnant. Le perdant devait passer la mer. Je me souvins de ce pari en 1853, et voulus faire la traversée; mais, m'étant informé, j'appris qu'il était mort. Il avait du reste un nom qui ne promettait pas une longue vie : Coffin, cercueil. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que déjà, en 1833, j'avais la *pensée* et *l'espoir*, qui depuis s'est vérifié avec l'aide de Dieu, bien qu'à ce moment je fusse en état d'hostilité avec ceux qui voulaient cela. »

Finalement, le Chef déclara qu'il croyait à l'influence de la lune sur la croissance des cheveux et des plantes. Il avait été conduit à cela par les félicitations que, par plaisanterie, il avait adressées à Abeken.

« — Vous paraissez deux fois plus jeune, monsieur le conseiller intime, — dit-il. — Si j'étais votre femme !... C'est que vous vous les êtes fait couper à temps, pendant la croissance de la lune. C'est comme pour les arbres, si on veut qu'ils croissent de nouveau, on les taille pendant le premier quartier, mais si on veut les faire dessécher, on les abat pendant le dernier quartier. Le tronc meurt plus vite de la sorte. Il y a des gens qui n'y croient pas; des savants, et même l'Etat s'y conforment dans les règlements, bien qu'ils ne l'avouent pas franchement. Aucun forestier n'aura l'idée de couper, pendant le décroissement de la lune, un bouleau dont il attend de nouveaux rejetons. »

Le soir, lu une infinité de pièces relatives à l'armistice et à l'approvisionnement de Paris; il s'y trouve beaucoup de singulières lettres de Favre, qui a une écriture élégante et facile à lire. Dans une lettre il est dit que Paris n'aura de la farine que jusqu'au 4 Février, et après, uniquement de la viande de cheval. Moltke est prié par lettre de ne pas traiter Garibaldi sur le même pied que les

Français et d'exiger en tous cas qu'il dépose les armes. Cela, lui écrit-on, est désiré par le Ministre pour des raisons politiques. On a envoyé en Alsace l'ordre de ne point troubler les élections pour l'Assemblée de Bordeaux, qui doit se prononcer pour la paix ou la continuation de la guerre, comme aussi sur les conditions des derniers traités; on doit les ignorer. Dans les provinces occupées par nous, les maires, et non les préfets, conduiront les élections. Dans les ordres émanés de Paris à ce sujet, il est dit: « Les maires des « chefs-lieux des départements se mettront en rapport avec les « maires de l'arrondissement, et ceux-ci avec les maires des chefs- « lieux de cantons, et des communes. Ils leur feront connaître le « jour fixé pour les élections des députés à l'Assemblée Nationale. « Le maire de chaque commune enverra à chaque électeur inscrit « la carte avec laquelle il votera. En cas d'absence de carte, l'é- « lecteur inscrit sera autorisé à voter après qu'on aura constaté « son identité. Le maire du chef-lieu fixera le nombre et les délimi- « tations des circonscriptions électorales. L'élection aura lieu au « scrutin de liste, à la majorité relative. A cause des difficultés « amenées par la guerre, ces élections seront valables quel que « soit le nombre des votants. »

Les membres Parisiens du gouvernement français ont rendu le décret suivant, le 29 Janvier : —

« Considérant que dans les circonstances actuelles il importe de « laisser aux électeurs toute la liberté de leur vote, en tant qu'il est « l'expression exacte de la volonté nationale, le gouvernement de la « Défense Nationale décrète ce qui suit : Les articles 81 à 90 de la « loi du 15 Mars 1849, à l'exception du paragraphe 4 de l'article 82 « et du paragraphe 5 de l'article 85, ne sont point applicables aux « élections à l'Assemblée Nationale. En conséquence, ne sont pas « éligibles les préfets et sous-préfets dans le département où ils « exercent leurs fonctions. »

JEUDI, 2 *Février*. — Le temps est clair et doux comme si le printemps commençait déjà. De bonne heure je suis appelé chez le Chef. Il me dit de télégraphier que quatre-vingt mille hommes de l'armée de Bourbaki ont passé en Suisse près de Pontarlier, et que huit mille seulement ont réussi à s'échapper vers le Sud. Plus tard, je suis rappelé pour attirer l'attention et dire mon avis sur une circulaire de Clément Laurier, qui est derrière Gambetta, aussi bien

dans la presse locale que dans celle d'Allemagne. Cette circulaire vient de nous parvenir par voie télégraphique. Je fis, en conséquence, l'article suivant :

Le 31 Janvier, après que la conclusion du traité du 28 Janvier fut connue à Bordeaux, une circulaire signée C. LAURIER, a été adressée aux préfets. Il y est dit : —

« La politique suivie et défendue par le ministre de l'intérieur et de la guerre « reste la même : guerre à outrance, résistance jusqu'à complet épuisement. En « conséquence, il en appelle à toute votre activité pour maintenir le bon esprit « parmi les populations. La durée de l'armistice doit être utilisée pour pourvoir « nos armées d'hommes, de munitions, et de vivres. Il faut à tout prix rendre l'ar- « mistice profitable, et nous sommes en mesure de le faire. En un mot, jusqu'aux « élections, il ne se produira rien qui ne nous soit avantageux. Ce dont la France « a besoin, c'est d'une représentation qui veuille la guerre et soit décidée à la « faire dans tous les cas. »

Telle est la circulaire signée de Laurier. Pour des gens raisonnables, elle se juge d'elle-même, nous pourrions donc nous abstenir de tout commentaire. Il importe cependant de remarquer que les autorités allemandes ont donné au traité du 28 Janvier, quant à son exécution, une signification fort généreuse et fort douce. Elles ont tenu compte bien au delà des conventions du 28 Janvier, des observations faites par le gouvernement de Paris. Elles ont laissé entièrement libres les élections de l'Assemblée Nationale qui, à Bordeaux même, décidera de la question de la paix ou de la guerre. Malgré cela, les représentants de l'autorité à Bordeaux continuent à prêcher la guerre à outrance, et exercent ouvertement une pression en vue de l'élection de députés qu'ils espèrent voir voter pour la guerre et pour l'épuisement total de la France. Ce procédé ne serait-il point de nature à amener les autorités allemandes à se demander si la générosité qu'elles apportent dans leur manière d'envisager les engagements de la France était bien à sa place, et s'il ne fallait point lui substituer une interprétation plus rigoureuse des conventions du 28 Janvier.

Pour ce qui est des trois armées, dont parle M. Laurier, nous ferons remarquer que l'armée de Bourbaki étant ou prisonnière ou réfugiée en Suisse, il ne reste à la France que les restes de deux armées. Mais qu'on compare enfin la circulaire de M. Laurier avec l'extrait suivant du *Daily Telegrah*, sur les idées de M. Gambetta touchant la situation actuelle de la France et ce qu'elle doit faire. Le correspondant anglais dit : —

La conversation se porta ensuite sur la guerre en général, et ayant demandé si après la prise de Paris, la guerre serait terminée, Gambetta répondit que la prise de Paris ne serait d'aucune importance pour la suite de la guerre, si la Prusse maintient ses prétentions. Je parle ici, continua-t-il, non en mon nom, ni en celui de la Délégation de Bordeaux; je ne fais que réitérer l'inébranlable décision de mes collègues de Paris et d'ici, de continuer la guerre quelles que puissent être

les dépenses et les conséquences. Si Paris tombe demain, il aura fait noblement son devoir vis-à-vis de la France ; mais je ne puis croire que Paris se rendra jamais. Je crois que les habitants brûleraient la ville et en feraient un second Moscou, plutôt que d'autoriser l'ennemi à en prendre possession. Mais admettons un moment que la capitulation ait néanmoins lieu. Dans ce cas, il faudrait continuer la lutte dans les provinces. Sans compter l'armée de Paris, nous avons actuellement un demi-million d'hommes sur pied, et de plus deux cent cinquante mille hommes prêts à se rendre à l'armée ou à quitter leurs dépôts. Nous n'avons même point encore touché au contingent de 1871, et nous n'avons point encore appelé les hommes mariés. Le contingent nous donnera trois cent mille conscrits, et la dernière mesure nous donnera deux millions d'hommes valides. Il nous arrive des armes de toutes parts, nous ne manquons point non plus d'argent. La nation, quels que soient les partis politiques, est avec nous, et il s'agira simplement de savoir qui est le plus puissant et le plus persévérant de notre peuple ou du peuple allemand. Non, poursuivit-il, en frappant violemment de son poing sur son bureau, je considère comme une impossibilité mathématique que, si nous nous montrons persévérants, l'ennemi qui nous a envahi ne soit finalement chassé de France. Toutes les vingt-quatre heures ne sont pour nous qu'un jour, mais chaque heure chez nos voisins augmente les difficultés. L'Angleterre a commis une grande faute en ne s'interposant pas plus tôt, et en ne déclarant pas qu'elle considérait comme un cas de guerre qu'on franchit une certaine limite.

Peu après une heure, les Français reviennent, mais le Chef est sorti à cheval avec le Ministre de la Guerre. On présume qu'ils sont allés visiter un fort ou un panorama, car ils ont emporté des longues-vues. J'eus la visite de Gerstacker et de Duboc ; j'accompagnai ce dernier, qui est correspondant dans le camp des Saxons, au parc du château. Au retour, j'apprends que le Chef était à Saint-Cloud et qu'on attendait les Français, pendant ce temps, dans notre parc.

A table, nous eûmes Odo Russell et un Monsieur grand et fort, en uniforme bleu foncé ; on me le présenta comme étant le comte Bray, fils du ministre, il avait fait partie de l'ambassade de Bavière à Berlin. Le Chef dit à Odo Russell : —

« — Les journaux anglais et quelques journaux allemands ont blâmé ma lettre à Favre et l'ont trouvée trop forte. Mais lui-même ne paraît pas être de mon avis. Il m'a dit en propres termes : « — Vous avez eu raison de me rappeler à mon devoir ; je ne devais pas sortir avant que tout ne fût fini. »

Là-dessus le Ministre loua ce désintéressement. Il répéta ensuite que nos Parisiens ne sont point du tout pratiques, et qu'ils nous demandent sans cesse d'être leurs aides et leurs conseillers. Il ajouta qu'ils commençaient à faire mine de vouloir demander des modifications aux conventions du 28 Janvier. En dehors de Paris, il paraît qu'on montre peu de bonne volonté pour aider à l'appro-

visionnement, l'administration du chemin de fer de Rouen à Dieppe, par exemple, sur lequel on comptait, dit que le matériel de transport lui fait défaut; que les locomotives ont été démontées et transportées en Angleterre. Gambetta a encore une conduite ambiguë, mais il paraît songer à continuer la guerre.

« — Il est nécessaire — poursuivit le Chef, — que la France ait bientôt un gouvernement régulier ; s'ils ne réussissent pas à en former un rapidement, nous leur donnerons un souverain. Tout est prêt dans ce but. Amédée est arrivé à Madrid comme Roi d'Espagne, avec un sac de voyage à la main, et pensait que cela pourrait aller ainsi ; le nôtre arrive immédiatement avec une suite, des ministres, des cuisiniers, des chambellans... et une armée. »

On en vint à parler de la fortune de Napoléon, qu'on disait tantôt très considérable, tantôt insignifiante. Odo Russell mit en doute son importance. Il dit que du moins l'Impératrice ne pouvait point posséder grand'chose, car elle n'a déposé que six *mille livres* à la Banque d'Angleterre. On dit ensuite que *Maltzahn était* entré dans Paris mais n'en était point encore revenu ; le Chef dit alors : —

« — Pourvu qu'il ne soit rien arrivé à ce gros monsieur. »

Il raconta ensuite qu'il avait rencontré aujourd'hui sur la route de Saint-Cloud un grand nombre de gens portant de la literie et des objets de ménage; il dit que c'étaient sans doute des habitants des villages voisins, mais ils ne pouvaient point être venus de Paris.

« — Les femmes paraissaient, — observa-t-il, — fort aimables ; quant aux hommes, aussitôt qu'ils eurent aperçu les uniformes, ils firent des mines sombres et prirent une attitude héroïque. Cela me rappelle qu'à l'ancienne armée napolitaine, il y avait un commandement qui chez nous correspond au Arme droite pour l'attaque ! et qui était : *Faccia feroce !* c'est-à-dire faites une figure féroce ! Tout chez les Français est attitude superbe, parole pompeuse, mine imposante comme au théâtre. Pourvu que l'extérieur ait bonne apparence et ressemble à quelque chose, le fond est indifférent. Il en est comme avec ce bourgeois et propriétaire de Potsdam qui me dit un jour qu'un discours de Radowitz l'avait impressionné et ému profondément. Je lui demandai s'il pouvait m'indiquer un passage l'ayant particulièrement touché et lui ayant paru particulièrement beau. Il ne sut m'en indiquer aucun. Je pris alors le discours et lui demandai, après l'avoir lu en entier, quel avait donc

été ce passage touchant; et il arriva qu'il ne s'y trouvait absolument rien ni de touchant ni d'élevé. C'avait été en définitive uniquement la mine, le maintien de l'orateur, qui faisait croire qu'il exprimait les choses les plus profondes, les plus grandes, et les plus saisissantes, le regard penseur, l'œil méditatif, la voix vibrante et grave produisaient cette illusion. Il en était de même de Waldeck, bien qu'il ne fût point aussi intelligent, ni d'un extérieur aussi distingué. Chez lui, c'étaient plutôt la barbe blanche et la force de la conviction. Le don de l'éloquence a gâté bien des choses dans la vie politique. Il fait dépenser beaucoup de temps, car tous ceux qui croient le posséder veulent avoir la parole alors même qu'ils n'ont rien de nouveau à dire. On parle trop en l'air et trop peu de la chose en question. Tout est arrangé d'avance entre les différents groupes, de sorte qu'on parle uniquement pour montrer au public ce que l'on sait et aussi pour les journaux dont on attend les éloges. On en viendra à considérer l'éloquence comme une qualité nuisible au bien public, et on la réprimera si elle se donne carrière dans de trop longs discours. Mais il y a quelqu'un, — poursuivit-il, — qui ne pratique pas du tout l'éloquence et qui cependant a fait plus qu'aucun autre pour la chose allemande, c'est le Bundesrath. Je me rappelle, il est vrai, qu'il faillit donner dans ce travers, mais je coupai court à la chose, je leur dis à la fin à peu près ceci : « — Messieurs, nous n'avons que faire d'éloquence et de discours amenant la persuasion, car chacun de vous apporte en arrivant sa persuasion en poche avec ses instructions. Cela ne fait qu'occasionner des pertes de temps. Je pense que nous devrions nous borner ici à exposer les faits. » Il en fut fait ainsi. Personne ne tint plus de longs discours. Par contre les affaires allaient plus vite et le Bundesrath a fait réellement beaucoup. »

Le soir, lu des dépêches et des copies. Ensuite rédigé et expédié deux télégrammes. L'un sur la situation de Belfort et les trois départements du Sud-Est, l'autre sur les difficultés de l'approvisionnement de Paris.

VENDREDI, 3 *Février*. — Temps froid et humide. Comme le Chef est occupé dans la matinée je retourne à Saint-Cloud avec Wollmann; les ruines en sont encore fumantes et exhalent une odeur d'incendie; de là nous nous rendons en voiture jusqu'aux premières maisons de Suresnes au pied du Mont-Valérien. Nos sentinelles se

trouvent encore au bord de la Seine, autrement tout présente un aspect pacifique et on est frappé du silence qui règne de l'autre côté du fleuve, bien qu'une grande ville se trouve tout près. Sur l'autre rive on ne voit pas une âme, seulement sur le fleuve on remarque un peu d'animation, car deux bateaux qui paraissent être des bateaux de pêcheurs, glissent sur l'eau.

Au déjeuner, Bucher raconte toutes sortes de choses caractéristiques sur Gladstone. A une heure je reçois la visite de Wachenhusen qui veut pénétrer dans Paris. A une heure moins un quart, on m'appela auprès du Chef. Après Laurier, Gambetta aussi a parlé et dans un sens très belliqueux et très autocratique. Le 31 Janvier il a adressé aux Français la proclamation et le décret suivants : —

Bordeaux, le 31 Janvier, 4 *heures*.

Intérieur a Préfets et Sous-Préfets,

Citoyens,

L'étranger vient d'infliger à la France la plus cruelle injure qu'il lui ait été donné d'essuyer dans cette guerre maudite, châtiment démesuré des erreurs et des faiblesses d'un grand peuple.

Paris inexpugnable à la force, vaincu par la famine, n'a pu tenir en respect plus longtemps les hordes allemandes. Le 28 Janvier, il a succombé ! La cité reste encore intacte, comme un dernier hommage arraché par sa puissance et sa grandeur morale à la barbarie.

Les forts seuls ont été rendus à l'ennemi. Toutefois Paris en tombant nous laisse le prix de ses sacrifices héroïques. Pendant cinq mois de privations et de souffrances il a donné à la France le temps de se reconnaître, de faire appel à ses enfants, de trouver des armes, et de former des armées, jeunes encore, mais vaillantes et résolues, auxquelles il n'a manqué jusqu'à présent que la solidité qu'on l'acquiert qu'à la longue. Grâce à Paris, si nous sommes des patriotes résolus, nous tenons en main tout ce qu'il faut pour le venger et nous affranchir.

Mais comme si la mauvaise fortune tenait à nous accabler, quelque chose de plus sinistre et de plus douloureux que la chute de Paris nous attendait. On a signé à notre insu, sans nous avertir, sans nous consulter, un armistice dont nous n'avons connu que tardivement la coupable légèreté, qui livre aux troupes prussiennes les départements occupés par nos soldats, et qui nous impose l'obligation de rester trois semaines pour réunir en repos, en les tristes circonstances où se trouve le pays, une Assemblée Nationale. Nous avons demandé des explications à Paris et gardé le silence, attendant pour vous parler l'arrivée promise d'un membre du gouvernement, auquel nous étions déterminés à remettre nos pouvoirs. Délégation du gouvernement, nous avons voulu obéir pour donner un gage de modération et de bonne foi, pour remplir ce devoir, qui commande de ne quitter le poste qu'après avoir été relevé ; enfin, pour prouver à tous, amis et dissidents, par l'exemple, que la démocratie n'est pas seulement le plus grand des partis, mais le plus scrupuleux des gouvernements. Cependant personne ne vient de Paris, et il

faut agir, il faut coûte que coûte déjouer les perfides combinaisons des ennemis de la France.

La Prusse compte sur l'armistice pour amollir, énerver, dissoudre nos armées; la Prusse espère qu'une Assemblée réunie à la suite de revers successifs et sous l'effroyable chute de Paris sera nécessairement tremblante et prête à subir une paix honteuse. Il dépend de nous que ces calculs avortent et que les instruments mêmes qui ont été préparés pour tuer l'esprit de résistance se raniment et s'exaltent.

De l'armistice faisons une école d'instruction pour nos jeunes troupes; employons ces trois semaines à préparer, à pousser avec plus d'ardeur que jamais l'organisation de la défense, de la guerre.

A la place de la Chambre réactionnaire et lâche que rêve l'étranger, installons une assemblée vraiment nationale, républicaine, voulant le rang et l'intégrité de notre pays, mais capable de vouloir aussi la guerre et prête à tout plutôt que d'aider à l'assassinat de la France.

FRANÇAIS!

Songeons à nos pères qui nous ont légué une France compacte et indivisible; ne trahissons point notre histoire, n'aliénons pas notre domaine traditionnel aux mains des barbares. Qui donc signerait? Ce n'est pas vous, légitimistes, qui vous battez si bien sous le drapeau de la République pour défendre le sol du vieux royaume de France; ni vous, fils des bourgeois de 1789, dont l'œuvre maîtresse a été de sceller les vieilles provinces dans un pacte d'indissoluble union; ce n'est pas vous, travailleurs des villes, dont l'intelligent et généreux patriotisme s'est toujours représenté la France dans sa force et son unité, comme l'initiatrice des peuples aux libertés modernes; ni vous enfin, ouvriers propriétaires des campagnes, qui n'avez jamais marchandé votre sang pour la défense de la révolution, à laquelle vous devez la propriété du sol et votre titre de citoyens.

Non, il ne se trouvera pas un Français pour signer ce pacte infâme, l'étranger sera déçu, il faudra qu'il renonce à mutiler la France, car tous animés du même amour pour la mère-patrie, impassible dans les revers, nous redeviendrons forts et nous chasserons l'étranger. Pour atteindre ce but sacré, il faut dévouer nos cœurs, nos volontés, notre vie, et, sacrifice plus difficile peut-être, laisser nos préférences. Il faut nous serrer tous autour de la République, faire surtout preuve de sang-froid et de fermeté d'âme. N'ayons ni passions, ni faiblesses, jurons simplement comme des hommes libres de défendre envers et contre tous la France et la République.

Aux armes!

Vive la France! vive la République!

LÉON GAMBETTA.

LES MEMBRES DE LA DÉFENSE NATIONALE, DÉLÉGUÉS POUR REPRÉSENTER LE GOUVERNEMENT ET EN EXERCER LES POUVOIRS,

Considérant qu'il est juste que tous les complices du règne qui a commencé par l'attentat du 2 Décembre pour finir par la capitulation de Sedan, en léguant à la France la ruine et l'invasion, soient frappés momentanément de la même déchéance que la dynastie à jamais maudite dont ils ont été les coupables instruments;

Considérant que c'est là la sanction nécessaire de la responsabilité qu'ils ont encourue en aidant et assistant avec connaissance de cause l'ex-Empereur dans l'accomplissement des divers actes de son gouvernement, qui ont mis la patrie en danger.

DÉCRÈTENT:

Article I. — Ne pourront être élus représentants du peuple à l'Assemblée Na-

tionale les individus qui, depuis le 2 Décembre 1851 jusqu'au 4 Septembre 1870, ont accepté des fonctions de ministre, sénateur, conseiller d'État, et préfet.

Art. II. — Sont également exclus d'éligibilité à l'Assemblée Nationale les individus qui, aux élections législatives qui ont eu lieu, depuis le 2 Décembre 1851 jusqu'au 4 Septembre 1870, ont accepté la candidature officielle et dont les noms figurent dans les candidatures recommandées par les préfets aux suffrages des électeurs et ont été publiés au *Moniteur officiel* avec les mentions : *Candidat du gouvernement, candidat de l'administration*, ou *candidat officiel*.

Art. III. — Sont nuls et de nullité absolue les bulletins de vote portant les noms des individus compris dans les catégories ci-dessus désignées. Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

CRÉMIEUX, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, amiral FOURICHON.

A propos de cette dernière condition j'ai, sur l'ordre du Chef, télégraphié à Londres et à Cologne que le gouvernement de Bordeaux a exclu des élections des classes entières de la nation, des ministres, des sénateurs, des conseillers d'Etat, tous ceux qui ont été autrefois candidats officiels; qu'ainsi a été justifiée la crainte exprimée par le Comte de Bismarck lors de la *négociation* de la convention du 28 Janvier, à savoir, que les *élections* ne seraient point libres. Dans cette crainte, le Chancelier avait proposé à ce moment de réunir le Corps Législatif, mais Favre n'y avait point consenti. Le Chancelier a protesté, dans une note, contre la décision de ces hommes, et l'Allemagne ne consentira à reconnaître qu'une assemblée librement élue, comme l'exige la convention.

Le Chef se rendit avec l'arrêté de Gambetta sur les élections auprès du Roi, pendant que se trouvait au salon le préfet de Police de Paris qui désirait lui parler. Le Chancelier ne revint pas pour le dîner, Abeken présida donc à notre repas auquel assistèrent Scheidtmann et le comte de Henckel.

A huit heures, appelé par le Chef, je reçus l'ordre d'envoyer au *Moniteur* un télégramme de Reuter daté de Bordeaux 2 Février; il est ainsi conçu : —

Les journaux *la Liberté, la Patrie, le Français, le Constitutionnel, l'Universel, le Courrier de la Gironde*, et *la Province*, publient une protestation contre la déclaration de la Délégation de Bordeaux, relative à la restriction de la liberté électorale ; ils disent qu'avant de publier cette protestation ils ont cru de leur devoir d'envoyer auprès de Jules Simon une députation de trois membres pour demander s'il n'avait pas été publié et inséré au *Journal officiel* une déclaration du gouvernement de Paris, relative aux élections. M. Jules Simon leur a répondu que ce décret existait en effet, qu'il était daté du 31 Janvier et avait été unanimement accepté par les membres du gouvernement; que du reste, il

ne contenait aucune restriction de l'éligibilité. L'inéligibilité des préfets dans leurs départements respectifs avait seule été maintenue. Les élections pour Paris étaient fixées au 5 Février et pour les départements au 8, les députés devant se réunir le 12. Sur l'ordre du gouvernement, le *Journal officiel* renfermant ces dispositions, a été envoyé dans les départements. Jules Simon, après avoir reçu un laisser-passer, est parti le matin même. A son arrivée à Bordeaux, Simon réunit les membres de la Délégation pour leur expliquer l'état des choses et à quatre heures du soir eut lieu une longue discussion. Jules Simon déclara aux représentants de la presse qu'il était décidé à persister dans l'exécution du décret du gouvernement de Paris, et les autorisa à publier ces déclarations. Les représentants de la presse, signataires de la protestation, n'ont donc qu'à attendre l'exécution du décret du gouvernement. Suivent les signatures. La dictature de Gambetta a donc vécu, son obstination ne trouve rien où s'appuyer.

Rappelé auprès du Chef, je télégraphie l'heureuse issue des batailles livrées par l'armée allemande, près de Pontarlier, sous le commandement de Manteuffel. Nous y avons fait deux mille prisonniers dont deux généraux et pris vingt neuf canons et deux drapeaux.

Le comte Herbert de retour d'Allemagne est arrivé ici. Il est près de son père à neuf heures.

Samedi, 4 *Février*. — Le temps est plus doux qu'hier. De bonne heure lu le courrier et des brouillons. Je vois que le Chef a protesté doublement contre la circulaire électorale de Gambetta : d'abord dans une dépêche adressée à celui-là même et puis dans une à Favre

La dépêche à Gambetta était ainsi conçue : —

Versailles, le 3 Février 1871.

A Monsieur L. Gambetta, a Bordeaux,

Au nom de la liberté des élections stipulée, par la convention d'armistice, je proteste contre les dispositions émises en votre nom pour priver du droit d'être élus à l'Assemblée Nationale des catégories nombreuses de citoyens français. Des élections faites sous un régime d'oppression arbitraire ne pourront pas conférer les droits que la convention d'armistice reconnaît aux députés librement élus.

(Signé) Bismarck.

Quant à la dépêche adressée à Favre, elle contient ceci outre un exposé succinct du décret de Gambetta : —

J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence si vous considérez ces

résolutions comme s'accordant avec la clause de la convention, en vertu de laquelle l'Assemblée Nationale doit sortir d'élections libres. Que Votre Excellence me permette de vous rappeler les négociations qui précédèrent la convention du 28 Janvier ; à ce moment déjà j'ai émis la crainte que dans les circonstances actuelles il serait difficile d'assurer l'entière liberté du vote. En raison de cette crainte, que la circulaire de M. Gambetta paraît aujourd'hui justifier, j'ai demandé s'il ne vaudrait pas mieux convoquer le Corps Législatif qui constitue une autorité légale, issue du suffrage universel. Votre Excellence s'y opposa, et me promit par des dépêches réitérées qu'aucune pression ne serait exercée et que les élections seraient entièrement libres. Je m'adresse à la justice de Votre Excellence, en vous priant de me faire savoir si cette exclusion de catégories entières de candidats s'accorde avec la liberté des élections, telle que l'a garantie la convention du 28 Janvier. Je crois pouvoir exprimer l'espoir de voir retirer ce décret, dont l'exécution me paraît en contradiction avec les clauses de la convention, et que le gouvernement de la Défense Nationale prendra les dispositions nécessaires pour l'exécution de l'article II de la convention. Nous ne pourrions reconnaître à des personnes élues d'après les dispositions de la *circulaire* de Bordeaux les droits que la convention d'*armistice garantit* aux membres de l'Assemblée Nationale.

Dès neuf heures arrivent deux officiers de la garde nationale, un jeune et un vieux, porteurs d'une lettre pour le Chef, peut-être la réponse de Favre.

Après dix heures le Chef me fit appeler pour me dire : —

« — On se plaint à Berlin que les feuilles anglaises sont beaucoup mieux renseignées que les nôtres, et que nous n'avons communiqué à ces dernières que peu de choses sur les négociations de l'armistice. Comment cela se fait-il ?

— Ah ! Excellence, — répondis-je, — cela vient de ce que les Anglais ont plus d'argent pour se trouver partout et se renseigner. Et puis, ils sont bien recommandés à de hauts personnages qui savent tout. Quant à moi, je n'ai pu rendre public des négociations que ce qui pouvait l'être.

— Eh bien ! — dit-il, — écrivez quelque chose là-dessus, et dites que les circonstances en sont cause, et non point nous. »

Je me permis ensuite de le féliciter au sujet de la lettre lui donnant le titre de citoyen d'honneur qu'on lui avait envoyée, et j'ajoutai la remarque que Leipzig est une bonne ville, la meilleure de Saxe, et qu'elle m'avait toujours été chère.

« — Oui, — reprit-il, — citoyen d'honneur... me voilà donc aussi Saxon.... et Hambourgeois, car, on m'en a envoyé une également de Hambourg ; je n'aurais pas espéré cela en 1866. »

Je voulus me retirer, mais il dit : —

« — Je me rappelle, — cela fait aussi partie des merveilles de notre époque.... Ecrivez donc, je vous prie, quelque chose de réussi sur ce singulier fait, que Gambetta, qui pendant si longtemps s'est donné comme le représentant de la liberté et a lutté contre l'intervention du gouvernement dans les élections, que celui-là même, maintenant qu'il est au pouvoir, viole de la manière la plus évidente la liberté électorale et exclue tous ceux qu'il croit n'être pas de son opinion. C'est toute la France administrative, à l'exception de treize républicains. Et que je sois forcé, moi, de rendre aux Français la liberté électorale malgré ce Gambetta et son aide et allié, Garibaldi, cela est pourtant aussi une circonstance singulière.

— Je ne sais pas, — dis-je, — si c'est avec intention mais dans votre protestation à Gambetta, il y a une antithèse fort curieuse, quand vous dites *au nom de la liberté des élections*, et puis, *les dispositions prises en votre nom pour priver des catégories entières du droit d'être élues*. On pourrait sans doute aussi faire remarquer cela ?

— Oui, — dit-il, — faites-le. Vous pouvez, — ajouta-t-il en souriant, — rappeler également ceci : Thiers, pendant les négociations, m'a appelé *barbare aimable* : actuellement on m'appelle à Paris, *barbare astucieux*, et maintenant on va peut-être m'appeler *barbare constitutionnel*. »

A titre de comparaison, j'insère ici un paragraphe sur les désignations du Comte de Bismarck qu'on trouva dans les journaux ou les livres français de 1870 à 1874. Ce paragraphe se trouvait dans un journal allemand, dont je ne puis citer le nom car il s'est perdu en le détachant de l'extrait auquel il était collé.

Il est conçu à peu près en ces termes : —

*
* *

Le Chancelier a dit de lui ce printemps au Reichstag, qu'il était l'homme le plus détesté de l'Europe, des bords de la Garonne à la Neva. Ce qui suit fera connaître le sentiment des principaux ennemis de Bismarck, les Français. Le Chancelier occupe dans l'esprit des Français la position d'Annibal dans celui des Romains. Si le grand Carthaginois a été l'incarnation de tout ce qui était préjudiciable au peuple des Quirites, les mêmes rapports existent entre Bismarck et les Français. Son nom est l'épouvantail de la France, comme le *Hannibal antè portas* était la terreur de Rome. Quoi qu'il arrive dans le monde qui soit un obstacle pour les Français, Bismarck en est l'instigateur ; inconsciemment on reconnait ainsi à cet homme si franchement détesté, des

qualités qui n'appartiennent à aucun être humain, l'ubiquité, l'omniscience, la toute-puissance. L'expression de la haine est d'ailleurs toujours mêlée d'un peu d'admiration inconsciente ; comme Biléam, les Français sont parfois obligés de bénir, tandis qu'ils voudraient maudire. Ordinairement, quand les feuilles françaises ne prennent pas précisément le Chancelier à partie, elles l'appellent tout simplement *Monsieur de Bismarck.* Cependant, elles n'ignorent pas toujours la haute situation qu'il a acquise ; quelquefois aussi, mais pas souvent, elles ont affaire au *Prince de Bismarck.* Le titre de prince leur rappelle déjà les services par lesquels il a été acquis, qui coïncident avec l'abaissement de l'orgueil français. En raison de sa situation administrative, il est pour ses amis de l'ouest des Vosges, le *Chancelier*, désignation à laquelle est joint en général un qualificatif, tel que *Prince-Chancelier*, *illustre Chancelier*, *Archi-Chancelier*, ou *Grand-Chancelier*. Pour ce qui concerne sa direction politique, les Français ne sont point tous du même avis et partagent des opinions diverses. On l'appelle tantôt *le défenseur des idées autocratiques*, tantôt le *Champion du libéralisme moderne et de la raison humaine*, ou encore *l'Apôtre du libéralisme.* Dans les journaux français, à tendances libérales, ces dénominations qui supposent dans Bismarck deux individualités différentes, se coudoient. Les journaux cléricaux et légitimistes s'expriment d'une manière plus conséquente : pour eux, il reste *ce révolutionnaire.* Les hautes qualités d'homme d'État du Chancelier sont généralement reconnues en France. Au point de vue politique, il est *l'illustre diplomate*, l'*homme de Biarritz*, ce qui doit signifier un grand succès, de même que *l'homme de Sedan*, une terrible défaite. Il est *habile*, le *Passe-partout*, la *Main-partout. Il voit dans les plus petites causes les moyens d'arriver à son but.* Si l'on veut rappeler la politique par laquelle il a vaincu la France, on dit de lui : *Il profite de nos embarras avec une science admirable; toujours il se fait admirablement valoir.* Vis-à-vis de la France innocente, qui jamais ne trouble la surface de l'eau, qui aime la paix, qui n'a d'autre prétention que celle de vivre et de prospérer en paix, il est *l'implacable Chancelier allemand.* Pour la politique intérieure et extérieure de Bismarck, le mot suivant, emprunté au parti progressiste, a cours : *l'homme de la force primant le droit.* Comme les journaux démocratiques allemands, les feuilles françaises parlent aussi de sa politique comme d'une politique de fer et de sang. *Il est l'auteur célèbre de cette politique de fer et de sang.* Et puis encore c'est le *machiavélique Chancelier.* En même temps on l'appelle *l'homme des nobles mœurs et de la crainte de Dieu*, ce qui a des prétentions à l'ironie. Comme on le sait, on ne se sert de cette expression que pour désigner la Prusse, mais dans l'esprit des Français, le pays s'est fait homme dans Bismarck ; Bismarck est le résumé de toutes les qualités de la Prusse, il en est le type, la quintessence, *le grand homme Prussien*, *le grand Prussien* ; cette expression est de *L'Union*, et c'est évidemment une imitation du Grand Turc. Car pour les ultramontains français Bismarck est plus ou moins que le Grand Turc ; il est pour eux l'incarnation du mauvais principe lui-même, l'antechrist *Belzébuth*, ce que la cléricale revue de la presse peut se vanter d'avoir découvert. Avec une envie, une jalousie mal déguisées, le *Constitutionnel* l'appelle

le *pivot de la société*. Si les Français veulent exprimer en un mot les immenses succès de Bismarck, ils l'appellent le *vainqueur de Sedan*, ou de même le *vainqueur de Sadowa*. Les victoires sur la France sont ignorées, n'existent point du tout comme telles ; et vues de plus près, ce ne sont pour eux, en définitive, que des trahisons de l'Empereur Napoléon et de ses généraux. En échange, ces pauvres Autrichiens qui n'étaient point invincibles comme les Français ont tout à supporter. Pour expliquer les hauts faits de Bismarck, on lui donne le titre de *Richelieu de la Prusse*, ce qui, en France, signifie la totalité de toutes les qualités de politique et d'homme d'État. D'autres encore ne peuvent pas le placer si haut. On le rabaisse d'un degré et on l'appelle simplement le *Polignac en politique*, mais il est vrai, un *Polignac réussi, l'audacieux et puissant min istre*. La création de Bismarck, le nouvel Empire d'Allemagne, est po ur la presse cléricale française *l'empire athée de Monsieur de Bismarck*. Naturellement, car que pourrait-on attendre d'autre de Belzébuth ? ils expriment leurs doutes au sujet de la durée de cet empire, en disant : *il est un terrible joueur*, et pour dire qu'à leurs yeux la création de l'Allemagne n'est rien de bien extraordinaire, ils disent : *Bismarck n'est qu'un copiste.*

*
* *

J'en reviens à ce que mon journal dit des événements du 4 Février 1871 à Versailles.

Le Chef a aujourd'hui plus de temps à accorder à la presse et paraît s'y intéresser davantage que ces derniers jours. Il me fit appeler six fois avant midi. Une fois il me donna une brochure mensongère d'un Français : *La guerre comme la font les Prussiens* et ajouta : —

« — Je vous prierai d'écrire à Berlin, pour qu'on y fasse quelque chose d'analogue dans notre sens ; mais pas trop lourd et rapidement ».

Une autre fois il s'agit de six extraits de journaux *pour collection*. Une autre fois il me montra une petite feuille, publiée par un certain Armand Le Chevalier, 61, Rue Richelieu, et contenant un portrait du Chef, et me dit : —

« — Voyez donc, en voilà un qui à propos de l'attentat de Blind, conseille de m'assassiner et donne en même temps mon portrait.... comme les photographies des francs-tireurs. Vous savez que dans les Ardennes on a découvert dans les poches des francs-tireurs les portraits de nos porteurs de dépêches qu'ils devaient fouiller. Heureusement on ne pourra pas prétendre du moins que le portrait est fort ressemblant ; la biographie ne l'est pas non plus. Ce passage, —

il le lut et me donna ensuite le journal, — doit être employé pour la presse, et devra faire partie de la brochure. »

Finalement, il me donna encore quelques journaux français en me disant : —

« — Voyez s'il y a quelque chose pour moi ou pour le Roi. Je vais me dépêcher de partir, sans quoi les Parisiens viendront de nouveau me surprendre ».

Dans la feuille de M. Le Chevalier un certain Ferragus dit en effet que la France saluerait par des applaudissements le meurtre de Bismarck, bien qu'il soit en définitive le bienfaiteur des Français. L'auteur dont le style sent l'école de Victor Hugo, dit : —

Bismarck a peut-être rendu plus de services à la France qu'à l'Allemagne. Il a travaillé à une fausse unité de son pays, mais en réalité, il a travaillé pour la régénération du nôtre. Il nous a délivrés de l'empire, Il nous a rendu la force d'action, la haine de l'ennemi, l'amour du sol natal, le sacrifice de la vie, en un mot toutes les qualités que Bonaparte avait emprisonnées en nous. Honneur *donc* à cet ennemi en fureur, qui nous sauve en voulant nous *détruire! Il a l'intention de* nous tuer, et il nous appelle à l'immortalité. Vous verrez combien nous grandirons une fois que nous serons délivrés de ces lacets terribles, mais salutaires. Nous avons à payer vingt ans d'oubli de notre devoir et d'esprit de servitude. L'épreuve est cruelle, mais le résultat sera glorieux, j'en prends à témoins la mâle résistance de Paris, et la soif de justice et de gloire qui gonfle nos poitrines. Quand aujourd'hui, on passe devant l'Opéra, on se sent saisi de honte. Ces nudités, qu'éclairaient d'un jour si éclatant le soleil impérial, effrayent la pudeur de la république, on se détourne de ce monument symbolique d'un autre âge, d'un autre degré de civilisation. C'est Bismarck qui nous a donné cette fierté de puritains.

Ne l'en remercions pas, et payons-lui en haine mâle ces bienfaits involontaires.

La Prusse a fait de Bismarck son grand homme, mais le 8 Mai 1866, toute l'Allemagne eut pitié d'un jeune fanatique, d'un étudiant, qui croyant voir en Bismarck, un ennemi de la liberté, tira sur lui cinq coups de revolver.

Bind (l'auteur appelle aussi plus loin de la sorte le beau-fils de Blind) appartient à cette catégorie de gens, qui compte Karl Sand, l'assassin de Kotzebue, Stapss, qui voulut poignarder Napoléon à Schœnbrun, et Oscar Becker, l'auteur de l'attentat contre le Roi de Prusse. Bind ne se trompait point en se croyant une âme romaine, car après son arrestation, il se comporta d'une manière stoïque et s'ouvrit l'artère carotide pour enlever une proie au bourreau.

Si donc nous apprenions aujourd'hui qu'un heureux attentat a été dirigé contre Bismarck, la France aurait-elle la générosité de ne point applaudir?

Il est du moins certain que cette question de l'assassinat politique, qui de nos jours est extirpée de la conscience des nations en même temps que la guerre et la peine de mort, demeure une question de morale relative.

Aujourd'hui, en Octobre 1870, on appellerait *sauveur* l'homme qu'il y a quelques mois on eût appelé vulgaire assassin.

Voilà certes un signe éclatant de la renaissance qui, depuis le début de la guerre, se serait, suivant le commencement de l'article, emparée de la France et de la soif de justice et d'honneur dont l'auteur voit se gonfler la poitrine de ses compatriotes.

Le Chef sortit à cheval dès une heure, mais il fut néanmoins resurpris par Favre dans l'intervalle et travailla avec lui jusqu'à quatre heures.

A table, se trouvaient le prince Putbus et Lehndorff. Le Chef raconta d'arbord qu'il avait fait remarquer à Jules Favre comment lui, qu'on appelle le tyrannique et despotique Comte de Bismarck, s'était vu dans la nécessité de protester contre la proclamation de Gambetta, l'avocat de la liberté, qui avait voulu priver un grand nombre de ses concitoyens de l'éligibilité, et tous, de la liberté du vote, Favre a reconnu cela en disant : —

« — Oui, c'est bien drôle. »

Et il ajouta que la clause restreignant la liberté des élections avait été repoussée par le gouvernement de Paris.

« — Je vous l'ai, — dit-il, — annoncé par écrit (par la lettre des deux officiers de la garde nationale) et vous en avais donné auparavant verbalement l'assurance. »

On dit ensuite que différents journaux étaient mécontents de la capitulation, car ils s'étaient attendus à l'entrée immédiate de nos troupes dans Paris. Le Chef observa à ce sujet : —

« — Cela repose sur une entière ignorance de la situation ici et à l'intérieur de Paris. J'aurais pu obtenir cela de Favre, mais la population !... Ils avaient de puissantes barricades et trois cent mille hommes, dont cent mille eussent combattu. Mais assez de sang allemand versé pendant cette guerre ! Si nous avions voulu employer la force, il en aurait coulé bien plus à cause de la surexcitation de la population à l'intérieur. Et cela eût été acheter trop cher la satisfaction de leur imposer une humiliation de plus. »

Après un moment de réflexion il poursuivit : —

« — Et qui leur dit que nous n'entrerons pas dans Paris, que nous n'en occuperons point une partie ? Ou du moins que nous ne traverserons pas la ville une fois qu'ils seront calmés et seront devenus raisonnables. Il y aura probablement à prolonger l'armistice et nous pourrons demander comme condition de notre consentement, l'occupation de la rive droite. Je pense que dans environ trois semaines nous y serons. Le 24, oui..... — dit-il en réfléchissant, — c'est le 24 que fut publiée la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord. C'est le 24 Février 1859, que nous est arrivé à Francfort cette infâme histoire. Et je leur dis à ce moment : Attendez, cela vous sera rendu. Vous verrez. *Exoriare aliquis*. Je regrette seulement

que l'ambassadeur wurtembergeois, le vieux Reinhart n'ait point su ces choses. Mais Prokesch les a vues et cela me fait plaisir, car c'était le plus mauvais de tous. Il est maintenant entièrement d'accord avec nous, il loue la politique énergique et intelligente de la Prusse et, — ajouta le Chef en souriant ironiquement — il a *toujours* ou du moins depuis longtemps conseillé l'union avec nous. »

Le Chef dit ensuite qu'il avait été aujourd'hui au Mont-Valérien.

« — Je n'y avais jamais été auparavant, — dit-il. — Quand on voit ces puissants ouvrages et ces dispositions pour la résistance... nous aurions néanmoins perdu une foule de monde dans un assaut; on ne peut point y songer. »

Il nous dit que Favre n'était venu aujourd'hui que pour le prier de laisser sortir ceux de ses compatriotes qui s'étaient réfugiés dans Paris à la fin de Septembre, et qui, dit-il, ne sont que des gens de la banlieue au nombre de trois cent mille.

« — Je refusai, — poursuivit-il, — en lui répondant que nos soldats sont actuellement dans les maisons de ces personnes, et qu'en voyant l'état de dévastation de leurs propriétés il pourrait en résulter des disputes et peut-être pis encore. »

Il revint ensuite à son excursion à Saint-Cloud et à Suresnes, et raconta entre autres : —

« — Etant en train de considérer les restes incendiés du château, je me plongeai dans des réflexions sur la chambre où j'avais mangé avec l'Empereur Napoléon, je vis un monsieur bien mis, sorti peut-être de Paris, qui se faisait guider par un homme en blouse. Je pus comprendre aisément ces mots de leur conversation, car ils parlaient haut et j'entends bien : — *C'est l'œuvre de Bismarck!* dit l'homme en blouse. — *C'est la guerre!* répondit simplement l'autre. S'ils avaient su que je les entendais! »

Le comte de Bismarck-Bohlen raconte que la landwehr avait dans les environs administré soixante-quinze coups de plat de sabre à un soldat français qui avait fait le récalcitrant et avait blessé un officier d'un coup de canif.

« — Soixante-quinze coups! — dit le Chef, — Hum! cela est cependant trop! »

On raconta un fait analogue qui s'est passé à Meaux, où des soldats, lors du passage du comte Herbert, ont si terriblement battu un meunier qui avait injurié le comte de Bismarck et avait dit qu'il

souhaiterait le voir entre les roues de son moulin, qu'il n'avait pu remuer pendant plusieurs heures.

On parla ensuite des professions de foi que les candidats adressent à leurs électeurs. On en cite différents passages en remarquant que les Français continuent à monter sur leurs grands chevaux et qu'à Bordeaux on promettait encore monts et merveilles.

« — Oui, — dit le Chef, — je le crois bien ; Favre a aussi à différentes reprises essayé du haut cothurne. Mais je l'ai chaque fois fait descendre par une petite plaisanterie. »

Quelqu'un rappela le discours tenu par Klaczko, le 30 Janvier dans la délégation du Reichsrath contre l'union de l'Autriche et de la Prusse et les révélations de Giskra, publiées par l'édition du matin de la *National Zeitung* du 2 Février. Ce dernier aurait dit que Bismarck l'avait envoyé de Brunn à Vienne avec des propositions de paix, qui revenaient à ce qui suit : Indépendamment de la Vénétie, *statu quo ante bellum*, frontière du Mein pour l'hégémonie prussienne, point d'indemnité de guerre. Mais la France serait tenue à l'écart dans la conclusion de la paix. Giskra avait envoyé à Vienne, le baron Herring, muni de ces propositions, mais Maurice Esterhazy l'aurait reçu assez froidement, et, après l'avoir fait attendre seize heures, se serait décidé pour un refus. Arrivé à Nikolsbourg il y aurait rencontré Benedetti, et on lui aurait donné pour réponse : Nous arrivons trop tard ! L'intervention de la France coûta aussi à l'Autriche trente millions d'indemnité de guerre. On remarque que la Prusse aurait pu exiger davantage de l'Autriche, à ce moment, et aussi du territoire, la Silésie autrichienne, peut-être la Bohême. Le Chef reprit : —

« — C'est possible ! De l'argent... que pouvaient-ils donc donner de plus ? La Bohême eut sans doute été quelque chose, il y eut des gens qui y pensèrent, mais cela nous aurait causé des embarras, et la Silésie autrichienne n'eût point valu grand'chose pour nous. Là, précisément, les sympathies pour l'Empire et l'attachement à l'Autriche sont plus grands que partout ailleurs. Il faut se demander dans ce cas, ce dont on a besoin, non ce que l'on peut obtenir. »

Il raconta à ce sujet, qu'à Nikolsbourg, il était un jour sorti en civil et avait rencontré deux gendarmes qui arrêtaient un individu.

« — Je demandai ce qu'il avait fait, mais, en ma qualité de civil, je n'obtins naturellement point de réponse. Je m'informai auprès de l'individu lui-même et il dit que c'était parce qu'il s'é-

tait exprimé irrespectueusement en parlant du Comte de Bismarck. Ils voulurent presque m'emmener aussi, parce que je dis que cela était déjà arrivé à bien d'autres. Cela me rappelle que je fus un jour obligé moi-même de pousser un vivat. C'était en 66, après l'entrée des troupes, le soir. J'étais précisément malade et ma femme ne voulait point me laisser sortir. Je sortis quand même, en cachette, et voulant traverser la rue près du Palais du Prince Charles, je rencontrai là une troupe de personnes qui voulurent me faire une ovation. J'étais en civil, et avec mon large chapeau, enfoncé, je ne sais pourquoi, sur mon front, je dus leur paraître suspect, ils firent une mine hostile, de sorte que je tins pour le mieux de m'associer à leur hourrah ! »

A partir de huit heures, lu des brouillons et le courrier, et notamment la réponse de Favre au sujet des manœuvres électorales de Gambetta. Il y est dit : —

Vous avez parfaitement raison d'en appeler à ma justice, vous ne me verrez jamais y manquer. Il est parfaitement exact que Votre Excellence me pressait vivement d'accepter la réunion de l'ex-Corps Législatif. J'ai repoussé cette proposition pour différentes raisons, qu'il est inutile de rappeler, mais que Votre Excellence n'a certainement pas oubliées. Aux objections de Votre Excellence, j'ai répondu que je croyais être assez sûr de mon pays, pour pouvoir prétendre qu'il ne désire que des élections libres, et que le principe de la souveraineté du peuple est son seul refuge. Il suffira de vous dire que les restrictions apportées au droit électoral ne peuvent être autorisées par moi. Je n'ai point combattu le système des candidatures officielles, pour l'appliquer au profit du nouveau gouvernement. Votre Excellence peut donc être assurée, que si le décret dont vous me parlez a été rendu par la Délégation de Bordeaux, il sera abrogé par le gouvernement de la Défense Nationale. Je ne demande pour cela que de recevoir un avis officiel de l'existence de ce décret. Ce que je vais demander aussitôt par télégramme. Il n'existe donc entre nous aucune divergence d'opinion, et il faut que l'un et l'autre nous veillions à l'exécution rigoureuse de la Convention.

A neuf heures, appelé près du Chef, qui veut un article montrant que l'entrée actuelle dans Paris serait peu pratique, mais pourra s'effectuer dans la suite. Une critique de la *National Zeitung* nécessitait cet article. Il était conçu en ces termes : —

Une guerre est toujours féconde en surprises : c'est ainsi que nous voyons ce grand événement de la chute de Paris, suivi pour nous de circonstances décourageantes. Non-seulement en Allemagne, la plupart avaient espéré voir un jour nos armées faire leur entrée triomphale par

les portes de la capitale ennemie : ces vaillantes armées elles-mêmes avaient compté sur cette satisfaction méritée et conforme aux règles de la guerre. Au lieu de cela on se contente d'occuper les ouvrages extérieurs, et de là, on contemple la partie vaincue, où la ligne et la garde mobile, sauf douze mille hommes, ont mis bas les armes, et sont prisonnières de guerre.

Cette Convention de Versailles semble non-seulement moins brillante, mais notre victoire semble moins complète, que si nous avions obtenu aussitôt, par notre entrée dans la ville, de pouvoir disposer de tous ses moyens de défense.

De plus, on observait : —

En Novembre, Favre veut la guerre, en Janvier, la paix. Il y a à opposer à cela que l'entrée triomphale eût été une entrée par-dessus des barricades. Emettre ce désir, c'est méconnaître totalement l'état des choses, c'est ignorer ce qui dans les circonstances actuelles est possible. Le gouvernement français aurait probablement consenti à l'entrée de nos troupes dans Paris, si nous avions insisté. Mais une grande partie de la population dans l'état actuel de surexcitation des esprits se serait soulevée contre nous, de cette manière il y eût eu du sang versé, et réellement il en a déjà coulé suffisamment. Attendons que les circonstances se soient modifiées, ou qu'on soit devenu plus calme à Paris.

L'entrée triomphale et l'occupation de Paris ne sont nullement exclues par la Convention, on y a même fait une allusion : l'article 4 dit seulement : *Pendant l'armistice*, l'armée allemande n'entrera pas dans Paris. Suivant toute probabilité, l'armistice devra être prolongé. En échange de notre consentement, nous demanderons à entrer à Paris, ce que nous pourrons d'ici trois semaines faire sans lutte et sans pertes. La garde nationale sera également dissoute et réorganisée par le gouvernement, mais cela peu à peu. Nous n'avons rien à voir à cela, nous n'avons pas à aider à gouverner. Pour ce qui concerne les négociations en vue de la paix, Favre se refuse à en entamer sous prétexte que l'Assemblée Nationale est seule compétente.

Plus tard, rappelé près du Chef. Un article de la *Volkszeitung*, de Cologne, indique que les ultramontains ont offert de l'argent aux chefs des cercles ouvriers allemands, pour leur faire voter pour les candidats cléricaux. Nous noterons cela, pour parler à l'occasion dans la presse, d'un parti *Savigny-Bebel*, ou de la fraction Liebknecht-Savigny.

Samedi, 5 *Février*. — Journée douce. Le printemps semble venir. De bonne heure activement travaillé. A table, se trouvent Favre, d'Hérisson, et le directeur du chemin de fer de l'Est Ce dernier semble avoir trente-six ans, sa figure est large et réjouie. Favre, placé au haut de la table, semble soucieux et abattu : il penche la

tête tantôt d'un côté, tantôt sur la poitrine, comme aussi sa lèvre inférieure, et, s'il ne mange pas, il place ses mains jointes sur la nappe, signe de résignation à la volonté de la destinée, ou il croise les bras à *la Napoléon*, ce qui signifierait qu'en examinant de plus près la situation, il a encore conscience de lui-même. Le Chef parle continuellement français à table, et le plus souvent d'une voix tellement basse, que vu mon excessive fatigue, je ne puis le suivre d'une façon convenable. .

Le soir, appelé plusieurs fois auprès du Chef et envoyé différentes choses à la presse. Les quatre membres de la Délégation de Bordeaux, ont, comme on sait, publié un décret par lequel ils maintiennent les déclarations de Gambetta. Dans cet article, il est dit qu'un membre du gouvernement de Paris, Jules Simon, avait apporté au sujet des élections, un décret qui ne concordait pas avec celui du gouvernement de Bordeaux, que le gouvernement de Paris était enfermé depuis quatre mois, et *isolé de l'opinion publique*, bien plus, ce gouvernement est prisonnier de guerre. Rien ne dit que, mieux renseigné, il n'eût agi de concert avec le gouvernement de Bordeaux, et il n'est nullement prouvé qu'en chargeant, d'une manière générale, Jules Simon de la préparation des élections, il ait entendu s'opposer d'une manière absolue à l'inégibilité de certaines personnes. Mais que le gouvernement de Bordeaux considérait comme de son devoir, de maintenir son décret électoral, malgré l'immixtion du Comte de Bismarck dans les affaires intérieures du pays, et de le maintenir au nom de l'honneur et des intérêts de la France. Mais par là, la division s'est évidemment mise dans le camp ennemi. Le gouvernement de Paris, dans une proclamation aux Français parue à l'*Officiel* le 4, et que nous ferons insérer au *Moniteur*, traite Gambetta en mots durs, l'appelant si *injuste* et si *téméraire*, et dit ensuite : —

Nous avons convoqué la France pour l'élection librement faite d'une Assemblée qui, dans cette crise extrême fera connaître l'opinion publique. Nous ne reconnaissons à personne le droit de lui en imposer une, soit pour la paix, soit pour la guerre. Une nation attaquée par un ennemi puissant lutte jusqu'à la fin, mais reste toujours maîtresse de décider de l'heure où la résistance devient impossible. C'est ce qu'aura à dire le pays, s'il est interrogé. Pour que sa volonté soit pour tous une loi, il faut qu'elle soit la souveraine expression du libre vote de tous. Nous n'admettons pas qu'on puisse fixer à cette élection des bornes arbitraires. Nous avons combattu l'Empire et ses manœuvres, et nous n'a-

vons pas l'intention de les recommencer, en pratiquant la candidature officielle par voix d'exclusion. Il est vrai qu'on a commis de grandes fautes et qu'il en résulte de lourdes responsabilités. Mais le malheur de la patrie nivelle tout cela, et si nous descendions jusqu'au rôle d'hommes de parti, pour mettre au ban nos anciens adversaires, nous nous attirerions la douleur et la honte de frapper ceux qui combattent à nos côtés et versent leur sang. Se rappeler nos discordes passées quand l'ennemi se presse sur notre sol abreuvé de sang, serait rapetisser par des rancunes la grande œuvre de la délivrance de la patrie. Nous plaçons les principes au-dessus des moyens. Nous ne voulons pas que le premier décret de convocation de l'Assemblée républicaine de l'année 1871, soit un acte de mésestime des électeurs. C'est à eux que revient la décision suprême; qu'ils la rendent sans faiblesse et la patrie pourra être sauvée. Le Gouvernement de la Défense Nationale repousse donc le décret illégal de la Délégation de Bordeaux, et le déclare, en cas de besoin, nul et non avenu et il convoque tous les Français, sans distinction, à donner leur vote à ceux qui leur paraîtront les plus dignes de défendre la France.

En même temps, le *Journal officiel* d'aujourd'hui contient le décrêt suivant : —

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Vu le décret en date du 31 Janvier 1871, émané de la Délégation du gouvernement, à Bordeaux, par lequel sont frappés d'inégibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du gouvernement du 29 Janvier 1871 ;

Considérant que les restrictions imposées au choix des électeurs par le susdit décret sont incompatibles avec le principe de la liberté du suffrage universel;

Décrète,

Le décret susvisé, rendu par la Délégation du gouvernement, à Bordeaux, est annulé.

Les décrets du 29 Janvier 1871 sont maintenus dans leur intégrité.

Fait à Paris, le 4 Février 1871.

Général Trochu ; Jules Favre ; Jules Ferry ; Eugène Pelletan ; Emmanuel Arago ; Garnier-Pagès ; Ernest Picard.

La *Gazette de Cologne* s'est faite, avec quelques réserves cependant, l'organe des doléances au sujet de la dévastation des forêts françaises par nos fonctionnaires ; on pourrait croire qu'elle aurait mieux à faire que de se mettre à la recherche des meilleurs systèmes d'exploitation des forêts françaises. Nous les exploitons d'après des principes de science forestière qui ne sont peut-être pas ceux de la France. Du reste, cette exploitation irrégulière de cette ressource de l'ennemi, nous est permise ; cela le décidera à traiter plus rapidement.

La conduite du duc de Meiningen est digne de reconnaissance. Au lieu de rester à Versailles en repos et de s'offrir de temps à autre de loin le spectacle d'un combat, il a suivi son régiment, dans le corps d'armée du Prince Albrecht; il a pris part à tous les dangers, à toutes les privations, à toutes les peines de ses soldats et s'est mainte fois occupé du sort de ses sujets qui combattent dans les rangs des armées allemandes.

Lundi, 6 *Février*. — Temps doux. Le Chef veut avoir de bonne heure un article contre Gambetta pour le *Moniteur*.

J'écris ce qui suit : —

La convention du 28 Janvier signée entre le Comte de Bismarck et M. Jules Favre a ranimé les espérances de tous les vrais amis de la paix. Depuis les événements du 4 Septembre, l'honneur militaire allemand a reçu assez de satisfaction pour que l'Allemagne puisse espérer entrer en négociations pour la paix avec un gouvernement représentant réellement la nation française, une paix qui garantisse les fruits de nos victoires et nous assure notre avenir. Une fois que les gouvernements représentés à Paris et à Versailles eurent pu s'entendre au sujet d'un traité devant rendre la France à elle-même, ils pouvaient espérer que cette première étape d'une ère nouvelle de relations entre les deux pays serait partout respectée. Le décret de M. Gambetta, qui déclare inéligibles les anciens hauts fonctionnaires et dignitaires, les sénateurs et les candidats officiels, était peut-être nécessaire pour montrer à la France toute la profondeur de l'abîme qui s'est ouvert devant elle, depuis que la dictature, en sacrifiant le sang le plus précieux de la France, avait refusé de convoquer d'une manière régulière des représentants de la nation.

L'article II de la convention du 28 Janvier dit textuellement : « L'armistice ainsi conclu a pour but de permettre au gouvernement de la Défense Nationale de convoquer une Assemblée librement élue, qui ait à se prononcer sur la question de savoir s'il fallait continuer la guerre ou si la paix devait être conclue et à quelles conditions. L'Assemblée siégera à Bordeaux, les commandants des armées allemandes faciliteront, autant que possible, l'élection et la réunion des représentants. »

Il résulte clairement de cette convention que la liberté des élections est une des conditions de la convention elle-même, et il serait totalement inadmissible de jouir de tous les avantages qu'elle confère, en voulant restreindre le cercle de ses conditions dont l'intégrité seule renferme les éléments de la réconciliation. En prêtant son concours aux élections, l'Allemagne n'a eu en vue que les lois françaises et point les caprices et le bon plaisir de tel ou tel tribun du peuple. De cette façon il serait tout aussi facile de convoquer à Bordeaux un Parlement *tronqué*, pour s'en faire une arme à l'aide de laquelle on battrait l'autre moitié de la France. Nous sommes persuadés que tous les vrais amis de la patrie

en France protesteront contre l'acte arbitraire de la délégation de Bordeaux.

Si cet acte avait quelque chance de rallier les partis anarchiques qui tolèrent la dictature, en tant qu'elle représente leurs idées favorites, il en résulterait infailliblement les plus grandes complications.

L'Allemagne n'a nullement l'intention de se mêler aux affaires intérieures de la France. Mais elle a acquis par la convention du 28 Janvier, le droit d'exiger l'élection d'un pouvoir public, ayant les qualités nécessaires pour négocier, au nom de la France, de la paix.

Si l'on voulait contester à l'Allemagne le droit de traiter avec la nation entière, si l'on voulait remplacer la nation par un parti, on annulerait du même coup la convention d'armistice elle-même. Nous reconnaissons volontiers que le gouvernement de la Défense Nationale à Paris a admis sans difficultés la justesse des plaintes que le Comte de Bismarck a formulées dans une dépêche du 3 Février.

Dans un langage noble et élevé ce gouvernement s'est adressé à la nation française pour lui rendre compte des difficultés de la situation et des efforts qu'il a faits pour paralyser les dernières conséquences d'une campagne malheureuse ; il a annulé en même temps le décret de la délégation de Bordeaux. Espérons donc que la tentative de M. Gambetta ne trouvera pas d'écho dans le pays, que les élections pourront se faire conformément à la lettre et à l'esprit de la convention du 28 Janvier.

Plus tard, je fais un article dont voici la suite des idées : —

La misère ne peut encore être très grande à Paris, du moins elle ne peut pas encore avoir le caractère dangereux que lui prêtent les paroles de Favre. Les Parisiens ne se sont pas encore servis des vivres que nous avons mis à leur disposition depuis huit jours. Le général de Stosch dit qu'ils ne sont pas même venus chercher une livre de farine ou de viande. En outre, ils ont laissé dans les forts une provision considérable de biscuit et de viande salée. Quelques-uns de nos gens qui ont été à Paris ont vu beaucoup de farine dans un magasin. Il y en avait beaucoup, même en tenant compte de la nombreuse population.

« — Il faut appuyer sur ce point, — dit le Chef, — car l'approvisionnement se fait lentement, et les ordres qui ont trait à cette affaire font un long chemin du général à la sentinelle. »

A onze heures le Chef me fait venir et me prie de défendre Favre contre certaines accusations de quelques journaux français.

« — Les journaux Parisiens reprochent à Favre d'avoir mangé chez moi, — dit le Chef. — J'ai eu toute les peines du monde à le persuader. Il est bien injuste d'exiger qu'il meure de faim, sous prétexte de conviction républicaine ou qu'il aille dans un hôtel où, en sa qualité de personnage connu, tout le monde court après

lui et où les gamins ébahis le regardent du haut en bas, et cela lorsqu'il a travaillé plusieurs heures avec moi. »

De deux heures à quatre heures, les Français reviennent. Il y en a six ou sept parmi lesquels se trouvent Favre et, si j'ai bien entendu, le général Le Flô. Au dîner, sont avec nous le fils aîné du Chancelier et le comte Dœnhoff.

Je rédige un démenti à un télégramme adressé de Berlin au *Times* et d'après lequel nous aurions l'intention de demander aux Français vingt vaisseaux cuirassés, Pondichéry, et dix milliards d'indemnité.. Je démens cela comme une invention grossière et j'exprime mon étonnement qu'on y ait pu croire en Angleterre et qu'on ait eu la moindre crainte; j'indique aussi la source probable de cette invention: la cervelle d'un homme peu versé dans les choses diplomatiques et qui nous veut du mal.

Mardi, 7 *Février*. — L'air est assez chaud. Brouillard qui ne se dissipe qu'à midi. A Bucharest, le gouvernement du Prince Carol paraît réellement tirer à sa fin. A Darmstadt, l'ancienne société hostile à l'empire se tient toujours ferme avec Dalwigk; on intrigue toujours sans trouver d'obstacles. On nous télégraphie de Bordeaux ce que nous attendions.

Gambetta a annoncé hier, dans une circulaire aux préfets, qu'il donne sa démission en présence de l'annulation de son décret électoral par ses collègues de Paris.

C'est un bon signe; s'il croyait avoir un parti puissant derrière lui, il ne se serait pas retiré. La garde nationale mobilisée et l'armée de Paris ont été dissoutes.

Au dîner, assistent le général d'Alvensleben, le comte Herbert, et le banquier Bleichroder. Il n'y a rien à noter de la conversation, si ce n'est que le Chef parle presque continuellement à Alvensleben et à voix basse. Je me sens fatigué, peut-être parce que la rédaction de ce *journal* m'oblige à me coucher trop tard. Il faut que je le cesse ou que je l'abrège. Pour aujourd'hui encore un bel appendice pour caractériser Gambetta en activité. Le *Soir* dit que quelques jours après la dernière sortie des Parisiens, la dépêche suivante avait été affichée dans toutes les communes des pays non occupés par nous : —

. Bataille de trois jours : 17, 18, 19, Mercredi, Jeudi, Vendredi. Vendredi

dernier jour, sortie importante. Deux cent mille hommes par Saint-Cloud et les hauteurs de Garches; les troupes, sous les ordres de Trochu. On rejette les Prussiens hors du parc de Saint-Cloud où a eu lieu un massacre terrible. Les Français ont poussé jusqu'aux portes d'octroi de Versailles. Résultat : vingt mille Prussiens hors de combat; des ouvrages détruits, des canons pris, encloués, ou jetés à la Seine. Les gardes nationaux ont combattu en première ligne.

Si Gambetta parle ainsi sur Paris, où ses rapports sont faciles à contrôler, quels mensonges n'a-t-il pas dû leur faire sur les événements des provinces?

MERCREDI, 8 *Février*. — Air tiède comme hier; ciel serein et ensoleillé. Je me sens de plus en plus abattu; tête prise, vertiges à tomber. C'est peut-être la lassitude que cause ordinairement l'approche du printemps. N'y faisons point attention, si c'est possible. Le Chef, contre son habitude, se lève de bonne heure et à dix heures moins le quart se rend auprès du Roi. Quelques minutes avant une heure, Favre arrive avec tout un essaim de Français; il y en avait au moins dix ou douze. Favre cause avec le Ministre, qui vient de déjeuner avec nous; Dœnhoff et le beau-frère de Hatzfeld, un certain monsieur Moulton, peu timide mais fort amusant, ont assisté au déjeuner.

Le soir, le Chef dîne avec son fils chez le Prince Royal. Le Chef observe avec plaisir que Favre ne s'est pas fâché de la lettre malicieuse envoyée par lui, au contraire. Le Chef ajoute : —

« — Je lui ai dit qu'il était de son devoir d'aider à manger les mets qu'il avait aidé à préparer. »

Il dit aussi qu'aujourd'hui on s'est occupé de l'indemnité que devait payer Paris, indemnité que les Parisiens voulaient payer principalement en billets de banque; ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes.

« — Je ne sais quelle est la valeur réelle de ce qu'ils nous offrent; en tout cas, ils veulent y gagner. Mais j'exigerai tout jusqu'au dernier sou. »

En s'en allant il remet à Abeken un télégramme écrit sur papier rose et dit : —

« — Ceci m'est égal, je puis me passer des d'Orléans..., à la rigueur aussi de Louis. »

JEUDI, 9 *Février*. — Les Parisiens n'ont pas été ici aujourd'hui.

J'ai lu la proclamation du 6, par laquelle Gambetta prend congé des Français. Elle est ainsi conçue : —

Ma conscience m'impose le devoir de donner ma démission comme membre d'un gouvernement dont je ne partage ni les idées, ni les espérances. J'ai l'honneur de vous informer que, dès aujourd'hui, j'ai donné ma démission. Je vous remercie de l'assistance dévouée que vous m'avez prêtée quand il s'est agi de mener à bonne fin l'œuvre que j'avais entreprise. Permettez-moi de vous dire que je suis profondément convaincu que vous rendrez un grand service à la République en effectuant les élections du 8 Février et en vous réservant les résolutions qu'il vous conviendra de prendre. Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments fraternels.

Le Chef fait aujourd'hui une promenade à cheval avec le comte Herbert et un jeune lieutenant des gardes du corps, le fils de son cousin, Bismarck-Bohlen, gouverneur général de l'Alsace. Il part à deux heures et ne revient qu'après cinq heures. Au dîner, la conversation n'offre de remarquable que ces passages; *en parlant de la contribution à prélever sur Paris*, le Chancelier dit : —

« — Stosch m'a dit pouvoir placer pour cinquante millions de billets de banque, en payement des provisions fournies par les Français. Quant aux autres cent cinquante millions, il nous faut des garanties..»

Faisant allusion à la fable qui nous prêtait l'intention de demander Pondichéry, le Chef, après avoir fait ressortir la maladresse de cette invention, dit : —

« — Je ne veux pas de colonies, elles ne sont, bonnes qu'à créer des sinécures. Cette histoire de colonies serait, pour l'Allemagne, ce que la fourrure d'hermine est pour les familles nobles de Pologne, qui manquent de chemises. »

Et il développa cette idée.

Le soir, le Chef m'envoie une lettre de Jacoby (1), publiée par la *France*, et qui fourmille de calomnies et d'insinuations de mauvaise foi. Plus tard, je fais trois articles, entre autres le suivant, pour notre *Moniteur* : —

« La ligne de démarcation tirée par le traité du 28 Janvier, divise la ville de Saint-Denis de façon à ce que la plus grande partie de la ville tombe dans la zone neutre. Comme les habitants de cette zone ne peuvent obtenir des vivres sans permis, et ne peuvent pas non plus péné-

1) Un journal allemand, *La Wage*, m'apprend que Jacoby prétend que chaque ligne de cette lettre est une invention.

trer dans Paris, il en est résulté une grande cherté de vivres, durant laquelle la population, durement éprouvée, n'a cessé d'assiéger le bureau allemand qui délivre les permis. Informé de ces circonstances, le Chancelier a adressé à J. Favre une lettre dont nous publions le contenu. En même temps, le Chancelier s'est adressé aux autorités militaires allemandes, et il les a engagées à remettre, à titre de dons, des vivres à la population de Saint-Denis. S. M. l'Empereur a de plus donné l'ordre de distribuer aux habitants quinze mille rations des magasins de l'armée allemande. La lettre de M. de Bismarck est ainsi conçue : —

« La commune de Saint-Denis est divisée en deux parties par la ligne de démarcation ; la plus grande moitié tombe dans la zone neutre. Avant le traité, les vivres étaient fournis par Paris et distribués par le maire de Saint-Denis. Maintenant, les habitants appartenant à la zone neutre, sont exclus de Paris, et il leur est défendu de se procurer des vivres en dehors de la ligne de démarcation. Il en est résulté, pour les malheureux habitants, une situation qu'il faut améliorer dans l'intérêt de l'humanité.

« J'ai l'honneur d'appeler sur ce point l'attention de Votre Excellence, et de vous prier de prendre les mesures nécessaires pour assurer aux habitants de Saint-Denis, de la zone neutre, les moyens nécessaires de subsistance. En attendant l'exécution de ces mesures, j'ai engagé les autorités militaires allemandes à fournir, sous forme de don gratuit, quelques vivres à la population. »

XIX.

DE LA DÉMISSION DE GAMBETTA JUSQU'A LA CONCLUSION DES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX.

VENDREDI, 10 *Février*. — Nouvelles plaintes sur les intrigues de Dalwigk, et surtout sur les mesures qui menacent les circonscriptions nationales hessoises de la perte de leurs représentants et de la victoire de la coalition ultramontaine et démocrate. Il sera nécessaire de faire une campagne énergique dans la presse contre ce méfait et contre les autres méfaits de notre bon ami Beust. Le Chef demande l'impression, dans le *Moniteur*, de la liste des officiers français qui ont manqué à leur parole, et se sont enfuis de l'Allemagne. Il y en a cent quarante-deux (je ne compte pas les trois généraux que l'on connaît), parmi lesquels se trouvent un colonel, deux lieutenants-colonels, trois chefs de bataillon, et trente capitaines.

Le *Mot d'Ordre* rapporte l'étrange nouvelle suivante : —

Thiers continue ses intrigues en province. Il essaye de présenter comme acceptable à M. de Bismarck une combinaison digne de son vieil âge, et par laquelle la couronne de France serait offerte au Roi des Belges qui,pour obtenir cet agrandissement de territoire, signerait des deux mains la cession de l'Alsace-Lorraine, et même celle de la Champagne. Cette idée étrange n'est du reste pas nouvelle. M. Thiers l'a déjà émise il y a quatre ou cinq mois à Vienne et à Saint-Pétersbourg, lorsque le gouvernement de la Défense Nationale l'envoya, en dépit de l'opposition de Rochefort et de Gambetta, mendier, au nom de la République, l'intervention des Empereurs d'Autriche et de Russie. M. Thiers, au moment où la France se levait pour repousser les envahisseurs, trahissait donc impudemment la République et il réussissait ainsi à déshonorer ses cheveux blancs.

Que le *Moniteur* publie demain sans commentaires cette nouvelle, cela ne peut nous nuire, au contraire. Le *Moniteur* n'écrit pas l'histoire, mais doit aider à la faire.

A table, se trouvaient le duc de Ratibor et un certain M. de Kotze, neveu par alliance du Chef. L'extérieur de ces deux personnages constituait une véritable antithèse... En parlant de Strousberg, le Ministre dit entre autres: —

« — Presque tous les membres ou au moins beaucoup de membres du gouvernement provisoire sont juifs : Simon, Crémieux, Magnin, et Picard qu'on ne croyait pas juif et très probablement aussi Gambetta d'après le type de son visage; j'en soupçonne même J. Favre, — ajouta-t-il. »

Samedi, 11 *Février*. — Le temps est beau et clair. Je lis les journaux et surtout certains débats du Parlement anglais du mois dernier. Il paraît que nos bons amis d'Outre-Manche inclinent vers la France comme s'ils avaient un peu l'intention d'intervenir et comme si l'alliance anglo-française était possible dans certaines circonstances. Je souhaite seulement que ceux qui tendent à amener cet ordre de choses ne fassent pas un faux calcul et ne viennent pas glisser entre deux eaux. On apprend et on lit dans certaines feuilles que l'opinion des Français ici est peu favorable aux Anglais et dans certaines sociétés encore plus défavorable aux Anglais qu'à nous ; et, au cas où nous serions menacés par la conduite de l'Angleterre il pourrait bien arriver le contraire de ce que rêvent nos cousins de Londres, et nous pourrons être forcés de prendre sérieusement en

considération la nécessité de remettre Napoléon sur le trône, nécessité qui jusqu'à présent était loin de s'imposer à nous.

A minuit, on entend tonner des canons de gros calibre comme si le bombardement recommençait; ce sont probablement des canons français capturés que l'on détruit parce qu'ils ne valent pas la peine qu'on les emmène en Allemagne.

A table, le comte de Henckel et Bleichroder. On raconte que Scheidtmann dans ses entretiens avec des financiers français s'est servi de plusieurs expressions plus expressives que flatteuses, ignorant que quelques-uns de ces messieurs parlaient allemand. Le Chef parle de l'impudence des journaux parisiens qui agissent comme si la ville n'était pas en notre pouvoir, et il dit : —

« — Si cela continue, il faudra leur déclarer que nous ne saurions désormais leur permettre tant de liberté, ou que nous leur enverrons de nos forts quelques bombes en guise de réponse. »

Henckel parla de la mauvaise disposition des Alsaciens envers nous, et le Chef dit : —

« — On n'aurait pas dû leur permettre de prendre part aux élections, mais, par inadvertance, l'instruction adressée au gouvernement allemand d'Alsace était conçue dans les mêmes termes que les instructions adressées aux autres provinces. »

On s'entretint ensuite de la situation déplorable dans laquelle se trouvait le prince de Roumanie et des radicaux roumains, puis des valeurs roumaines. Bleichroder dit que la spéculation du financier est toujours une spéculation sur l'ignorance de la masse et sur son aveugle stupidité. Henckel appuya cette idée, et dit : —

« — J'ai eu aussi beaucoup de valeurs roumaines, mais lorsque le cours se fut élevé de 8 pour 100, je me suis hâté de m'en défaire, sachant qu'elles ne pourraient rapporter 15 pour 100, et que, de cette manière seule, elles pourraient rester en vie. »

On raconte que des Français, en approvisionnant Paris, s'étaient permis des détournements de toutes sortes. Ils ne nous ont pas laissés contribuer à cet approvisionnement, non point par fierté, mais bien parce qu'ils n'y pouvaient rien gagner ; et ces détournements ont été commis même en hautes sphères. Ainsi X.... a gagné ces jours-ci sept cent mille francs dans l'achat de moutons.

« — Il faut leur laisser entendre que nous n'ignorons pas cela,

— dit le Chef en me regardant, — cela peut nous être utile dans les pourparlers. »

Je m'en occupai sans délai.

Le soir, sur l'ordre du Chef, je fis plusieurs articles qui se résument à peu près ainsi : —

Il ne faut plus supporter l'insolence des journalistes parisiens. Ils dépassent la mesure de ce qui est supportable et les bornes d'une noble tolérance quand ils osent se moquer de nous sous notre nez et nous calomnier, nous les vainqueurs, devant les murs d'une capitale réduite entièrement à notre pouvoir. Leurs excitations et leurs mensonges, sont, en outre, un obstacle à la paix, vu qu'ils irritent les deux partis, et retardent le rétablissement du calme. En concluant l'armistice, on n'avait pas songé que les journalistes pourraient se conduire ainsi ; si une prolongation de l'armistice devient nécessaire, il faudra songer à réprimer ces diatribes. Le moyen le plus efficace serait sans doute l'occupation de la ville par nos troupes. De la sorte nous soulagerions d'un grand poids le gouvernement actuel et nous pourrions rendre impossibles les événements qu'amèneraient ces excitations, événements que le gouvernement ne serait pas en mesure d'empêcher.

Le *Progrès de Lyon* prétend que le Chancelier a dupé Jules Favre à l'égard de Belfort et des trois départements du Sud-Est ; mais c'est défigurer les faits qui se sont passés ainsi :

Le Chef, dans les pourparlers sur l'armistice, demanda que l'on fît abstraction du siège de Belfort, lequel pourrait être continué. Favre, induit en erreur par les succès qu'inventait la presse de province, et croyant que Bourbaki pourrait encore faire de grandes choses contre nous, avait réclamé la liberté d'action pour celui-ci ; bien que nous n'ayons point partagé les idées et les raisons de Favre, nous ne vîmes aucun motif pour refuser, refus que les Français auraient considéré comme une grande cruauté. C'était donc une insolence de la part du journal de Lyon, que de nous accuser de mauvaise foi dans cette affaire. Les rapports falsifiés de la presse française et les propres désirs des Français ont donc seuls occasionné ces événements tels qu'ils se sont passés.

Dans un article de fond pour le *Moniteur*, ces pensées étaient ainsi exprimées : —

« Le Progrès de Lyon du 4 Février, écrit : On remarquera que M. de Bismarck n'a pas manqué de se servir d'un truc de son métier dans le traité de l'armistice qui a une étrange ressemblance avec une reddition d'armes.

D'après le télégramme de Jules Favre, les opérations militaires de l'Est, doivent continuer jusqu'au moment où l'on se sera entendu sur la ligne de démarcation qui devra traverser les trois départements mentionnés. Bismarck *en roué compère*, dit brièvement mais très clairement que les hostilités du Doubs, du Jura, et de la Côte-d'Or doivent continuer. Jules Favre a dû être dupé, et il se peut qu'il mérite le reproche de légèreté que lui a adressé Gambetta au sujet de l'armistice. Ce *léger* malentendu a eu des conséquences terribles. Selon Jules Favre on n'avait pas besoin d'un long temps pour déterminer le territoire neutre entre les belligérants. Cette détermination fut faite sans délai et notre armée de l'Est nous resta jusqu'à la paix, sans être diminuée. Bismarck au contraire, explique l'affaire en disciple d'Escobar. Au lieu de donner ordre de marquer la ligne de séparation, il ordonne à son armée de poursuivre avec la plus grande vigueur l'armée française de l'Est, pour en finir et l'anéantir en peu de temps. On connaît le reste. L'interprétation malhonnête de Bismarck au sujet de l'armistice nous

coûte l'anéantissement complet d'une armée de cent mille hommes au cas ou l'Assemblée Nationale voudrait continuer la guerre.

C'est une façon de présenter les événements qu'il faut réfuter énergiquement, et nommer par son nom une falsification malhonnête. En réalité, les choses s'étaient passées de la façon suivante : —

Dans les pourparlers sur le traité de l'armistice du 28 Janvier, les Allemands demandèrent que le siège de Belfort fût continué pendant l'armistice, au cas où Belfort ne se rendrait pas tout de suite avec les honneurs militaires.

Les Français refusèrent de souscrire à la capitulation de Belfort et réclamèrent le liberté de mouvement pour l'armée de Bourbaki : si le siège était continué. Les Allemands accordèrent la chose, et ainsi il arriva que les hostilités continuèrent devant Belfort et dans les trois départements.

L'article ci-dessus est un exemple des falsifications, des inventions, des fables, des accusations, des calomnies vulgaires, et des injures que la presse française et surtout parisienne fabrique journellement et débite aussi bien après qu'avant la conclusion de l'armistice.

On exige trop, si on exige que nous permettions aux Français de nous insulter ainsi durant un armistice destiné à préparer la paix. Cette attitude de la presse est un des principaux obstacles à la conclusion de la paix. Cette presse empêche les Français de comprendre la nécessité de la paix et diminue la bienveillance des Allemands, leur goût pour la paix, et la confiance qu'ils peuvent y apporter. La prolongation de l'armistice est nécessaire ; ce qui nous reste de mieux à faire, serait de réprimer la presse par l'occupation militaire.

Dimanche, 12 *Février*. — Le télégraphe nous annonce que Napoléon a adressé une proclamation aux Français. J'envoie le télégramme à l'imprimerie. Le Chef se porte mal et n'assiste pas au dîner. Abeken préside avec la dignité qu'il montre aux bureaux comme vice-secrétaire d'Etat. On parle comme d'une chose fort probable de l'entrée de nos troupes à Paris ; Abeken a fait à cette intention venir de Berlin son tricorne, car ce vieux jeune homme veut faire son entrée à la suite de l'Empereur. Se procurer un casque pour l'occasion, cela ne convient pas peut-être, bien que Wilmowski en ait un..... Hatzfeld est d'opinion qu'un casque grec, orné de plumes blanches, serait fort beau.

« — Ou bien un casque avec une visière que l'on rabattrait à l'entrée, » dit un autre.

Bohlen enfin propose à M. le conseiller intime une couverture de velours à frange d'or pour le cheval gris de M. le conseiller intime. Celui-ci, du reste, traita toutes ces moqueries comme des choses sérieuses qu'il se proposait de prendre en considération.

Je voudrais être débarrassé de ma fatigue et de mes vertiges qui reviennent sans cesse.

MERCREDI, 15 *Février*. — Hier et avant-hier, je ne me portais pas bien, pourtant j'ai travaillé. Il en est de même aujourd'hui. Je fais de nouveau observer dans la presse que les journalistes parisiens retardent la conclusion de la paix et qu'il faut effectuer l'occupation de Paris. L'article est destiné au *Moniteur* qui doit ajouter quelques exemples des insultes des journaux français. Les passages principaux de cet article sont les suivants : —

L'histoire prendra note du traité du 28 Janvier, comme un témoignage irréfutable de la modération de l'Allemagne envers la France. Le Gouvernement de la Défense a lui-même reconnu cela quand il dit dans sa proclamation du 10 de ce mois : « Jamais une ville assiégée ne s'est rendue à des conditions aussi favorables, et ces conditions ont été obtenues, tandis que tout secours du dehors était impossible et alors qu'il n'y avait plus de pain dans la ville. » Mais au *moment où l'Allemagne* donne à la France vaincue le moyen de se *débarrasser* de la dictature et de redevenir maîtresse de sa destinée, la presse parisienne et provinciale vomit des injures contre l'armée allemande, les princes allemands, et les personnages politiques et militaires de l'Allemagne, injures qui font monter le rouge de la colère au visage et qui blessent même ceux qui ont fait tout leur possible pour empêcher que l'on vînt à châtier plusieurs milliers d'innocents, châtiment que doit provoquer une telle démence de la presse. Si l'armée française était intacte, si l'élu de huit millions de voix n'était pas prisonnier en Allemagne, si plus d'un demi-million d'hommes ne partageaient pas son sort ou n'étaient pas internés en Belgique, en Allemagne, ou en Suisse, en un mot si la fortune de la guerre n'était pas clairement dessinée, alors même on trouverait ces calomnies et ces vanteries fort déplacées. Mais que doit-on penser de la conduite de cette partie de la presse française qui se croit particulièrement prudente et bien élevée quand elle se plaît à insulter, sans causes, ni raisons, ni motifs, ceux dont dépend la prospérité publique? L'Allemagne pourrait considérer avec le mépris qu'elles méritent ces injures si elle n'avait pas à atteindre un but : la paix et une paix aussi longue que possible. L'agitation causée par la presse parisienne s'oppose à la conclusion de cette paix en ce qu'elle aveugle les Français et irrite les Allemands. On ne se rend pas à Paris un compte exact de la situation, on oublie que nous sommes les maîtres de la ville. On ne remarque pas que ces excitations ne sont pas favorables à la résolution de la question de la paix ou de la guerre pour laquelle l'Assemblée Nationale a été convoquée. L'occupation de la ville paraît donc être l'unique moyen d'accélérer l'heure de la paix et de mettre fin à cette résistance dont l'Europe s'étonne depuis longtemps.

MERCREDI, 22 *Février*. — La semaine dernière, j'ai fait toutes sortes d'articles et envoyé une foule de télégrammes. J'ai visité le

fort d'Issy, le Mont-Valérien, et le château de Meudon réduit en cendres. J'arrivai au Mont-Valérien au moment où nos soldats emmenaient le plus gros des canons du fort : on l'avait orné de guirlandes de feuillages. Les autres canons du Mont-Valérien, du fort d'Issy ont été détruits ou dirigés vers la ville, et, dans ce but, on avait modifié les remparts et les parapets. L'Assemblée de Bordeaux témoigne une bonne intelligence de la situation faite dans ces dernières semaines. Elle a laissé Gambetta tomber naturellement et a nommé Thiers chef du pouvoir exécutif et représentant de la cause française dans les pourparlers sur la paix, pourparlers qui ont commencé hier. Relativement à ces pourparlers le Chef dit hier à table en présence de Henckel : —

« — Si les Français nous donnaient un milliard en plus nous pourrions peut-être leur laisser Metz. Nous prendrions alors huit cents millions et nous construirions une forteresse qui serait située à quelques milles allemands en arrière du côté de Falkenberg ou de Sarrebruck où on trouverait un endroit convenable. De cette façon, il nous resterait encore deux cents millions. Je n'aime pas tant à voir dans ma maison des Français qui n'aimeront pas à y être. Il en est de même pour Belfort. Mais les militaires ne voudront pas perdre Metz et peut-être ont-ils raison. »

Aujourd'hui, les généraux de Kamecke et de Treskow étaient nos hôtes. Le Chef dit au sujet de sa seconde entrevue avec Thiers : —

« — Lorsque je lui demandai cela (je n'ai pas compris quoi) lui qui, d'ordinaire, sait si bien se maîtriser, il bondit et s'écria : *Mais c'est une indignité!* Mais je ne me laissai pas intimider, et je commençai à lui parler en allemand. Il m'écouta durant un certain temps, ne sachant sans doute que penser, puis il dit d'un ton plaintif : *Mais, monsieur le comte, vous savez bien que je ne sais pas l'allemand.* Je lui répondis en français : « Lorsque vous m'avez parlé d'indignité, il m'a semblé que je ne connaissais pas assez le français, et j'ai préféré parler l'allemand. Je sais, avec cette langue, ce que je dis et ce que j'entends. » Il comprit bien vite et m'accorda ce qu'il avait d'abord considéré comme une indignité. Et hier, — continua le Chancelier, il me dit que l'Europe s'en mêlerait, si nous ne modérions pas nos demandes. Je lui répondis : « Si vous me parlez de l'Europe, je vous parlerai de Napoléon. » Il me dit qu'on n'avait rien à redouter de celui-ci, mais je le priai de songer au plébiscite, aux paysans, et aux soldats. La garde ne

peut reconquérir que sous l'Empereur sa position d'autrefois. Il ne sera pas difficile à Napoléon de gagner cent mille des soldats internés en Allemagne. Nous n'avons qu'à laisser partir ces hommes tout armés, et alors la France est à lui..... Si vous nous accordez de bonnes conditions pour la paix, nous vous accorderons même un d'Orléans, bien qu'avec eux nous soyons sûrs de voir la guerre se renouveler en deux ou trois ans. Si les conditions ne sont pas accordées, nous interviendrons, ce que nous avons évité jusqu'à présent, et nous vous imposerons Napoléon. » Cela a dû avoir une certaine influence, car, quand, aujourd'hui il se prit à parler de l'Europe, il s'arrêta brusquement et dit : *Excusez-moi.* Du reste, il me plaît beaucoup, c'est une tête fine ; ses manières sont charmantes et il raconte à merveille. Parfois même, j'ai pitié de lui, car sa situation est pitoyable. Mais tout cela ne sert à rien. »

Plus tard, le Chancelier parla de l'entretien qu'il avait eu avec Thiers relativement aux frais de la guerre et dit : —

« — Il ne voulait accorder en tous cas que quinze cents millions d'indemnité, disant que je ne pouvais me figurer combien la guerre leur avait coûté ; que tout ce qu'on leur avait vendu était frauduleux, que le drap avait été si mauvais que, quand un soldat tombait, il n'avait plus de pantalon, que les semelles des souliers étaient en carton, et que les fusils, surtout les fusils américains, avaient été faits sans soin. Je lui répondis : « Figurez-vous ce cas : un homme vous surprend et veut vous frapper ; vous vous défendez et, lorsque vous demandez réparation, il répond : « Les verges dont je voulais vous frapper m'ont coûté fort cher et elles étaient mal fabriquées. » Qu'en dites-vous ? Du reste, il y a une jolie différence entre quinze cents millions et six milliards. »

La conversation se perdit ensuite, je ne sais plus comment, dans les ténèbres des forêts polonaises et dans les marais et les fermes solitaires de ces contrées.

« — Autrefois, — dit le Chef, — alors que beaucoup de choses n'étaient pas comme elles devaient être, je me disais souvent que si tout allait mal je prendrais mes derniers quelques mille thalers et me réfugierais dans une ferme au milieu des forêts pour me livrer à l'agriculture. Mais il en fut autrement. »

On parla ensuite des rapports que lui adressaient les ambassades, rapports qu'il avait en général en une médiocre estime.

« — La plupart du temps, — dit-il, — c'est du papier et de l'encre. Le pire est quand ils sont longs. Ah! Quand B. envoie chaque fois une rame de papier à laquelle viennent s'ajouter des extraits d'anciens journaux, on y est habitué. Mais si un autre écrit beaucoup, cela vous met de mauvaise humeur parce qu'on sait qu'il n'y a rien dedans quand même. Si l'on écrit l'histoire d'après ces rapports, elle sera bien maigre de faits. Je crois qu'il est d'usage d'ouvrir les archives au bout de trente ans; je pense qu'on pourrait permettre aux historiographes de les ouvrir plus tôt. Ces dépêches, quand elles contiennent quelque chose, sont complètement incompréhensibles pour des personnes qui n'ont pas connu les auteurs de ces écrits. Qui sait, au bout de trente ans, quel homme fut l'auteur de ces dépêches, comment il envisageait les choses et comment son caractère les lui faisait retracer? Il faut deviner dans les rapports des ambassadeurs ce qu'ont voulu dire Gortschakoff, ou Gladstone, ou Granville. On apprend encore mieux ce qu'on veut savoir par les journaux. Mais il faut avoir encore une certaine connaissance des affaires. Mais les choses principales sont les lettres particulières et les communications confidentielles, même orales, toutes choses qu'on ne remet pas aux archives. — Il cita des exemples, et conclut : — On apprend ces choses par la voie confidentielle et non par la voie officielle. »

JEUDI, 23 *Février*. — Nous gardons Metz. Le Chef l'a déclaré avec certitude à table aujourd'hui. On ne semble pas devoir garder Belfort. L'entrée d'une partie de notre armée dans Paris est maintenant chose résolue.

Le soir, j'écris pour le *Moniteur* : —

Nous avons déjà, à différentes reprises, caractérisé le ton arrogant avec lequel la presse parisienne insulte les vainqueurs; nous avons pensé que l'occupation de Paris par notre armée, serait le seul moyen d'y mettre un terme. Les vantardises n'ont maintenant plus de bornes. Qu'on lise dans le *Figaro* du 21 Février, l'article intitulé : Les Prussiens en France, et signé, Alfred d'Aunay. On y reproche aux officiers allemands les choses les plus honteuses : le vol, le pillage, etc. Nous apprenons que ce procédé a rendu infructueux les efforts des négociateurs français qui voulaient empêcher l'entrée des Prussiens à Paris. Elle est maintenant imminente, et aura lieu aussitôt après la fin de l'armistice.

VENDREDI, 24 *Février*. — Il fait un temps de printemps, le plus

beau, le plus serein. Derrière la maison, dans le jardin, on entend le gazouillement des oiseaux. Thiers et Favre restent ici de une heure à cinq heures et demie. Lorsqu'ils sont partis, le duc de Mouchy et le comte de Gobineau se font annoncer, pour se plaindre, dit-on, de la pression exercée par le préfet allemand, à Beauvais. Il paraît qu'il gouverne avec dureté et non avec une clémence à lui concilier les cœurs.

Au dîner, pour la première fois depuis le commencement de la guerre, le Chef se présente en habit civil. Serait-ce un symbole de la conclusion de la paix?....

Samedi, 25 *Février*. — On reçoit de nouveau, de Bavière, des nouvelles peu réjouissantes. Durant la journée, Odo Russell s'est présenté sans avoir pu obtenir une audience.

On dit que l'Angleterre (1) a voulu intervenir dans les pourparlers sur la paix. Le soir, le bruit court que l'indemnité que doivent nous payer les Français serait réduite de six milliards à cinq milliards, et que les préliminaires de la paix seraient probablement signés demain. L'approbation de l'Assemblée Nationale fait seule défaut. Dans ces préliminaires, Metz est cédé. Mercredi prochain, nos soldats entreront dans Paris pour occuper la partie intérieure de la ville située entre la Seine, le Faubourg Saint-Honoré, et l'Avenue des Ternes. Le nombre des troupes sera de trente mille hommes. Ils y resteront jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait souscrit aux préliminaires de la paix. Ce consentement arrivera sans doute bientôt, et nous pourrons donc retourner en Allemagne.

Mercredi, 1er *Mars*. — Je fais de bonne heure une promenade au pont de Suresnes et, près du Bois de Boulogne, dans la plaine de Longchamp. J'assiste, du haut du toit de la tribune à moitié détruite, à la revue que passe l'Empereur, des troupes qui doivent entrer à Paris. Il y a des régiments bavarois. Demain la garde doit suivre. Au dîner, auquel assistent les ministres wurtembergeois de Wachter et Mittnacht, le Chef raconte qu'il était aussi entré à cheval dans Paris, et que le peuple l'avait reconnu, sans toutefois faire aucune manifestation hostile. Un homme vers lequel il s'était avancé pour lui demander du feu et qui lui faisait un visage parti-

(1) Le 4 Mars, le Chancelier m'a dit que l'Angleterre n'avait voulu intervenir que dans la question financière, mais qu'elle était venue trop tard.

culièrement sombre, avait très volontiers accédé à sa demande. Mittnacht raconte une autre histoire du grand seigneur, de la curiosité de qui on s'était entretenu.

« — Je ne sais si cette anecdote vous est déjà connue, — dit Mittnacht. — Quelqu'un lui était présenté ; il lui dit : « Ah ! j'ai entendu des choses très favorables à votre endroit. Mais qu'était-ce donc ? »

Rire général. Abeken seul, semble, comme toujours, entendre à regret ces propos légers.

JEUDI, 2 *Mars*. — Favre arrive à sept heures et demie, et demande à être présenté au Chef, mais Wollmann refuse d'éveiller celui-ci, ce qui mécontente fort l'Excellence parisienne. Favre a voulu lui communiquer lui-même la nouvelle qu'il venait de recevoir que l'Assemblée de Bordeaux venait d'approuver les préliminaires de la paix. Il vient, en conséquence, réclamer l'évacuation de Paris et des forts de la rive gauche. Il écrit une lettre pour faire cette demande.

LUNDI, 6 *Mars*. — Belle matinée. Des grives et des pinsons donnent le signal du départ. Nous sommes obligés de déjeuner au *Sabot d'Or*, notre service de table étant déjà emballé. A une heure de l'après-midi, les voitures se mettent en mouvement, et « d'un cœur léger » nous sortons de cette porte où nous sommes entrés, il y a cinq mois. Nous prenons par Villacoublay, Villeneuve-Saint-Georges, Charenton, et la faisanderie de Lagny, où nous arrivons à sept heures. Nous sommes logés dans deux pavillons situés sur la rive droite de la Marne, à trois cents pas environ du pont écroulé. De là, nous prenons un train express qui nous mène à Metz, où nous arrivons dans la nuit. Nous descendons à l'hôtel, tandis que le Chef se rend chez le comte de Henckel, à la Préfecture. Le lendemain, nous parcourons la ville dans toutes les directions. Nous visitons la cathédrale et, d'un bastion de la forteresse, nous parcourons du regard la contrée située au Nord-Ouest. Quelques minutes avant onze heures, nous remontons en wagon pour nous rendre à Francfort, en passant par Sarrebruck, Kreuznach, et Mayence. Partout, surtout à Sarrebruck et à Mayence, on reçoit le Chef avec enthousiasme, à Francfort seulement tout est tranquille. De Francfort, où nous étions arrivés à une heure avancée de la soirée, nous partons pour arriver le lendemain à sept heures et de-

mie à Berlin, dont nous avions été absents durant juste sept mois. Si l'on jette un regard en arrière, on pourra, et on devra se dire que, dans cet intervalle de temps, tout ce qui pouvait être fait a été fait.

FIN

TABLE

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny

Paris, Impr. de E. DONNAUD, rue Cassette, 1.